Table of Contents

Centrochelys sulcata – Benin (Annex 2A) **1**

Macaca fascicularis – Cambodia (Annex 2B) **21**

Tridacna crocea – Federated States of Micronesia (Annex 2C) **33**

Testudo hermanni - The former Yugoslav Republic of Macedonia (Annex 2D) NO RESPONSE RECEIVED

Centrochelys sulcata – Ghana (Annex 2E) **35**

Varanus exanthematicus– Ghana (Annex 2E) **73**

Centrochelys sulcata – Guinea (Annex 2F) **77**

Cacatua alba – Indonesia (Annex 2G) **79**

Ornithoptera Croesus – Indonesia (Annex 2H) **83**

Varanus timorensis – Indonesia (Annex 2I) **85**

Ptyas mucosus – Indonesia (Annex 2J) **95**

Trachyphylia geoffroyi – Indonesia (Annex 2K) **105**

Geochelone elegans – Jordan (Annex 2L) 1**25**

Centrochelys sulcata – Mali (Annex 2M) **135**

Agalychnis callidryas – Nicaragua (Annex 2N) **157**

Oophaga pumilio – Nicaragua (Annex 2O) **291**

Oophaga pumilio – Panama (Annex 2P) **421**

Lorius lory – South Africa (Annex 2Q) **429**

Varanus exathematicus – Togo (Annex 2R) **431**

Centrochelys sulcata – Togo (Annex 2S) **441**

Hippocampus comes – Viet Nam (Annex 2T) **465**

ANNEX 2A

REPUBLIQUE DU BENIN

MINISTERE DU CADRE DE VIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

DIRECTION GENERALE DES EAUX, FORETS ET CHASSE

TEL. : (229) 21-33-06-62 FAX : 21-33-21-92/21-33-04-21 BP. 393 COTONOU (R. BENIN)
E-mail : «foretsbenin@yahoo.fr»

Organe de Gestion de la CITES

Etude du commerce de spécimens d'animaux signalés comme produits en captivité : *Centrochelys sulcata*

Réponse au questionnaire

Code de source "C"

C1 : Combien d'établissement dans votre pays élèvent des spécimens de l'espèce et qui ensuite sont exportés ? Comment l'établissement d'élevage répond-il aux critères relatifs à l'environnement contrôlé selon la résolution Conf. 10. 16 (Rev.) Spécimens d'espèces animales élevées en captivité ?

Au Bénin, cinq établissements élèvent l'espèce *Centrochelys sulcata ou Geochelone sulcata.* Il s'agit de FACILITY 1, FACILITY 2, FACILITY 3, FACILITY 4, FACILITY 5. (Voir les détails sur ces Etablissements en annexe 1). Ces établissements ont construit des enclos en matériaux définitifs dans lesquels les spécimens sont élevés en captivité (Voir les photos illustratives en annexe 3). Le Cheptel reproducteur a été constitué sur la base des géniteurs exportés du Mali du Niger ou du Ghana (En en annexe 2, les copies de quelques permis CITES). Notons que l'espèce *Centrochelys sulcata* est une espèce sahélienne et désertique[1]. Donc elle n'existe pas au Sud du Bénin. Certaines études[2] ont affirmé que son aire de distribution pourrait s'étendre jusqu'à l'extrême nord du Bénin. Mais de façon formelle cette espèce n'existe pas à l'état sauvage en milieu naturelle au sud du Bénin où les établissements d'élevage sont installés.

C2. Tous ces établissements ont-ils- été inspectés pour assurer que les spécimens produits sont conformes à la résolution Conf. 10. 16 (Rev.) Spécimens d'espèces animales élevées en captivité ? Veuillez préciser plus avant toute règlementation ou mesure actuellement en vigueur pour assurer le suivi des établissements qui prétendent élever cette espèce en captivité, par exemple si les établissements sont tenus de tenir des registres de l'acquisition, du maintien ou de la reproduction de spécimens de cette espèce et si les autorités vérifient ces registres.

Les établissements qui élèvent les spécimens d'animaux signalés comme produits en captivité sont inspectés au moins une fois par an par l'Organe de gestion de la CITES Bénin. Ces établissements ne disposent pas d'un registre en bonne et due forme. Mais certains établissements notent des informations sur l'élevage de façon éparse. Les Dispositions sont prises pour doter ces établissements de registres appropriés.

C3. Quelles Autorités effectuent ces inspections et à quelle fréquence sont-elles entreprises.

---

[1] Roger Bour *et al.* ; (2004). *Atlas de la terrariophilie , Volume 2. Les Tortues (188 pages)* .

[2] Neuenschwander, P. Sinsin , B. et Georgen, G. (eds) . 2011 v. Protection de la nature Afrique de l'Ouest : Une Liste Rouge pour le Bénin. *Nature Conservation* in West Africa: Red List for Benin. International Institute of Tropical Agriculture, Ibadan Nigeria. 365 pages

Les inspections sont faites par l'organe de gestion de la CITES au Bénin (la Direction Générale des Eaux, Forêts et Chasse) au moins une fois par an pendant les missions de suivi et d'appui conseil aux fermes d'élevage en Ranch.

C4 Pour chaque établissement en question 1, veuillez remplir le formulaire de collecte de données (le document AC 29 Inf.1 peut être utile) ou fournir d'une manière différente les informations figurants sur le formulaire.

Le formulaire de collecte de données est rempli pour chacun des cinq établissements cités en C1 et annexé au présent document.

C5 Comment a-t-il été déterminé que le cheptel reproducteur a été constitué conformément aux dispositions de la CITES et aux lois nationales pertinentes et de manière non préjudiciable à la survie de l'espèce dans la nature ?

Le cheptel parental de ces établissements a été importé du Niger, du Mali ou du Ghana. Donc la totalité des géniteurs de base provient des importations du Niger, Mali et du Ghana.

C6 Le cheptel reproducteur a –t-il reçu des spécimens supplémentaires prélevés dans la nature depuis qu'il a été constitué et, dans l'affirmative, combien de spécimens, quand cela a –t-il eu lieu, et comment a-t-il été déterminé qu'ils ont été obtenus conformément aux dispositions de la CITES et des lois nationales pertinentes et de manière non préjudiciable à la survie de l'espèce dans la nature ?

Le cheptel reproducteur des établissements reçoit quelques fois des spécimens supplémentaires prélevés dans la nature en provenance de l'extérieur. Mais il arrive aussi que les Etablissements d'élevage s'échangent ou se vendent des géniteurs.

Code de source "R"

R2 Veuillez fournir les informations suivantes :

i) **L'état de la population sauvage concernée établi par un suivi réalisé à une fréquence appropriée et avec une précision suffisante pour pouvoir reconnaitre les changements dans la taille et la structure de la population occasionnés par l'élevage en ranch.**
L'espèce *Centrochelys sulcata* n'existe pas à l'état sauvage (naturel) au sud du Bénin. Cependant quelques spécimens sauvages sont prélevés en 2012 dans la nature (Nord du Bénin) pour augmenter la taille de la population levée en ranch. Les spécimens élevés en ranch proviennent des géniteurs élevés en captivité. Donc l'élevage en Ranch n'occasionne pas des changements notables sur l'état de la population sauvage.

ii) **Le nombre de spécimens (œufs, jeunes ou adultes) prélevés chaque année dans la nature et le pourcentage de ces prélèvements utilisés pour approvisionner les établissements d'élevage en ranch ;**
En 2012 une cinquantaine de spécimens d'adultes sont prélevés dans l'extrême nord du Bénin pour approvisionner les établissements d'élevage en ranch de FACILITY 5 et de FACILITY 2.

iii) **Des détails sur le niveau de la production annuelle et sur le type et la quantité de produits destinés à l'exportation**
Les individus produits chaque année sont exportés à l'état juvénile. En moyenne chaque femelle reproductrice produit dix petits qui seront exportés par la suite.

Environ 50 bébés Sulcata sont produits en ranch peuvent être exportés chaque année.

iv) **Une estimation du pourcentage de la production annuelle d'œufs, de nouveaux nés et autres stades du cycle de vie prélevés dans la nature pour l'établissement d'élevage en ranch.**
Seule une cinquantaine de spécimens adultes ont été prélevés en 2012 pour approvisionner les établissements d'élevage en ranch de FACILITY 5 et de FACILITY 2

v) **Le nombre d'animaux relâchés et leur taux de survies estimé sur la base d'étude et de programmes de marquage éventuels.**
Les spécimens de *Centrochelys sulcata* produits en captivité ne sont pas relâchés dans la nature.

vi) **Le taux de mortalité en captivité et les causes de cette mortalité ?**
Le taux de mortalité en captivité est très faible (5%). Les causes ne sont pas déterminées de façon formelle. Des études scientifiques en collaboration avec les universitaires permettront de régler ce problème.

vii) **Les programmes de conservation et les expériences scientifiques réalisés dans le cadre de l'établissement ou de la population sauvage concernés ;**
Il n'y a pas programmes de conservation ni d'expériences scientifiques réalisés dans le cadre de l'établissement ou de la population sauvage concernée.

viii) **Une estimation du pourcentage de l'aire de répartition de l'espèce ou opère l'établissement**
Les 05 établissements mentionnés plus haut opèrent au sud du Bénin. De façon formelle cette espèce n'existe pas à l'état naturel au sud du Bénin où les établissements d'élevage sont installés. Notons que l'espèce *Centrochelys sulcata* est une espèce sahélienne et désertique[3]. Certaines études[4] ont affirmé que son aire de distribution pourrait s'étendre jusqu'à l'extrême nord du Bénin.

R2 Combien d'établissement dans votre pays élèvent en ranch des spécimens de l'espèce concernées qui sont en ensuite exportés ?
Cinq établissements. Il s'agit de FACILITY 1, FACILITY 2, FACILITY 3, FACILITY 4 FACILITY 5.

Q1 Si différents codes de sources s'appliquent aux spécimens dans le même établissement, expliquez comment il est assuré qu'un code de sources exact est attribué à chaque spécimens lors de l'exportation.
En fouillant nos bases de données, nous avons constaté que par erreur, différents codes de sources sont appliqués aux spécimens dans le même établissement. Cette situation s'explique par une erreur de frappe et un manque d'attention. Les dispositions sont prises pour éviter que ces genres d'erreur ne se reproduisent plus.

which

[3] Roger Bour *et al.* ; (2004). *Atlas de la terrariophilie , Volume 2. Les Tortues (188 pages)* .

[4] Neuenschwander, P. Sinsin , B. et Georgen, G. (eds) . 2011 v. Protection de la nature Afrique de l'Ouest : Une Liste Rouge pour le Bénin. *Nature Conservation* in West Africa: Red List for Benin. International Institute of Tropical Agriculture, Ibadan Nigeria. 365 pages

Annexe 1 : Receuil des données sur les établissements

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNÉES

INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR L'ÉTABLISSEMENT

Date de l'inspection : 27/03/17 Nom de l'inspecteur principal :

Nom de l'établissement : FACILITY 1

Nom et fonction(s) de tous les inspecteurs présents :

1.

2.

Type d'inspection :

☐ Première inspection

☒ Inspection de routine

☐ Inspection de suivi *(en cas de persistance d'anomalies ou d'incohérences relevées au cours d'une inspection antérieure)*

Date de la dernière inspection : 30/03/2017

Raison sociale de l'établissement : A but commercial

Nom du/des propriétaire(s) :

Adresse de l'établissement et nom de la personne à contacter :

E-mail

Année de création de l'établissement : 1989

Nombre actuel d'employés au sein de l'établissement : 15

À plein temps [X] À temps partiel [ ]

Nom et fonction de l'employé de l'établissement accompagnant l'inspecteur/les inspecteurs :

L'entreprise fait-elle appel aux services d'un vétérinaire professionnel? Oui ☒ Non ☐

Si oui, quels sont les nom et adresse de ce vétérinaire?

L'entreprise élève-t-elle des animaux ailleurs? Oui ☐ Non ☒

Si oui, où?

Si oui, prendre des dispositions pour inspecter cet/ces endroit(s) dans les meilleurs délais

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNÉES

INFORMATIONS SUR LES ESPÈCES *(remplir un formulaire distinct pour chaque espèce élevée au sein de l'établissement)*

Date de l'inspection : 27/09/2017 Nom de l'inspecteur principal :

Nom de l'établissement : FACILITY 1 Espèce : Centrochelys sulcata

*Date de la première acquisition de spécimens : 10 juillet 2017

Origine et stade de développement du cheptel parental : Niamey (Niger) Adulte

Nombre de spécimens composant le cheptel parental et répartition mâles/femelles, si connue : 04 Mâles 02 Femelles 02

*Avez-vous acquis d'autres spécimens par la suite ? Si oui, d'où provenaient-ils? Non

Cette espèce est-elle élevée EN CAPTIVITÉ? Oui ☒ Non ☐

Date de démarrage de l'élevage: 10 juillet 2017

Nombre de portées/couvées par an : 0

Nombre de nouveau-nés/œufs par portée/couvée 0

Nombre obtenu l'année précédente : 0

CHEPTEL REPRODUCTEUR ADULTE	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre d'adultes présents :	04	04
Nombre de mâles présents :	02	02
Nombre de femelles :	02	02
% annuel de femelles reproductrices :	—	

Quel type d'aliments donnez-vous aux animaux adultes? Laitue, carottes, herbes sauvages, pitaya, aliments divers, fruits et légumes

JUVÉNILES (SPÉCIMENS ÉLEVÉS EN CAPTIVITÉ ET EN RANCH CONFONDUS)	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre de juvéniles présents :	—	—
Âge à la maturité sexuelle (en nombre d'années) :	—	
Taille ou poids à la maturité sexuelle (en cm ou g) :	—	
Taille ou poids à la vente (en cm ou g) :	—	
% de survie des juvéniles après deux semaines (œufs non éclos y compris)	—	

Quel type d'aliments donnez-vous aux juvéniles? —

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNÉES

INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR L'ÉTABLISSEMENT

Date de l'inspection : 27/09/17 Nom de l'inspecteur principal :

Nom de l'établissement : FACILITY 3

Nom et fonction(s) de tous les inspecteurs présents :

1.

2.

Type d'inspection :

☐ Première inspection

☒ Inspection de routine

☐ Inspection de suivi *(en cas de persistance d'anomalies ou d'incohérences relevées au cours d'une inspection antérieure)*

Date de la dernière inspection : 30/03/2017

Raison sociale de l'établissement : A bat Commercial

Nom du/des propriétaire(s) :

Adresse de l'établissement et nom de la personne à contacter :

Année de création de l'établissement : 2005

Nombre actuel d'employés au sein de l'établissement : 07

À plein temps [X] À temps partiel [ ]

Nom et fonction de l'employé de l'établissement accompagnant l'inspecteur/les inspecteurs :

L'entreprise fait-elle appel aux services d'un vétérinaire professionnel? Oui ☐ Non ☒

Si oui, quels sont les nom et adresse de ce vétérinaire?

L'entreprise élève-t-elle des animaux ailleurs? Oui ☐ Non ☒

Si oui, où?

Si oui, prendre des dispositions pour inspecter cet/ces endroit(s) dans les meilleurs délais

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNÉES

INFORMATIONS SUR LES ESPÈCES *(remplir un formulaire distinct pour chaque espèce élevée au sein de l'établissement)*

Date de l'inspection : 22/05/2017 Nom de l'inspecteur principal :

Nom de l'établissement : FACUTY 3 Espèce : Centrochelys Sulcata

*Date de la première acquisition de spécimens : 2005

Origine et stade de développement du cheptel parental : Mali (BAMAKO) Adultes

Nombre de spécimens composant le cheptel parental et répartition mâles/femelles, si connue : 07 Mâles 05 Femelles 02

*Avez-vous acquis d'autres spécimens par la suite ? Si oui, d'où provenaient-ils? Oui Bamako (Mali)

Cette espèce est-elle élevée EN CAPTIVITÉ? Oui ☒ Non ☐

Date de démarrage de l'élevage : 2005

Nombre de portées/couvées par an : 08-12

Nombre de nouveau-nés/œufs par portée/couvée : 90%

Nombre obtenu l'année précédente : 60

CHEPTEL REPRODUCTEUR ADULTE	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre d'adultes présents :	14	14
Nombre de mâles présents :	07	07
Nombre de femelles :	07	07
% annuel de femelles reproductrices :	100%	
Quel type d'aliments donnez-vous aux animaux adultes?	Pâte alimentaire, herbes sauvages, son de Soja	

JUVÉNILES (SPÉCIMENS ÉLEVÉS EN CAPTIVITÉ ET EN RANCH CONFONDUS)	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre de juvéniles présents :	25	25
Âge à la maturité sexuelle (en nombre d'années) :	11 ans	
Taille ou poids à la maturité sexuelle (en cm ou g) :	45-60 cm	
Taille ou poids à la vente (en cm ou g) :	6-8 cm	
% de survie des juvéniles après deux semaines (œufs non éclos y compris)	10%	
Quel type d'aliments donnez-vous aux juvéniles?	Laitue, herbes, fruits et légumes, pâte alimentaire.	

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNÉES

INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR L'ÉTABLISSEMENT

Date de l'inspection : 27/09/17 Nom de l'inspecteur principal :

Nom de l'établissement : FACILITY 2

Nom et fonction(s) de tous les inspecteurs présents :

1.

2.

Type d'inspection :

- ☐ Première inspection
- ☒ Inspection de routine
- ☐ Inspection de suivi *(en cas de persistance d'anomalies ou d'incohérences relevées au cours d'une inspection antérieure)*

Date de la dernière inspection : 30/03/2017

Raison sociale de l'établissement : A but Commercial

Nom du/des propriétaire(s) :

Adresse de l'établissement et nom de la personne à contacter :

Année de création de l'établissement : 2006

Nombre actuel d'employés au sein de l'établissement : 05

À plein temps [X] À temps partiel [ ]

Nom et fonction de l'employé de l'établissement accompagnant l'inspecteur/les inspecteurs :

L'entreprise fait-elle appel aux services d'un vétérinaire professionnel? Oui ☐ Non ☒

Si oui, quels sont les nom et adresse de ce vétérinaire?

L'entreprise élève-t-elle des animaux ailleurs? Oui ☐ Non ☒

Si oui, où?

Si oui, prendre des dispositions pour inspecter cet/ces endroit(s) dans les meilleurs délais

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNÉES

INFORMATIONS SUR LES ESPÈCES *(remplir un formulaire distinct pour chaque espèce élevée au sein de l'établissement)*

Date de l'inspection : 27/09/2017 Nom de l'inspecteur principal :

Nom de l'établissement : FACILITY 2 Espèce : Centrochelys sulcata

*Date de la première acquisition de spécimens : 2012

Origine et stade de développement du cheptel parental : Mali (Bamako)

Nombre de spécimens composant le cheptel parental et répartition mâles/femelles, si connue : 03 Mâles 01 Femelles 02

*Avez-vous acquis d'autres spécimens par la suite ? Si oui, d'où provenaient-ils? oui (Niger et Mali)

Cette espèce est-elle élevée EN CAPTIVITÉ? Oui ☒ Non ☐

Date de démarrage de l'élevage : Avril 2012

Nombre de portées/couvées par an : 09 - 25

Nombre de nouveau-nés/œufs par portée/couvée : 100

Nombre obtenu l'année précédente : 24

CHEPTEL REPRODUCTEUR ADULTE	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre d'adultes présents :	06	06
Nombre de mâles présents :	02	02
Nombre de femelles :	04	04
% annuel de femelles reproductrices :	100%	
Quel type d'aliments donnez-vous aux animaux adultes?	herbe sauvage, laitue, pâte alimentaire, fruits et légumes	

JUVÉNILES (SPÉCIMENS ÉLEVÉS EN CAPTIVITÉ ET EN RANCH CONFONDUS)	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre de juvéniles présents :	01	01
Âge à la maturité sexuelle (en nombre d'années) :	20 ans	
Taille ou poids à la maturité sexuelle (en cm ou g) :	35cm au plastron	
Taille ou poids à la vente (en cm ou g) :	07 - 08 cm	
% de survie des juvéniles après deux semaines (œufs non éclos y compris)	100%	
Quel type d'aliments donnez-vous aux juvéniles?	laitue sauvage et pâte alimentaire	

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNÉES

INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR L'ÉTABLISSEMENT

Date de l'inspection : 29/09/17 Nom de l'inspecteur principal :

Nom de l'établissement : FACILITY 4

Nom et fonction(s) de tous les inspecteurs présents :

1.

2.

Type d'inspection : ☒ Première inspection Date de la dernière inspection : 29/09/2017

☐ Inspection de routine

☐ Inspection de suivi *(en cas de persistance d'anomalies ou d'incohérences relevées au cours d'une inspection antérieure)*

Raison sociale de l'établissement : A but Commercial

Nom du/des propriétaire(s) :

Adresse de l'établissement et nom de la personne à contacter :

Année de création de l'établissement : 1989

Nombre actuel d'employés au sein de l'établissement : 04

À plein temps 04 À temps partiel

Nom et fonction de l'employé de l'établissement accompagnant l'inspecteur/les inspecteurs :

L'entreprise fait-elle appel aux services d'un vétérinaire professionnel? Oui ☒ Non ☐

Si oui, quels sont les nom et adresse de ce vétérinaire?

L'entreprise élève-t-elle des animaux ailleurs? Oui ☐ Non ☒

Si oui, où?

Si oui, prendre des dispositions pour inspecter cet/ces endroit(s) dans les meilleurs délais

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNÉES

INFORMATIONS SUR LES ESPÈCES *(remplir un formulaire distinct pour chaque espèce élevée au sein de l'établissement)*

Date de l'inspection : ..... Nom de l'inspecteur principal : .....

Nom de l'établissement FACILITY 4 Espèce : Centrochelys Sulcata

*Date de la première acquisition de spécimens : 2011

Origine et stade de développement du cheptel parental : Niger (Niamey) Adulte

Nombre de spécimens composant le cheptel parental et répartition mâles/femelles, si connue : 06 Mâles 02 Femelles 04

*Avez-vous acquis d'autres spécimens par la suite ? Si oui, d'où provenaient-ils? NON

Cette espèce est-elle élevée EN CAPTIVITÉ? Oui [X] Non [ ]

Date de démarrage de l'élevage: 2011

Nombre de portées/couvées par an : /

Nombre de nouveau-nés/œufs par portée/couvée /

Nombre obtenu l'année précédente : /

CHEPTEL REPRODUCTEUR ADULTE	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre d'adultes présents :	01	01
Nombre de mâles présents :	01	01
Nombre de femelles :	01	01
% annuel de femelles reproductrices :	0	
Quel type d'aliments donnez-vous aux animaux adultes?	Lettue, carotte	

JUVÉNILES (SPÉCIMENS ÉLEVÉS EN CAPTIVITÉ ET EN RANCH CONFONDUS)	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre de juvéniles présents :	01	01
Âge à la maturité sexuelle (en nombre d'années) :	0	
Taille ou poids à la maturité sexuelle (en cm ou g) :	0	
Taille ou poids à la vente (en cm ou g) :	0	
% de survie des juvéniles après deux semaines (œufs non éclos y compris)	0	
Quel type d'aliments donnez-vous aux juvéniles?	lettue carotte.	

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNÉES

INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR L'ÉTABLISSEMENT

Date de l'inspection : 28/09/17 Nom de l'inspecteur principal :

Nom de l'établissement : FACILITY 5

Nom et fonction(s) de tous les inspecteurs présents :

1.

2.

Type d'inspection :

- [x] Première inspection
- [ ] Inspection de routine
- [ ] Inspection de suivi *(en cas de persistance d'anomalies ou d'incohérences relevées au cours d'une inspection antérieure)*

Date de la dernière inspection : 28/09/2017

Raison sociale de l'établissement : A but commercial

Nom du/des propriétaire(s) :

Adresse de l'établissement et nom de la personne à contacter :

Année de création de l'établissement : 1993

Nombre actuel d'employés au sein de l'établissement : 02

À plein temps 02 À temps partiel

Nom et fonction de l'employé de l'établissement accompagnant l'inspecteur/les inspecteurs :

L'entreprise fait-elle appel aux services d'un vétérinaire professionnel? Oui [x] Non [ ]

Si oui, quels sont les nom et adresse de ce vétérinaire?

L'entreprise élève-t-elle des animaux ailleurs? Oui [ ] Non [x]

Si oui, où?

Si oui, prendre des dispositions pour inspecter cet/ces endroit(s) dans les meilleurs délais

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNÉES

INFORMATIONS SUR LES ESPÈCES *(remplir un formulaire distinct pour chaque espèce élevée au sein de l'établissement)*

Date de l'inspection : 28/09/2017 Nom de l'inspecteur principal : ____

Nom de l'établissement : FACILITY 5 Espèce : Centrochelys Sulcata

*Date de la première acquisition de spécimens : 2002

Origine et stade de développement du cheptel parental : Bamako (Mali) Adulte

Nombre de spécimens composant le cheptel parental et répartition mâles/femelles, si connue : 06 Mâles 02 Femelles 04

*Avez-vous acquis d'autres spécimens par la suite ? Si oui, d'où provenaient-ils? NON

Cette espèce est-elle élevée EN CAPTIVITÉ? Oui [X] Non [ ]

Date de démarrage de l'élevage: 2002

Nombre de portées/couvées par an : 06-12

Nombre de nouveau-nés/œufs par portée/couvée 30%

Nombre obtenu l'année précédente : NON

CHEPTEL REPRODUCTEUR ADULTE	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre d'adultes présents :	06	06
Nombre de mâles présents :	02	02
Nombre de femelles :	02	02
% annuel de femelles reproductrices :	%	
Quel type d'aliments donnez-vous aux animaux adultes?	Le Nénuphar, Pâte alimentaire, fourrage	

JUVÉNILES (SPÉCIMENS ÉLEVÉS EN CAPTIVITÉ ET EN RANCH CONFONDUS)	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre de juvéniles présents :	/	/
Âge à la maturité sexuelle (en nombre d'années) :	/	
Taille ou poids à la maturité sexuelle (en cm ou g) :	/	
Taille ou poids à la vente (en cm ou g) :	/	
% de survie des juvéniles après deux semaines (œufs non éclos y compris)	/	
Quel type d'aliments donnez-vous aux juvéniles?	/	

Annexe 2 : Quelques permits d'exportation de G. Sulcata

WD/EW.109/VOL.2/112

CITES CONVENTION ON INTERNATIONAL TRADE IN ENDANGERED SPECIES OF WILD FAUNA AND FLORA

PERMIT / CERTIFICATE No. 014774

[X] EXPORT
[ ] RE-EXPORT
[ ] IMPORT
[ ] OTHER:

Original

2. Valid until: 24TH AUGUST, 2016

3. Importer (name and address): FACILITY 2

3a. Country of import: BJ

4. Exporter (name and address):

5. Special conditions

a. This permit is valid for six months from the date of issue
b. This permit is not transferable
c. Shipment is to be made in a single consignment
d. Possession of this permit does not exempt the holder from compliance with other laws relating to the export of animals and trophies
e. Your attention is drawn to the Wildlife Conservation Regulation, 1971 (L.I 685) and its amendments copies of which may be examined at the office of issue of this permit
f. For live animals, this permit or certificate is only valid if the transport conditions conform to the Guidelines for Transport of Live Animals or, in the case of air transport, to the IATA Live Animals Regulations
g. Other conditions

Wildlife Division
(Forestry Commission)
P. O. Box M 239
Accra
Ghana, West Africa
Tel 233-21-664654, 662360
Fax 233-21-668476
E-mail: wildlife@ncs.com.gh

5a. Purpose of the transaction (see reverse): T

5b. Security stamp N°: 1154728

7/8. SCIENTIFIC NAME (genus and species) AND COMMON NAME OF ANIMAL OR PLANT	9. Description of specimens, including identifying marks or numbers (age/sex if live)	10. Appendix No and source (see reverse)	11. Quantity (including unit)	11a. Total exported Quota
7/8 Geochelone sulcata (Giant Tortoise)	Live	II/C	50 Fifty	900 4,000/16

12. Country of origin* | Permit No | Date | 12a. Country of last re-export | Certificate No | Date | 12b. No of the operation** or date of acquisition***

GH

13. THIS PERMIT IS ISSUED BY:

ACCRA — Place
24/02/2016 — Date

Security name, signature and official seal

14. EXPORT ENDORSEMENT

15. Bill of Lading/Air Waybill Number

Block	Quantity
A	
B	
C	
D	

Port of Export | Date | Signature

CITES PERMIT / CERTIFICATE N°

CITES Resolutions - 105

CITES

CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPÈCES DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACÉES D'EXTINCTION

☒ EXPORTATION
☐ REEXPORTATION
☐ IMPORTATION
☐ AUTRE :

PERMIS / CERTIFICAT
№ 00993
Original 17/15

03/02/16

FACILITY 2

Direction Nationale des Eaux et Forêts
BP 275
BAMAKO
République du Mali

1299021

A	FAUCETTE DORÉE Uromastyx geyeri	VIVANT	IIW	mille (1000)	2700 500/TE
	NL	00993	03/02/16		
B	AFRICAN SPURRED TORTOISE Geochelone sulcata	VIVANT	CIT	cent (100)	
	NL	00993	03/02/16		
C					
D					
E					

13. CE PERMIS EST DELIVRÉ PAR L'AUTORITÉ SUIVANTE :

Bamako le 03/02/2016

LE DIRECTEUR NATIONAL P.O.
L'ADJOINT

SOUMARE TIEMO

14. APPROVISIONNEMENT D'EXPORTATION

Bon	Quantité
a	
b	
c	
d	
e	

15. Quantité restante de l'exportation

Par l'exportateur | Date | Signature | Cachet et signature

CITES PERMIS / CERTIFICAT № 00993

Annexe 3 : Quelques photos d'elevage de *G. Sulcata* dans les Etablissement d'élévage

Photo1 : *Elevage des bébés de Centrochelys sulcata dans une caisse dans l'etablissement* FACILITY 3

Photo2 : *Système d'élevage de Centrochelys sulcata dans l'etablissement* FACILITY 2

Photo3 : Système d'élevage en captivité de *Centrochelys sulcata* dans un domaine cloturé dans l'établissement FACILITY 1

Photo4 : Système d'élevage de *Centrochelys sulcata* dans un enclos grillagé dans l'établissement FACILITY 3

Photo5 : Système d'élevage en captivité de *Centrochelys sulcata* dans l'établissement FACILITY 2

Photo6 : Alimentation en captivité de *Centrochelys sulcata* dans l'établissement FACILITY 2

Photo7 : Mensuration d'un géniteur de *Centrochelys sulcata* dans l'établissement FACILITY 3

ANNEX 2B

ព្រះរាជាណាចក្រកម្ពុជា
ជាតិ សាសនា ព្រះមហាក្សត្រ

ក្រសួងកសិកម្ម រុក្ខាប្រមាញ់ និងនេសាទ
សមត្ថកិច្ចគ្រប់គ្រងសាយតែសកម្ពុជា
CITES Management Authority of Cambodia

លេខ: ...ជ.ស/...សកសក/CMAC

រាជធានីភ្នំពេញ ថ្ងៃទី.....ខែ.....ឆ្នាំ២០១.....

Phnom Penh, 12 October 2017

H.E. Dr. John E. Scanlon
Secretary-General
CITES Secretariat, International Environment House
11 Chemin des Anémones CH-1219
Châtelaine, Geneva, Switzerland

Subject: Source codes C and F in relation to specimens of *Macaca fascicularis* exported from Cambodia

Dear Dr. Scanon:

In reference to CITES Secretariat letter Ref.: DM/VZ, dated 25 August 2017, Cambodia's CITES Management Authority herewith submits its response to questions and concerns associated with its classification of specimens of *Macaca fascicularis* under source codes C and F in relation to exports of specimens of *Macaca fascicularis* and source code designations consistent with the definitions agreed by the Conference of Parties.

Each of the six licensed breeding operations in Cambodia unmistakingly meets the controlled environment requirement in CITES Resolution Conf. 10.16 (Rev) on 'specimens of animal species bred in captivity' for assigning a source code designation of C. Indeed, the boundaries of each of the breeding facilities are surrounded by cement walls that prevent the entrance of wild animals, with breeding stock housed separately. The structure of each of the facilities' enclosures is composed of cement walls and a steel wire structure that prevents animals from escaping and includes sufficient space and height, as well as different levels of perches and swings, to allow animals to behave as if in a natural setting. The animals are fed daily with Purina Diet and 3 times a week with supplementary seasonal fresh fruits and vegetables. There is an automated drinking water system installed in each enclosure, each of which is cleaned twice daily and disinfected weekly, allowing animals access to natural illumination and temperature. Every licensed breeding operation is required to produce second generation (F2) or higher (F3, F4, ...) offspring in these "controlled environments."

Prior to 2007, Cambodia's CITES Management Authority issued appropriate CITES permits for exporting *Macaca fascicularis* from licensed breeding operations under source code C. The assignment of that source code was consistent with the designation of animals bred in captivity in licensed breeding operations in accordance with CITES Resolution Conf. 10.16 (Rev.).

Subsequent to 2007, however, the designations on CITES permits that were issued for exporting *Macaca fascicularis* from licensed breeding operations by the Cambodia CITES Management Authority have been less consistent. There have, indeed, been some erroneous misinterpretations that have previously been made in assigning source codes that have, in essence, transformed correct source code designations of C to those of either F, 'F1,' or 'F2' during the period from 2007 to 2016, with the retention, as well, in 2011, of correct source code designations of C with respect to exports to China. These alterations have been attributable to the misunderstanding that the designations assigned to the generations that were bred in captivity (i.e., F1, F2, F3, ...) in licensed breeding operations were synonomous with the designation of an assigned source code of F. Generational designations of F1, F2, F3, ... were, thus, inadvertently considered to be synonomous with the assignment of a source code related to F, even though *Macaca fascicularis* continued to be bred in licensed breeding operations in "controlled, closed environments."

អាសយដ្ឋាន: អគារលេខ២០ ផ្លូវជាតិលេខ២១ ក្រុមប្រជាជនកណ្តាល ភូមិ២ សង្កាត់ទន្លេបាសាក់ ខណ្ឌចំការមន ក្រុងភ្នំពេញ ។ ទូរស័ព្ទ ១០០ ... ១២១ ... ...
#242 Preah Norodom, Sangkat Tonle Basac, Khan Chamkarmon, Phnom Penh, Cambodia. Tel/Fax: +855-23 726 141 Email: citescambodia@gmail.com

The erroneous alterations of the source codes from C to F, 'F1,' or 'F2' underscores the significance of developing an effective capacity building program to ensure that national staff are provided with the opportunity to strengthen their understanding of the designations and purposes of CITES source codes, particularly in the context of the revisions that are regularly made to Resolution Conf. 10.16 (Rev.). The Cambodia CITES Management Authority would unreservedly endorse such efforts of the CITES Animal Committee to organize a regional or national training workshop on CITES source codes to enhance implementation of CITES Convention requirements.

In the meantime, the maintenance of the country's wild population of *Macaca fascicularis* has been ensured through the adoption by the Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries of the recommendation prepared by the Forestry Administration in October 2010 to suspend permits for collecting and/or harvesting *Macaca fascicularis* in the wild. That suspension is expected to continue to remain in place through at least 2018 until more comprehensive assessments of the distribution, conservation status, and utilization of *Macaca fascicularis* in the country might be available to support the biological and trade-related requirements of CITES.

We express our appreciation to the CITES Animal Committee for providing its assessment of CITES permits issued for exporting *Macaca fascicularis* from Cambodia, which will contribute much to efforts to enhance our understanding of the designations and purposes of CITES source codes.

I am very pleased to report to the CITES Secretariat as a result of that assessment that from October 2017, the CITES Management Authority of Cambodia will resume issuing CITES permits for exporting *Macaca fascicularis* from Cambodia with source code C in recognition of the supporting evidence that all live *Macaca fascicularis* specimens that are exported are, indeed, 'captive bred' in a 'controlled environment' that meets the requirement of a closed environment according to CITES Resolution Conf. 10.16 (Rev) on specimens of animal species bred in captivity.

Please accept, your Excellency, the assurance of our highest consideration.

Sincerely yours,

Ty Sokhun, Ph.D.
Chairman of Cambodia CITES Management Authority
Secretary of State, Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries

cc: Secretariat of MAFF
Forestry Administration

Source Codes on Permits for Exports of Specimens of *Macaca fascicularis* from Cambodia from 2004-2016

Source Code	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Totals
C	2,090		13,230	4,460				6,000						25,780
F				1,800	14,820	14,860	3,095	3,050	3,790	7,039	144			48,598
F1											2,067	3,661	6,567	12,295
F2						1,000					2,870			3,870
Totals	**2,090**		**13,230**	**6,260**	**14,820**	**15,860**	**3,095**	**9,050**	**3,790**	**7,039**	**5,081**	**3,661**	**6,567**	**90,543**

Questionnaire related to Source Codes C and F (*Macaca fascicularis*)

No.	Questions	Answers
	Source Code "C"	
C1	How many facilities in your country are breeding specimens of the species concerned which are subsequently being exported? How does the breeding facility meet the criteria of a closed environment according to Resolution Conf.10.16 (Rev.) on Specimens of animal species bred in captivity?	There are seven facilities in Cambodia that are currently breeding and exporting specimens of *Macaca fascicularis* with a source code of C, although there have been some erroneous misinterpretations made in assigning source codes that have, in essence, transformed correct source code designations of C to those of either F, 'F1', or 'F2.' Those seven facilities are managed by six companies, which include FACILITY 1 and FACILITY 2, FACILITY 3 AND FACILITY 4 (2 facilities), FACILITY 5 (1 facility), FACILITY 6 (1 facility), and FACILITY 7 (1 facility). The first two of those companies - and - are the principal exporters of *Macaca fascicularis.* Each of the licensed *Macaca fascicularis* breeding operations in the country unmistakingly meets the requirement of a closed environment in accordance with Resolution Conf. 10.16 (Rev) on 'specimens of animal species bred in captivity.' Indeed, the boundaries of each of the breeding facilities are surrounded by cement walls that prevent the entrance of wild animals, with breeding stock housed separately. The structure of each of the facilities'enclosures is composed of cement walls and a steel wire structure that prevents animals from escaping and includes sufficient space and height, as well as different levels of perches and swings, to allow animals to behave as if in a natural setting. The animals are fed daily with Purina Diet and 3 times a week with supplementary seasonal fresh fruits and vegetables. There is an automated drinking water system installed in each enclosure, each of which is cleaned twice daily and disinfected weekly, allowing animals access to natural illumination and temperature. Each of the licensed *Macaca fascicularis* breeding operations meets the requirement of a closed environment in accordance with Resolution Conf. 10.16 (Rev) on 'specimens of animal species bred in captivity' and those specimens should, therefore, be classified as source code C: 1. Each of the licensed *Macaca fascicularis* breeding operations has been established according to Cambodian law related to primate breeding farms and has been licensed by the Ministry of Agriculture, Forestry & Fisheries

No.	Questions	Answers
		(MAFF). 2. The animals in each of the licensed *Macaca fascicularis* breeding operations are bred in a controlled environment and movements of animals between breeding sites are regulated by the Forestry Administration and overseen by Forestry Administration officials. 3. The breeding stock in each of the licensed *Macaca fascicularis* breeding operations has been established according to Cambodian law with collection quotas determined by the Forestry Administration and issued by the Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries. There are taxes paid to the government on the basis of the Forestry Administration's audits of the number of animals in the wild that are collected. The collection process has been overseen by the Forestry Administration and the recommended collection quota has been based on an assessment of the wild population of *Macaca fascicularis* undertaken between 2002 and 2010 such that the number of animals collected would have no detrimental effect on the survival of the species in the wild. 4. Each of the licensed *Macaca fascicularis* breeding operations has produced offspring of second (F2) and subsequent generations (F3, F4) in a controlled environment. 5. Every licensed breeding operation is well-managed by professional staff with access to experienced veterinarians. B has achieved accreditation for AAALAC (Association for Assessment and Accreditation of Laboratory Animal Care International) in 2012, as well. 6. The annual birth rate in licensed breeding operations over the past 10 years has been far in excess of the number of animals exported to ensure sufficient breeder replacement and the growth of animal colonies. The evidence indicates that each of the licensed breeding operations in the country meets the controlled environment requirement and the specimens of *Macaca fascicularis* exported from each of those facilities should be classified as source code C.
C2	Have all of these facilities been inspected to ensure that the specimens produced comply with Resolution Conf.10.16 (Rev.) on Specimens of animal species bred in captivity? Please explain	Yes. Each of the licensed *Macaca fascicularis* breeding operations has been inspected to ensure that the specimens produced comply with Resolution Conf.10.16 (Rev.) on 'specimens of animal species bred in captivity.' The current monitoring activities conducted at each of the licensed *Macaca*

No.	Questions	Answers
	further any regulations or measures currently in place for monitoring facilities which claim to be captive breeding this species, for example whether facilities are required to keep records of the acquisition, maintenance or breeding of animals of this species, and whether authorities verify these records?	*fascicularis* breeding operations by government authorities include: **Monthly inspections**: One Forestry Administration officer from the head office in Phnom Penh and another from the local Forestry Administration office conduct site inspections to update monthly inventories of animals. The officials randomly count animal enclosures and review relevant animal records, including records of births and deaths, as well as records of animal movements between buildings inside the breeding facilities. **Export inspections**: The officer from the Forestry Administration head office accompanied by a local Forestry Administration officer inspect the licensed breeding facility prior to issuing a trucking permit. The officials assess the general condition of breeding stock and rearing stock and randomly verify animal Identification Numbers (IDs) according to data provided on each of the export candidates in the quarantine building. On the date of animal crating, at least one local Forestry Administration official and one Forestry Administration officer from Phnom Penh perform a final inspection prior to exporting the animals by counting and verifying the IDs of each of the animals that is to be exported. Veterinarians assigned by the General Directorate of Animal Health and Production inspect animal health inside the quarantine building at least 2 or 3 times prior to the date of export. **Annual inspections**: There is a team assigned from the Forestry Administration head office, which is led by a high level officer, accompanied by a local Forestry Administration official that inspects and counts each of the animals inside the breeding facility. The team evaluates the general breeding and rearing environment, animal health conditions, and facility management. Each of the licensed *Macaca fascicularis* breeding operations also maintains various records associated with animal breeding, including records on general husbandry associated with the animals, treatment of diseases or injuries, births and deaths, and movements from enclosure to enclosure. These activities are conducted in close coordination with the Forestry Administration, General Department of Animal Health and Production, and CITES authorities in operating the breeding facilities.
C3	Which authority carries out these inspections and how often are they undertaken?	The Department of Wildlife and Biodiversity in the Forestry Administration organizes monthly and quarterly inspections of the licensed *Macaca fascicularis* breeding facilities. Monthly inspections: Responsibility of Forestry Administration authorities. Shipment inspections: Responsibility of Forestry Administration and General

No.	Questions	Answers
		Department of Animal Health and Production authorities. End-of-Year inspections: Responsibility of Forestry Administration authorities.
C4	For each facility in question 1, either complete the Data Collection Form (document AC 29 inf. 1 may be of assistance), or provide the information on the form in a different way.	Information on each of the licensed *Macaca fascicularis* breeding facilities is provided on the Data Collection Forms that are attached to this submission. — where is this ?
C5	How was it determined that the breeding stock was established in accordance with the provisions of CITES and relevant national laws and in a manner not detrimental to the survival of the species in the wild?	The breeding stocks of the licensed *Macaca fascicularis* breeding operations were established in accordance with Cambodian law with collection quotas recommended by the Forestry Administration and issued by the Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries. The collection process has been overseen by the Forestry Administration and the recommended collection quota has been based on an assessment of the wild population of *Macaca fascicularis* undertaken between 2002 and 2010 such that the number of animals collected would have no detrimental effect on the survival of the species in the wild. Some licensed *Macaca fascicularis* breeding operations, such as that of Orient Cam, have had no experience receiving animals from the wild since their establishment in November 2011 under MAFF Declaration Letter No. 576 Pro Kor. Kor Sor Kor. However, there were 537 parental breeding stock previously collected in the wild that were left behind by the former owner of the facility. Some other licensed *Macaca fascicularis* breeding operations, such as that of B have had more experience receiving animals from the wild.
C6	Has the breeding stock received additional specimens from the wild since establishment and if so, how many and when and how was it determined that they were obtained in accordance with the provisions of CITES and relevant national laws and in a manner not detrimental to the survival of species in the wild?	Some licensed *Macaca fascicularis* breeding operations, such as that of D have had no experience receiving animals from the wild. If D vere to be allowed to collect wild animals for the purpose of expanding its captive breeding program, however, it has assured the Forestry Administration that it would respect the provisions of CITES and relevant national laws in a manner that would not be detrimental to the survival of species in the wild. There have been no quotas granted for collecting live specimens of *Macaca fascicularis* from the wild since 2010.
	Source Code "F"	
F1	For all exports of specimens of the selected species using source code "F", please explain which element (s) of the definition of "bred in captivity "in Resolution Conf. 10.16 (Rev.) on Specimens of animal species bred in captivity have not been met.	Each of the licensed breeding operations in Cambodia unmistakingly meets the controlled environment requirement in CITES Resolution Conf. 10.16 (Rev) on 'specimens of animal species bred in captivity' for assigning a source code designation of C. Indeed, the boundaries of each of the breeding facilities are surrounded by cement walls that prevent the entrance of wild animals, with breeding stock housed separately. The structure of each of the facilities' enclosures is

No.	Questions	Answers
		composed of cement walls and a steel wire structure that prevents animals from escaping and includes sufficient space and height, as well as different levels of perches and swings, to allow animals to behave as if in a natural setting. The animals are fed daily with Purina Diet and 3 times a week with supplementary seasonal fresh fruits and vegetables. There is an automated drinking water system installed in each enclosure, each of which is cleaned twice daily and disinfected weekly, allowing animals access to natural illumination and temperature. Every licensed breeding operation is required to produce second generation (F2) or higher (F3, F4, ...) offspring in these "controlled environments." Subsequent to 2007, however, the designations on CITES permits that were issued for exporting *Macaca fascicularis* from licensed breeding operations by the Cambodia CITES Management Authority have been less consistent. There have, indeed, been some erroneous misinterpretations made in assigning source codes that have, in essence, transformed correct source code designations of C to those of either F, 'F1,' or 'F2' during the period from 2007 to 2016, with the retention, in 2011, of correct source code designations of C with respect to exports to China. These alterations have been attributable to the misunderstanding that the designations assigned to the generations that were bred in captivity (i.e., F1, F2, F3, ...) in licensed breeding operations were synonomous with the designation of an assigned source code of F. Generational designations of F1, F2, F3, ... were, thus, inadvertently considered to be synonomous with the assignment of a source code related to F, even though *Macaca fascicularis* continued to be bred in licensed breeding operations in "controlled, closed environments."
F2	Please confirm that non-detriment findings have been made for the export of all specimens of the species concerned with the source code "F" and the way in such findings have been made, particularity for species not native to your country.	Each of the licensed *Macaca fascicularis* breeding operations respects the relevant Cambodian Laws in managing their breeding facility in a manner that is not detrimental to the survival of the species in the wild. Information on every specimen has been recorded and properly maintained from birth and weaning through the time that the offspring become rearing stock with their own unique ID tags. The maintenance of the country's wild population of *Macaca fascicularis* has been ensured through the adoption by the Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries of the recommendation prepared by the Forestry Administration in October 2010 to suspend permits for collecting and/or harvesting *Macaca fascicularis* in the wild. That suspension is expected to continue to remain in place through at least 2018 until more comprehensive assessments of the distribution, conservation status, and utilization of *Macaca fascicularis* in the country might be available to support the biological and trade-related requirements of CITES.

No.	Questions	Answers
F3	How many facilities in your country are producing specimens of the species concerned which are subsequently being exported?	There are seven facilities in Cambodia that are currently breeding and exporting specimens of *Macaca fascicularis*, although there have been some erroneous misinterpretations made in assigning source codes that have, in essence, transformed correct source code designations of specimens of *Macaca fascicularis* that are subsequently exported of C to those of either F, 'F1', or 'F2.' . Those seven facilities are managed by six companies, which include COMPANY 1 (1 facility) and COMPANY 2 (1 facility), which are operated under A, B, C (2 facilities), D (1 facility), E (1 facility), and F (1 facility). The first two of those companies - COMPANY 1 and B (2 facilities)- are the principal exporters of *Macaca fascicularis.*
F4	Has the breeding stock received additional specimens from the wild since establishment and if so, how many and when and how was it determined that they were obtained in accordance with the provisions of CITES and relevant national laws and in a manner not detrimental to the survival of the species in the wild?	Some licensed *Macaca fascicularis* breeding operations, such as that of Orient Cam, have had no experience receiving animals from the wild since their establishment in November 2011 under MAFF Declaration Letter No. 576 Pro Kor. Kor Sor Kor. However, there were 537 parental breeding stock previously collected in the wild that were left behind by the former owner of the facility. Some other licensed *Macaca fascicularis* breeding operations, such as that of Vanny Bio-Research, have had more experience receiving animals from the wild. There have been no quotas granted for collecting live specimens of *Macaca fascicularis* from the wild since 2010.
	Additional questions	
Q1	Please explain the changes over time in the quantities of different source codes used by your country for species.	Each of the licensed *Macaca fascicularis* breeding operations in the country unmistakingly meets the controlled environment requirement in CITES Resolution Conf. 10.16 (Rev) on 'specimens of animal species bred in captivity' for assigning a source code designation of C. Indeed, the boundaries of each of the breeding facilities are surrounded by cement walls that prevent the entrance of wild animals, with breeding stock housed separately. The structure of each of the facilities' enclosures is composed of cement walls and a steel wire structure that prevents animals from escaping and includes sufficient space and height, as well as different levels of perches and swings, to allow animals to behave as if in a natural setting. The animals are fed daily with Purina Diet and 3 times a week with supplementary seasonal fresh fruits and vegetables. There is an automated drinking water system installed in each enclosure, each of which is cleaned twice daily and disinfected weekly, allowing animals access to natural illumination and temperature. Every licensed breeding

No.	Questions	Answers
		operation is required to produce second generation (F2) or higher (F3, F4, ...) offspring in these "controlled environments." Prior to 2007, Cambodia's CITES Management Authority issued appropriate CITES permits for exporting *Macaca fascicularis* from licensed breeding operations under source code C. The assignment of that source code was consistent with the designation of animals bred in captivity in licensed breeding operations in accordance with CITES Resolution Conf. 10.16 (Rev.). Subsequent to 2007, however, the designations on CITES permits that were issued for exporting *Macaca fascicularis* from licensed breeding operations by the Cambodia CITES Management Authority have been less consistent. There have, indeed, been some erroneous misinterpretations made in assigning source codes that have, in essence, transformed correct source code designations of C to those of either F, 'F1,' or 'F2' during the period from 2007 to 2016, with the retention, in 2011, of correct source code designations of C with respect to exports to China. These alterations have been attributable to the misunderstanding that the designations assigned to the generations that were bred in captivity (i.e., F1, F2, F3, ...) in licensed breeding operations were synonomous with the designation of an assigned source code of F. Generational designations of F1, F2, F3, ... were, thus, inadvertently considered to be synonomous with the assignment of a source code related to F, even though *Macaca fascicularis* continued to be bred in licensed breeding operations in "controlled, closed environments."
Q2	If different source codes apply to specimens in the same facility, please explain how it is ensured that the correct source codes can be attributed to each specimen upon export.	There have been some erroneous misinterpretations made in assigning source codes that have, in essence, transformed correct source code designations of C to those of either F, 'F1,' or 'F2' that apply to specimens in the same licensed *Macaca fascicularis* breeding facilities. Individual records of each of the specimens that have been exported, including each of those specimen's date of birth, parentage, and history at the time of export, have been compiled and maintained and the IDs of each of those specimens are determinable for wild breeders, offspring breeders, or F1 or F2 rearing stock, alike, especially for those specimens that have been housed in different enclosures within the same breeding facility.

ANNEX 2C

F1: For all exports of specimens of the selected species using source code "F", please explain which element(s) of the definition of "bred in captivity" in Resolution Conf.10.16 (Rev) on Specimens of animal species bred in captivity have not been met.

Giant clams: from our perspective, the whole giant clam production meet full criteria of "bred in captivity" in Resolution Conf. 10.16 and source code "C" or "D" would be most appropriated for them. Maybe even "D" more as they are mostly bred for commercial purposes like exports and reseeding programs.

Corals: corals are not born and raised under a controlled environment as they are fragmented and placed at the ocean nurseries. They are multiplied by fragmentation.
It was around 2005 that the FACILITY 1 obtain its first cites application, we used different source code! I think it was "C" and the German Cites authority in Bonn advised is to change this to "F". From there on we used "F" as any changes would delay future cites applications.

F2: Please confirm that non-detriment findings have been made for the export of all specimens of the species concerned with the source code "F" and the way in such findings have been made particularly for species not native to the country.

There are no negative impacts of species that are not native to the FSM

F3: How many facilities in your country are producing specimens of the species concerned which are subsequently being exported?

Currently, there were two(2) in-country facilities.

F4: Has the breeding stock received additional specimens from the wild since establishment and if so, how many and when and how was it determined that they were obtained in accordance with the provisions of CITES and relevant national laws and in a manner not detrimental to the survival of the species in the wild?

Corals: None

Clams: beginning 2000 there were import permits issued for imports of cultured clam species from Palau and Kiribathi to the FACILITY 1, the largest facility in the FSM. Juvenile giant clam species imported are mainly, T.derasa, T.squamosa, T.crocea and T.maxima, and are reared in captivity and/or ocean nurseries until reach maturity at which time they could be used as breeding/brood stocks. The FSM has full records of import permits with numbers, dates and quantity, as well as full records of CITES permits issued for the re-export of Tridacna spp. A full quarantine protocol is in place for monitoring of all import of giant clam species and all imports are being carried out in accordance with the National and States laws and regulations.

1. How and at what cycle state are specimens collected to be introduced in the breeding/production facility?

Selected specimens of juvenile clams are separated and reared for future breeding stocks. However, this is basically depends on the specimen, ranching from 3 to 5 years of age at which stage they may reach maturity and start releasing sperms/eggs

2. Is always the same stage collected or can different stages are collected?

Breeding stock is used in all stages and from time to time reused. The older the better...

3. If different stages are collected, are these kept separately at the breeding production facility?

Breeding stocks are kept in cages at the ocean nursery till they built up their gonads again. From there they will be brought back to the hatchery and reused for a next spawning activity.

4. Is there a book-keeping mechanism for incoming and outgoing specimens?

Yes, it controlled by CITES validation

5. Is there an NDF conducted for the offtake of specimens from the wild to supplement the breeding production facility? If yes please provide details of NDF.

No, the production here is made from own grown breeding stock. Refresh for genetic reasons was for T.maxima from time to time. The NDF is contacted by the fisheries officer who officially oversees the limited harvest. Not native species, NDF is not produced as there is NO wild harvest. All not native species are exclusively produced F2 and older generations.

6. Explain why you believe that source code "F" is the most appropriate.

"F" on corals as they are not spawns in captivity, being fragmented in different locations and reared up in open sea farm site. But on clams, as explained above, we applied for "C" and the importing country Germany about in 2005 advised we have to change this to "F"...

Why code C or code D:
SPAWNING IS INDUCED BY HUMAN IN A CONTROLLED ENVIRONMENT. HEAT-STRESS ADDED FIRST AND IF NOT SUCCESSFUL, BOTH FACILITIES CAN USE HORMONE TO BE INJECTED, ESSENTIALLY TO TRIGGER SPAWNING.

GHANA

ANNEX 2E

REVIEW OF TRADE IN ANIMAL SPECIMENS REPORTED AS PRODUCED IN CAPTIVITY

Geochelone sulcata

Source Code C

(C1) There are nine (9) facilities breeding the species as listed below.

1. FACILITY 1
2. FACILITY 2
3. FACILITY 3
4. FACILITY 4
5. FACILITY 5
6. FACILITY 6
7. FACILITY 7
8. FACILITY 8
9. FACILITY 9

The facilities are regularly inspected by the Management Authority to ensure good closed environment and proper record keeping.

(C2) **YES**. The facilities are regularly inspected by the Management Authority. Proper records are kept and we are satisfied that they meet the criteria of a closed environment according to Resolution Conf.10.16 (Rev.)

(C3) The Inspection is carried out once in a year by officers of the Management Authority (Wildlife Division- Forestry Commission) including veterinary officers.

(C4) Refer to attachments

(C5) Some Breeding facilities acquired their breeding stock from Mali. Others acquired their breeding stock from other breeders who started breeding of the species earlier. Documentation on the acquisition of the breeding stocks from the Malian Management Authority concerning the species importation into the breeding facilities in Ghana and local breeding facilities were inspected and authenticated.

(C6) The breeding stock has not received additional specimens from the wild since Ghana is not a range State. All additional breeding stocks are imported from Mali and Local Breeding houses.

SOURCE CODE 'R'

(i) Ghana is not a range state so the species does not occur in the wild
(ii) No eggs, young nor adults are collected from the wild.
(iii) Not available
(iv) Not available
(v) Not available
(vi) Not available
(vii) Not available
(viii) Not available

DATA COLLECTION FORM

GENERAL INFORMATION ON THE FACILITY

Date of Inspection: 2014/2015 Name of senior inspecting officer

Facility name: FACILITY 1

Name and position(s) of all inspecting officer(s) present:

1.

2.

Type of inspection: ☐ Initial ☑ Routine ☐ Follow-up *(in cases where discrepancies or anomalies, detected during a previous inspection, remain outstanding)*

Date of last inspection: 2015

Facility trading name(s):

Facility owner(s):

Facility address and contact information:

Year the facility was established: 1969

How many staff are currently employed at the facility?

Full time 2 Part time 1

Name and job title of facility staff accompanying inspecting officer(s):

Does the operation have access to professional veterinary services? Yes ☑ No ☐

If yes, what is the name and address of vet?

Does this company keep animals at any other location(s)? Yes ☑ No ☐

If yes, where?

If yes, make arrangements to inspect the location(s) as soon as possible

DATA COLLECTION FORM

SPECIES INFORMATION *(to be completed separately for each species held at the facility)*

Date of inspection: 2014/2015 Name of senior inspecting officer:

Facility name: FACULTY 1 Species: GEOCHELONE SULCATA

*Date species first acquired? 1995 Source and life-stage of initial stock? MALE, 7 YEARS

Numbers of initial stock, and sexes, if known 19 Males? 4 Females? 15

*Have additional animals been obtained since you acquired the initial stock? If so, from where?

LOCALLY FROM EXPORTERS IN GHANA

Do you BREED this species? Yes ☑ No ☐

When did you start breeding? 1995

litters/clutches per year?

offspring/eggs in litter/clutch? 19 per clutch

produced in the previous year?

ADULT BREEDING STOCK	Facility information	Inspector count *(where possible)*
Number of adults present?	19	19
Number of males present?	4	4
Number of females?	15	15
What % of females breed each year?	90%	

What do you feed adult animals? FRUIT, VEGETABLES, AND GRASS

REARING STOCK (CAPTIVE BRED AND RANCHED COMBINED)	Facility information	Inspector count *(where possible)*
Number of juveniles present?	4	4
Age at sexual maturity (years)?	7 YRS	
Size or mass at sexual maturity (cm or g)?	3-4 cm	
Size at sale (cm or g)	28 cm	
What percentage of juveniles survive beyond 2 weeks? *Includes mortalities of eggs that didn't hatch.*	97%	

What do you feed rearing and juvenile animals? GRASS VEG AND FRUIT

DATA COLLECTION FORM

GENERAL INFORMATION ON THE FACILITY

Date of inspection: 2014/2015 Name of senior inspecting officer:

Facility name: FACILITY 2

Name and position(s) of all inspecting officer(s) present:

1.

2.

Type of inspection: ☐ Initial ☑ Routine ☐ Follow-up *(in cases where discrepancies or anomalies, detected during a previous inspection, remain outstanding)*

Date of last inspection: 2015

Facility trading name(s):

Facility owner(s):

Facility address and contact information:

Year the facility was established: 2008

How many staff are currently employed at the facility?

Full time 2 Part time 2

Name and job title of facility staff accompanying inspecting officer(s):

Does the operation have access to professional veterinary services? Yes ☑ No ☐

If yes, what is the name and address of vet?

Does this company keep animals at any other location(s)? Yes ☑ No ☐

If yes, where?

If yes, make arrangements to inspect the location(s) as soon as possible

DATA COLLECTION FORM

SPECIES INFORMATION *(to be completed separately for each species held at the facility)*

Date of inspection: 2014/2015 Name of senior inspecting officer:

Facility name: FACILITY 2 Species: Geochelone Sulcata

*Date species first acquired? 2014 Source and life-stage of initial stock? ~~Greche~~

Numbers of initial stock, and sexes, if known 8 Males? 2 Females? 6

*Have additional animals been obtained since you acquired the initial stock? If so, from where?

Do you BREED this species? Yes ☑ No ☐

When did you start breeding? 2014

litters/clutches per year? 20 clutchs

offspring/eggs in litter/clutch?

produced in the previous year?

ADULT BREEDING STOCK

	Facility information	Inspector count *(where possible)*
Number of adults present?	8	8
Number of males present?	2	2
Number of females?	6	6
What % of females breed each year?	100%	
What do you feed adult animals?	Grass, fruits	

REARING STOCK (CAPTIVE BRED AND RANCHED COMBINED)

	Facility information	Inspector count *(where possible)*
Number of juveniles present?	150	150
Age at sexual maturity (years)?	10 yrs	
Size or mass at sexual maturity (cm or g)?	35cm	
Size at sale (cm or g)	4-5cm	
What percentage of juveniles survive beyond 2 weeks? *Includes mortalities of eggs that didn't hatch.*	80%	
What do you feed rearing and juvenile animals?		

DATA COLLECTION FORM

GENERAL INFORMATION ON THE FACILITY

Date of inspection: 2014/15 Name of senior inspecting officer:

Facility name: FACILITY 3

Name and position(s) of all inspecting officer(s) present:

1.

2.

Type of inspection: ☐ Initial ☑ Routine ☐ Follow-up (*in cases where discrepancies or anomalies, detected during a previous inspection, remain outstanding*)

Date of last inspection: 2015

Facility trading name(s):

Facility owner(s):

Facility address and contact information:

Year the facility was established: 1996

How many staff are currently employed at the facility?

Full time: 4 Part time: 5

Name and job title of facility staff accompanying inspecting officer(s):

Does the operation have access to professional veterinary services? Yes ☑ No ☐

If yes, what is the name and address of vet?

Does this company keep animals at any other location(s)? Yes ☑ No ☐

If yes, where?

If yes, make arrangements to inspect the location(s) as soon as possible

DATA COLLECTION FORM

SPECIES INFORMATION *(to be completed separately for each species held at the facility)*

Date of inspection: 2014/1.5 Name of senior inspecting officer:

Facility name: FACILITY 3 Species : Sulcata

*Date species first acquired? 29/03/1995 Source and life-stage of initial stock? Adults

Numbers of initial stock, and sexes, if known 11 Males? 3 Females? 8

*Have additional animals been obtained since you acquired the initial stock? If so, from where?

Do you BREED this species? Yes ☑ No ☐

When did you start breeding? 1995

litters/clutches per year? 51 (Average)

offspring/eggs in litter/clutch? 18 clutch (Average)

produced in the previous year? 16 per clutch (Average)

ADULT BREEDING STOCK	Facility information	Inspector count *(where possible)*
Number of adults present?	36	36
Number of males present?	5	5
Number of females?	31	31
What % of females breed each year?	85%	

What do you feed adult animals? Giant grass, vitamin supplements

REARING STOCK (CAPTIVE BRED AND RANCHED COMBINED)	Facility information	Inspector count *(where possible)*
Number of juveniles present?	458	458
Age at sexual maturity (years)?	10 yrs	
Size or mass at sexual maturity (cm or g)?	35cm	
Size at sale (cm or g)	4-5cm	
What percentage of juveniles survive beyond 2 weeks? *Includes mortalities of eggs that didn't hatch.*	96%	

What do you feed rearing and juvenile animals? Edible greens, vitamin supplements

DATA COLLECTION FORM

GENERAL INFORMATION ON THE FACILITY

Date of inspection: 2014/2015 Name of senior inspecting officer:

Facility name: FACILITY 4

Name and position(s) of all inspecting officer(s) present:

1.

2.

Type of inspection: ☐ Initial ☑ Routine ☐ Follow-up *(in cases where discrepancies or anomalies, detected during a previous inspection, remain outstanding)*

Date of last inspection: 2015

Facility trading name(s):

Facility owner(s):

Facility address and contact information:

Year the facility was established: 1995

How many staff are currently employed at the facility?

Full time: 2 Part time: 1

Name and job title of facility staff accompanying inspecting officer(s):

Does the operation have access to professional veterinary services? Yes ☑ No ☐

If yes, what is the name and address of vet?

Does this company keep animals at any other location(s)? Yes ☐ No ☑

If yes, where?

If yes, make arrangements to inspect the location(s) as soon as possible

DATA COLLECTION FORM

SPECIES INFORMATION *(to be completed separately for each species held at the facility)*

Date of inspection: 2014/2015 Name of senior inspecting officer:

Facility name: FACILITY 4 Species: Geochelone Sulcata

*Date species first acquired? 26/07/1995 Source and life-stage of initial stock? Mali

Numbers of initial stock, and sexes, if known 10 Males? 3 Females? 7

*Have additional animals been obtained since you acquired the initial stock? If so, from where?

Do you BREED this species? Yes ☑ No ☐

When did you start breeding? 1997

litters/clutches per year? 24 clutches

offspring/eggs in litter/clutch? 10

produced in the previous year?

ADULT BREEDING STOCK

	Facility information	Inspector count *(where possible)*
Number of adults present?	14	14
Number of males present?	3	3
Number of females?	11	11
What % of females breed each year?	100%	

What do you feed adult animals? Grass and Vegetables

REARING STOCK (CAPTIVE BRED AND RANCHED COMBINED)

	Facility information	Inspector count *(where possible)*
Number of juveniles present?	150	
Age at sexual maturity (years)?	8 yrs	
Size or mass at sexual maturity (cm or g)?	5 cm	
Size at sale (cm or g)	5-6 cm	
What percentage of juveniles survive beyond 2 weeks? *Includes mortalities of eggs that didn't hatch.*	95%	

What do you feed rearing and juvenile animals? Vegetables

DATA COLLECTION FORM

GENERAL INFORMATION ON THE FACILITY

Date of inspection: 2014/2015 Name of senior inspecting officer:

Facility name: FACILITY 5

Name and position(s) of all inspecting officer(s) present:

1.

2.

Type of inspection: ☐ Initial ☑ Routine ☐ Follow-up *(in cases where discrepancies or anomalies, detected during a previous inspection, remain outstanding)*

Date of last inspection: 2015

Facility trading name(s):

Facility owner(s):

Facility address and contact information:

Year the facility was established: 1973

How many staff are currently employed at the facility?

Full time: 2 Part time:

Name and job title of facility staff accompanying inspecting officer(s):

Does the operation have access to professional veterinary services? Yes ☑ No ☐

If yes, what is the name and address of vet?

Does this company keep animals at any other location(s)? Yes ☐ No ☑

If yes, where?

If yes, make arrangements to inspect the location(s) as soon as possible

DATA COLLECTION FORM

SPECIES INFORMATION *(to be completed separately for each species held at the facility)*

Date of inspection: 2014/2015 Name of senior inspecting officer

Facility name: FACILITY 5 pecies : Giant Tortoise

*Date species first acquired? 1995 Source and life-stage of initial stock? MALI

Numbers of initial stock, and sexes, if known 11 Males? 2 Females? 9

*Have additional animals been obtained since you acquired the initial stock? If so, from where?

Do you BREED this species? Yes ☑ No ☐

When did you start breeding? 1995

litters/clutches per year? 21

offspring/eggs in litter/clutch? 13

produced in the previous year?

ADULT BREEDING STOCK

	Facility information	Inspector count *(where possible)*
Number of adults present?	24	24
Number of males present?	4	4
Number of females?	20	20
What % of females breed each year?	90%	
What do you feed adult animals?	Giant grass	

REARING STOCK (CAPTIVE BRED AND RANCHED COMBINED)

	Facility information	Inspector count *(where possible)*
Number of juveniles present?	200	200
Age at sexual maturity (years)?	7yrs	
Size or mass at sexual maturity (cm or g)?	4.5 cm	
Size at sale (cm or g)	4-6 cm	
What percentage of juveniles survive beyond 2 weeks? *Includes mortalities of eggs that didn't hatch.*	90%	
What do you feed rearing and juvenile animals?	Vegetables	

DATA COLLECTION FORM

GENERAL INFORMATION ON THE FACILITY

Date of inspection: 2014 / 2015 Name of senior inspecting officer:

Facility name: FACILITY 6

Name and position(s) of all inspecting officer(s) present:

1.

2.

Type of inspection: ☐ Initial ☑ Routine ☐ Follow-up *(in cases where discrepancies or anomalies, detected during a previous inspection, remain outstanding)*

Date of last inspection: 2014 & 2015

Facility trading name(s):

Facility owner(s):

Facility address and contact information:

Year the facility was established: 1969 to Date

How many staff are currently employed at the facility?

Full time: 4 Part time:

Name and job title of facility staff accompanying inspecting officer(s):

Does the operation have access to professional veterinary services? Yes ☑ No ☐

If yes, what is the name and address of vet?

Does this company keep animals at any other location(s)? Yes ☐ No ☑

If yes, where?

If yes, make arrangements to inspect the location(s) as soon as possible

DATA COLLECTION FORM

SPECIES INFORMATION *(to be completed separately for each species held at the facility)*

Date of inspection: _____ Name of senior inspecting officer: _____

Facility name: FACILITY 6

Species : Geochelone Sulcata

*Date species first acquired? 1997 Source and life-stage of initial stock? Mali, 7 years

Numbers of initial stock, and sexes, if known 16 Males? 5 Females? 10

*Have additional animals been obtained since you acquired the initial stock? If so, from where?

Do you **BREED** this species? Yes ☒ No ☐

When did you start breeding? 1998

litters/clutches per year? 64

offspring/eggs in litter/clutch? 11 (Average)

produced in the previous year? 11 (Average)

ADULT BREEDING STOCK

	Facility information	Inspector count *(where possible)*
Number of adults present?	26	26
Number of males present?	10	10
Number of females?	16	16
What % of females breed each year?	100%	

What do you feed adult animals? Lettuce, Carrots, Mainly Vegetables

REARING STOCK (CAPTIVE BRED AND RANCHED COMBINED)

	Facility information	Inspector count *(where possible)*
Number of juveniles present?	324	324
Age at sexual maturity (years)?	10-22yrs	
Size or mass at sexual maturity (cm or g)?	30cm-52cm	
Size at sale (cm or g)	4-6cm	
What percentage of juveniles survive beyond 2 weeks? *Includes mortalities of eggs that didn't hatch.*	100%	

What do you feed rearing and juvenile animals?

DATA COLLECTION FORM

GENERAL INFORMATION ON THE FACILITY

Date of inspection: 2014/2015 Name of senior inspecting officer:

Facility name: FACILITY 7

Name and position(s) of all inspecting officer(s) present:

1.

2.

Type of inspection: ☐ Initial Date of last inspection: 2015

☑ Routine

☐ Follow-up *(in cases where discrepancies or anomalies, detected during a previous inspection, remain outstanding)*

Facility trading name(s):

Facility owner(s):

Facility address and contact information:

Year the facility was established: 1995

How many staff are currently employed at the facility?

Full time 2 Part time

Name and job title of facility staff accompanying inspecting officer(s):

Does the operation have access to professional veterinary services? Yes ☑ No ☐

If yes, what is the name and address of vet?

Does this company keep animals at any other location(s)? Yes ☐ No ☑

If yes, where?

If yes, make arrangements to inspect the location(s) as soon as possible

DATA COLLECTION FORM

SPECIES INFORMATION *(to be completed separately for each species held at the facility)*

Date of inspection: 2014/2015 Name of senior inspecting officer:

Facility name: FACILITY 7 Species: Geochelone Sulcata

*Date species first acquired? 29/3/1995 Source and life-stage of initial stock? Mali

Numbers of initial stock, and sexes, if known 10 Males? 3 Females? 7

*Have additional animals been obtained since you acquired the initial stock? If so, from where?

Do you BREED this species? Yes ☑ No ☐

When did you start breeding? 1995

litters/clutches per year? 30 clutches

offspring/eggs in litter/clutch? 12 per clutch

produced in the previous year?

ADULT BREEDING STOCK

	Facility information	Inspector count *(where possible)*
Number of adults present?	30	30
Number of males present?	8	8
Number of females?	22	22
What % of females breed each year?	100 %	

What do you feed adult animals? Giant Grass, vitamin supplement

REARING STOCK (CAPTIVE BRED AND RANCHED COMBINED)

	Facility information	Inspector count *(where possible)*
Number of juveniles present?	350	350
Age at sexual maturity (years)?	8 yrs	
Size or mass at sexual maturity (cm or g)?	30 cm-22 yrs	
Size at sale (cm or g)	4-6 cm	
What percentage of juveniles survive beyond 2 weeks? *Includes mortalities of eggs that didn't hatch.*	95 %	

What do you feed rearing and juvenile animals? Edible greens, Vitamin Supplements

DATA COLLECTION FORM

GENERAL INFORMATION ON THE FACILITY

Date of inspection: 2014/2015 Name of senior inspecting officer:

Facility name: FACILITY 8

Name and position(s) of all inspecting officer(s) present:

1.

2.

Type of inspection:

- ☐ Initial
- ☑ Routine
- ☐ Follow-up *(in cases where discrepancies or anomalies, detected during a previous inspection, remain outstanding)*

Date of last inspection: 2015

Facility trading name(s):

Facility owner(s):

Facility address and contact information:

Year the facility was established: 1973

How many staff are currently employed at the facility?

Full time 3 Part time 1

Name and job title of facility staff accompanying inspecting officer(s):

Does the operation have access to professional veterinary services? Yes ☑ No ☐

If yes, what is the name and address of vet?

Does this company keep animals at any other location(s)? Yes ☑ No ☐

If yes, where?

If yes, make arrangements to inspect the location(s) as soon as possible

DATA COLLECTION FORM

SPECIES INFORMATION *(to be completed separately for each species held at the facility)*

Date of inspection: 20/4/2015 Name of senior inspecting officer:

Facility name: FACILITY 8 Species : Geochelon Sulcata

*Date species first acquired? 1999 Source and life-stage of initial stock? Mali

Numbers of initial stock, and sexes, if known 18 Males? 4 Females? 14

*Have additional animals been obtained since you acquired the initial stock? If so, from where?

Do you BREED this species? Yes ☒ No ☐

When did you start breeding? 1999

litters/clutches per year? 42

offspring/eggs in litter/clutch? 12 per clutch (Average)

produced in the previous year? 12 on Average

ADULT BREEDING STOCK

	Facility information	Inspector count *(where possible)*
Number of adults present?	18	18
Number of males present?	4	4
Number of females?	14	14
What % of females breed each year?	92	

What do you feed adult animals? Vegetable. Grant Grass

REARING STOCK (CAPTIVE BRED AND RANCHED COMBINED)

	Facility information	Inspector count *(where possible)*
Number of juveniles present?	150	150
Age at sexual maturity (years)?	10 yrs	
Size or mass at sexual maturity (cm or g)?	35	
Size at sale (cm or g)	4-5 cm	
What percentage of juveniles survive beyond 2 weeks? *includes mortalities of eggs that didn't hatch.*	95%	

What do you feed rearing and juvenile animals?

DATA COLLECTION FORM

GENERAL INFORMATION ON THE FACILITY

Date of inspection: 2014/2015 Name of senior inspecting officer:

Facility name: FACILITY

Name and position(s) of all inspecting officer(s) present:

1.

2.

Type of inspection: ☐ Initial ☑ Routine ☐ Follow-up (*in cases where discrepancies or anomalies, detected during a previous inspection, remain outstanding*)

Date of last inspection: 2015

Facility trading name(s):

Facility owner(s):

Facility address and contact information:

Year the facility was established: 1995

How many staff are currently employed at the facility?

Full time 2 Part time 1

Name and job title of facility staff accompanying inspecting officer(s):

Does the operation have access to professional veterinary services? Yes ☑ No ☐

If yes, what is the name and address of vet?

Does this company keep animals at any other location(s)? Yes ☐ No ☑

If yes, where?

If yes, make arrangements to inspect the location(s) as soon as possible

DATA COLLECTION FORM

SPECIES INFORMATION *(to be completed separately for each species held at the facility)*

Date of inspection: 2014/2015 Name of senior inspecting officer:

Facility name FACILITY species : Geochelone Sulcata

*Date species first acquired? 1997 Source and life-stage of initial stock? NIGER

Numbers of initial stock, and sexes, if known 9 Males? 2 Females? 7

*Have additional animals been obtained since you acquired the initial stock? If so, from where?

Do you BREED this species? Yes ☑ No ☐

When did you start breeding? 1997

litters/clutches per year?

offspring/eggs in litter/clutch? 15 PER CLUTCH

produced in the previous year?

ADULT BREEDING STOCK

	Facility information	Inspector count *(where possible)*
Number of adults present?	9	9
Number of males present?	2	2
Number of females?	7	7
What % of females breed each year?	96%	

What do you feed adult animals? Giant Grass

REARING STOCK (CAPTIVE BRED AND RANCHED COMBINED)

	Facility information	Inspector count *(where possible)*
Number of juveniles present?	2	2
Age at sexual maturity (years)?	6-7yrs	
Size or mass at sexual maturity (cm or g)?	28cm	
Size at sale (cm or g)	8-9cm	
What percentage of juveniles survive beyond 2 weeks? *Includes mortalities of eggs that didn't hatch.*	94%	

What do you feed rearing and juvenile animals? GRASS, VEG, AND FRUIT

ANNEX 2E

GHANA

REVIEW OF TRADE IN ANIMAL SPECIMENS REPORTED AS PRODUCED IN CAPTIVITY

Varanus Exanthematicus

Source Code R

R2

i) The Scientific Authority has initiated a study on the species and other species upon request by the Management Authority. The results will be available after the study.

ii)

AVERAGE NUMBER OF WILD TAKEN ANNUALLY (ADULTS EGGS, AND YOUNG)	AVERAGE NUMBER OF ADULTS TAKEN FROM THE WILD ANNUALLY	AVERAGE NUMBER OF EGGS TAKEN FROM THE WILD ANNUALLY	DIRECT WILD TAKE FOR EXPORT	PERCENTAGE OFFTAKE USED FOR RANCHING OPERATION
47,685	1,565	40,555	5565	88%

(iii)

AVERAGE NUMBER OF HACTCHLINGS FROM RANCH OPERATIONS (LIVE SPECIMEN)	AVERAGE DIRECT WILD TAKE FOR EXPORT (LIVE-YOUNG ADULTS)	AVERAGE ANNUAL EXPORTS
33,318	5,565	11,883

Please note that 75% of eggs are hatched successfully during Ranching operation

(v) An average of 1,565 adults collected from the wild for Ranching operation and 3,332 young animal produced from Ranching operations are release back to the wild annually.

No tagging is done during the release and no survey has been done to determine the survival rate.

(vi) Not Available

(vii) Not Available

(viii) Not Available

(R3)

There are Nine (9) facilities breeding the species as listed below.

1. FACILITY 1
2. FACILITY 2

3. FACILITY 3
4. FACILITY 4
5. FACILITY 5
6. FACILITY 6
7. FACILITY 7.
8. FACILITY 8
9. FACILITY 9

Q1. All Specimen from Ranch operations and wild collection exported from Ghana are coded 'W' (Wild). Annual average of 640 specimens imported for Re-export are Coded 'R'.

ANNEX 2F

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT,
DES EAUX ET FORETS

.....

DIRECTION GENERALE DE LA
CONSERVATION DE LA NATURE

REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail – Justice - Solidarité

Conakry, le 08 MAR 2018

N° 5 - - 00034 /MEEF/DGCN/2018

Le Directeur Général

A Monsieur David Morgan

Objet ***Etude du commerce des spécimens d'animaux déclarés produits en captivité.***

Monsieur,

Suite à votre lettre du 25 Août 2017, relative à l'étude du commerce des spécimens d'animaux déclarés produits en captivité, le pays regrette un tel disfonctionnement de l'ancien organe de gestion CITES pour l'exportation des spécimens d'animaux (centrochelyssulcata) avec les codes de source "C" et "F" déclarés produits en captivité.

En réalité notre département n'a jamais enregistré un tel centre d'établissement dans le pays.

Pour ce type de centre, il y a une seule initiative qui est en cours dont toutes les parties sont impliquées à cette étude.

Nous restons ouverts pour non seulement des appuis de renforcement de capacités mais, des supports dépliants, du matériel audio visuel pour la sensibilisation et aussi, des échanges entre les pays.

Veuillez agréer Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Direction Générale de la Conservation de la Nature
Directeur Général
R.G

Colonel Namory KEITA

BP: 624 Conakry-Guinée / Téléphones: (+224) 664.30.08.38 / 628.19.92.08 - E-mail: namory54@yahoo.fr

ANNEX 2G

Cacatua alba

Response:

C1. There are two captive breeding facilities for *Cacatua alba.* Each of these facilities export the captive bred individuals with permits issued by management authority based on yearly quotas. The facilities are established with cages with access to health care by a veterinarian as well as regular maintenance by keeper, such as maintenance of security from predator or escape, food and water.

C2. Some facilities are recently under inspection by management and scientific authorities;
The productivity of facilities can be seen on Table 1.

Table 1. Productivity of *Cacatua alba* on captive breeding facilities

Name of Facilities	FACILITY 1	FACILITY 2
Number of breeding stock	12 individuals (6 pairs)	40 individuals (20 pairs)
Clutches per years	5 time	2 time
Offspring/ Eggs in litter/ clutch	2 eggs	2 eggs
Produced in 2016	34	64
Produced in 2015	114	64
% of female breed each years	83,33	80
Average per years	50 heads	64 heads

C3. Management (central and provincial) and Scientific Authorities carry out the inspection once a year.

C4. In general, each facility meets the criteria of controlled environment as defined in 1d) of conf.10.16 (Rev). The captive breeding facilities are shown in Figure 1-6.

Figure 1. Adult breeding stock

Figure 2. Cage facilities

Figure 3. Nest

Figure 4. Food for adult and juvenile (mixed food and hand feeding formula)

Figure 5. Hatchery machine

Figure 6. Juvenile in incubator

C5. All breeding stock are offsprings of initial stock, which were taken from the wild with a special permit issued by management authority.

C6. The breeding stock receives no additional specimens from the wild.

ANNEX 2H

Ornithoptera croesus

Response:

C1. There is one butterfly breeding company, COMPANY 1 which has been breeding *Ornithoptera croesus*, using source code C.

In addition, from the year 1995 – 2010, COMPANY 2 bred the species and other birdwing butterflies as well.

Another company, COMPANY 3 has bred this species using ranching operation system at with source code R.

C2. COMPANY 1 has been inspected by the Management Authority team periodically, every three months by provincial offices of the Management Authority (BKSDA) and supervision provided by central office of the Management Authority, Directorate of Biodiversity Conservation team once a year. The scientific authority has recently inspected the operation.

As to the measures currently in place for monitoring the breeding facilities, the breeders are required to submit monthly, quarterly and yearly reports.

The breeders are required to keep daily records of specimens to be harvested and specimens to be used as parent stocks.

C3. Inspection conducted by provincial offices of the Management Authority (BKSDA) and central office of the Management Authority, Directorate of Biodiversity Conservation team once a year.

C4. Data Collection Form

- Specimens for parent stocks are taken from the habitat where this species is distributed. The specimens can be taken in the forms of eggs, caterpillars, chrysalis, or adult butterflies, but the most common and easiest way is to take the parent stocks in the form of chrysalis.

- Parent stocks are not necessarily in the same life cycle stage. They can be in different stage, depending on the availability in the wild at the time of acquiring.

- If different stages are used, they are placed separately. Eggs are placed in plastic containers covered with fine mesh fabric to protect them from parasites and predators. Caterpillars are placed in small cages or containers filled with potted food plants. Chrysalis are placed in special room, usually hanged on wires or plastic ropes using pin clothes in their natural position. The adult butterflies that are going

to be used for parent stocks for next generation are released into the breeding enclosure. The adult butterflies to be harvested are treated and preserved carefully.

- There is a book-keeping mechanism for incoming and outgoing specimens.
  The incoming specimens include parent stocks derived from the results of captive breeding operation or fresh materials from the wild to avoid inbreeding.
  The outgoing specimens include specimens for harvest.
  Data is reported monthly to provincial offices of the Management Authority.

- The offtake of specimens from the wild are conducted in small numbers to avoid inbreeding. No NDF (non-detriment finding) has been conducted for *Ornithoptera croesus.*
- Having checked the criteria for the source code C, we can be sure that the operation by COMPANY 1 can be classified as captive breed with source code C.

Q1. Changes of source codes usage are resulted from suggestion by buyer country (i.e EU). Prior to 2014, source code R was used for captive-bred butterflies exported from Indonesia. By 2014, as result of reviewed by EC CITES Scientific Review Group (SRG) to COMPANY 4 :, it is recommended that the source to be used is code C, not R.

However, on 26 June 2014, European Commission DG Environment (Letter Ref. Ares (2014) 2108493) stated that because parent stocks are **regularly** added, not **occasionally**, then the criteria for C cannot be met. Therefore, the usage of source code F, instead of R was suggested. The matter is that the addition of parent stock was considered to be regular, in fact it was actually occasional, after fourth generation. However, at that time we decided to accept the suggestion to change the source code to F, because we have realized also that the book-keeping mechanism was not in place at that time and the breeding management need to be improved.

ANNEX 2I

MINISTRY OF ENVIRONMENT AND FORESTRY
DIRECTORATE GENERAL OF NATURAL RESOURCES AND ECOSYSTEM CONSERVATION
DIRECTORATE OF BIODIVERSITY CONSERVATION
7th Floor, Block VII, Manggala Wanabakti Building
Jalan Gatot Subroto, Jakarta 10270, Telp. 021-5720227 – Fax. 5720227

20 October 2017

Our Ref: S. /KKH/PKINT/KSA.2/10/2017

To : John E. Scanlon

Secretary General CITES
Email : info@cites.org

Subject : Review of Trade in Animal Specimens Reported as Produced in Captivity

Dear Sir,

Following letter from Secretariat dated 25 August 2017, 20 September 2017, and 22 September 2017, regarding the above matter, we would like to submit response as attach. However, we request the extention for *Ptyas mucosus*, *Varanus timorensis* and *Trachyphyllia geoffroyi* which will be submitted on 30 October 2017.

Thank you for your kind attention.

Sincerely yours,

Bambang Dahono Adji
Director of Biodiversity Conservation
Email: macites@menlhk.go.id, subditkonvensi.kkh@gmail.com, rksari@gmail.com, agnugroho@gmail.com, sr.ratna@gmail.com

cc.:
Director General of Natural Resources and Ecosystem Conservation, Indonesia

MINISTRY OF ENVIRONMENT AND FORESTRY
DIRECTORATE GENERAL OF NATURAL RESOURCES AND ECOSYSTEM CONSERVATION
DIRECTORATE OF BIODIVERSITY CONSERVATION
7th Floor, Block VII, Manggala Wanabakti Building
Jalan Gatot Subroto, Jakarta 10270, Telp. 021-5720227 – Fax. 5720227

30 October 2017

Our Ref: S.1066/KKH/PKINT/KSA.2/10/2017

To :
John E. Scanlon
Secretary General CITES
Email: info@cites.org

Subject : Review of Trade in Animal Specimens Reported as Produced in Captivity

Dear Sir,

Following our letter Ref: S.1057/KKH/PKINT/KSA.2/10/2017 dated 27 October 2017 and Ref: S.1045/KKH/PKINT/KSA.2/10/2017 dated 20 October 2017 regarding Review of Trade in Animal Specimens Reported as Produced in Captivity, we would like to submit response for *Ptyas mucosus* and *Varanus timorensis* as attached.

Thank you for your kind attention.

Yours sincerely,

Nunu Anugrah
Acting Director of Biodiversity Conservation
Email: macites@menlhk.go.id, subditkonvensi.kkh@gmail.com, rksari@gmail.com, agnugroho@gmail.com, sr.ratna@gmail.com

cc.
1. Director General of Natural Resources and Ecosystem Conservation
2. Head of Research Center for Biology, Indonesian Institute of Sciences

Varanus timorensis

Response:

C1. There are five captive breeding facilities for *V. timorensis*. Each of these facilities export the captive bred individuals with permits issued by management authority based on yearly quotas. The facilities are established with tall fences, wherein enclosures are provided to house individuals with access to health care by a veterinarian as well as regular maintenance by keepers, such as maintenance of security from predator or escape, thermoregulating sites (shelter and basking platform), food, and water.

C2. Some facilities are recently under inspection by management and scientific authorities.

Table 1. Productivity of *Varanus timorensis* on captive breeding facilities

Name of Facilities	FACILITY 1	FACILITY 2	FACILITY 3	FACILITY 4	FACILITY 5
Number of breeding stock (females)	6	22	18	30	55
Clutches per years	1-2 time	1-2 time	1-2 time	1-2 time	1-2 time
Offspring/ Eggs in litter/ clutch	10 eggs	5-10 eggs	7-11 eggs	6-8 eggs	7-11 eggs
% of female breed each years	40-70%	40-70%	10-40%	40-70%	40-70%
Average per years	50-100 heads	100-150 heads	18 heads	100-160 heads	300-400 heads

C3. Management and scientific authorities carry out the inspections once per year.

C4. In general, each facility meets the criteria of controlled environment as defined in 1.d) of Conf. 10.16 (Rev.)

Figure 1. Adult breeding stock

Figure 2. Adult breeding stock in quarantine cage

Figure 3. Adult breeding stock in outdoor cage

Figure 4. Outdoor cages

Figure 5. Outdoor cages

Figure 6. Incubator room

Figure 7. Eggs in the incubator room

Figure 7. Removing eggs to tray for incubation

Figure 8. Eggs and hatched individual.

Figure 9. Eggs and hatched individuals

Figure 10. Hatched size

C5. All breeding stocks are offsprings of initial stocks, which were taken from the wild with a special permit issued by management authority. No permits are issued to take wild animals from the wild since the initial stocks were established for each facility.

C6. The breeding stock receives no additional specimens from the wild

ANNEX 2J

MINISTRY OF ENVIRONMENT AND FORESTRY
DIRECTORATE GENERAL OF NATURAL RESOURCES AND ECOSYSTEM CONSERVATION
DIRECTORATE OF BIODIVERSITY CONSERVATION
7th Floor, Block VII, Manggala Wanabakti Building
Jalan Gatot Subroto, Jakarta 10270, Telp. 021-5720227 – Fax. 5720227

20 October 2017

Our Ref: S.1045/KKH/PKINT/KSA.2/10/2017

To : John E. Scanlon

Secretary General CITES
Email : info@cites.org

Subject : Review of Trade in Animal Specimens Reported as Produced in Captivity

Dear Sir,

Following letter from Secretariat dated 25 August 2017, 20 September 2017, and 22 September 2017, regarding the above matter, we would like to submit response as attach. However, we request the extention for *Ptyas mucosus*, *Varanus timorensis* and *Trachyphyllia geoffroyi* which will be submitted on 30 October 2017.

Thank you for your kind attention.

Sincerely yours,

Bambang Dahono Adji
Director of Biodiversity Conservation
Email: macites@menlhk.go.id, subditkonvensi.kkh@gmail.com, rksari@gmail.com, agnugroho@gmail.com, sr.ratna@gmail.com

cc.:
Director General of Natural Resources and Ecosystem Conservation, Indonesia

MINISTRY OF ENVIRONMENT AND FORESTRY
DIRECTORATE GENERAL OF NATURAL RESOURCES AND ECOSYSTEM CONSERVATION
DIRECTORATE OF BIODIVERSITY CONSERVATION
7th Floor, Block VII, Manggala Wanabakti Building
Jalan Gatot Subroto, Jakarta 10270, Telp. 021-5720227 – Fax. 5720227

30 October 2017

Our Ref: S.1066/KKH/PKINT/KSA.2/10/2017

To :
John E. Scanlon
Secretary General CITES
Email: info@cites.org

Subject : Review of Trade in Animal Specimens Reported as Produced in Captivity

Dear Sir,

Following our letter Ref: S.1057/KKH/PKINT/KSA.2/10/2017 dated 27 October 2017 and Ref: S.1045/KKH/PKINT/KSA.2/10/2017 dated 20 October 2017 regarding Review of Trade in Animal Specimens Reported as Produced in Captivity, we would like to submit response for *Ptyas mucosus* and *Varanus timorensis* as attached.

Thank you for your kind attention.

Yours sincerely,

Nunu Anugrah
Acting Director of Biodiversity Conservation
Email: macites@menlhk.go.id, subditkonvensi.kkh@gmail.com, rksari@gmail.com, agnugroho@gmail.com, sr.ratna@gmail.com

cc.
1. Director General of Natural Resources and Ecosystem Conservation
2. Head of Research Center for Biology, Indonesian Institute of Sciences

Ptyas mucosus

Response:

C1. There are two captive breeding facilities for *Ptyas mucosus*. Each of these facilities export the captive bred individuals with permits issued by management authority based on yearly captive breed quotas. The facilities are established with cages with access to health care by a veterinarian as well as regular maintenance by keeper. The cage facilities are adjusted with the behavior of *Ptyas mucosus*, snake that actively move and need large space. The cage facilities are typical of enclosure cages, one company has a size 22 x 55 m and the other is 12 x 40 m. These enclosure cages provided water supply (ponds), live trees (shelter), artificial caves (shelter) with "anjatan" (shelter/hiding place made of from bamboo), and basking area. The "anjatan" comprises 3 to 5 layers with bamboo trunk among the layers to provide space for laying eggs and hiding. Each of enclosure cage has 15 to 20 "anjatans". The parental stocks were placed in enclosure cages while the juvenile were placed in ranching cages (each cage sized 7 x 21 m).

Here we also evaluated the application of source code "C" for the specimens of *Ptyas mucosus*.

The breeding facilities meet criteria of "closed environment" according Resolution Conf. 10.16 (Rev) on specimens breeds in captivity. However, in the system of enclosure cage, controlling and monitoring of the parental stock are difficult. The controlling and monitoring only are applicable for ranching of specimens born in captivity. This situation meets criterion on animal born in captivity that do not fulfill the definition of "breed in captivity" in Resolution Conf. 10.16 (Rev). Therefore the source code "F" should be applied to the specimens.

Inconsistency application of source code is caused by lack understanding on the translation of definition captive breeding (Conf. 10.16 (Rev)) in the level of national legislation and local officer. Here, we plan to socialize the application of right source code that meet with Resolution Conf. 10.16 (Rev) in the level of local officer.

C2. Some facilities are recently under inspection by management and scientific authorities;
The productivity of facilities can be seen on Table 1.

Table 1. Productivity of *Ptyas mucosus* on captive breeding facilities

Name of Facilities	FACILITY 1	FACILITY 2
Number of breeding stock	32870	2109
Clutches per years	1 time	1 time
Offspring/ Eggs in litter/ clutch	5-18 eggs	5-18 eggs

Production in 2017	50000	3500
Production in 2016	25000	3500
Production in 2015	20000	-
% of female breed each years	40 %	20 %
Average per years	50000 heads	3500 heads

C3. Management (central and provincial) and Scientific Authorities carry out the inspection once a year.

C4. In general, each facility meets the criteria of controlled environment as defined in 1d) of conf.10.16 (Rev). The captive breeding facilities are shown in Figure 1-6.

Figure 1. Adult breeding stock

Figure 2. Enclosure cage

Figure 3. Water canal in enclosure cage

Figure 4. Artificial cave in enclosure cage

Figure 5. Interior of artificial cave with 15 "anjatan" in each cave

Figure 6. Anjatan (shelter made of from Bamboo)

Figure 7. Eggs laid in "anjatan"

Figure 8. Eggs collected from "anjatan" and put in the tray for incubation.

Figure 9. Eggs and hatchling individuals

Figure 10. Hatchling individuals

Figure 11. Ranched individuals

Figure 12. Facilities of rat breeding for prey

Figure 13. Mouse for prey

Figure 14. juvenile preys of frog

Figure 15. Ranched individuals

C5. All breeding stock are offsprings of initial stock, which were taken from the wild with a special permit issued by management authority.

C6. The breeding stock receives an additional specimens from ranched specimens (10 percent)

ANNEX 2K

MINISTRY OF ENVIRONMENT AND FORESTRY
DIRECTORATE GENERAL OF NATURAL RESOURCES AND ECOSYSTEM CONSERVATION
DIRECTORATE OF BIODIVERSITY CONSERVATION
7th Floor, Block VII, Manggala Wanabakti Building
Jalan Gatot Subroto, Jakarta 10270, Telp. 021-5720227 – Fax. 5720227

20 October 2017

Our Ref: S. /KKH/PKINT/KSA.2/10/2017

To : John E. Scanlon

Secretary General CITES
Email : info@cites.org

Subject : Review of Trade in Animal Specimens Reported as Produced in Captivity

Dear Sir,

Following letter from Secretariat dated 25 August 2017, 20 September 2017, and 22 September 2017, regarding the above matter, we would like to submit response as attach. However, we request the extention for *Ptyas mucosus*, *Varanus timorensis* and *Trachyphyllia geoffroyi* which will be submitted on 30 October 2017.

Thank you for your kind attention.

Sincerely yours,

Bambang Dahono Adji
Director of Biodiversity Conservation
Email: macites@menlhk.go.id, subditkonvensi.kkh@gmail.com, rksari@gmail.com, agnugroho@gmail.com, sr.ratna@gmail.com

cc.:
Director General of Natural Resources and Ecosystem Conservation, Indonesia

MINISTRY OF ENVIRONMENT AND FORESTRY
DIRECTORATE GENERAL OF NATURAL RESOURCES AND ECOSYSTEM CONSERVATION
DIRECTORATE OF BIODIVERSITY CONSERVATION
7th Floor, Block VII, Manggala Wanabakti Building
Jalan Gatot Subroto, Jakarta 10270, Telp. 021-5720227 – Fax. 5720227

27 October 2017

Our Ref: S.1057/KKH/PKINT/KSA.2/10/2017

To :
John E. Scanlon, Secretary General CITES
Secretary General CITES
Email: info@cites.org

Subject : Review of Trade in Animal Specimens Reported as Produced in Captivity

Dear Sir,

Following our letter Ref: S.1045/KKH/PKINT/KSA.2/10/2017 dated 20 October 2017 regarding Review of Trade in Animal Specimens Reported as Produced in Captivity, we would like to submit response on *Trachyphyllia geoffroyi* as attached.

Thank you for your kind attention.

Yours sincerely,

Bambang Dahono Adji
Director of Biodiversity Conservation
Email: macites@menlhk.go.id, subditkonvensi.kkh@gmail.com, rksari@gmail.com, agnugroho@gmail.com, sr.ratna@gmail.com

cc.
1. Director General of Natural Resources and Ecosystem Conservation
2. Head of Research Center for Biology, Indonesian Institute of Sciences

Coral Transplantation of *Trachyphyllia geoffroyi* Audouin 1826 in Indonesia

1. Introduction.

Coral transplantation is culturing coral through propagation of branches or fragmentation of coral colony in its natural habitat. Coral fragments or nubbins are attached into artificial media and planted in a natural or artificial habitat. Transplanted coral grow vary depending on its growth form species. Transplanted coral requires 6 to 24 months to be market ready. The advantage of transplanted ornamental corals is that they have better shape and color the size can be accommodated according to demand, and has faster growth rate.

Coral transplantation does not create negative impacts to the environment because the activity does not add any material into the sea. This activity is unlike other aquaculture activities in which there is feed or chemical added, and the residual input materials produce negative impact to the environmental. Transplant operators has obligation to return 10% of transplanted yield back to nature for rehabilitation and restoration. Transplantation brings positive value through community participation in making substrate, transplant racks, and having the community work as coral caretakers. A number of community members in transplantation work colaboration with tourism operators by selling coral offsprings to tourists who will then plant the corals in designated sites. When the tourists return they will be able to see their plantings and appreciate their participation in conservation efforts. Today, coral transplantation has entered a new era of full aquaculture in captive breed and is beginning a stage of color engineering to follow consumer and breeders' demands.

Based on their growth rate, corals are classified as fast-growing, medium-growing, and slow-growing. Branching and encrusting coral generally belong to fast growing species can be harvested six months after planting. Medium-growing corals which usually form a submassive or phaceloid growth can be harvested after 9 – 12 months. Massive and solitary corals are slow-growing and can be harvested after 1 - 2

years. In this case *Trachyphyllia geoffroyi* is a solitary species and can be harvest after 18-24 months using an ordinary tchnique.

Study and observation results of coral fragment size for transplantation show that branching Acropora coral measuring size of 3-5 cm with 2-3 buds produce the best results with the lowest mortality rate of less than 2.5%. In principle, coral transplant fragment size is made as small as possible without affecting the growth rate and ensuring high survival rate. Acropora with size less than 3 cm with a single branch will have a slow growth rate and low survival. The best result for branching coral was showed at least 3 cm in size with 2 or 3 branches. Fragments of corals with phaceloid growth type produce the best results with at least three corallites. Encrusting corals produce the best results with two to three corallites, while massive fragments require at least three corallites. The correct fragment size is important for parent coral efficiency. One year-old branching broodstock corals can be propagated into five to six fragments, while submassive corals of the same age can produce two to three fragments. Two-year old massive corals can only produce two to four fragments with each fragment consisting of three to four corallites depending on the corallite size and coral species. Fragments from colonies are then placed on artificial media and tagged. Tags contain a 12-digit code consisting name of company, name of species, date and regristration number. Coral fragments are attached to the artificial media and planted in natural habitat. The wound due to fragmentation are mostly healed within 5 - 7 days. Fragment with good healing and resilience can reach survival rate of 98%. Branching coral (Acropora) growth rate ranges 4.32-15.24 cm/year with an average of 9.81 cm/year. Massive coral (Diploastrea) growth rate range is 0.46-1.28 cm/year with an average of 0.95 cm/month. Encrusting coral growth rate ranges 2.45 – 8.92cm/year with an average of 5.46 cm/year. There is 71 corals species have successfully been transplanted and have entered international market since 2008. Several corals are now in experiment for fully captive breed in the farm, it is expected to produce better color and quality of coral transplant.

2. Transplantation of *Trachyphyllia geoffroyi*

There are two common species of Trachphyllia: *T. geoffroyi* and *T. radiata*. The *T. radiata*, which is usually more convoluted in appearance and has fused walls, was formerly called *Wellsophyllia radiata*, but the genus *Wellsophyllia* has now been eliminated. This *W. radiata* is actually just another form of T. geoffroyi.

*Trachyphyllia geoffroy*i, which is known as the open brain coral, is the one of the most common corals offered to reef aquarists. In Indonesia, coral transplantation for species of *T. geoffroyi* has been developed since several years ago. To date, there have been 4 companies from 53 business actors that have qualified for transplanting coral from *T. geoffroyi* species (Table 1), while several companies are being in the process of initiating a transplanted coral of *T. geoffroyi*.

Table 1. The companies in Indonesia that have qualified for transplanting coral from *T. geoffroyi* species.

No.	Name of Company
1.	COMPANY 1
2.	COMPANY 2
3.	COMPANY 3
4.	COMPANY 4

3. Monitoring of coral transplantation

Guidelines for captive breeding/transplanting of traded corals refer to the regulations of the Director General of Forest Protection and Nature Conservation, Ministry of Environment and Forestry of the Republic of Indonesia No. SK.09/IV/Set-3/2008. Monitoring of coral transplantation activities is conducted through an audit process, which aims to assess the success of coral transplantation. The process of audit for coral transplantation activities is conducted before the transplantation business unit makes the first production proposal to be traded and subsequently evaluated every 2 (two) years. The audit team consists of a Scientific Authority (SA) together with management Authority (MA), the Non-Government Organisation such as Indonesian

Coral Reef Working Group (ICRWG), or an independent audit institution that is considered capable of compliance with applicable regulations.

Audit activities are carried out by field inspection, including: mariculture facilities, species and number of transplanted coral, growth rate and mortality rate. The audit guidelines are regulated in the Regulation of the Director General of Forest Protection and Nature Conservation, Ministry of Environment and Forestry of the Republic of Indonesia No.: P.4/IV-SET/2011.

4. Methods of tranplantation for *Trachyphyllia geoffroyi*

The method used in coral transplantation of *T. geoffroyi* in Indonesia is fragmentation. The parent coral is cut into 2 or 3 parts, depending on the size of the coral colony. In the early years of *T. geoffroyi* transplantation, the fragmentation technique was carried out in the usual way, ie dividing the parrent coral using a cutting machine. With this technique, it takes a long time to heal the cut wound so it does not look scarred. It takes about 24 months (2 years) to be ready for trading. Recently, new techniques have been developed and the results are better. With this new technique, the process of fragmentation is done by tying it using a special string on the part you want to cut. After some months (about 6-7 months), the *T. geoffroyi* coral will split itself on the tied part. This new technique is ready for patenting. The transplantation method for *T. geoffroyi* in Indonesia will be explained in more detail at the end of this paper along with the photographs.

5. Non-detriment finding (NDF) that has been made for the export of all specimens of the species concerned with the source code "F".

Under regulation of Indonesia, culturing species listed in CITES Appendix I, II, are under control by government and therefore all coral aquaculture or transplantation activities are monitored by the government. This is done to ensure that transplantation is done correctly without causing negative impact to the environment or natural population and follow conservation principles.

Transplantation company or transplantor is a business unit or legal entity that conducts coral transplantation operations that produce financial profits and they have the following responsibilities: coral transplant company must have coral aquaculture

business license issued by an authorized officer. This cultivation or aquaculture license is issued by the Technical Implementation Unit (*Unit Pelaksana Teknis* or UPT) of the local Natural Resources Conservation Agency (*Balai Konservasi Sumberdaya Alam* or BKSDA). Transplantation site is located outside of conservation areas or other areas allowed by applicable regulations. Transplantation activities include planting, cultivating, harvesting and marketing of end products.

Transplantation operators must apply for licenses to obtain coral fragments for broodstock corals for aquaculture activities. To obtain these coral fragments, transplant operators submit the names of the coral species they will transplant, the amount, and location. This request is submitted to the local BKSDA in which the jurisdiction of the transplantation activities will take place. Coral fragments for parent material can also be obtained from harvest quotas, or purchased from other transplant operators. In the event that one transplant operator purchases parent coral from another operator, official record document (*Berita Acara Pemeriksaan* or BAP) must be made as transaction evidence. Transplant operator who will sell their transplant products must obtain a domestic trade permit issued by the local BKSDA at the site of the transplantation activity is located, and an export permit for international trade issued by the Directorate General of Forest Protection and Nature Conservation (Perlidungan Hutan dan Konservasi Alam or PHKA). Domestic and international wildlife trade require Transport Documents for Wild Plants and Animals for both domestic (Surat Angkut Tumbuhan dan Satwa Liar Dalam Negeri or SATDN) as well as international trade (Surat Angkut Tumbuhan dan Satwa Liar ke Luar Negeri or SATLN).

Transplant operators must tag each coral that is planted. The tags function as markers and control mechanism for traceability of the transplanted corals. The tags will remain with the coral from planting until it arrives at the importing country. Tags will help to differentiate whether the coral comes from the wild or transplantation activities. Each tag includes the name of the transplantation operator, coral species, transplant date, and coral registration number.

Transplant operator must provide monthly progress reports during the transplantation process. At the end of the year, transplant operator must submit a transplantation production plan for the coming year. Every transplantation activity will be audit to give a guidance and increase their successfully results. The transplant

operator has to return 10% of the yield back to nature for restoration or rehabilitation efforts. Audit is done systematically to obtain objective evidence and to assess consistency between transplantation practices and applicable criteria. The audit aims to provide guidance, direction, and assistance on transplantation techniques as well as administrations. Audit is carried out by individuals who are independent, professional, trained, and competent in the subject of coral reef. The auditor comes from a scientific authority, non government organization (Indonesian coral reefs watched), and the management authority. Audit findings will be used for the evaluation of government and transplantation companies and to provide aquaculture quality certification. Transplantation companies who perform well will receive certificates while those who did not perform too well will receive assistance to be able to improve in the future. Transplantation companies who evaluate poorly will have their transplantation licenses revoked. Audit and final evaluation procedures are explained in the Regulation of Directorate General of Forest Protection and Nature Conservation No. P.4/IV-SET/2011. Routine audit is done altogether every two years, while audits for additional coral species, feasibility, and transplantation for improvements are done on a needs basis. Transplantation companies who have done well will receive a product guarantee certification and facilities, and do not require permit for international transport document.

Every year transplant operators must submit their coral transplantation production plan and the number can not bigger than the facilities production they have. In addition, transplantation companies can also proposed a new broodstock especially for the new coral species. Production plans in reality are not always obtained because of various factors, such as market price and market demands, or consumer preference. The productions of transplant corals are based on the companies' facilities and infrastructures in production, as well as the species of corals.

6. A detailed description of the production methods used to produce *Trachyphyllia geoffroyi*, source code F

As mentioned before, *Trachyphyllia geoffroyi* are produced by the fragmentation technique. There are two way in fragging:

(i) The ordinary technique: the parent coral (F_0) is cut into 2-3 pieces (depend on how big the colony).

To cut the parent corals are used the electric cutting tools. Then, the pieces are attached to the artificial substrate and allowed to grow on transplanted shelves placed in the sea. There are two types of shelf model: (a) rack with the foot base, and (b) rack without the foot base, so the *T. geoffroyi* is left on the sand floor like its habitat located on sand substrate. After reaching the size of ready-to-sell (usually after 2 years since cut), corals are ready to be harvested.

(ii) The new technique: the parent coral (F_0) is bound with a rope on the part that wants to be separated.

In one colony, it can be tied to 2-3 pieces, depending on the size of the parent colony. After 6-7 months of the binding process, the corals will separate in the bounded section. Subsequently the colony fragments are affixed to the artificial substrate and raised on transplanted shelves placed at sea. After reaching the size of ready-to-sell (usually after 7-12 months since binding), corals are ready to be harvested.

Fig. 1. The parent corals (F_0) of *T. geoffroyi* on the rack with the foot base.

Fig. 2. The parent corals (F_0) of *T. geoffroyi* on the rack without the foot base.

(i). the parent coral is ready to be cut.

(ii). the parent coral is cut by using the electric cutting tool.

(iii). the parent coral has been cut into 2 pieces.

(iv).The pieces are attached to the artificial substrate.

Fig. 3. The ordinary technique: Fragmentation process of the parent coral *T. geoffroyi* by using the electric cutting tools.

Fig. 4. *T. geoffroyi* after 1 months since the cutting process.

Fig. 5. *T. geoffroyi* after 18-24 months since the cutting process by using an ordinary technique.

Fig. 6. The new technique: Fragmentation process of the parent coral *T. geoffroyi* by binding on the part that wants to be separated.

Fig. 7. *T.geoffroyi* after 6 months that have separated through the process of rope binding

Fig. 8. Separation of the colonies *T. geoffroyi* from the results of the fragmentation by using new new techniques. These separate colonies are ready to be grown until reaching the size of ready-to-sell.

ANNEX 2L

The Royal Society for the Conservation of Nature.

CITES Management Authority in Jordan

Answering annex to Review of trade in animal specimens reported as produced in captivity sheet.

C1. We have one facility in Jordan that breeds *Geochelone elegans*, and this facility belongs to This facility is licensed by the ministry of Agriculture.

The breeding facility is located and consists of cement- fenced area that in total around 4,000 meter squared, whereas the breeding area for this species is about 500 meter squared.

The breeding facility meets the criteria of a closed environment according to resolution conference 10.16 however, the original stock originated from Lebanon and then supplemented by another stock that was originated from the USA.

This facility started to breed G. elegans in 2003 with a stock that consisted of 200 males and 500 females

C2. Yes, the facility was inspected several times over the past three years, and this facility complies with the resolution conference 10.16

The RSCN inspects the facilities to make sure that they are operated according to national by laws.

C3. Both the Scientific and Management authorities conduct frequent inspection visits at least twice/ year.

C5. The original stock was imported in accordance to CITEs procedures and national laws.

C6. No, the breeding stock did not receive any additional species from the wild since the species don't occur in Jordan.

Year	No. of laid eggs	No. of alive hatched	No. of exported tortoises
2004	2400	2200	0
2005	2300	2150	0
2006	2100	2000	0
2007	2300	2150	3000
2008	25000	2450	2500
2009	2300	2400	3000
2010	2380	2300	2000
2011	2250	2000	2300
2012	2250	2175	2100
2013	2730	2600	2500
2014	3640	3590	3000
2015	3700	3600	3000
2016	4000	3800	3000

DATA COLLECTION FORM

GENERAL INFORMATION ON THE FACILITY

Date of inspection: Feb. 2016 Name of senior inspecting officer:

Facility name: FACILITY 1

Name and position(s) of all inspecting officer(s) present:

1.

2.

Type of inspection: ☐ Initial ☑ Routine ☐ Follow-up (*in cases where discrepancies or anomalies, detected during a previous inspection, remain outstanding*)

Date of last inspection: Feb. 2017

Facility trading name(s):

Facility owner(s):

Facility address and contact information:

Year the facility was established: 2003

How many staff are currently employed at the facility?

Full time: 1 Part time: 1

Name and job title of facility staff accompanying inspecting officer(s):

Does the operation have access to professional veterinary services? Yes ☐ No ☑

If yes, what is the name and address of vet? Agri. Engineer Not Vet.

Does this company keep animals at any other location(s)? Yes ☐ No ☑

If yes, where?

If yes, make arrangements to inspect the location(s) as soon as possible

DATA COLLECTION FORM

SPECIES INFORMATION *(to be completed separately for each species held at the facility)*

Date of inspection: feb. 2016 Name of senior inspecting officer:

Facility name: FACILITY 1 Species :

*Date species first acquired? 2003 Source and life-stage of initial stock? USA, lebanon

Numbers of initial stock, and sexes, if known 700 Males? 200 Females? 500

*Have additional animals been obtained since you acquired the initial stock? If so, from where?

NO

Do you **BREED** this species? Yes ☑ No ☐

When did you start breeding? 2004

litters/clutches per year? 1 or 2

offspring/eggs in litter/clutch?

produced in the previous year? 4000

ADULT BREEDING STOCK	Facility information	Inspector count *(where possible)*
Number of adults present?	1300	
Number of males present?	300	
Number of females?	1000	
What % of females breed each year?	860	

What do you feed adult animals? local vegetables

REARING STOCK (CAPTIVE BRED AND RANCHED COMBINED)	Facility information	Inspector count *(where possible)*
Number of juveniles present?	2900 - 3000	
Age at sexual maturity (years)?	7-10	
Size or mass at sexual maturity (cm or g)?	500 gm - 1 Kg	
Size at sale (cm or g)	3 - 8 cm	
What percentage of juveniles survive beyond 2 weeks? *Includes mortalities of eggs that didn't hatch.*	95%	

What do you feed rearing and juvenile animals? local vegetables

ANNEX 2M

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
= = = = = = = = = =
DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS

RÉPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple- Un But – Une Foi
= = = = = = = = =

Bamako, le

Direction Nationale des Eaux et forêts
Organe de gestion CITES du Mali
BP : 275 Fax : 20 22 02 08

/-)

Monsieur le Secrétaire Général CITES
Génève

N°_____/MEADD-DNEF-DRC

Référence : N.ref : DM/VZ Génève du 25 Août 2017
Objet : Etude du commerce des spécimens de Centrochelys sulcata/Géochelone sulcata déclarés produits en captivité

J'ai l'honneur de vous faire parvenir les éléments de réponse à votre correspondance ci-dessus référencée.
En effet, l'utilisation du code de source "F" pour le Mali concerne les spécimens de Géochelone nés en captivité de parents détenus. Ainsi l'organe de gestion du Mali vous informe de ce qui suit :

- Les établissements identifiés dans le commerce de spécimen sont : ET 1, ET 2, ET 3, ET 5, ET 6
- Les représentants des établissements sont respectivement :
- lesdits établissements enregistrés au registre du commerce du pays sont détenteurs d'installation d'élevage de spécimen de Géochelone sulca ;
- Les installations sont situées dans les régions de
- Les spécimens (parents) sont détenus dans des installations de reproduction aménagées où les espèces sont entretenues dans des conditions non préjudiciables à leur survie ;
- Les spécimens ainsi déclarés produits en captivité sont issus de parents capturés dans la nature conformément à la réglementation du pays ;
- Les spécimens sont régulièrement suivis et leur commerce reste non préjudiciable à la survie de l'espèce dans la nature.

Les formulaires de recueil des données relatives à l'information générale sur les établissements et les espèces renseignés, en pièces jointes prouvent à suffisance l'élevage en captivité des spécimens de l'espèce.
Espérant sur votre bonne collaboration, veuillez recevoir Monsieur nos considérations distinguées

Le Directeur National

Insp. Général Mamadou GAKOU
Officier de l'Ordre National

Liste des Etablissements exportateurs de Géochelonsulcata ou Centrochelyssulcata

Désignation	Adresse	Représentant	Date création de l'établissement	Observation
1. ET.1			20/08/2010	Import-Export
2. ET.2			02/09/1997	Import-Export
3. ET.3			17/11/2011	Export
4. ET.4			2015	Export
5. ET.5			12/03/2011	Export
6. ET.6			12/03/2001	Export

ELEMENTS DE REPONSE A LA LETTRE RELATIVE A L'ETUDE DU COMMERCE DES SPECIMENS D'ANIMAUX DECLARES PRODUITS EN CAPTIVITE (CITES)

1- Le code de source "C"

Les spécimens de **Centrochelyssulcata ou Geochelonsulcata**ne ne font pas l'objet d'exportation sous le code de source "C". C'est le code de source "F" qui est utilisé.

A titre d'information relative à l'élevage en captivité, il s'agit de bébés nés en captivité au niveau des fermes de particuliers détenteurs de certificat de détention d'animaux sauvages. Ainsi sur l'élevage en captivité des spécimens d'espèce animale dans le pays, on peut retenir ce qui suit:

C1 :

les particuliers détenant des spécimens d'animaux en captivité sontles représentants des établissements suivants :ET 1, ET 2, ET 3, ET 5, ET6

La détention a lieu dans des milieux aménagés sous forme d'abris artificiels où les animaux sont nourris et entretenus.

C2 :

Les milieux sont inspectés.

Les spécimens de mâles et de femelles adultes capturés dans la nature. En détention ilssont entretenus sous abri dans des conditions non préjudiciable à leur survie.

C3 :

Le point focal CITES

L'Agent du service vétérinaire

C4 : voir formulaire individuel rempli. Les données de Koima Reptil Farm suivront.

C5 :

Les acteurs disposent de certificat d'origine, de détention,de capture et de capacité. (Lois du pays)

C6 :

Des spécimens supplémentaires n'ont pas été prélevés dans la nature depuis la constitution du cheptel reproducteur.

2- Le code de source "F"

Les établissements utilisant le code de source "F" sont des exportateurs détenteurs de permis d'exportation commercial et sont en règle (loi du pays).
Les spécimens exportés sont né en captivité par des adultes détenus en captivités.

Ainsi concernant ce code de source "F" on note :

F1 :

Né en captivité : les parents se sont accouplés sous abris
Cheptel reproducteur satisfaisant

F2 :

Confirmation d'avis de commerce non préjudiciable par les motifs suivants :
Les Permis CITES délivrés par l'organe de gestion du pays (DNEF)
Exportation conforme aux règles prescrites par la règlementation
Autorisation d'importation de pays d'accueil

F3 :

Les établissements concern ɛs sont au nombre de 5 (cinq)

1- ET 1
2- ET 2
3- ET 3
4- ET 5
5- ET 6

F4 :

Le nombre de spécimen supplémentaires prélevés dans la nature : néans
Les acteurs répertoriés dans le registre des exportations à la DNEF, disposent de certificat d'origine, de détention, de capture et de capacité. (Lois du pays)
Les spécimens sont régulièrement suivis et leur commerce reste non préjudiciable à la survie de l'espèce dans la nature.

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNEES

INFORMATIONS GENERALES SUR L'ETABLISSEMENT

Date de l'inspection : 03/04/18 Nom de l'inspecteur principal :
Nom de l'établissement : ET. 1

Nom et fonction(s) de tous les inspecteurs présents :
1
2.
3.
4.
5.
6 .

Type d'inspection : Date de la dernière inspection : 03/04/2018

☐ Première inspection

☒ Inspection de routine

☐ Inspection de suivi (en cas de persistance d'anomalies ou d'incohérence Relevées au cours d'une inspection antérieure)

Raison sociale de l'établissement : Amour - Elevage a but commercial

Nom du/des propriétaires(s) :

Adresse de l'établissement et non de la personne à contacter :
E-mail :

Année de création de l'établissement : **20 / 08/ 2010**

Nombre actuel d'employés au sein de l'établissement :

A plein temps **3** A temps partiel **2**

Nom et fonction de l'employé de l'établissement accompagnant l'inspecteur/les inspecteurs :

L'entreprise fait-elle appel aux services d'un vétérinaire professionnel ? Oui ☒ Non ☐

Si oui, quels sont les nom et adresse de ce vétérinaire ?

L'entreprise élève t- elle des animaux ailleurs ? Oui ☒ Non ☐

Si Oui, où ?

Si oui, prendre des dispositions pour inspecter cet/ces endroit(s) dans les meilleurs délais

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNEES

INFORMATIONS SUR LES ESPECES (remplir un formulaire distinct pour chaque espèce élevée au sein de l'établissement)

Date de l'inspection : 03/04/2018 Nom de l'inspecteur principal : _ _____
Nom de l'établissement : ET. 1 Espèce : Geochelone sulcata

Date de la première acquisition de spécimens : 20 / 08 / 2010

Origine et stade de développement du Cheptel parental : Adulte à Ségou /Mali

Nombre de spécimens composant le cheptel parental et répartition, males / femelles, si connue : 90 - Males 25 Femelles 65

Avez-vous acquis d'autres spécimens par la suite ? si oui, d'où provenaient-ils ?

_____

Cette espèce est-elle élevée EN CAPTIVITE ? Oui [x] Non [ ]

Date de démarrage de l'élevage : **20/08/2010**
Nombre de portées/couvées par an : **20/2**
Nombre de nouveau-nés/œufs par portée/couvée : **1820**
Nombre obtenu l'année précédente : **1420**

CHEPTEL REPRODUCTEUR ADULTE	Données fournies Par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre d'adultes présents :	90	90
Nombre de males présents :	25	25
Nombre de femelles :	65	65
% annuel de femelles reproductrices :	70	

Quel type d'aliments donnez-vous aux animaux adultes ? Légume, feuille, fleur

JUVENILES (SPECIMENS ELEVES EN CAPTIVITE ET EN RANCH CONFONDUS)	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'Inspecteur (si possible)
Nombre de juvéniles présents :	450	450
Age à la maturité sexuelle (en nombre d'années) :	6 à 8 ans	
Taille ou poids à la maturité sexuelle (en cm ou g) :	5kg/30à38 cm	
Taille ou poids à la vente (en cm ou g) :	5 à 15cm	
% de survie des juvéniles après deux semaines (œufs non Eclos y compris) :	85	

Quel type d'aliments donnez-vous aux juvéniles ? **Légume, feuille, fleur**

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNEES

INFORMATIONS GENERALES SUR L'ETABLISSEMENT

Date de l'inspection : 03/04/18 Nom de l'inspecteur principal :_
Nom de l'établissement : ET. 1

Nom et fonction(s) de tous les inspecteurs présents :
1.
2.
3.
4.
5.
6.

Type d'inspection : Date de la dernière inspection : 03/04/2018

☐ Première inspection

☒ Inspection de routine

☐ Inspection de suivi (en cas de persistance d'anomalies ou d'incohérence Relevées au cours d'une inspection antérieure)

Raison sociale de l'établissement : Amour - Elevage a but commercial

Nom du/des propriétaires(s) :

Adresse de l'établissement et non de la personne à contacter :
_E-mail :

Année de création de l'établissement : **20 / 08/ 2010**

Nombre actuel d'employés au sein de l'établissement :

A plein temps **2** A temps partiel **2**

Nom et fonction de l'employé de l'établissement accompagnant l'inspecteur/les inspecteurs :

L'entreprise fait-elle appel aux services d'un vétérinaire professionnel ? Oui ☒ Non ☐

Si oui, quels sont les nom et adresse de ce vétérinaire ?

L'entreprise élève t- elle des animaux ailleurs ? Oui ☒ Non ☐

Si Oui, où ?

Si oui, prendre des dispositions pour inspecter cet/ces endroit(s) dans les meilleurs délais

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNEES

INFORMATIONS SUR LES ESPECES (remplir un formulaire distinct pour chaque espèce élevée au sein de l'établissement)

Date de l'inspection : 03/04/2018 Nom de l'inspecteur principal : _____

Nom de l'établissement : ET. 1 Espèce : Geochelone sulcata

Date de la première acquisition de spécimens : 20 / 08 / 2010

Origine et stade de développement du Cheptel parental : Adulte à Ségou /Mali

Nombre de spécimens composant le cheptel parental et répartition, males / femelles, si connue : 70 - Males 20 Femelles 50

Avez-vous acquis d'autres spécimens par la suite ? si oui, d'où provenaient-ils ?

_____

Cette espèce est-elle élevée EN CAPTIVITE ? Oui [x] Non [ ]

Date de démarrage de l'élevage : **20/08/2010**

Nombre de portées/couvées par an : **20/2**

Nombre de nouveau-nés/œufs par portée/couvée : **1600**

Nombre obtenu l'année précédente : **1200**

CHEPTEL REPRODUCTEUR ADULTE	Données fournies Par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre d'adultes présents :	70	70
Nombre de males présents :	20	20
Nombre de femelles :	50	50
% annuel de femelles reproductrices :	80	

Quel type d'aliments donnez-vous aux animaux adultes ? **Légume, feuille, fleur, Herbe**

JUVENILES (SPECIMENS ELEVES EN CAPTIVITE ET EN RANCH CONFONDUS)	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'Inspecteur (si possible)
Nombre de juvéniles présents :	350	350
Age à la maturité sexuelle (en nombre d'années) :	6 à 8 ans	
Taille ou poids à la maturité sexuelle (en cm ou g) :	5kg/30à38 cm	
Taille ou poids à la vente (en cm ou g) :	5 à 15cm	
% de survie des juvéniles après deux semaines (œufs non Eclos y compris) :	85	

Quel type d'aliments donnez-vous aux juvéniles ? **Légume, feuille, fleur, Herbe**

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNEES

INFORMATIONS GENERALES SUR L'ETABLISSEMENT

Date de l'inspection : 03/04/18 Nom de l'inspecteur principal :__
Nom de l'établissement : __ ET 1

Nom et fonction(s) de tous les inspecteurs présents :
1.
2.
3.
4
5.
6.

Type d'inspection : Date de la dernière inspection : 03/04/2018

☐ Première inspection

☒ Inspection de routine

☐ Inspection de suivi (en cas de persistance d'anomalies ou d'incohérence Relevées au cours d'une inspection antérieure)

Raison sociale de l'établissement : Amour - Elevage a but commercial

Nom du/des propriétaires(s) :

Adresse de l'établissement et non de la personne à contacter :
_E-mail :

Année de création de l'établissement : **20 / 08/ 2010**

Nombre actuel d'employés au sein de l'établissement :

A plein temps **2** A temps partiel **1**

Nom et fonction de l'employé de l'établissement accompagnant l'inspecteur/les inspecteurs :

L'entreprise fait-elle appel aux services d'un vétérinaire professionnel ? Oui ☒ Non ☐

Si oui, quels sont les nom et adresse de ce vétérinaire ?

L'entreprise élève t-elle des animaux ailleurs ? Oui ☒ Non ☐

Si Oui, où ?

Si oui, prendre des dispositions pour inspecter cet/ces endroit(s) dans les meilleurs délais

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNEES

INFORMATIONS SUR LES ESPECES (remplir un formulaire distinct pour chaque espèce élevée au sein de l'établissement)

Date de l'inspection : 03/04/2018 Nom de l'inspecteur principal : _
Nom de l'établissement : ET. A Espèce : Geochelone sulcata

Date de la première acquisition de spécimens : 20 / 08 / 2010

Origine et stade de développement du Cheptel parental : Adulte à Bamako /Mali

Nombre de spécimens composant le cheptel parental et répartition, males / femelles, si connue : 50 - Males 15 Femelles 35

Avez-vous acquis d'autres spécimens par la suite ? si oui, d'où provenaient-ils ?

Cette espèce est-elle élevée EN CAPTIVITE ? Oui [x] Non [ ]

Date de démarrage de l'élevage : **20/08/2010**
Nombre de portées/couvées par an : **20/2**
Nombre de nouveau-nés/œufs par portée/couvée : **1120**
Nombre obtenu l'année précédente : **950**

CHEPTEL REPRODUCTEUR ADULTE	Données fournies Par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre d'adultes présents :	50	50
Nombre de males présents :	15	15
Nombre de femelles :	35	35
% annuel de femelles reproductrices :	80	

Quel type d'aliments donnez-vous aux animaux adultes ? **Légume, feuille, fleur**

JUVENILES (SPECIMENS ELEVES EN CAPTIVITE ET EN RANCH CONFONDUS)	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'Inspecteur (si possible)
Nombre de juvéniles présents :	300	300
Age à la maturité sexuelle (en nombre d'années) :	6 à 8 ans	
Taille ou poids à la maturité sexuelle (en cm ou g) :	5kg/30à38 cm	
Taille ou poids à la vente (en cm ou g) :	5 à 15cm	
% de survie des juvéniles après deux semaines (œufs non Eclos y compris) :	85	

Quel type d'aliments donnez-vous aux juvéniles ? Légume, feuille, fleur, Herbe

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNEES

INFORMATIONS GENERALES SUR L'ETABLISSEMENT

Date de l'inspection : 03/04/18 Nom de l'inspecteur principal :__
Nom de l'établissement : ET. A

Nom et fonction(s) de tous les inspecteurs présents :
1.
2.
3.
4.
5.
6.

Type d'inspection : Date de la dernière inspection : 03/04/2018

☐ Première inspection

☒ Inspection de routine

☐ Inspection de suivi (en cas de persistance d'anomalies ou d'incohérence Relevées au cours d'une inspection antérieure)

Raison sociale de l'établissement : Amour - Elevage a but commercial

Nom du/des propriétaires(s)

Adresse de l'établissement et non de la personne à contacter :
_E-mail :

Année de création de l'établissement : **20 / 08/ 2010**

Nombre actuel d'employés au sein de l'établissement :

A plein temps **2** A temps partiel **3**

Nom et fonction de l'employé de l'établissement accompagnant l'inspecteur/les inspecteurs :

L'entreprise fait-elle appel aux services d'un vétérinaire professionnel ? Oui ☒ Non ☐

Si oui, quels sont les nom et adresse de ce vétérinaire ?

L'entreprise élève t- elle des animaux ailleurs ? Oui ☒ Non ☐

Si Oui, où ?

Si oui, prendre des dispositions pour inspecter cet/ces endroit(s) dans les meilleurs délais

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNEES

INFORMATIONS SUR LES ESPECES (remplir un formulaire distinct pour chaque espèce élevée au sein de l'établissement)

Date de l'inspection : 03/04/2018 Nom de l'inspecteur principal : _
Nom de l'établissement : ET. A Espèce : Geochelone sulcata

Date de la première acquisition de spécimens : 20 / 08 / 2010

Origine et stade de développement du Cheptel parental : Adulte à Ségou /Mali

Nombre de spécimens composant le cheptel parental et répartition, males / femelles, si connue : 120 - Males 30 Femelles 90

Avez-vous acquis d'autres spécimens par la suite ? si oui, d'où provenaient-ils ?

Cette espèce est-elle élevée EN CAPTIVITE ? Oui [x] Non [ ]

Date de démarrage de l'élevage : **20/08/2010**
Nombre de portées/couvées par an : **20/2**
Nombre de nouveau-nés/œufs par portée/couvée : **2160**
Nombre obtenu l'année précédente : **1570**

CHEPTEL REPRODUCTEUR ADULTE	Données fournies Par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre d'adultes présents :	120	120
Nombre de males présents :	30	30
Nombre de femelles :	90	90
% annuel de femelles reproductrices :	60	

Quel type d'aliments donnez-vous aux animaux adultes ? **Légume, feuille, fleur, Herbe**

JUVENILES (SPECIMENS ELEVES EN CAPTIVITE ET EN RANCH CONFONDUS)	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'Inspecteur (si possible)
Nombre de juvéniles présents :	570	570
Age à la maturité sexuelle (en nombre d'années) :	6 à 8 ans	
Taille ou poids à la maturité sexuelle (en cm ou g) :	5kg/30à38 cm	
Taille ou poids à la vente (en cm ou g) :	5 à 15cm	
% de survie des juvéniles après deux semaines (œufs non Eclos y compris) :	85	

Quel type d'aliments donnez-vous aux juvéniles ? **Légume, feuille, fleur, Herbe**

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNEES

INFORMATIONS GENERALES SUR L'ETABLISSEMENT

Date de l'inspection : 30/03/2018 Nom de l'inspecteur principal : __
Nom de l'établissement : __ ET. 3 _____

Nom et fonction(s) de tous les inspecteurs présents :
1.
2.
3.
4.
5.
6.

Type d'inspection : Date de la dernière inspection : 30/03/2018

☐ Première inspection

☒ Inspection de routine

☐ Inspection de suivi (en cas de persistance d'anomalies ou d'incohérence Relevées au cours d'une inspection antérieure)

Raison sociale de l'établissement : Familiarisation/Amour de la mettre/sauvegarde

Nom du/des propriétaires(s) : _____

Adresse de l'établissement et non de la personne à contacter :

_____

_____

Année de création de l'établissement : **17/11/2011**

Nombre actuel d'employés au sein de l'établissement :

A plein temps **3** A temps partiel **2**

Nom et fonction de l'employé de l'établissement accompagnant l'inspecteur/les inspecteurs :

_____ _____

_____ _____

L'entreprise fait-elle appel aux services d'un vétérinaire professionnel ? Oui ☒ Non ☐

Si oui, quels sont les nom et adresse de ce vétérinaire ?

L'entreprise élève t- elle des animaux ailleurs ? Oui ☒ Non ☐

Si Oui, où ? _____

Si oui, prendre des dispositions pour inspecter cet/ces endroit(s) dans les meilleurs délais

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNEES

INFORMATIONS SUR LES ESPECES (remplir un formulaire distinct pour chaque espèce élevée au sein de l'établissement)

Date de l'inspection : 30/03/2018 Nom de l'inspecteur principal :
Nom de l'établissement : ET. 3 Espèce : Geochelone sulcata

Date de la première acquisition de spécimens : 20 / 08 / 2010

Origine et stade de développement du Cheptel parental : Adulte à Koulikoro/Mali

Nombre de spécimens composant le cheptel parental et répartition, males / femelles, si connue : 40 - Males 20 Femelles 20

Avez-vous acquis d'autres spécimens par la suite ? si oui, d'où provenaient-ils ?

Cette espèce est-elle élevée EN CAPTIVITE ? Oui [x] Non [ ]
Date de démarrage de l'élevage : 17/11/2011
Nombre de portées/couvées par an : 20/2
Nombre de nouveau-nés/œufs par portée/couvée : 680
Nombre obtenu l'année précédente : 525

CHEPTEL REPRODUCTEUR ADULTE	Données fournies Par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre d'adultes présents :	40	40
Nombre de males présents :	20	20
Nombre de femelles :	20	20
% annuel de femelles reproductrices :	85	

Quel type d'aliments donnez-vous aux animaux adultes ? **Opuntia sans épine légume**

JUVENILES (SPECIMENS ELEVES EN CAPTIVITE ET EN RANCH CONFONDUS)	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'Inspecteur (si possible)
Nombre de juvéniles présents :	88	88
Age à la maturité sexuelle (en nombre d'années) :	6 à 8 ans	
Taille ou poids à la maturité sexuelle (en cm ou g) :	5kg/30à38 cm	
Taille ou poids à la vente (en cm ou g) :	5 à 15cm	
% de survie des juvéniles après deux semaines (œufs non Eclos y compris) :	85%	

Quel type d'aliments donnez-vous aux juvéniles ? **Opuntia sans épine légume**

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNEES

INFORMATIONS GENERALES SUR L'ETABLISSEMENT

Date de l'inspection : 03/04/18 Nom de l'inspecteur principal :
Nom de l'établissement : ET. 3

Nom et fonction(s) de tous les inspecteurs présents :
1.
2.
3.
4.
5.
6.

Type d'inspection : Date de la dernière inspection : 30/03/2018

☐ Première inspection

☒ Inspection de routine

☐ Inspection de suivi (en cas de persistance d'anomalies ou d'incohérence Relevées au cours d'une inspection antérieure)

Raison sociale de l'établissement : Familiarisation/Amour de la mettre/sauvegarde
Nom du/des propriétaires(s) :

Adresse de l'établissement et non de la personne à contacter :

Année de création de l'établissement : 17/11/2011

Nombre actuel d'employés au sein de l'établissement :

A plein temps 3 A temps partiel 2

Nom et fonction de l'employé de l'établissement accompagnant l'inspecteur/les inspecteurs :

L'entreprise fait-elle appel aux services d'un vétérinaire professionnel ? Oui ☒ Non ☐

Si oui, quels sont les nom et adresse de ce vétérinaire ?

L'entreprise élève t- elle des animaux ailleurs ? Oui ☒ Non ☐

Si Oui, où ?

Si oui, prendre des dispositions pour inspecter cet/ces endroit(s) dans les meilleurs délais

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNEES

INFORMATIONS SUR LES ESPECES (remplir un formulaire distinct pour chaque espèce élevée au sein de l'établissement)

Date de l'inspection : **30/03/2018** Nom de l'inspecteur principal : _____
Nom de l'établissement : ET. 3 Espèce : Geochelone sulcata

Date de la première acquisition de spécimens : 17/11/2011

Origine et stade de développement du Cheptel parental : Adulte à Koulikoro /Mali

Nombre de spécimens composant le cheptel parental et répartition, males / femelles, si connue : **115** - Males **48** Femelles **67**

Avez-vous acquis d'autres spécimens par la suite ? si oui, d'où provenaient-ils ?

Cette espèce est-elle élevée EN CAPTIVITE ? Oui [x] Non [ ]

Date de démarrage de l'élevage : **17/11/2011**
Nombre de portées/couvées par an : **20/2**
Nombre de nouveau-nés/œufs par portée/couvée : **2144**
Nombre obtenu l'année précédente : **1910**

CHEPTEL REPRODUCTEUR ADULTE	Données fournies Par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre d'adultes présents :	115	115
Nombre de males présents :	48	48
Nombre de femelles :	67	67
% annuel de femelles reproductrices :	80	

Quel type d'aliments donnez-vous aux animaux adultes ? _____

JUVENILES (SPECIMENS ELEVES EN CAPTIVITE ET EN RANCH CONFONDUS)	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'Inspecteur (si possible)
Nombre de juvéniles présents :	100	100
Age à la maturité sexuelle (en nombre d'années) :	6 à 8 ans	
Taille ou poids à la maturité sexuelle (en cm ou g) :	5kg/30à38 cm	
Taille ou poids à la vente (en cm ou g) :	5 à 15cm	
% de survie des juvéniles après deux semaines (œufs non Eclos y compris) :	85	

Quel type d'aliments donnez-vous aux juvéniles ? **Opuntia sans épine légume**

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNEES

INFORMATIONS GENERALES SUR L'ETABLISSEMENT

Date de l'inspection : 04/04/2018 Nom de l'inspecteur principal :
Nom de l'établissement : ET. 6

Nom et fonction(s) de tous les inspecteurs présents :
1.
2
3.
4.
5.
6.

Type d'inspection : Date de la dernière inspection : 04/04/2018

☐ Première inspection

☒ Inspection de routine

☐ Inspection de suivi (en cas de persistance d'anomalies ou d'incohérence Relevées au cours d'une inspection antérieure)

Raison sociale de l'établissement : Amour - Elevage a but commercial

Nom du/des propriétaires(s) :

Adresse de l'établissement et non de la personne à contacter :

E-mail :

Année de création de l'établissement : **12 MARS 2001**

Nombre actuel d'employés au sein de l'établissement :

A plein temps **4** A temps partiel **2**

Nom et fonction de l'employé de l'établissement accompagnant l'inspecteur/les inspecteurs :

L'entreprise fait-elle appel aux services d'un vétérinaire professionnel ? Oui ☒ Non ☐

Si oui, quels sont les nom et adresse de ce vétérinaire ?

L'entreprise élève t- elle des animaux ailleurs ? Oui ☒ Non ☐

Si Oui, où ?

Si oui, prendre des dispositions pour inspecter cet/ces endroit(s) dans les meilleurs délais

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNEES

INFORMATIONS SUR LES ESPECES (remplir un formulaire distinct pour chaque espèce élevée au sein de l'établissement)

Date de l'inspection : 04/04/2018 Nom de l'inspecteur principal : _
Nom de l'établissement : ET. 6 _Espèce : Geochelone sulcata

Date de la première acquisition de spécimens : 12 MARS 2001

Origine et stade de développement du Cheptel parental : Adulte à Ségou /Mali

Nombre de spécimens composant le cheptel parental et répartition, males / femelles, si connue : 112 - Males 28 Femelles 84

Avez-vous acquis d'autres spécimens par la suite ? si oui, d'où provenaient-ils ?

Cette espèce est-elle élevée EN CAPTIVITE ? Oui [x] Non [ ]
Date de démarrage de l'élevage : 12/03/2001
Nombre de portées/couvées par an : 18/2
Nombre de nouveau-nés/œufs par portée/couvée : 2420
Nombre obtenu l'année précédente : 2350

CHEPTEL REPRODUCTEUR ADULTE	Données fournies Par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'Inspecteur (si possible)
Nombre d'adultes présents :	112	112
Nombre de males présents :	28	28
Nombre de femelles :	84	84
% annuel de femelles reproductrices :	80%	

Quel type d'aliments donnez-vous aux animaux adultes ? Légume, Herbe, fleur

JUVENILES (SPECIMENS ELEVES EN CAPTIVITE ET EN RANCH CONFONDUS)	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'Inspecteur (si possible)
Nombre de juvéniles présents :	500	500
Age à la maturité sexuelle (en nombre d'années) :	6 à 8 ans	
Taille ou poids à la maturité sexuelle (en cm ou g) :	5kg/30à38 cm	
Taille ou poids à la vente (en cm ou g) :	5 à 15cm	
% de survie des juvéniles après deux semaines (œufs non Eclos y compris) :	85	

Quel type d'aliments donnez-vous aux juvéniles ? feuille de Légume,

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNEES

INFORMATIONS GENERALES SUR L'ETABLISSEMENT

Date de l'inspection : 04/04/2018 Nom de l'inspecteur principal :__
Nom de l'établissement : ET. 5

Nom et fonction(s) de tous les inspecteurs présents :
1.
2.
3.
4.
5.
6.

Type d'inspection : Date de la dernière inspection : 04/04/2018

☐ Première inspection

☒ Inspection de routine

☐ Inspection de suivi (en cas de persistance d'anomalies ou d'incohérence Relevées au cours d'une inspection antérieure)

Raison sociale de l'établissement : Amour - Elevage à but commercial

Nom du/des propriétaires(s) _____

Adresse de l'établissement et non de la personne à contacter :

Année de création de l'établissement : 12 mars 2011

Nombre actuel d'employés au sein de l'établissement :

A plein temps 1 A temps partiel 1

Nom et fonction de l'employé de l'établissement accompagnant l'inspecteur/les inspecteurs :

L'entreprise fait-elle appel aux services d'un vétérinaire professionnel ? Oui ☒ Non ☐

Si oui, quels sont les nom et adresse de ce vétérinaire ?

L'entreprise élève t- elle des animaux ailleurs ? Oui ☒ Non ☐

Si Oui, où ?
Si oui, prendre des dispositions pour inspecter cet/ces endroit(s) dans les meilleurs délais

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNEES

INFORMATIONS SUR LES ESPECES (remplir un formulaire distinct pour chaque espèce élevée au sein de l'établissement)

Date de l'inspection : **04/04/2018** Nom de l'inspecteur principal : _
Nom de l'établissement : ET.5 Espèce : Geochelone sulcata

Date de la première acquisition de spécimens : 12 mars 2011

Origine et stade de développement du Cheptel parental : Adulte à Kayes /Mali

Nombre de spécimens composant le cheptel parental et répartition, males / femelles, si connue : **60** - Males **15** Femelles **45**

Avez-vous acquis d'autres spécimens par la suite ? si oui, d'où provenaient-ils ?

Cette espèce est-elle élevée EN CAPTIVITE ? Oui [x] Non [ ]
Date de démarrage de l'élevage : **12/03/2011**
Nombre de portées/couvées par an : **17/2**
Nombre de nouveau-nés/œufs par portée/couvée : **1224**
Nombre obtenu l'année précédente : **1157**

CHEPTEL REPRODUCTEUR ADULTE	Données fournies Par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre d'adultes présents :	60	60
Nombre de males présents :	15	15
Nombre de femelles :	45	45
% annuel de femelles reproductrices :	80%	

Quel type d'aliments donnez-vous aux animaux adultes ? **Légume, Herbe, fleur,**

JUVENILES (SPECIMENS ELEVES EN CAPTIVITE ET EN RANCH CONFONDUS)	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'Inspecteur (si possible)
Nombre de juvéniles présents :	67	67
Age à la maturité sexuelle (en nombre d'années) :	6 à 8 ans	
Taille ou poids à la maturité sexuelle (en cm ou g) :	5kg/30à38 cm	
Taille ou poids à la vente (en cm ou g) :	5 à 15cm	
% de survie des juvéniles après deux semaines (œufs non Eclos y compris) :	85	

Quel type d'aliments donnez-vous aux juvéniles ? **feuille , Légume ,Herbe**

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNEES

INFORMATIONS GENERALES SUR L'ETABLISSEMENT

Date de l'Inspection : 30/03/2018 ;	Nom de l'Inspecteur principal :
Nom de l'établissement : ET. 3	

Noms et fonctions de tous les Inspecteurs présents :

1. ;

2.

3 ;

4.

5.

6

Type d'Inspection : Date de dernière Inspection : 30/03/2018

[ ] Première Inspection

[X] Inspection de routine

[ ] Inspection de suivi (en cas de persistance d'anomalies ou d'incohérences relevées au cours d'une Inspection antérieure)

Raison sociale de l'établissement : Familiarisation /Amour de la nature/ Sauvegarde

Nom du / des propriétaire(s)

Adresse de l'établissement et nom de la personne à contacter :

Année de création de l'établissement : 17 / 11/ 2011

Nombre actuel d'employés au sein de l'établissement :

A plein temps [3] A temps partiel [1]

Nom et fonction de l'employé de l'établissement accompagnant l'Inspecteur / les Inspecteurs :

L'entreprise fait-elle appel aux services d'un vétérinaire professionnel ? Oui [X] Non [ ]

Si oui quels sont les nom et adresse de ce vétérinaire :

L'entreprise élève – t – elle des animaux ailleurs ? Oui [X] Non [ ]

Si oui où ?

Si oui ; prendre des dispositions pour inspecter cet /ces endroit(s) dans les meilleurs délais

FORMULAIRE DE RECUEIL DE DONNEES

INFORMATIONS SUR LES ESPECES (remplir un formulaire distinct pour chaque espèce élevée au sein de l'établissement)

Date de l' Inspection : 30/03/2018.....Nom de l'Inspecteur principal :	
Nom de l'établissement : ET. 1 **.....Espèce : Géochélone sulcata**	

Date de la première acquisition de spécimens :.....origine et stade de		
17/11/11	**Développement du**	**Adulte /Ségou /Mali**
	Cheptel parental :	
Nombre de spécimens composant le cheptel		
Parental et repartition mâles /femelles : 30.....mâles : 08.....femelles : 22		
***Avez-vous acquis d'autres spécimens par la suite ? si oui d'où provenaient-ils ?**		
Cette espèce est-elle élevée en CAPTIVITE ? OUI X	**Non** ☐	
Date de démarrage de l'élevage : 17/11/2011		
Nombre de portées/couvées par an : 20/2		
Nombre de nouveaux nés/œufs par portée couvée : 176		
Nombre obtenu l'année precedente : 125		

CHEPTEL REPRODUCTEUR ADULTE.....Données fournies par l'établissement.....Dénombrement réalisé par l'Inspecteur (si possible)

Nombre d'adultes présents :

Nombre de mâles presents :

Nombre de femelles presentes :

% annuelles de femelles reproductrices :

Quel type d'aliments donnez-vous aux animaux adultes ? : légumes, herbes, feuilles

ANNEX 2N

Gobierno de Reconciliación y Unidad Nacional

El Pueblo, Presidente!

2017 TIEMPOS DE VICTORIAS! Por Gracia de Dios!

Managua 24 de octubre de 2017

Señor
David H.W. Morgan
Jefe del Equipo de Servicios Científicos
Secretaría CITES
Su Despacho

Estimado Señor Morgan:

Reciba nuestros fraternos saludos,

En respuesta a su comunicación en el marco del Examen de comercio de especímenes de animales notificados como producidos en cautividad, por este medio tengo el agrado de dirigirme a Usted, en ocasión de remitirle de la manera más atenta, la siguiente información:

1. Examen del Comercio de la especie Rana ojos rojos (Agalychnis callidryas) notificada como producida en cautividad
2. Formularios de recopilación de datos de la especie Rana ojos rojos (Agalychnis callidryas)
3. Marco legal de la cría en cautiverio de fauna silvestre

No omito manifestarle que estaré pendiente de sus comentarios, observaciones o recomendaciones al respeto,

Sin más a que hacer referencia, le Saludo, expresándole mis mayores muestras de consideración y estima,

Fraternalmente,

René Castellón
Autoridad Administrativa CITES

Cc. Archivo

FE, FAMILIA Y COMUNIDAD!

CRISTIANA, SOCIALISTA, SOLIDARIA!

MINISTERIO DEL AMBIENTE Y LOS RECURSOS NATURALES
Km.12½ Carretera Norte, frente a Corporación de Zonas Francas
Teléfono 22331112 - 22631994 - 22331916
www.marena.gob.ni

Gobierno de Reconciliación
y Unidad Nacional

El Pueblo, Presidente!

2017
TIEMPOS DE VICTORIAS!
Por Gracia de Dios!

Examen del Comercio de Especímenes de Animales notificados como Producidos en Cautividad

Rana ojos rojos (*Agalychnis callidryas*)

Managua, Nicaragua.

Octubre 2017

FE, FAMILIA Y COMUNIDAD!

CRISTIANA, SOCIALISTA, SOLIDARIA!

MINISTERIO DEL AMBIENTE Y LOS RECURSOS NATURALES
Km.12½ Carretera Norte, frente a Corporación de Zonas Francas
Teléfono 22331112 - 22631994 - 22331916
www.marena.gob.ni

Contenido

I. ESTABLECIMIENTOS DE CRIA EN CAUTIVERIO DE FAUNA SILVESTRE PARA LA EXPORTACIÓN. 3

II. PROCESO DE CRIA EN CAUTIVERIO..... 4

III. PROCEDIMIENTO PARA EL ACOPIO DEL PLANTEL REPRODUCTOR 6

IV. SEGUIMIENTO Y CONTROL..... [illegible]

V. PROCESO DE EXPORTACIÓN..... 10

VI. MARCO LEGAL NACIONAL..... 12

VII. ESTADO DE CONSERVACION DE LA ESPECIE 13

VIII. OTRAS INICIATIVAS..... 13

I. ESTABLECIMIENTOS DE CRIA EN CAUTIVERIO DE FAUNA SILVESTRE PARA LA EXPORTACIÓN.

Actualmente, en el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales (MARENA), Autoridad Administrativa CITES de Nicaragua, se encuentran registrados seis (6) establecimientos para la reproducción en cautiverio para la exportación de la especie *Agalychnis callidryas*.

Estos establecimientos son los siguientes:

No.	EMPRESA	Nombre Abreviado
1.	FACILITY 1	
2.	FACILITY 2	
3.	FACILITY 3	
4.	FACILITY 4	
5.	FACILITY 5	
6.	FACILITY 6	

Estos establecimientos de cría en cautiverio están inscritos cumpliendo con los requisitos establecidos en el decreto 8-98, Normas y Procedimientos para la Exportación e Importación de Especies de Flora y Fauna Silvestres de Nicaragua en su artículo 6, el cual es remitido en adjunto. Es importante resaltar que la aprobación para el establecimiento de todos

estos planteles de cría en cautiverio, se ha realizado de conformidad a las disposiciones de la CITES y de la legislación nacional correspondiente.

II. PROCESO DE CRIA EN CAUTIVERIO.

El proceso de cría en cautiverio, se inicia con la presentación ante la Autoridad Administrativa, de parte de lo solicitantes de un documento de proyecto, cuya guía está establecida a través de la Resolución Ministerial 020-2006 y que se remite en adjunto.

Este documento de proyecto es requisito fundamental para la obtención de una licencia de manejo de fauna silvestre en la categoría de crianza en cautiverio. En este documento se establece información de carácter administrativo del zoocriadero, características naturales y socioeconómicas del área donde estará ubicado el zoocriadero, información biológica de la especie que será objeto de cría en cautiverio, información técnica para el establecimiento del zoocriadero, bioseguridad, alimentación, aspectos financieros y anexos.

Una vez que la autoridad administrativa revisa el documento y le da el visto bueno, se programa una inspección de campo para verificar el lugar donde estará ubicado el zoocriadero. Cuando

se obtiene el visto bueno se procede con el procedimiento para la obtención de licencia de manejo de fauna silvestre categoría A Crianza en cautiverio, cuyos requisitos y procedimientos están establecidos en el Resolución Ministerial 013-99 "Sistema de Licencias y Permisos para el Uso de los Recursos de Biodiversidad".

Cuando el solicitante ya cuenta con una licencia de cría en cautiverio procede a construir su infraestructura. Cuando considera que ya tiene lista su infraestructura, la Autoridad Administrativa organiza una inspección para garantizar que la infraestructura cumpla con lo establecido en la Norma Técnica Obligatoria Nicaragüense de Crianza en Cautiverio 05 020-02, Aprobada el 07 de junio del 2002.

Cuando la Autoridad Administrativa da el visto bueno a la infraestructura donde serán manejados los especímenes de fauna silvestre, se inicia con el procedimiento de acopio del plantel reproductor, el cual está establecido en la Resolución Ministerial 013-99. En este procedimiento se establece que las empresas con licencia de zoocrianza deberán solicitar el acopio de especímenes, en dependencia a lo autorizado en su documento de proyecto técnico. Por cada requerimiento de especímenes del medio natural deberá solicitar por escrito a la dirección de biodiversidad del MARENA, el permiso de acopio

con el acopiador autorizado por la empresa, el ingreso de los padrotes deberá ser registrado por el zoocriadero, el que conservará los permisos de acopio como prueba de adquisición legal de los mismos. Es importante señalar que solamente se autoriza el acopio del plantel reproductor establecido y aprobado en el documento de proyecto. Para el acopio del plantel reproductor hay un formato establecido que se remite en adjunto cuyo llenado y procedimiento es coordinado entre el nivel central del MARENA y sus delegaciones territoriales.

III. PROCEDIMIENTO PARA EL ACOPIO DEL PLANTEL REPRODUCTOR

1. El Zoocriadero realiza una solicitud de acopio del plantel reproductor a la autoridad administrativa CITES, la cual debe de tener la siguiente información:

- Nombre del Acopiador
- Empresa para la cual acopia
- No. de Licencia
- Territorio donde se realizará el acopio
- Cantidad de padrotes a acopiar

2. Previa consulta con la delegación del MARENA en el territorio donde se realizará el acopio y con su visto el MARENA Central aprueba y emite el permiso de acopio.

3. Con el permiso aprobado y llenado en el nivel central del MARENA en las casillas 1,2 y 3 el acopiador se dirige a la delegación del MARENA del territorio autorizado para acopiar para el llenado de la casilla 4, en la cual la delegación del MARENA en el territorio autoriza el acopio.

4. Después del llenado de la casilla 4 en la delegación del MARENA en el territorio, el acopiador se dirigirá a realizar el acopio de padrotes en el territorio autorizado, debiendo regresar a la delegación para presentar lo acopiado en un período no mayor de 3 días.

5. Cuando el acopiador se presenta de regreso a la delegación del MARENA con los padrotes acopiados, se le llena la casilla 5, verificándole las cantidades de los padrotes, llenándole la casilla verificación de lo acopiado.

6. El acopiador una vez llenada la casilla verificación de lo acopiado tendrá un período de 72 horas para trasladar los padrotes a su plantel de cría en cautiverio.

IV. SEGUIMIENTO Y CONTROL

Iniciado el proceso de reproducción del plantel reproductor, las empresas de cría en cautiverio deben de remitir durante los cinco primeros días de cada mes a la autoridad administrativa un informe por escrito en un formato preestablecido en el cual se debe de detallar el número d reproductores (machos y hembras), mortalidad de reproductores, existencia de reproductores, control semanal de nacimientos que incluye número de nacimientos y número de mortalidad, saldo mensual de especímenes para el comercio.

Esta información se revisa y se ingresa en la base de datos que lleva la autoridad administrativa y sirve de base para su verificación en las inspecciones de campo que se realiza a los diferentes planteles de cría en cautiverio. Las inspecciones a los zoocriaderos en la mayoría de los casos son organizadas por el nivel central de la autoridad administrativa y coordinadas con las delegaciones territoriales del MARENA. También, en algunas ocasiones son planificadas y organizadas por las delegaciones territoriales como parte de su planificación y seguimiento a las actividades que se realizan en sus respectivos territorios. Se planifican al menos tres inspecciones ordinarias a cada zoocriadero anualmente, sin

embargo se realizan inspecciones de manera extraordinaria según sea la necesidad de realizar alguna verificación o conformación de datos.

Una vez planificada la inspección al zoocriadero, la Delegación Territorial del MARENA en el Departamento del país, convoca a la comisión interinstitucional conformada por las siguientes instituciones:

- Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales (MARENA)
- Instituto de Protección y Sanidad Agropecuaria (IPSA)
- Instituto de Tecnología Agropecuaria (INTA)
- Policia Nacional
- Unidad Ambiental de la Alcaldía Municipal
- Según sea el caso también participa el Ejército Nacional

Es importante señalar que existe una disposición, que establece que todas las inspecciones de campo independientemente de su naturaleza deben de realizarse en comisión interinstitucional, sin embargo no siempre se cuenta con la participación en pleno de toda la comisión, pero se asegura que las inspecciones no se realicen con la participación única del nivel central del MARENA.

Durante las inspecciones se verifica la cantidad de padrotes, crías y juveniles y el manejo de las especies objeto de cría en cautiverio y el cumplimiento de la norma técnica en cuanto al manejo sanitario de las especies y del plantel de cría en cautiverio y la dieta alimenticia. Una vez concluida la inspección al plantel de cría en cautiverio se elabora un acta de inspección, en la cual se detalla todo lo inspeccionado, las conclusiones con sus respectivas recomendaciones, la cual es firmada por todos los participantes, incluyendo el representante del plantel de cría en cautiverio a quien le queda una copia del acta de inspección. El acta de inspección es la base para la elaboración de un informe de los resultados de la inspección conteniendo además las recomendaciones técnicas.

Es importante señalar que todas las especies manejadas en estos zoocriaderos son reproducidas en cautiverio, por esta razón en la casilla No. 10 A del permiso de exportación correspondiente al origen, se establece el código C.

V. PROCESO DE EXPORTACIÓN

La empresa de cría en cautiverio de fauna silvestre, cuando tiene planificada una exportación, envía a la autoridad administrativa una solicitud por escrito, especificando el

nombre común y científico de la especie, cantidad de especímenes, país, nombre, dirección y teléfono del importador.

Cuando la autoridad administrativa recibe esta solicitud verifica en la base de datos sí esta empresa cuenta con los especímenes solicitados y se procede a la elaboración del permiso de exportación. Una vez recibido copia del permiso de exportación, la empresa realiza sus gestiones correspondientes ante otras instituciones vinculadas a la exportación como el Centro de Tramites para las Exportaciones (CETREX), el Instituto de Protección y Sanidad Agropecuaria (IPSA), la Dirección General de Aduanas (DGA) y ya con los permisos correspondientes realiza sus trámites ante la línea aérea, definiendo el día y la hora del embarque de los especímenes, lo cual es informado a la autoridad administrativa para la planificación de la inspección del embarque en el aeropuerto internacional. (Todas las exportaciones de fauna silvestre son realizadas por la vía aérea).

La inspección de embarque la realiza un técnico de la autoridad administrativa quien lleva hasta eses momento el permiso original para su llenado y durante el proceso de inspección en el puerto de salida se verifica conforme al permiso de exportación aprobado, la especie, la cantidad

autorizada en el permiso de exportación, el tamaño de los especímenes verificando que solamente se exporten crías, las condiciones del empaque.

Durante la inspección de embarque se llenan a mano las casillas 14 y 15 del permiso de exportación, especificando cantidades de las especies, puerto de salida, No. d conocimiento de embarque, fecha, firma y sello. Después de realizada la inspección le queda a la autoridad administrativa la hoja de archivo y se procede a actualizar la base de datos con las cantidades de especímenes exportados.

VI. MARCO LEGAL NACIONAL

- Ley No. 217, "Ley General del Ambiente y de los Recursos Naturales de Nicaragua"
- Decreto 8-98 "Normas y Procedimientos para el Comercio Internacional de Especies de Flora y Fauna Silvestre.
- Norma Técnica Obligatoria Nicaragüense de Crianza en Cautiverio 05 020-02.
- Resolución Ministerial No. 013-99, Sistema de Licencias y Permisos para el Acceso, Comercializacion Local, Exportacion y Reproduccion de los Recursos de Biodiversidad.

- Resolucion Ministerial No. 020-2006, Establecer la Guia para la Elaboración de Documento de Proyecto para el Manejo de Fauna Silvestre en Cautiverio.

VII. ESTADO DE CONSERVACION DE LA ESPECIE

La especie ***Agalychnis callidryas*** no está incluida en el sistema nacional de vedas, ya que no está considerada a nivel nacional como una especie amenazada o en peligro de extinción. Tampoco está incluida en el libro rojo de anfibios y reptiles de Nicaragua (2017) de la UICN.

No existe comercio nacional de esta especie ni evidencias de comercio ilegal, la poca extracción del medio natural que se realiza es para la reproducción en cautiverio cumpliendo con los requisitos y procedimientos establecidos por la autoridad administrativa CITES.

VIII. OTRAS INICIATIVAS

El MARENA, en el marco de sus competencias de promover la cría en cautiverio de fauna silvestre, construyó en el área norte del país, como incentivo a la creación de reservas silvestres

privadas, la cantidad de seis (6) planteles de cría en cautiverio de la especie rana ojos rojos (*Agalychnis callidryas)* en igual número de reservas, estas especies son reproducidas para el repoblamiento y el desarrollo del ecoturismo en la zona. Es importante señalar que el plantel reproductor para el desarrollo de estas iniciativas de conservación, fue proporcionado por las empresas exportadoras.

MINISTERIO DEL AMBIENTE Y LOS RECURSOS NATURALES
MARENA

MARENA

Válido hasta el:

Cod. Deleg.

No. 1089

Permiso de Acopio de Fauna y Flora Silvestres o sus Productos

Casilla 1. Generales del Portador

Empresa para la cual acopia:	Acopiador: No. de Licencia: Válido únicamente por un viaje y por 72 horas luego de llenada la casilla 5

Casilla 2. Territorio autorizado y productos a acopiar

Territorio autorizado para acopiar: _____

Nombre científico y Nombre común del animal o planta	Cantidad / unidad de medida
A.	
B	
C.	
D.	
E.	
F.	
G.	
H.	

Casilla 3. Condiciones para la validez del permiso y autoridad que lo expide

Permiso expedido por: _____

Lugar _____ Fecha _____ Firma y sellos oficiales _____

Este permiso no es válido con enmiendas ni tachaduras. No ampara el acopio de Animales y plantas o sus productos en áreas protegidas ni privadas sin la autorización del dueño. Válido para acopiar y transportar dentro del territorio autorizado únicamente si la casilla 4 está debidamente llena. Válido para transportar fuera del territorio autorizado únicamente si las casillas 4 y 5 están debidamente firmadas, selladas y dentro del período de validez.

Casilla 4. Verificación de lo acopiado

A.	
B.	
C.	
D.	
E.	
F.	
G.	
H.	

Esta casilla debe ser llenada por la delegación MARENA del territorio autorizado antes de efectuar el acopio, de lo contrario no es válido para transportar animales ni sus productos, ni acopiarlos en ningún lugar.

Fecha en la que se reporta _____ Firma y sellos _____

Delegación _____ Cargo _____

Verificación de lo acopiado

Permiso verificado por: _____

Lugar _____ Fecha _____ Firma y sellos oficiales _____

Después de verificada esta casilla, este permiso es válido sólo por 72 horas para que los animales y plantas o sus productos sean depositados en sus respectivos centros de acopio registrados en el MARENA, de lo contrario se considerarán ilegales.

Form.Bio.Cites-05

MINISTERIO DEL AMBIENTE Y LOS RECURSOS NATURALES
MARENA
DIDECCION GENERAL DE BIODIVERSIDAD Y RECURSOS NATURALES

CONTROL DE REPRODUCCION DE CRIA EN CAUTIVIDAD DE REPTILES Y ANFIBIOS

Nombre del Establecimiento:_____ Ubicación _____ Mes actual reportado.:_____

Especie:_____ Resp.del establecimiento:_____ Año.:_____

Control de Reproductores	Cantidad de Reproductores		Mortalidad de Reproductores		Existencia			Control Semanal de Nacimiento	Control de Crias (S.N.D)*		Porcentaje de especímenes para		Saldo mensual de especímenes para el Comercio
	M	H	M	H	M	H	Total		NACIMIENTOS	MORTALIDAD	Pie de cria	Retorno a la Naturaleza	
Primera Semana								Primera Semana					
Segunda Semana								Segunda Semana					
Tercera Semana								Cuarta Semana					
Cuarta Semana								Quinta Semana					
Quinta Semana								Quinta Semana					
Total								Total de nacimientos y mortalidad					

OBSERVACIONES :

*S.N.D: SEXO NO DETERMINADO

Fecha de entrega:

Firma Responsable:

ANEXO IX

FORMULARIO DE RECOPILACIÓN DE DATOS

DATOS RELATIVOS DE LA ESPECIE *(Se cumplimentará un formulario para cada especie mantenida en el establecimiento)*

Fecha de la inspección: 12 / octubre / 2017 Nombre del inspector principal: _____

Nombre del establecimiento: FACILITY 1 Especie: Rango ojos rojos Agalychnis Callidryas.

*Fecha de la adquisición de la especie: 02/10/2017 Origen y fase biológica del plantel inicial: Naturaleza.

No. De ejemplares en el plantel inicial y de cada sexo, si se conoce: 61 Machos: 460 Hembras: 430

*¿Se han adquirido más ejemplares despues del plantel inicial? En caso afirmativo, indíquese dónde fueron adquiridos:

¿Uds. Crían ésta especie **EN CAUTIVIDAD**? Si ☑ No ☐

¿Cuándo la empezaron a criar? Octubre 2008.

Camadas/puestas anuales: 6,700

Crías/huevos por camada/puesta: 663 Crias de 2000 huevo por Camada, 3 a 4 Veces la f

Producidos en el año anterior: 3,809.

PLANTEL REPRODUCTOR ADULTO	Datos facilitados por el establecimiento.	Recuento por inspector (cuando sea posible)
Número de adultos presentes	900	850
Número de machos	450	400
Número de hembras	400	450.
¿Qué % de hembras reproduce cada año?	70%	

¿Cuál es la dieta de los animales adultos? Grillos y gusanos de harina (tenebrio)

PLANTEL DE LA CRÍA (SUMA DE EJEMPLARES CRIADOS EN CAUTIVIDAD Y EN GRANJAS)	Datos facilitados por el establecimiento	Recuento por inspector (*cuando sea posible*)
Número de juveniles presentes	650	500
Edad a la madurez sexual (años)	H: 20 meses, M: 18 meses.	
Tamaño o masa a la madurez sexual (cm o g)	H: 7cms M: 6 cms	
Tamaño en la fecha de su venta (cm o g)	H: 6cm M: 4 cm	
¿Qué porcentaje de juveniles sobrevive más de 2 semanas? *Se incluye la mortandad por huevos no eclosionados.*	60 %	

¿Cuál es la dieta de los animales de cria y juveniles? Grillos de diferente tamaño segun tamaño Rana.

FORMULARIO DE RECOPILACION DE DATOS.

DATOS GENERALES DEL ESTABLECIMIENTO

Fecha de la inspección: 02/10/2017 Nombre del inpector principal: _____

Nombre del establecimiento: FACILITY 1

Nombrey cargo de todos los inspectores presentes:

1. _____

2. _____

3. _____

4. _____

5. _____

Tipo de inspección:

- ☐ Inicial
- ☐ Rutina
- ☑ Seguimiento (*cuando quedara pendiente de resolver alguna discrepancia o anomalía detectada en una inspección anterior*)

Fecha de la última inspección: Septiembre 11 del 2017.

Nombre o nombres comerciales del establecimiento: _____

Propietario(s) del establecimiento: _____

Dirección del establecimiento e información de conteacto: _____

Año en que se fundó el establecimiento: 2006

¿Cuántos empleados tiene el establecimiento actualmente?

A tiempo completo : 3 A tiempo parcial: 2

Nombre y cargo del personal del establecimiento que acompaña al inspector/los inspectores:

1. _____

2. _____

¿El establecimiento tiene acceso a servicios veterinarios profecionales? Sí ☑ No ☐

En su caso, indíquese el nombre y dirección del veterinario.

¿La empresa mantiene animales en otro(s) sitio(s)? Sí ☐ No ☑

En caso afirmativo, indíquese donde: _____

En su caso, se organizará una inspección a los otros sitios a la mayor brevedad.

FORMULARIO DE RECOPILACIÓN DE DATOS

DATOS RELATIVOS DE LA ESPECIE *(Se cumplimentará un formulario para cada especie mantenida en el establecimiento)*

Fecha de la inspección: 27/09/2017 Nombre del inspector principal: _____

Nombre del establecimiento: FACILITY 2 Especie: Gunnera Orjus Kotos Agalichnis Callidryas.

*Fecha de la adquisición de la especie: 17/08/2017

Origen y fase biológica del plantel inicial: Naturaleza

No. De ejemplares en el plantel inicial y de cada sexo, si se conoce: 01 Machos: 500 Hembras: 500

*¿Se han adquirido más ejemplares despues del plantel inicial? En caso afirmativo, indíquese dónde fueron adquiridos: _____

¿Uds. Crían ésta especie **EN CAUTIVIDAD**? Si ☑ No ☐

¿Cuándo la empezaron a criar? 24/06/2017

Camadas/puestas anuales: 3 – 4

Crías/huevos por camada/puesta: 300 con un % de nacimientos 40 a 50 huevos

Producidos en el año anterior: _____

PLANTEL REPRODUCTOR ADULTO	Datos facilitados por el establecimiento.	Recuento por inspector (cuando sea posible)
Número de adultos presentes	810	810
Número de machos	400	400
Número de hembras	410	410
¿Qué % de hembras reproduce cada año?	42 %	

¿Cuál es la dieta de los animales adultos? Grillos, Insectos trampiados como mosca y termitas.

PLANTEL DE LA CRÍA (SUMA DE EJEMPLARES CRIADOS EN CAUTIVIDAD Y EN GRANJAS)	Datos facilitados por el establecimiento	Recuento por inspector *(cuando sea posible)*
Número de juveniles presentes	1,377	1,100
Edad a la madurez sexual (años)	200	
Tamaño o masa a la madurez sexual (cm o g)	5cm	
Tamaño en la fecha de su venta (cm o g)	3-5 cm	
¿Qué porcentaje de juveniles sobrevive más de 2 semanas? *Se incluye la mortandad por huevos no eclosionados.*	40 %	

¿Cuál es la dieta de los animales de cría y juveniles? Grillos, e Insectos trampiados con lampara nox

- Las Crias por Camada Puede Constar de asta 300 huevos y de esta Cantidad se obtienen de 40 a 50 Crias.

FORMULARIO DE RECOPILACION DE DATOS.

DATOS GENERALES DEL ESTABLECIMIENTO

Fecha de la inspección: 27/09/2017 Nombre del inpector principal: _____

Nombre del establecimiento: FACILITY 2

Nombrey cargo de todos los inspectores presentes:

1. _____
2. _____
3. _____
4. _____
5. _____

Tipo de inspección: Fecha de la última inspección: 17/08/2017

- ☐ Inicial
- ☐ Rutina
- ☑ Seguimiento *(cuando quedara pendiente de resolver alguna discrepancia o anomalía detectada en una inspección anterior)*

Nombre o nombres comerciales del establecimiento: _____

Propietario(s) del establecimiento: _____

Dirección del establecimiento e información de conteacto: _____

Año en que se fundó el establecimiento: 24/06/2002

¿Cuántos empleados tiene el establecimiento actualmente?

A tiempo completo: 6 A tiempo parcial: 10

Nombre y cargo del personal del establecimiento que acompaña al inspector/los inspectores:

1. _____
2. _____

¿El establecimiento tiene acceso a servicios veterinarios profecionales? Si ☑ No ☐

En su caso, indíquese el nombre y dirección del veterinario: _____

¿La empresa mantiene animales en otro(s) sitio(s)? Si ☐ No ☑

En caso afirmativo, indíquese donde: NO

En su caso, se organizará una inspección a los otros sitios a la mayor brevedad.

FORMULARIO DE RECOPILACIÓN DE DATOS

DATOS RELATIVOS DE LA ESPECIE *(Se cumplimentará un formulario para cada especie mantenida en el establecimiento)*

Fecha de la inspección: 20-09-2017

Nombre del inspector principal:

Nombre del establecimiento: FACILITY 3

Especie: Ranas Otos Sapos Axolutmiá Colilargos.

*Fecha de la 1a adquisición de la especie: 20 junio 2010

Origen y fase biológica del plantel inicial: Naturaleza

No. De ejemplares en el plantel inicial y de cada sexo, si se conoce: 61

Machos: 100 Hembras: 100

*¿Se han adquirido más ejemplares despues del plantel inicial? En caso afirmativo, indíquese dónde fueron adquiridos:

NO

¿Uds. Crían ésta especie **EN CAUTIVIDAD**? Si [7] No [ ]

¿Cuándo la empezaron a criar? Junio 2010 *

Camadas/puestas anuales: 3-4

Crías/huevos por camada/puesta: 300 Con % de nacimientos 40 a 50 huevos.

Producidos en el año anterior: Lo mismo

PLANTEL REPRODUCTOR ADULTO	Datos facilitados por el establecimiento.	Recuento por inspector (cuando sea posible)
Número de adultos presentes	200	200
Número de machos	100	100
Número de hembras	100	100
¿Qué % de hembras reproduce cada año?	93%	

¿Cuál es la dieta de los animales adultos? Grillos, larvas de mosca y gusano.

PLANTEL DE LA CRÍA (SUMA DE EJEMPLARES CRIADOS EN CAUTIVIDAD Y EN GRANJAS)	Datos facilitados por el establecimiento	Recuento por inspector (*cuando sea posible*)
Número de juveniles presentes	1000	850
Edad a la madurez sexual (años)	5 meses	
Tamaño o masa a la madurez sexual (cm o g)	7 meses.	
Tamaño en la fecha de su venta (cm o g)	3-4 cm	
¿Qué porcentaje de juveniles sobrevive más de 2 semanas? *Se incluye la mortandad por huevos no eclosionados.*	95%	

¿Cuál es la dieta de los animales de cria y juveniles? Grillos, larvas de mosca.

Cada Camada puede Constar de asta 300 huevos y de esta Cantidad se obtienen 40 a 50 Crias

FORMULARIO DE RECOPILACION DE DATOS.

DATOS GENERALES DEL ESTABLECIMIENTO

Fecha de la inspección: 20/09/2017 Nombre del inspector principal: _____

Nombre del establecimiento: FACILITY 3

Nombre y cargo de todos los inspectores presentes:

1. _____

2. _____

3. _____

4. _____

Tipo de inspección:

Inicial

Rutina

Seguimiento (*cuando quedara pendiente de resolver alguna discrepancia o anomalía detectada en una inspección anterior*)

Fecha de la última inspección: 20/08/2017

Nombre o nombres comerciales del establecimiento: _____

Propietario(s) del establecimiento: _____

Dirección del establecimiento e información de contacto:

_____

Año en que se fundó el establecimiento: _____

¿Cuántos empleados tiene el establecimiento actualmente?

A tiempo completo: 5 A tiempo parcial: 2

Nombre y cargo del personal del establecimiento que acompaña al inspector/los inspectores:

1. _____

2. _____

¿El establecimiento tiene acceso a servicios veterinarios profecionales? Si [✓] No [ ]

En su caso, indíquese el nombre y dirección del veterinario: _____

¿La empresa mantiene animales en otro(s) sitio(s)? Si [ ] No [✓]

En caso afirmativo, indíquese donde: _____

En su caso, se organizará una inspección a los otros sitios a la mayor brevedad.

FORMULARIO DE RECOPILACIÓN DE DATOS

DATOS RELATIVOS DE LA ESPECIE *(Se cumplimentará un formulario para cada especie mantenido en el establecimiento)*

Fecha de la inspección: 22/04/2017

Nombre del inspector principal: _____

Nombre del establecimiento: FACILITY 4

Especie: Gecko crestado - Rhacodactylus Ciliatus.

*Fecha de la 1a adquisición de la especie: 16/07/2017

Origen y fase biológica del plantel inicial: Natural

No. De ejemplares en el plantel inicial y de cada sexo, si se conoce: Si

Machos: 200 Hembras: 200

*¿Se han adquirido más ejemplares despues del plantel inicial? En caso afirmativo, indíquese dónde fueron adquiridos:

¿Uds. Crían ésta especie **EN CAUTIVIDAD**? Si [X] No [ ]

¿Cuándo la empezaron a criar? 16/07/2002

Camadas/puestas anuales: de 3 a 4 anuales

*# Crías/huevos por camada/puesta: 300 con un porcentaje de nacimiento 40 a 50 huevos.

Producidos en el año anterior: lo mismo

PLANTEL REPRODUCTOR ADULTO	Datos facilitados por el establecimiento.	Recuento por inspector (cuando sea posible)
Número de adultos presentes	400	400
Número de machos	200	200
Número de hembras	200	200
¿Qué % de hembras reproduce cada año?	80%	

¿Cuál es la dieta de los animales adultos? Grillos, moscas, lomones, larvas de termitas.

PLANTEL DE LA CRÍA (SUMA DE EJEMPLARES CRIADOS EN CAUTIVIDAD Y EN GRANJAS)	Datos facilitados por el establecimiento	Recuento por inspector (cuando sea posible)
Número de juveniles presentes	900	750
Edad a la madurez sexual (años)	6 meses	
Tamaño o masa a la madurez sexual (cm o g)	5 x 2 cm	
Tamaño en la fecha de su nacimiento (cm o g)	3 cm	
¿Qué porcentaje de juveniles sobrevive más de 2 semanas? *Se incluye la mortandad por huevos no eclosionados.*	35%	

Cuál es la dieta de los animales de cria y juveniles? Grillos, larvas de moscas.

Cada camada puede constar de esta 300 huevos y de esta cantidad se obtiene 40 a 50 crias.

FORMULARIO DE RECOPILACION DE DATOS.

DATOS GENERALES DEL ESTABLECIMIENTO

Fecha de la inspección: 22/09/2017 Nombre del inspector principal:

Nombre del establecimiento: FACILITY H

Nombrey cargo de todos los inspectores presentes:

1.

2.

3.

4.

Tipo de inspección:

Inicial Fecha de la última inspección: *

Rutina

Seguimiento *(cuando quedara pendiente de resolver alguna discrepancia o anomalía detectada en una inspección anterior)*

Nombre o nombres comerciales del establecimiento:

Propietario(s) del establecimiento:

Dirección del establecimiento e información de conteacto:

Año en que se fundó el establecimiento: 1992.

¿Cuántos empleados tiene el establecimiento actualmente?

A tiempo completo [8] A tiempo parcial: [2]

Nombre y cargo del personal del establecimiento que acompaña al inspector/los inspectores:

1.

2.

¿El establecimiento tiene acceso a servicios veterinarios profesionales? Si [✓] No [ ]

En su caso, indíquese el nombre y dirección del veterinario:

¿La empresa mantiene animales en otro(s) sitio(s)? Si [ ] No [✓]

En caso afirmativo, indíquese donde:

En su caso, se organizará una inspección a los otros sitios a la mayor brevedad.

FORMULARIO DE RECOPILACIÓN DE DATOS

DATOS RELATIVOS DE LA ESPECIE *(Se cumplimentará un formulario para cada especie mantenida en el establecimiento)*

Fecha de la inspección: 19/09/2017 Nombre del inspector principal: _____

Nombre del establecimiento: FACILITY 5 Especie: Tarantulas Ojos Rojos Anaciochais Callidyae.

*Fecha de la 1a adquisición de la especie: 01-10-2014 Origen y fase biológica del plantel inicial: Naturaleza

No. De ejemplares en el plantel inicial y de cada sexo, si se conoce: Si Machos: 100 Hembras: 100

*¿Se han adquirido más ejemplares despues del plantel inicial? En caso afirmativo, indíquese dónde fueron adquiridos:

¿Uds. Crian ésta especie EN CAUTIVIDAD? SI [✓] No [ ]

¿Cuándo la empezaron a criar? Nov. 2014.

Camadas/puestas anuales: 3 - 4

*# Crias/huevos por camada/puesta: 300 con % de nacimientos 40 a 50 huevos.

Producidos en el año anterior: Igual.

PLANTEL REPRODUCTOR ADULTO	Datos facilitados por el establecimiento.	Recuento por inspector (cuando sea posible)
Número de adultos presentes	1,010	900
Número de machos	420	400
Número de hembras	590	500
¿Qué % de hembras reproduce cada año?	48% *	

¿Cuál es la dieta de los animales adultos? Grillos juveniles, larvas de mosca y otros artropo

PLANTEL DE LA CRÍA (SUMA DE EJEMPLARES CRIADOS EN CAUTIVIDAD Y EN GRANJAS)	Datos facilitados por el establecimiento	Recuento por inspector (cuando sea posible)
Número de juveniles presentes	810	800
Edad a la madurez sexual (años)	8 meses	
Tamaño o masa a la madurez sexual (cm o g)	4cm	
Tamaño en la fecha de su venta (cm o g)	3.5 cm	
Qué porcentaje de juveniles sobrevive más de 2 semanas? *Se incluye la mortandad por huevos no eclosionados.*	80%	

Cuál es la dieta de los animales de cria y juveniles? Grillos triunos, gusano triunos y moscas

* Las Crias por Camada Puede Constar de asta 300 huevos y de esta Cantidad se obtiene 40 a 50 Crias

FORMULARIO DE RECOPILACION DE DATOS.

DATOS GENERALES DEL ESTABLECIMIENTO

Fecha de la inspección: 19/09/2017 Nombre del inpector principal:

Nombre del establecimiento: FACILITY 5

Nombrey cargo de todos los inspectores presentes:

1.

2.

3.

4.

Tipo de inspección:

Inicial

Rutina

Seguimiento *(cuando quedara pendiente de resolver alguna discrepancia o anomalía detectada en una inspeccion anterior)*

Fecha de la última inspección: 19/08/2017

Nombre o nombres comerciales del establecimiento:

Propietario(s) del establecimiento:

Dirección del establecimiento e información de contacto:

Año en que se fundó el establecimiento: 08/03/2016

¿Cuántos empleados tiene el establecimiento actualmente?

A tiempo completo: 5 A tiempo parcial: 3

Nombre y cargo del personal del establecimiento que acompaña al inspector/los inspectores:

1.

2.

¿El establecimiento tiene acceso a servicios veterinarios profesionales? Si ☑ No ☐

En su caso, indíquese el nombre y dirección del veterinario:

¿La empresa mantiene animales en otro(s) sitio(s)? Si ☐ No ☑

En caso afirmativo, indíquese donde: NO.

En su caso, se organizará una inspección a los otros sitios a la mayor brevedad.

FORMULARIO DE RECOPILACIÓN DE DATOS

DATOS RELATIVOS DE LA ESPECIE *(Se cumplimentará un formulario para cada especie mantenida en el establecimiento)*

Fecha de la inspección: 14/04/2017

Nombre del inspector principal:

Nombre del establecimiento: FACILITY 6

Especie: Lanas ojos Rojos-Agalychnis Callidryas.

*Fecha de la 1a adquisición de la especie: 16/08/2016.

Origen y fase biológica del plantel inicial: Naturaleza.

No. De ejemplares en el plantel inicial y de cada sexo, si se conoce: Si

Machos: 100 Hembras: 100

*¿Se han adquirido más ejemplares despues del plantel inicial? En caso afirmativo, indíquese dónde fueron adquiridos:

No

¿Uds. Crían ésta especie **EN CAUTIVIDAD**? Si [✓] No [ ]

¿Cuándo la empezaron a criar? 16/08/2016.

Camadas/puestas anuales: De 3 a 4 Anuales.

Crías/huevos por camada/puesta: 300 con un porcentaje de nacimientos de 40 a 50 huevos

Producidos en el año anterior: Lo mismo

PLANTEL REPRODUCTOR ADULTO	Datos facilitados por el establecimiento.	Recuento por inspector (cuando sea posible)
Número de adultos presentes	200	400
Número de machos	100	200
Número de hembras	200	200
¿Qué % de hembras reproduce cada año?	40 %	
¿Cuál es la dieta de los animales adultos? Grillos, moscas, Gusano.		

PLANTEL DE LA CRÍA (SUMA DE EJEMPLARES CRIADOS EN CAUTIVIDAD Y EN GRANJAS)	Datos facilitados por el establecimiento	Recuento por inspector (*cuando sea posible*)
Número de juveniles presentes	1,300	2,100
Edad a la madurez sexual (años)	1	
Tamaño o masa a la madurez sexual (cm o g)	6 cm.	
Tamaño en la fecha de su venta (cm o g)	4 cm.	
¿Qué porcentaje de juveniles sobrevive más de 2 semanas? *Se incluye la mortandad por huevos no eclosionados.*	60 %	
¿Cuál es la dieta de los animales de cria y juveniles?		

Una Camada puede Constar de asta 300 huevos y de esta Cantidad se obtienen 40 a 50 Crias

FORMULARIO DE RECOPILACIÓN DE DATOS.

DATOS GENERALES DEL ESTABLECIMIENTO

Fecha de la inspección. 19 / 09 / 2017 Nombre del inpector principal:

Nombre del establecimiento: FACILITY 6

Nombrey cargo de todos los inspectores presentes:

1.

2.

3.

4.

Tipo de inspección:

Inicial

Rutina

Seguimiento *(cuando quedara pendiente de resolver alguna discrepancia o anomalia detectada en una inspección anterior)*

Fecha de la última inspección: 20 / 06 / 2017

Nombre o nombres comerciales del establecimiento: FACILITY 6

Propietario(s) del establecimiento:

Dirección del establecimiento e información de contacto:

Año en que se fundó el establecimiento: 02 / 02 / 2015

¿Cuántos empleados tiene el establecianto actualmente?

A tiempo completo [6] A tiempo parcial: [2]

Nombre y cargo del personal del establecimiento que acomoaña al inspector/los inspectores:

1.

2.

¿El establecimiento tiene acceso a servicios veterinarios profecionales? Si [✓] No [ ]

En su caso, indiquese el nombre y dirección del veterinario:

¿La empresa mantiene animales en otro(s) sitio(s)? Si [ ] No [ ]

En caso afirmativo, indiquese donde:

En su caso, se organizará una inspección a los otros sitios a la mayor brevedad.

Form.Bio.Cites-05

MINISTERIO DEL AMBIENTE Y LOS RECURSOS NATURALES
MARENA
DIDECCION GENERAL DE BIODIVERSIDAD Y RECURSOS NATURALES

CONTROL DE REPRODUCCION DE CRIA EN CAUTIVIDAD DE REPTILES Y ANFIBIOS

Nombre del Establecimiento:_____ Ubicación _____ Mes actual reportado.:_____

Especie:_____ Resp.del establecimiento:_____ Año.:_____

Control de Reproductores	Cantidad de Reproductores		Mortalidad de Reproductores		Existencia			Control Semanal de Nacimiento	Control de Crias (S.N.D)*		Porcentaje de especimenes para		Saldo mensual de especimenes para el Comercio
	M	H	M	H	M	H	Total		NACIMIENTOS	MORTALIDAD	Pie de cria	Retorno a la Naturaleza	
Primera Semana								Primera Semana					
Segunda Semana								Segunda Semana					
Tercera Semana								Cuarta Semana					
Cuarta Semana								Quinta Semana					
Quinta Semana								Quinta Semana					
Total								Total de nacimientos y mortalidad					

OBSERVACIONES :

*S.N.D: SEXO NO DETERMINADO

Fecha de entrega:

Firma Responsable:

ANEXO IX

MINISTERIO DEL AMBIENTE Y LOS RECURSOS NATURALES
MARENA

MARENA

Válido hasta el:

Cod. Deleg.

No. 1089

Permiso de Acopio de Fauna y Flora Silvestres o sus Productos

Casilla 1. Generales del Portador

Empresa para la cual acopia:	Acopiador: No. de Licencia: Válido únicamente por un viaje y por 72 horas luego de llenada la casilla 5

Casilla 2. Territorio autorizado y productos a acopiar

Territorio autorizado para acopiar: _____

Nombre científico y Nombre común del animal o planta	Cantidad / unidad de medida
A.	
B	
C.	
D.	
E.	
F.	
G.	
H.	

Casilla 3. Condiciones para la validez del permiso y autoridad que lo expide

Permiso expedido por: _____

Lugar _____ Fecha _____ Firma y sellos oficiales _____

Este permiso no es válido con enmiendas ni tachaduras. No ampara el acopio de Animales y plantas o sus productos en áreas protegidas ni privadas sin la autorización del dueño. Válido para acopiar y transportar dentro del territorio autorizado únicamente si la casilla 4 está debidamente llena. Válido para transportar fuera del territorio autorizado únicamente si las casillas 4 y 5 están debidamente firmadas, selladas y dentro del período de validez.

Casilla 4. Verificación de lo acopiado

A.	
B.	
C.	
D.	
E.	
F.	
G.	
H.	

Esta casilla debe ser llenada por la delegación MARENA del territorio autorizado antes de efectuar el acopio, de lo contrario no es válido para transportar animales ni sus productos, ni acopiarlos en ningún lugar.

Fecha en la que se reporta _____ Firma y sellos _____

Delegación _____ Cargo _____

Verificación de lo acopiado

Permiso verificado por: _____

Lugar _____ Fecha _____ Firma y sellos oficiales _____

Después de verificada esta casilla, este permiso es válido sólo por 72 horas para que los animales y plantas o sus productos sean depositados en sus respectivos centros de acopio registrados en el MARENA, de lo contrario se considerarán ilegales.

LA GACETA

DIARIO OFICIAL

Teléfonos: 2228-3791 / 2222-7344

Tiraje: 590 Ejemplares
48 Páginas

Valor C$ 45.00
Córdobas

AÑO CXVIII | Managua, Viernes 31 de Enero de 2014 | No. 20

SUMARIO

Pág.

ASAMBLEA NACIONAL

Texto de Ley N°. 217, "Ley General del Medio Ambiente y los Recursos Naturales" con sus Reformas Incorporadas....786

MINISTERIO DE GOBERNACIÓN

Nacionalizados....802

MINISTERIO DE EDUCACIÓN

Actualización de Resolución....803

MINISTERIO DE SALUD

Licitación Pública No. LP 03-01-2014....804
Licitación Pública No. LP 04-01-2014....804

MINISTERIO DE FOMENTO, INDUSTRIA Y COMERCIO

Marcas de Fábrica, Comercio y Servicio....805
Aviso....812

INSTITUTO NACIONAL FORESTAL

Aviso Publicación de PAC....812

MINISTERIO DE ECONOMÍA FAMILIAR, COMUNITARIA, COOPERATIVA Y ASOCIATIVA

Resoluciones....812

MINISTERIO DE LA JUVENTUD

Aviso Publicación de PAC....816

EMPRESA NACIONAL DE TRANSMISIÓN ELÉCTRICA

Aviso Publicación de PAC....816

UNIVERSIDADES

Universidad Politécnica de Nicaragua
Aviso Publicación de PAC....817

Universidad Nacional Autónoma de Nicaragua-León
Aviso Publicación de PAC....817

Títulos Profesionales....817

SECCIÓN MERCANTIL

Junta General Extraordinaria....832

ASAMBLEA NACIONAL

TEXTO DE LEY N°. 217, "LEY GENERAL DEL MEDIO AMBIENTE Y LOS RECURSOS NATURALES" CON SUS REFORMAS INCORPORADAS

"Ley No. 217

El Presidente de la República de Nicaragua

Hace saber al pueblo nicaragüense que:

LA ASAMBLEA NACIONAL DE LA REPÚBLICA DE NICARAGUA

En uso de sus facultades;

Ha Dictado

La siguiente:

LEY GENERAL DEL MEDIO AMBIENTE Y LOS RECURSOS NATURALES

TÍTULO I

Capítulo I
Disposiciones Generales

Artículo 1 La presente Ley General del Medio Ambiente y los Recursos Naturales tiene por objeto establecer las normas para la conservación, protección, mejoramiento y restauración del medio ambiente y los recursos naturales que lo integran, asegurando su uso racional y sostenible, de acuerdo a lo señalado en la Constitución Política.

Art. 2 Las disposiciones contenidas en la presente Ley son de orden público. Toda persona podrá tener participación ciudadana para promover el inicio de acciones administrativas, civiles o penales en contra de los que infrinjan la presente Ley.

Art. 3 Son objetivos particulares de la presente Ley:

1) La prevención, regulación y control de cualesquiera de las causas o actividades que originen deterioro del medio ambiente y contaminación de los ecosistemas.

2) Establecer los medios, formas y oportunidades para una explotación racional de los recursos naturales dentro de una Planificación Nacional fundamentada en el desarrollo sostenible, con equidad y justicia social y tomando en cuenta la diversidad cultural del país y respetando los derechos reconocidos a nuestras regiones autónomas de la Costa Atlántica y Gobiernos Municipales.

3) La utilización correcta del espacio físico a través de un ordenamiento territorial que considere la protección del ambiente y los recursos naturales como base para el desarrollo de las actividades humanas.

4) Fortalecer el Sistema Nacional de Áreas Protegidas, para garantizar la biodiversidad y demás recursos.

5) Garantizar el uso y manejo racional de las cuencas y sistemas hídricos, asegurando de esta manera la sostenibilidad de los mismos.

6) Fomentar y estimular la educación ambiental como medio para promover una sociedad en armonía con la naturaleza.

7) Propiciar un medio ambiente sano que contribuya de la mejor manera a la promoción de la salud y prevención de las enfermedades del pueblo nicaragüense.

8) Impulsar e incentivar actividades y programas que tiendan al desarrollo y cumplimiento de la presente Ley.

9) Las demás contenidas en esta Ley.

Art. 4 El desarrollo económico y social del país se sujetará a los siguientes principios rectores:

1) El ambiente es patrimonio común de la nación y constituye una base para el desarrollo sostenible del país.

2) Es deber del Estado y de todos los habitantes proteger los recursos naturales y el ambiente, mejorarlos, restaurarlos y procurar eliminar los patrones de producción y consumo no sostenibles.

3) El criterio de prevención prevalecerá sobre cualquier otro en la gestión pública y privada del ambiente. No podrá alegarse la falta de una certeza científica absoluta como razón para no adoptar medidas preventivas en todas las actividades que impacten el ambiente.

4) El Estado debe reconocer y prestar apoyo a los pueblos y comunidades indígenas, sean éstas de las Regiones Autónomas, del Pacífico o Centro del país, en sus actividades para la preservación del ambiente y uso sostenible de los recursos naturales.

5) El derecho de propiedad tiene una función social-ambiental que limita y condiciona su ejercicio absoluto, abusivo y arbitrario, de conformidad con las disposiciones de la presente Ley y de las leyes ambientales especiales vigentes o que se sancionen en el futuro.

6) La libertad de los habitantes, en el ámbito de las actividades económicas y sociales, está limitada y condicionada por el interés social, de conformidad con las disposiciones de la Constitución Política, la presente Ley y las leyes ambientales especiales vigentes o que se dicten en el futuro.

7) Las condiciones y contratos de explotación racional de los recursos naturales que otorga el Estado en las regiones autónomas de la Costa Atlántica deberán contar con la aprobación del Consejo Autónomo correspondiente. En los contratos de explotación racional de los recursos naturales ubicados en los municipios respectivos, el Estado solicitará y tomará en cuenta la opinión de los gobiernos municipales, antes de autorizarlos.

8) El principio de precaución prevalecerá sobre cualquier otro en la gestión pública y privada del ambiente. El Estado tomará medidas preventivas en caso de duda sobre el impacto o las consecuencias ambientales negativas de alguna acción u omisión, aunque no exista evidencia científica del daño.

Capítulo II
Definiciones

Art. 5 Para los efectos de esta Ley, se entenderá por:

Adaptación al Cambio Climático: Ajustes en sistemas humanos o naturales como respuesta a estímulos climáticos proyectados o reales, o sus efectos, que pueden moderar el daño o aprovechar sus aspectos beneficiosos.

Ambiente: El sistema de elementos bióticos, abióticos, socioeconómicos culturales y estéticos que interactúan entre sí, con los individuos y con la comunidad en la que viven determinando su relación y sobrevivencia.

Aprovechamiento: El uso o explotación racional sostenible de recursos naturales y ambientales.

Áreas Protegidas: Las que tienen por objeto la conservación, el manejo racional y la restauración de la flora, fauna silvestre y otras formas de vida, así como la biodiversidad y la biosfera.

Igualmente se incluirá en esta categoría, aquellos espacios del territorio nacional que al protegerlos, se pretende restaurar y conservar fenómenos geomorfológicos, sitios de importancia histórica, arqueológica, cultural, escénicos o recreativos.

Auditor Ambiental: Profesional acreditado ante el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, para realizar auditorías ambientales, determinar medidas preventivas y correctivas derivadas de la realización de una auditoría ambiental y las demás actividades vinculadas con éstas.

Auditoría Ambiental: Examen sistemático y exhaustivo de una empresa y/o actividad económica, de sus equipos y procesos, así como de la contaminación y riesgo que la misma genera, que tiene por objeto evaluar el cumplimiento de las políticas y normas ambientales, con el fin de determinar las medidas preventivas y correctivas necesarias para la protección del ambiente y ejecutar las acciones que permitan que dicha instalación opere en pleno cumplimiento de la legislación ambiental vigente y conforme a las buenas prácticas de operación aplicables.

Biodiversidad: El conjunto de todas y cada una de las especies de seres vivos y sus variedades sean terrestres acuáticos, vivan en el aire o en el suelo, sean plantas o animales o de cualquier índole incluye la diversidad de una misma especie, entre especies y entre ecosistemas, así como la diversidad genética.

Cambio Climático: Importante variación estadística en el estado medio del clima o en su variabilidad, que persiste durante un período prolongado (normalmente decenios o incluso más), que puede deberse a procesos naturales internos, a cambios del forzamiento externo, o bien a cambios persistentes de origen antropogénico en la composición de la atmósfera o en el uso de las tierras.

Capacidad de Carga: Son los límites que los ecosistemas y la biosfera pueden soportar sin sufrir un grave deterioro.

Conservación: La aplicación de las medidas necesarias para preservar, mejorar, mantener, rehabilitar y restaurar las poblaciones, y los ecosistemas, sin afectar su aprovechamiento.

Consumo Sostenible: Uso de bienes y servicios que responden a las necesidades básicas y contribuye a la mejora en la calidad de vida, mientras reduce el uso de recursos naturales, materiales tóxicos y contaminantes a lo largo del ciclo de vida, sin comprometer la satisfacción de las necesidades de las futuras generaciones.

Contaminación: La presencia y/o introducción al ambiente de elementos nocivos a la vida, la flora o la fauna, o que degrade la calidad de la atmósfera, del agua, del suelo o de los bienes y recursos naturales en general.

Contaminante: Toda materia, elemento, compuesto, sustancias, derivados químicos o biológicos, energía, radiación, vibración, ruido o una combinación de ellos en cualquiera de sus estados físicos que al incorporarse o actuar en la atmósfera, agua, suelo, flora, fauna o cualquier otro elemento del ambiente, altere o modifique su composición natural y degrade su calidad, poniendo en riesgo la salud de las personas y la preservación y conservación del ambiente.

Control Ambiental: La vigilancia, inspección, monitoreo y aplicación de medidas para la conservación del ambiente.

Daño Ambiental: Toda pérdida, disminución, deterioro o perjuicio que se ocasione al ambiente o a uno o más de sus componentes.

Documento de Impacto Ambiental: Documento preparado por el equipo multidisciplinario, bajo la responsabilidad del proponente, mediante el cual se da a conocer a la autoridad competente y otros interesados los resultados y conclusiones del Estudio de Impacto Ambiental, traduciendo las informaciones y datos técnicos en un lenguaje claro y de fácil comprensión.

Desarrollo Sostenible: Mejorar la calidad de la vida humana sin rebasar la capacidad de carga de los ecosistemas que la sustentan.

Educación Ambiental: Proceso permanente de formación ciudadana, formal e informal, para la toma de conciencia y el desarrollo de valores, concepto y actitudes frente a la protección y el uso sostenible de los recursos naturales y el medio ambiente.

Estudio de Impacto Ambiental: Conjunto de actividades técnicas y científicas destinadas a la identificación, predicción y control de los impactos ambientales de un proyecto y sus alternativas presentado en forma de informe técnico y realizado según los criterios establecidos por las normas vigentes.

Estudio de Impacto al Cambio Climático: Consecuencias del cambio climático en sistemas humanos y naturales.

Ecosistemas: La unidad básica de interacción de los organismos vivos entre sí y su relación con el ambiente.

Evaluación Ambiental Estratégica (EAE): Instrumento de gestión ambiental que incorpora procedimientos para considerar los impactos ambientales de planes y programas en los niveles más altos del proceso de decisión, con objeto de alcanzar un desarrollo sostenible.

Evaluación de Impacto Ambiental: Se entiende por Evaluación de Impacto Ambiental (EIA) el instrumento de política y gestión ambiental formado por el conjunto de procedimientos estudios y sistemas técnicos que permiten estimar los efectos que la ejecución de una determinada obra, actividad o proyecto puedan causar sobre el ambiente.

Gases de Efecto Invernadero: Gases integrantes de la atmósfera,

de origen natural y antropogénico, que absorben y emiten radiaciones en determinadas longitudes de ondas del espectro de radiación infrarroja emitido por la superficie de la tierra, la atmósfera y las nubes, lo que causa el efecto invernadero.

Impacto Ambiental: Cualquier alteración significativa positiva o negativa de uno o más de los componentes del ambiente provocadas por acción humana y/o acontecimientos de la naturaleza en un área de influencia definida.

Mitigación del Cambio Climático: Intervención antropogénica para reducir las fuentes o mejorar los sumideros de gases de efecto invernadero.

Niveles de Emisión: Liberación de gases de efecto invernadero o sus precursores en la atmósfera en un área y un período de tiempo especificado.

Ordenamiento: Proceso de planificación dirigido a evaluar y programar el uso del suelo en el territorio nacional, de acuerdo con sus características potenciales y de aptitud tomando en cuenta los recursos naturales y ambientales, las actividades económicas y sociales y la distribución de la población, en el marco de una política de conservación y uso sostenible de los sistemas ecológicos.

Pago por Servicios Ambientales: Instrumento de gestión ambiental, de naturaleza económica que permite valorar y establecer un pago por los servicios que brindan los ecosistemas, logrando con ello introducir los costos ambientales en los flujos de caja de las actividades productivas de diferentes niveles, en los ámbitos público y privado.

Permiso Ambiental: Documento otorgado por la autoridad competente a solicitud del proponente de un proyecto el que certifica que desde el punto de vista de protección ambiental la actividad se puede ejecutar bajo el condicionamiento de cumplir las medidas establecidas.

Prevención de Desastres: Conjunto de actividades y medidas de carácter técnico y legal que deben de realizarse durante el proceso de planificación del desarrollo socio-económico, con la finalidad de evitar pérdidas de vidas humanas y daños a la economía como consecuencias de las emergencias y/o desastres.

Producción más Limpia: Aplicación continúa de una estrategia ambiental preventiva integrada y aplicada a los procesos, productos y servicios para mejorar la ecoeficiencia y reducir los riesgos para los humanos y el medio ambiente.

Proyectos Especiales: Tipología de proyectos que tienen alta significación económica y ambiental para el país y pueden incidir significativamente en una o más regiones ecológicas de Nicaragua, según el mapa de Ecosistemas oficial del país, o bien trasciende a la escala nacional, internacional, transfronteriza, considerándose además como proyectos de interés nacional por su connotación económica, social y ambiental.

Recursos Naturales: Elementos naturales de que dispone el hombre para satisfacer sus necesidades económicas, sociales y culturales. Elementos naturales susceptibles de ser aprovechados por el hombre.

Recursos Naturales no Renovables: Aquellos que no son susceptibles de renovación, regeneración o recuperación, en lapsos menores a varios miles o millones de años, puesto que se han formado en la tierra en largos períodos geológicos. En este grupo se encuentran los minerales, los combustibles nucleares y los llamados combustibles fósiles (hidrocarburos como el petróleo, gas natural y carbón mineral).

Recursos Naturales Renovables: Aquellos que tienen la capacidad de regenerarse por procesos naturales y que pueden también, ser mantenidos o incrementados por el manejo que el ser humano haga de ellos. A este tipo de recursos pertenece el agua, el suelo, el aire, la energía en todas sus formas, la biomasa constituida por la flora y la fauna, tanto silvestre como doméstica.

Residuos Peligrosos: Se entiende por residuos peligrosos aquellos que, en cualquier estado físico, contengan cantidades significativas de sustancias que pueden presentar peligro para la vida o salud de los organismos vivos cuando se liberan al ambiente o si se manipulan incorrectamente debido a su magnitud o modalidad de sus características corrosivas, tóxicas, venenosas, reactivas, explosivas, inflamables, biológicamente perniciosas, infecciosas, irritantes o de cualquier otra característica que representen un peligro para la salud humana, la calidad de la vida, los recursos ambientales c equilibrio ecológico.

Servicios Ambientales: Aquellas funciones de los ecosistemas que generan beneficios económicos y ambientales para la sociedad y los ecosistemas.

Tecnología Limpia: Tecnologías que aumentan la productividad de las empresas de una manera sostenible; es decir, conservan la materia prima y la energía, reducen la toxicidad de los materiales usados en el proceso y la cantidad de los residuos y emisiones en la fuente.

Vulnerabilidad al Cambio Climático: Susceptibilidad de un sistema humano a recibir daños debido a los efectos adversos del cambio climático, incluyendo la variabilidad climática y los fenómenos extremos. La vulnerabilidad está en función del carácter, magnitud y velocidad de la variación climática al que se encuentra expuesto un sistema, su sensibilidad, y su capacidad de adaptación.

Zona de Amortiguamiento: Área colindante o circundante de incidencia directa y/o indirecta a las áreas protegidas, sujetas a promoción de actividades de desarrollo sostenible como ag turísticas, agropecuarias y forestales, entre otras, que apoyan los objetivos de manejo y minimizan los impactos negativos hacia las áreas protegidas.

Zona de Recarga Hídrica: Parte alta de la cuenca donde se origina el ciclo hidrológico fundamental, mediante los mayores aportes de infiltramiento de agua pluvial en el subsuelo.

TÍTULO II
DE LA GESTIÓN DEL AMBIENTE

Capítulo I
De la Comisión del Ambiente

Art. 6 Se crea la Comisión Nacional del Ambiente, como foro de análisis, discusión y concertación de las políticas ambientales. Esta funcionará como instancia de coordinación entre el Estado y la Sociedad Civil para procurar la acción armónica de todos los sectores, así como órgano consultivo y asesor del Poder Ejecutivo en relación a la formulación de políticas, estrategias, diseño y ejecución de programas ambientales.

Art. 7 La Comisión estará integrada en forma permanente por los representantes de las siguientes instituciones y organismos:

1) Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales (MARENA), quien lo presidirá.
2) Ministerio de Fomento, Industria y Comercio.
3) Ministerio de Hacienda y Crédito Público.
4) Ministerio de Transporte e Infraestructura.
5) Ministerio de Salud.
6) Ministerio de Relaciones Exteriores.
7) Instituto Nicaragüense de Estudios Territoriales.
8) Instituto Nicaragüense de Acueductos y Alcantarillados.
9) Un delegado de cada uno de los Consejos Regionales Autónomos del Atlántico Sur y Norte.
10) Un delegado de la Asociación de Municipios de Nicaragua.
11) Dos delegados de los organismos no gubernamentales ambientalistas.
12) Dos delegados de la Empresa Privada: uno del sector industrial y otro del Sector Agropecuario.
13) Un delegado del Sector Sindical.
14) Un delegado del Consejo Nacional de Universidades.
15) Un delegado de la Comisión de Medio Ambiente y Recursos Naturales de la Asamblea Nacional.
16) Un delegado del Ministerio Agropecuario y Forestal.

La Comisión Nacional del Ambiente nombrará de entre sus miembros un Comité Interinstitucional como instancia especializada de consulta, asesoría técnica y recomendaciones entre Instituciones del Estado, Gobiernos Regionales Autónomos del Atlántico y Gobiernos Municipales, para el conocimiento y toma de decisiones sobre problemáticas eventuales resultantes de un daño al medio ambiente. Este Comité será coordinado por el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales y entre sus miembros, estará el delegado del Consejo Regional Autónomo del Atlántico de la región en donde se identifica el daño al ambiente.

El Comité podrá invitar a otras instituciones cuando el caso lo amerite.

Cuando la temática lo amerite se invitará a participar al Representante de otras Instituciones y Organismos del Estado o la Sociedad Civil.

La Comisión funcionará de acuerdo al Reglamento Interno que ella misma emitirá.

Art. 8 El Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales como ente regulador y normador de la política ambiental del país, será el responsable del cumplimiento de la presente Ley y dará seguimiento a la ejecución de las disposiciones establecidas en la misma.

Art. 9 Se crea la Procuraduría para la Defensa del Ambiente y de los Recursos Naturales, como rama especializada de la Procuraduría General de la República. Esta ejercerá la representación y defensa de los intereses del Estado y la sociedad en los juicios que se promuevan en materia ambiental, sean de índole administrativa, civil o penal, además, se le deberá reconocer la condición de víctima en lo referido a los delitos contra el medio ambiente y los recursos naturales.

Art. 10 La Procuraduría para la Defensa del Ambiente y de los Recursos Naturales, tendrá las siguientes atribuciones:

1) Ejercer las acciones y representación del interés público, con carácter de parte procesal, en todos aquellos juicios por infracción a las leyes ambientales.

2) Ejercer las demás acciones previstas en esta Ley, en la Ley Orgánica de la Procuraduría General de la República y en las demás leyes pertinentes.

Capítulo II
De los Instrumentos para la Gestión Ambiental

Art. 11 Son instrumentos para la gestión ambiental el conjunto de políticas, directrices, normas técnicas y legales, actividades, programas, proyectos e instituciones que permiten la aplicación de los Principios Generales Ambientales y la consecución de los objetivos ambientales del país, entre estos, los siguientes:

1) De la Planificación y Legislación.
2) Del Ordenamiento Ambiental del Territorio.
3) De las Áreas Protegidas.
4) De Permisos y Evaluaciones del Impacto Ambiental.
5) Del Sistema Nacional de Información Ambiental.
6) De la Educación, Divulgación y Desarrollo Científico y Tecnológico.
7) De los Incentivos.
8) De las Inversiones Públicas.
9) Del Fondo Nacional del Ambiente.
10) De la Declaración de Áreas contaminadas y de las Emergencias Ambientales.
11) Del Sistema de Pago por Servicios Ambientales.
12) De la Auditoría Ambiental.
13) Del Cambio Climático y su Gestión. y
14) De la Seguridad por efectos de sustancias químicas, tóxicas y contaminantes.

Sección I
De la Planificación y Legislación

Art. 12 La planificación del desarrollo nacional, regional y municipal del país deberá integrar elementos ambientales en sus planes, programas y proyectos económicos y sociales, respetando los principios de publicidad y participación ciudadana. Dentro del ámbito de su competencia, todos los organismos de la administración pública, entes descentralizados y autoridades municipales deben prever y planificar la no afectación irreversible y la protección y recuperación del ambiente y los recursos naturales para evitar su deterioro y extinción.

Art. 13 Las instancias responsables de la formulación y aplicación de la Política Ambiental, de las normas técnicas y demás instrumentos previstos en la legislación, observarán los siguientes principios:

1) Del equilibrio de los ecosistemas dependen la vida y las posibilidades productivas del país.

2) Los ecosistemas y sus elementos deben ser aprovechados de manera que se asegure una productividad óptima y sostenida, compatible con su equilibrio e integridad.

3) La protección del equilibrio ecológico es una responsabilidad compartida del Estado y los ciudadanos.

4) La responsabilidad de velar por el equilibrio ecológico, comprende

tanto las condiciones presentes como las que determinarán la calidad de la vida de las futuras generaciones.

5) La eficiencia de las acciones ambientales requieren de la coordinación interinstitucional y la concertación con la sociedad civil.

6) La prevención es el medio más eficaz para evitar los desequilibrios ecológicos.

7) El aprovechamiento de los recursos naturales renovables debe realizarse de manera que asegure el mantenimiento de su biodiversidad y renovabilidad.

8) La explotación óptima de los recursos naturales no renovables evita la generación de efectos ecológicos adversos.

9) La calidad de vida de la población depende del control y de la prevención de la contaminación ambiental, del adecuado aprovechamiento de los elementos naturales y del mejoramiento del entorno natural en los asentamientos humanos.

10) Las actividades que se lleven a cabo dentro del territorio nacional, deberán respetar el equilibrio ecológico de otros países o de zonas de jurisdicción internacional.

Sección II
Del Ordenamiento Ambiental del Territorio

Art. 14 El ordenamiento ambiental del territorio tendrá como objetivo principal alcanzar la máxima armonía posible en las interrelaciones de la sociedad con su medio ambiente, tomando en cuenta:

1) Las características topográficas, geomorfológicas y meteorológicas de las diferentes regiones ambientales del país.

2) Las vocaciones de cada región en función de sus recursos naturales, la conservación, recuperación y mejoramiento de la calidad de las fuentes de agua.

3) La distribución y pautas culturales de la población.

4) Los desequilibrios ecológicos existentes por causas humanas o naturales.

Art. 15 El Instituto Nicaragüense de Estudios Territoriales y el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales dictarán y pondrán en vigencia las normas, pautas y criterios, para el ordenamiento del territorio tomando en cuenta:

1) Los usos prioritarios a que estarán destinadas las áreas del territorio nacional de acuerdo a sus potencialidades económicas, condiciones específicas y capacidades ecológicas.

2) La localización de las principales zonas industriales, agroindustriales, agropecuarias, forestales, mineras y de servicios.

3) Los lineamientos generales del proceso de urbanización y del sistema de ciudades.

4) La delimitación de las áreas naturales protegidas y de otros espacios sujetos a un régimen especial de conservación y mejoramiento del ambiente; de protección absoluta y de manejo restringido.

5) La ubicación de las grandes obras de infraestructura relativas a energía, comunicaciones, transporte, aprovechamiento de recursos hídricos, saneamiento de áreas extensas y otras análogas.

6) Los lineamientos generales de los corredores viales y de transporte.

Art. 16 La elaboración y ejecución de los planes de ordenamiento del territorio será responsabilidad de las autoridades municipales quienes lo harán en base a las pautas y directrices establecidas. En el caso de las Regiones Autónomas de la Costa Atlántica será competencia de los Consejos Regionales Autónomos con la asistencia técnica de las instituciones especializadas.

Sección III
De las Áreas Protegidas

Art. 17 Crease el Sistema Nacional de Áreas Protegidas (SINAP), que comprende todas las áreas protegidas declaradas a la fecha y las que se declaren en el futuro. A este sistema se integran con sus regulaciones particulares las Reservas Silvestres Privadas, así como los instrumentos legales, de gestión ambiental y administrativ requeridos para su desarrollo.

La protección de los recursos naturales del país es objeto de seguridad nacional, así como, de la más elevada responsabilidad y prioridad del Estado, dentro de ese espíritu en las áreas protegidas se establece veda para el recurso forestal total y permanente.

Art. 18 El establecimiento y declaración legal de áreas naturales protegidas, tiene como objetivo fundamental:

1) Preservar los ecosistemas naturales representativos de las diversas regiones biogeográficas, y ecológicas del país.

2) Proteger cuencas hidrográficas, ciclos hidrológicos, mantos acuíferos, muestras de comunidades bióticas, recursos genéticos y la diversidad genética silvestre de flora y fauna.

3) Favorecer el desarrollo de tecnologías apropiadas para el mejoramiento y el aprovechamiento racional y sostenible de los ecosistemas naturales.

4) Proteger paisajes naturales y los entornos de los monument históricos, arqueológicos y artísticos.

5) Promover las actividades recreativas y de turismo en convivencia con la naturaleza.

6) Favorecer la educación ambiental, la investigación científica y el estudio de los ecosistemas.

7) Promover el desarrollo local sostenible fomentando la implementación de procesos y tecnologías limpias para el mejoramiento y el aprovechamiento racional y sostenible de los ecosistemas naturales.

8) Potenciar de forma sistémica los servicios ambientales que proveen las áreas protegidas para el beneficio de los habitantes de la zona, la economía nacional y el desarrollo sostenible.

Art. 19 Se incorporará y transformará a los habitantes de áreas protegidas en los verdaderos vigilantes de esos sitios, garantizándoles de parte del Estado todos los derechos y garantías a que tienen derecho los nicaragüenses.

Art. 20 La declaración de áreas protegidas se establecerá por Ley, y su iniciativa se normará de acuerdo a lo establecido en el artículo 140 Cn. previo a la declaratoria se deberá tomar en cuenta:

1) La identificación y delimitación del área.

2) El estudio técnico, que contenga las características y condiciones biofísicas, sociales, culturales y ambientales.

3) Las condiciones socio económicas de la población y áreas circundantes.

4) Las categorías de manejo reconocidas internacionalmente y las que se formulen a nivel nacional.

5) La partida presupuestaria para pagar en efectivo y de previo a los propietarios que fueren afectados.

6) Las comunidades indígenas cuando el área protegida se establezca en tierras de dichas comunidades.

7) Para efectos de esta Ley las categorías de áreas protegidas reconocidas serán las siguientes:

7.1. Reserva Natural.
7.2. Parque Nacional.
7.3. Reserva Biológica.
7.4. Monumento Nacional.
7.5. Monumento Histórico.
7.6. Refugio de vida silvestre.
7.7. Reserva de Biosfera.
7.8. Reserva de Recursos genéticos.
7.9. Paisaje terrestre y marino protegidos.

Art. 21 Todas las actividades que se desarrollen en áreas protegidas deben realizarse conforme a lo establecido en el respectivo Plan de Manejo aprobado por el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, los que se adecuarán a las categorías que para cada área se establezcan. En el caso de las áreas protegidas que no cuentan con el plan de manejo las actividades se desarrollarán de conformidad a lo establecido en un Plan Operativo Anual aprobado por el MARENA, el cual deberá ser consultado con las instituciones que tengan incidencia en el área, incluyendo las Alcaldías respectivas, y orientado a crear las condiciones para la elaboración del plan de manejo respectivo en un plazo no mayor de dos años. Tanto en la consecución de los objetivos de protección como en la gestión y vigilancia se garantizará la participación de la comunidad.

Art. 22 El Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, será la institución competente para la administración, normación, autorización de actividades, supervisión, monitoreo y regulación en las áreas protegidas que integran el SINAP. Podrá así mismo dar en administración las áreas protegidas bajo la figura de co-manejo, conforme a los criterios, requisitos y procedimiento administrativo establecido para tal efecto.

Art. 23 Todas las tierras de propiedad privada situadas en áreas protegidas están sujetas a las condiciones de manejo establecidas en las leyes que regulen la materia. Los derechos adquiridos de los propietarios que no acepten las nuevas condiciones que se establezcan estarán sujetos a declaración de utilidad pública, previo pago en efectivo de justa indemnización.

Art. 24 Se establecerá una Zona de Amortiguamiento colindante o circundante a cada Área Protegida, para lo cual se deberá proceder de la siguiente forma:

1. En el caso de declaración de nuevas áreas protegidas, la zona de amortiguamiento se establecerá en su Ley creadora.

2. Cuando existan áreas protegidas ya declaradas, que no cuenten con zonas de amortiguamiento se estará sujeto a lo dispuesto en el Plan de Manejo aprobado o que se le apruebe de conformidad a lo establecido en el art. 8 de esta Ley.

Para un efectivo control, monitoreo y seguimiento que garantice el desarrollo sostenible en las zonas de amortiguamiento, se deberán crear los instrumentos que sean necesarios con la participación y en coordinación con las instituciones o actores que tienen incidencia en la zona.

En las zonas de amortiguamiento de la Reserva de la Biósfera de Bosawas, las Áreas Protegidas del Sureste y la Reserva Natural Cerro Wawashang, así como en las futuras que se acuerden, se establece un área perimetral externa de diez kilómetros medidos a partir del límite del área protegida que la constituye, en el que únicamente se permitirá el aprovechamiento forestal con fines domésticos no comerciales y para uso exclusivo en el área.

Sección IV
Del Sistema de Evaluación Ambiental

Art. 25 El Sistema de Evaluación Ambiental será administrado por el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales en coordinación con las instituciones que correspondan.

En el caso de las Regiones Autónomas el Sistema de Evaluación Ambiental será administrado por el Consejo Regional respectivo en coordinación con el MARENA, para efectos de involucrarse en el proceso de toma de decisiones, en el control y seguimiento a lo establecido en los Permisos Ambientales otorgados por el Consejo Regional respectivo.

Art. 26 Los Planes y Programas de Inversión y de Desarrollo Municipal y Sectorial estarán obligados a realizar una Evaluación Ambiental Estratégica (EAE), para lo cual el MARENA establecerá los criterios, metodologías, requisitos y procedimiento administrativo a seguir.

Art. 27 Los proyectos, obras, industrias o cualquier otra actividad, públicos o privados, de inversión nacional o extranjera, durante su fase de pre-inversión, ejecución, ampliación, rehabilitación o reconversión que por sus características pueden producir deterioro al medio ambiente o a los recursos naturales, conforme a la lista específica de las categorías de obras o proyectos que se establezcan en el Reglamento respectivo, deberán obtener previo a su ejecución, el Permiso Ambiental o Autorización Ambiental. Todo proyecto de desarrollo turístico o de uso urbanístico en zonas costeras deberá contar con el Estudio de Impacto Ambiental para obtener el permiso correspondiente.

Las obras o proyectos que requieran de Permiso Ambiental en base a lista específica, deberán de previo realizar un Estudio de Impacto Ambiental. El MARENA y los Consejos Regionales Autónomos están obligados a consultar el estudio con los organismos sectoriales competentes así como con los gobiernos Municipales respectivos. En caso de requerir una Autorización Ambiental, la obra, industria

o proyecto será sometido a una Valoración Ambiental, so pena de Ley.

Se prohibe la fragmentación de las obras o proyectos para evadir la responsabilidad del Estudio en toda su dimensión. El proponente deberá presentar al MARENA el Plan Maestro de la Inversión Total del Proyecto.

La obtención de los permisos de uso de suelos y de construcción para cualquier tipo de obras e infraestructuras horizontales y/o verticales, requieren obligatoriamente el contar de previo con el Permiso Ambiental correspondiente, emitido por el MARENA de conformidad a lo establecido en el Sistema de Evaluación Estratégica.

Art. 28 En los Permisos Ambientales se incluirán todas las obligaciones del propietario del proyecto o institución responsable del mismo estableciendo la forma de seguimiento y cumplimiento del permiso obtenido.

Art. 29 El permiso obliga a quien se le otorga:

1) Mantener los controles y recomendaciones establecidas para la ejecución o realización de la actividad.

2) Asumir las responsabilidades administrativas, civiles y penales de los daños que se causaren al ambiente.

3) Observar las disposiciones establecidas en las normas y reglamentos especiales vigentes.

Art. 30 El Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales en base a la clasificación de las obras de inversión y el dimensionamiento de las mismas, emitirá las normas técnicas, disposiciones y guías metodológicas necesarias para la elaboración de los estudios de impacto ambiental.

Art. 31 Las actividades que no estuviesen contempladas en la lista de tipo de obras o proyectos a que hace referencia el artículo anterior, estarán obligados antes de su ejecución, a solicitar a la Municipalidad el correspondiente Permiso Ambiental, previo llenado del formulario ambiental establecido por el MARENA. Los Consejos Regionales Autónomos y los Gobiernos Municipales evaluarán la solicitud para aprobar o denegar dicho permiso.

Art. 32 Todas aquellas personas naturales o jurídicas que no cumplan con las exigencias, disposiciones o controles que se fijen, serán sancionadas por el MARENA, sin perjuicio de las acciones de orden civil o penal que se ejerzan en su contra de conformidad a la legislación vigente.

Art. 33 Se establece la Fianza Ambiental como garantía financiera, a favor del Estado de Nicaragua, efectuada por toda persona natural o jurídica que en virtud de ejecutar una actividad, obra o proyecto está obligada a obtener un Permiso Ambiental. Esta tiene como finalidad garantizar el cumplimiento de las condiciones establecidas en el Permiso Ambiental y el resarcimiento de los costos por los daños ambientales causados.

Sección V
Del Sistema Nacional de Información Ambiental

Art. 34 Se establece el Sistema Nacional de Información Ambiental bajo la responsabilidad del Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales. Dicho sistema estará integrado por los organismos e instituciones públicas y privadas dedicadas a generar información técnica y científica sobre el estado del ambiente y los recursos naturales.

Art. 35 Los datos del Sistema Nacional de Información Ambiental serán de libre consulta y se procurará su periódica difusión, salvo los restringidos por las leyes específicas.

Art. 36 Sin perjuicio de los derechos de propiedad intelectual, todo aquel que realice una investigación o trabajo sobre el ambiente y los recursos naturales entregará un ejemplar o copia de la investigación o estudio al Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales. En el caso de estudios realizados en las Regiones Autónomas se remitirá copia del mismo al Consejo Regional Autónomo respectivo.

Sección VI
De la Educación, Divulgación y Desarrollo Científico y Tecnológico

Art. 37 El Sistema Educativo Nacional y los medios de comunicación social, promoverán la Educación Ambiental, que permita el conocimiento del equilibrio ecológico y su importancia para el ambiente y la salud y que dé pautas para el comportamiento social e individual con el fin de mejorar la calidad ambiental.

Art. 38 Las autoridades educativas deben incluir en los programas de educación formal y no formal, contenidos y metodologías, conocimientos y hábitos de conducta para la preservación y protección del ambiente.

Art. 39 Para la obtención del grado académico de bachillerato se exigirá un número mínimo de horas de práctica o servicio ecológico de acuerdo al reglamento que el Ministerio de Educación al efecto emita.

Art. 40 Las autoridades encargadas de promover el desarrollo científico y tecnológico del país, con la colaboración del Ministro del Ambiente y de los Recursos Naturales, en consulta con sectores de la comunidad científica y la sociedad civil, elaborarán, actualizarán y pondrán en ejecución un Programa Nacional de Ciencia y Tecnología Ambientales para el Desarrollo Sostenible la forma y plazos que se establezcan en el reglamento.

Sección VII
De los Incentivos

Art. 41 El Estado hará reconocimiento moral a las personas naturales o jurídicas y a instituciones que se destaquen en la protección de los Recursos Naturales y del Ambiente.

Art. 42 El Estado establecerá y ejecutará una política de incentivos y beneficios económicos dirigidos a quienes contribuyan a través de sus inversiones a la protección, mejoramiento y restauración del ambiente.

Art. 43 El Estado garantizará facilidades a aquellas empresas que una vez agotadas las opciones y alternativas tecnológicas factibles para resolver la contaminación y la afectación a la salud y seguridad pública que provocan, deban ser reubicadas en otro sitio menos riesgoso.

Las condiciones para el otorgamiento de las facilidades se definirán vía reglamento.

Art. 44 Derogado.

Art. 45 Derogado.

Art. 46 Derogado.

Art. 47 El Estado fomentará mediante incentivos fiscales las inversiones para el reciclaje de desechos domésticos y comerciales para su industrialización y reutilización, acorde a los procedimientos técnicos y sanitarios que aprueben las autoridades competentes.

Art. 48 Se exonerará de impuestos de importación a los equipos y maquinarias conceptualizados como tecnología limpia en su uso, previa certificación del Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales.

Sección VIII
De las Inversiones Públicas

Art. 49 En los planes de obras públicas las instituciones incluirán entre las prioridades las inversiones que estén destinadas a la protección y el mejoramiento de la calidad de vida.

Art. 50 Las partidas presupuestarias destinadas a las obras o proyectos de inversión, deberán incluir los fondos necesarios para asegurar la incorporación del estudio del impacto ambiental y medidas o acciones que se deriven de los mismos. En el caso de las inversiones públicas, corresponderá a la Contraloría General de la República velar por que dichas partidas estén incorporadas en los presupuestos respectivos.

Sección IX
Del Fondo Nacional del Ambiente

Art. 51 Se crea el Fondo Nacional del Ambiente para desarrollar y financiar programas y proyectos de protección, conservación, restauración del ambiente y desarrollo sostenible. Dicho fondo se regirá por un reglamento especial que emitirá el Poder Ejecutivo respetando las disposiciones señaladas en las leyes específicas en relación con las Regiones Autónomas de la Costa Atlántica. Su uso será definido en consulta con la Comisión Nacional del Ambiente.

Art. 52 El Fondo Nacional del Ambiente se integrará con los fondos provenientes del otorgamiento de licencias ambientales, multas y decomisos por infracciones a esta Ley y por las donaciones nacionales e internacionales otorgadas para tal fin; y otros recursos que para tal efecto se le asignen.

Art. 53 Las actividades, proyectos y programas a ser financiados total o parcialmente por el Fondo Nacional del Ambiente, podrán ser ejecutados por instituciones estatales regionales autónomas, municipales o por organizaciones no gubernamentales y de la empresa privada; éstos deberán estar enmarcados en las políticas nacionales, regionales y municipales para el ambiente y desarrollo sostenible y ser sometidos al proceso de selección y aprobación según Reglamento.

Sección X
De la Declaratoria de Áreas Contaminadas y de las Emergencias Ambientales

Art. 54 La Presidencia de la República a propuesta del Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, de los Consejos Regionales Autónomos de la Costa Atlántica y los Concejos Municipales respectivos podrá declarar zona de emergencia ambiental ante la ocurrencia de un desastre, por el tiempo que subsista la situación y sus consecuencias.

Art. 55 Todas las personas naturales o jurídicas, públicas o privadas, están obligadas a participar en la prevención y solución de los problemas originados por los desastres ambientales.

Art. 56 La Presidencia de la República a propuesta del Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, los Consejos Regionales Autónomos de la Costa Atlántica y los Concejos Municipales respectivos podrá declarar como áreas contaminadas las zonas cuyos índices de contaminación sobrepasen los límites permisibles y en las mismas se aplicarán las medidas de control que correspondan.

Sección XI
Del Pago por Servicios Ambientales

Art. 57 Crease el Sistema de Valoración y Pagos por Servicios Ambientales, como instrumento de gestión ambiental, con el fin de valorar y establecer un pago por los servicios, así como, generar financiamiento e incentivos para la promoción de la conservación, preservación y uso sostenible del ambiente y los recursos naturales.

El Poder Ejecutivo reglamentará las disposiciones relativas al Sistema de Valoración y Pago por Servicios Ambientales creado en la presente Ley, el que debe contener al menos lo siguiente:

1) Marco institucional ejecutivo y participativo del Sistema de Valoración y Pago por Servicios Ambientales, creando su respectiva estructura y organización administrativa.

2) Objetivos del Sistema dirigidos a facilitar el proceso de pago por servicios ambientales.

3) Mecanismos e instrumentos de participación pública, para garantizar la democracia representativa y participativa del Sistema.

4) Esferas de acción institucional para promover el pago por servicios ambientales en el país.

5) Otras funciones y atribuciones de carácter ejecutivas y operativas.

Sección XII
De la Auditoría Ambiental

Art. 58 Se establece la Auditoría Ambiental como un proceso sistemático, independiente y documentado de un examen de una empresa o actividad económica para obtener evidencias y evaluarlas de manera objetiva, para verificar el grado de cumplimiento, de las políticas y normas ambientales, así como de las medidas, condicionantes y obligaciones impuestas en el Permiso Ambiental otorgado por el MARENA, Municipalidades o por los Consejos Regionales Autónomos del Atlántico Norte y Sur, por parte del proponente de un proyecto, obra o actividad.

Las auditorías ambientales serán asumidas por los respectivos proponentes o dueños de un proyecto, obra o actividad.

Art. 59 El Reglamento de la presente Ley, regulará el procedimiento administrativo para realizar las auditorías ambientales, las cuales serán programadas directamente por las autoridades competentes, las que a su vez serán responsables del

monitoreo y seguimiento de los resultados de las mismas. También establecerá los requisitos de competencia que deberá cumplir el auditor ambiental durante su proceso de certificación e inscripción en el registro correspondiente, que formará parte del Registro Nacional de Evaluación Ambiental (RENEA).

Sección XIII
Gestión del Cambio Climático

Art. 60 El Poder Ejecutivo deberá formular e impulsar una Política de Adaptación al Cambio Climático, a fin de incorporar la adaptación y mitigación en los planes sectoriales. Esta política estará orientada a:

1) Impulsar los mecanismos de adaptación de las poblaciones vulnerables, mediante la implementación de planes y estrategias a nivel regional y nacional.

2) Fortalecer las capacidades institucionales y de los grupos de actores claves en la gestión del cambio climático, y evaluar la vulnerabilidad y la adaptación de los sistemas humanos priorizados ante el cambio climático, la variabilidad, riesgos y eventos extremos.

3) Desarrollar las capacidades para un mejor entendimiento y conocimiento de los efectos del cambio climático en los sistemas humanos, a fin de desarrollar y priorizar medidas de adaptación.

4) Promover y apoyar la disponibilidad e intercambio de información entre los diferentes sectores nacionales, así como la divulgación y sensibilización al público, en materia de cambio climático.

5) Contribuir al monitoreo, seguimiento y evaluación de la variabilidad climática en los distintos sistemas humanos y de interés socioeconómico para el país.

6) Contribuir a la mitigación del fenómeno de cambio climático, utilizando los mecanismos creados por la Convención Marco de Naciones Unidas para el Cambio Climático.

Sección XIV
De la Seguridad por Efectos de Sustancias Químicas Contaminantes y Otras que Afecten el Medio Ambiente y los Recursos Naturales

Art. 61 El Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, es la máxima autoridad competente en materia de seguridad por efectos de sustancias químicas contaminantes. Este deberá establecer las coordinaciones necesarias sobre el tema en el ámbito nacional, regional e internacional sin perjuicio de las funciones y competencias específicas establecidas para otras entidades.

Art. 62 Créase la Comisión Nacional de Seguridad Química, coordinada por el MARENA e integrada por las demás instituciones involucradas en la regulación, control y uso de todas las sustancias químicas contaminantes y residuos peligrosos en el país, de conformidad a la Política Nacional de Seguridad Química. Esta Comisión se regirá por su normativa interna de funcionamiento.

Art. 63 El registro, regulación y control de plaguicidas en el Ministerio Agropecuario y Forestal, requiere de previo la obtención de los avales toxicológicos y ecotoxicológicos, emitidos por el MINSA y el MARENA respectivamente. Las disposiciones técnicas establecidas en los avales toxicológicos y ecotoxicológicos son de obligatorio cumplimiento.

TÍTULO III
DE LOS RECURSOS NATURALES

Capítulo I
Normas Comunes y Formas de Adquirir los Derechos

Art. 64 Los recursos naturales son patrimonio nacional, su dominio, uso y aprovechamiento serán regulados por lo que establezca la presente Ley, las leyes especiales y sus respectivos reglamentos. El Estado podrá otorgar derecho a aprovechar los recursos naturales, por concesión, permisos, licencias y cuotas.

Art. 65 Para el uso y el aprovechamiento sostenible de los recursos naturales renovables deben tomarse en cuenta, entre otros, los siguientes criterios:

1) La sostenibilidad de los recursos naturales.

2) La conveniencia de la preservación del ambiente, sus costos y beneficios socioeconómicos.

3) Los planes y prioridades del país, municipio o región autónoı y comunidad indígena donde se encuentren los recursos y los beneficios de su aprovechamiento para las comunidades.

Art. 66 El plazo para el aprovechamiento de los recursos naturales se fijará en las leyes específicas tomando en cuenta la naturaleza del recurso, su disponibilidad, la rentabilidad individual y social de la misma.

Art. 67 El Estado, por razones de interés público, podrá limitar en forma total o parcial, permanente o transitoria, el uso y aprovechamiento de los recursos naturales. Esta materia se regulará a través de las leyes específicas.

Art. 68 Serán causales generales de rescisión de los permisos de aprovechamiento, el incumplimiento de la presente Ley y de las leyes especiales.

Art. 69 Las leyes especiales que regulen el dominio, uso y aprovechamiento de los recursos naturales deberán enmarcarse en lo preceptuado en la presente Ley.

Art. 70 Es facultad de la respectiva institución del Estado, administración del uso de los recursos naturales del dominio del Estado que le hayan asignado o se le asignen por ley, garantizando el cumplimiento de las normas técnicas y regulaciones establecidas por el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales. En las Regiones Autónomas esta administración se hará en coordinación con los Consejos Regionales Autónomos.

Art. 71 Es facultad del Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, la normación del uso de los recursos naturales renovables y no renovables, el monitoreo, control de calidad y el uso adecuado de los mismos. En las Regiones Autónomas esta normación se hará en coordinación con los Consejos Regionales Autónomos.

Capítulo II
De la Biodiversidad y el Patrimonio Genético Nacional

Art. 72 Es deber del Estado y de todos sus habitantes velar por la conservación y aprovechamiento de la diversidad biológica y del patrimonio genético nacional, de acuerdo a los principios y normas consignados en la legislación nacional, en los tratados y convenios internacionales suscritos y ratificados por Nicaragua.

En el caso de los pueblos indígenas y comunidades étnicas que aportan recursos genéticos, el Estado garantizará que dicho uso se concederá conforme a condiciones determinadas en consultas con los mismos.

Art. 73 Las personas naturales o jurídicas que realicen estudios sobre biotecnología, deberán contar con la aprobación de la autoridad competente, de acuerdo al Reglamento establecido para tal efecto. En los casos autorizados se debe asegurar la participación efectiva de la población, en especial aquellos grupos que aportan recursos genéticos y, proporcionarles toda la información disponible acerca del uso, seguridad y los posibles efectos derivados de la transferencia, manipulación y utilización de cualquier organismo resultante.

Art. 74 Por Ministerio de esta Ley quedan registradas y patentadas a favor del Estado y del pueblo nicaragüense, para su uso exclusivo o preferente, los germoplasmas y cada una de las especies nativas del territorio nacional, particularmente las endémicas. Se establecerá un Reglamento para tal efecto, el cual fijará el procedimiento.

Art. 75 Para el uso y aprovechamiento de la diversidad biológica, tanto silvestre como domesticada, se debe tomar en cuenta lo siguiente:

1) La diversidad de las especies animales y vegetales.
2) Las especies endémicas y en peligro de extinción.
3) El inventario y monitoreo biológico de la biodiversidad.
4) El conocimiento y uso tradicional por comunidades locales e indígenas.
5) La tecnología de manejo de las especies de mayor interés.

Art. 76 El Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales determinará el listado de las especies en peligro de extinción, amenazadas o protegidas, las cuales serán objeto de riguroso control y de mecanismos de protección in situ y ex situ, que garanticen su recuperación y conservación de acuerdo a las leyes especiales y convenios regionales e internacionales.

Art. 77 El establecimiento de zoocriaderos para fines comerciales o actividades científicas de especies amenazadas en peligro o en vías de extinción, se regulará por Ley.

Art. 78 La introducción al país y la salida del mismo de especies animales y vegetales, sean éstas nativas o no nativas, deben ser previamente autorizadas por la autoridad competente, de acuerdo a los principios y normas consignadas en la legislación nacional, en los tratados y convenios internacionales suscritos y ratificados por Nicaragua.

Art. 79 El Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales realizará inventario y registro de la diversidad biológica del país, para lo cual se podrá coordinar y apoyarse con centros de investigación nacionales y extranjeros.

Art. 80 Con el fin de normar el resguardo y preservación de la diversidad biológica del país, se establece un plazo máximo de seis meses para presentar una iniciativa de Ley de Biodiversidad, a partir de la vigencia de esta Ley, la que deberá reflejar entre otros aspectos; lo referente a:

1) Las Áreas Naturales Protegidas.
2) Recursos Genéticos.
3) Especies animales y vegetales.
4) Conservación in situ y ex situ.
5) Uso y aprovechamiento sostenible de los recursos de Biodiversidad.

Art. 81 A efectos de resguardar la diversidad biológica, el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, deberá:

1) Coordinar con las instituciones respectivas, con la finalidad de proteger y evitar la extinción o agotamiento de los recursos naturales, e implementar vedas temporales o indefinidas relacionadas con los recursos forestales, pesqueros y acuícola y de cualquier otra naturaleza que sean necesarios proteger.

2) Fijar cuotas de exportación, de especies de fauna, caza, y captura.

3) Retener embarques de productos de la vida silvestre, tanto los originados en Nicaragua como en tránsito, en cualquier fase de su envío o traslado, cuando presuma que se trata de comercio ilegal o se infrinjan las disposiciones de esta Ley y sus Reglamentos, quedando exento de cualquier tipo de responsabilidad.

Capítulo III
De las Aguas

Sección I
Normas Comunes

Art. 82 El agua, en cualesquiera de sus estados, es de dominio público. El Estado se reserva además la propiedad de las playas marítimas, fluviales y lacustres; el álveo de las corrientes y el lecho de los depósitos naturales de agua; los terrenos salitrosos, el terreno firme comprendido hasta treinta metros después de la línea de marcas máximas o a la del cauce permanente de ríos y lagos y los estratos o depósitos de las aguas subterráneas.

El Estado garantizará la protección del ambiente y los recursos naturales que se encuentren a lo largo de todos los litorales marítimos, costas y riberas de lagos, lagunas y ríos del país, evitando que se provoquen mayores deterioros, la desconfiguración geográfica y paisajística, la extracción de materiales, quemas, vertidos y otras actividades que causen severos daños a los ecosistemas.

Art. 83 Es obligación del Estado y de todas las personas naturales o jurídicas que ejerzan actividad en el territorio nacional y sus aguas jurisdiccionales, la protección y conservación de los ecosistemas acuáticos, garantizando su sostenibilidad.

Art. 84 El uso, manejo y aprovechamiento de los ecosistemas acuáticos, costeros y los recursos hidrobiológicos contenidos en ellos, deberá realizarse con base sostenible y de acuerdo a planes de manejo que garanticen la conservación de los mismos.

Art. 85 En el uso del agua gozarán de prioridad las necesidades de consumo humano y los servicios públicos.

Los Centros de Salud y Puestos de Salud, donde los hubiere y las Autoridades Municipales y Comunales, deberán incluir en sus programas relacionados con higiene ambiental, un Capítulo que establezca y desarrolle el tema de la educación sobre el manejo, obtención, reserva y uso del agua de consumo humano. Su utilización no ampara ninguna forma de abuso del recurso.

Art. 86 Toda persona tiene derecho a utilizar las aguas para

satisfacer sus necesidades básicas, siempre que con ello no cause perjuicio a terceros ni implique derivaciones o contenciones, ni empleo de máquinas o realización de actividades que deterioren de alguna forma el cauce y sus márgenes, lo alteren, contaminen o imposibilite su aprovechamiento por terceros.

Art. 87 Salvo las excepciones consignadas en la presente Ley, el uso del agua requerirá de autorización previa, especialmente para los siguientes casos:

1) Establecer servicios de transportación, turismo, recreación o deporte en lagos, lagunas, ríos y demás depósitos o cursos de agua.

2) Explotación comercial de la fauna y otras formas de vida contenidas en los mismos.

3) Aprovechamiento de la biodiversidad existente en los recursos acuáticos.

4) Ocupación de playas o riberas de ríos.

5) Verter aguas residuales o de sistemas de drenajes de aguas pluviales.

6) Inyectar aguas residuales provenientes de actividad geotérmica.

7) Cualquier otra ocupación que derive lucro para quienes la efectúen.

Art. 88 Para autorizar el uso del agua, las instituciones con mandato deberán tomar en cuenta las siguientes disposiciones:

1) Considerar la interrelación equilibrada con los demás recursos y el funcionamiento del ciclo hidrológico, con especial protección de los suelos, áreas boscosas, formaciones geológicas y de las áreas de recarga de los acuíferos.

2) Promover el manejo integrado de las cuencas hidrográficas.

3) Proteger las especies del ecosistema del sistema acuático y costero terrestre, especialmente las endémicas, amenazadas o en peligro de extinción.

4) Evitar el uso o gestión de cualquier elemento del sistema hídrico que pueda perjudicar las condiciones físicas, químicas o bacteriológicas del agua.

Art. 89 La autoridad competente, en caso de estar en peligro el uso sostenible del recurso agua por causa de accidentes, desastres naturales, contaminación o abusos en el uso, podrá restringir, modificar o cancelar las concesiones, permisos o autorizaciones otorgadas.

Art. 90 La duración de las concesiones y autorizaciones, sus requisitos y procedimientos para su tramitación, se sujetarán en lo que fueren aplicables a las normas establecidas en la Ley.

Para el otorgamiento de derechos sobre las aguas, deberán tomarse como criterios básicos el principio de publicidad y licitación pública, prefiriéndose aquellos que proyecten la más racional utilización del agua y su entorno.

Art. 91 Constituyen obligaciones de los beneficiarios de concesión o autorización de uso de aguas:

1) Obtener aprobación previa de las obras para captar, controlar, conducir, almacenar o distribuir las aguas.

2) Contar con instrumentos que le permitan conocer y medir la cantidad de aguas derivadas o consumidas.

3) Aprovechar las aguas con eficiencia y economía, empleando sistemas óptimos de captación y utilización.

4) Reintegrar los sobrantes de aguas a sus cauces de orígenes o darles el uso previsto en la concesión o autorización.

5) Evitar desbordamientos en las vías públicas y otros predios, de las aguas contenidas o de las provenientes de lluvia.

6) Realizar con carácter provisorio las obras de defensa en caso de crecientes extraordinarias u otros hechos semejantes de fuerza mayor.

7) Acondicionar los sistemas necesarios que permitan el paso de la fauna acuática, cuando construyan obras hidráulicas.

8) Facilitar a la autoridad competente sus labores de vigilancia e inspección y suministrarle la información que ésta requiera sobre el uso de las aguas.

9) Contribuir en los términos que se establezca en la concesión o autorización, a la conservación de las estructuras hidráulicas, cobertura vegetal adecuada, caminos de vigilancias y demás obras e instalaciones comunes.

10) Establecer a lo inmediato las medidas necesarias y construir las obras que impidan la contaminación física, química o biológica que signifiquen un peligro para el ecosistema y la salud humana.

Art. 92 Las autorizaciones para el aprovechamiento de las aguas subterráneas podrán ser revisadas, modificadas o canceladas, cuando circunstancias hidrogeológicas de sobre explotación o riesgo de estarlo así lo impusiesen. Asimismo, podrá establecerse períodos de veda para la utilización del agua del subsuelo.

Art. 93 La autoridad competente, atendiendo el uso que se le da al agua, disponibilidad de la misma y características especiales manto friático, podrá establecer patrones de volúmenes anuales de extracción máxima, cuyos controles y aplicación será competencia de los Gobiernos Regionales Autónomos y las Municipalidades.

Sección II
De las Aguas Continentales

Art. 94 Las aguas continentales superficiales, así como las subterráneas integradas en el ciclo hidrológico, constituyen un recurso unitario, subordinado al interés general, que forma parte del dominio público. Su propiedad, uso y limitaciones deben ser normados.

Art. 95 En ningún caso los particulares sin autorización expresa de autoridad competente, podrán modificar artificialmente la fase atmosférica del ciclo hidrológico.

Art. 96 El cumplimiento de las normas, recomendaciones y demás medidas que el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales dicte, serán de obligatorio cumplimiento para los propietarios, tenedores o administradores del uso del agua.

Art. 97 Las aguas térmicas, medicinales y con otras propiedades especiales serán aprovechadas por el Estado, a través de entidades propias o por medio de concesiones.

Sección III
De las Aguas Marítimas y Costeras

Art. 98 Son de dominio exclusivo del Estado, las aguas marítimas hasta doscientas millas náuticas, contadas a partir de la línea de bajamar a lo largo de la costa en el Océano Pacífico y Mar Caribe, así como los espacios marítimos incluyendo la Plataforma Continental, hasta donde ésta se extienda, y sobre las áreas adyacentes a esta última sobre la que existe o pueda existir jurisdicción nacional, de conformidad con la legislación nicaragüense y las normas del derecho internacional.

Art. 99 Es obligación del Estado la protección del ambiente marino constituido por las aguas del mar territorial y de la zona económica adyacente, el subsuelo marino, la plataforma continental, las playas y los recursos naturales que se encuentran en él y en el espacio aéreo correspondiente.

Art. 100 Cualquier actividad en el mar que tenga por finalidad aprovechar los recursos naturales, del suelo, subsuelo o de cualquier otro hábitat marino, requerirá de concesión, licencia o permiso según el caso, de acuerdo a lo que se establezca en las leyes específicas.

Art. 101 Se requerirá de un permiso especial del Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales para el aprovechamiento sostenible de manglares y otras vegetaciones en las ensenadas, caletas y franjas costeras.

El uso de los arrecifes coralinos y zonas adyacentes, se autorizará únicamente con fines de observación e investigación y de subsistencia de las comunidades étnicas.

Art. 102 Para llevar a cabo la extracción de materiales o realizar cualquier tipo de obra en las playas y plataforma insular continental, se requiere de un permiso especial del Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales.

Art. 103 El manejo de los residuos de los buques serán regulados según los requisitos establecidos en las leyes especiales, reglamentos y convenios internacionales.

Art. 104 A efectos de evitar contaminación por derrame de hidrocarburos, se prohibe el vertimiento en las aguas continentales, marítimas o costeras de:

1) Aguas de sentina, de lastre o de lavado de tanques.

2) Residuales producidos por la prospección o explotación de pozos petroleros.

3) Residuales industriales cuyo contenido en hidrocarburos y otras sustancias nocivas y peligrosas, ponga en peligro el medio acuático.

Capítulo IV
De los suelos

Sección I
Normas Comunes

Art. 105 Para el uso y manejo de los suelos y de los ecosistemas terrestres deberá tomarse en cuenta:

1) La compatibilidad con la vocación natural de los mismos, cuidando de mantener las características físicas/químicas y su capacidad productiva. Toda actividad humana deberá respetar el equilibrio de los ecosistemas.

2) Evitar prácticas que provoquen erosión, degradación o modificación de las características topográficas y geomorfológicas con efectos negativos.

Art. 106 En terrenos con pendientes iguales o superiores a 35%, los propietarios, tenedores o usuarios, deberán mantener la cobertura vegetal del suelo e introducir cultivos y tecnologías aptas para prevenir o corregir la degradación del mismo.

Art. 107 En aquellas áreas donde los suelos presenten niveles altos de degradación o amenaza de la misma, el Ministerio Agropecuario y Forestal en coordinación con el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales y con los Concejos Municipales y las Regiones Autónomas respectivas, podrán declarar áreas de conservación de suelos dentro de límites definidos, estableciendo normas de manejo que tiendan a detener su deterioro y aseguren su recuperación y protección.

Sección II
Normas para la Protección de los Suelos Forestales

Art. 108 Las tierras definidas como forestales o de vocación forestal deberán explotarse con base sostenible y no podrán ser sometidas a cambios de uso.

Art. 109 El manejo de las tierras forestales se regirá por la siguiente clasificación:

1) Área de producción forestal: En la que el uso debe ser dedicado al desarrollo sostenible de los recursos forestales.

2) Área de conservación forestal: Aquella que debe ser conservada permanentemente con cobertura forestal para protección y conservación de biodiversidad, suelos y aguas.

Art. 110 Para el uso y aprovechamiento de las áreas de producción forestal de productos maderables y no maderables, éstas deberán ser sometidas a manejo forestal con base sostenible, con la aplicación de métodos y tecnologías apropiadas que garanticen un rendimiento óptimo.

Se establece una zona de restricción de quince (15) kilómetros desde los límites fronterizos hacia el interior del país, donde se prohibe el aprovechamiento forestal para todas las especies. Esta zona estará bajo la vigilancia y el control del Ejército de Nicaragua quién deberá actuar en coordinación con el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, el Instituto Nacional Forestal y demás instituciones competentes.

Art. 111 Para el uso, administración y manejo de las tierras forestales, se deben tomar en cuenta los siguientes principios:

1) La sostenibilidad del ecosistema forestal.
2) La interdependencia que existe entre el bosque y los suelos.
3) La función que desempeñan los bosques en el ciclo hidrológico.
4) La protección de los suelos, fuentes y corrientes de agua, de tal manera que mantengan su calidad y los caudales básicos.

5) La importancia del bosque como hábitat de la fauna y flora silvestre, protector de la biodiversidad.
6) Los beneficios económicos, sociales y culturales consistentes con el desarrollo sostenible.

Capítulo V
De los Recursos Naturales No Renovables

Art. 112 Son recursos no renovables aquellos que no pueden ser objeto de reposición en su estado natural, como son los minerales, hidrocarburos y demás substancias del suelo y subsuelo, cuya explotación tiene por finalidad la extracción y utilización de los mismos.

Art. 113 Los recursos naturales no renovables, por ser del dominio del Estado, éste podrá ceder su exploración y explotación mediante régimen de concesiones en la forma y condiciones que se establezcan en las leyes específicas y sus reglamentos.

Art. 114 Para la exploración y aprovechamiento de los recursos naturales no renovables, además de respetar las medidas restrictivas de protección de los recursos minerales o del subsuelo en general, la autoridad competente deberá obligatoriamente:

1) Asegurar el aprovechamiento racional de las materias primas y la explotación racional de los yacimientos.
2) Exigir el tratamiento y disposición segura de materiales de desecho.
3) Promover el uso eficiente de energía.
4) Impedir la alteración, directa o indirecta, de los elementos de los ecosistemas, especialmente los depósitos de desmontes, relaces y escorias de las minas.
5) Asegurar la protección de las áreas protegidas y de los ecosistemas frágiles y la restauración de los ambientes que se vean degradados por las actividades de aprovechamiento de los recursos no renovables.

Art. 115 Se prohíbe a los concesionarios de exploraciones y explotaciones mineras e hidrocarburos, el vertimiento en suelos, ríos, lagos, lagunas y cualquier otro curso o fuente de agua, de desechos tóxicos o no tóxicos sin su debido tratamiento, que perjudique a la salud humana y al ambiente.

Art. 116 No serán sujetos de exploración y explotación los recursos naturales renovables y no renovables que se encuentren en áreas protegidas.

Se exceptúan de esta disposición los recursos geotérmicos, hídricos y eólicos por considerarlos de interés nacional para la generación de energía eléctrica, los que podrán ser aprovechados de manera sostenible mediante la aplicación de tecnologías modernas y limpias que aseguren los mínimos impactos negativos al ambiente en general, de conformidad a lo establecido en la legislación nacional y a los procedimientos que se establezcan en el Reglamento de esta Ley.

Las labores de exploración y explotación para los recursos renovables exceptuados en el párrafo anterior, requerirán de la existencia previa de un Plan de Manejo del Área Protegida aprobado por MARENA, de no existir éste, los concesionarios son responsables de la elaboración del Plan de Manejo del área correspondiente a su concesión de conformidad a lo establecido por el MARENA.

El concesionario a partir del primer año de explotación de los recursos señalados en el párrafo primero, deberán enterar una compensación mínima por su uso del 0.5% anual del ingreso bruto por energía producida, que deberán ser enterados a la Tesorería General de la República con destino específico al Fondo Nacional del Ambiente para labores de seguimiento, monitoreo y control de parte de la autoridad ambiental del país, sin perjuicio de las demás obligaciones tributarias establecidas en la legislación vigente.

El concesionario finalizada la exploración y explotación debe restaurar las afectaciones que se hubiesen causado al entorno natural, en caso contrario, el MARENA procederá a hacer efectiva la fianza ambiental otorgada para tal efecto, sin perjuicio de las responsabilidades civiles y penales correspondientes.

Art. 117 Los yacimientos minerales y demás recursos geológicos se clasifican para los efectos de esta Ley en los siguientes grupos:

1) Los minerales cuyo principal contenido comercial o industrial sean elementos metálicos.
2) Los minerales cuyo principal contenido comercial o industr' ' sean elementos no metálicos.
3) Las sustancias minerales y rocas de empleo directo en obras de infraestructura y construcción que no requieran más operaciones que las de arranque, fragmentación y clasificación.

Art. 118 La extracción de los minerales metálicos y no metálicos, la extracción de piedra y arena, la extracción e industrialización de sal y cal o la fabricación de cemento, se sujetarán a las normas técnicas que establezca la Ley específica y su reglamento, a efecto de evitar el impacto negativo que dichas actividades puedan producir en el ambiente y la salud humana.

Título IV
De la calidad ambiental

Capítulo I
Normas Comunes

Art. 119 Todos los habitantes tienen derecho a disfrutar de un ambiente sano, de los paisajes naturales y el deber de contribuir a su preservación. El Estado tiene el deber de garantizar la prevención de los factores ambientales adversos que afecten la salud y '- calidad de vida de la población, estableciendo las medidas o non correspondientes.

Art. 120 Para la promoción y preservación de la calidad ambiental de los asentamientos humanos será obligatorio asegurar una equilibrada relación con los elementos naturales que sirven de soporte y entorno, delimitando las áreas industriales, de servicios, residenciales, de transición urbano-rural, de espacios verdes y de contacto con la naturaleza, así como la prevención y adopción de criterios de buena calidad ambiental en las construcciones de edificios.

Art. 121 El Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales en coordinación con las instituciones del Estado, Gobiernos Autónomos y Alcaldías:

1) Orientará el monitoreo y el control de las fuentes fijas y móviles de contaminación, los contaminantes y la calidad de los ecosistemas.

2) Emitirá estándares y normas de calidad de los ecosistemas, los cuales servirán como pautas para la normación y la gestión ambiental.

3) Emitirá normas de tecnologías, procesos, tratamiento y estándares de emisión, vertidos, así como de desechos y ruidos.

4) Emitirá normas sobre la ubicación de actividades contaminantes o riesgosas y sobre las zonas de influencia de las mismas.

Art. 122 Serán objeto de normación y control por las autoridades competentes, todos los procesos, maquinaria y equipos, insumos, produc3tos y desechos, cuya importación, exportación uso o manejo pueda deteriorar el ambiente o los recursos naturales o afectar la salud humana.

Art. 123 Se prohíbe el vertimiento directo de sustancias o desechos contaminantes en suelos, ríos, lagos, lagunas y cualquier otro curso de agua.

El Ministerio de Salud en coordinación con el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, dictará las normas para la disposición, desecho o eliminación de las sustancias, materiales y productos o sus recipientes, que por su naturaleza tóxica puedan contaminar el suelo, el subsuelo, los acuíferos o las aguas superficiales.

Art. 124 Las personas naturales o jurídicas responsables de una actividad que por acciones propias o fortuitas han provocado una degradación ambiental, tomarán de inmediato las medidas necesarias para controlar su efecto y notificará a los Ministerios del Ambiente y de los Recursos Naturales y de Salud.

Art. 125 Es obligación de toda persona natural o jurídica proporcionar a la autoridad ambiental las informaciones solicitadas y facilitar las inspecciones, de acuerdo a procedimientos establecidos, en las propiedades, instalaciones o locales donde se originen las actividades contaminantes.

Art. 126 En caso de incumplimiento de las resoluciones emitidas en materia ambiental, la autoridad competente limitará o suspenderá en forma temporal o permanente dicha actividad.

Art. 127 En los planes de desarrollo urbano se tomarán en consideración por parte de la autoridad competente, las condiciones topográficas, geomorfológicas, climatológicas y meteorológicas a fin de disminuir el riesgo de contaminación que pudiera producirse.

Art. 128 No podrán introducirse en el territorio nacional, aquellos sistemas, procedimientos, materiales y productos contaminantes cuyo uso está prohibido en el país de origen.

Art. 129 La importación de equipos, procesos o sistemas y materiales que utilicen energía atómica, cobalto u otro material radiactivo, será reglamentada por la autoridad competente.

Art. 130 Las actividades industriales, comerciales o de servicio consideradas riesgosas por la gravedad de los efectos que puedan generar en los ecosistemas o para la salud humana, serán normadas y controladas por el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales y el Ministerio de Salud. La regulación incluirá normas sobre la ubicación, la construcción, el funcionamiento y los planes de rescate para disminuir el riesgo y el impacto de un posible accidente.

Capítulo II
De la Contaminación de la Atmósfera, Agua y Suelo

Art. 131 Las actividades que afecten a la salud por su olor, ruido o falta de higiene serán normados y regulados por el Ministerio de Salud.

Art. 132 El Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, en coordinación con el Ministerio de Transporte e Infraestructura y la Policía Nacional, reglamentará el control de emisiones de gases contaminantes provocados por vehículos automotores.

Art. 133 Se prohíbe fumar en lugares públicos cerrados, entre éstos: cines, teatros, medios de transporte, restaurantes, oficinas públicas y hospitales. Asimismo, la quema de tóxicos en las vías públicas, entre éstos, las llantas y otros tóxicos que dañen las vías respiratorias de las personas.

Art. 134 La fumigación aérea con agroquímicos, será regulada por la autoridad competente, estableciendo distancias y concentraciones de aplicación, considerando además la existencia de poblados, caseríos, centros turísticos y fuentes de agua.

Art. 135 El Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales como autoridad competente determinará, en consulta con los sectores involucrados, el destino de las aguas residuales, las características de los cuerpos receptores y el tratamiento previo, así como las concentraciones y cantidades permisibles.

Art. 136 Será prohibido ubicar en zonas de abastecimiento de agua potable, instalaciones cuyos residuales aun tratados provoquen contaminación de orden físico, químico, orgánico, térmico, radioactivo o de cualquier otra naturaleza o presenten riesgos potenciales de contaminación.

Art. 137 Las aguas servidas podrán ser utilizadas solamente después de haber sido sometidas a procesos de depuración y previa autorización del Ministerio de Salud.

Art. 138 Se prohíbe cualquier actividad que produzca en la tierra salinización, alterización, desertización o aridificación.

Capítulo III
Desechos Sólidos No Peligrosos

Art. 139 Las alcaldías operarán sistemas de recolección, tratamiento y disposición final de los desechos sólidos no peligrosos del municipio, observando las normas oficiales emitidas por el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales y el Ministerio de Salud, para la protección del ambiente y la salud.

Art. 140 El Estado fomentará y estimulará el reciclaje de desechos domésticos y comerciales para su industrialización, mediante los procedimientos técnicos y sanitarios que aprueben las autoridades competentes.

Capítulo IV
Residuos Peligrosos

Art. 141 Toda persona que maneje residuos peligrosos está obligada a tener conocimiento de las propiedades físicas, químicas y biológicas de estas sustancias.

Art. 142 Se prohíbe importar residuos tóxicos de acuerdo a la clasificación de la autoridad competente, así como la utilización del territorio nacional como tránsito de los mismos.

Art. 143 El Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, podrá autorizar la exportación de residuos tóxicos cuando no existiese procedimiento adecuado en Nicaragua para la desactivación o eliminación de los mismos, para ello se requerirá de previo el consentimiento expreso del país receptor para eliminarlos en su territorio.

Título V
De las competencias, acciones y sanciones en materia administrativa y judicial

Capítulo I
De las Competencias y Acciones

Art. 144 Toda infracción a la presente Ley y sus reglamentos, será sancionada administrativamente por la autoridad competente, de conformidad al procedimiento aquí establecido, sin perjuicio de lo dispuesto en el Código Penal y las leyes específicas, así como de otras acciones penales y civiles que puedan derivarse de las mismas.

Art. 145 En caso de delitos, la Procuraduría para la Defensa del Ambiente y de los Recursos Naturales, creada en el artículo 9 de esta Ley, será parte en los procesos ante los tribunales correspondientes, a fin de garantizar la aplicación de las leyes.

Art. 146 Las resoluciones administrativas para la aplicación de la presente ley y sus reglamentos, cuando afecten los intereses patrimoniales o personales, de las personas físicas o jurídicas, serán apelables de acuerdo al procedimiento administrativo.

Art. 147 Para los efectos del proceso administrativo, señalado en el artículo 144 de esta Ley, toda persona natural o jurídica podrá interponer denuncia ante la autoridad competente por infracciones a la presente ley, la cual deberá ser por escrito y contener al menos lo siguiente:

1) Generales de ley del o los denunciantes.
2) Nombre, razón social y ubicación de la persona natural o jurídica denunciada.
3) Relación de hechos.
4) Lugar para oír notificaciones.
5) Firmas.

Art. 148 Admitida la denuncia, la autoridad competente notificará al denunciado en el término de veinticuatro horas hábiles, para su conocimiento.

Una vez hecha la notificación y en un plazo de tres días hábiles, la autoridad competente mandará a oír al denunciado o a su representante legal, asimismo, podrá inspeccionar el lugar de los hechos levantando el acta correspondiente.

Si la autoridad competente lo considera o si una de las partes lo solicita, se abre a prueba por ocho días, con todo cargo.

Cumplido el término probatorio, la autoridad competente en los siguientes tres días dictará resolución motivada y debidamente fundamentada.

En los otros tipos de procedimiento civil y penal se regirán según dichas leyes.

A los jueces civiles o penales se les pondrá en conocimiento de la apertura del proceso administrativo por parte de la autoridad competente. Mientras no finalice el proceso iniciado, los judiciales no podrán adoptar ni aplicar medidas precautelares de secuestro o embargo preventivo sobre los bienes y demás instrumentos retenidos, so pena de cometer prevaricato.

La autoridad competente deberá iniciar de oficio el proceso administrativo una vez que, previa verificación, tenga conocimiento de la infracción por cualquier medio de comunicación o por inspección técnica que esta realice, sin perjuicio de la participación de la Procuraduría para la Defensa del Ambiente y de los Recursos Naturales de conformidad a lo establecido en el artículo 10 de esta Ley.

Art. 149 Contra las Resoluciones Administrativas que señala el artículo anterior, se establecen los Recursos de Reposición y Revisión, según el caso.

El Recurso de Reposición, se interpondrá por escrito en el término de tres días más el de la distancia, ante el funcionario de quien emana la Resolución, quien lo admitirá y resolverá sin más trámit en el término de ocho días.

El Recurso de Revisión, se interpondrá por escrito en el término de tres días, más el de la distancia, ante el funcionario de quien emanó la resolución, quien lo admitirá sin más trámite, dando noticia a las partes y remitiendo todo lo actuado en el término de veinticuatro horas ante el Superior respectivo, éste deberá resolver en un plazo de ocho días, agotándose la vía administrativa.

En los casos de los Recursos de Reposición y Revisión, cuando las autoridades competentes no resuelvan en los términos previstos, la falta de resolución se entenderá como un caso de silencio que produce efectos positivos.

Art. 150 La autoridad competente subastará públicamente los bienes, productos y subproductos que resulten decomisados después de un proceso administrativo firme.

El procedimiento de la subasta será establecido por Resolución Ministerial del Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, y los fondos obtenidos como producto de las subastas, serán enterados con destino específico al Fondo Nacional del Ambient

Art. 151 El ejercicio de la acción ambiental se regirá por las leyes de procedimiento respectivas, y los actores serán tenidos como parte legítima con todos los derechos y garantías procesales que les corresponden.

Capítulo II
De la Responsabilidad Civil

Art. 152 Toda persona que por acción u omisión deteriore el ambiente, está obligada a reparar los daños y perjuicios que ocasionen a los recursos ambientales, al equilibrio del ecosistema, a la salud y calidad de vida de la población.

Art. 153 El funcionario que por acción u omisión autorice la realización de acciones, actividades o instalaciones, que causen daños y perjuicios a los recursos ambientales, al equilibrio del ecosistema, a la salud y calidad de vida de la población será solidariamente responsable con quien las haya ejecutado.

Art. 154 Cuando en la comisión del hecho participen dos o más

personas, éstas serán responsables solidariamente de la totalidad de los daños y perjuicios económicos causados. En el caso de personas jurídicas, la responsabilidad prevista en este artículo se establecerá previa investigación para determinar las personas que participaron en estos daños.

En el caso de personas jurídicas creadas ad hoc y que causen estos daños, la autoridad competente investigará los niveles de responsabilidad de terceros en esta simulación de contrato.

Art. 155 La eximente de responsabilidad por daños y perjuicios causados, sólo tendrá lugar cuando se establezca que éstos se produjeron no obstante haberse adoptado todas las medidas destinadas a evitarlo.

Art. 156 La reparación del daño consiste en el restablecimiento de la situación anterior al hecho, en los casos que sea posible, en la compensación económica del daño y los perjuicios ocasionados al ambiente, a las comunidades o a los particulares.

Art. 157 Para asegurar los resultados del proceso, la parte actora podrá solicitar, en cualquier estado de la causa las medidas cautelares que se consideren procedentes. El Juez podrá de oficio disponer todas las medidas legales que estime necesarias para dentro del proceso garantizar la tutela efectiva del interés general en la producción del ambiente.

Art. 158 En caso de urgencia, se puede solicitar en cualquier estado de la causa, y el Juez deberá disponerlas, las medidas que sean estrictamente necesarias para detener o evitar un daño irreversible al medio ambiente que se esté produciendo o sea inminente a la calidad de vida de la población y a la salud humana.

Capítulo III
De las Sanciones Aplicables

Art. 159 Se establecen como sanciones administrativas las siguientes: retención o intervención, clausura, cancelación, suspensión y multas.

Art. 160 Las infracciones a la presente Ley y sus Reglamentos, serán sancionadas administrativamente en forma gradual con las sanciones siguientes:

1) Advertencia por notificación de autoridad competente, valorada bajo un criterio de evaluación de la magnitud del impacto ambiental, estableciendo las medidas y el tiempo para la corrección de los factores que deterioren el ambiente.

2) Multa cuya cuantía será establecida teniendo en cuenta la gravedad de las consecuencias y la reincidencia, en un rango de un mil córdobas a cien millones de córdobas, dependiendo de la capacidad económica y el daño causado.

3) Suspensión parcial, temporal o cancelación de los permisos, autorizaciones, licencias, concesiones y cualquier otro derecho para la realización de la actividad.

4) Clausura o cierre definitivo de instalaciones.

5) De acuerdo a la gravedad de la infracción se podrán imponer conjuntamente las sanciones establecidas en los numerales 2 y 3.

La aplicación gradual de las sanciones es sin perjuicio de las responsabilidades civiles para resarcir al Estado por los daños y perjuicios ocasionados, así como de las penales cuando sean pertinentes. En el caso de delitos contra el medio ambiente y los recursos naturales se estará sujeto a lo dispuesto en la ley de la materia.

De manera accesoria el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, está facultado para imponer a todo infractor de la presente Ley y sus Reglamentos, medidas de restauración del ambiente y los recursos naturales para mitigar, remediar o compensar los daños ocasionados mediante la elaboración por parte del infractor de un Programa de Gestión Ambiental cuyo contenido y alcance será definido y aprobado oficialmente por MARENA.

De igual forma podrá ordenar o ejecutar a costas del infractor, la destrucción de obras e infraestructuras horizontales y verticales y la restauración del ecosistema afectado a partir de una evaluación de daños ocasionados por el levantamiento de dichas obras e infraestructuras.

Lo recaudado como producto de todas las multas y decomisos por juicios civiles, penales o administrativos de carácter ambiental, será enterado a la Tesorería General de la República quien deberá destinarlo al Fondo Nacional del Ambiente creado por la presente Ley, que será administrado conforme lo establece su Reglamento, Decreto Nº. 91-2001, del 24 de septiembre de 2001.

Art. 161 Cuando la gravedad de la infracción lo amerite, la autoridad competente suspenderá, revocará o cancelará la concesión, permiso, licencia y en general de toda autorización otorgada para la realización de actividades comerciales, industriales o de servicios o para el aprovechamiento de recursos naturales que haya dado lugar a la infracción.

Art. 162 Toda multa o sanción deberá hacerse efectiva en los plazos que se establezcan para cada caso. De los ingresos provenientes de las multas, el veinticinco por ciento ingresará a la Alcaldía del municipio donde ocurrió el daño y el setenta y cinco por ciento restante al Fondo Nacional del Ambiente, con destino a programas para la conservación del ambiente y la calidad de vida de los habitantes del país.

Título VI
Disposiciones transitorias y finales

Capítulo Único

Art. 163 Por su importancia estratégica y para efectos de la conservación de la biodiversidad en Nicaragua, se incorporan al Sistema Nacional de Áreas Protegidas, el Refugio de Vida Silvestre La Flor, en el Municipio de San Juan del Sur, la Reserva Natural de Miraflores en el Municipio de Estelí, la Reserva de Recursos Genéticos Apacunca en el Municipio de Somotillo.

Art. 164 Donde se lea Ministerio de Finanzas; Ministerio de Economía y Desarrollo; Ministerio de Agricultura y Ganadería y Ministerio de Construcción y Transporte, se deberá entender como: Ministerio de Hacienda y Crédito Público, Ministerio de Fomento, Industria y Comercio, Ministerio Agropecuario y Forestal y Ministerio de Transporte e Infraestructura.

Art. 165 El Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, en un plazo de un año, actualizará y precisará los límites y categorías del Sistema Nacional de Áreas Protegidas y, propondrá los ajustes correspondientes en concordancia con la presente Ley.

El Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales establecerá los límites y categorías de manejo de cada una de estas reservas.

Art. 166 El Poder Ejecutivo a propuesta de MARENA y con la participación de la Procuraduría General de la República y la Superintendencia de Bancos y de Otras Instituciones Financieras deberá elaborar y publicar en un plazo no mayor de doce meses, a partir de la vigencia de esta Ley, el Reglamento que defina los procedimientos y alcances para la aplicación de la Fianza Ambiental establecida en el artículo 33.

Art. 167 El MARENA revisará en un plazo de doce meses a partir de la entrada en vigencia de esta Ley, la situación legal de las concesiones de camaronicultura otorgadas en Áreas Protegidas, con el objetivo de conocer y definir mediante planes específicos el manejo sostenible de las mismas y la remediación de los daños causados.

Art. 168 Todas las normas y leyes vigentes sobre la materia que no se opongan a la presente Ley serán de aplicación supletoria.

Art. 169 La presente Ley entrará en vigencia desde la fecha de su publicación en cualquier medio de comunicación, sin perjuicio de su posterior publicación en La Gaceta, Diario Oficial.

Dada en la ciudad de Managua, en la Sala de Sesiones de la Asamblea Nacional, a los veintisiete días del mes de marzo de mil novecientos noventa y seis. Cairo Manuel López, Presidente de la Asamblea Nacional. Jaime Bonilla, Secretario de la Asamblea Nacional.

Por Tanto: Téngase como Ley de la República. Publíquese y Ejecútese. Managua, dos de mayo de mil novecientos noventa y seis. Violeta Barrios de Chamorro, Presidente de la República de Nicaragua."

Este texto contiene las modificaciones aprobadas por la Asamblea Nacional el veinticuatro de enero del dos mil siete por la Ley No. 612, Ley de reforma y adiciones a la Ley Nº. 290, Ley de organización, competencia y procedimientos del Poder Ejecutivo, publicada en La Gaceta, Diario Oficial Nº. 20 del veintinueve de enero del dos mil siete, que redistribuyó las funciones del Ministerio de Fomento, Industria y Comercio señaladas originalmente en el artículo 60 de la Ley Nº. 217; y las aprobadas el trece de febrero de dos mil ocho en lo referente a las reformas y adiciones a los artículos 4, 5, 7, 9, 11, 17, 18, 21, 22, 24, 25, 26, 27, 31, 32, 33, 44, 45, 48, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 71, 72, 100, 106, 135, 138, 139, 149, 152, 153, dos nuevos artículos en las Disposiciones Transitorias y una nueva numeración de artículos conforme la Ley Nº. 647, Ley de reformas y adiciones a la Ley Nº. 217, Ley General del Medio Ambiente y los Recursos Naturales, publicada en La Gaceta, Diario Oficial Nº. 62 del tres de abril de dos mil ocho, que también ordenó la publicación del texto íntegro de la Ley Nº 217, Ley General del Medio Ambiente y los Recursos Naturales con sus reformas incorporadas.

Dada en la ciudad de Managua, en la Sala de Sesiones de la Asamblea Nacional de la República de Nicaragua, a los diecisiete días del mes de enero del año dos mil catorce. **Ing. René Núñez Téllez**, Presidente de la Asamblea Nacional. **Lic. Alba Palacios Benavidez**, Secretaria de la Asamblea Nacional.

MINISTERIO DE GOBERNACIÓN

NACIONALIZADOS

Reg. 1133 – M. 38307 – Valor C$ 290.00

CERTIFICACION DE NACIONALIZACION

La suscrita Directora General de Migración y Extranjería del Ministerio de Gobernación de la República de Nicaragua, **Cmdte. Bgda. María Antonieta Novoa Salinas**. CERTIFICA: Que en los Folios: No. 373-374 del Libro de Nacionalizados Nicaragüenses No. 4, correspondiente al Año: 1998, que para tal efecto lleva la Dirección General de Migración y Extranjería, se encuentra inscrita la Resolución No. 1638, donde se acuerda otorgar la Nacionalidad Nicaragüense en calidad de Nacionalizada, a la señora **Guillermina Aparicio Aparicio**, originaria de la República de costa rica y que en sus partes conducentes establece: y La Dirección General de Migración y Extranjería del Ministerio de Gobernación de la República de Nicaragua, de conformidad a lo establecido en la Constitución Política de la República y la Ley 149, denominada "Ley de Nacionalidad" publicada en La Gaceta, Diario Oficial No. 124, del día treinta de Junio de mil novecientos noventa y dos, y en uso de sus facultades: C O N S I D E R A N D O: **PRIMERO:** Que la señora **Guillermina Aparicio Aparicio**, quien es mayor de edad, casada, ama de casa, del domicilio y residencia en la ciudad de Managua, República de Nicaragua, nacida el día veintiocho de noviembre de mil novecientos cuarenta y uno en la República de Costa Rica, y quien ha presentado ante las autoridades de la Dirección General de Migración y Extranjería, la correspondiente solicitud de Nacionalidad Nicaragüense.- **SEGUNDO:** Que la señora **Guillermina Aparicio Aparicio**, ha cumplido con todos los requisitos y formalidades establecidas en la Ley para adquirir la Nacionalidad Nicaragüense, tomando en cuenta su permanencia ininterrumpida en el territorio nacional y haber demostrado el vínculo que le une con los nacionales.- **TERCERO:** Que en forma expresa ha manifestado su voluntad de optar a la nacionalidad nicaragüense, conservando su nacionalidad costarricense de origen, tal y como lo establece la Ley de Nacionalidad vigente.- A C U E R D A: **Primero:** Conceder la Nacionalidad Nicaragüense en calidad de Nacionalizada a la señora **Guillermina Aparicio Aparicio**, de origen costarricense.- **Segundo:** De acuerdo a lo anteriormente establecido la señora **Guillermina Aparicio Aparicio**, gozará de todos los Derechos y Prerrogativas que la Ley concede y estará sometida a las obligaciones correspondientes a los nacionales nicaragüenses, de conformidad a lo que establece el Arto. 11 de la Ley de nacionalidad.- **Tercero:** Regístrese en el Libro de Nacionalizados que para tal efecto lleva la Dirección General de Migración y Extranjería, y líbrese la Certificación correspondiente.- **Cuarto:** El presente acuerdo surtirá efecto a partir de su publicación en la Gaceta, Diario Oficial.- Notifíquese: Managua, treinta y uno de marzo de mil novecientos noventa y ocho.- (f) Carlos J. García Solórzano Director General de Migracion y Extranjería, Ministerio de Gobernación.- Dr. José Antonio Alvarado, Ministro de Gobernación de la República de Nicaragua, visto el acuerdo que antecede y habiéndose cumplido con todos los requisitos legales establecidos, Refrenda la presente Resolución.- (f) Dr. José Antonio Alvarado, Ministro de Gobernación.- Libro la presente Certificación, en la ciudad de Managua, a los nueve días del mes de Enero del año dos mil catorce. **Cmdte. Bgda. Maria Antonieta Novoa Salinas**, Directora General de Migracion y Extranjeria Ministerio de Gobernación.

Reg. 0556 – M. 44151 – Valor C$ 290.00

C E R T I F I C A C I O N

Gobierno de Nicaragua
Ministerio del Ambiente y
los Recursos Naturales
MARENA

RESOLUCIÓN MINISTERIAL No. 020 – 2006

El Ministro del Ambiente y los Recursos Naturales:

CONSIDERANDO

I

Que Nicaragua como Estado Parte de la Convención sobre el Comercio Internacional de Especies Amenazadas de Fauna y Flora Silvestres (CITES), regula el comercio internacional de especies de vida silvestre, con el objetivo de que dicho comercio no sea perjudicial para su sobrevivencia.

II

Que el MARENA tiene por función formular, proponer y dirigir la normación y regulación del uso sostenible de los recursos naturales, el monitoreo, control de calidad y uso adecuado de los mismos.

III

Que para todos los efectos, independientemente que el fin del comercio sea de carácter internacional o nacional, es necesario fortalecer los mecanismos e instrumentos de control para el otorgamiento de licencia de manejo de fauna silvestre en cautiverio.

Por tanto, en uso de las facultades.

RESUELVE

Establecer la Guía para la elaboración de documento de Proyecto para el Manejo de Fauna Silvestre en Cautiverio

Arto.1 La presente Resolución tiene por objeto establecer la Guía para la elaboración de documento de Proyecto para el manejo de fauna silvestre en cautiverio como requisito fundamental para la obtención de la licencia de manejo de fauna silvestre categoría a) crianza en cautiverio.

Arto.2 Para la autorización de proyectos de cría en cautiverio con fines comerciales, ya sean personas naturales o jurídicas deberán presentar un documento de proyecto para las especies que se tiene planificado manejar, cumpliendo con los requisitos técnicos, administrativos y legales establecidos por el MARENA.

Arto.3 La presente guía para la elaboración de documentos de proyectos se deberá utilizar tanto para proyectos de cría en cautiverio de fauna silvestre para comercio interno como para comercio internacional.

Arto.4 El documento de proyecto debe contener la siguiente información:

1. Información de carácter administrativo.

1.1 Portada con Datos del Titular del Zoocriadero.
1.2 Introducción
1.3 Objetivos
1.4 Régimen de propiedad y distribución de superficies.
1.5 Régimen Jurídico de la sociedad (se exceptúa de este inciso a las personas naturales).

2. Características Naturales y Socioeconómicas

2.1. Climatología (características de la zona de vida del área del proyecto)
2.2. Orografía e hidrografía (patrón de drenaje)
2.3. Usos del suelo (tipo, características, permeabilidad, pendiente, etc.)

3. Especie que será objeto de cría en zoocriadero

3.1. Datos biológicos de la especie (taxonómicos, distribución, hábitat, hábitos alimenticios, ciclo de reproducción)
3.2. Numero de especimenes que compondrán la población de padrotes necesarios para el establecimiento de zoocriaderos y justificación de sus cantidades.

3.3. Proyección de producción de crías a corto, mediano y largo plazo teniendo en cuenta los objetivos del zoocriadero. (Especificar en un cuadro)

3.4 Porcentaje de mortalidad, pie de cría (opcional), retorno a la naturaleza y comercio. (Especificar en un cuadro)

4. Información Técnica para el Establecimiento del Zoocriadero

4.1 Planos y diseños de las instalaciones y equipos para el mantenimiento de los padrotes y crías.

4.2 Cronograma de actividades para las construcciones necesarias

4.3 Sistema de seguridad para evitar la fuga de los individuos que manejara el zoocriadero.

4.4 Sistema para el manejo de desechos líquidos y sólidos. (establecer un plan que permita la disposición permanente y final de los desechos sólidos y líquidos, orgánicos e inorgánicos).

5. Bioseguridad

5.1 Establecer un plan de higiene y seguridad de acuerdo a las especies (protección de contaminación por tóxicos, parásitos, heridas, disposición final de los cadáveres para las especies en reproducción).

5.2 Medidas de control ambiental o prevención para evitar la reproducción de vectores.

6.3 Medidas de prevención y protección de heridas y enfermedades para el personal que manipula las especies en reproducción.

6. Alimentación

6.1 Describir el sistema de reproducción de la alimentación

6.1.1 Dieta vegetal
6.1.2 Roedores
6.1.3 Insectos
6.1.4 Otros (incorporar en la dieta vitaminas y minerales complementarios)

7. Aspectos Financieros

7.1 Programación de gastos de inversión
7.2 Costo del proyecto
7.3 Programa de venta

7.4 Proyección de factibilidad económica de reproducción de la especie

8. Anexos

8.1 Planos del establecimiento

Arto.5 Cuando se trate de solicitud de extensión de proyectos de reproducción de una nueva especie, se deberá presentar un nuevo documento de proyecto con toda la información contemplada en esta guía.

Arto.6 Cuando se trate de una solicitud de extensión del proyecto de reproducción de una especie bajo manejo, se deberá presentar la información solicitada a partir del artículo No.4, numeral 3 de la presente guía de proyecto.

Arto.7 En referencia al porcentaje de nacimientos destinados al pie de cría, las empresas tendrán la libertad de decidir si lo dejan de acuerdo a sus planes de expansión de proyectos de reproducción y proyecciones, debiendo siempre de reportarlos en sus informes mensuales al MARENA. El porcentaje destinado para el comercio, dependerá de la cantidad que la empresa destine para su reserva de pie de cría en caso de que desee ampliar sus proyectos de reproducción.

Arto.8 De acuerdo a lo establecido en el arto. No. 7, no se autorizará a partir de la fecha la extracción del medio natural de padrotes para extensión de proyectos. Solamente se autorizará la extracción de padrotes de la naturaleza, cuando se trate del establecimiento de una nueva empresa de zoocría o causa justificada en el caso de reposición de padrotes (ya sea por muerte o robo de especimenes) debidamente certificada por las autoridades competentes.

Arto.9 Para la presente disposición administrativa, se aplicaran las infracciones y sanciones de conformidad a la Ley 217, Ley General del Medio Ambiente y los Recursos Naturales, el decreto ejecutivo 9-96, Reglamento de la Ley General del Medio Ambiente y los Recursos Naturales, en los que fueren aplicables.

Arto.10 La presente Resolución entrará en vigencia a partir de su publicación en cualquier medio de comunicación social escrito, de circulación nacional, sin perjuicio de su posterior publicación en la Gaceta Diario Oficial.

Dado en la Ciudad de Managua, Nicaragua, a los 19 días del mes de Abril del año dos mil seis.

CRISTÓBAL (Tito) SEQUEIRA G.
Ministro

MINISTERIO DEL AMBIENTE Y RECURSOS NATURALES
Despacho del Ministro
MARENA

Km. 12 ½ Carretera Norte
Frente a Corporación de Zonas Francas
Apartado 5123, Managua, Nicaragua
Tel: (505) 263-1273 – 263-1667 Fax (505) 263-1274
E.mail: sitosequeira@marena.gob.ni

REPUBLICA DE NICARAGUA AMERICA CENTRAL

LA GACETA

DIARIO OFICIAL

Teléfono: 2283791

Tiraje: 900 Ejemplares
44 Páginas

Valor C$ 35.00
Córdobas

AÑO CIV | Managua, Miércoles 2 de Octubre de 2002 | No. 186

SUMARIO

Pág.

MINISTERIO DE FOMENTO INDUSTRIA Y COMERCIO

Normas Técnicas Obligatorias Nicaraguenses.....6321

Marcas de Fábrica, Comercio y Servicio.....6361

UNIVERSIDADES

Títulos Profesionales.....6362

SECCION JUDICIAL

Declaratoria de Herederos.....6363

Citación.....6363

Citación de Procesados.....6364

Fe de Erratas.....6364

MINISTERIO DE FOMENTO, INDUSTRIA Y COMERCIO

NORMAS TÉCNICAS OBLIGATORIAS NICARAGÜENSES

Reg. No. 8249 – M. 0407855 – Valor C$ 5,950.00

MINISTERIO DE FOMENTO INDUSTRIA Y COMERCIO
Dirección de Tecnología, Normalización y Metrología

CERTIFICACIÓN: La suscrita Secretaria Ejecutiva de la Comisión Nacional de Normalización Técnica y Calidad, CERTIFICA: Que en el Libro de Actas que lleva dicha Comisión, en las páginas 035, 036, 037, 038, 039, 040 y 041 se encuentra el Acta No. 002-02 la que en sus partes conducentes, íntegra y literalmente dice: "En la ciudad de Managua, a las nueve de la mañana del día siete de Junio de dos mil dos, reunidos en el Auditorio principal del Ministerio de Fomento Industria y Comercio, MIFIC, los miembros de la Comisión Nacional de Normalización Técnica y Calidad, que acudieron mediante notificación enviada con fecha 28 de Mayo, de 2002, la cual consta en archivo y que contiene además la Agenda de la presente reunión, hora, lugar y fecha conforme lo establece la Ley, están presente los siguientes miembros: Ing. Yira Pou, del Ministerio Agropecuario Forestal; Ing. Clemente Balmaceda, del Ministerio de Transporte e Infraestructura; Dr. Alcides González, del Ministerio de Salud; Lic. Javier Hernández Munguía, del Ministerio del Ambiente y los Recursos Naturales; Ing. Evenor Masís A., del Instituto Nicaragüense de Acueductos y Alcantarillados; Ing. Guillermo Thomas, de la Cámara de Industria de Nicaragua; Lic. Javier Delgadillo, del Instituto Nicaragüense de Telecomunicaciones y Correos; Arq. Laila María Molina de la Cámara de Comercio de Nicaragua; Ing. Luis Gutiérrez del Instituto Nicaragüense de Energía; Ing. Blanca Callejas de la Unión de Productores Agropecuarios de Nicaragua; Ing. Marlon Bendaña del Ministerio del Trabajo; Dr. Carlos González de la Universidad Nacional Autónoma de Nicaragua–León; Lic. Jamileth Loyman de Martínez, Secretaria Ejecutiva de la Comisión Nacional de Normalización Técnica y Calidad.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION

Como invitados:
Dr. Julio César Bendaña, Director General de Competencia y Transparencia en los Mercados del Ministerio de Fomento, Industria y Comercio,
Lic. Gustavo Rosales Centeno, del Ministerio de Salud
Dr. Julio Otero del Ministerio de Salud
Lic. Hedí M. Cruz P., del Ministerio del Trabajo
Lic. Arcadio Choza, del Ministerio del Ambiente y los Recursos Naturales
Lic. Nora Yescas, del Ministerio del Ambiente de los Recursos Naturales
Lic. Lesbia Aguilar, del Ministerio del Ambiente de los Recursos Naturales
Lic. Edgard Herrera, del Ministerio del Ambiente de los Recursos Naturales
Lic. Germán Cruz Almanza, del Ministerio del Ambiente de los Recursos Naturales
Lic. Socorro Sotelo, del Ministerio del Ambiente de los Recursos Naturales
Lic. Luis Dinarte, del Ministerio Agropecuario y Forestal
Ing. Víctor Fonseca, del Ministerio Agropecuario y Forestal
Ing. Noemí Solano Lacayo, del Ministerio de Fomento, Industria y Comercio;

Habiendo sido constatado el Quórum de Ley siendo este el día hora y lugar señalados se procede a dar por iniciada la sesión del día de hoy, presidiendo esta sesión la Ing. Yira Pou del Ministerio Agropecuario y Forestal en calidad de Vicepresidente de la Comisión, quién la declara abierta. A continuación se aprueban los puntos de agenda que son los siguientes:...(partes inconducentes) 14-02. Las Normas NTON 05 016 – 02 **Norma Técnica Obligatoria Nicaragüense de Caza Deportiva**, NTON 017 07 – 02 **Norma Técnica Obligatoria Nicaragüense para Cría en Granjas de Fauna Silvestre,** NTON 05 018 – 02 **Norma Técnica Obligatoria Nicaragüense para Centros de Acopio de Fauna Silvestre**, NTON 05 019 02 **Norma Técnica Obligatoria Nicaragüense de Coto de Caza de Fauna Silvestre** y la NTON 05 020 – 02 **Norma Técnica Obligatoria Nicaragüense de Crianza en Cautiverio**; presentadas una por una por el MARENA fueron aprobadas con la salvedad de que serán revisadas por el MITRAB, MTI, MINSA y MAG-FOR, para ajustar parámetros establecidos en las legislaciones ...(partes inconducentes) No habiendo otro asunto que tratar, se levanta la sesión a la una de la tarde del día siete de Junio del año dos mil dos. Ing. Yira Pou, Ministerio Agropecuario y Forestal, Vicepresidente, Lic. Jamileth Loyman de Martínez Secretaria Ejecutiva de la Comisión de Normalización Técnica y Calidad.

Es conforme con su original, con el cual fue debidamente cotejado por la suscrita Secretaria Ejecutiva y a solicitud del Ministerio del Ambiente y los Recursos Naturales para su debida publicación en La Gaceta, Diario Oficial, extiendo esta CERTIFICACIÓN la que firmo y sello en la ciudad de Managua a los ocho días del mes de Agosto del año dos mil dos. Lic. Jamileth Loyman de Martínez, Secretaria Ejecutiva Comisión Nacional de Normalización Técnica y Calidad.

"NORMA TÉCNICA OBLIGATORIA NICARAGÜENSE DE CAZA DEPORTIVA"

NTON 05 016 – 02

1. OBJETO.

Esta norma tiene por objeto establecer las especificaciones técnicas, y/o requerimientos que regirán la actividad de Caza Deportiva.

2. CAMPO Y AUTORIDAD DE APLICACIÓN.

La presente norma es aplicable a todas aquellas personas naturales dedicadas a ejercer la Caza Deportiva en el territorio nacional sin perjuicio de su finalidad.

La autoridad de aplicación de la presente norma, es el Ministerio del Ambiente y los Recursos Naturales, a través de las Delegaciones Territoriales y la Dirección Sustantiva de nivel central con funciones en materia de Fauna Silvestre.

3. DEFINICIONES.

3.1 Caza deportiva: Es el arte de perseguir, capturar o dar muerte a especímenes de la fauna silvestre con fines recreativos, utilizando aquellos medios y métodos considerados lícitos en los preceptos de dicho arte, y cuya finalidad no implica para el cazador la obtención de beneficio pecuniario por el producto logrado.

3.2 Caza deportiva menor: Arte que se practica sobre especies menores de la fauna silvestre y que cuando se utilizan armas de fuego éstas son de ánima rayada hasta el calibre 22 L.R y de ánima lisa de todos los calibres. Se permite además en la citada categoría el empleo de perros de levante.

3.3 Caza deportiva mayor: Arte que se practica sobre especies mayores de la fauna silvestre y que cuando se utilizan arm de fuego éstas son armas largas de cañón estriado de calibres hasta 7,62 y de armas de ánima lisa de los calibres 20, 16, y 12 cargadas con proyectiles sólidos tipo "brenecke" o con municiones de las denominadas "tigreras".

3.4 Calendario cinegético: Es el calendario anual que define los períodos hábiles para cazar todas aquellas especies de fauna silvestre para las cuales existe permiso de realizar tal actividad así como el sexo, tallas o peso de los individuos susceptibles de ser cazados y puede incluir o no la cantidad de piezas que cada cazador está autorizado a cobrar por día de caza.

3.5 Coto de caza. Es aquella área pública o privada, cuya extensión y características medioambientales permiten la existencia natural o inducida de especies de la fauna silvestre nacional y que ha sido delimitada físicamente para efectos de llevar a cabo dentro de sus linderos, la actividad de cacería.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑO FUNDACIÓN

3.6 Especie: Categoría taxonómica que agrupa al conjunto de seres que presentan aquellas características genéticas que les permiten reproducirse entre sí.

3.7 Espécimen: Todo animal, planta, parte, producto o derivado vivo o muerto.

3.8 Especies menores: Todas aquellas especies de la fauna silvestre nacional susceptibles de cacería, cuyos individuos adultos poseen dimensiones iguales o menores a las siguientes: longitud de la cabeza y cuerpo (base de la cola) sin incluir la cola de 75 cm y una altura al hombro de 35 cm.

3.9 Especies mayores: Todas aquellas especies de la fauna silvestre nacional cuyos individuos adultos poseen dimensiones mayores a las siguientes: longitud de la cabeza y cuerpo (base de la cola) 75 cm sin incluir la cola y una altura al hombro de 35 cm.

3.10 Fauna Silvestre: Especies de animales que subsisten sujetas a los procesos de selección natural, cuyas poblaciones se desarrollan en la naturaleza.

3.11 Veda: Prohibición temporal o definitiva de la caza u otro tipo de aprovechamiento de una o varias especies de animales, o sus derivados, dentro de una región o en todo el territorio nacional.

3.11.1 Veda indefinida: Prohibición total de caza, captura, uso y transporte de especímenes, partes, productos o derivados de especies silvestres durante un período de tiempo indeterminado.

3.11.2 Veda temporal: Prohibición total de caza, captura, uso y transporte de especímenes, partes, productos o derivados de especies silvestres durante un período de tiempo determinado por las condiciones y características de su ciclo reproductivo.

4. TERMINOLOGÍA.

4.1 Arma de guerra: Arma semiautomática o automática, cuyos proyectiles utilizan pólvora de alto poder, y cuyo diseño y especificaciones son especialmente creadas para hacer fuego sobre seres humanos.

4.2 Bala: Proyectil de diversas formas y tamaños, para cargar las armas de fuego.

4.3 Bala rasa o cartucho 0-00: Un solo proyectil generalmente de plomo, que se coloca en un cartucho de escopeta.

4.4 Bala holt-point: Bala cuyo proyectil posee un espacio hueco en su punta, que posibilita la deformación del mismo al contacto con el aire, luego de ser disparado.

4.5 Escopeta: Arma de fuego portátil, de ánima lisa con uno o dos cañones montados en una caja de madera y cuyos proyectiles son del tipo "cartucho" pudiendo contener diversos tipos de perdigones en su interior.

4.6 Fusil: Arma de fuego portátil que consiste en un cañón de hierro o acero montado en una culata de madera y dotado de un mecanismo con que se dispara.

4.7 Fusil automático: Especie de fusil que, hecho el primer disparo, descarga mecánicamente y con rapidez una serie de proyectiles.

4.8 Fusil semiautomático: Especie de fusil que descarga mecánicamente un proyectil.

4.9 Munición de cacería: Carga de las armas de fuego cuya especificación y diseño es especialmente para la caza de especies animales.

4.10 Munición cobrizada: Proyectil o perdigón recubierto de una capa de cobre.

4.11 Perdigón: Grano de plomo que forma la munición de un cartucho de escopeta.

4.12 Recarga manual: Acción de introducir un proyectil manualmente o mediante un mecanismo manual (cerrojo), en la recámara de un arma de fuego.

5. DE LA CAZA DEPORTIVA EN TODO EL TERRITORIO NACIONAL.

5.1. La caza podrá ser realizada en áreas públicas, cotos de caza, fincas privadas o Áreas Protegidas, cuyo plan de manejo, objetivos y directrices de administración del área lo permita, de conformidad con el Reglamento de Áreas Protegidas (Decreto 14-99).

6. DE LAS PROHIBICIONES DE CAZA DEPORTIVA Y LA SEGURIDAD HUMANA.

6.1. No se debe cazar:

6.1.1 En Áreas Protegidas cuya categoría de manejo excluya esta actividad. Se harán excepciones cuando el manejo de una especie silvestre implique necesariamente la implementación de un programa de cacería para efectos de control y regulación de dichas poblaciones.

6.1.2 Utilizando técnicas y medios que impliquen el agrupamiento de los individuos objeto de caza en manadas o bandadas.

6.1.3 Utilizando técnicas y medios que impliquen la muerte, destrucción o daño de cualquier otro organismo vivo a excepción del individuo seleccionado como presa.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

6.1.4 Utilizando sustancias explosivas o venenosas ni incendiando los bosques, malezas, matorrales o refugios.

6.1.5 A distancias menores de dos kilómetros de zonas urbanas, suburbanas, poblados, caseríos u otros lugares donde se ponga en peligro la vida humana.

6.1.6 A menos de dos kilómetros de vías de transporte terrestre principales, aeropuertos, pistas de aterrizaje y aeródromos.

6.1.7 Desde vehículos terrestres a motor y vehículos acuáticos a motor o vela a cualquier hora del día o la noche.

6.1.8 No se debe realizar cacería nocturna desde vehículos con reflectores encendidos ni con equipos individuales de visión nocturna.

6.1.9 En zonas urbanas, suburbanas, poblados, caseríos, y en las vías públicas y demás sitios concurridos, los cazadores deben transportar sus armas de fuego debidamente enfundadas.

7. DE LAS ARMAS, CALIBRES Y MUNICIONES APTAS PARA LA CAZA DEPORTIVA.

7.1. Todas aquellas armas que no sean de fuego, tales como arcos, ballestas y otros sistemas de impulsión de proyectiles no accionados por sustancias explosivas o gaseosas, podrán ser utilizados para la cacería deportiva, siempre y cuando su portador cumpla con los incisos contemplados en el numeral seis.

7.2. Para ejercer la actividad de "Caza deportiva mayor" con armas de fuego, únicamente se considerarán aptas las armas de los calibres y municiones descritas en el cuadro N° 1.

Cuadro No 1. Armas, calibres y municiones para la caza deportiva mayor

ARMAS Y CALIBRES	MUNICIÓN
Escopeta de dos cañones, de recarga manual. Calibres: 12 al 20.	Bala rasa 0-00 (brenecke)
Fusil de cerrojo, calibres: 30-30, 30-06, 257, 308, 223, 222, 243,762,	Proyectil cobrizado, proyectil blindado

7.3. Para ejercer la actividad de "Caza deportiva menor" con armas de fuego, únicamente se considerarán aptas las armas de los calibres y municiones descritas en el cuadro N° 2.

Cuadro No 2. Armas, calibres y municiones para la caza deportiva menor

ARMAS Y CALIBRES	MUNICIÓN
Escopeta de dos cañones, de recarga manual. Calibres: 12 al 20	Bala rasa 0-00 (breneque), Perdigones.
Fusil de cerrojo y semiautomático calibre 22. Carabina de cerrojo 222.	Proyectil cobrizado, proyectil blindado.
Rifle accionado por aire u otros gases comprimidos	Balines redondos o de copa de 4,5 mm
Pistola semiautomática, revólver, calibres 22, 32	Balas holt-point, magnum y palomeras. proyectil calibre 32 con recubrimiento de cobre.

Nota aclaratoria: El fusil calibre 22 de cerrojo o semiautomático podrá ser utilizado para cacería mayor.

8. DEL CALENDARIO CINEGÉTICO DE LAS ESPECIES DE CAZA.

8.1. El calendario Cinegético será el instrumento administrativo de control de las actividades de cacería en todo el territorio nacional. Dicho instrumento debe al menos contener la siguiente información: los nombres científicos y comunes de las especies susceptibles de ser cazadas a nivel nacional, el período hábil de caza de las mismas, talla, sexo y número de piezas a ser cobradas por cada cazador.

9. DE LA PROTECCIÓN AMBIENTAL.

9.1. Se deberán utilizar perdigones cobrizados para la cacería de aves en humedales, manglares y en las orillas de cuerpos de agua lacustres.

9.2. La basura o desechos no orgánicos producidos por un cazador deportivo al practicar su actividad, tales como: embalajes de cartuchos, armas, alimentos y cualquier otro material no orgánico considerado como desecho, deberán ser transportados por el mismo y depositados en un basurero o contenedor habilitado para tal efecto.

"NORMA TÉCNICA OBLIGATORIA NICARAGÜENSE PARA CRÍA EN GRANJAS DE FAUNA SILVESTRE"

NTON 017 07 – 02

1. OBJETO.

La presente norma tiene por objeto establecer las especificaciones técnicas y/o requerimientos que regirán todas las actividades de la Cría de Fauna Silvestre en Granjas en el territorio nacional.

2. CAMPO Y AUTORIDAD DE APLICACIÓN.

La presente norma es aplicable a todas aquellas personas naturales o jurídicas dedicadas a la cría en un medio controlado de especímenes capturados en el medio silvestre en todo el territorio nacional sin perjuicio de su finalidad.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

La autoridad de aplicación de la presente norma, es el Ministerio del Ambiente y los Recursos Naturales, a través de las Delegaciones Territoriales y la Dirección Sustantiva del nivel central con funciones en materia de Fauna Silvestre.

3. DEFINICIONES.

3.1 Ambiente controlado: Un ambiente que es manipulado intensivamente por el ser humano con el propósito de reproducir animales, cuyas características generales puedan comprender, sin limitarse a ello el alojamiento artificial, la evacuación de deshechos, la asistencia sanitaria, la protección contra depredadores y la alimentación suministrada artificialmente.

3.2 Cría de fauna silvestre en granjas o "ranching": Es la actividad que implica la recolección controlada de huevos o de especímenes de especies recién nacidos y que pueden ser objeto de aprovechamiento con fines científicos, comerciales, industriales (internacional o nacional) o de repoblación, provenientes de áreas de propiedad pública, privada o comunal, bajo manejo.

3.3 Especie: Categoría taxonómica que agrupa al conjunto de seres que presentan aquellas características genéticas que les permiten reproducirse entre sí.

3.4 Espécimen: Todo animal, planta, parte, producto o derivado vivo o muerto.

3.5 Fauna Silvestre: Especies de animales que subsisten sujetas a los procesos de selección natural, cuyas poblaciones se desarrollan en la naturaleza.

3.6 Manejo de fauna silvestre: Es el arte de favorecer o controlar la abundancia o distribución de las especies vertebradas e invertebradas.

4. TERMINOLOGÍA.

4.1 Acopio o recolecta: Proceso por el cual se captura o se separan las especies orgánicas de su medio, inclusive sus productos o subproductos.

4.2 Área de cuarentena: Recinto físicamente aislado destinado para la estabulación de animales procedentes de áreas externas al centro con fines de prevención y/o tratamiento clínico de enfermedades.

4.3 Área de alojamiento de especímenes: Recinto donde se albergan los individuos, adultos o juveniles, que provienen de las recolectas.

4.4 Área de incubación: Recinto provisto de incubadoras para el manejo controlado de huevos y crías provenientes de las recolectas.

4.5 Aves de percha: Aves que generalmente utilizan ramas de árboles u otras superficies similares para posarse, ejemplos: loras, gavilanes.

4.6 Bioseguridad: Se define así al conjunto de combinaciones específicas de trabajo, equipo de seguridad y facilidades diseñadas para el control y seguimiento de vectores que contribuyen a minimizar la exposición de los trabajadores y el ambiente a los agentes infecciosos.

4.7 Condominio: Estructura de madera, con plataformas horizontales de palma u otro material rígido, colocada en un encierro para reptiles, cuya finalidad es proporcionar una superficie para el descanso y soleado de los especímenes.

4.8 Densidad: Se refiere al número de individuos en cautiverio por unidad de área.

4.9 Especies compatibles: Especies que por su tamaño, estrecha relación taxonómica, características físicas y de comportamiento similares, pueden convivir en un mismo espacio físico de manera temporal sin causarse daños de ningún tipo. Ejemplo, chocoyo catano *Aratinga canicularis* y chocoyo verde *Aratinga nana astec.*

4.10 Perchas: Barras cilíndricas de madera colocadas en una jaula para aves, cuya finalidad es proporcionar una superficie de agarre a las patas del ave substituyendo lo que en el medio natural sería una rama de árbol.

4.11 Sistema de impulsión y filtrado de agua: Sistema mediante el cual se posibilita el recambio y limpieza del agua de un estanque. El recambio de agua puede ser mediante bomba o por gravedad.

4.12 Terrario: Contenedor en el que habitan animales vivos terrestres o parcialmente terrestres.

5. DE LOS ESTABLECIMIENTOS DE CRIA DE FAUNA SILVESTRE EN GRANJAS EN TODO EL TERRITORIO NACIONAL.

5.1. Requerimientos generales mínimos para la ubicación, diseño y seguridad de los establecimientos de cría de fauna silvestre en granjas para géneros y especies de la Clase Amphibia, Reptilia, Aves y Mamíferos.

5.1.1. Los establecimientos de cría en granjas podrán estar ubicados en zonas rurales, fuera de los límites de desarrollo urbano definidos por la autoridad competente y en el caso de Áreas Protegidas las instalaciones deberán estar localizadas según lo dispuesto en el Reglamento de Áreas Protegidas (Decreto 14-99), plan de manejo del área y/o Plan operativo anual respectivo.

5.1.2. Las comunidades indígenas que tienen un régimen de propiedad comunal, u otros con propiedades bajo el régimen cooperativo podrán hacer uso de la fauna silvestre de acuerdo

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION www.fundacionenriquebolanos.org

a lo establecido en esta norma.

5.1.3. La infraestructura para el manejo de los especímenes deberá ser edificada con materiales de construcción convencionales que no pongan en riesgo la salud y el bienestar de los animales.

5.1.4. Sin perjuicio de las infraestructuras que cumplan con los requerimientos generales del numeral 5.1.3 se consideran como aptas aquellas edificadas con los siguientes materiales:

5.1.4.1. Encierros de bloques, de zinc con esqueleto rígido de madera, tubo de hierro, perlín u otros, que cumplan con las especificaciones de seguridad y diseño.

5.1.4.2. Encierros de zinc y malla ciclón, con esqueleto rígido, tubo de hierro o perlín.

5.1.4.3. Encierros de metal o malla metálica, con esqueleto rígido, tubo de hierro o perlín.

5.1.4. Encierro de Sarán, cedazo u otro material similar con esqueleto rígido, tubo de hierro o plástico.

5.1.4.5. Cajas de madera, plástico o cristal (terrario) con o sin malla metálica.

5.1.4.6. El uso de madera (reservorios de vectores) para la construcción de encierros, cajas y jaulas podrá ser utilizada si la misma es tratada con productos que eviten la presencia de vectores y que no afecten la salud de los animales y/ó seres humanos.

5.1.4.7. Las piletas o depósitos para agua deben tener un diseño, que permita a los especímenes entrar y salir sin dificultad a fin de garantizar su seguridad y movimiento.

5.1.4.8. Las jaulas o encierros del establecimiento deberán garantizar que los animales no se causen heridas. Todos los bordes existentes deberán ser suaves o redondeados. Las uniones de madera –si las hay- deben ser terminadas de tal forma que el animal no pueda destruirlas royéndolas o arañándolas desde el interior.

5.1.4.9. Las jaulas o encierros deberán tener un desnivel en el piso del 3 % para facilitar el escurrimiento y drenaje de los líquidos de desecho.

5.1.5. Las Jaulas o encierros deberán contener únicamente animales de la misma especie o especies compatibles.

5.1.6. Los establecimientos de cría de fauna silvestre en granjas deberán contar con áreas de cuarentena, enfermería, manejo de huevos, alojamiento de crías (comercio y retorno) e incubación, definidas y separadas para cada una de las especies bajo manejo, salvo cuando las mismas sean especies compatibles, de acuerdo a las características ecológicas de las especies.

5.1.7. El área de cuarentena para el manejo clínico de especímenes de especies acopiados de la naturaleza o nacidos en granjas deberán estar a una distancia mínima de 50 m a contraviento en relación a otras áreas definidas en el numeral

5.1.6 y de acorde a los requerimientos específicos de cada especie, descritos en los cuadros correspondientes

5.1.8. Los establecimientos que alberguen huevos o crías recién nacidas de especímenes de especies de serpientes venenosas deberán de disponer de sueros antiofídicos vigentes y específicos para el tratamiento de mordeduras.

5.1.9. Las dimensiones de alojamiento y densidades de individuos especificadas en esta norma están calculadas basándose en longitudes de especímenes adultos, r obstante, los juveniles y neonatos serán manejados de acuerdo a estas mismas especificaciones salvo cuando se indique lo contrario.

5.1.10.Los especímenes de especies que sean destinados al retorno a la naturaleza deberán estar en encierros separados de aquellos especímenes destinados al comercio.

5.1.11.Las puertas y tapaderas de todas las infraestructuras detalladas en los numerales anteriores deben abrirse y cerrarse fácil y repetidamente a fin de garantizar su operatividad, evitando la fuga de los animales en cautiverio o la introducción de animales indeseables por lo que se recomienda el uso de doble puerta.

5.1.12.Los Establecimientos de Cría de fauna silvestre en granjas deberán contar con su Plan de Manejo, el cual incluirá el manejo de los desechos sólidos y líquidos, en su caso; aprobado por la autoridad competente.

5.2. Requerimientos específicos mínimos para el manejo y cría en granjas de especies de la Clase **Amphibia:**

5.2.1 La infraestructura destinada al manejo de huevos o crías recién nacidas de especímenes de especies de la Clase **Amphibia** deberá estar diseñada de acuerdo a las especificaciones generales consignadas en el numeral 5.1.

5.2.2 Las condiciones de temperatura, humedad y ventilación deben ser las mismas existentes en el ambiente natural de la especie bajo manejo. En caso de que estos parámetros ambientales sean diferentes, deberán ser regulados artificialmente.

5.2.3 Los estanques o depósitos para agua destinados al manejo de huevos deberán estar equipados con sistemas de impulsión y filtrado para agua, no clorada cuando las características ecológicas de la especie lo requieran.

6326

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑO FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.es

5.2.4 Los huevos, o masas de huevos recolectados o acopiados, que requieran estadios acuáticos (renacuajos), deberán ser manejados en función de los requerimientos ecológicos de la especie.

5.2.5 Los renacuajos de una misma especie no podrán ser mezclados durante el período de la metamorfosis en un mismo depósito con otras especies

5.2.6 Para el manejo de huevos y renacuajos de ranas arborícolas de la familia **Hylidae**, se requiere dos áreas una; para manejo de huevos y nacimientos "renacuajos" y otra área para el manejo de crías. La densidad máxima de masas de huevos, crías y tipos de infraestructura, dimensiones y componentes mínimos se describen en el cuadro N° 1.

Cuadro N° 1. Requerimientos específicos para ranas arborícolas de la familia Hylidae, en el área de nacimientos y alojamiento de renacuajos.

DENSIDAD MAXIMA M² ó m³		TIPOS Y DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS		COMPONENTES MINIMOS
Masas de huevos	Crías	Masas de huevos/m²	Crías m³	
4	6	Estanque para agua de 5.00 m² (5.00 m x 1.00 m) Profundidad mínima 0.40 m.	Encierro de 27.00 m³ (3.00 x 3.00 x 3.00 m de altura)	Plantas de hojas anchas, arbustos, cafetos, otros similares
	20		Contenedor plástico o cristal de 1.00 m³	Plantas de hojas anchas, arbustos, cafetos, otros similares

5.3. Requerimientos específicos mínimos para el manejo y cría en granjas de especímenes de especies de la Clase **Reptilia:**

5.3.1 La infraestructura destinada al manejo de huevos o crías recién nacidas de especies de la Clase **Reptilia** deberá estar diseñada de acuerdo a las especificaciones consignadas en el numeral 5.1.

5.3.2 Las tapaderas de cajas, terrarios o estructuras rígidas destinadas al manejo y cría de especies de serpientes, deberán estar forradas únicamente de malla plástica u otro material sintético similar.

5.3.3 Las superficies laterales de cajas, terrarios o estructuras rígidas destinadas al manejo y cría de especies de serpientes no deberán estar forradas con malla metálica.

5.3.4 Las condiciones de temperatura, humedad y ventilación deben ser las mismas existentes en el ambiente natural de la especie bajo manejo. En caso de que estos parámetros ambientales sean diferentes, deberán ser regulados artificialmente.

5.3.5 Los huevos, o masas de huevos recolectados o acopiados, deberán ser manejados en función de los requerimientos ecológicos de la especie y no podrán ser mezclados con otras especies.

5.3.6 Para el manejo de huevos y crías de tortugas de agua dulce, de las familias **Chelydridae, Emydidae y Kinosternidae** se requiere áreas diferentes destinadas para la incubación y alojamiento de crías. La densidad máxima de huevos, crías y tipos de infraestructura, dimensiones y componentes mínimos se describen en el cuadro N° 2.

Cuadro N° 2. Requerimientos específicos para tortugas de agua dulce, de las familias Chelydridae, Emydidae y Kinosternidae en el área de incubación, nacimientos y alojamiento de crías.

DENSIDAD MAXIMA /m²		TIPOS Y DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS		COMPONENTES MINIMOS
Huevos	Crías	Huevos	Crías	
10	10	En superficies de 0.40 m² Profundidad Mínima 0.10 m.	Encierro de 2.00 m², Altura mínima. 0.60m	Arena o sustratrato adecuado para huevos
	70		Contenedor plástico o cristal de 0.11 m² (0.38 x 0.30 x 0.18 m)	Arena o sustrato adecuado

5.3.7 Para el manejo de huevos y crías de perrozompopos de la familia Gekkonidae se requiere áreas diferentes destinadas para la incubación y alojamiento de crías. La densidad máxima de huevos, crías y tipos de infraestructura, dimensiones y componentes mínimos se describen en el cuadro N° 3.

Cuadro N° 3. Requerimientos específicos para perrozompopos de la familia Gekkonidae en el área de incubación, nacimientos y alojamiento de crías.

DENSIDAD MAXIMA /m²		TIPOS Y DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS		COMPONENTES MINIMOS
Huevos	Crías	Huevos	Crías	
15	30	En superficies de 0.40 m²	Encierro de 1.00 m², Altura mínima. 0.70 m	Arena o sustratrato para huevos
	70		Contenedor plástico o cristal de 0.11 m² (0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua y comederos, refugios, troncos, sustrato

5.3.8. Para el manejo de huevos y crías de iguanas y cherepos de la familia Iguanidae se requieren áreas diferentes destinadas para la incubación y alojamiento de crías. La densidad máxima de huevos, crías y tipos de infraestructura, dimensiones y componentes mínimos se describen en el cuadro N° 4.

Cuadro N° 4. Requerimientos específicos para iguanas y cherepos de la familia Iguanidae en el área de incubación, nacimientos y alojamiento de crías.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA /m²		TIPOS Y DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS		COMPONENTES MINIMOS
	Huevos	Crías	Huevos	Crías	
IGUANIDAE					
Norops spp. Anolis verde	15	10	En contenedor plástico o cristal de 0.40 m²	Encierro de 1.00 m³ (1.00 x 1.00 x 1.00m)	Arena o sustrato adecuado para huevos Recipiente o pila para agua comederos, refugios, troncos, sustrato
Sceloporus spp Lagartija corralera	30	70	En contenedor plástico o cristal de 0.40 m²	Contenedor Plástico o cristal de 0.11 m² (0.38x 0.30 X 0.18m)	
		20		Encierro de 1.00 m² Altura mínima 1.00 m	
Iguana spp. Iguana, *Ctenosaura spp.* Cola Chata Garrobos	35	20	En contenedor plástico o cristal de 0.40 m²	Encierro de 1.00 m² Altura mínima 1.00 m	Recipiente o pila para agua de 0.16 m², Profundidad Mínima 0.20 m y Comederos, refugios troncos, sustrato para crías
Corytophanes spp. Turipaches	35	70	En contenedor plástico o cristal de 0.40 m²	Contenedor plástico o cristal de 0.18 m² (0.60x 0.30 x 0.30 m)	
Basiliscus spp. Gallegos	35	20	En contenedor plástico o cristal de 0.40 m²	Encierro de 25.00 m² Altura mínima 1.00 m	

5.3.9 Para el manejo de huevos y crías de lagartijas lucias de la familia **Scincidae** se requieren áreas diferentes destinadas para la incubación y alojamiento de crías. La densidad máxima de huevos, crías y tipos de infraestructura, dimensiones y componentes mínimos se describen en el cuadro N° 5.

Cuadro N° 5. Requerimientos específicos para lagartijas lucias de la familia Scincidae en el área de incubación, nacimientos y alojamiento de crías.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA /m²		TIPOS Y DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS		COMPONENTES MINIMOS
	Huevos	Crías	Huevos	Crías	
SCINCIDAE					
Eumeces spp. Largatija de Managua	15	12	En contenedor plástico o cristal de 0.20 m²	Encierro de 1.00 m³ Altura mínima 1.00m	Arena o sustrato adecuado para huevos

6328

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

Mabuya spp. Sphenomorphus spp= crías *(Leilopisma spp.)* Lagartijas Lucias	15	70	En contenedor plástico o cristal de 0.20 m²	Contenedor Plástico o cristal de 0.11 m² (0.38x 0.30x0.18 m)	Recipiente para agua y comederos Refugios, troncos, sustrato para

5.3.10 Para el manejo de huevos y crías de lagartijas rayadas de la familia **Teiidae** se requieren áreas diferentes destinadas para la incubación y alojamiento de crías. La densidad máxima de huevos, crías y tipos de infraestructura, dimensiones y componentes mínimos se describen en el Cuadro N° 6.

Cuadro N° 6. Requerimientos específicos para lagartijas rayadas de la familia Teiidae en el área de incubación, nacimientos y alojamiento de crías.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA /m²		TIPOS Y DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS		
	Huevos	Crías	Huevos	Crías	COMPONENTES MINIMOS
TEIIDAE					
Ameiva spp. Ameivas Cnemidophorus spp. Lagartija rayada, azul	15	12	En contenedor plástico o cristal de 0.20 m²	Encierro de 1.00 m² Altura mínima 1.00 m	Arena o sustrato adecuado para huevos
		70		Caja o contenedor 0.11 m² (0.38x0.30x0.18m)	Recipiente para agua y comederos Refugios, sustrato, troncos

5.3.11 Para el manejo de huevos y crías de lagartijas lucias de la familia **Boidae** y **Colubridae** se requieren áreas diferentes destinadas para la incubación y alojamiento de crías. La densidad máxima de huevos, crías y tipos de infraestructura, dimensiones y componentes mínimos se describen en el cuadro N° 7.

Cuadro N° 7. Requerimientos específicos para serpientes de las familias Boidae y Colubridae en el área de incubación, nacimientos y alojamiento de crías.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA /m²		TIPOS Y DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS		
	Huevos	Crías	Huevos	Crías	COMPONENTES MINIMOS
COLUBRIDAE, BOIDA ELAPIDAE, VIPERIDAE, HYDROPHIIDAE	10	12	En contenedor plástico o cristal de 0.20 m²	Encierro de 1.00 m. Altura Mínimo 1.00 m	Arena o sustrato adecuado para huevos
		60		En contenedor plástico o cristal de 0.11 m² (0.38x0.30x0.18m)	Depósito para agua, refugios, sustrato, troncos o perchas de madera

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

5.4. Requerimientos específicos mínimos para el manejo y cría en granjas de especies de la Clase **Aves**.

5.4.1 La infraestructura destinada al manejo de huevos o crías recién nacidas de especies de la Clase Aves deberá estar diseñada de acuerdo a las especificaciones consignadas en el numeral 5.1.

5.4.2 Las condiciones de temperatura, humedad y ventilación deben ser las mismas existentes en el ambiente natural de la especie bajo manejo. En caso de que estos parámetros ambientales sean diferentes, deberán ser regulados artificialmente.

5.4.3 Los huevos colectados, deberán ser manejados en función de los requerimientos ecológicos de la especie y no podrán ser mezclados con otras especies.

5.4.4 Los huevos podrán ser incubados con los equipos industriales diseñados para este fin o por cualquier otro sistema de incubación que cumpla con las especificaciones ecológicas de la especie.

5.4.5 Para el manejo de huevos y crías de la Clase Aves se requiere un área destinada al manejo de huevos (incubación) y un área para el manejo y alojamiento de crías recién nacidas. La densidad máxima de huevos, crías y tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de encierros, se describen en el cuadro N° 8.

Cuadro N° 8. Requerimientos específicos para la Clase Aves en el área de incubación, nacimientos y alojamiento de cría

CLASE AVES	DENSIDAD MAXIMA /m²		TIPO (S) Y DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS		
	Huevos	Crías	Huevos	Crías	COMPONENTES MINIMOS
	10	18	*Incubadora industrial cajas, terrarios o contenedor plástico, con tapadera y ventilación	Contenedor plástico cristal 0.11 m² (0.38 x 0.30x 0.18 m)	Refugios, sustrato, troncos o perchas de madera
		15		Jaula rectangular 1.00 m³ Altura mínima	

*** En función de la capacidad de la misma.**

6. DEL MANEJO DE ESPECIMENES DE ESPECIES Y SISTEMAS DE BIOASEGURIDAD EN ESTABLECIMIENTOS DE CRÍA DE FAUNA SILVESTRE EN GRANJAS.

6.1. Requerimientos mínimos para el manejo de especímenes de fauna silvestre en establecimientos de cría en granjas.

6.1.1. Los establecimientos de cría de fauna silvestre en granjas, cuyas actividades son reguladas mediante esta norma técnica, deberán cumplir con las disposiciones administrativas de control establecidas por el ente regulador, y por la Resolución Ministerial 013-99 del MARENA, titulada: "Sistema de licencias y permisos para el acceso, comercialización local, exportación y reproducción de los recursos de biodiversidad". Así como con la Ley Básica de Salud Animal y Vegetal (Decreto No. 2-99.- Reglamento de la Ley No. 291).

6.2. El establecimiento deberá contar con agua potable para la limpieza del local y para abrevar a los animales.

6.1. El establecimiento deberá tener un área destinada a la producción de alimento vivo de acuerdo a los requerimientos nutricionales de las especies bajo manejo.

6.4. La dieta de los especímenes en horarios, cantidad y tipos deberá ser preparada en base a los requerimientos nutricionales de cada especie, los especímenes bajo manejo deberán ser suplidos preferiblemente con alimentos provenientes de su medio natural o en su defecto sustituir con similares.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

6.5. El establecimiento deberá garantizar que los especímenes de las especies bajo manejo estén marcados con anillos u otro tipos de marca señalizada por un código numérico o alfanumérico.

6.6. La selección y aplicación de las marcas para especímenes de especies bajo manejo, ha de contemplar el uso de productos **no tóxicos**, en ningún momento deberá ocasionar efectos negativos a los individuos marcados.

6.7. El establecimiento deberá contar con jaulas separadas y aisladas físicamente del local donde se encuentran los animales sanos para el debido confinamiento de animales enfermos o lastimados (área de cuarentena).

6.8. Toda la infraestructura del establecimiento de Crianza en Cautiverio deberá estar limpio, y para su desinfección se utilizarán sustancias que no causen daño y perjuicio a los animales bajo manejo.

6.9. El establecimiento deberá impulsar normas de bioseguridad para el control y seguimiento de vectores en instalaciones e individuos a través de:

6.9.1. Muestreos de diagnóstico veterinario en análisis de Biometría hemática, hemoparásitos, examen general de orina, coprológico, Dermoscopía, Dirofilaria, Cultivos microbiológicos (exudados, heces, orina, de órganos, de alimentos, lácteos y agua) Necropsias (aves , reptiles, anfibios y mamíferos), cultivo Micológico, etc. Estas deben realizarse según necesidades inmediatas. Para el seguimiento de vectores se sugiere hacer la pruebas de parásitos y bacterias en el tracto gastrointestinal una vez al mes.

6.9.2. Efectuar análisis de diagnóstico en las fuentes de agua e infraestructura de almacenamiento y distribución de la misma, para determinar la presencia de bacterias, pesticidas, metales pesados y físico químico del agua cada cuatro meses, a excepción de pesticidas y metales pesados que pueden hacerse una vez al año.

6.9.3. Hacer análisis de Aflatoxinas (toxinas de hongos) en el alimento concentrados y otros que se dan en base fresca para prevenir contaminación alimentaria en los grupos de taxonómicos que se exportarán. Al menos cuando se compra un primer lote de alimento, o ingredientes de la ración diaria básica.

6.9.4. Muestreo bacteriológico y micótico en las instalaciones físicas. Cada tres meses.

6.10. La utilización de sustancias bioquímicas desinfectantes de amplio espectro con alto poder germicida, bactericida, fungicida, para ser aplicado directamente a la infraestructura como paredes, pisos, pilas, estructuras de perchaje, condominios, utensilios de procesamiento y bandejas para suministro de alimentos a los individuos acopiados, sin que deteriore u oxide los mismos y a la vez ser biodegradables.

Garantizar una manipulación segura desde el punto de vista sanitario a través del uso de guantes químicos o jabón gel desinfectante de patógenos, que se recomienda usar en los procesos de embalaje de individuos de las clases de reptiles, mamíferos y aves. Entre los productos recomendados están las sustancias de Amonio cuaternario. La frecuencia de uso debe ser diario o según la proliferación de vectores y efecto sanitizante residual de cada producto, definido por el seguimiento diagnóstico de muestreo microbiológico.

"NORMA TÉCNICA OBLIGATORIA NICARAGÜENSE PARA CENTROS DE ACOPIO DE FAUNA SILVESTRE"

NTON 05 018 – 02

1. OBJETO

La presente norma tiene por objeto establecer las especificaciones técnicas y/o requerimientos que regirán todas las actividades de acopio de fauna silvestre en el territorio nacional.

2. CAMPO Y AUTORIDAD DE APLICACIÓN

La presente norma es aplicable a todas aquellas personas naturales o jurídicas dedicadas al manejo de Centros de Acopio de fauna silvestre localizados en el territorio nacional sin perjuicio de su finalidad.

La autoridad de aplicación de la presente norma, es el Ministerio del Ambiente y los Recursos Naturales, a través de las Delegaciones Territoriales y la Dirección Sustantiva del nivel central con funciones en materia de Fauna Silvestre.

3. DEFINICIONES

3.1. Ambiente controlado: Un ambiente que es manipulado intensivamente por el ser humano con el propósito de reproducir animales, cuyas características generales puedan comprender, sin limitarse a ello el alojamiento artificial, la evacuación de deshechos, la asistencia sanitaria, la protección contra depredadores y la alimentación suministrada artificialmente.

3.2. Bioseguridad: Se define así al conjunto de combinaciones específicas de trabajo, equipo de seguridad y facilidades diseñadas para el control y seguimiento de vectores que contribuyen a minimizar la exposición de los trabajadores y el ambiente a los agentes infecciosos.

3.3. Centros de Acopio: Son las áreas de propiedad pública o privada que se destinan para el acopio y custodia temporal de especímenes de especies de la fauna silvestre nacional fuera

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

de su hábitat natural, con el fin de ser comercializadas a nivel internacional o nacional.

3.4. Especie: Categoría taxonómica que agrupa al conjunto de seres que presentan aquellas características genéticas que les permiten reproducirse entre si.

3.5. Espécimen: Todo animal, planta, parte, producto o derivado vivo o muerto.

3.6. Fauna Silvestre: Especies de animales que subsisten sujetas a los procesos de selección natural, cuyas poblaciones se desarrollan en la naturaleza.

3.7. Manejo de fauna silvestre: Es el arte de favorecer o controlar la abundancia o distribución de las especies vertebradas e invertebradas.

3.8. Mantenimiento temporal de fauna silvestre: Es la actividad de mantener en cautividad especímenes de fauna silvestre por un período de tiempo que inicia al ingresar los especímenes al centro de acopio y finaliza en el momento en que son comercializados.

4. TERMINOLOGIA

4.1. Acopio: Proceso por el cual se captura o se separan las especies orgánicas de su medio, inclusive sus productos o subproductos.

4.2. Área de cuarentena: Recinto físicamente aislado destinado para el alojamiento de animales procedentes de áreas externas al centro con fines de prevención y/o tratamiento clínico de enfermedades.

4.3. Área de alojamiento de especímenes: Recinto donde se albergan los individuos, adultos o juveniles, que provienen del acopio.

4.4. Aves de percha: Aves que generalmente utilizan ramas de árboles u otras superficies similares para posarse, ejemplos: loras, gavilanes.

4.5. Condominio: Estructura de madera, con plataformas horizontales de palma u otro material rígido, colocada en un encierro para reptiles, cuya finalidad es proporcionar una superficie para el descanso y soleado de los especímenes.

4.6. Densidad: Se refiere al número de individuos en cautiverio por unidad de área. Por ejemplo: 45 individuos por m² en un área de 0.11 m² equivale a 5 individuos.

4.7. Especies compatibles: Especies que por su tamaño, estrecha relación taxonómica, características físicas y de comportamiento similares, pueden convivir en un mismo espacio físico de manera temporal sin causarse daños de ningún tipo. Ejemplo, chocoyo catano *Aratinga canicularis* y chocoyo verde *Aratinga nana astec.*

4.8. Perchas: Barras cilíndricas de madera colocadas en una jaula para aves, cuya finalidad es proporcionar una superficie de agarre a las patas del ave substituyendo lo que en el medio natural sería una rama de árbol.

4.9. Terrario: Contenedor en el que habitan animales vivos terrestres o parcialmente terrestres.

5. DE LOS CENTROS DE ACOPIO DE FAUNA SILVESTRE EN TODO EL TERRITORIO NACIONAL

5.1. Requerimientos generales mínimos para la ubicación, diseño-construcción y seguridad de los Centros de Acopio.

5.1.1. Los Centros de Acopio podrán estar ubicados en zonas rurales, fuera de los límites de desarrollo urbano definidos por la autoridad competente. En el caso de Áreas Protegidas las instalaciones deberán estar localizadas según lo dispuesto en el Reglamento de Áreas Protegidas (Decreto 14-99), pla de manejo del área y/o plan operativo anual respectivo.

5.1.2. La infraestructura para el manejo de los especímenes deberán ser diseñadas y edificadas con materiales de construcción que no exponga la salud y el bienestar de los animales durante el tiempo que permanezcan en el centro de acopio.

5.1.3. Sin perjuicio de las infraestructuras que cumplan con los requerimientos generales del numeral 5.1.2 se consideran como aptas aquellas edificadas con los siguientes materiales:

5.1.3.1. Encierro permanente de bloques, de zinc con esqueleto rígido, tubo de hierro, perlín u otros, que cumplan con las especificaciones de seguridad y diseño.

5.1.3.2. Encierro permanente de zinc y malla ciclón, con esqueleto rígido, tubo de hierro o perlín.

5.1.3.3 Encierro permanente de metal o malla metálica, co. esqueleto rígido, tubo de hierro o perlín.

5.1.3.4. Encierro o jaula de Sarán permanente, cedazo u otro material con esqueleto rígido, tubo de hierro o plástico.

5.1.3.5. Contenedor de plástico o cristal (terrario) con o sin malla metálica.

5.1.3.6El uso de madera (reservorios de vectores) para la construcción de encierros, cajas y jaulas podrá ser utilizada si la misma es tratada con productos que eviten la presencia de vectores y que no afecten la salud de los animales y/o seres humanos.

5.1.3.7 Las piletas o depósitos para agua deben tener un diseño, que permita a los especímenes entrar y salir sin dificultad a fin de garantizar su seguridad y movimiento.

6332

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

5.1.4. Las jaulas o encierros del establecimiento deberán garantizar que los animales no se causen heridas. Todos los bordes existentes deberán ser suaves o redondeados. Las uniones de madera –si las hay- deben ser terminadas de tal forma que el animal no pueda destruirlas royéndolas o arañándolas desde el interior.

5.1.5. Las jaulas o encierros deberán tener un desnivel en el piso del 3 % para facilitar el escurrimiento y drenaje de los líquidos de desecho.

5.1.6. Los Centros de Acopio deberán construir piscinas de desinfección de calzado y de llantas de vehículos automotores en las entradas de cada instalación. Las mismas serán construidas totalmente de concreto y hierro (véase dimensiones y especificaciones técnicas en numeral 6).

5.1.7. Las jaulas o encierros deberán contener únicamente animales de la misma especie o especies compatibles.

5.1.8. El área de cuarentena para el manejo clínico de especímenes de especies acopiados de la naturaleza deberá estar a una distancia mínima de 50 m a contraviento en relación al área de alojamiento de especímenes de especies.

5.1.9. Los Centros de Acopio que alberguen especímenes de especies de serpientes venenosas deberán de disponer de sueros antiofídicos vigentes y específicos para el tratamiento de mordeduras.

5.1.10. Las dimensiones de alojamiento y densidades de individuos especificadas en esta norma están calculadas en base a longitudes de especímenes adultos, no obstante, los juveniles y neonatos serán manejados de acuerdo a estas mismas especificaciones salvo cuando se indique lo contrario.

5.1.11. Las puertas y tapaderas de todas las infraestructuras detalladas en los numerales anteriores deben abrirse y cerrarse fácil y repetidamente a fin de garantizar su operatividad, evitando la fuga de los animales o la introducción de animales indeseables por lo que se recomienda el uso de doble puerta.

5.1.12. Los Centros de Acopio deberá contar con los depósitos adecuados y ubicados correctamente para la disposición y manejo de los desechos sólidos y líquidos.

5.2. Requisitos específicos mínimos para el manejo de especies de arañas de la Clase **Arácnidos.**

5.2.1. La infraestructura destinada al mantenimiento de especies de la clase Arácnida deberá estar diseñada de acuerdo a las especificaciones consignadas en el numeral 5.1.

5.2.2. Todas aquellas especies de arañas que puedan ocasionar lesiones al ser humano o muestren un evidente comportamiento territorial, deberán ser mantenidas individualmente en recipientes rígidos con tapadera y ventilación. El recipiente deberá contar con un material sintético absorbente en su fondo (esponja de poliestireno) debidamente humedecida con agua.

5.2.3. Las dimensiones de los recipientes deberán como mínimo permitir al individuo girar y permanecer en posición natural.

5.3. Requisitos específicos mínimos para el manejo de especies de la Clase **Amphibia**.

5.3.1. La infraestructura destinada al manejo de especies de la clase Amphibia deberá estar diseñada de acuerdo a las especificaciones generales consignadas en el numeral 5.1.

5.3.2. El mantenimiento temporal de las especies pertenecientes a esta clase deberá ser el más reducido posible. En el caso fortuito de que los especímenes permanezcan en el centro de acopio más de 24 horas, las condiciones de temperatura, humedad y ventilación deberán ser mantenidas lo más cercanas posible a las existentes en su medio natural.

5.3.3. Los especímenes destinados para la exportación deberán ser empacados en los contenedores definidos por las normas internacionales para el transporte de animales vivos (IATA), los especímenes pertenecientes a esta clase podrán permanecer en los mismos por un máximo de tiempo de 24 horas (un día) antes de ser entregados a la agencia de carga o compañía encargada de su transporte.

5.3.4. Cuando el mantenimiento temporal exceda las 24 horas (un día) los especímenes de esta Clase deberán ser alojados en encierros, cajas o contenedores. La densidad máxima de individuos, tipos de alojamiento y dimensiones mínimas se describen en el cuadro Nº 1.

Cuadro Nº 1. Requerimientos específicos para géneros y/o especies de cecilios, sapos y ranas de las familias Caeciliidae, Bufonidae, Hylidae y Dendrobatidae en el área de alojamiento.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA Individuos/ m^2 ó m^3	TIPOS	DIMENSIONES REQUERIDAS
CAECILIIDAE			
Gymnophis multiplicata Culebra de dos cabezas **Dermophis mexicanus** Suelda con suelda	45	Contenedor de plástico u otro material, con tapadera y ventilación	0.11 m^2 (0.38 x 0.30 m). Altura mínima 0.18 m.
BUFONIDAE			
Bufo marinus Sapo común	4	Encierro.	25.00 m^2. (5.00 x 5.00 m) Altura mínima 1.00 m
	40	Cajas de madera u otro material rígido	0.45 m2 (0.75 x 0.60 m) Altura mínima 0.35 m
HYLIDAE	25/m^3	Terrario ó contenedor de plástico u otro material con tapadera y ventilación.	1.00 m^3. (1.00 x 1.00 x 1.00 m). Aspersor manual.
Centrolene ilex Ranita de vidrio y **Cochranella granulosa** Ranita de vidrio **Agalychnis spp.** Rana ojos rojos **Hyla spp.** Ranita amarilla **Smilisca spp.** Rana común			
DENDROBATIDAE			
Dendrobates spp. Ranita dorada, ranita de sangre.	10	Terrario o contenedor de plástico u otro material con tapadera y ventilación.	1.00 m^2. (1.00 x 1.00 m) Altura mínima 1.00 m. Aspersor manual.

NOTA: Cuando se refiere a especímenes de especies cuyas características le permiten ocupar espacios verticales su Densida Máxima se expresa en Individuos/m^3 y se indica a la par del índice.

5.4. Requisitos específicos mínimos para el manejo de la Clase **Reptilia**.

5.4.1. La infraestructura destinada al manejo en centros de acopio de especies de la clase Reptilia deberá estar diseñada de acuerdo a las especificaciones consignadas en el numeral 5.1.

5.4.2. El mantenimiento temporal de las especies pertenecientes a esta clase deberá ser el más reducido posible. En el caso fortuito de que los especímenes permanezcan en el Centro de Acopio más de 24 horas (un día), las condiciones de temperatura, humedad y ventilación deberán ser mantenidas lo más cercanas posible a las existentes en su medio natural.

5.4.3. Los especímenes destinados para la exportación deberán ser empacados en los contenedores definidos por las normas internacionales para el transporte de animales vivos (IATA), los especímenes de esta clase podrán permanecer en los mismos por un máximo de tiempo de 24 horas (un día) antes de ser entregados a la agencia o compañía encargada de su transporte.

5.4.4. Cuando el mantenimiento temporal exceda las 24 horas (un día) los especímenes de tortugas de agua dulce de las familias **Chelydridae, Emydidae y Kinosternidae** deberán ser alojados en encierros, cajas o contenedores. La densidad máxima de individuos, tipos de alojamiento y dimensiones mínimas se describen en el cuadro N° 2

6334

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

Cuadro N° 2. Requerimientos específicos para tortugas de agua dulce de las familias Chelydridae, Emydidae y Kinosternidae en el área alojamiento.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA Individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS
CHELYDRIDAE			
Chelydra serpentina Tortuga lagarto	8	Encierro	4.00 m² (2.00 x 2.00 m). Altura mínima 0.60 m.
	9	Cajas de madera u otro material rígido.	0.45 m² (0.75 x 0.60 m). Altura mínima 0.35 m.
	9	Contenedor de plástico con tapadera y ventilación	0.11 m² (0.38 x 0.30 m). Altura mínima 0.18 m.
EMYDIDAE	8	Encierro	4.00 m², (2.00 x 2.00 m). Altura mínima 0.60 m
Rhinoclemmys spp Tortugas de tierra	14	Cajas de madera u otro material rígido.	0.45 m² (0.75 x 0.60 m). Altura mínima 0.35 m
Trachemys scripta Tortuga jicotea			
KINOSTERNIDAE			
	8	Encierro	4.00 m², (2.00 x 2.00 m). Altura mínima 0.60 m
Kinosternon spp. Tortugas pecho quebrado	14	Cajas de madera u otro material rígido	0.45 m² (0.75 x 0.60m). Altura mínima 0.35 m
	9	Contenedor de plástico u otro material con tapadera y ventilación	0.11 m² (0.38 x 0.30 m). Altura mínima 0.18 m

5.4.5. Cuando el mantenimiento temporal exceda las 24 horas (un día) los especímenes de lagartijas, iguanas y cherepos, familia **Anguidae, Iguanidae, Scincidae** y **Teiidae** deberán ser alojados en encierros, jaulas, cajas o contenedores. La densidad máxima de individuos, tipos de alojamiento y dimensiones mínimas se describen en el cuadro N° 3.

Cuadro N° 3. Requerimientos específicos para lagartijas, iguanas y cherepos de las familias Anguidae, Iguanidae, Scincidae y Teiidae en el área de alojamiento.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA Individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS
ANGUIDAE			
Diploglossus monotropis Lagartija lucia grande	6	Contenedor de plástico u otro material rígido, con tapadera y ventilación	0.11 m² (0.38 x 0 30 m). Altura mínima 0.18 m
	10	Jaula de madera	1.00 m² (1.00 x 1.00 m). Altura mínima 1.00 m
		Jaula o encierro	

6335

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

IGUANIDAE		
Basiliscus spp. Gallegos	20/m³	1.00 m² (1.00 x 1.00 m). Altura mínima 1.00 m
Corytophanes cristatus Turipache	20/m³	
Ctenosaura quinquecarinatus Cola chata	12	1.00 m² (1.00 x 1.00 m). Altura mínima 0.70 m
Laemanctus longipes Lagartija de casquete	25/m³	1.00 m³ (1.00 x 1.00 x 1.00 m).
Norops biporcatus Anolis verde	35/m³	
Sceloporus spp. Pichètes, Corralera	40	1.00 m² (1.00 x 1.00 m). Altura mínima 0.70 m
SCINCIDAE		
Eumeces managuae Lagartija de Managua	18	
TEIIDAE		
Ameiva spp. Ameivas	25	
Cnemidophorus spp. Lagartija rayada, Lagartija Azul.	40	

5.4.6. Los especímenes destinados para la exportación deberán ser empacados en los contenedores definidos por las normas internacionales para el transporte de animales vivos (IATA), los especímenes pertenecientes a las familias **Colubridae, Boidae, Elapidae, Hydrophiidae,** y **Viperidae**, podrán permanecer en los mismos por un tiempo máximo de 24 horas (un día) antes de ser entregados a la agencia de carga o compañía encargada de su transporte.

5.4.7. Cuando el mantenimiento temporal exceda las 96 horas, los especímenes de serpientes de las familias **Colubridae, Boidae, Elapidae, Hydrophiidae,** y **Viperidae**, deberán ser alojados en cajas o contenedores. La densidad máxima de individuos, tipos de alojamiento y dimensiones mínimas se describen en el cuadro N° 4.

Cuadro N° 4. Requerimientos específicos para serpientes de las familias Colubridae, Boidae, Elapidae, Hydrophiidae y Viperidae en el área de alojamiento.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA Individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS
COLUBRIDAE, BOIDAE, ELAPIDAE, VIPERIDAE, HYDROPHIIDAE	15	Cajas de madera u otro material.	1.00 m² (1.00 x 1.00 m). Altura mínima 0.30 m

5.5. Requisitos específicos mínimos para el manejo de la Clase **Aves.**

5.5.1. La infraestructura destinada al manejo en Centros de Acopio de especies de las familias Psittacidae y Ramphastidae deberá estar diseñada de acuerdo a las especificaciones consignadas en el numeral 5.1.

6336

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

5.5.2. Una vez empacados en los contenedores destinados para la exportación definidos por las normas internacionales para el transporte de animales vivos (IATA), los especímenes pertenecientes a las familias Psittacidae y Ramphastidae podrán permanecer en los mismos por un máximo de tiempo de 24 horas antes de ser entregados a la agencia de carga o compañía encargada de su transporte.

5.5.3. Cuando el mantenimiento temporal exceda las 24 horas, los especímenes de las familias **Psittacidae** y **Ramphastidae** deberán ser alojados en jaulas. La densidad máxima de individuos, tipos de alojamiento y dimensiones mínimas se describen en el cuadro N° 5.

Cuadro N° 5. Requerimientos específicos para loros, chocoyos y tucanes de las familias Psittacidae y Ramphastidae en el área de alojamiento.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA Individuos/ m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS
PSITTACIDAE			
Amazona auropalliata Lora nuca amarilla	6	Jaula de malla metálica con dos perchas como máximo	1.00 m³(1.00 x 1.00 x 1.00 m).
Amazona autumnalis Lora frente roja	10		
Amazona farinosa Lora corona azul	6		
Amazona albifrons Cotorra corona blanca	12		
Aratinga canicularis Chocoyo frente anaranjada	20		
Aratinga finschi Perico frente carmesí	20		
Aratinga holochlora Perico verde	25	Jaula de malla metálica con dos perchas como máximo	1.00 m³(1.00 x 1.00 x 1.00 m).
Aratinga nana astec Perico frente oliva	30		
Brotogeris jugularis Zapoyolito	30		
Pionus senilis Cotorra corona blanca	20		
Rhampastos sulfuratus Tucán pico aquillado	4		
Rhampastos swainsonii Tucán mandíbula castaña	4		
Pteroglossus torquatus Tucán de collar	8		

6337

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

5.5.4. Las perchas de los encierros destinados para el manejo de las especies de las familias **Psittacidae** y **Ramphastidae** nunca deberán estar colocadas una encima de otra, de manera tal, que las excretas de las aves caigan sobre los alimentos, bebederos o sobre otras aves emperchadas.

5.5.5. Las dimensiones de las jaulas deberán como mínimo permitir al individuo girar y permanecer en posición natural.

5.5.6. Los requerimientos específicos para el alojamiento de las especies descritas en el cuadro N° 5 se tomarán como obligatorias.

5.5.7. Especies de la clase Aves, cuya longitud total (punta del pico a cola) exceda los 45 cm deberán ser manejados en función de los requerimientos ecológicos del especimen, garantizando obligatoriamente el cumplimiento del numeral 5.5.5.

5.6. Requisitos específicos mínimos para el manejo de la Clase **Mammalia.**

5.6.1. La infraestructura destinada al manejo de especies de la clase Mammalia deberá estar diseñada de acuerdo a las especificaciones generales consignadas en el numeral 5.1.

5.6.2. Los especímenes destinados para la exportación deberán ser empacados en los contenedores definidos por las normas internacionales para el transporte de animales vivos (IATA), los individuos pertenecientes a la clase Mammalia podi permanecer en los mismos por un máximo de tiempo de 24 horas (un día) antes de ser entregados a la agencia de carga o compañía encargada de su transporte.

5.6.3. Cuando el mantenimiento temporal exceda las 24 horas (un día) los especímenes de la Clase Mammalia deberán ser alojados, en encierros o jaulas, tomando en cuenta la medida de longitud y peso que presente. La densidad máxima de individuos, tipos de alojamiento y dimensiones mínimas se describen en el cuadro N° 6.

Cuadro N° 6. Requerimientos específicos en el área de alojamiento de especímenes de la Clase Mammalia

MEDIDAS DE LONGITUD Y PESO					
Cabeza cuerpo y cola (cm)	Altura al hombro (cm)	Peso (lbs)	DENSIDAD MAXIMA Individuos/ m²	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS
menor de 50 cm	menor de 27	menor de 11	2	Encierro o Jaula de malla metálica u otro material rígido.	1.00 m² Altura mínima 0.50 m.
50.1 a 77 cm m	27.1 a 31	11.1 a 26	1		4.00 m². Altura mínima 1.20 m
77.1 a 90 cm	31.1 a 70	26.1 a 55	0.50		4.00 m², Altura mínima 1.50 m
90.1 a 150 cm m	70.1 a 100	55.1 a 95	0.25		4.00 m². Altura mínima 1.50 m
mayor de 150.1 m	mayor de 100.1	mayor de 95.1	0.25		5.00 m². Altura mínima 1.50 m

5.6.4. Especímenes de la misma especie de la Clase Mammalia que por sus características etológicas no sean compatibles deberán ser alojados individualmente en encierros o jaulas rígidas.

5.6.5. Las dimensiones de los encierros y jaulas deberán como mínimo permitir al individuo girar y permanecer en posición natural.

5.6.6. Los requerimientos específicos para el alojamiento de las especies descritas en el cuadro N° 6 se tomarán como obligatorias.

6338

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑO FUNDACIÓN

6. DEL MANEJO DE ESPECIMENES DE ESPECIES Y SISTEMAS DE BIOSEGURIDAD EN CENTROS DE ACOPIO DE FAUNA SILVESTRE

6.1. Los Centros de Acopio de fauna silvestre, cuyas actividades son reguladas mediante esta norma técnica, deberán cumplir con las disposiciones administrativas de control establecidas por el ente regulador, y por la Resolución Ministerial 013-99 del MARENA, titulada: "Sistema de licencias y permisos para el acceso, comercialización local, exportación y reproducción de los recursos de biodiversidad". Así como con la Ley Básica de Salud Animal y Vegetal (Decreto No. 2-99.- Reglamento de la Ley No. 291).

6.2. El establecimiento deberá contar con agua potable para la limpieza del local, así como los utensilios necesarios para abrevar a los animales.

6.3. El centro de acopio deberá tener un área destinada a la producción de alimento vivo de acuerdo a los requerimientos nutricionales de las especies.

6.4. La dieta de los especímenes en horarios, cantidad y tipos deberá ser preparada en base a los requerimientos nutricionales de cada especie, los especímenes bajo manejo deberán ser suplidos preferiblemente con alimentos provenientes de su medio natural o en su defecto sustituir con similares.

6.5. El establecimiento deberá contar con jaulas separadas y aisladas físicamente del local donde se encuentran los animales sanos para el debido confinamiento de animales enfermos o lastimados (área de cuarentena).

6.6. El establecimiento deberá impulsar normas de bioseguridad para el control y seguimiento de vectores en instalaciones e individuos a través de:

6.6.1. Muestreos de diagnóstico veterinario en análisis de Biometría hemática, hemoparásitos, examen general de orina, coprológico, Dermoscopía, Dirofilaria, Cultivos microbiológicos (exudados, heces, orina, de órganos, de alimentos, lácteos y agua) Necropsias (aves , reptiles, anfibios y mamíferos), cultivo Micológico, etc. Estas deben realizarse según necesidades inmediatas. Para el seguimiento de vectores se sugiere hacer la pruebas de parásitos y bacterias en el tracto gastrointestinal una vez al mes.

6.6.2. Efectuar análisis de diagnóstico en las fuentes de agua e infraestructura de almacenamiento y distribución de la misma, para determinar la presencia de bacterias, pesticidas, metales pesados y físico químico del agua cada cuatro meses, a excepción de pesticidas y metales pesados que pueden hacerse una vez al año.

6.6.3. Hacer análisis de Aflatoxinas (toxinas de hongos) en el alimento concentrados y otros que se dan en base fresca para prevenir contaminación alimentaria en los grupos de taxonómicos que se exportarán. Al menos cuando se compra un primer lote de alimento, o ingredientes de la ración diaria básica.

6.6.4. Muestreo bacteriológico y micótico en las instalaciones físicas. Cada tres meses.

6.7. La utilización de sustancias bioquímicas desinfectantes de amplio espectro con alto poder germicida, bactericida, fungicida, para ser aplicado directamente a la infraestructura como paredes, pisos, pilas, estructuras de perchaje, condominios, utensilios de procesamiento y bandejas para suministro de alimentos a los individuos acopiados, sin que deteriore u oxide los mismos y a la vez ser biodegradables. Garantizar una manipulación segura desde el punto de vista sanitario a través del uso de guantes químicos o jabón gel desinfectante de patógenos, que se recomienda usar en los procesos de embalaje de individuos de las clases de reptiles, mamíferos y aves. Entre los productos recomendados están las sustancias de Amonio cuaternario. La frecuencia de uso debe ser diario o según la proliferación de vectores y efecto sanitizante residual de cada producto, definido por el seguimiento diagnóstico de muestreo microbiológico.

6.7.1. Instalación de piscinas de desinfección de calzado y de las llantas de vehículos automotores las que deben ubicarse en las entradas o puertas de jaulas y/o corrales, así como en las entradas principales de los establecimientos. Estos dispositivos deben ser construidos de concreto y hierro en las entradas de cada instalación. Las dimensiones de las mismas dependerán de las características de cada acceso y se recomienda utilizar las medidas descritas a continuación:

6.7.1.1.Las piscinas de desinfección de calzado deberá tener una profundidad de 4 pulgadas, y una esponja de una pulgada de espesor con un nivel de líquido, permanente, de 1.5 pulgadas su longitud dependerá de las características de las entradas y puertas.

6.7.1.2. La piscina de desinfección de ruedas deben permitir empapar las mismas dos veces en la solución desinfectante, por ello la dimensión debe ser de una longitud de 8 metros, un ancho de 4 metros y 16 pulgadas de profundidad con un nivel de líquido de 10 pulgadas.

"NORMA TÉCNICA OBLIGATORIA NICARAGÜENSE DE COTO DE CAZA DE FAUNA SILVESTRE"

NTON 05 019 – 02

1. OBJETO

La presente norma tiene por objeto establecer las especificaciones técnicas y/o requerimientos que regirán

6339

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.bolanosenriquebolanos.org

todas las actividades de Cotos de Caza de fauna silvestre en el territorio nacional.

2. CAMPO Y AUTORIDAD DE APLICACIÓN

La presente norma es aplicable a todas aquellas personas naturales o jurídicas dedicadas a brindar servicios de caza mayor o menor en Cotos de Caza de fauna silvestre localizados en el territorio nacional sin perjuicio de su finalidad.

La autoridad de aplicación de la presente norma, es el Ministerio del Ambiente y los Recursos Naturales, a través de las Delegaciones Territoriales y la Dirección Sustantiva del nivel central con funciones en materia de Fauna Silvestre.

3. DEFINICIONES

3.1 Coto de caza: Es aquella área pública o privada, cuya extensión y características medioambientales permiten la existencia natural o inducida de especies de la fauna silvestre nacional y que ha sido delimitada físicamente para efectos de llevar a cabo dentro de sus linderos, la actividad de cacería.

3.2 Caza deportiva: Es el arte de perseguir, capturar o dar muerte a especímenes de la fauna silvestre utilizando aquellos medios y métodos considerados lícitos en los preceptos de dicho arte, y cuya finalidad no implica para el cazador la obtención de beneficio pecunario por el producto logrado.

3.3 Calendario Cinegético: Es el calendario anual que define los períodos hábiles para cazar todas aquellas especies de fauna silvestre para las cuales existe permiso de realizar tal actividad, así como el sexo, tallas o peso de los individuos susceptibles de ser cazados y puede incluir o no la cantidad de piezas que cada cazador está autorizado a cobrar por día de caza.

3.4 Especie: Categoría taxonómica que agrupa al conjunto de seres que presentan aquellas características genéticas que les permiten reproducirse entre sí.

3.5 Espécimen: Todo animal, planta, parte, producto o derivado vivo o muerto.

3.6 Especies menores: Todas aquellas especies de la fauna silvestre nacional susceptibles de cacería, cuyos individuos adultos poseen dimensiones iguales o menores a las siguientes: longitud de la cabeza y cuerpo (base de la cola) sin incluir la cola de 75 cm y una altura al hombro de 35 cm.

3.7 Especies mayores: Todas aquellas especies de la fauna silvestre nacional cuyos individuos adultos poseen dimensiones mayores a las siguientes: longitud de la cabeza y cuerpo (base de la cola) 75 cm sin incluir la cola y una altura al hombro de 35 cm.

3.8 Fauna Silvestre: Especies de animales que subsisten sujetas a los procesos de selección natural, cuyas poblaciones se desarrollan en la naturaleza.

3.9 Hábitat propicio: Toda aquella extensión de territorio con los siguientes elementos:

3.9.1. Disponibilidad permanente de al menos una fuente de agua donde los animales pueden abrevar, en un radio no mayor al reconocido como rango doméstico de la especie.

3.9.2 Presencia de las especies que constituyen la dieta de la especie.

3.9.3. Disponibilidad de áreas potenciales de reproducción y crianza.

3.9.4. Presencia de más de una comunidad vegetal, o estados serales iniciales y maduros que crean efectos de borde para especies cuyos hábitos de vida requieran de lo anterior.

3.9.5. Ausencia de actividades humanas intensivas, tales como: tala, asentamientos, carreteras, caza, caminos y ganadería u otras que limiten el uso que la especie le pueda dar a este hábitat.

3.10 Hábitat óptimo para especies silvestres: Es aquel en el cual la cantidad y arreglo de las áreas de alimentación y cobertura, dan por resultado un uso máximo por los animales sobre la máxima área disponible, sin que haya un deterioro de la vegetación.

3.11 MEHVCB: Siglas de "Método de evaluación de hábitat para el venado cola blanca", el cual ha sido desarrollado por especialistas en vida silvestre en Costa Rica, Estados Unidos y otros países americanos con poblaciones de *Odoicoleus virginianus*. Consiste en la comparación cualitativa de determinado hábitat con un hábitat ideal hipotético definido. Los autores de trabajos en MEHVCB más conocidos son Mandujano (1995), Bramble y Byrnes (1979), Flood et.al (1997).

3.12 Rango doméstico: Extensión territorial que recorre cada especie con la finalidad de realizar sus funciones vitales.

4. REQUERIMIENTOS GENERALES MÍNIMOS PARA LA UBICACIÓN, DISEÑO DE INFRAESTRUCTURA Y SEGURIDAD DE LOS COTOS DE CAZA

4.1. Los Cotos de Caza deberán estar ubicados diez kilómetros de distancia mínima del límite de desarrollo urbano. En el caso de instalaciones próximas a las Áreas Protegidas, deberán estar localizadas a diez kilómetros de la zona de amortiguamiento.

6340

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑO FUNDACIÓN

4.2. El Coto de Caza deberá tener una extensión mínima en función de los requerimientos ecológicos de la especie bajo manejo. En el caso de *Odocoileus virginianus* y *Mazama americana* será de 90 hectáreas como mínimo (129 manzanas) para poder permitir la actividad de cacería sobre una población silvestre de esta especie.

4.3. El área destinada para Coto de Caza deberá estar señalizada al menos cada cien metros a lo largo de todo su perímetro. La leyenda deberá advertir claramente a las personas del peligro de ingresar al área sin autorización.

4.3.1 La infraestructura y delimitación del Coto de Caza, deberá ser desarrollada en función de los resultados del estudio de impacto ambiental, de acuerdo al Reglamento de Permisos y Evaluación de Impacto Ambiental.

4.3.2 Los linderos del coto de caza deberán contar con una ronda de al menos 3 metros de ancho desde el borde del cerco hacia el interior de la propiedad, para facilitar las labores de vigilancia y mantenimiento.

4.3.3 Los períodos hábiles de caza se regirán de acuerdo al Calendario Cinegético anual y al Sistema Nacional de Vedas vigentes.

5. DE LOS REQUERIMIENTOS TÉCNICOS PARA EL ESTABLECIMIENTO DE UN COTO DE CAZA.

5.1. Cumplir con el inciso 5 del presente instrumento.

5.2. Presentar un plan de manejo para el Coto de Caza que incluya la información siguiente:

5.2.1 Una evaluación de hábitat propicio para las especies que se pretenda manejar, en el caso de Odocoileus virginianus y Mazama americana, esto se realizará utilizando el MEHVCB o un método similar reconocido por la comunidad científica internacional.

5.2.2 Estimados de la población actual de las especies que se pretenda manejar, total y por clases: Adultos, jóvenes y crías.

5.2.3 Presentar el plan de reintroducción de especímenes al Coto, en el caso de que se requiera.

5.2.4 Una propuesta de cosecha anual por especie, fundamentada en la información recabada.

5.2.5 La recolección de la información y la elaboración y presentación del plan de manejo deberán ser realizados por un profesional titulado u organización académica o no gubernamental con experiencia comprobada en el manejo y monitoreo de poblaciones silvestres y que serán los responsables técnicos de los resultados presentados.

5.3. La información a presentar en el plan de manejo así como la descripción de los métodos de colecta y procesamiento de datos deberá basarse en criterios, normas, registros y datos de total aceptación y validez.

5.4. Las siglas y el vocabulario propios de la actividad propuesta, deberán ser claramente definidos en dicho documento.

5.5. El plan de manejo incluirá, cuando sea pertinente, tablas, gráficos, diagramas, mapas, fotografías, que permitan presentar o resumir información. Los mismos deberán estar identificados apropiadamente, señalando: número y título, fuente y fecha de la información, autor y fecha de elaboración.

5.6. De acuerdo con el numeral 6.2.3, en el caso que el Coto de Caza no cuente con una población silvestre suficientemente grande para establecer una cuota de cacería, el propietario podrá introducir al Coto de Caza individuos de la especie a manejar, a fin de que se reproduzcan.

5.6.1 Una vez realizada dicha introducción, no se podrá realizar ninguna actividad de cacería por un período menor de dos años en el caso de especies de caza menor y de cuatro años para especies de caza mayor. Este período permitirá que la población introducida se reproduzca a niveles suficientes para sustentar un programa de cacería. Durante este período se deberá monitorear las poblaciones silvestre objeto de caza en el área a fin de determinar su estado y establecer la información biológica básica necesaria para la definición de la cosecha de caza.

5.6.2 La reintroducción de especímenes podrá consistir únicamente de parejas en edad reproductiva o crías y el número de las mismas no podrá ser mayor que el 10% del total de población que se pretenda manejar en el Coto de Caza de acuerdo al plan de manejo.

5.6.3 No se podrá realizar otra reintroducción de especímenes sin una justificación técnica y en un plazo menor a los dos años de realizada la reintroducción anterior.

5.7. El Coto de Caza podrá adquirir especímenes para realizar la introducción de un establecimiento de crianza en cautiverio autorizado para tal fin.

5.8. El Coto de Caza podrá reproducir en cautiverio las especies que pretenda cazar, estableciéndose las cuotas de liberación al área de cacería de acuerdo al plan de manejo presentado. La actividad de crianza en cautiverio se regirá por la Norma Técnica y demás disposiciones jurídico administrativas correspondientes.

6. DE LA DEFINICIÓN DE COSECHAS DE CAZA

6.1. La definición de la cantidad de especímenes a ser cazados dentro del Coto de Caza, por año y sexo ha de basarse en el plan de manejo presentado por los responsables del coto.

6341

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

6.2. Para el caso de *Odoicoleus virginianus* y *Mazama americana*, los porcentajes de cacería anuales podrán ser fijados en un rango de 0 a 30 % de la población total, sobre la base del plan de manejo presentado por los responsables del Coto de Caza.

6.3. Para el caso de *Odoicoleus virginianus* y *Mazama americana*, podrá autorizarse el porcentaje máximo de cosecha únicamente cuando el hábitat propicio para el venado se aproxime o constituya un hábitat óptimo y cuando el rango de la población de venados cumpla con la proporción 3:2:5 para crías, jóvenes y adultos.

6.4. La definición de cosechas de caza debe realizarse y ajustarse anualmente.

6.5. En el caso de áreas extensas que sean manejadas por comunidades, se podrá prescindir del numeral 5.3 y de los incisos 5.3.1 y 5.3.2.

7. DE LAS PROHIBICIONES, SEGURIDAD Y El CALENDARIO CINEGETICO EN EL COTO DE CAZA

7.1. El Coto de Caza sólo podrá ser utilizado por aquellas personas que posean una licencia vigente de caza deportiva.

7.2. Todas las actividades de cacería que se lleven a cabo en el Coto de Caza se regirán por las especificaciones técnicas consignadas en la Norma Técnica obligatoria de caza deportiva.

7.3. El calendario cinegético será el instrumento administrativo de control de los períodos de caza en el Coto de Caza.

8. DE LA PROTECCIÓN AMBIENTAL

8.1. La basura o desechos orgánicos e inorgánicos producidos, por un cazador deportivo, al practicar su actividad, tales como: embalajes de cartuchos, armas, alimentos y cualquier otro material considerado como desecho, deberán ser transportados fuera del área de cacería y depositados en el basurero o contenedor habilitado para tal efecto.

"NORMA TÉCNICA OBLIGATORIA NICARAGÜENSE DE CRIANZA EN CAUTIVERIO"

NTON 05 020 – 02

1. OBJETO

La presente norma tiene por objeto establecer las especificaciones técnicas y/o requerimientos ecológicos que regirán todas las actividades de Crianza en Cautiverio de fauna silvestre en el territorio nacional.

2. CAMPO Y AUTORIDAD DE APLICACIÓN

La presente norma es aplicable a todas aquellas personas naturales o jurídicas dedicadas a las actividades de Crianza en Cautiverio de fauna silvestre que se realizan en el territorio nacional sin perjuicio de su finalidad.

La autoridad de aplicación de la presente norma, es el Ministerio del Ambiente y los Recursos Naturales, a través de las Delegaciones Territoriales y la Dirección Sustantiva del nivel central con funciones en materia de Fauna Silvestre.

3. DEFINICIONES

3.1 Bioseguridad: Se define así al conjunto de combinaciones específicas de trabajo, equipo de seguridad y facilidades diseñadas para el control y seguimiento de vectores que contribuyen a minimizar la exposición de los trabajadores y el ambiente a los agentes infecciosos.

3.2 Especie: Categoría taxonómica que agrupa al conjunto de seres que presentan aquellas características genéticas que les permiten reproducirse entre sí.

3.3 Espécimen: Todo animal, planta, parte, producto o derivado vivo o muerto.

3.4 Etología: Ciencia que se ocupa del estudio del carácter y modos de comportamiento de los animales en su medio natural, aunque también se incluyen experiencias de laboratorio.

3.5 Establecimiento de crianza en cautiverio de fauna silvestre: Son las áreas de propiedad pública o privada que se destinan para la reproducción, mantenimiento, fomento y aprovechamiento de especies de la fauna silvestre fuera de su hábitat natural con fines científicos, comerciales, industriales (internacional o nacional) o de repoblación y que involucran al ser humano en la manipulación del ambiente para propiciar el proceso de apareamiento de los individuos a manejar.

3.5.1 Reproducción en cautiverio: Actividad que se realiza en recintos cerrados con el propósito de obtener una o varias descendencias de animales de una generación parental.

3.5.2 Cría en cautiverio: Actividad que implica el cuido y manejo de una descendencia ya sea huevos, nacidos o de otra forma, que proviene de padres que se aparearon en un ambiente controlado.

3.5.3 Pie de cría o Padrotes: Se designan aquellos especímenes juveniles o adultos previa selección fenotípica de cualquier especie, capturados en estado silvestre, o provenientes de cautiverio, que serán utilizados como generación parental en fincas de reproducción o zoocriaderos,

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

3.5.4 Ambiente controlado: Un ambiente que es manipulado intensivamente por el ser humano con el propósito de reproducir animales, cuyas características generales puedan comprender, sin limitarse a ello el alojamiento artificial, la evacuación de deshechos, la asistencia sanitaria, la protección contra depredadores y la alimentación suministrada artificialmente.

3.6 Fauna Silvestre: Especies de animales que subsisten sujetas a los procesos de selección natural, cuyas poblaciones se desarrollan en la naturaleza.

3.7 Manejo de fauna silvestre: Es el arte de favorecer o controlar la abundancia o distribución de las especies silvestres vertebradas e invertebradas.

4. TERMINOLOGIA

4.1 Aves de percha: Aves que generalmente utilizan ramas de árboles u otras superficies similares para posarse, ejemplos: loras, gavilanes.

4.2 Área de cuarentena: Recinto físicamente aislado destinado para el alojamiento de animales procedentes de áreas externas al establecimiento con fines de prevención y/o tratamiento clínico de enfermedades.

4.3 Área de socialización: Instalación donde las diferentes especies de aves llevan a cabo el proceso de familiarización y selección de pareja para su futura reproducción.

4.4 Área de reproducción y apareo: Recinto donde se presenta el celo o ciclo reproductivo y se realiza el apareamiento de diferentes especies silvestres o domésticas.

4.5 Área de postura: Recinto destinado para la puesta y eclosión de los huevos.

4.6 Área de parto: Recinto destinado para especies cuya reproducción es vivípara.

4.7 Área de incubación: Ambiente destinado para la incubación de huevos de aquellas especies cuya reproducción es ovípara.

4.8 Área de alojamiento de crías: Recinto donde se encuentran alojadas las crías nacidas en el establecimiento de crianza en cautiverio.

4.9 Condominio: Estructura de madera, con plataformas horizontales de hojas de palma o madera, colocada en un Encierro para reptiles, cuya finalidad es proporcionar una superficie para el descanso y soleado de los especímenes.

4.10 Densidad: Se refiere al número de individuos en cautiverio por unidad de área, por ejemplo: 45 individuos por m^2 en un área de 0.11 m^2 equivale a 5 individuos.

4.11 Especies compatibles: Especies que por su tamaño, estrecha relación taxonómica, características físicas y de comportamiento similares, pueden convivir en un mismo espacio físico de manera temporal sin causarse daños de ningún tipo. Ejemplo, chocoyo catano *Aratinga canicularis* y chocoyo verde *Aratinga nana aztec.*

4.12 Perchas: Barras cilíndricas de madera colocadas en una jaula para aves, cuya finalidad es proporcionar una superficie de agarre a las patas del ave substituyendo lo que en el medio natural sería una rama de árbol.

4.13 Proporción de sexos: Relación numérica entre machos y hembras destinadas a compartir el mismo espacio físico, con el propósito de que se reproduzcan.

4.14 Sistema de impulsión y filtrado de agua: Sistema mediante el cual se posibilita el recambio y limpieza del agua de un estanque. El recambio de agua puede ser mediante bomba o por gravedad.

4.15 Terrario: Contenedor en el que habitan animales vivos terrestres o parcialmente terrestres.

5. DE LOS ESTABLECIMIENTOS DE CRIANZA EN CAUTIVERIO EN TODO EL TERRITORIO NACIONAL.

5.1. Requerimientos generales mínimos para la ubicación, diseño y seguridad de los establecimientos de crianza en cautiverio.

5.1.1 Los establecimientos de crianza en cautiverio deberán estar ubicados, a un kilómetro de distancia mínima del límite de desarrollo urbano. En caso de Áreas Protegidas, las instalaciones, deberán estar localizadas según lo dispuesto en el Reglamento de Áreas Protegidas (Decreto 14-99), Plan de manejo del área y/o Plan operativo anual respectivo.

5.12 La infraestructura para el manejo de fauna silvestre en cautiverio, deberá ser diseñada o edificada con materiales de construcción que no exponga la salud y el bienestar de los animales en cautiverio.

5.1.3. Sin perjuicio de las infraestructuras que cumplan con los requerimientos generales del numeral 5.1.2, se consideran como aptas aquellas edificadas con los siguientes materiales:

5.1.3.1 Encierro de bloques, de zinc con esqueleto rígido, tubo de hierro o perlín, que cumplan con las especificaciones de seguridad y diseño.

5.1.3.2 Encierro de zinc y malla ciclón, con esqueleto rígido, tubo de hierro o perlín.

5.1.3. Jaulas de malla metálica con esqueleto rígido, de tubo de hierro o perlín.

6343

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION www.fundacionenriquebolanos.org

5.1.3.4 Encierros de metal o malla metálica con esqueleto rígido o tubo de hierro.

5.1.3.5 Encierros de Sarán, cedazo u otro material similar, con esqueleto rígido, tubo de hierro o plástico.

5.1.3.6 Cajas de madera, plástico o cristal (terrario) con o sin malla metálica.

5.1.3.7 El uso de madera (reservorios de vectores) para la construcción de encierros, cajas y jaulas podrá ser utilizada si la misma es tratada con productos que eviten la presencia de vectores y que no afecten la salud de los animales y/o seres humanos.

5.1.3.8 Las piletas o depósitos para agua deben tener un diseño, que permita a los especímenes entrar y salir sin dificultad a fin de garantizar su seguridad y movimiento.

5.1.3.9 Las jaulas o encierros del establecimiento deberán garantizar que los animales no se causen heridas. Todos los bordes existentes deberán ser suaves o redondeados. Las uniones de madera –si las hay- deben ser terminadas de tal forma que el animal no pueda destruirlas royéndolas o arañándolas desde el interior.

5.1.3.10 Las jaulas o encierros deberán tener un desnivel en el piso del 3 % para facilitar el escurrimiento y drenaje de los líquidos de desecho.

5.1.3.11 Los establecimientos de crianza en cautiverio deberán construir piscinas de desinfección de calzado y de llantas de vehículos automotores en las entradas de cada instalación. Las mismas serán construidas totalmente de concreto y hierro (véase dimensiones y especificaciones técnicas en el numeral 6.

5.1.4 Los establecimientos de crianza en cautiverio que se dediquen a criar especímenes de especies de serpientes venenosas deberán de disponer de sueros antiofídicos vigentes y específicos para el tratamiento de mordeduras.

5.1.5 Las jaulas o encierros deberán contener únicamente animales de la misma especie o especies compatibles.

5.1.6 Los establecimientos de crianza en cautiverio deberán contar con áreas de cuarentena, enfermería, socialización, reproducción, alojamiento de crías (comercio, retorno y pie de cría) e incubación, definidas y separadas para cada una de las especies bajo manejo, salvo cuando las mismas sean especies compatibles, de acuerdo a las características etológicas de las especies.

5.1.7 El área de cuarentena para el manejo clínico de especímenes de especies acopiados de la naturaleza o reproducidos en cautiverio deberá estar a una distancia mínima de 50 m a contraviento en relación a otras áreas definidas en el numeral 5.1.6 y de acorde a los requerimientos específicos de cada especie, descritos en los cuadros correspondientes.

5.1.8 Los especímenes reproducidos en cautiverio que sean destinados al retorno a la naturaleza deberán estar en encierros separados de aquellos especímenes destinados para pie de cría o comercio.

5.1.9 Las puertas y tapaderas de todas las infraestructuras detalladas en los numerales anteriores deben abrirse y cerrarse fácil y repetidamente a fin de garantizar su operatividad, evitando la fuga de los animales en cautiverio o la introducción de animales indeseables por lo que se recomienda el uso de doble puerta.

5.1.10 Los Establecimientos de Crianza en Cautiverio deberán disponer de sueros antiofídicos vigentes y específicos para el tratamiento de mordeduras de especies venenosas de fauna silvestre.

5.1.11 El establecimiento deberá contar con su Plan de Manejo, el cual deberá incluir el manejo de los desechos sólidos y líquidos, en su caso; aprobado por la autoridad competente.

5.2 Requerimientos específicos mínimos para la reproducción y crianza de especies de la Clase **Amphibia**.

5.2.1 La infraestructura destinada a la reproducción, apareo y crianza de especies de la Clase **Amphibia** deberá estar diseñada de acuerdo a las especificaciones consignadas en el numeral 5.1.

5.2.2 Las condiciones de temperatura, humedad y ventilación deben ser las mismas existentes en el ambiente natural de la especie bajo manejo. En caso de que estos parámetros ambientales sean diferentes, deberán ser regulados artificialmente.

5.2.3 Los Encierros destinados para la reproducción de especies con estadios acuáticos (renacuajos) deberán contar con estanques equipados con sistemas de impulsión y filtrado para agua, no clorada, cuando las características ecológicas de la especie lo requieran.

5.2.4 Los renacuajos de una misma especie no podrán ser mezclados durante el período de la metamorfosis en un mismo depósito con otras especies

5.2.5 Para el manejo de reproductores en cautiverio de ranas arborícolas de la familia **Hylidae**, género *Agalychnis spp.* se requiere una misma área para la reproducción, apareo y postura. La densidad máxima de individuos, tipos de infraestructura, dimensiones máximas y componentes de encierro se describen en el cuadro N° 1.

Cuadro N° 1. Requerimientos específicos para reproductores de ranas arborícolas de la familia Hylidae, género Agalychnis spp. en el área de reproducción, apareo y postura.

6344

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

DENSIDAD MAXIMA Individuos/m³	TIPOS	DIMENSIONES MAXIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
2	Encierro, estructura rígida con forro de sarán u otro material del mismo tipo que cumpla con el inciso 5.1.2	50.00 m³ (5.00 x 5.00 x 2.00 m de altura)	Estanque para agua de 4.00 m² con profundidad mínima de 0.40 m. Plantas de hojas anchas, arbustos, cafetos, otros similares.
6	Terrarios, con tapadera y ventilación.	1.00 m³	Recipiente para agua. Profundidad Mínima 0.10 m.

NOTA: Cuando se refiere a especímenes de especies cuyas características le permiten ocupar espacios verticales su Densidad Máxima se expresa en Individuos/m³ y se indica a la par del índice.

5.2.5.1 Para el manejo de crías nacidas en cautiverio de ranas arborícolas de la familia **Hylidae**, género *Agalychnis spp.* se requiere una misma área para el alojamiento de crías. La densidad máxima de crías o neonatos, tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de encierro, cajas y terrarios, se describen en el cuadro N° 2.

Cuadro N° 2. Requerimientos específicos para ranas arborícolas de la familia Hylidae, género *Agalychnis spp.* en el área de alojamiento de crías.

DENSIDAD MAXIMA individuos/m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
5	Encierro, estructura con forro de sarán u otro material del mismo tipo que cumpla con el inciso 5.1.2	50.00 m³ (5.00 x 5.00 x 2.00 m de altura)	Estanque para agua de 2.00 m² con profundidad mínima de 0.40 m. Plantas de hojas anchas, arbustos, cafetos, otros similares.
20	Terrarios, con tapadera y ventilación.	1.00 m³	Depósito para agua, Profundidad mínima de 0.10 m. Plantas de hojas anchas, cafetos, otros similares.

5.3. Requerimientos específicos mínimos para la reproducción y crianza de especies de la Clase **Reptilia**.

5.3.1 Los tipos de infraestructura destinada a la reproducción, apareo y crianza de especies de la Clase **Reptilia** deberá estar diseñada de acuerdo a las especificaciones consignadas en el numeral 5.1.

5.3.2 Las tapaderas de cajas, terrarios o estructuras rígidas destinadas al manejo y crianza de especies de serpientes, deberán estar forradas únicamente de malla plástica u otro material sintético similar.

5.3.3 Las superficies laterales de cajas, terrarios o estructuras rígidas destinadas al manejo y crianza de especies de serpientes no deberán estar forradas con malla metálica.

5.3.4 Las condiciones de temperatura, humedad y ventilación deben ser las mismas existentes en el ambiente natural de la especie bajo manejo. En caso de que estos parámetros ambientales sean diferentes, deberán ser regulados artificialmente.

5.3.5 Para el manejo de reproductores en cautiverio de tortugas de agua dulce de la familia **Emydidae** se requiere una misma área para la reproducción, apareo y postura. La densidad máxima de individuos, tipos de infraestructura, dimensiones máximas y componentes de encierro, se describen en el cuadro N° 3.
Cuadro N° 3. Requerimientos específicos para tortugas de agua dulce de la familia Emydidae en el área de reproducción, apareo y postura.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
EMYDIDAE				
Rhinoclemmys spp. Tortugas de tierra *Trachemys spp.* Jicotea	0.5/m²	Encierro.	100.00 m². Altura Mínima. 0.60 m	Pila de agua de 12.00 m². Profundidad mínima de 0.35 m, Con pendiente del 6 % comederos, refugios, troncos, plantas acuáticas, otros similares.

5.3.6 Para el manejo de crías nacidas en cautiverio de tortugas de agua dulce de la familia **Emydidae** se requiere un área de alojamiento de crías. La densidad máxima de crías o neonatos, tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de encierro, cajas y terrarios se describen en el cuadro N° 4.

Cuadro N° 4. Requerimientos específicos para especies de tortugas de agua dulce de la familia Emydidae en el área de alojamiento de crías.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
EMYDIDAE				
Rhinoclemmys spp. Tortugas de tierra *Trachemys spp.* Jicotea	15/m²	Encierro	2.00 m². Altura mínima. 0.60 m	Pileta para agua de 0.16 m². Profundidad mínima 0.08 m. comederos refugios, troncos, sustrato, plantas acuáticas otros.
	70/m²	Cajas, Terrarios o contenedor plástico con tapadera y ventilación	0.11 m² (0.38 x 0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua, comedero, sustrato.

5.3.7 Para el manejo de reproductores en cautiverio de tortugas pecho quebrado de la familia **Kinosternidae** se requiere una misma área para la reproducción, apareo y postura. La densidad máxima de individuos, tipos de infraestructura, dimensiones máximas y componentes de encierro, se describen en el cuadro N° 5.

Cuadro N° 5. Requerimientos específicos para tortugas de pecho quebrado de la familia Kinosternidae en el área de reproducción, apareo y postura.

6346

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
KINOSTERNIDAE				
Kinosternon spp. Tortugas pecho quebrado	1/m²	Encierro.	100.00 m², Altura mínima 0.60 m	Pila de agua de 25 m². Profundidad mínima de 0.40 m. con pendiente del 6 % comederos refugios, troncos, plantas acuáticas, otros.

5.3.8 Para el manejo de crías nacidas en cautiverio de tortugas pecho quebrado de la familia **Kinosternidae** requiere de un área de alojamiento de crías. La densidad máxima de crías o neonatos, tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de encierro, cajas y terrarios se describen en el cuadro N° 6.

Cuadro N° 6. Requerimientos específicos para tortugas pecho quebrado de la familia Kinosternidae en el área de alojamiento de crías.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
KINOSTERNIDAE				
Kinosternon spp. Tortugas pecho quebrado	10/m²	Encierro.	3.00 m². Altura mínima 0.60 m	Pileta para agua de 0.64 m². Profundidad mínima 0.20 m. comederos refugios, troncos, sustrato, plantas acuáticas otros
	70/m²	Cajas, Terrarios o contenedor plástico con tapadera y ventilación	0.11 m² (0.38 x 0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua, comedero, sustrato

5.3.9 Para el manejo de reproductores en cautiverio de perrozompopos de la familia **Gekkonidae** se requiere una misma área para la reproducción, apareo y postura. La densidad máxima de individuos, tipos de la infraestructura, dimensiones máximas y componentes de encierro, se describen en el cuadro N° 7.

Cuadro N° 7. Requerimientos específicos para perrozompopos de la familia Gekkonidae en el área de reproducción, apareo y postura.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
GEKKONIDAE				
Coleonyx spp. Gekos	8/m²	Encierro.	2.00 m². Altura mínima 0.70 m	Pileta para agua de 0.16 m² Profundidad mínima 0.02 m. comedores refugios, troncos, sustrato, otros.

6347

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

	36/m²	Cajas, Terrarios o contenedor plástico con tapadera y ventilación	0.11 m² (0.38 x 0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua, comedero, sustrato.

5.3.10 Para el manejo de crías nacidas en cautiverio de perrozompopos de la familia **Gekkonidae** se requiere un área de alojamiento de crías. La densidad máxima de crías o neonatos, tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de encierro, cajas y terrarios se describen en el cuadro N° 8.

Cuadro N° 8. Requerimientos específicos para perrozompopos de la familia Gekkonidae en el área de alojamiento de crías.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
Coleonyx spp. Gekos	30/m²	Encierro	1.00 m². Altura mínima 0.70 m	Recipiente para agua y comederos, refugios, troncos, sustrato.
	70/m²	Cajas, terrarios o contenedor plástico con tapadera y ventilación	0.11 m² (0.38 x 0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua, comedero, sustrato

5.3.11. Para el manejo de reproductores en cautiverio de iguanas y cherepos de la familia **Iguanidae** se requieren una misma área para la reproducción, apareo y postura. La densidad máxima de individuos, tipos de infraestructura, dimensiones máximas y componentes de encierro, se describen en el cuadro N° 9.

Cuadro N° 9. Requerimientos específicos para iguanas y cherepos de la familia Iguanidae en el área de reproducción, apareo y postura.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
IGUANIDAE *Norops spp.* Anolis verde	2/m³	Encierro	50.00 m³. (5.00 x 5.00 x 2.00 m de altura)	Piletas para agua de 0.16 m² (0.40 x 0.40). Profundidad mínima 0.05 m. comederos, refugios, troncos, sustrato.
	36/m²	Cajas terrarios o contenedor plástico con tapadera y ventilación	0.11 m² (0.38 x 0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua, comederos, sustrato.

6348

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑO FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolano.org

Sceloporus spp. Pichetes, Lagartija corralera	4/m²	Encierro	100.00 m². Altura mínima 0.70 m	Pileta para agua de 0.64 m². Profundidad 0.20 m. Comederos, Profundidad mínima de 0.08 m. Refugios, troncos otros. Condominios 2.00 m², Altura mínima de 0.60 m. con plataformas horizontales distribuidas cada 0.20 m El espacio mínimo entre condominios, de 1.00 m. El espacio mínimo entre condominios y pared del Encierro de 1.50 m.

Cuadro Nº 9. Requerimientos específicos para iguanas y cherepos de la familia Iguanidae en el área de reproducción, apareo y postura.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
IGUANIDAE				
Sceloporus spp. Pichetes, Lagartija corralera	36/m²	Cajas Terrarios	0.11 m² (0.38 x 0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua, comedero, sustrato.
Iguana spp. Iguana *Ctenosaura spp.* Cola Chata, Garrobos	0.25/m²	Encierro	100.00 m². Altura mínima 1.50 m	Pileta para agua de 2.25 m². Profundidad mínima de 0.25 m. Comederos Refugios, troncos, árboles o perchas. Condominios 2.00 m², Altura mínima 1.50 m. con plataformas horizontales distribuidas cada 0.80 m. El espacio mínimo entre condominios de 1.50 m. Distancia mínima entre condominios y pared del Encierro de 1.50 m.
	0.25/m²	Encierro para postura de hembras	100.00 m². Altura Mínima 1.50 m.	Zanja o bancales de arena 8.00m² Profundidad Máxima 0.80m. Distancia entre zanjas 4.00 m. Distancia entre condominios y pared del Encierro de 1.50 m.
Iguana spp. Iguana, *Ctenosaura spp.* Cola Chata Garrobos	0.25/m²	Encierro para recuperación de hembras	100.00 m². Altura Mínima 1.50 m.	Pileta para agua de 2.25 m². Profundidad mínima 0.25 m. Comederos, refugios, troncos, árboles o perchas. Condominios 2.00 m². Altura mínima 1.50 m. con plataformas horizontales cada 0.80 m. El espacio entre condominios de 1.50 m. Distancia mínima entre condominios y pared del Encierro de 1.50 m.

6349

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

Cuadro N° 9. Requerimientos específicos para iguanas y cherepos de la familia Iguanidae en el área de reproducción, apareo y postura.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
Corytophanes spp. Turipaches *Basiliscus spp.* Gallegos	0.25/m²	Encierros.	100.00 m². Altura mínima 1.50 m	Pileta para agua de 2.25 m². Profundidad mínima 0.25 m. Comederos, refugios, troncos, árboles o perchas. Condominios 2.00 m². Altura mínima 1.50 m. con plataformas horizontales cada 0.80 m. El espacio entre condominios de 1.50 m. Distancia mínima entre condominios y pared del Encierro de 1.50 m.

5.3.12 Para el manejo de crías nacidas en cautiverio de iguanas y cherepos de la familia **Iguanidae** se requiere un área de alojamiento de crías. La densidad máxima de crías o neonatos, tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de encierro, cajas y terrarios se describen en el cuadro N° 10.

Cuadro N° 10. Requerimientos específicos para iguanas y cherepos de la familia Iguanidae en el área de alojamiento de crías.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
IGUANIDAE				
Norops spp. Anolis verde	10/m³	Encierros.	1.00 m³(1.00 x 1.00 x 1.00 m),	Recipiente o pila para agua y comederos, refugios, troncos, sustrato.
Sceloporus spp. Pichetes, Lagartija corralera	70/m²	Cajas o terrarios	0.11 m² (0.38 x 0.30 x 0.18 m)	
	20/m²	Encierro	1.00 m². Altura mínima 1.00 m	Recipiente para agua, comedero, sustrato .

Cuadro N° 10. Requerimientos específicos para iguanas y cherepos de la familia Iguanidae en el área de alojamiento de crías.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
IGUANIDAE				
Iguana spp. Iguana, *Ctenosaura spp.* Cola chata Garrobos	20/m²	Encierros	1.00 m² Altura Mínima 0.70 m	Recipiente o pila para agua y comederos, refugios, troncos, Sustrato.
Corytophanes spp. Turipaches *Basiliscus spp.* Gallegos	70/m²	Cajas terrarios con tapadera y ventilación	0.18 m²(0.60 x 0.30 x 0.30 m)	Recipiente para agua, comedero, sustrato.

6350

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑO FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
	20/m²	Encierros	25.00 m². Altura mínima 0.70 m	Recipiente o pila para agua de 0.16 m², Profundidad mínima 0.20 m. Comederos, refugios, troncos, sustrato. Condominios 2.00 m² Altura mínima 0.60 m con plataformas horizontales distribuidas cada 0.20 m El espacio entre condominios de 1.00 m. El espacio mínimo entre condominios y pared del Encierro de 1.50 m.
	70/m³	Cajas o terrarios con tapadera y ventilación	0.11 m²(0.38 x 0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua, comedero, sustrato

5.3.13 Para el manejo de reproductores en cautiverio de lagartijas lucias de la familia **Scincidae** se requiere una misma área para la reproducción, apareo y postura. La densidad máxima de individuos, tipos de infraestructura, dimensiones máximas y componentes de encierro, cajas y terrarios se describen en el cuadro N° 11.

Cuadro N° 11. Requerimientos específicos para lagartijas lucias de la familia Scincidae en el área de reproducción, apareo y postura.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
SCINCIDAE				
Eumeces spp. Lagartija de Managua	1.6/m²	Encierro	5.00 m² Altura mínima 0.70 m	Pileta para agua de 0.16 m². Profundidad mínima 0.08 m. Comederos refugios, sustrato, troncos.
Mabuya spp. *Sphenomorphus spp.* = *(Leilopisma spp.)* Lagartijas lucias	4/m²	Encierro	4.00 m², Altura mínima 0.70 m	Pileta para agua de 0.16 m. Profundidad mínimo 0.08 m. Comederos refugios, sustrato, troncos.
	18/m²	Cajas terrarios con tapadera y ventilación	0.11 m²(0.38 x 0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua, comedero, sustrato

5.3.14 Para el manejo de crías nacidas en cautiverio de la familia **Scincidae** se requiere de un área de alojamiento de crías. La densidad máxima de crías o neonatos, tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de encierro, cajas y terrarios se describen en el cuadro N° 12.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

Cuadro N° 12. Requerimientos específicos para lagartijas lucias de la familia Scincidae en el área de alojamiento de crías.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
SCINCIDAE *Eumeces spp.* Lagartija de Managua	12/m²	Encierro	1.00 m² Altura mínima 0.70 m	Recipiente para agua y comederos Refugios, troncos, sustrato.
Mabuya spp. *Sphenomorphus spp* = *(Leilopisma spp.)* Lagartijas lucias	70/m²	Cajas o terrarios con tapadera y ventilación	0.11 m² (0.38 x 0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua, comedero, sustrato

5.3.15 Para el manejo de reproductores en cautiverio de lagartijas rayadas de la familia **Teiidae** se requiere una misma área para la reproducción, apareo y postura. La densidad máxima de individuos, tipos de infraestructura, dimensiones máximas y componentes de los encierros permanentes, cajas y terrarios se describen en el cuadro N° 13.

Cuadro N° 13. Requerimientos específicos para especies de lagartijas rayadas de la familia Teiidae en el área de reproducción, apareo y postura.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
TEIIDAE *Ameiva spp.* Ameivas *Cnemidophorus spp.* *Lagartija rayada, azul.*	2/m²	Encierro.	4.00 m² .Altura Mínima 0.70 m	Pileta para agua de 0.16 m². Profundidad mínima 0.08 m. Comederos, refugios, sustrato, troncos.
	18/m²	Cajas o terrarios con tapadera y ventilación.	0.11 m² (0.38 x 0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua, comedero, sustrato

5.3.16 Para el manejo de crías nacidas en cautiverio de la familia **Teiidae** se requiere un área de alojamiento de crías. La densidad máxima de crías o neonatos, tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de encierro, cajas y terrarios se describen en el cuadro N° 14.

Cuadro N° 14. Requerimientos específicos para lagartijas rayadas de la familia Teiidae en el área de alojamiento de crías.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
TEIIDAE *Ameiva spp.* Ameivas *Cnemidophorus spp.* Lagartijas rayada, azul.	12/m²	Encierro.	1.00 m², Altura mínima 0.70 m	Recipiente para agua y comederos Refugios, sustrato, troncos,
	70/m²	Cajas o terrarios con tapadera y ventilación.	0.11 m² (0.38 x 0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua, comedero, sustrato

6352

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑO FUNDACIÓN

5.3.17 Para el manejo de reproductores en cautiverio de boas y chatillas de la familia **Boidae** se deberá proporcionar una misma área para la reproducción y apareo. La densidad máxima de individuos, tipos de infraestructura, dimensiones máximas y componentes de encierro, se describen en el cuadro N° 15.

Cuadro N° 15. Requerimientos específicos para boas y chatillas de la familia Boidae en el área de reproducción y apareo.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m^2 ó m^3	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
BOIDAE *Boa spp.* Boa *Loxocemus spp.* Chatilla	0.5/m^2	Encierro.	100.00 m^2, Altura mínima. 2.00 m	Pileta o recipiente para agua 1.00 m de diámetro. Profundidad máxima 0.20 m Refugios, sustrato, troncos o perchas de madera.
	0.90/m^2	Cajas o Terrarios de apareo con tapadera y ventilación.	2.25 m^2 (1.50 x 1.50 x 0.70 m)	Recipiente para agua, sustrato.

5.3.18 Para el manejo de crías nacidas en cautiverio de la familia **Boidae** se requiere de un área de nacimientos y alojamiento de crías. La densidad máxima de crías o neonatos, tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de encierro, cajas y terrarios se describen en el cuadro N° 16.

Cuadro N° 16. Requerimientos específicos para boas y chatillas de la familia Boidae en el área de nacimientos y alojamiento de crías.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m^2 ó m^3	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
BOIDAE *Boa spp.* Boas *Loxocemus spp.* Chatilla	10	Encierros rectangulares o circulares	1.00 m^2, Altura Mínima. 1.00 m	Recipiente para agua, refugios, sustrato, troncos o perchas de madera.
	80	Cajas o Terrarios con tapadera y ventilación.	0.11 m^2 (0.38 x 0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua, sustrato.

5.3.19 Para el manejo de reproductores en cautiverio de serpientes de la familia **Colubridae** se requiere una misma área para reproducción, apareo y postura. La densidad máxima de individuos, tipo de infraestructura, dimensiones máximas y componentes de encierro, se describen en el cuadro N° 17.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION

Cuadro N° 17. Requerimientos específicos para serpientes de la familia Colubridae en el área de reproducción, apareo y postura.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
Lampropeltis spp. Falso coral	0.5	Encierro.	100.00 m², Altura mínima 2.00 m	Recipiente para agua, refugios, sustrato, troncos o perchas de madera.
	8	Cajas, Terrarios con tapadera y ventilación	0.24 m² (0.60 x 0.40 x 0.40 m)	Recipiente para agua, sustrato

5.3.20 Para el manejo de crías nacidas en cautiverio de la familia **Colubridae** se requiere de un área de alojamiento de crías. La densidad máxima de crías o neonatos, tipo de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de encierro, cajas terrarios se describen en el cuadro N° 18.

Cuadro N° 18. Requerimientos específicos para serpientes de la familia Colubridae en el área de alojamiento de crías.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
COLUBRIDAE *Lampropeltis spp.* falso coral	12	Encierro.	1.00 m², Altura mínima 1.00 m	Recipiente para agua Refugios, sustrato, troncos o Perchas de madera.
	60	Cajas o Terrarios con tapadera y ventilación.	0.11 m² (0.38 x 0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua, sustrato

5.4. Requerimientos específicos mínimos para la reproducción y crianza de especies de la clase Aves.

5.4.1 Los tipos de infraestructura destinada a la reproducción, apareo y crianza de especies de la Clase Aves deberá estar diseñada de acuerdo a las especificaciones consignadas en el numeral 5.1.

5.4.2 Las condiciones de temperatura, humedad y ventilación deben ser las mismas existentes en el ambiente natural de la especie bajo manejo. En caso de que estos parámetros ambientales sean diferentes, deberán ser regulados artificialmente.

5.4.3 Para la incubación de huevos de manera artificial, se deberá garantizar el funcionamiento permanente de los equipos a utilizar. Para evitar pérdidas por fallas en el fluido eléctrico, deberán contar permanentemente con generadores de emergencia o sistemas alternativos de incubación.

5.4.4 Para el manejo de padrotes en cautiverio de especies de lapas, loras y chocoyos de las familia **Psittacidae** se requiere un área de socialización. La densidad máxima de individuos, tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de jaulas, se describen en el cuadro N° 19.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑO FUNDACIÓ

Cuadro N° 19. Requerimientos específicos para lapas, loras y chocoyos de la familia Psittacidae en el área de socialización.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
PSITTACIDAE				
Ara spp.	0.03	Jaula	125 m³ (5.00 x 5.00 x 5.00 m).	Recipiente para agua y comedero. Árboles, perchas en posición horizontal. 20 % de la sección superior y/o costados cubiertos. Refugios y cajas nidales.
Lapas				
Amazona spp.	0.09			
Loras,				
Pionus spp.	0.19			
Cotorras				
Aratinga spp.	0.28			
Chocoyos				

5.4.5 Para el manejo de padrotes en cautiverio de lapas, loras y chocoyos de la familia **Psittacidae** y tucanes de la familia **Ramphastidae**, se requiere un área de reproducción, apareo y postura. La densidad máxima de individuos, tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de jaula, se describen en el cuadro N° 20.

Cuadro N° 20. Requerimientos específicos para lapas, loras y chocoyos de las familias Psittacidae y tucanes de la familia Ramphastidae en el área de reproducción, apareo y postura.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
PSITTACIDAE				
Ara spp. Lapas	0.12	Jaula	16.2 m³, Altura mínima. 4.50 m. Base de la jaula suspendida o sobre soportes.	Recipiente para agua y comedero Perchas en posición horizontal 30 % de la sección superior y/o costados cubiertos. Caja de nido suspendido con puerta para revisión.
Amazona spp. Loras, *Pionus spp.* Cotorras *Aratinga spp.* Chocoyos	2	Jaula	1.00 m³, Altura mínima 0.90 m. Altura mínima del suelo a la base de la jaula 1.50 m suspendida o sobre soportes	Recipiente para agua y comedero. Percha en posición horizontal 30 % de la sección superior y/o costados cubiertos Caja de nido suspendido con puerta para revisión.

6355

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION www.fundacionenriquebolanos.org

RAMPHASTIDAE *Rhampastus spp* *Pteroglossus spp* Tucanes	2	Jaula	1.00 m³, Altura mínima 0.90 m. Altura Mínima del suelo a la base de la jaula 1.50 m suspendida o sobre soportes	Recipiente para agua y comedero. Percha en posición horizontal 30% de la sección superior y/o costados cubiertos. Cajas de nido suspendido con puerta para revisión

5.4.6 Para el manejo de crías nacidas en cautiverio de lapas, loras y chocoyos de la familia **Psittacidae** y tucanes de la familia **Ramphastidae** se requiere de una misma área de incubación y manejo de crías o neonatos. La densidad máxima de individuos, tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de la instalación se describen en el cuadro N° 21.

Cuadro N° 21. Requerimientos específicos para lapas, loras y chocoyos de la familia Psittacidae y tucanes de la familia Ramphastidae en el área de incubación y manejo de crías o neonatos.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
PSITTACIDAE		Instalación techada	24.00 m² Altura mínima de instalación 1.80 m.	Incubadora, Recipientes para alojar neonatos, accesorios de manejo.
Ara spp. **Lapas** *Amazona spp.* Loras *Pionus spp.* **Cotorras** *Aratinga spp.* Chocoyos	18	Cajas plásticas u otro material.	0.11 m². (0.38 x 0.30 x 0.18 m).	
RAMPHASTIDAE *Rhampastus spp.* *Pteroglossus spp.* Tucanes	18			

5.4.7 Para el acopio de nuevos individuos y manejo clínico de reproductores en el establecimiento de reproducción y crianza de las especies de lapas, loras y chocoyos de la familia Psittacidae, tucanes de la familia Ramphastidae se requiere un área de cuarentena. La densidad máxima de individuos, tipo de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de las jaulas, se describen en el cuadro N° 22.

Cuadro N° 22. Requerimientos específicos para lapas, loras y chocoyos de la familia Psittacidae y tucanes de la familia Ramphastidae en el área de cuarentena.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
PSITTACIDAE		Instalación techada	24.00 m², Altura Mínima de Instalación 2.40 m.	Accesorios de manejo.

6356

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

Ara spp. **Lapas**	1	Jaula	1.00 m³. Altura mínima del suelo a la base de la Jaula 1.50 m suspendida o sobre soportes	Recipiente para agua y comederos. Perchas en posición horizontal
Amazona spp Loras	6			
PIONUS SPP Cotorras	10			
Aratinga spp Chocoyos	15			
RAMPHASTIDAE	6			
Rhampastus spp *Pteroglossus spp* Tucanes				

5.5. Requerimientos específicos mínimos para la reproducción y crianza de especies de la clase **Mammalia**.

5.5.1 La infraestructura destinada a la reproducción, apareo y crianza de especies de la **clase Mammalia** deberá estar diseñada de acuerdo a las especificaciones consignadas en el numeral 5.1.

5.5.2 Para el manejo de reproductores en cautiverio de especímenes de venados de la familia **Cervidae**, especie *Odocoileus virginianus y Mazama americana*, se requiere para cada especie, un área para la reproducción y apareo. La densidad máxima de individuos, tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de encierro o jaulas, se describen en el cuadro Nº 23.

Cuadro Nº 23. Requerimientos específicos para venados, de la familia Cervidae, especies *Odocoileus virginianus y Mazama americana* en el área de reproducción y apareo.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/m²	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
CERVIDAE				
Odocoileus virginianus Venado cola blanca	0.03	Encierro rectangular o circular	100.00 m². Altura mínima 2.00 m	Pileta para agua. Profundidad mínima 0.40 m. Comederos, refugios, árboles.
Mazama americana Venado cabro, puco				

5.5.3 Para el manejo en cautiverio de hembras preñadas de la familia **Cervidae**, se requieren de áreas individuales de partos. La densidad máxima de individuos, tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de encierro y/o jaulas, se describen en el cuadro Nº 24.

Cuadro Nº 24. Requerimientos específicos para venados, de la familia Cervidae, especie *Odocoileus virginiansus y Mazama americana* en el área de partos.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION www.fundacionenriquebolanos.org

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/m²	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
CERVIDAE				
Odocoileus virginianus Venado cola blanca	0.25	Encierro o jaula rectangular o circular	4.00 m², Altura Mínima 2.00 m	Pileta para agua. Profundidad mínima 0.15 m. Comederos, refugios.
Mazama americana Venado cabro, puco				

5.5.4 Para el manejo de crías nacidas en cautiverio de venados de la familia **Cervidae**, especie *Odocoileus virginianus y Mazama americana,* se requiere para cada especie, áreas independientes de alojamiento de crías, posterior al destete. La densidad máxima de crías o cervatillos, tipo de infraestructura, dimensiones mínimas, así como los componentes de encierro, cuyo detalle se describen en el cuadro N° 25.

Cuadro N° 25. Requerimientos específicos para venados, de la familia Cervidae, especies *Odocoileus virginianus y Mazama americana* en el área de alojamiento de crías

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/m²	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
CERVIDAE				
Odocoileus virginianus Venado cola blanca	1	Encierro	4.00 m, Altura mínima 2.00 m	Pileta para agua. Profundidad Mínima 0.15 m. Comederos, refugios.
Mazama americana Venado cabro, puco	1			

5.5.5 Para el manejo de reproductores en cautiverio de guardatinaja, familia Agoutidae, especie *Agouti paca*, se requiere una misma área de reproducción y apareo. La densidad máxima de individuos, proporción de sexos, tipos de infraestructur dimensiones mínimas y componentes de encierro o jaulas, se describen en el cuadro N° 26.

Cuadro N° 26. Requerimientos específicos para guardatinaja, familia Agoutidae, especie *Agouti paca* en el área de reproducción y apareo.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/m²	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
AGOUTIDAE				
Agouti paca Guardatinaja	1	Encierro.	4.00 m, Altura mínima 1.50 m	Pileta para agua. Profundidad Mínima. 0.15 m. Comederos, refugios

6358

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

5.5.6 Para el manejo en cautiverio de hembras preñadas de guardatinaja de la familia Agoutidae, se requieren de áreas individuales de partos. La densidad máxima de especímenes, tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de encierro y/o jaulas, se describen en el cuadro N° 27.

Cuadro N° 27. Requerimientos específicos para guardatinaja, familia Agoutidae, especie *Agouti paca* en el área de partos.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/m²	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
AGOUTIDAE				
Agouti paca Guardatinaja	0.5	Encierro	2.00 m², Altura mínima 1.50 m	Pileta para agua. Profundidad mínima 0.15 m Comederos, refugios
	1	Jaula	1.00 m². Altura mínima 0.50 m	Recipiente para agua y comedero

5.5.7 Para el manejo de crías nacidas en cautiverio de guardatinaja de la familia Agoutidae, especie *Agouti paca,* se requiere de áreas de alojamiento de crías, posterior al destete. La densidad máxima de crías o neonatos, tipo de infraestructura, dimensiones mínimas, así como los componentes de encierro, se describen en el cuadro N° 28.

Cuadro N° 28. Requerimientos específicos para guardatinaja, familia Agoutidae, especie *Agouti paca* en el área de alojamiento y manejo de crías

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/m²	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
AGOUTIDAE				
Agouti paca Guardatinaja	2	Encierro	2.00 m ó 1.60m de diámetro Altura Mínima 1.50	Pileta para agua de 0.16 m² ó 0.45 m de diámetro. Profundidad mínima 0.15 m. Comederos, refugios.
	2	Jaula	1.00 m². Altura mínima 0.50 m	Recipiente para agua y comedero

6. DEL MANEJO DE ESPECIMENES DE ESPECIES Y SISTEMAS DE BIOSEGURIDAD EN ESTABLECIMIENTOS DE CRIANZA EN CAUTIVERIO DE FAUNA SILVESTRE.

6.1 Los establecimientos de Crianza en Cautiverio de fauna silvestre viva, cuyas actividades son reguladas mediante esta norma técnica, deberán cumplir con las disposiciones administrativas de control establecidas por el ente regulador, y por la Resolución Ministerial 013 - 99 del MARENA, titulada: "Sistema de licencias y permisos para el acceso, comercialización local, exportación y reproducción de los recursos de biodiversidad". Así como con la Ley Básica de Salud Animal y Vegetal (Decreto No. 2-99.- Reglamento de la Ley No. 291).

6.2. El establecimiento deberá contar con agua potable para la limpieza del local, así como los utensilios necesarios para abrevar a los animales.

6.3. El establecimiento deberá tener un área destinada a la producción de alimento vivo de acuerdo a los requerimientos nutricionales de las especies bajo manejo.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

6.4. La dieta de los especímenes en horarios, cantidad y tipos deberá ser preparada en base a los requerimientos nutricionales de cada especie, los especímenes bajo manejo deberán ser suplidos preferiblemente con alimentos provenientes de su medio natural o en su defecto sustituir con similares.

6.5. El establecimiento deberá garantizar únicamente que los especímenes de las especies de la Clase **Aves y Mammalia** estén sexados y marcados con anillos u otro tipos de marca señalizada por un código numérico o alfanumérico .

6.6. La selección y aplicación de las marcas para especímenes de especies de la Clase **Amphibia y Reptilia** ha de contemplar el uso de productos **no tóxicos**, en ningún momento deberá ocasionar efectos negativos a los individuos marcados.

6.7. El establecimiento deberá contar con jaulas separadas y aisladas físicamente del local donde se encuentran los animales sanos para el debido confinamiento de animales enfermos o lastimados (área de cuarentena).

6.8. Toda la infraestructura del establecimiento de Crianza en Cautiverio deberá estar limpio, y para su desinfección se utilizarán sustancias que no causen daño y perjuicio a los animales bajo manejo.

6.9. El establecimiento deberá impulsar normas de bioseguridad para el control y seguimiento de vectores en instalaciones e individuos a través de:

6.9.1. Muestreos de diagnóstico veterinario en análisis de Biometría hemática, hemoparásitos, Examen general de orina, coprológico, Dermoscopía, Dirofilaria, Cultivos microbiológicos (exudados, Heces, Orina, de órganos, de alimentos, lácteos y agua) Necropsias (aves , reptiles, anfibios y mamíferos), cultivo Micológico, etc.

Estas deben realizarse según necesidades inmediatas. Para el seguimiento de vectores se sugiere hacer la pruebas de parásitos y bacterias en el tracto gastrointestinal una vez al mes.

6.9.2. Efectuar análisis de diagnóstico en las fuentes de agua e infraestructura de almacenamiento y distribución de la misma, para determinar la presencia de bacterias, pesticidas, metales pesados y físico químico del agua cada cuatro meses, a excepción de pesticidas y metales pesados que pueden hacerse una vez al año.

6.9.3. Hacer análisis de Aflatoxinas (toxinas de hongos) en el alimento concentrados y otros que se dan en base fresca para prevenir contaminación alimentaría en los grupos de taxonómicos que se exportarán. Al menos cuando se compra un primer lote de alimento, o ingredientes de la ración diaria básica.

6.9.4. Muestreo bacteriológico y micótico en las instalaciones físicas. Cada tres meses.

6.10. La utilización de sustancias bioquímicas desinfectantes de amplio espectro con alto poder germicida, bactericida, fungicida, para ser aplicado directamente a la infraestructura como paredes, pisos, pilas, estructuras de perchaje, condominios, utensilios de procesamiento y bandejas para suministro de alimentos a los individuos acopiados, sin que deteriore u ox los mismos y a la vez ser biodegradables. Garantizar una manipulación segura desde el punto de vista sanitario a través del uso de guantes químicos o jabón gel desinfectante de patógenos, que se recomienda usar en los procesos de embalaje de individuos de las clases de reptiles, mamíferos y aves. Entre los productos recomendados están las sustancias de Amonio cuaternario. La frecuencia de uso debe ser diario o según la proliferación de vectores y efecto sanitizante residual de cada producto, definido por el seguimiento diagnóstico de muestreo microbiológico.

6.10.1.Instalación de piscinas de desinfección de calzado y de las llantas de vehículos automotores las que deben ubicarse en las entradas o puertas de jaulas y/o corrales, así como en las entradas principales de los establecimientos. Estos dispositivos deben ser construidos de concreto y hierro en las entradas de cada instalación. Las dimensiones de las mismas dependerán de las características de cada acceso y se recomienda utilizar las medidas descritas a continuación:

6.10.2.Las piscinas de desinfección de calzado deberá tener una profundidad de 4 pulgadas, y una esponja de una pulgada de espesor con un nivel de líquido, permanente, de 1.5 pulgadas su longitud dependerá de las características de las entradas y puertas.

6.10.3.La piscina de desinfección de ruedas deben permitir empapar las mismas dos veces en la solución desinfectante, por ello la dimensión debe ser de una longitud de 8 metros, un ancho de 4 metros y 16 pulgadas de profundidad con un nivel de líquido de 10 pulgadas.

6360

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑO FUNDACIÓ

MARCAS DE FABRICA, COMERCIO Y SERVICIO

Reg. No. 8356 - M. 545935 – Valor C$ 135.00

Dr. Fernando Santamaria Zapata, en carácter de Apoderado de la sociedad AMERICAN CYANAMID COMPANY., de Estados Unidos de América, solicita concesión de Patente de Invención denominada:

"CONJUNTO DOSIFICADOR PARA CONTROLAR MATERIALES" CASO 33,485-00

Opóngase:
Registro de la Propiedad Intelectual. Managua, 13 de Septiembre del 2002. Mario Ruiz Castillo, Registrador Suplente.

3-3

Reg. No. 8357 - M. 545936 – Valor C$ 135.00

Dr. Ricardo Bendaña Guerrero, en carácter de Apoderado de la sociedad WARNER LAMBERT COMPANY, de Estados Unidos de América, solicita concesión de Patente de Invención denominada:

"PREVENCION DE RUPTURA DE PLACA POR INHIBIDORES ACAT" CASO 12.803-P

Opóngase:
Registro de la Propiedad Intelectual. Managua, 13 de Septiembre del 2002. Mario Ruiz Castillo, Registrador Suplente.

3-3

Reg. No. 8358 - M. 545937 – Valor C$ 135.00

Dra. María José Bendaña Guerrero, en carácter de Apoderado de la sociedad AMERICAN CYANAMID COMPANY., de Estados Unidos de América, solicita concesión de Patente de Invención denominada:

"METODOS Y COMPOSICIONES HERBICIDAS SINERGICOS" CASO 33,389-01

Opóngase:
Registro de la Propiedad Intelectual. Managua, 13 de Septiembre del 2002. Mario Ruiz Castillo, Registrador Suplente.

3-3

Reg. No. 8359 - M. 0509914 – Valor C$ 255.00

Dr. Ruddy A. Lemus Salman, Apoderado de INVERSIONES TRANSGLOBAL, S.A. de República de Panamá, solicita Registro de Marca de Fábrica y Comercio:

POEM-SOFTEARS

Clase: 5
Presentada: 1 de Diciembre del año dos mil. Exp. No. 2000-005212. Managua, 27 de Agosto del año dos mil dos. Mario Ruiz Castillo Registrador Suplente.

3-3

Reg. No. 8410 – M. 0380574 – Valor C$ 1,275.00

Dr. Ruddy A. Lemus Salman, Apoderado de PREFEL, S.A., de Luxemburgo, solicita Registro de Marca de Fábrica y Comercio:

Clase: 12
Presentada: 17 de Diciembre del año un mil novecientos noventa y siete. Exp. No. 1997-004378. Managua, 20 de Agosto del año dos mil dos. Mario Ruiz Castillo, Registrador Suplente.

3-3

Reg. No. 8483 – M. 0132319 – Valor C$ 1,275.00

Dr. Tomás Delaney Solís, Apoderado de INDUSTRIAS CARNICAS INTEGRADAS, SOCIEDAD ANONIMA, Costarricense, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

Clase: 29
Presentada el: 24/03/1999. Exp. # 99-00896
Opónganse.

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 02 de Septiembre de 1999. Lic. Ernesto Espinoza Morales, Registrador Suplente de la Propiedad Industrial e Intelectual de Nicaragua.

3-3

Reg. No. 8218 - M. 0406932/0497325/0497324- Valor C$ 230.00

Dr. Otto Fernando López Okrassa, en carácter de Apoderado de la Sociedad ROMARK LABORATORIES, L.C., organizada bajo las Leyes de los Estados Unidos, solicita Concesión de Patente de Invención denominada:

"COMPOSICIONES FARMACEUTICAS ACIDO ESTABILIZADAS DE LA TIZOXANIDA Y LA NITAZOXANIDA"

Opónganse.
Registro de la Propiedad Intelectual.- Managua, 15 de Octubre del 2001.- Mario Ruiz Castillo, Registrador Suplente.

3-3

6361

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION

Reg. No. 8219 - M. 0406922/0500264/04973026 Valor C$ 230.00

Dr. Otto Fernando López Okrassa, en carácter de Apoderado de la Sociedad ROMARK LABORATORIES, L.C., organizada bajo las Leyes de los Estados Unidos, solicita Concesión de Patente de Invención denominada:

"DERIVADOS DE BENZAMIDA"

Opónganse.
Registro de la Propiedad Intelectual.- Managua, 15 de Octubre del 2001.- Mario Ruiz Castillo, Registrador Suplente.

3-3

UNIVERSIDADES

TITULOS PROFESIONALES

Reg. 8497 - M. 554873 - Valor C$ 85.00

CERTIFICACION

La Suscrita Directora de la Dirección de Registro de la UNAN, certifica que a la Página 211, Tomo III del Libro de Registro de Título del Centro Universitario Regional de Matagalpa que esta Dirección lleva a su cargo, se inscribió el Título que dice: **«La Universidad Nacional Autónoma de Nicaragua». POR CUANTO:**

MARIA ELENA MONTOYA MORENO, ha cumplido con todos los requisitos establecidos por el Centro Universitario Regional de Matagalpa. **POR TANTO:** Le extiende el Título de **Licenciada en Ciencias de la Educación en la Especialidad de Matemática,** para que goce de los derechos y prerrogativas que legalmente se le conceden.

Dado en la ciudad de Managua, República de Nicaragua, a los nueve días del mes de Septiembre del dos mil dos.- El Rector de la Universidad, Francisco Guzmán P.- El Secretario General, N. González R.

Es conforme. Managua, 9 de Septiembre del 2002.- Rosario Gutiérrez, Directora.

Reg. 8503 - M. 554867 - Valor C$ 85.00

CERTIFICACION

La Suscrita Directora de la Dirección de Registro de la UNAN, certifica que a la Página 209, Tomo III del Libro de Registro de Título del Centro Universitario Regional de Matagalpa que esta Dirección lleva a su cargo, se inscribió el Título que dice: **«La Universidad Nacional Autónoma de Nicaragua». POR CUANTO:**

GIOCONDA DEL ROSARIO LOPEZ MENDOZA, ha cumplido con todos los requisitos establecidos por el Centro Universitario Regional de Matagalpa. **POR TANTO:** Le extiende el Título de **Licenciada en Ciencias de la Educación en la Especialidad de Matemática,** para que goce de los derechos y prerrogativas que legalmente se le conceden.

Dado en la ciudad de Managua, República de Nicaragua, a los nueve días del mes de Septiembre del dos mil dos.- El Rector de la Universidad, Francisco Guzmán P.- El Secretario General, N. González R.

Es conforme. Managua, 9 de Septiembre del 2002.- Rosario Gutiérrez, Directora.

Reg. 8502 - M. 554868 - Valor C$ 85.00

CERTIFICACION

La Suscrita Directora de la Dirección de Registro de la UNAN, certifica que a la Página 210, Tomo III del Libro de Registro de Título del Centro Universitario Regional de Matagalpa que esta Dirección lleva a su cargo, se inscribió el Título que dice: **«La Universidad Nacional Autónoma de Nicaragua». POR CUANTO:**

EXEQUIEL HERRERA RIVAS, ha cumplido con todos los requisitos establecidos por el Centro Universitario Regional de Matagalpa. **POR TANTO:** Le extiende el Título de **Licenciado en Ciencias de la Educación en la Especialidad de Matemática,** para que goce de los derechos y prerrogativas que legalmente se le conceden.

Dado en la ciudad de Managua, República de Nicaragua, a los nueve días del mes de Septiembre del dos mil dos.- El Rector de la Universidad, Francisco Guzmán P.- El Secretario General, N. González R.

Es conforme. Managua, 24 de Junio del 2002.- Rosario Gutiérrez, Directora.

Reg. 8501 - M. 554869 - Valor C$ 85.00

CERTIFICACION

La Suscrita Directora de la Dirección de Registro de la UNAN, certifica que a la Página 210, Tomo III del Libro de Registro de Título del Centro Universitario Regional de Matagalpa que esta Dirección lleva a su cargo, se inscribió el Título que dice: **«La Universidad Nacional Autónoma de Nicaragua». POR CUANTO:**

MERCEDES DE JESÚS PAVON RIVERA, ha cumplido con todos los requisitos establecidos por el Centro Universitario Regional de Matagalpa. **POR TANTO:** Le extiende el Título de **Licenciada en Ciencias de la Educación en la Especialidad de Matemática,** para que goce de los derechos y prerrogativas que legalmente se le conceden.

6362

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

Dado en la ciudad de Managua, República de Nicaragua, a los nueve días del mes de Septiembre del dos mil dos.- El Rector de la Universidad, Francisco Guzmán P.- El Secretario General, N. González R.

Es conforme. Managua, 9 de Septiembre del 2002.- Rosario Gutiérrez, Directora.

Reg. 8491 - M. 554861 - Valor C$ 85.00

CERTIFICACION

La Suscrita Directora de la Dirección de Registro de la UNAN, certifica que a la Página 215, Tomo III del Libro de Registro de Título del Centro Universitario Regional del Norte que esta Dirección lleva a su cargo, se inscribió el Título que dice: **«La Universidad Nacional Autónoma de Nicaragua». POR CUANTO:**

WILMER FRANCISCO TORUÑO FLORES, ha cumplido con todos los requisitos establecidos por el Centro Universitario Regional del Norte. **POR TANTO:** Le extiende el Título de **Licenciado en Contaduría Pública y Finanzas,** para que goce de los derechos y prerrogativas que legalmente se le conceden.

Dado en la ciudad de Managua, República de Nicaragua, a los nueve días del mes de Septiembre del dos mil dos.- El Rector de la Universidad, Francisco Guzmán P.- El Secretario General, N. González R.

Es conforme. Managua, 10 de Septiembre del 2002.- Rosario Gutiérrez, Directora.

Reg. No. 8496 - M. 554880 - Valor C$ 85.00

CERTIFICACION

El Suscrito Director de la Oficina de Registro de la UNAN-León, certifica que a la Página 248, Tomo II del Libro de Registro de Títulos de la Facultad de Ciencias Químicas que esta Oficina lleva a su cargo, se inscribió el Título que dice: **«La Universidad Nacional Autónoma de Nicaragua.» POR CUANTO:**

FRANCISCA CLARISA LEZAMA POTOSME, ha cumplido con todos los requisitos establecidos por la Facultad de Ciencias Químicas. **POR TANTO:** Le extiende el Título de **Licenciada en Farmacia y Química,** para que goce de los derechos y prerrogativas que legalmente se le conceden.

Dado en la ciudad de León, República de Nicaragua, a los diez días del mes de Abril del dos mil dos.- El Rector de la Universidad, Ernesto Medina S.- El Secretario General, Luis Hernández León.

Es conforme. León, 10 de Abril de 2002.- Lic. Sonia Ruiz de León, Director de Registro, UNAN-León.

Reg. No. 8498 - M. 0455748 - Valor C$ 85.00

CERTIFICACION

El Suscrito Director de la Oficina de Registro de la UNAN-León, certifica que a la Página 350, Tomo VIII del Libro de Registro de Títulos de la Facultad de Ciencias Médicas que esta Oficina lleva a su cargo, se inscribió el Título que dice: **«La Universidad Nacional Autónoma de Nicaragua». POR CUANTO:**

CARLOS AGÜERO AVENDAÑO, ha cumplido con todos los requisitos establecidos por la Facultad de Ciencias Médicas. **POR TANTO:** Le extiende el Título de **Doctor en Medicina y Cirugía,** para que goce de los derechos y prerrogativas que legalmente se le conceden.

Dado en la ciudad de León, República de Nicaragua, a los veinticuatro días del mes de Abril del dos mil dos.- El Rector de la Universidad, Ernesto Medina S.- El Secretario General, Luis Hernández León.

Es conforme. León, 24 de Abril de 2002.- Lic. Sonia Ruiz de León, Director de Registro, UNAN-León.

SECCION JUDICIAL

DECLARATORIA DE HEREDEROS

Reg. No. 8486 – M. 0451501 – Valor C$ 45.00

SONIA DE LOS ANGELES, JILMA MARITZA, BRENDA LEE, MAYRA AZUCENA Y ANA RUTH, todos de apellidos **GONZALEZ ESPINOZA,** solicitan declarárseles únicas y universales herederas de todos los bienes, derechos y acciones que al fallecer dejare su difunta madre **MARIA ERMILA ESPINOZA,** sin perjuicio de quien tenga mejor o igual derecho. Oponerse dentro del término legal. Managua, doce de Septiembre del dos mil dos. Dra. Ruth Chamorro Martínez, Juez Cuarto Civil de Distrito de Managua.

1

CITACION

Reg. No. 8485 – M. 496114 – Valor C$ 255.00

Cítese a la señora **BENITA MARISOL SILVA GUTIERREZ,** por medio de edictos que deberán ser publicados en un diario de circulación nacional para que en el término de veinte días concurra personalmente o por medio de apoderado a hacer uso de sus derechos, dentro del juicio ordinario de nulidad de solvencia interpuesta en su contra en este despacho judicial por el Licenciado **FRANCISCO BENJAMÍN BLANDINO ZAPATA,** apoderado general judicial del señor **RODOLFO AUGUSTO OROCHENA GUTIERREZ.** Dado en el Juzgado Sexto Civil Distrito de Managua, diecinueve de Septiembre del dos mil dos. ZORAYDA SÁNCHEZ PADILLA, Juez Sexto Civil de Distrito de Managua. Ericka Vega Urbina, Secretaria Judicial. 3-1

6363

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION www.fundacionenriquebolanos.org

CITACION DE PROCESADOS

Por segunda vez cito y emplazo al procesado **RAFAEL RODRIGUEZ LOPEZ**, de generales desconocidas para que en el término de quince días comparezca al local de este Juzgado Tercero de Distrito del Crimen de Managua, a defenderse de la causa criminal que se le sigue en este Despacho Judicial por el supuesto delito de **TRAFICO INTERNO DE ESTUPEFACIENTES, PSICOTROPICOS Y OTRAS SUSTANCIAS CONTROLADAS**, en perjuicio de **EL ESTADO DE NICARAGUENSE**. Bajo apercibimiento citar a las partes para dictar la sentencia definitiva que en derecho es y que el fallo que este emita le surtirá los efectos como si estuviese presente. Recordare a las autoridades la obligación que tienen de capturar al antes referido y a los particulares la de denunciar el lugar donde se oculte. Dado en la ciudad de Managua, a los veintitrés días del mes de Abril del año dos mil dos. Flavia Solís Montiel, Juez Tercero de Distrito del Crimen de Managua.

Por segunda vez cito y emplazo al procesado **DAVID SANTIAGO GUTIERREZ Y NELLY MARIA CORTEZ MARIN**, de generales desconocidas para que en el término de quince días comparezca al local de este Juzgado Tercero de Distrito del Crimen de Managua, a defenderse de la causa criminal que se le sigue en este Despacho Judicial por el supuesto delito de **ESTELIONATO**, en perjuicio de **JOSE DOLORES VALDIVIA.** Bajo apercibimiento de someter la presente causa al conocimiento del Honorable Tribunal de Jurados y que el fallo que este emita le surtirá los efectos como si estuviese presente. Recordare a las autoridades la obligación que tienen de capturar al antes referido y a los particulares la de denunciar el lugar donde se oculte. Dado en la ciudad de Managua, a los veintitrés días del mes de Abril del año dos mil dos. Flavia Solís Montiel, Juez Tercero de Distrito del Crimen de Managua.

Por segunda vez cito y emplazo al procesado **PAULOSKI SERRANO,** de generales desconocidas para que en el término de quince días comparezca al local de este Juzgado Tercero de Distrito del Crimen de Managua, a defenderse de la causa criminal que se le sigue en este Despacho Judicial por el supuesto delito de **ESTAFA**, en perjuicio de **INDUSTRIAS SANTAMARIA, S.A.** Bajo apercibimiento de someter la presente causa al conocimiento del Honorable Tribunal de Jurados y que el fallo que este emita le surtirá los efectos como si estuviese presente. Recordare a las autoridades la obligación que tienen de capturar al antes referido y a los particulares la de denunciar el lugar donde se oculte. Dado en la ciudad de Managua, a los veintitrés días del mes de Abril del año dos mil dos. Flavia Solís Montiel, Juez Tercero de Distrito del Crimen de Managua.

FE DE ERRATAS

En Gaceta No. 196 del martes 17 de octubre del año 2000, se publicó el Acuerdo Presidencial No.441-2000, conteniendo un error de trancripción en el nombre de uno de los miembros del Consejo Nacional de Transporte Terrestre, por COTRADENIC, aparece como propietario el señor JOSE GUEVARA, SIENDO LO CORRECTO **JOSE GUERRA.**

En Gaceta No. 102 del 03 de Junio de 2002, por error de impresión aparecen borrosos los siguientes logotipos de Marcas de Fabrica y Comercio:

Reg. No. 4556
Marca de Fabrica y Comercio: **BIO ZOO**
Clase: 5
Exp. No. 2002-000567

Reg. No. 4557
Marca de Fabrica y Comercio: **CORECA Y DISEÑO**
Clase: 5
Exp. No. 2002-000565

En Gaceta No. 97 del 27 de Mayo de 2002, fue publicada con Reg. No. 3990, la Marca de Fábrica y Comercio FARLING Baby (QUE CONSTA DE UN DISEÑO), en las clases 3, 10, 12 y 25, omitiéndose la clase 28 que a continuación se describe:

Clase 28: JUEGOS Y JUGUETES, CON VOCES Y SONIDOS, JUGUETES DE APRETON, JUGUETES EDUCATIVOS, JUEGOS DE ADIVINANZAS, ROMPECABEZAS DE JUGUETE, JUGUETES PARA SOPLAR BURBUJAS, DIAPOSITIVA DE LOS NIÑOS, COLUMPIO PARA NIÑOS, JUGUETES MODELOS, LADRILLOS DE JUGUETES, CARRO DE RESBALADOR, MARIONETA, PALILLO DE JUGUETE, ROMPECABEZAS DE JIGSAW, JUGUETES MUSICALES, CARRITO DE JUGUETE, TRICICLOS.

(SIN PERJUICIO DE LOS TERMINOS QUE COMENZARON A PARTIR DE SUS RESPECTIVAS PUBLICACIONES)

6364

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑO FUNDACIÓ www.fundacionenriquebolano.org

REPUBLICA DE NICARAGUA AMERICA CENTRAL

LA GACETA

DIARIO OFICIAL
Teléfono: 2283791

Tiraje: 900 Ejemplares
24 Páginas

Valor C$ 35.00
Córdobas

AÑO CIII | Managua, Jueves 22 de Julio de 1999 | No. 139

SUMARIO

Pág.

PRESIDENCIA DE LA REPUBLICA DE NICARAGUA

Acuerdo Presidencial No. 250-99 3240
Acuerdo Presidencial No. 251-99 3240

MINISTERIO DE GOBERNACION

Estatuto «Fundación de Desarrollo Rural Integral de Carazo (FUNINCA)» 3241

Estatuto « Asociación Misión Pentecostés Jehová Proveerá (MPJP) » 3245

MINISTERIO DE FOMENTO INDUSTRIA Y COMERCIO

Marcas de Fábrica, Comercio y Servicio 3248

MINISTERIO DEL AMBIENTE Y RECURSOS NATURALES (MARENA)

Resolución Ministerial No. 013-99 3255

SECCION JUDICIAL

Subasta 3260
Títulos Supletorios 3260
Fe de Erratas 3263

PRESIDENCIA DE LA REPUBLICA DE NICARAGUA

ACUERDO PRESIDENCIAL No. 250-99

El Presidente de la República de Nicaragua

En uso de las facultades que le confiere la Constitución Política

ACUERDA

Arto. 1 Cancelar el nombramiento del Ingeniero **DANIEL ARAUZ CASTILLO**, como Secretario General del Ministerio de Transporte e Infraestructura, a quien se le agradecen los servicios prestados.

Arto.2 El presente Acuerdo surte sus efectos a partir de esta fecha. Publíquese en La Gaceta, Diario Oficial.

Dado en la ciudad de Managua, Casa Presidencial, el veintiuno de Julio de mil novecientos noventa y nueve. **ARNOLDO ALEMAN LACAYO**, Presidente de la República de Nicaragua.

ACUERDO PRESIDENICAL No. 251-99

El Presidente de la República de Nicaragua

En uso de las facultades que le confiere la Constitución Política

ACUERDA

Arto.1 Nombrar al Ingeniero **EDGAR BOHORQUEZ OCAMPOS**, Secretario General del Ministerio de Transporte e Infraestructura.

Arto.2 El presente Acuerdo surte sus efectos a partir de esta fecha. Publíquese en La Gaceta, Diario Oficial.

Dado en la ciudad de Managua, Casa Presidencial, el veintiuno de Julio de mil novecientos noventa y nueve. **ARNOLDO ALEMAN LACAYO**, Presidente de la República de Nicaragua.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION

MINISTERIO DE GOBERNACION

ESTATUTO « FUNDACION DE DESARROLLO RURAL INTEGRAL DE CARAZO (FUNINCA) »

Reg. 2684 - M. 368188 - Valor C$ 1,620.00

CERTIFICACION

El suscrito Director del Departamento de Registro y Control de Asociaciones del Ministerio de Gobernación, de la República de Nicaragua.

CERTIFICA

Que bajo el número UN MIL DOSCIENTOS NOVENTA Y NUEVE (1299).- De la página Un mil tresciento treinta y siete a la página Un mil ciento cuarenta y nueve del Tomo II, Libro Quinto, de Registro de Asociaciones que este Departamento lleva a su cargo, se inscribió la entidad denominada:

«FUNDACION DE DESARROLLO RURAL INTEGRAL DE CARAZO (FUNINCA)»

Conforme autorización de Resolución del día Ocho de Marzo de mil novecientos noventa y nueve.

Dado en la ciudad de Managua, el día Once del mes de Marzo de mil novecientos noventa y nueve.- Lic. Mario Sandoval López, Director del Departamento de Registro y Control de Asociaciones.

DOCEAVA: ELECCION DE LA JUNTA DIRECTIVA. Los comparecientes constituidos en Asamblea General procedieron a la elección de la Junta Directiva de la Fundación FUNINCA, la cual quedó conformada de la siguiente manera: I- Presidente: Pedro Alejandro Matus González; 2. Vice Presidente: Miriam Odili Fonseca López; 3. Secretaria: Roberto José Atha Ramírez; 4. Tesorero; Manuel Espinoza Vargas; 5.- Fiscal: Roberto Ultaña Jiménez; 6. Primer Vocal: Abraham Narváez y 7. Segundo Vocal: Sebastián González Arteaga. Así mismo proceden a emitir y aprobar los Estatutos de la Fundación FUNINCA, el Presidente de la Junta Directiva señor Pedro Alejandro Matus González, Preside la sesión, la declara abierta y somete a la consideración de los Asociados el Proyecto de Estatutos de la Fundación FUNINCA, los que una vez leídos y discutidos ampliamente, por unanimidad de votos quedan aprobados de la siguiente forma. ESTATUTOS DE LA FUNDACION DENOMINADA «FUNDACION DE DESARROLLO RURAL INTEGRAL DE CARAZO. CAPITULO I. NATURALEZA, DENOMINACION, DURACION Y DOMICILIO.- ARTO. 1. La fundación denominada «FUNDACION DE DESARROLLO RURAL INTEGRAL DE CARAZO», es una Organización de carácter Civil, privada no gubernamental de carácter altruista, social, sin fines de lucro y con personería Jurídica propia. ARTO. 2. La Fundación se denominará «FUNDACION DE DESARROLLO RURAL INTEGRAL DE CARAZO», la cual para identificarse con el público en general lo mismo para cualquier actividad legítima que desarrolle se abreviará con las siglas FUNINCA. ARTO. 3. La duración de la Fundación FUNINCA, es indefinida, no obstante podrá disolverse por voluntad de sus miembros conforme lo estipulado para este efecto en los presentes Estatutos y por las causales establecidas en la Ley No. 147 Sobre Personas Jurídicas sin fines de Lucro. ARTO. 4. El Domicilio o Sede Central de la Fundación será en la ciudad de Jinotepe Departamento de Carazo, y podrá cuando considere oportuno y necesario establecer filiales, delegaciones y oficinas en cualquier lugar de la República de Nicaragua y aún fuera de ella CAPITULO SEGUNDO: OBJETIVOS. ARTO.5. La Fundación FUNINCA, se constituye como una entidad apolítica y sin fines de lucro y tiene como objetivos lo siguientes: 1) Obtener recursos para la autoconstrucción de viviendas rurales; 2) instruir a la juventud, en programas de reforestación, protección de las especies en general, y al medio ambiente; 3) Apoyar a la comunidad en la proyectos de obras sociales, 4) Promover el desarrollo económico através de proyectos para ayudar al Departamento de Carazo para proporcionarle agua potable y energía eléctrica; 4) Ejecutar Actividades lícitas, necesarias para llenar sus objetivos, siendo las descritas enunciativas y no limitativas. ARTO. 6. La Fundación FUNINCA, para lograr sus objetivos podrá realizar cualquier tipo de actividades lícitas y necesarias sin limitación alguna, podrá además organizar comisiones especializadas para que colaboren con la Junta Directiva en el desarrollo de sus funciones de sus funciones y funcionarán por el tiempo que la Asamblea considere conveniente. CAPITULO TERCERO: DE LOS MIEMBROS, SUS DERECHOS Y OBLIGACIONES. ARTO. 7. La Fundación denominada FUNINCA, estará compuesta por el Conjunto de sus asociados, los cuales tendrán tres categorías: 1) Miembros Fundadores; 2) Miembros Activos y 3) Miembros Honorarios. ARTO. 8. Son miembros fundadores todas las personas naturales que suscribieron la Escritura de la Constitución, de la Fundación FUNINCA, y miembros activos las personas naturales o jurídicas que habiendo llenado los requisitos establecidos para tal fin, sean admitidos por la Asamblea General o propuesta de la Junta Directiva. Los miembros fundadores y los miembros activos serán considerados miembros plenos, sin distinción en cuanto al ejercicio de sus derechos y deberes. ARTO 9. La Fundación FUNINCA, podrá otorgar por resolución de la Asamblea General la calidad de Miembros Honorarios a aquellas personas naturales o jurídicas que sin pertenecer a ella, colaboren en el logro de sus objetivos o se hayan distinguido por méritos relevantes, de igual manera, podrá retirar dicho nombramiento. En ambos casos se deberá presentar a la Asamblea General la solicitud por escrito, la cual deberá contener suficientes argumentos para proceder a lo solicitado. Los miembros honorarios no están sujetos a las disposiciones del presente Estatuto, salvo en lo referido a su finalidad y objetivo sin embargo

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑO FUNDACIO

podrán participar con voz en la Asamblea General ya sea ordinaria o Extraordinaria. **ARTO 10.** Para ser admitido por la Asamblea General como miembro de la Fundación FUNINCA, se deberá cumplir con los siguientes requisitos; 1) Aceptar en su totalidad los objetivos de la Fundación FUNINCA; 2) Aceptar y cumplir sus estatutos; 3) Presentar por escrito solicitud de admisión ante la Junta Directiva; 4) Haber sido admitido por la Asamblea General a propuesta de la Junta Directiva; 5) Ser de reconocida calidad moral y demostrar voluntad e interés en participar en las actividades de la Fundación. **Arto 11.** Al aprobarse la solicitud de miembros de la Fundación FUNINCA, los asociados gozarán de los derechos conferidos en la Escritura de Constitución, la Ley General sobre Personas Jurídicas sin fines de Lucro y los presentes Estatutos, quienes deberán observar el cumplimiento de todas las disposiciones establecidas por los mismos y las resoluciones tomadas por la Junta Directiva y la Asamblea General dentro de sus respectivas facultades. **Arto 12.** Los Miembros de la Fundación FUNINCA, tendrán derecho a: 1) Participar con voz y voto en la Asamblea General de Miembros; 2) Elegir y ser electos para los cargos de dirección de la Fundación FUNINCA: 3) Participar en todas las actividades que desarrolle la Fundación FUNINCA, y hacer uso de los servicios que preste dicha Fundación; 4) Conocer y emitir Juicios sobre el cumplimiento de los objetivos de la Fundación, así como de los estados financieros y de los proyectos en ejecución o por ejecutarse; 5) Ser escuchado por la Asamblea General y la Junta Directiva en su planteamiento sobre el desarrollo y funcionamiento de la Fundación. **ARTO 13.** Los miembros de la fundación FUNINCA, tienen la obligación de cumplir con los siguientes deberes: 1) Aportar mensualmente una cuota voluntaria mínima, que se fijará de acuerdo a la capacidad económica de cada uno de sus asociados; 2) Cumplir y hacer cumplir los presentes Estatutos; 3) Realizar las actividades necesarias para el logro de los objetivos de la fundación FUNINCA; 4) Cumplir con las tareas que le asignen los órganos de Dirección de la fundación FUNINCA, y que están razonablemente a su alcance; 5) Apoyar los diferentes programas y proyectos que impulse la Fundación FUNINCA; 6) Acatar todas las Resoluciones debidamente adoptadas por la Asamblea General de Miembros y por la Junta Directiva. **ARTO 14.** La calidad de miembros de la Fundación FUNINCA, podrá extinguirse por las suiguientes causas 1) Por muerte 2) Por expulsión motivado por conducta o actitudes contrarias a los principios y objetivos de la Fundación FUNINCA, o que dañen sus actividades, lo que será determinado o decidido por la Asamblea General, previo informe de la Junta Directiva; 3) Por renuncia presentada por escrito a la Junta Directiva: 4) Por exclusión debida a falta de voluntad o interés en participar en las actividades de la Fundación FUNINCA, lo que será determinado y decidido por la Junta Directiva. Según se reglamente. **ARTO. 15.** Los miembros que representen personas Jurídicas cesarán en la Asociación cuando dejen de desempeñar el cargo en la Institución que representan o cuando la misma Institución lo sustituya o designe a otro para ese cargo. **CAPITULO CUARTO: DE LOS ORGANOS DE DIRECCION. ARTO. 16.** Los Organos de Dirección de la Fundación FUNINCA. Son: 1.- La Asamblea General de miembros y 2.- La Junta Directiva.- **ARTO.17.** La Asamblea General de Miembros es la máxima autoridad de la Fundación, y adoptará entre otras las decisiones definitivas sobre la organización, programas, estados financieros, presupuestos, reglamentos, elección de Junta Directiva y aprobación del Plan Anual de Trabajo de la Fundación y estará constituida por los sócios fundadores y por los socios activos, quienes tendrán iguales derechos y podrán participar con voz y votos en las decisiones tomadas en la Asamblea General. La Aceptación de nuevos Asociados se hará mediante voto con una mayoría absoluta de dos tercios de los asistentes a la asamblea **ARTO. 18.** La Asamblea General de miembros podrá ser ordinaria y extraordinaria, la Asamblea General Ordinaria se reunirá previa convocatoria tres veces al año, dentro del primer semestre del año calendario, y la Asamblea General extraordinaria se reunirá cuando sea convocada por la Junta Directiva o a solicitud escrita de al menos un tercio de los miembros, señalando las causas que la motivan. **ARTO. 19.** Las citaciones deberán hacerse por escrito a cada miembro con cinco días de anticipación por lo menos. En dicha citación se deberá señalar el lugar, fecha, día y hora en que se llevará a cabo la Asamblea **ARTO. 20.** El Quórum para las sesiones de la Asamblea General se constituirá con la mitad más uno de sus miembros de no haber quórum legal establecido de la mitad más uno de los miembros o por cualquier otra causa, la Junta Directiva hará una segunda citación por escrito, en un plazo no mayor de cuatro días, debiendo señalar el lugar día y hora. y se realizará la Asamblea con los miembros que asistan. En las Asambleas extraordinarias unicamente podrán tratarse los puntos que motivaron su convocatoria. **ARTO. 21.** El voto en la Asamblea General de Miembros será directo y público, cada miembro tendrá derecho a un voto y el voto de la mayoría hará acuerdo o decisión. Todo acuerdo tomado por la Asamblea General, legalmente constituida será obligatorio para todos los miembros aún para los disidentes y ausentes. Los miembros que por causa justificada no pudieren asistir a las sesiones de la Asamblea General, no podrán delegar su representación en otro miembro de la Fundación ni a través de apoderado. **ARTO. 22.** Son distribuciones de la Asamblea General de miembros las siguientes: 1) Elegir de su seno a los miembros de la Junta Directiva cuando corresponda ya sea en sesión ordinaria o extraordinaria; 2) Aprobar el presupuesto anual de la Fundación; 3) Definir y aprobar las Líneas de trabajo, políticas y estrategias de la Fundación FUNINCA, 4) Pronunciar sobre las actividades de la Fundación FUNINCA, y formar comisiones de trabajo de acuerdo a las necesidades de la misma; 5) Pronunciarse sobre los balances contables y fiscales anuales que presente la Junta Directiva; 6) Deliberar y resolver sobre cualquier asunto de interés general para la Fundación; 7) Acordar las reformas total o parcial de los estatutos: 8) Resolver sobre la disolución o liquidación de la Fundación 9) Autorizar el ingreso de nuevos miembros a la Fundación FUNICA, a propuesta de la Junta Directiva; 10) Decidir sobre la expulsión de los miembros de la fundación FUNINCA, a propuesta de la Junta Directiva: 11) Conocer de las renuncias de sus miembros debidamente comprobadas por escrito o manifestadas en forma pública; 12) Otorgar la categoría de miembros honorarios de la Fundación; 13) Conocer y aprobar o desaprobar los informes que presente la Junta Directiva. 14) Aprobar la incorporación o afiliación de la Fundación a organismos nacionales o internacionales, o el retiro de la mismas en su caso: 15) Aprobar y modificar los Estatutos y reglamentos de la Fundación FUNINCA: 16) Integrar una Comisión de Honor cuando se requiera conocer a profundidad casos que lesionen los fines y objetivos de la Fundación FUNINCA: 17) Las demas que le otorguen la Escritura Constituti-

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION

va y las inherentes a ella como máxima autoridad: **ARTO 23.** La Junta Directiva es el Organo Ejecutivo de la Fundación, teniendo bajo su responsabilidad la administración de la misma y estará integrada por un Presidente, que será el mismo de la Asamblea General, un Vice Presidente, que sera el mismo de la Asamblea General. un Vice Presidente, un secretario, un Tesorero, un Fiscal y dos Vocales. Serán electos por la Asamblea General en sesión ordinaria o extraordinaria para un período de dos años a partir de la fecha de su elección pudiendo ser reelectos por un período igual. Los miembros de la Junta Directiva continuarán en el ejercicio de sus funciones hasta tanto no sean sustituidos de manera efectiva por el respectivo reemplazo. En caso de que uno de los miembros de la Junta Directiva cese de su cargo antes de finalizar el período, se procederá mediante elección a llenar la vacante en Asamblea General extraordinaria. **ARTO. 24.** La Junta Directiva se reunirá de manera ordinaria una vez al mes y de manera extraordinaria cuando su Presidente lo estime conveniente o sea acordada por la Junta Directiva. El Quórum legal se formará con la mitad más uno de sus miembros y las decisiones se tomarán por la mayoría simple de los presentes, en caso de empate el Presidente tendrá doble voto. **ARTO. 25.** Son atribuciones de la Junta Directiva. 1) Respetar los objetivos de la Fundación; 2) Ejercer la supervisión y dirección Ejecutiva de la Fundación FUNINCA; 3) Cumplir y hacer cumplir las disposiciones constitutivas, las de los presentes Estatutos y de las resoluciones tomadas tanto por la Asamblea General de miembros como por la Junta Directiva; 4) Revisar y dar coherencia a las políticas de la Fundación con el fin de lograr sus objetivos; 5) Elaborar el Presupuesto anual de la Fundación FUNINCA, para su presentación a la Asamblea General; 6) Tomar y Consolidar las mociones más importantes para ser sometidas posteriormente a la aprobación de la Asamblea General; 7) Seleccionar y aprobar los proyectos sujetos a financiamiento por parte de la fundación; 8) Convocar a los asociados a las sesiones de la Asamblea General; 9) Celebrar sesiones ordinarias una vez al mes y extraordinaria en cualquier tiempo en que sea convocada por el Presidente o acordada por la misma junta; 10) Resolver sobre la celebración de contratos que implique contraer obligaciones que contribuyan a la consecución de los objetivos de la Fundación; 11) Preparar el informe anual que presentará a la Asamblea General; 12) Decidir la Contratación de la Asesoría Técnica; 13) Elaborar su reglamento de Organización y funcionamiento; 14) Integrar comités especiales de trabajo dentro de los miembros de la Fundación o personal contratado al efecto; 15) Contratar auditores externos; 16) Delegar poderes; 17) Autorizar la suscripción de créditos con instituciones financieras o instituciones homólogas, emitir valores y garantías a nombre de la Fundación; 18) Proponer a la Asamblea General las solicitudes de ingresos de nuevos miembros; 19) Establecer y mantener relaciones de intercambio con organismos nacionales y extranjeros afines o interesados en los objetivos de la Fundación; 20) Todas aquellas atribuciones que confieren expresamente el Acta Constitutiva y los Estatutos. **CAPITULO QUINTO:** DEL PRESIDENTE, VICE-PRESIDENTE, SECRETARIO, TESORERO, FISCAL Y VOCALES.- El Presidente de la Junta Directiva lo será también de la Asamblea General y es el Representante legal de la Asociación con facultades de Apoderado Generalísimo.- En el desempeño de su cargo, podrá únicamente con la autorización de la Junta Directiva, asumir obligación o compromisos que impliquen disposición o enajenación del patrimonio de la Fundación; **ARTO. 26.** El Presidente de la Junta Directiva es el Representante Legal de la Fundación con las Facultades de un mandatario generalísimo y tendrá las siguientes atribuciones: 1) Ejercer la representación Judicial y Extrajudicial de la Fundación FUNINCA, en todos los actos públicos y privados y ante cualquier autoridad, persona o entidad; pudiendo conferir poderes generales, especiales o judiciales; 2) Ser delegatario de las atribuciones de la Junta Directiva; 3) Convocar y presidir las sesiones de la Junta Directiva y de la Asamblea General sean ordinarias o extraordinarias; 4) Formular la Agenda de las sesiones de la Junta Directiva y de la Asamblea General; 5) Refrendar con su firma las actas de las sesiones de la Junta Directiva y de la Asamblea General, dirigir y supervisar la organización de la Fundación; 6) Proponer a la Junta Directiva la integración de comisiones y delegaciones; 7) Nombrar el Personal administrativo y ejecutivo de la Fundación; 8) En coordinación con el Tesorero, emitir cheques destinados a financiar Proyectos; y 9) Dirigir la Fundación de acuerdo a las políticas establecidas por la Asamblea General y las resoluciones de la Junta Directiva; 10) Cumplir y hacer cumplir todos los acuerdos y disposiciones emanadas de la Asamblea General y de la Junta Directiva; 11) Nombrar a quién debe representar a la Fundación en acto administrativo; 12) Suscribir los convenios o contratos de la Fundación; 13) Administrar los bienes o presupuestos de la Fundación de conformidad con su reglamento; 14) Autorizar conjuntamente con el secretario de la Junta Directiva, según se reglamente los gastos y erogaciones acordados por la Asamblea General de miembros o la Junta Directiva; 15) Las demás atribuciones que le asignen la Asamblea General y la Junta Directiva. **ARTO.27.** DEL VICE PRESIDENTE: Son atribuciones del Vice-Presidente: 1.- Sustituir al Presidente en su ausencia, renuncia o por delegación de éste con todas las atribuciones que los Estatutos le confieren; 2) Colaborar con el Presidente en el desempeño de sus funciones; y 3) Representar a la Fundación en aquellos actos para los cuales sea designado. **ARTO.28.** DEL SECRETARIO: Son atribuciones del Secretario: 1) Certificar los acuerdos y resoluciones oficiales de la Fundación; 2) Elaborar y firmar las actas de las sesiones de la Junta Directiva y de la Asamblea General, una vez aprobadas por la mayoría de sus miembros; 3) Citar a sesión de la Asamblea General y de la Junta Directiva, por indicaciones del Presidente; 4) Custodiar y organizar el archivo de la Junta Directiva y la Asamblea General; 5) Llevar control del Cumplimiento de los acuerdos y resoluciones emanadas de las reuniones de la Junta Directiva y de la Asamblea General; 6) Ser el órgano de comunicación entre la Junta Directiva y la Asamblea General; 7) Llevar el Libro de Actas de la Asamblea General y de la Junta Directiva; 8) Llevar el Libro de miembros de la Fundación; 9) Llevar las actas de reuniones de la Junta Directiva o de la Asamblea General; 10) Librar toda clase de certificaciones sobre el contenido de libros de su custodia; 11) Las demás atribuciones que le asigne el Presidente de la Junta Directiva. **ARTO. 29.** EL TESORERO: tiene a su cargo el manejo directo de las finanzas de la Fundación y tiene como atribuciones las siguientes: 1) Recaudar de los asociados la cuota mensual establecida y Llevar un libro de control de la misma; 2) Supervisar el informe financiero y el presupuesto de la Fundación, en coordinación con el Presidente de la misma, los cuales deberán ser aprobados por la Junta Directiva; 3) Supervisar el sistema contable; 4) Autorizar en conjunto con el Presidente, la emisión de cheque inherentes a la ejecución de

3243

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑO FUNDACIÓN

Proyectos y gastos operativos; 5) Rendir cuentas a la Junta Directiva y a la Asamblea General cuando estas lo requieran; 6) Formular los presupuestos que le sean solicitados por la Junta Directiva; 7) Promover la obtención de recursos materiales necesarios para el cumplimiento de los fines de la Fundación; 8) Firmar con el Presidente los documentos de carácter Financiero; 9) Tomar decisiones conjuntamente con el Presidente sobre los asuntos económicos y financieros de la Fundación; 10) Las demás atribuciones que le asignen la Junta Directiva, o la Asamblea General.- **ARTO. 30.** DEL FISCAL: Son atribuciones del fiscal: 1) Supervisar la buena marcha del trabajo de la Fundación, velando porque se cumplan sus fines y objetivos; 2) Vigilar las inversiones financieras en los proyectos de la Fundación; 3) Fiscalizar el trabajo del Personal de la Fundación, en coordinación con el Presidente; fiscalizar el trabajo del Personal de la Fundación, en coordinación con el Presidente; fiscalizar la implementación de las actividades desarrolladas por la Fundación; 4) Fiscalizar las medidas de control necesarias y pertinentes para la salvaguarda de los recursos de la Fundación; 5) Velar por el cumplimiento de los estatutos; 6) Velar por la correcta ejecución del presupuesto de la Fundación y procurar que al menos una vez al año se verifiquen auditorías sobre las cuotas de la Fundación; 7) Velar por la conservación y buen uso de los bienes muebles e inmuebles de la Fundación; 8) Autorizar con el Secretario los informes del Tesorero en los casos que deben presentarse de acuerdo con los Estatutos y 9) las demás Funciones que le asigne el Presidente de la Junta Directiva.- **ARTO. 31** DE LOS VOCALES: Las atribuciones de los Vocales se establecen conforme a las necesidades de la Fundación, ya que su función es colaborar con las funciones de los miembros de la Junta Directiva. **CAPITULO SEXTO:** PATRIMONIO. **ARTO. 32.** El patrimonio de la Fundación FUNINCA: lo conforman: 1) El fondo inicial de la Fundación actualmente es de cinco mil córdobas (C$ 5,000.00) netos, El cual fue aportado por partes iguales por cada uno de los fundadores; 2) Los bienes muebles o inmuebles adquiridos por ella a cualquier título; 3) Cualquier producto o rendimiento de los bienes propios de la Fundación; 4) Los préstamos obtenidos; 5) Las donaciones, herencias y legados que perciba de sus fundadores o terceras personas; 5) El aporte de sus miembros y 6) Los demás ingresos que por cualquier motivo no previsto en esta Escritura Constitutiva o sus Estatutos se obtuvieren, siempre y cuando no desnaturalicen los objetivos de la Fundación. La totalidad de los recursos que se obtengan serán canalizados hacia la ejecución de todos los programas y proyectos para los cuales fueran destinados, en búsqueda del desarrollo integral de la comunidad. **CAPITULO SEPTIMO.** REGLAMENTO DISCIPLINARIO. **ARTO. 33.** Para lograr a cabalidad el cumplimiento de los fines y objetivos de la Fundación, de su Acta Constitutiva y de sus Estatutos; la Junta Directiva elaborará un Reglamento Disciplinario, el cual deberá ser aprobado por la Asamblea General con mayoría simple de votos. Este Reglamento Disciplinario, que puede formar parte del Reglamento interno de la Fundación, deberá regular, normar y sancionar las faltas cometidas por cualquier miembro de la Fundación en los aspectos disciplinarios, tanto en las reuniones de Asamblea General, Ordinaria y Extraordinaria, como en las reuniones de Junta Directiva. También deberá contemplar el correcto cumplimiento de las tareas asignadas a todos los miembros de la Fundación. La aplicación del Reglamento será competencia de la Junta Directiva de la Fundación. **CAPITULO OCTAVO:** DISOLUCION Y LIQUIDACION. **ARTO. 34.** La duración de la Fundación FUNINCA, es por tiempo indefinido y sólo podrá disolverse por las siguientes causas: 1) Por los casos contemplados en la Ley General Sobre Personas Jurídicas sin Fines de Lucro; 2) Por acuerdo tomado en Asamblea General extraordinaria de miembros, convocada para tal efecto por el Presidente de la Junta Directiva previa solicitud de las tres cuartas partes de los miembros de la Fundación. La Convocatoria deberá hacerse mediante anuncio en un periodo local. Debiendo publicarse tres avisos con intérvalo de diez días cada uno. **ARTO. 35.** Para que la Asamblea General extraordinaria que conozca de la disolución pueda celebrar sesión, necesitará de la asistencia de por lo menos dos terceras partes de los miembros, y el acuerdo de disolución deberá contar con el voto afirmativo de las dos terceras partes de los asistentes. De no alcanzarse acuerdo de disolución, la Fundación continuará operando y no podrá realizarse nueva Asamblea General extraordinaria con este mismo propósito, hasta que haya transcurrido un año de esta sesión **ARTO. 36.** En caso de acordarse la disolución de la Fundación, la Asamblea General nombrará de su seno una Junta Liquidadora integrada por tres personas, para que proceda conforme la ley a practicar la liquidación en arreglo a la siguientes disposiciones. 1) Terminará los compromisos pendientes, 2) Pagará las deudas existentes, hará efectivo los créditos y practicará un Balance General; 3) Los bienes activos líquidos resultante de la liquidación, serán transferidos a una o varias instituciones similares, de beneficencia o servicios comunitarios que determine la Asamblea General. En caso de no haber acuerdo en este sentido, se aplicará lo dispuesto por la ley de la materia. **CAPITULO NOVENO.** REGIMEN LEGAL. **ARTO. 37.** En todo aquello que no hubiere sido expresamente previsto y regulado en el acta constitutiva, los presentes Estatutos, los Reglamentos y Resoluciones dictados por la Asamblea General, se aplicarán las disposiciones pertinentes del derecho común, o bien por la costumbre, a fin de que se cumplan los fines primordiales de la Fundación.- **CAPITULO DECIMO.** DE LA REFORMA DE ESTATUTOS. **ARTO. 38.** Para proceder a la reforma de los presentes Estatutos, bien sea parcial o total, se requiere presentar solicitud escrita y razonada del veinte por ciento de los fundación activos de la Fundación como mínimo y el voto favorable de por lo menos dos terceras partes de un quórum no menor del cincuenta por ciento del número total de Asociados en sesión de Asamblea General extraordinaria. **ARTO. 39.** Una vez aprobada por parte de la Asamblea General las Reformas de los Estatutos se elegirá una presente el proyecto de reforma respectivo. El número de miembros que de la comisión y el tiempo para la elaboración del proyecto de reforma será fijada en la misma sesión. **ARTO. 40.** El proyecto de reforma a que alude el artículo anterior será presentado a consideración a la Asamblea General la cual aprobará el proyecto presentado, de conformidad con la votación que establece el Artículo 39 de los presentes Estatutos.- **CAPITULO DECIMO PRIMERO.** DISPOSICIONES GENERALES. **ARTO. 41.** La fundación no podrá ser demandada ante los Tribunales de Justicia por ninguno de sus miembros por motivo de liquidación o disolución ni por desavenencias que surgieren entre los miembros con respecto a la administración o por la interpretación y aplicación de las disposiciones de la Escritura Constitutiva y de los Presentes Estatutos. **ARTO. 42.** Las desavenencias y Controversias que surgieren por tales motivos, o las dudas que dieren, serán re-

3244

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

sueltas sin ulterior recurso por tres miembros honorarios designados para tal efecto por la Asamblea General o por la Junta Directiva quienes por simple mayoría de votos resolverán al respecto. **CAPITULO DECIMO SEGUNDO: DISPOSICIONES TRANSITORIAS.- ARTO 43.** Se reconoce como fecha de fundación de la Fundación denominada «FUNDACION DE DESARROLLO RURAL INTEGRAL DE CARAZO», la fecha de otorgamiento de la presente Escritura. **ARTO. 44.** Los presentes Estatutos entrarán en vigencia una vez que hayan sido aprobados por autoridad competente, se concede mandato generalísimo con amplias facultades al señor Pedro Alejandro Mátus González, Presidente de la Fundación, para que gestione ante los órganos del Estado correspondiente a la obtención y el otorgamiento de la Personalidad Jurídica de la misma. Así quedan aprobados los Estatutos de la Fundación denominada «FUNDACION DE DESARROLLO RURAL INTEGRAL DE CARAZO» y no habiendo otro punto que tratar, se levanta la sesión Así se expresaron los comparecientes, bien instruidos por mí, la Notario acerca del objeto, valor y transcendencia legal de este acto, de las cláusulas generales y especiales que contiene y aseguran su validez, de las que envuelven renuncias y estipulaciones implícitas y explícitas y de las que en concreto se ha hecho. Leída que fue por mí, la Notario, íntegramente esta escritura a los mismos otorgantes, éstos la encuentran conforme, la aprueban en todas y cada una de sus partes, la ratifican sin modificación alguna y firman todos juntos con la suscrita notario- Doy fe de todo lo relacionado (f) Ilegible, (F) Ilegible (F) Ilegible (F) Ilegible (F) Ilegible (F) Ilegible (F) Ilegible (F) P.R.M. Ilegible. Abogado y Notario. PASO ANTE MI: Del frente del Folio Número sesenta y cuatro al frente del Folio Número setenta y tres de mi protocolo número seis que llevo durante el presente año y a solicitud del señor Pedro Alejandro Mátus González, extiendo este primer testimonio en diez hojas útiles de papel sellado de ley, que firmo sello y rubrico en la ciudad de Managua a las diez y veinte minutos de la mañana del día diez de Septiembre de mil novecientos noventa y ocho. Dra. Patricia Rivas Mátus, Abogado y Notario.

Debidamente inscrita en el Libro de Registro de Personas Jurídicas sin Fines de Lucro, bajo el número Perpetuo UN MIL DOSCIENTOS NOVENTA Y NUEVE (1299), de la página Un mil trescientos treinta y siete a la página Un mil trescientos cuarenta y nueve, Tomo II, Libro Quinto; ante el Departamento de Registro y Control de Asociaciones del Ministerio de Gobernación de la República de Nicaragua.

Managua, once de Marzo de mil novecientos noventa y nueve. Lic. Mario Sandoval López, Director del Departamento de Registro y Control de Asociaciones.

ESTATUTO « ASOCIACION MISION PENTECOSTES JEHOVA PROVEERA (MPJP)»

Reg. No. 3190 - M. 368556 - Valor C$ 840.00

CERTIFICACION

El suscrito Director del Departamento de Registro y Control de Asociaciones del Ministerio de Gobernación, de la República de Nicaragua.

CERTIFICA

Que bajo el número UN MIL TRESCIENTOS TREINTA Y UNO (1331).- De la página Cuatrocientos quince a la página Cuatrocientos veintidós, del Tomo III, Libro Quinto, de Registro de Asociaciones que este Departamento lleva a su cargo, se inscribió la entidad denominada:

«ASOCIACION MISION PENTECOSTES JEHOVA PROVEERA (MPJP)»

Conforme autorización de Resolución del día siete de Abril de mil novecientos noventa y nueve.

Dado en la ciudad de Managua, el día Quince del mes de Abril de mil novecientos noventa y nueve.- Lic. Mario Sandoval López, Director del Departamento de Registro y Control de Asociaciones.

T E S T I M O N I O.- ESCRITURA NUMERO CIENTO CINCUENTISIETE (157). CONSTITUCIÓN DE ASOCIACIONES RELIGIOSA.- En la ciudad de Managua, a las siete y treinta minutos de la noche del día dos de Mayo de mil novecientos noventa y siete.- ante mi: JOSÉ NORORI HOOKER, Abogado y Notario Público de la República de Nicaragua, con domicilio en esta ciudad, debidamente autorizado por la Excelentísima Corte Suprema de Justicia para cartular durante el quinquenio que expira el cinco de Noviembre del dos mil uno.- Comparecen los señores: BETTY ELIZABETH MOLINA CENTENO, Pastor Evangélico, casada; PABLO MÉNDEZ, Ingeniero Civil, Casado; ANGELA SOLORZANO, Secretaria Comercial, casada; MARVIN GARCIA, Evangelista, casado; CARLOS TORREZ REYES, Periodista, casado; ANA MARÍA ALEMÁN; Evangelista, casada, todos mayores de edad y de este domicilio.- Quienes manifiestan conocerse entre sí.- A quienes doy fe conocer personalmente de que tienen a mi juicio la plena y perfecta capacidad legal, necesaria para obligarse y de que procediendo cada uno en su propio nombre y representación conjuntamente y de común acuerdo dicen por su parte: **PRIMERA:** (CONSTITUCIÓN DE ASOCIACIÓN RELIGIOSA). Que han convenido en construir, como en efecto constituyen la ASOCIACIÓN Religiosa de carácter, no Gubernamental, sin fines de lucro, que se denominará «MISIÓN PENTECOSTÉS JEHOVÁ PROVEERÁ». Cuyo nombre podrá abreviarse: «MPJP», la que se integra por ciudadanos Nicaragüenses en pleno ejercicio de su derechos civiles.- **SEGUNDA:** (DOMICILIO).- El domicilio de la Asociación «MPJP», será la ciudad de Managua, cuyas actividades se podrán realizar en todo el territorio nacional e internacional .-

3245

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

TERCERA: (DURACIÓN).- La Asociación «MPJP», es de interés religiosa, moral, cultural y de beneficio social a la luz de Cristo y de solidaridad social encaminada en el desarrollo, de la persona humana a la luz de la fe Cristiana y que regirá por todas estas cláusulas, no discriminando a nadie, por razones de sexo, raza, nacionalidad, credo religioso o ideología política a Nicaragüenses y extranjeros que vivan en Nicaragua.- QUINTA: (OBJETIVOS)-. La Asociación «MPJP», tiene los siguientes objetivos: a) Diseminar y proclamar el evangelio de nuestro Señor Jesucristo por todo el territorio nacional, sutentandose en la Santa Biblia, como la palabra escrita de Dios mismo para el plan de salvación de la humanidad; b) Dar a conocer y poner en práctica la doctrina de fe y social de la MISIÓN PENTECOSTÉS «JEHOVÁ PROVEERÁ» para que se plasme en la realidad el Ministerio de Cristo tomando en cuenta a los humildes y a los más necesitados desarrollando programas y proyectos de interés social que dignifique al individuo y a la familia; c) Llevar en el mensaje cristiano la ayuda espiritual y moral, al igual que material a la cárceles, orfanatorios, centros de rehabilitación y corrección, hospitales, hogares de ancianos, niños en situación de riesgo, y demás centros asistenciales donde requieran de la presencia de la palabra milagrosa de nuestro señor Jesucristo; d) Fundar, construir y crear seminarios, centros de Estudios Teólogos, preparar teológicamente y espiritualmente a Ministros, pastores, Misioneros y otras personas dedicadas a las obras cristianas; e) Edificar y construir Templos, Centros Escolares e Instituciones de Estudios básicos, superior, clínicas médicas, comedores Infantiles, centros recreativos para la Juventud y la niñez con sana orientación Cristiana; f) Promover Enseñanzas de preparación técnica en todas las áreas disponibles, que contribuyan en la formación técnico profesional del individuo; g) Contribuir al desarrollo de una cultura social crítica que sirva de fundamento para la creación de una nueva sociedad Cristiana; h) Promover e impulsar la gestión y ejecución de proyectos económicos y culturales con asistencia de organismos nacionales e internacionales.- SEXTA: (AUTORIDAD).- La máxima autoridad de la Asociación «AMPJP», será a la Asamblea General, la que se integrará por los Miembros FUNDADORES y miembros activos admitidos por la Junta directiva.- SÉPTIMA: (JUNTA DIRECTIVA) .- La Junta Directiva será la que ejerce la autoridad en receso de la Asamblea General, y estará integrada por seis miembros (06) que corresponden al siguiente orden: Un presidente, Un Vice-presidente, Un secretario de Actas, un Secretario de Finanzas, Un primer vocal y Un Segundo Vocal.- Esta Junta Directiva será electa por un período de cuatro años, reelegibles en diferentes cargos no pudiendo hacerlos en el mismo cargo por más de dos períodos.- OCTAVA: (REPRESENTACIÓN LEGAL).- La representación legal la tendrá el Presidente .- NOVENA (EL PATRIMONIO).- El patrimonio de la Asociación es la suma de CIEN MIL CÓRDOBAS, que los otorgantes como asociados, donan para su creación por partes iguales, y también mediante los donativos, aportes voluntarios, herencias, usufructos y legados que recibiere de Instituciones Estatales y Organismos no Gubernamentales o Extranjeros, de personas naturales o jurídicas, nacionales o extranjeros, de manera lícita y que no desnaturalice los fines y objetivos de la Asociación .- DÉCIMA: En este acto los comparecientes nombran entre su seno a las siguientes personas como la primer Junta Directiva que deberá empezar a regirse en su primer período a partir de la obtención de la personalidad jurídica y concluirá su período de cuatro años conforme lo determinen los Estatutos, lo mismo que solicitar a través de su presidente la personalidad jurídica ante la Asamblea Nacional, la cual queda integrada de la siguiente forma: Presidente : BETTY MOLINA CENTENO Vicepresidente: PABLO MÉNDEZ Secretario de Actas: ANGELA SOLORZANO -. Tesorero MARVIN GARCIA: primer Vocal: CARLOS TORREZ REYES, segundo vocal: ANA MARÍA ALEMÁN.- DÉCIMA PRIMERA: (ESTATUTOS).- El presidente somete a consideración de los demás comparecientes de los estatutos siguientes de los cuales se desglosan y fueron aprobados por unanimidad de votos como Estatutos de la Asociación «MPJP», los siguientes: DENOMINACIÓN, DOMICILIO, DURACIÓN, NATURALEZA Y OBJETIVOS -. Arto.1 (DENOMINACIÓN) -. La Asociación «MPJP», es un Organismo no Gubernamental, sin fines de lucro, que se denominará ASOCIACIÓN, cuya abreviación será «MPJP», Arto.2 (DOMICILIO)-. El domicilio legal de «MPJP», será la ciudad de Managua, pudiendo establecer filiales en cualquier otro lugar dentro o fuera del país-. Arto.3 (DURACIÓN)-. El plazo de duración de la Asociación será por tiempo indefinido a partir de esta fecha.- Arto. 4 (NATURALEZA)-. La Asociación tiene como naturaleza servir en el desarrollo espiritual, social, integral a la luz de Cristo, y de solidaridad social encaminada en el desarrollo, de la persona humana a la luz de la fe Cristiana y que regirá por todas esta cláusulas, no discriminando a nadie por razones de sexo, raza, nacionalidad, credo religioso o ideología política a nicaragüenses y extranjeros que vivan en Nicaragua-. Arto. 5 (OBJETIVOS)-. La Asociación tiene como objetivos fundamentales los siguientes: a) Diseminar y proclamar el Evangelio de nuestro señor Jesucristo por todo el territorio nacional, sustentándose en la Santa Biblia, como la palabra escrita de Dios mismo para el plan de salvación de la humanidad; b) Dar a conocer y poner en práctica la doctrina de fe y social de la MISIÓN PENTECOSTES «JEHOVÁ PROVEERÁ» para que se plasme en la realidad el Ministerio de Cristo tomando en cuenta a los humildes y a los más necesitados desarrollando programas y proyectos de interés social que dignifique al individuo y a la familia; c) Llevar el mensaje cristiano la ayuda espiritual y moral, al igual que material a las cárceles, orfanatorios, centros de rehabilitación y corrección, hospitales, hogares de ancianos, niños en situación de riesgo, y demás centros asistenciales donde requieran de la presencia de la palabra milagrosa de nuestro señor Jesucristo, d) Fundar, construir y crear seminarios, centros de estudios teológicos, preparar teológicamente y espiritualmente a ministros, pastores, misioneros, y otras personas dedicadas a las obras cristianas; e) Edificar y construir templos, centros escolares e instituto de estudio básicos, superior, clínicas medicas, comedores Infantiles, centros recreativos para la juventud y la niñez con sana orientación cristiana; f) Promover enseñanza de preparación técnica en todas las áreas disponibles, que contribuya en la formación técnico profesional del individuo; g) Contribuir al desarrollo de una cultura social critica que sirva de fundamento para la creación de una nueva Sociedad Cristiana; h) Promover e impulsar la gestión y ejecución de proyectos económicos y culturales con asistencia de organismo nacionales e internacionales-. DE LOS MIEMBROS, DERECHOS, DEBERES Y PERDIDA DE MEMBRESIA.- Arto. 6 La ASOCIACIÓN «MPJP», estará integrada por Miembros fundadores y los miembros activos, sean naturales o jurídicos, nacionales o extranjeros admitidos por la Junta Directiva, de acuer-

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION

do a las normas fijadas en estos estatutos y reglamentos internos que elaboren, presenten y aprueben en la Asamblea General -. **Arto.7** Son DERECHOS de los miembros: a) Tener plena participación en todas la reuniones teniendo voz y voto; b) Elegir y ser electo para cargos oficiales dentro de la junta directiva y demás cargos; c) Pertenecer a cualquier comisión de trabajo; d) Introducir proyectos y hacer propuestas ante la Junta Directiva o a la Asamblea General; e) Representar a «MPJP», dentro o fuera del país previo acuerdo de la Junta Directiva; f) Disolver la Asociación; g) Reformar carácter de apoderado generalísimo para asuntos judiciales y extrajudiciales a la Asociación ante personas naturales o jurídicas, sean nacionales o extranjeros; b) Otorgar poderes especiales o generales, judiciales y de representación siempre y cuando sean utilizados para ayudar a los fines objetivos de la Asociación; c) Presidir y mantener el orden en las sesiones ordinarias y extraordinarias de la Junta Directiva, resolviendo empates con su doble voto; d) Todas las demás facultades que estos Estatutos, La escritura social y las leyes le confieren. **Arto.8** Son deberes de los miembros : a) Sujetar a los estatutos y reglamentos internos, b) Tener plena participación en todas las actividades de la asociación, en sesiones ordinarias y extraordinarias, en comisiones de trabajo, conforme los procedimientos que establezca el reglamento interno,c) Asistir a las reuniones de Asamblea General ; d) Guardar los principios de la asociación y mantener relaciones fraternas con otras instituciones afines dentro y fuera del país; **Arto. 9.** LA PERDIDA DE LA MEMBRESIA: a) Por renuncia; b) Por expulsión, de parte de los organismos de dirección, al violar los estatutos o reglamentos, o por faltas morales, debidamente comprobadas que comprometan el prestigio de «MPJP» , c) Por fallecimiento o incapacidad total o permanente; d) Por sentencia condenatoria, por delitos comunes, su tramitación, procedimiento, y resolución serán regulados por los reglamentos que elabore, presente y aprueben la Asamblea General.- DE LOS ORGANISMOS DE DIRECCIÓN.- **Arto. 10** Son organismo de la asociación: «MPJP», a) LA ASAMBLEA GENERAL -. b) LA JUNTA DIRECTIVA-. **Arto. 11** de la Asamblea General -. La Asamblea General es la máxima autoridad de «MPJP» y esta formado por a) Los miembros asociados de «MPJP» b) Los miembros activos, sean personas naturales o jurídicas, nacionales o extrajeras, conforme a lo establecido en estos estatutos y el reglamento; **Arto. 12** La asamblea se reunirá: a) ORDINARIAMENTE, una vez anualmente en el lugar y fecha señaladas por la junta directiva lo convoque; c) La Junta Directiva convocará a la Asamblea General mediante comunicación escrita, la cual se enviará a los miembros con treinta días de anticipación si es ordinaria y al extraordinaria con ocho días de anticipación señalando AGENDA de asuntos a tratar, la cual podrá ser completada por la Asamblea .- **Arto. 13** QUORUM. EL QUÓRUM de la Asamblea General estará formado de la mitad más uno de sus miembros, en caso de no contarse con el QUÓRUM reglamentario se hará una SEGUNDA CONVOCATORIA una hora después de la primera, siendo el QUÓRUM la mitad más uno de sus miembros presentes -. **Arto. 14** ATRIBUCIONES de la asamblea General, a) Resolver los asuntos de la Asociación en sesiones plenarias; b) Determinar las actividades e implementar en el campo de cooperación nacional e internacional; c) Elegir a la Junta Directiva, cuyo periodo será de cuatro años; d) Aprobar o improbar los informes contables, administrativos, presupuesto anual, programas de trabajo que le someten los miembros, el presidente y la junta de directores: e) Remover de su cargo a cualquier miembro de la Junta de directores y expulsar miembros, por violación a los estatutos y reglamentos o cualquier razón justificada, por el voto calificado de los dos tercios del total de los miembros de la asamblea general; f) Formular, aprobar y modificar con las dos terceras partes de los votos, los estatutos y reglamentos de la asociación «MPJP».- **Arto. 15** de la Junta Directiva -. Es el órgano de «MPJP» que ejerce autoridad y dirección de la asociación. Estará integrada por seis (06) miembros que corresponden al siguiente orden: Un presidente, un Vice presidente, un secretario de actas, un secretarios de finanzas, un primer vocal y un segundo vocal. Esta junta directiva se elegirá por un periodo de cuatro años y podrán ser reelectos en diferentes cargos, no pudiendo hacerlo en el mismo cargo por más de dos periodos.- **Arto. 16:** La junta directiva hará Quórum con la presencia de la mayoría simple de su miembros y serán consideradas sus reuniones como legalmente constituidas, y las resoluciones se adoptarán con el voto favorable de la mayoría de los presentes. En caso de empate, el Presidente tendrá doble voto.- **Arto. 17:** son obligaciones y atribuciones de la Junta Directiva los siguientes: a) Acordar la adquisición, gravamen, venta o enajenación de bienes muebles o inmuebles a cualquier título y la celebración de toda clases de actos o contratos de acuerdo con la ley b) Celebrar sesiones ordinarias cada mes y extraordinarias cuando sea convocadas por el presidente o por la mitad más uno de sus miembros .- c) Elaborar el reglamento interno. d) Nombrar al director ejecutivo de la asociación-. e) Convocar a la asamblea de miembros -. f) Velar por el fiel cumplimiento de los estatutos y los reglamentos de la asociación-. g) Representar legalmente por medio de su presidente en todos los asuntos concernientes a esta -. h) Abrir oficinas a nivel de sub-sede en cualquier otro lugar del país y fuera de este si fuere necesario -. i) Conocer, reformar y aprobar el plan de trabajo anual y el presupuesto general de ingresos y egresos que la administración elaborará en el debido momento -. **Arto. 18:** Corresponde al presidente de la asociación: a) Representar a la Asociación, con pentecostés JEHOVÁ PROVEERÁ, libro este primer testimonio compuesto de cinco hojas útiles de papel sellado de Ley, las que firmo, rubrico y sello, en esta ciudad de Managua, a las once de la noche del día doce de Mayo de mil novecientos noventa y siete.- **Arto. 19** correspondiente al Vice-presidente; a) Sustituir al presidente en caso de ausencia o delegación por parte de este -. **Arto. 20;** corresponde al secretario de actas; a) Ser el órgano de comunicación de la Asociación entre sus diversos organismos y terceros -.b) Custodiar la correspondencia y llevar los libros de actas y acuerdos correspondientes -. c) Levantar las actas, los acuerdos y resoluciones tanto de la Asamblea como de la Junta Directiva en los respectivos libros,. d) Mandar a publicar las citas de convocatorias y hacer las pertinentes citaciones que se le ordenaren -. e) Librar toda clase de certificaciones con arreglo a la ley; f) Atender otras atribuciones designadas por el presidente de la asociación; **Arto. 21.** Correspondiente al Secretario de Finanzas: a) Supervisar el sistema contable; b) Llevar un registro de donaciones otorgadas por personas naturales o jurídicas, nacionales o extranjeros; filántropos, organismos no gubernamentales etc. c) Revisar en cualquier tiempo, los libros contables, caja, valores y cartera de la Asociación; d) Realizar arqueos y comprobación de caja, cuando valores y cartera de la Asociación; d) Realizar arqueos y comprobación de caja, cuando lo estime conveniente o a solicitud del Presidente

3247

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑO FUNDACIÓN

y de la Junta Directiva; e) Rendir informes financieros mensualmente a la Junta Directiva y anualmente a la Asamblea General -. Arto. 22. Corresponde a los vocales: sustituir en su orden que corresponde de acuerdo como comparecen: en ausencia del presidente lo sustituye el Vice-presidente, en ausencia de este lo sustituye el secretario de actas, en ausencia de este, lo sustituye el primer vocal y asi sucesivamente -. Arto. 23. El patrimonio de la Asociación es la suma de CIEN MIL CÓRDOBAS, que los otorgantes, como Asociados, donan para su creación, por partes iguales, y también mediante los donativos, aportes voluntarios, usufructos, herencias y legados que recibiere de Instituciones Estatales y organismo no gubernamentales o extranjeros, de personas naturales o jurídicas, nacionales o extranjeras; de manera licita y que no desnaturalice los fines y objetivos de la Asociación -. Arto. 24: La Asociación de conformidad con las leyes de la República y según la Ley No. 147: ley general sobre personas jurídicas sin fines de lucro, publicada en la gaceta «DIARIO OFICIAL», el viernes veintinueve de Mayo de mil novecientos noventa y dos, con el número ciento dos, podrá efectuar toda clase de operaciones que tengan relación directa e indirecta con sus propios fines y objetivos DE LA DISOLUCIÓN.- Arto.25: La Asociación podrá disolverse: a) Por las causas que señala la ley para la concesión de la personalidad jurídica -. b) Cuando sea acordado por sus miembros -. Arto. 26: Para que la Asamblea resuelva sobre la disolución de la Asociación necesitará de los dos tercios de sus miembros. Canceladas las obligaciones, el remanente, si lo hubiere será entregado a otro organismo similar existentes en el país que determine por mayoría la Asamblea a proposición de la Junta Directiva -. DISPOSICIONES GENERALES.- Arto. 27: Los presentes estatutos solamente podrán ser reformados por la Asamblea de la Asociación, siempre y cuando haya Quórum y será por el voto a favor de los dos tercios de sus miembros-. Las disposiciones no establecidas en los estatutos se establecerán en el reglamento interno-. Así se expresaron los comparecientes bien instruidos por mi el Notario, acerca del valor, objeto y trascendencia legales de este acto, sobre las cláusulas generales y especiales, de las que envuelven estipulaciones implícitas y explícitas, de las que en concreto se hacen -. Leida que fue integramente todo lo escrito a los comparecientes, quienes la encuentran conforme, la aprueban y ratifican haciendole modificaciones y firman junto conmigo. Yo, el Notario doy fe de todo cuando he relacionado-. (f) B.E. MOLINA C. - (F) P. MÉNDEZ .- (F) A. SOLORZANO-. (F) M. GARCIA. - (F) C. T. REYES.- (F) A. M. ALEMÁN.- (F) JOSÉ LUIS NORORI HOOKER (NOTARIO). PASO ANTE MI: Del frente del Folio Número ciento seis (106 al frente del Folio Número ciento diez (110) de mi protocolo número dos que llevo en el corriente año y a solicitud de la señora BETTY ELIZABETH MOLINA CENTENO, en carácter de Presidente de la ASOCIACIÓN RELIGIOSA MISIÓN. Enmendado: Asociación -.Vale. Yo, José Luis Norori Holeu, Abogado y Notario Público, autorizado por la Excelentísima Corte Suprema de Justicia para cartular durante un quinquenio que expira el cinco de Noviembre del año dos mil uno, que conforme a su original Managua, diecisiete de Mayo de mil novecientos noventa y siete.

Debidamente inscrita en el Libro de Registro de Personas Jurídicas sin Fines de Lucro, bajo el número perpetuo UN MIL TRECIENTOS TREINTA Y UNO (1331), de la página Cuatrocientos quince a la página cuatrocientos veintidós. Tomo III, Libro Quinto; ante el Departamento de Registro y Control de Asociaciones del Ministerio de Gobernación de la República de Nicaragua.

Managua, Quince de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Lic. MARIO SANDOVAL LOPEZ, Director del Departamento de Registro y Control de Asociaciones.

MINISTERIO DE FOMENTO INDUSTRIA Y COMERCIO

MARCAS DE FABRICA COMERCIO Y SERVICIO

Reg. No. 4739 - M. 140958 - Valor C$ 180.00

Ingeniero Carlos Rivera Alvarez, Apoderado de Insumos y Suministros Gráficos Sociedad Anónima conocida como INSUGRAFIX, de Nacionalidad Nicaragüense, solicita registro del Nombre Comercial INSUGRAFIX que protege un establecimiento comercial dedicado a las siguientes actividades: A la comercialización de películas para cámara de cuarto oscuro, películas para impresión láser, Contacto y Duplicación, reveladores y fijadores de películas y planchas, densitómetros, cuenta hilos, pantallas de contacto, pinceles, cuchillas para montaje, papel mascarrilla, película roja desplegable, acetato, mantillas litográficas, plancas litográficas presensibilizadas, master electrostático de cartón, lámparas para cámaras fotomecánicas para quemadoras de planchas, guillotinas y cuarto oscuro, troqueles, tintas offset, flexográficas, magnéticas, tipográficas, para rotativas, barnices y aditivos para tintas, rodillos para toda clase de impresión, moletones, pegamentos, material para estampados y toda clase de insumos gráficos, equipos y maquinarias para artes gráficas y repuestos para impresoras offset, guillotinas, dobladoras máquinas tipográficas e insumos y equipos para pre-prensa y acabado, cuadernos universitarios y escolar, libretas, papeles y cartones en diferentes presentaciones en resmas y bobinas; diversos gramajes y colores; incluye papel bond, offset, manifold, couché, solid bleach, news back, cromacote, folcote, bristol o index, manila, lino, cartones gofrados, cartulinas de lujo, papel ledgerd, formas continuas, papel etiqueta, papel Kraft, papel de seguridad, papel glasine, papel y cartón encerado, cartón encerado, cartón dúplex, papel periódico y todo tipo de papel utilizado en la industria gráfica y en oficinas.

«INSUGRAFIX»

Presentada: 10 de Marzo de 1999
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual, Managua, trece de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

Pérez de Ramírez. Registradora de la Propiedad Industrial e Intelectual.

3-1

Reg. No. 4741 - M. 37902 - Valor C$ 90.00

Dr. Ruddy A. Lemus Salman, Apoderado de la Sociedad PRODUCTOS ALIMENTICIOS SELLO DE ORO, S.A. de El Salvador, solicita el Registro del Nombre Comercial:

«EL GRANJERO»

Protege: Un establecimiento, comercial dedicado a la venta y producción de Huevos y otros productos avícolas.

Presentada: 14 de Abril de 1999.
Opóngase:

Registro Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 29 de Abril de 1999. María Soledad Pérez de Ramírez, Registradora.

3-1

Reg. No. 4742 - M. 37909 - Valor C$ 90.00

Dr. Ruddy A. Lemus Salman, Apoderado de la Sociedad KWANG YANG MOTOR CO., LTD, de la República de China, solicita el Registro de la Marca de Fábrica y Comercio.

«KYMCO»

Clase: (12)Int.
Presentada: 18 de Junio de 1998.
Opóngase:

Registro Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 12 de Mayo de 1999. María Soledad Pérez de Ramírez, Registradora.

3-1

Reg. No. 4743 - M. 37908 - Valor C$ 90.00

Dr. Ruddy A. Lemus Salman, Apoderado de la Sociedad KWANG YANG MOTOR CO., LTD, de la República de China, solicita el Registro de la Marca de Fábrica y Comercio.

«KYMCO»

Clase: (4)Int.
Presentada: 18 de Junio de 1998.
Opóngase:

Registro Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 12 de Mayo de 1999. María Soledad Pérez de Ramírez, Registradora.

3-1

Reg. No. 4745 - M. 37906 - Valor C$ 90.00

Dr. Ruddy A. Lemus Salman, Apoderado de la Sociedad SOREMARTEC, S.A., de Bélgica, solicita el Registro de la Marca de Fábrica y Comercio.

«MANDERLY»

Clase: (30)Int.
Presentada: 15 de Abril de 1999.
Opóngase:

Registro Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 7 de Mayo de 1999. María Soledad Pérez de Ramírez, Registradora.

3-1

Reg. No. 4746 - M. 37903 - Valor C$ 90.00

Dr. Ruddy A. Lemus Salman, Apoderado de la Sociedad STIEFEL LABORATORIES, INC, de Estados Unidos de América, solicita el Registro de la Marca de Fábrica y Comercio.

«SEPTOSAN»

Clase: (3)Int.
Presentada: 21 de Abril de 1999.
Opóngase:

Registro Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 17 de Mayo de 1999. María Soledad Pérez de Ramírez, Registradora.

3-1

Reg. No. 4747 - M. 37904 - Valor C$ 90.00

Dr. Ruddy A. Lemus Salman, Apoderado de la Sociedad PRODUCTOS ALIMENTICIOS IDEAL, S.A. DE C.V. de El Salvador, solicita el Registro de la Marca de Fábrica y Comercio:

«PACHIPS»

Clase: (30)Int.
Presentada: 9 de Marzo de 1999.
Opóngase:

Registro Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 11 de Mayo de 1999. María Soledad Pérez de Ramírez, Registradora.

3-1

Reg. No. 4748 - M. 37901 - Valor C$ 720.00

Dr. Ruddy A. Lemus Salman, Apoderado de la Sociedad PRODUCTOS ALIMENTICIOS SELLO DE ORO, S.A., de El Salvador, solicita el Registro de Nombre Comercial:

Protege: Un establecimiento comercial dedicado a la venta y pro-

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

ducción de Huevos y otros productos avícolas.

Presentada: 14 de Abril de 1999.
Opóngase:

Registro Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 28 de Abril de 1999. María Soledad Pérez de Ramírez, Registradora.

3-1

Reg. No. 4750 - M. 0150956 - Valor C$ 720.00

Luis Alonso López Azmitia, Apoderado de DISTRIBUCIONES ASTRO DE NICARAGUA, S.A., Nicaragüense, solicita Registro Marca de Comercio:

Clase : (31)
Presentada: 4 de Noviembre de 1998.
Opóngase:

Registro Propiedad Industrial e Intelectual, Managua, Doce de Enero de mil novecientos noventa y nueve. María Soledad Pérez de Ramírez. Registrador.

3-1

Reg. No. 4751 - M. 0150961 - Valor C$ 180.00

Luis Alonso López Azmitia, Apoderado de DISTRIBUCIONES ASTRO DE NICARAGUA, S.A., Nicaragüense, solicita Registro de Señal de Propaganda.;

S/P

LA COSA BUENA QUE TODOS BUSCAN

SERVIRA PARA SER USADA COMO UN MEDIO PARA ATRAER LA ATENCION DEL PUBLICO, CONSUMIDORES Y USUARIOS, CON RELACION A LOS PRODUCTOS ALIMENTICIOS, CON QUE COMERCIA LA SOLICITANTE, CON REFERENCIA A SU MARCA NATURA'S CLASE (30) INTERNACIONAL, No. REGISTRO 24,768.

Presentada: 29 de Enero 1997.
Opóngase:

Registro Propiedad Industrial e Intelectual, Managua, 12 de Octubre de 1998. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registrador de la Propiedad Industrial e Intelectual de Nicaragua.

3-1

Reg. No. 4528 - M. 169572 - Valor C$ 90.00

Raúl Barrios Olivares, en su carácter de Apoderado de: ALCON PHARMACEUTICALS, LTD.; Sueca, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

«ICAPS»

Clase: (05)
Presentada: 07 de Abril 1999.
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual, Managua, veintitrés de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora de la Propiedad Industrial e Intelectual.

3-1

Reg. No. 4529 - M. 169575 - Valor C$ 90.00

Raúl Barrios Olivares, en su carácter de Apoderado de: COMERCIALIZADORA LAS AMERICAS SOCIEDAD ANONIMA, Nicaragüense, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

CEMAR

Clase: (19)
Presentada: 25 de Noviembre de 1998.
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial, Managua, diez de Mayo de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora de la Propiedad Industrial e Intelectual.

3-1

Reg. No. 4530 - M. 169574 - Valor C$ 90.00

Raúl Barrios Olivares, en su carácter de Apoderado de: JOHNSON & JOHNSON.; Estadounidense, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

«REMINYL»

Clase: (05)
Presentada: 20 de Abril 1999.
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual, Managua, veinte de Mayo de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora de la Propiedad Industrial e Intelectual.

3-1

Reg. No. 4531 - M. 169573 - Valor C$ 90.00

Modesto Emilio Barrios Jarquín, en su carácter de Apoderado de: ALIMENTOS KERN DE GUATEMALA, S.A., Guatemalteca,

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION

Solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

FUN-C

Clase: (32)
Presentada: 27 de Mayo de 1998.
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual, Managua, veintisiete de Mayo de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora de la Propiedad Industrial e Intelectual.

3-1

Reg. No. 4532 - M. 169577 - Valor C$ 90.00

Modesto Emilio Barrios Jarquín, en su carácter del Sr. NICOLAS BROWN, conocido como TOBY BROWN., Costarricense, Solicita Registro Marca de Servicio:

TOBY BROWN

Clase: (42)
Presentada: 19 de Enero de 1999.
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e intelectual , Managua, siete de Mayo de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora de la Propiedad Industrial e Intelectual.

3-1

Reg. No. 4533 - M. 137625 - Valor C$ 90.00

Dr. César A. Villalta Vásquez, Apoderado de LABORATORIO BAGO, SOCIEDAD ANONIMA (LABORATORIO BAGO, S.A.), Argentina, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

ERITROGEN

Clase: (05)Int.
Presentada: 05 de Abril de 1999.
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual , Managua, 28 de Abril de 1999. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora de la Propiedad Industrial e Intelectual de Nicaragua.

3-1

Reg. No. 4534 - M. 137623 - Valor C$ 90.00

Dr. César A. Villalta Vásquez, Apoderado de LABORATORIO BAGO, SOCIEDAD ANONIMA (LABORATORIO BAGO, S.A.), Argentina, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

ERITROX

Clase: (05)Int.
Presentada: 05 de Abril de 1999.
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua. 28 de Abril de 1999. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora de la Propiedad Industrial e Intelectual de Nicaragua.

3-1

Reg. No. 4542 - M. 33007- Valor C$ 720.00

Lic. María José Bendaña Guerrero, Apoderado de KRAFT FOODS, INC., de los Estados Unidos de América, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

Clase: (32)
Presentada: 19 de Marzo de 1999.- Expediente 99-00830
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, veinte de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora.

3-1

Reg. No. 4546 - M. 137361 - Valor C$ 90.00

Licda. Rosa Aleyda Aguilar Bermúdez, Apoderado de BAYER AKTIENGESELLSCHAFT, de la República Federal de Alemania, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

PLOTTER

Clase: (1)
Presentada: 09 de Marzo de 1999.- Expediente 99-00709
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, seis de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora.

3-1

Reg. No. 4494 - M. 169487 - Valor C$ 90.00

Luis Alonso López Azmitia, Apoderado del INSTITUTO SUIZO DE SUEROTERAPIA Y VACUNACION, de Suiza, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

OROCHOL BERNA

Clase: (5)
Presentada: 16 de Octubre de 1998.-
Opóngase:

3251

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑO FUNDACIÓN

Registro Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, nueve de Abril de mil novecientos noventa y nueve. María Soledad Pérez de Ramírez. Registrador.

3-1

Reg. No. 4547 - M. 137366 - Valor C$ 90.00

Licda. Rosa Aleyda Aguilar Bermúdez, Apoderado de BAYER AKTIENGESELLSCHAFT, de la República Federal de Alemania, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

COLECT

Clase: (1)
Presentada: 09 de Marzo de 1999.- Expediente 99-00713
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, seis de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora.

3-1

Reg. No. 4549 - M. 137360 - Valor C$ 90.00

Lic. Rosa Aleyda Aguilar Bermúdez, Apoderado de LABORATORIOS QUIMICOS INDUSTRIALES, S.A., de Costa Rica, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

ECTOPET

Clase: (5)
Presentada: 18 de Marzo de 1999.- Expediente 99-00805
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, dieciséis de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora.

3-1

Reg. No. 4548 - M. 137358 - Valor C$ 90.00

Dr. Fernando Santamaría Zapata, Apoderado de LA CONSTANCIA, S.A., de El Salvador, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

ABEJA

Clase: (32)
Presentada: 6 de Abril de 1999.- Expediente 99-00953
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, veintisiete de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora.

3-1

Reg. No. 4550 - M. 137078 - Valor C$ 90.00

Dr. Fernando Santamaría Zapata, como Gestor Oficioso de ATHLETE'S FOOT MARKETING ASSOCIATES, INC. (AFMAI), de los Estados Unidos de América, solicita, Registro Nombre Comercial:

The Athlete's Foot

Protege: UN ESTABLECIMIENTO DEDICADO A LA FABRICACION, VENTA COMERCIALIZACION Y REPARACION DE UNA DIVERSIDAD DE PRODUCTOS, ENTRE ELLOS: VESTUARIO, CALZADO Y SOMBRERERIA.

Presentada: 22 de Febrero de 1999.- Expediente 99-00552
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, veinte de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora.

3-1

Reg. No. 4551 - M. 137077 - Valor C$ 90.00

Dr. Fernando Santamaría Zapata, Apoderado de INDUSTRIA LA POPULAR, S.A. de la República de Guatemala, solicita, Registro Marca de Fábrica y Comercio:

RAPICLOR

Clase: (3)
Presentada: 7 de Abril de 1999.- Expediente 99-00963
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, veintisiete de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora.

3-1

Reg. No. 4552 - M. 137359 - Valor C$ 90.00

Lic. María José Bendaña Guerrero, Apoderada de MYSTIC CANDLES INTERNATIONAL, S.A., de Nicaragua, solicita, Registro Nombre Comercial:

«MYSTIC CANDLES INTERNATIONAL, S.A.
(Nombre Comercial)

Protege: UN ESTABLECIMIENTO DEDICADO A LA FABRICACION, VENTA Y COMERCIALIZACION DE MATERIAS DE ALUMBRADO, CANDELAS Y VELADORAS

Presentada: 6 de Abril de 1999.- Expediente 99-00956
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, veintisiete de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora.

3-1

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION

Reg. No. 4553 - M. 33005 - Valor C$ 90.00

Licda. Rosa Aleyda Aguilar Bermúdez, Apoderado de BAYER AKTIENGESELLSCHAFT, de la República Federal de Alemania, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

REDIGO

Clase: (5)
Presentada: 09 de Marzo de 1999.- Expediente 99-00712
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, veintinueve de Marzo de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora.

3-1

Reg. No. 4554 - M. 33004 - Valor C$ 90.00

Licda. Rosa Aleyda Aguilar Bermúdez, Apoderado de BAYER AKTIENGESELLSCHAFT, de la República Federal de Alemania, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

REDIGO

Clase: (1)
Presentada: 09 de Marzo de 1999.- Expediente 99-00711
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, seis de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora.

3-1

Reg. No. 4555 - M. 33003 - Valor C$ 90.00

Dr. Fernando Santamaría Zapata, Apoderado de EL GALLITO INDUSTRIAS S.A., de Costa Rica, solicita, Registro de la Señal de propaganda:

«GALLITO... EL CHOCOLATE DEL NUEVO MILENIO»
(SEÑAL DE PROPAGANDA)

Servirá: PARA PROMOCIONAR TODO TIPO DE CACAO EN POLVO, CONFITES CHOCOLATES, BOMBONES, GALLETAS, SORBETOS, CARAMELOS, CHICLES Y GOLOSINAS DULCES EN GENERAL, RELACIONADOS CON LA MARCA GALLITO NO. 18070, CL.30.

Presentada: 15 de Marzo de 1999.- Expediente 99-00750
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, veinte de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora.

3-1

Reg. No. 4556 - M. 33002 - Valor C$ 90.00

Dr. Fernando Santamaría Zapata, Apoderado de AGC, INC., de Estados Unidos de América, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

BUBBLEGUM

Clase: (16)
Presentada: 09 de Marzo de 1999.- Expediente 99-00708
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, seis de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora.

3-1

Reg. No. 4557 - M. 30850 - Valor C$ 90.00

Dr. Ruddy A. Lemus Salman, Apoderado de la Sociedad StarMedia Network, Inc., de Estados Unidos, solicita Registro de la Marca de Servicio:

«TALK PLANET»

Clase: (38)Int.
Presentada: 10 de Febrero de 1998.
Opóngase:

Registro Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 5 de Mayo de 1999. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora.

3-1

Reg. No. 4558 - M. 31000 - Valor C$ 90.00

Dr. Ruddy A. Lemus Salman, Apoderado de la Sociedad StarMedia Network, Inc., de Estados Unidos, solicita Registro de la Marca de Servicio:

«STARMEDIA»

Clase: (38)Int.
Presentada: 10 de Febrero de 1998.
Opóngase:

Registro Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 5 de Mayo de 1999. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora.

3-1

Reg. No. 4559 - M. 140457 - Valor C$ 90.00

Ing. Luis Marvin Ramos Arguello, Presidente, Radio FM Tropical, S.A., Nicaragüense, solicita Registro Marca de Servicio:

«RADIO TROPICALIDA»
Se reivindica en su conjunto

Clase: (35)
Presentada: 14 de Abril de 1999.- Exp. No. 99-01061

3253

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑO FUNDACIÓN

Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 25 de Mayo de 1999. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registrador.
3-1

Reg. No. 4560 - M. 140460 - Valor C$ 90.00

Sra. Esperanza Jarquín Rojas, Presidente, Radio FM Galaxia, Sociedad Anónima. Nicaragüense, solicita Registro Marca de Servicio:

«RADIO GALAXIA»
Se reivindica en su Conjunto

Clase: (35)
Presentada: 14 de Abril de 1999.- Exp. No. 99-01058
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 25 de Mayo de 1999. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registrador.
3-1

Reg. No. 4561 - M. 140458 - Valor C$ 90.00

Ing. Luis Marvin Ramos Arguello, Presidente, Radio FM Tropical, S.A., Nicaragüense, solicita Registro Marca de Servicio:

«RADIO TROPICALIDA»
Se reivindica en su Conjunto

Clase: (38)
Presentada: 14 de Abril de 1999.- Exp. No. 99-01062
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 25 de Mayo de 1999. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registrador.
3-1

Reg. No. 4562 - M. 140459 - Valor C$ 90.00

Sra. Esperanza Jarquín Rojas, Presidente, Radio FM Galaxia, Sociedad Anónima, Nicaragüense, solicita Registro Marca de Servicio:

«RADIO GALAXIA»
Se reivindica en su Conjunto

Clase: (38)
Presentada: 14 de Abril de 1999.- Exp. No. 99-01063
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 25 de Mayo de 1999. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registrador.
3-1

Reg. No. 4563 - M. 140461 - Valor C$ 90.00

Sr. Paúl Stanley Atha Salinas, Presidente, Radio FM Alfa, Sociedad Anónima, Nicaragüense, solicita Registro Marca de Servicio:

«RADIO ALFA»
Se reivindica en su Conjunto

Clase: (38)
Presentada: 14 de Abril de 1999.- Exp. No. 99-01059
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 25 de Mayo de 1999. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registrador.
3-1

Reg. No. 4564 - M. 140456 - Valor C$ 90.00

Sr. Paúl Stanley Atha Salinas, Presidente, Radio FM Alfa. Sociedad Anónima, Nicaragüense, solicita Registro Marca de Servicio:

«RADIO ALFA»
Se reivindica en su Conjunto

Clase: (35)
Presentada: 14 de Abril de 1999.- Exp. No. 99-01060
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 25 de Mayo de 1999. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registrador.
3-1

Reg. No. 4565 - M. 364828 - Valor C$ 720.00

Sr. René Lacayo Debayle, Representante Legal y Presidente de: AISA COMERCIAL., Nicaragüense, solicita Registro Nombre Comercial:

AISA
COMERCIAL

Protegerá: Un establecimiento dedicado a la Comercialización Distribución, Importación, y Exportación de materiales de Construcción.

Presentada: 04 de Marzo de 1999.
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, tres de Junio - 1999. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registrador.
3-1

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

MINISTERIO DEL AMBIENTE Y LOS RECURSOS NATURALES (MARENA)

Reg. No. 4687 - M. 030485 - Valor C$ 960.00

GOBIERNO DE NICARAGUA
MINISTERIO DEL AMBIENTE Y RECURSOS NATURALES (MARENA)

RESOLUCION MINISTERIAL NO. 013.99

El Ministro del Ambiente y los Recursos Naturales,

CONSIDERANDO

I

Que el Artículo número 54 de la Ley 217, Ley General del Ambiente y los Recursos Naturales, establece que el Estado podrá otorgar derecho a aprovechar los Recursos Naturales por Concesión, permisos, licencias y cuotas.

II

Que la misma Ley 217, en su Articulo 71, manda a MARENA a fijar cuotas de exportación, caza y captura de especies silvestres a fin de resguardar la diversidad biológica.

III

Que los Recursos de la Biodiversidad demandan una especial atención en cuanto a las condiciones y la cantidad límite de extracción para asegurar su sostenibilidad.

IV

Que cada una de las especies de la flora y la fauna silvestre, por sus características particulares requiere de un tratamiento diferenciado en cuanto a su extracción del medio natural.

V

Que el conocimiento de cada una de las poblaciones de especies, así como el monitoreo de la situación proporcionan elementos determinantes para la autorización de la extracción y manejo de cada espécimen.

Por tanto en uso de las facultades que le confiere la Ley,

RESUELVE

Establecer el SISTEMA DE LICENCIAS Y PERMISOS PARA EL ACCESO, COMERCIALIZACION LOCAL, EXPORTACION Y REPRODUCCION DE LOS RECURSOS DE BIODIVERSIDAD, como Instrumento para asegurar su aprovechamiento dentro de los limites necesarios, que garanticen la sostenibilidad de cada una de las especies conforme a su situación de vulnerabilidad específica.

CAPITULO I
DE LOS TIPOS DE LICENCIAS Y PERMISOS

Art. 1. El Sistema de Licencias y Permisos distingue la siguiente clasificación:

1) LICENCIA DE MANEJO DE FAUNA SILVESTRE
CATEGORIA A) CRIANZA EN CAUTIVERIO
CATEGORIA B) MANEJO EXTENSIVO
CATEGORIA C) COTO DE CAZA
2) LICENCIA DE COMERCIO INTERNO
CATEGORIA A) ACOPIO COMERCIAL DE FAUNA SILVESTRE
CATEGORIA B) EXPENDIO DE ALIMENTOS PROVENIENTES DE LA FAUNA SILVESTRE
CATEGORIA C) EXPENDIO DE FAUNA SILVESTRE VIVA
CATEGORIA D) PROCESAMIENTO DE PIELES Y ELABORACION DE PRODUCTOS DE FAUNA SILVESTRE
CATEGORIA E) EXPENDIOS DE PRODUCTOS ELABORADOS DE FAUNA SILVESTRE
3) LICENCIA A CENTROS DE ACOPIO DE FAUNA SILVESTRE PARA EXPORTACION
4) LICENCIA PARA EXHIBICIONES DE FAUNA SILVESTRE
CATEGORIA A) ZOOLÓGICOS
CATEGORIA B) EXHIBICIONES FIJAS
CATEGORIA B) EXHIBICIONES ITINERANTES
5) LICENCIA DE CAZA Y PESCA DEPORTIVA DE FAUNA SILVESTRE
6) PERMISO PARA INVESTIGACIONES CIENTIFICAS CON REQUERIMIENTO DE COLECTA DE MUESTRAS DE VIDA SILVESTRE.

Arto. 2 Cada una de las Licencias y Permiso indicados en el articulo anterior se emitirá en Formato Oficial, debidamente numerado y firmado por el Titular de la Dirección de Biodiversidad o por quien este delegue para tal fin.

Arto. 3. Las Licencias y Permisos anteriores serán debidamente registradas en la Dirección de Biodiversidad, consignándose los siguientes datos: Numero y Tipo de Licencia o Permiso. Nombre del Titular, Especies y numero de especimenes que ampara, Vigencia.

Arto. 4. La vigencia de cada licencia o permiso se especificará en el texto de la misma.

CAPITULO II

REQUISITOS COMUNES PARA LA SOLICITUD DE LICENCIA O PERMISO

Art. 5. El interesado deberá solicitar la Licencia o Permiso correspondiente atendiendo los siguientes requisitos:

1) Obtener y presentar debidamente el Formato de Solicitud de Licencia o Permiso acompañado de los Anexos que por cada uno se exija.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑO FUNDACIO

2. Enterar el pago del valor establecido.

Arto. 6. Toda Licencia o Permiso, deberá ser tramitada de manera personal por el interesado debidamente identificado o por apoderado especial. En el caso de las personas jurídicas se deberá presentar la Escritura Constitutiva correspondiente y el Poder Especial que autorice para ese acto.

Arto.7 Los requisitos específicos para la solicitud de cada una de las Licencias y Permisos, aquí establecidos se incorporan como Anexos a la presente Resolución. Los requisitos de las licencias y permisos aquí no contemplados, se incorporarán como anexos a esta Resolución mediante Acuerdo Ministerial.

CAPITULO III
DERECHOS Y OBLIGACIONES DE LOS TITULARES DE LICENCIAS

Arto.8 La Licencia y el Permiso, otorga a su Titular el derecho de acceso, uso o aprovechamiento de las especies en ella consignadas y le obliga a la observancia de las normas y disposiciones generales y particulares de manejo y protección de las mismas.

Arto. 9 Sin perjuicio de los derechos y obligaciones particulares establecidos en cada tipo de Licencia y Permiso, sus titulares tendrán los siguientes derechos y obligaciones:

1) Obtener la renovación, en su caso, por igual periodo, previa comprobación del cumplimiento de sus obligaciones.
2) Obtener información técnica expedita sobre el objeto de su Licencia y/o Permiso.
3) Cumplir en tiempo con los informes generales y/o información específica solicitada por la Dirección de Biodiversidad.

CAPITULO IV
DE LAS INFRACCIONES Y SANCIONES

Arto. 10. Las infracciones a la presente Resolución serán sancionadas de conformidad con las disposiciones consignadas en la Ley General del Ambiente y los Recursos Naturales y su Reglamento y las Leyes y Reglamentos especiales aplicables.

Arto. 11. El valor a pagar por el aprovechamiento, uso y acceso a especímenes se determinará anualmente, según tipo y cantidad, por la Dirección General de Biodiversidad y Recursos Naturales y se oficializará mediante publicación por cualquier medio de comunicación de circulación nacional.

Arto.12. La presente Resolución entrará en vigencia a partir de su publicación por cualquier medio de comunicación de circulación nacional escrito.
Dado en la ciudad de Managua, a los siete días del mes de junio de mil novecientos noventa y nueve. Roberto Stadthagen Vogl, Ministro.

ANEXO I
LICENCIA DE MANEJO DE FAUNA SILVESTRE
I.1 CATEGORIA A) CRIANZA EN CAUTIVERIO

REQUISITOS PARA LA TRAMITACION

1. Llenar Formato de Solicitud y adjuntar los siguientes documentos:
- Proyecto Técnico de Zoocrianza
- Acta de Constitución y Poder de Representación
- Certificación del Registro Mercantil o Registro de Cooperativas
- Copia de Licencia extendida por Autoridad competente
- Copia de Testimonio de Escritura de Propiedad del Lugar donde se instalara el Plantel de cría en cautiverio o Zoocrianza.

2. Verificar que las instalaciones son conformes a la Normativa de Instalación de Zoocriaderos.
3. Aprobación de la Dirección de Biodiversidad previa verificación del Centro de Zoocrianza.
4. Efectuar el pago de la licencia, que asciende al equivalente en córdobas de quinientos dólares americanos (US$500).
5. La vigencia de la Licencia de Crianza en Cautiverio se ajustará al cumplimiento de las normas, procedimientos y/o resoluciones afines a la actividad y a las que se deriven de la Ley General del Medio Ambiente en materia de Biodiversidad y Leyes Específicas de la materia.
6. Los Centros de Zoocrianza que se encuentren inscritos ante MARENA, al publicarse la presente Resolución, tendrán un plazo de seis meses para ajustarse al cumplimiento de la Normativa de Instalación de Zoocriaderos

PROCEDIMIENTO

1. El solicitante presentará ante la Oficina de Atención al Público de la Dirección de Biodiversidad, el formato de solicitud de Licencia debidamente llenado y firmado adjuntando:
- Proyecto Técnico de Zoocrianza
- Acta de Constitución y Poder de Representación
- Certificación del Registro Mercantil o Registro de Cooperativas
- Copia de Licencia extendida por Autoridad competente
- Copia de Testimonio de Escritura de Propiedad del Lugar donde se instalará el Zoocriadero.

2. Una vez recepcionada la solicitud, la Dirección de Biodiversidad realizará las inspecciones pertinentes y en un plazo máximo de 30 días decidirá lo que corresponda, entregando al solicitante formato para efectuar el pago de la Licencia con valor en Córdobas de US$ 500.00 (Quinientos Dólares Americanos).
3. A partir de esa fecha, el solicitante hará efectivo el pago en la cuenta establecida para tal fin por la Tesorería General de la República y presentara a la Dirección de Biodiversidad el comprobante de pago en original y copia.
4. Recibida la copia, la Dirección de Biodiversidad la incorporara al expediente de la solicitud y entregará la Licencia correspondiente con los documentos siguientes:
a) Resolución del Sistema de Vedas
b) Normativa para la Instalación de Zoocriaderos
c) Reglamento de la Asociación de Transporte Aéreo Internacional (IATA)
d) Listado de Especies que ampara su Licencia
e) Listado de Valores de Especies (referencia Acopio de Padrotes, caso de Zoocrianza)
Las disposiciones contenidas en estos documentos, por representar

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION

normativas y/o restricciones relativas a su actividad, son de obligatorio cumplimiento.

OPERACIÓN DE LA LICENCIA
ACOPIO DE PADROTES:

1. Las Empresas con Licencia de Zoocrianza deberán solicitar el Acopio de especímenes, en dependencia a lo autorizado en su Documento de Proyecto Técnico.
2. Por cada requerimiento de especímenes del medio natural deberá solicitar por escrito a la Dirección de Biodiversidad el Permiso de Acopio con el Acopiador autorizado por la Empresa, incluyendo el número de Licencia del mismo.
3. El ingreso de los padrotes deberá ser registrado por el Zoocriadero, el que conservara los Permisos de Acopio como prueba de la adquisición legal de los mismos.

ANEXO 2
LICENCIA PARA COMERCIO INTERNO
DE VIDA SILVESTRE
2.1 CATEGORIA "A"
ACOPIO COMERCIAL DE VIDA SILVESTRE.
REQUISITOS PARA LA TRAMITACION

1. Llenar el Formato de Solicitud y adjuntar los siguientes documentos:
- Dos Fotos tamaño Carnet
- Record de Policía vigente del lugar de su domicilio o residencia.
- Fotocopia de Cédula de Identidad, Licencia de Conducir, Carnet del Seguro Social o Pasaporte vigente.
2. Cancelar el valor de la Licencia que asciende al equivalente en córdobas de cincuenta dólares americanos(US$ 50.00).

PROCEDIMIENTO

1. El solicitante llenará y presentará ante la Oficina de MARENA, el formato de solicitud de Licencia debidamente firmado y adjuntando los Requisitos solicitados.
2. Recibida la solicitud, MARENA emitirá resolución en un plazo no mayor de 10 días hábiles.
3. El solicitante, en los tres días subsiguientes, hará efectivo el pago del valor de la Licencia en la cuenta establecida para tal fin por la Tesorería General de la República; y presentará a la Oficina el comprobante de pago en original y copia.
4. Recibido el Comprobante de Pago se entregará la Licencia correspondiente y los documentos siguientes:
a. Resolución del Sistema de Vedas.
b. Normativa para el Transporte de Animales.
c. Listado de Areas Protegidas (excluidas para el acopio).
d. Listado de Delegaciones Territoriales del MARENA en donde se deberá remisionar el Respectivo Permiso de Acopio.

Las disposiciones contenidas en estos documentos, por representar normativas y/o restricciones relativas a su actividad, son de obligatorio cumplimiento.

OPERACION DE LA LICENCIA:

Para el ejercicio del derecho que la licencia otorga, el titular deberá:
1. Obtener Permiso de Acopio por una cantidad determinada de especímenes, partes o productos (ver anexo: Copia de un Permiso de Acopio).
2. Presentarse a la Delegación Territorial de MARENA correspondiente según el territorio en que realizará el acopio, para mostrar su Permiso y notificar el lugar especifico del acopio.
3. Presentarse a la Delegación Territorial de MARENA, una vez realizado el acopio, con el Permiso y los especímenes acopiados para el trámite de verificación de las cantidades especificadas en el Permiso de Acopio.
4. Realizar el traslado de los especímenes, partes o productos portando su Permiso de Acopio debidamente Verificado (firmado y sellado en las casillas correspondientes) atendiendo a la Normativa de Transporte de Animales Vivos, si fueren especímenes vivos.

Entregar el Permiso Original al Comprador guardando su respectiva copia para su control de Actividad.

ANEXO 2

LICENCIA DE COMERCIO INTERNO
2.2 CATEGORIA "B":
EXPENDIO DE ALIMENTOS PROVENIENTES DE LA FAUNA SILVESTRE

REQUISITOS PARA LA TRAMITACION

1. Llenar formato de solicitud y adjuntar los siguientes documentos:
. Licencia Comercial extendida por Autoridad Competente
. Licencia sanitaria del MINSA
2. Cancelar valor de la Licencia de acuerdo a las siguientes categorías:
- Restaurantes clase A: El equivalente en córdobas a cien dólares americanos (US $100).
- Restaurantes clase B: El equivalente en córdobas a cincuenta dólares americanos (US $50).
- Restaurantes clase C: El equivalente en córdobas a treinta dólares americanos (US $30).
3. Estas Categorías serán determinadas según las que establece el Instituto de Turismo.

PROCEDIMIENTO

1. El solicitante llenará y presentará ante MARENA el Formato de Solicitud de Licencia debidamente firmado y adjuntando los requisitos solicitados.
2. Una vez recibidos los requisitos, MARENA procederá a autorizar la Licencia en un plazo no mayor de 15 días hábiles.
3. Una vez autorizada, el Solicitante hará efectivo el pago del valor de la licencia en la cuenta establecida para tal fin por la Tesorería General de la República y presentará a MARENA el comprobante de pago en original y copia.
4. Recibido el comprobante de pago se entregará la licencia correspondiente acompañada de una copia del la Resolución del Sistema

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑO FUNDACIÓN

Nacional de Vedas.

Todos los establecimientos que comercializan alimentos procedentes de la fauna silvestre estarán obligados a respetar estrictamente los periodos de veda establecidos en el Sistema Nacional de Vedas. El no cumplimento a estas disposiciones será sancionado de conformidad con el Reglamento de la Ley General del Medio Ambiente (Ley 217).

Las disposiciones contenidas en estos documentos, por representar normativas y/o restricciones relativas a su actividad son de obligatorio cumplimiento.

ANEXO 2
LICENCIA DE COMERCIO INTERNO
2.3 CATEGORIA "C"
EXPENDIO DE FAUNA SILVESTRE VIVA
REQUISITOS PARA LA TRAMITACION

1. Llenar formato de solicitud y adjuntar fotocopia de licencia comercial extendida por la autoridad competente.
2. Pagar valor de la Licencia que asciende al equivalente en córdobas de cincuenta dólares americano (US $50).

PROCEDIMIENTO

1. El solicitante llenará y presentará ante MARENA el Formato de Solicitud de Licencia debidamente firmado y adjuntando los requisitos solicitados.
2. Recibida la solicitud MARENA procederá a realizar una inspección de las instalaciones físicas, a fin de evaluar las condiciones de manejo de los animales en el marco de la Normativa Técnica promulgada para tal efecto.
3. En un plazo no mayor de quince días hábiles, MARENA emitirá resolución.
4. Para el caso de solicitantes que no cumplan con la Norma Técnica al ser inspeccionados por primera vez, MARENA procederá a otorgar la licencia en carácter provisional, dando un plazo prudencial de tres meses a fin de que el solicitante se ajuste a la Normativa Técnica existente.
5. En caso de no cumplir con lo anterior, al solicitante le será revocada la licencia al término del plazo prudencial, procediendo de conformidad con el Reglamento de la Ley 217.
6. Recibido el comprobante de pago se entregará la licencia correspondiente acompañada de una copia de los siguientes documentos:
- Resolución del Sistema Nacional de Vedas
- Normativa para Expendios de Fauna Silvestre Viva.

Todos los establecimientos que comercializan fauna silvestre viva están obligados a cumplir con los periodos de veda especificados en el Sistema Nacional de Vedas. El no cumplimento a estas disposiciones, será sancionado de conformidad con el Reglamento de la Ley General del Medio Ambiente (Ley 217).

ANEXO 2
LICENCIA DE COMERCIO INTERNO
2.4 CATEGORIA "D"
PROCESAMIENTO DE PIELES Y ELABORACION DE PRODUCTOS DE FAUNA SILVESTRE.
REQUISITOS PARA LA TRAMITACION

1. Llenar formato de solicitud y adjuntar el Plan Anual de Producción.
2. Efectuar el Pago de la Licencia que asciende al equivalente en córdobas de cincuenta dólares americanos (US $50).

PROCEDIMIENTO

1. El solicitante llenará y presentará ante MARENA el Formato de Solicitud de Licencia debidamente firmado y adjuntando los requisitos solicitados.
2. Una vez recibidos los requisitos, MARENA procederá a autorizar la Licencia en un plazo no mayor de 15 días hábiles.
3. Una vez autorizada, el Solicitante hará efectivo el pago del valor de la licencia en la cuenta establecida para tal fin por la Tesorería General de la República y presentará a MARENA el comprobante de pago en original y copia.
4. Recibido el comprobante de pago se entregará la licencia correspondiente acompañada de los siguientes documentos:
- Copia de la Resolución del Sistema Nacional de Vedas.
- Copia de Normativa Técnica para el Procesamiento de Pieles y Elaboración de Productos de la Fauna Silvestre.

Las disposiciones contenidas en estos documentos por representar normativas y/o restricciones relativas a su actividad son de obligatorio cumplimiento.

ANEXO 2

LICENCIA DE COMERCIO INTERNO
2.5 CATEGORIA "E"
EXPENDIOS DE PRODUCTOS ELABORADOS DE LA FAUNA SILVESTRE.
REQUISITOS PARA LA TRAMITACION

1. Llenar formato de solicitud adjuntando Licencia Comercial extendida por una Autoridad Competente.
2. Efectuar el pago de la licencia que asciende al equivalente en córdobas de cincuenta dólares americanos (US $50).

PROCEDIMIENTO

1. El solicitante llenará y presentará ante MARENA el Formato de Solicitud de Licencia debidamente firmado y adjuntando los requisitos solicitados.
2. Una vez recibidos los requisitos, MARENA procederá a autorizar la Licencia en un plazo no mayor de 15 días hábiles.
3. Una vez autorizada, el Solicitante hará efectivo el pago del valor de la licencia en la cuenta establecida para tal fin por la Tesorería General de la República y presentará a MARENA el comprobante de pago en original y copia.
4. Recibido el comprobante de pago se entregará la licencia correspondiente acompañada de los siguientes documentos:

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

- Copia de la Resolución del Sistema Nacional de Vedas.
- Copia de Normativa Técnica para Expendios de Productos Elaborados de Fauna Silvestre.

Todos los establecimientos que comercializan Productos Elaborados de la Fauna silvestre están obligados a cumplir con la Normativa Técnica y los períodos de veda especificados en el Sistema Nacional de Vedas. El no cumplimento a estas disposiciones, será sancionado de conformidad con el Reglamento de la Ley General del Medio Ambiente (Ley 217).

ANEXO 3

3.1 LICENCIA PARA CENTROS DE ACOPIO DE FAUNA SILVESTRE PARA LA EXPORTACION REQUISITOS PARA LA TRAMITACION

1. Llenar Formatos de Solicitud y adjuntar los siguientes documentos:
- Acta de Constitución y Poder de Representación.
- Certificación del Registro Mercantil o Registro de Cooperativas.
- Copia de Licencia extendida por Autoridad competente
- Detalle de especímenes de especies o partes o productos a comercializar.
- Lugar de ubicación del Centro de Acopio.

2. Las Empresas que ya se encuentran registradas y en funcionamiento no requerirán adjuntar los documentos especificados en el inciso 1.
3. Efectuar el pago de la Licencia que asciende al equivalente en córdobas de cien dólares americanos (US$ 100.00)

PROCEDIMIENTO

1. El solicitante llenará y presentara ante la Oficina de Atención al Publico de la Dirección de Biodiversidad, el formato de solicitud de Licencia debidamente firmado y los requisitos solicitados (si es el caso)
2. Recibida la solicitud, MARENA emitirá resolución en un plazo no mayor de 5 días hábiles.
3. El solicitante, en los tres días subsiguientes a la aprobación de su licencia, hará efectivo el pago del valor de la Licencia en la cuenta establecida para tal fin por la Tesorería General de la República, presentando ante MARENA el comprobante de pago en original y copia.
4. Recibida la copia se entregará la Licencia correspondiente y los documentos siguientes:
a. Resolución del Sistema de Vedas.
b. Normativa para el transporte aéreo internacional IATA
c. Otras Normativas que el MARENA emita en relación a la actividad.

Las disposiciones contenidas en estos documentos, por representar normativas y/o restricciones relativas a su actividad, son de obligatorio cumplimiento.

OPERACION DE LA LICENCIA

Para el ejercicio del derecho que la licencia otorga, el Propietario de la misma procederá a seguir los siguientes pasos:

ACOPIO:

1. Por cada requerimiento de especímenes del medio natural, se deberá solicitar por escrito a la Dirección de Biodiversidad de MARENA el Permiso de Acopio con los siguientes datos: Nombre de Acopiador autorizado y número de su Licencia, cantidad y nombres Científicos de las especies solicitadas.
2. Todo espécimen que ingrese al Centro de Acopio, deberá estar amparado por el respectivo Permiso de Acopio debidamente firmado y sellado en todas sus casillas. El procedimiento del Acopio está establecido en la Licencia de Acopio comercial

EXPORTACION:

1. Solicitar por escrito la emisión del Certificado de Exportación con la siguiente información:
- Especies y cantidad de especímenes a exportar
- Nombre y Dirección exacta del Destinatario
- País de Destino

2. El valor del Certificado de Exportación se cancelará en base a Tarifa establecida y el pago se deberá realizar al momento de recibir las copias destinadas al trámite de exportación destinadas al Centro para Trámites de las Exportaciones (CETREX)
3. Toda Empresa deberá solicitar inspección de empaque y embarque por escrito y con al menos 24 horas de anticipación.
4. Los embarques a exportar serán inspeccionados únicamente si el Exportador ha presentado previamente prueba de la adquisición legal de los especímenes, es decir, un Permiso de Acopio debidamente firmado y sellado en todas sus casillas.
5. Para hacer efectiva una exportación, la Empresa deberá cancelar previamente el valor del embarque según Tabla Oficial de Valores.

ANEXO 4.

4.1 LICENCIA PARA EXHIBICIONES DE FAUNA SILVESTRE

CATEGORÍA "A":	ZOOLOGICOS
CATEGORÍA "B":	FIJAS
CATEGORÍA "C":	ITINERANTES

REQUISITOS PARA LA TRAMITACION

1. Llenar formato de solicitud y adjuntar los siguientes documentos:
. Escritura de Constitución y poder de representación para personas jurídicas.
. Número RUC para personas naturales
. Presentar constancia del INC para el caso de Circos.
. Inventario Oficial de especies y Aval del MARENA haciendo constar que el establecimiento cumple con la Normativa Técnica.
2. Cancelar el valor de la Licencia de acuerdo a las siguientes categorías:
- Categoría A: Zoológicos: El equivalente en córdobas a cincuenta dólares americanos. (US $50)
- Categoría B: Exhibiciones Fijas: El equivalente en córdobas a cincuenta dólares americanos. (US $50)

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑO FUNDACIÓN

- Categoría C: Exhibiciones itinerantes: El equivalente en córdobas a treinta dólares americanos. (US$ 30)

PROCEDIMIENTO

1. El solicitante llenará y presentará ante MARENA el Formato de Solicitud de Licencia debidamente firmado y adjuntando los requisitos solicitados.
2. Recibida la solicitud MARENA procederá a realizar una inspección de las instalaciones físicas, levantando un inventario oficial de las especies encontradas al momento de la visita, a fin de evaluar las condiciones de manejo de los animales en el marco de la Normativa Técnica promulgada para tal efecto.
3. En un plazo no mayor de quince días hábiles, MARENA emitirá resolución.
4. Para el caso de solicitantes que no cumplan con la Norma Técnica al ser inspeccionados por primera vez, MARENA procederá a otorgar la licencia en carácter provisional, dando un plazo prudencial de seis meses a fin de que el solicitante se ajuste a la Normativa Técnica existente.
5. En caso de no cumplir con lo anterior, al solicitante le será revocada la licencia al término del plazo prudencial, procediendo de conformidad con el Reglamento de la Ley 217.
6. Al ser aprobada, el Solicitante en los tres días subsiguientes hará efectivo el pago del valor de la licencia en la cuenta establecida para tal fin por la Tesorería General de la República y presentará a MARENA el comprobante de pago en original y copia.
7. Recibido el comprobante de pago se entregará la licencia correspondiente y los documentos siguientes:
. Resolución del Sistema de Vedas
. Normativa para el Transporte de Animales
. Normativa Técnica para exhibiciones fijas ó itinerantes de Fauna Silvestre.

Las disposiciones contenidas en estos documentos, por representar normativas y/o restricciones relativas a su actividad son de obligatorio cumplimiento.

SECCION JUDICIAL

SUBASTA

Reg. No. 5449 - M - 0148064 - Valor C$ 180.00

A las nueve y treinta minutos de la mañana del doce de Agosto de mil novecientos noventa y nueve, en el local de este Juzgado **Subastárase**, un inmueble ubicado en el Reparto llamado Ciudad Xolotlán con un área de ciento sesenta y ocho metros cuadrados con treinta y cinco centímetros de metros cuadrados (168.35 mts2) con los siguientes linderos: NORTE: Lote número ciento noventa y dos (192); SUR: Lote número ciento noventa y uno (191); ESTE: Avenida Nicarao; y OESTE: Lote número ciento noventa y uno (191), inscrita bajo el No. 66.412, Tomo 1.114, Folios 17, 18 y 19, Asiento Cuarto del Libro de Propiedades, Sección de Derechos Reales, del Registro Público de Managua. Base de la Subasta: C$ 98,000.00 equivalente a US$ 8,600.00 dólares de los Estados Unidos de América. Ejecutante: Sandra Silma Bermúdez Arce. Ejecutado: José Abraham Gutiérrez González. Oígase posturas en estricto contado. Dado Juzgado Primero Civil de Distrito. Managua, veinticinco de Junio de mil novecientos noventa y nueve. Dra. Yelba Aguilera Espinoza, Juez Primero Civil de Distrito de Managua. Firma llegible, Secretaria.

-3-3

TITULOS SUPLETORIOS

Reg. 4406 - M. 142046 - Valor C$ 90.00

Orlando José García Zeledón, solicita Título Supletorio de un Inmueble Urbano, compuesto de casa y solar, en Esta Ciudad de Chinandega, ubicado en la Sucursal Banco Popular de Chinandega ciento ochenticinco varas arriba, el cual tiene los siguientes linderos: NORTE: Francisco Pereira, SUR: Avenida Central, Escuela Miguel Larreynaga, ESTE: Leticia Gutiérrez y OESTE: Juana Escalante. Opóngase: Juzgado Segundo de Distrito Civil y Laboral. Chinandega, veinticuatro de mayo de mil novecientos noventinueve. L. de Sandoval, Sria. 3-2

Reg. No. 4407 - M. 400844 - Valor C$ 90.00

José Ines Hernández Bustos y Juana Lidia Martínez Pavón, solicita Título Supletorio de un lote de terreno rural ubicado en Barrio Los Martínez Jurisdiccióm de San Juan de la Concepción, dentro de los siguientes linderos: NORTE: Abel Martínez, SUR: Callejón de por medio, Natividad Busto, ESTE: Leopoldo Sánchez y OESTE: Jesús Sánchez. Opóngase. Dado en el Juzgado Local Unico de lo Civil de la Concepción, a los veintitrés días del mes de marzo de mil novecientos noventa y nueve. Martha Sánchez J. Sria. Juzgado Local. 3-2

Reg. No. 4408 - M. 400843 - Valor C$ 90.00

Santos Pastor Martínez Pavón y Vicenta del Socorro Hernández Ñurinda, solicitan Título Supletorio de un bien inmueble rural ubicado en el Barrio los Martínez Jurisdicción de San Juan de la Concepción, dentro de los siguientes linderos: SUR: Callejón de por medio, Abel Martínez y Juana Hernández, ESTE: Juana Hernández y Martin Hernández, OESTE: Callejón de por medio, Pedro Martínez y NORTE: Gorgina Martínez. Opóngase. Dado en el Juzgado Local Unico de lo Civil de la Concepción, a los veintitrés días del mes de Marzo de mil novecientos noventa y nueve. Martha Sánchez J. Sria. Juzgado Local. 3-2

Reg. No. 4409 - M. 400848- 622209 - Valor C$ 45.00-90.00

Fausto Averruz González, solicita Título Supletorio dos propiedades ubicadas en Jurisdicción de Santa María, Nueva Segovia, denominada la Primera «La Cachorra» ubicada lugar el Guayabal, veinticinco manzanas extensión, linderos, NORTE: Eduardo Vásquez, SUR: Camino real del Guayabal a los Calpules, ORIEN-

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION

TE: Predio de Cristino Sánchez, Occidente, Propiedad de Fausto Averruz Ponce, La Segunda llamada «EL LLANO», ubicada lugar El Guayabal, veinticinco manzanas de extensión, linderos, NORTE: Propiedad de Eduardo Vásquez, SUR: Camino real del Guayabal a los Calpules, Oriente: Propiedad de Eduardo Vásquez, OCCIDENTE: Predio de Cristino Sánchez. Opóngase. Juzgado Civil de Distrito. Ocotal, Treintiuno de Mayo de mil novecientos noventa y nueve. Esperanza Barahona O. Secretaria de Actuaciones. 3-2

Reg. No. 4414 -M. 622292 - Valor C$ 90.00

Enrique Ponce Rodríguez, solicita Título Supletorio, lote terreno ubicado lugar conocido El Portillo, Jurisdicción Macuelizo, Nueva Segovia, diez y ocho manzanas, linderos, NORTE: Ramiro López, SUR: Faustino Mendoza, Oriente: Alejandro Gutiérrez y Samuel Rodríguez, Occidente: Ramiro Mairena. Opóngase. Juzgado Civil de Distrito. Ocotal, cuatro de Marzo de mil novecientos noventa y nueve. Esperanza Barahona O. Secretaria de Actuaciones. 3-2

Reg. No. 4415 - M. 622293 - Valor C$ 90.00

Elizabeth Pastrana Zelaya, solicita Título Supletorio, solicita Título Supletorio, casa y solar ubicados Barrio «Laura Sofía Olivas,» Ocotal, Nueva Segovia» linderos NORTE: Casa y solar de Corina Rodríguez. SUR: Mediando calle, casa y solar de Francisca Salgado; ORIENTE: Casa y solar de Casimiro Mejía López, ORIENTE: Casa y solar de Casimiro Mejía López, Occidente: solar vacante de dueño desconocido. Opóngase. Juzgado Civil de Distrito. Ocotal, cuatro marzo de mil novecientos noventa y nueve. Esperanza Barahona O. Secretaria de Actuaciones. 3-2

Reg. No. 4416 - M. 622215 - Valor C$ 90.00

Rufino de Jesús Zavala Tellez, solicita Título Supletorio, casa y solar ubicados antiguo Barrio Palermo, llamado hoy «Yelba María Antúnez», Ocotal, Nueva Segovia, linderos, NORTE: Casa y solar de Horacio Efrain Hernández, SUR: Casa y solar Justo Rufino Maradiaga Avila, ESTE: Carretera que va de la Calle central hasta la carretera Ocotal- Dipilto, de por medio, solar de la señora Angela López y OESTE: Casa y solar de Miguel Espinoza. Opóngase, Juzgado Civil de Distrito. Ocotal, nueve de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Esperanza Barahona O. Secretaria de Actuaciones. 3-2

Reg. No. 4417 - M. 622176 - Valor C$ 90.00

Reyes Duarte Hernández, solicita Título Supletorio finca rústica, ubicada comarca Mata de Plátano, Macuelizo, Nueva Segovia, diecinueve manzanas, con casa de habitación, linderos, NORTE: Eustaquio Hernández, SUR: Manuel Enrique Contreras, Este Manuel Enrique Contreras, OESTE: Sucesores Hernández Vallecillo. Opóngase, Juzgado Civil de Distrito. Ocotal, Veintiocho de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Esperanza Barahona O. Secretaria de Actuaciones. 3-2

Reg. No. 4418 - M. 622175 - Valor C$ 90.00

María de los Angeles Pravia Fuentes, solicita, título supletorio de una Bien Inmueble, Solar que mide treinticinco varas de Frente por sesenta varas de fondo, que está ubicado en el Barrio Nora Astorga. Comprendido dentro de los siguientes linderos: NORTE: Calle de por medio y propiedad de Sandra Ventura Hernández. SUR: Calle de por medio y casa de Eduardo González López, y propiedad de Santos González. ESTE: Predio de Coronado Lagos. ESTE: Resto de Terreno de MANUEL UBEDA RIVERA. Opóngase. Juzgado Local Unico, Ocotal treintiuno de Mayo de mil novecientos noventa y nueve. Maritza B. Fajardo Ruiz, Sria. Juzgado Local Ocotal N.S. 3-2

Reg. No. 4419 - M. 622170 - Valor C$ 90.00

Osmar Zavala Báez, solicita Título Supletorio, propiedad rural ubicada Río arriba, limón, Municipio de Jalapa, Nueva Segovia, área seis manzanas de extensión, linderos NORTE: Félix Rodríguez y Félix Ferrufino, SUR: Policarpo Zavala, ESTE: Socorro Vargas, OESTE : Policarpio Zavala. Opóngase, Juzgado Civil de Distrito. Ocotal, quince de Abril de mil novecientos noventa y nueve.- Esperanza Barahona O. Secretaria de Actuaciones. 3-2

Reg. No. 4455 - M. 369827 - Valor C$ 135.00

Leonel López Mejía, solicita Título Supletorio de Propiedad Inmueble de Naturaleza Rústica, Huerta de Terreno en el Sector de Miramar, carretera León-Poneloya, de la parada El Toro siete kilométros al Nor Oeste de la ciudad de León. Lindando: NORTE: Juan Roque María Garcia, Felipe Dolmus, Camino en medio y carretera de por medio León Poneloya. SUR: Guadalupe Pérez, Miramar. ESTE: Rafael Roque, Raymundo Quezada, María Lourdes Mejía Rivas, Hermenegildo Prado, Ramon Gutiérrez y Carretera León - Poneloya. OESTE: Cooperativa Clarisa Cárdenas López. Opóngase. Juzgado Primero Civil de Distrito. León, Veintiocho de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Socorro García I., Sria. 3-2

Reg. No. 4456 - M. 366040 - Valor C$ 180.00

Sandra Consuelo Gómez Monjarrez, solicita Título Supletorio de una finca urbana situado en Nindiri, con una área total de tres mil trescientos cincuenta y ocho metros cuadrados siete centímetros cuadrados, comprendido dentro de los siguientes linderos y medidas: ORIENTE: Calle del Reparto, Ochenta y un metro, diez centímetros, poniente: Francisco Castillo, ochenta y dos varas veinte centímetros; NORTE: Francisco Castillo Arbe, cuarenta metros, noventa y cinco centímetros; SUR: Bodega del Banco Nacional de Desarrollo, cuarenta metros ochenta y cinco centímetros; sin perjuicio de quien tenga derecho preferencial, en cuyo caso quien lo tenga deberá hacerlo valer dentro del término de ocho días de publicado el presente Edicto. Oponerse. Juzgado Civil del Distrito. Masaya, veintisete de Mayo de mil novecientos noventa y nueve. Sol María Machado Ramírez, Secretaria de Actuaciones. 3-2

Reg. No. 4510 - M. 504410 - Valor C$ 90.00

Paula Isabel Zamora Lazo, solicita Título Supletorio de un in-

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑO FUNDACIÓN

mueble rústico, ubicado en la Comarca Los Pocitos Jurisdicción de Niquinohomo, departamento de Masaya, Lindando: ORIENTE: Camino que conduce de Niquinohomo a Los Pocitos de por medio con Juan Sotelo, Centro de Salud; SUR: Con Juan Ramón Barquero, PONIENTE: Con otra propiedad de Paula Isabel Zamora Lazo y NORTE: Con Juan José Norori. Opóngase. Juzgado Local Unico, Niquinohomo, dos de junio de mil novecientos noventa y nueve. Marina Pérez, Sria. 3-2

Reg. No. 4514 - M. 583889 - Valor C$ 90.00

AVELINO CRUZ AMADOR, solicita Supletorio rústico, ORIENTE; Eduarda Viuda de Sánchez, OCCIDENTE: Pedro Herrera, Callejón, NORTE: Sebastian Díaz; SUR: Julio Meza. Opóngase, Juzgado Local, Yalaguina, Tres, Junio, mil novecientos noventa y nueve. Carla Hurtado Zavala, Sria. 3-2

Reg. No. 4577 - M. 142707 - Valor C$ 90.00

Leocadio Juárez Valverde, solicita Título Supletorio de un Predio ubicado en la Comarca la Sabaneta, Municipio de Malpaisillo, Lindando: NORTE: Sergio y Rosibel Niño, SUR: José Niño, Este: Sergio Niño y OESTE: Camino en medio, Daniel Niño y Julio Niño. Opóngase. Juzgado Primero Civil de Distrito. León, Doce de Febrero de mil novecientos noventa y nueve. Angela Castillo Polanco. Secretaria. 3-2

Reg. No. 4585 - M. 453076-283701 - Valor C$ 30.00-60.00

La Sra. Lidia del Socorro Hernández Salgado, solicita Título Supletorio urbano. lindante: NORTE: Marina Blandón, SUR: Félix Lorente, ESTE: Daniel Blandón, OESTE: Contranled. Dado en el Juzgado Local Civil Estelí, tres Junio mil novecientos noventa y nueve. I. Palacios, Sria. 3-2

Reg. No. 4632 - M. 453054 - Valor C$ 90.00

Flora del Carmen Balladares Sánchez, solicita Título Supletorio Predio rústico Comarca Casilí abajo NORTE: Pedro López Melgara, SUR: Carretera Telpaneca - San Juan del Río Coco. ESTE: Natividad García Florian. OESTE: Balastrera y Pedro López. Opóngase. Juzgado Local Unico Telpaneca Madriz. treinta y uno de Mayo de mil novecientos noventa y nueve.Lic. Inf. Teresa Portillo B. Sira. Int. 3-2

Reg. No. 4634 - M. 453056 - Valor C$ 135.00

Socorro García, solicita Título Supletorio predio urbano ubicado esta ciudad. lindantes: NORTE: Calle de por medio Marcia Alvarez viuda de Matamoros, SUR: Luis Barba, ESTE: Mauricio Morales, OESTE: José Benito García Esquivel área total de ciento cincuenta y tres punto treinticuatro metros cuadrados equivalente a doscientos diecisiete punto cincuenta varas cuadradas. Opóngase. Juzgado Primero Distrito Civil y Laboral, Chinandega, tres de Junio de mil novecientos noventa y nueve. Esperanza Martínez, Sria. 3-2

Reg. No. 4637 - M. 453054 - Valor C$ 90.00

Leticia Flores Gómez, solicita Título Supletorio de un lote de terreno ubicado en San Lorenzo de diecisiete varas de frente por treinta y seis de fondo con una casa de habitación con los siguientes linderos: ORIENTE: Casa de Carlos Martínez, PONIENTE: Casa de Carolina Flores. Calle de por medio, NORTE: Casa de Norma Sequeira y SUR: Casa de Elí Valdez. Interesados opóngase en el término de Ley. Dado en el Juzgado Civil de Boaco, a los treinta y un día del mes de Mayo de mil novecientos noventa y nueve. Lic. Celeste Isabel Noguera Vega, Juez de Distrito para lo Civil, Luz Evelia Rodríguez G. Secretaria. 3-2

Reg. No. 4638 - M. 453063 - Valor C$ 90.00

Ramón Bermúdez Treminio, solicita Título Supletorio de una finca rústica ubicada en la comarca el Peñazco de San José de los Remates, de ciento cincuenta manzanas de extensión con una casa de habitación con los linderos: ORIENTE: Finca de Ronaldo Treminio PONIENTE: Finca de Mario Flores: Finca de Mario Flores NORTE: Finca de Ronaldo Treminio, SUR: Finca de Benito Jarquin. Interesados opóngase en el término de Ley. Dado en el Juzgado Civil de Boaco, treinta y un día del mes de Mayo de mil novecientos noventa y nueve. Lic. Celeste Isabel Noguera Vega, Juez Civil de Distrito, Luz Evelia Rodríguez G. Secretaria. 3-2

Reg. No. 4669 - M. 138117 - Valor C$ 180.00

El Señor Jose' de la Cruz Mena Rostrán, mayor de edad, casado, Militar retirado, y del domicilio de Nindirí, solicita Título Supletorio de un lote de terreno ubicado a altura del kilómetro veintidós de la carretera Masaya-Managua., jurisdicción de Nindirí, comprendida dentro de los siguientes linderos: NORTE: Federación de Tiros, SUR: Manuel Sevilla, ESTE: Camino viejo a Masaya y OESTE: Lote que perteneció al señor José de la Cruz Mena Rostrán. Con un área de Un mil novecientos sesentiseis punto cero siete metros cuadrados (1,966.07 mts.2) equivalentes a Dos mil setecientos ochenticinco punto setentiuna varas cuadradas (2,788.71 vrs.2). Interesados Opóngase en el término legal. Dado en el Juzgado Local Unico de Nindirí, Departamento de Masaya a los veintiséis días del mes de Mayo de mil novecientos noventa y nueve. Lic. América Rodríguez G. Juez Local Unico Nindirí. P. Fátima García S. Secretaria. 3-2

Reg. No. 4684 - M. 138118 - Valor C$ 180.00

Aurelio Adolfo Acevedo Alemán, mayor de edad, soltero, Agricultor y de este domicilio, solicita Título Supletorio de Lote ubicado de la Estación del Ferrocarril una cuadra al lago o de la Gasolinera Shell dos cuadras al este, con los siguientes linderos y medidas; NORTE: Carretera a San Marcos, quince punto veinte y tres metros; SUR: Complejo Militar Evenor Calero, catorce puntos sesenta y seis metros; ESTE: Predio vacío, veintidos puntos cincuenta y cinco metros y OESTE: Josefa Herrera Mercado, veinte y tres punto cuarenta metros, para un área total de trescientos cuarenta y uno punto setenta y ocho metros cuadrados. Interesados Opóngase término legal. Juzgado de Distrito Unico de Masatepe, seis de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Lic. Maria Michelle Campos

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

Chamorro, Juez de Distrito Unico de Masatepe. 3-2

Reg. No. 4685 - M. 138122 - Valor C$ 135.00

Josefa Ramona Joya Bravo, solicita Título Supletorio, de un solar ubicado en el Barrio San Antonio en la Trinidad de Estelí, con los siguientes linderos: NORTE: Calle; SUR: Alcaldía; ESTE: Enitel y OESTE: Avenida de por medio. Opóngase Legalmente. Juzgado Local Unico, La Trinidad, nueve de Junio de mil novecientos noventa y nueve. Ethel Cristina Alvarez Armas, Secretaria Interina. 3-2

Reg. No. 4686 - M. 138123 - Valor C$ 135.00

Jorge Antonio Quintana Flores, solicita Título Supletorio en representación de sus menores hijos: Everardo José y Lenner Saadrac, ambos de apellido Quintana Moran, de un solar y casa ubicado en el Barrio San José en la Trinidad, Estelí con los siguientes linderos: NORTE: Cándida García, Calle en medio; SUR: Baltazar Fuentes; ESTE: Manuel Tijerino; y OESTE: Sucesores de Nelson Herrera, Calle en medio. Opóngase legalmente. Juzgado Local Unico, la Trinidad, diecinueve de Mayo de mil novecientos noventa y nueve. Ethel Cristina Alvarez Armas, Secretaria Interina. 3-2

Reg. No. 4693 - M. 138160 - Valor C$ 90.00

Ramona Sándigo Duarte, solicita Título Supletorio propiedad urbana Barrio Francisco Alvarez, centro de la ciudad de Camoapa, once varas y media frente por diez varas y veinticinco pulgadas fondo, lindantes; NORTE: Zenayda Duarte, SUR: Ramona Sándigo Duarte, ESTE: Ramona Sándigo Duarte y OESTE: Calle de por medio. Oponerse término legal Juzgado Local Unico. Camoapa, once junio mil novecientos noventinueve. A. Hurtado V. Srio. 3-2

Reg. No. 4697 - M. 452438 - Valor C$ 90.00

Pedro de Jesús López Téllez, solicita Título Supletorio, sobre un bien inmueble ubicado en el Costado Sur del Mercado Mayoreo el cual tiene un área de 32,578.72 M2, e inscrito bajo el No. 32549, Tomo: 441/487, Folio: 226/287, Asiento: 6to. y está catastrado con el No. 2952-2-01-000-04307, Interesado Opóngase en el término de Ley. Dado en Managua, a los Diecinueve Días del mes de Mayo de mil novecientos noventa y nueve. Licenciado Alfredo Jose' Rodriguez Salguera. Abogado y Juez Tercero Local Civil de Managua. Teresa Leiva Aguirre, Secretaria. 3-2

Reg. No. 4698 - M. 622613 - Valor C$ 90.00

Jose' Francisco Sevilla Martínez, solicita Titulo Supletorio, propiedad ubicada Mosoli, Jalapa, la cual tiene una extensión de veinte manzanas de terreno apta para agricultura. Linda: NORTE: Berta Ortez, SUR: Rodomiro Aguilar, Este: Cooperativa Héroes y Mártires de Aranjuéz, Oeste: Aurora Gutiérrez. Opóngase. Juzgado Local Jalapa tres de Junio de 1999. M. Irías A. Sria. 3-2

Reg. No. 4699 - M. 622612 - Valor C$ 90.00

Pablo Antonio Carrasco Chávez y María Auxiliadora Moreno Díaz, solicita Título Supletorio, casa y solar ubicado Barrio Hermanos Zamora de Ocotal, Nueva Segovia, linderos: NORTE: Instituto Nacional Leonardo Matute; SUR: Sucesores de Samuel López; ORIENTE: Instituto Nacional Leonardo Matute y Salvador López, OCCIDENTE: mediando calle, Amparo Medina. Opóngase. Juzgado Civil de Distrito. Ocotal, cuatro de Junio de mil novecientos noenta y nueve. Esperanza Barahona O. Secretaria de Actuaciones. 3-2

Reg. No. 4700 - M. 622357 - Valor C$ 90.00

Segundo Rodríguez Zelaya, solicita Título Supletorio solar urbano, con casa de habitación, ubicada en el poblado de San Fernando, nueva Segovia, linderos, NORTE: mediando calle, Sor Teresa Ortez, SUR: Nelson Herrera Ortez, Este: mediando calle, Francisco Sirias, Oeste: Leonidas Beltran. Opóngase, Juzgado Civil de Distrito, Ocotal, cuatro de Junio de mil novecientos noventa y nueve. Esperanza Barahona. O. Secretaria de Actuaciones. 3-2

Reg. No. 4701 - M. 452410 - Valor C$ 90.00

Nicolás Martínez Rivera, solicita Título Supletorio de predio rural ubicado en la Comarca Panales uno, Municipio de El Sauce y dentro de los siguientes linderos: NORTE: Pío Palacios y Claudino Reyes, SUR: Pío Palacios, ESTE: Pío Palacios y ciudad de EL Sauce, OESTE: Pío Palacios. Dado en la ciudad de El Sauce, a los dos días del mes de Junio de mil novecientos noventa y nueve. Sonia Marín R. Sria. Juzgado Local Civil de El Sauce, León. 3-2

FE DE ERRATAS

En Gaceta No. 112 del 14 de Junio del corriente año salió publicado el Reglamento de la Ley de Promoción a las Expresiones Artísticas Nacionales y de Protección a los Artistas Nicaragüenses la que por error involuntario contiene las equivocaciones siguientes:

«En el artículo 1 donde dice «1986» debe leerse «1996».
«En artículo 8 de la segunda línea después de sinfónica debe leerse así: «Operístico, de cámara o de cualquier otro ritmo».
«En el artículo 16 numeral 1 se sustituye «lo» por «la».
Antes del artículo 26 se titula «Capítulo IV De los Cineastas y Videastas».
En el artículo 45 se debe leer «artes» en sustitución de «árés».
«En artículo 63 se suprime el numeral 3, en el 17 se sustituye 1er por «la» y el numeral 18 se pasa a la sección de «audiovisuales».

En Gaceta No. 135 del 15-07-99, aparece publicado el Reg. 3991, Título Profesional. En Por Cuanto deberá leerse: **MARIA ERNESTINA ROJAS ESPINOZA.**

3263

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑO FUNDACIÓN

REPUBLICA DE NICARAGUA AMERICA CENTRAL

LA GACETA

DIARIO OFICIAL

Teléfono: 2283791

Tiraje: 1500 Ejemplares
44 Páginas

Valor C$ 35.00
Córdobas

AÑO CII | Managua, Martes 10 de Febrero de 1998 | No. 27

SUMARIO

Pág.

PRESIDENCIA DE LA REPUBLICA DE NICARAGUA

Decreto No. 8-98.- Normas y Procedimientos para la Exportación e Importación de Especies de Flora y Fauna Silvestres de Nicaragua 1143

Acuerdo Presidencial No. 16-98 1147

Acuerdo Presidencial No. 18-98 1147

Acuerdo Presidencial No. 20-98 1147

Acuerdo Presidencial No. 21-98 1148

MINISTERIO DE GOBERNACION

Estatutos.- Asociación Colectivo Agrícola El Aguacate 1148

Estatutos.- Asociación Comunitaria Román Esteban (ACRRE) 1154

MINISTERIO DE ECONOMIA Y DESARROLLO

Marcas de Fábrica, Comercio y Servicio 1159

SECCION JUDICIAL

Títulos Supletorios 1173

Divorcio 1179

Citación de Procesado 1179

PRESIDENCIA DE LA REPUBLICA DE NICARAGUA

DECRETO No. 8-98

El Presidente de la República de Nicaragua,

CONSIDERANDO

I

Que Nicaragua se adhirió como Estado Parte a la Convención Sobre el Comercio Internacional de Especies Amenazadas de Fauna y Flora Silvestres (CITES), aprobada por el Congreso Nacional mediante Resolución No. 47 del 11 de Junio de 1977 y ratificada por el Presidente de la República mediante Decreto No. 7 del 22 de Junio de 1977, publicados en la Gaceta Diario, Oficial No. 183 del 15 de Agosto de 1977.

II

Que la Ley No. 217 «Ley General del Medio Ambiente y los Recursos Naturales», en su Capítulo II establece las normas para la conservación de la Biodiversidad y el Patrimonio Genético Nacional.

III

Que en particular la Ley No. 217 en su Arto.62 establece: «Es deber del Estado y de todos sus habitantes velar por la conserva-

ción y aprovechamiento de la diversidad biológica y del patrimonio genético nacional, de acuerdo a los principios y normas consignados en la legislación nacional, en los Tratados y Convenios Internacionales suscritos y ratificados por Nicaragua».

POR TANTO -

En uso de las facultades que le confiere la Constitución,

HA DICTADO

El siguiente Decreto de:

NORMAS Y PROCEDIMIENTOS PARA LA EXPORTACION E IMPORTACION DE ESPECIES DE FLORA Y FAUNA SILVESTRES DE NICARAGUA

Capítulo I

Disposiciones Generales

Arto.1 Las presentes disposiciones reglamentan los Artículos 62 y 68 de la Ley General del Medio Ambiente y los Recursos Naturales y regula la introducción y salida del país de especies animales y vegetales o partes de éstos, obtenidas de la naturaleza, criados en cautividad o reproducidos artificialmente, sean nativas o no, y establece las atribuciones de la Autoridad Administrativa y las Autoridades Científicas CITES, de acuerdo a los principios y normas consignados en la legislación nacional y en los demás instrumentos internacionales.

Arto.2 Se entenderán incorporadas a estas disposiciones todas las definiciones, interpretaciones y conceptos emanados de la legislación nacional, de las Resoluciones de la Conferencia de las Partes, que pertenecen a la Convención sobre Comercio Internacional de Especies Amenazadas de Fauna y Flora Silvestres (CITES), aprobada por el Congreso Nacional mediante Resolución No.47 del 11 de Junio de 1977 y ratificada por el Presidente de la República mediante Decreto No.7 del 22 de Junio de 1977; publicados en La Gaceta, Diario Oficial No.183 del 15 de Agosto de 1977.

Capítulo II

De las Formalidades y Validez de los Permisos y Certificados

Arto.3 Los Permisos y Certificados a que se refieren las presentes disposiciones deberán elaborarse de conformidad al diseño y contenido establecido en el Artículo VII de la Convención CITES, y serán concedidos por la Autoridad Administrativa, debiendo contener las siguientes formalidades:

a) El título de la Convención;

b) Sello de identificación de la Autoridad Administrativa que lo concede;

c) Número de control asignado por la Autoridad Administrativa.

Arto.4 Todas las copias de el permiso o certificado expedido por la Autoridad Administrativa serán claramente marcadas desde la imprenta con la frase «Copia». Ninguna copia podrá ser usada en lugar del original, excepto cuando la Autoridad Administrativa que lo concede expresando los fundamentos, haya efectuado el respectivo endoso.

Arto.5 Cada embarque de especímenes requerirá un permiso o certificado.

Sección Unica

Del Registro en Materia de Comercio Internacional de Especies Protegidas por CITES

Arto.6 Las personas naturales o jurídicas, sean nacionales o extranjeras dedicadas a las actividades de comercio de especies de flora y fauna silvestres, deben inscribirse en el Registro ante la Autoridad Administrativa, y deberán presentar la siguiente información y documentos:

a) Nombre, apellidos y generales del comerciante (Persona Natural)

b) Acta de Constitución y Poder de Representación. (Personas Jurídicas)

c) Domicilio o sede

d) Certificación del Registro Mercantil o Registro de Cooperativas

e) Licencia de Comercio extendida por Autoridad Competente.

f) Especímenes de especies o productos a comercializar.

Capítulo III

De las Autoridades Administrativa y Científica/s y sus Atribuciones

Artc.7 Son Atribuciones del MARENA:

a) Designar la Autoridad Administrativa y las Autoridad'es Científica/s de CITES de conformidad a los requisitos y procedimientos que establezcan las disposiciones de la Convención y la ley especial de la materia.

b) Representar o delegar la representación del Estado de Nicaragua, en la Conferencia de los Estados Partes de la Convención, y en el Arreglo de las Controversias que se susciten.

c) Formular, Proponer o Adaptar, Enmiendas y Reservas, según lo establecido en los Artículos XV y XVI de la Convención.

d) Autorizar la ejecución de estudios, investigaciones sobre Biotecnología del Patrimonio Genético Nacional, así como el intercambio científico, de conformidad con las disposiciones y procedimientos que se establezcan en la reglamentación de los Artículos 63 y 64 de la Ley General del Medio Ambiente y Los Recursos Naturales.

Artc.8 Son Atribuciones de la Autoridad Administrativa las dispuestas en la Convención CITES y las siguientes:

a) Ejercer el control del comercio internacional y llevar el Registro de los comerciantes.

b) Monitorear las actividades del comercio internacional y del comercio nacional relativas a la exportación, importación, re-exportación e introducción de productos del mar.

c) Proponer la elaboración de estudios e inventarios de poblaciones vegetales y animales CITES, u otras de interés económico para la nación en relación con los actos y actividades que sean dañinas a las especies.

d) Dar seguimiento y verificar las actividades de reproducción en cautiverio, en granja, o de reproducción artificial.

e) Autorizar y extender los certificados y permisos de exportación, así como la introducción o salida del país de especies o partes de especies animales y vegetales, de conformidad a las presentes disposiciones, de las leyes especiales y de los convenios o tratados internacionales.

f) Designar, en coordinación con el Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG) los Centros de Rescate, y con la Dirección General de Aduanas y la Autoridad Portuaria, los Puertos de Salida y Puertos de Entrada marítimos, terrestres y aéreos en los que deberán presentarse los especímenes para su despacho.

g) Supervisar y coordinar con las autoridades competentes, el acopio de animales y plantas destinadas al comercio internacional, así como ejercer medidas de control para contrarrestar el tráfico ilegal de especies.

h) Supervisar en coordinación con las Aduanas, el empaque de las especies para la exportación, de conformidad el Reglamento para el transporte de animales vivos, de la Asociación del Transporte Aéreo Internacional (IATA) y la Convención.

i) Publicar periódica y visiblemente las listas de especies CITES.

Artc.9 La Autoridad Administrativa, para el control de los permisos de exportación mantendrá Registros del comercio de especímenes de las especies incluidas en los Apéndices I, II y III que deberán contener:

a) Los nombres y direcciones de los exportadores e importadores;

b) El número y la naturaleza de los permisos y certificados emitidos;

c) Los Estados con los cuales se realizó dicho comercio, las cantidades y los tipos de especímenes, los nombres de las especies incluidas en los Apéndices I, II y III, y cuando sea necesario o apropiado, el tamaño y sexo de los especímenes.

Artc.10 La Autoridad Administrativa conservará el permiso de exportación o certificado de re-exportación y cualquier otro permiso que corresponda, para amparar la importación de los especímenes de especies.

Artc.11 La Autoridad Administrativa, cuando sea apropiado y factible, fijará una «marca» sobre cualquier espécimen para facilitar su identificación.

Artc.12 La Autoridad Administrativa aplicará de igual manera las presentes disposiciones a los casos siguientes:

a) Tránsito o transbordo de especímenes que circulen en el territorio nacional, aunque permanezcan bajo control aduanero;

b) Especímenes que formen parte de un parque zoológico, circo estático o itinerante, colección zoológica o botánica, ambulantes o no;

c) Otras exhibiciones ambulantes;

d) Especímenes que son artículos personales o bienes del hogar;

e) Préstamo, donación o intercambio no comercial entre científicos o instituciones científicas;

f) Especímenes de herbario, secos o incrustados de museo;

g) Productos elaborados de partes de especímenes;

h) Otros especímenes preservados;

f). Material derivado de plantas vivas.

Arto.13 La Autoridad Administrativa deberá extender un Certificado cuando haya verificado los siguientes casos:

a) Que cualquier espécimen de una especie animal ha sido criado en cautividad.

b) Que cualquier espécimen de una especie vegetal ha sido reproducido artificialmente.

c) Que es una parte de ese animal o planta o que se ha derivado de uno u otra.

Arto.14 La Dirección General de Aduanas deberá establecer en coordinación con la Autoridad Administrativa CITES y la Autoridad Portuaria, los Puertos de Salida y Puertos de Entrada aéreos, terrestres y marítimos, para el comercio internacional de especies, partes de especies y productos del mar.

Arto.15 Es atribución del Ministerio de Agricultura y Ganadería, designar los Centros de Rescate en coordinación con la Autoridad Administrativa CITES.

Arto.16 Son Atribuciones de la Autoridad/es Científica/s las dispuestas en la Convención CITES y las siguientes:

a) Asesorar a la Autoridad Administrativa sobre los volúmenes o masa por especies permisibles para el comercio internacional de conformidad a las resoluciones de la Conferencia de las Partes.

b) Emitir las recomendaciones para el comercio internacional de especies, de conformidad a lo establecido en el Arto.66 de la Ley General del Medio Ambiente y los Recursos Naturales.

c) Proponer la elaboración de estudios de poblaciones de especies vegetales y animales CITES, u otros estudios de interés económico para la nación, o que estén destinados a evitar actos o actividades perjudiciales para la supervivencia de las especies.

d) Establecer el Registro e Inventarios de Especies, de conformidad al Arto.69 de la Ley General del Medio Ambiente y los Recursos Naturales.

Capítulo IV

Sección Primera

Del Criterio para la designación de la/s Autoridad/s Científica/s

Arto.17 El MARENA podrá designar Autoridad Científica a una o varias personas naturales o jurídicas nacionales, distinguiendo los ámbitos de Flora Silvestre y Fauna Silvestre, para lo cual tomará en cuenta entre otros los criterios siguientes:

a) Que sean profesionales, instituciones académicas, de investigación u organizaciones de la sociedad civil con amplio reconocimiento nacional, regional o internacional en aspectos científicos.

b) Que no tengan vinculación con el comercio nacional e internacional de recursos naturales en ninguna de sus etapas.

c) Disposición de trabajar y apoyar la gestión científica en carácter honorario, y que se hayan destacado en el campo científico mediante la realización de estudios, investigaciones, publicaciones u otros en los ámbitos de Flora y Fauna silvestre nicaragüense.

Arto.18 El MARENA hará reconocimientos especiales a las Autoridades Científicas que se destaquen a partir de su designación.

Sección Segunda

De los Informes a la Secretaría de CITES y de la Cooperación y Coordinación con las Secretarías de otros Tratados Conexos

Arto.19 Es obligación de la Autoridad CITES-Nicaragua, informar a la Secretaría CITES sobre la aplicación de la Convención y enviar anualmente a ella las listas de especies que deban incluirse en el Apéndice III, de conformidad a lo establecido en el Artículo VI de la Convención.

Arto.20 La Autoridad CITES-Nicaragua, procurará establecer relaciones de cooperación y colaboración con las autoridades CITES de otros países, especialmente los limítrofes. En el mismo sentido, mantendrá relaciones de cooperación y colaboración con las Secretarías de otras Convenciones, especialmente con la del Convenio de Diversidad Biológica.

Capítulo V

Sección Primera

De las Medidas Preventivas

Arto.21 De acuerdo a lo establecido en la Ley 217 artículos 31 al 45, todas las especies u especímenes de la flora y fauna silvestres serán protegidos prioritariamente a través de los instrumentos preventivos de gestión ambiental. Ellos son el Sistema Nacional de Información Ambiental; la educación y divulgación; desarrollo científico y tecnológico; y los incentivos.

Sección Segunda

Del Procedimiento, la Ejecución y Fiscalización de las Sanciones

Arto.22 El procedimiento y las sanciones aplicables por la contravención e inobservancia a estas disposiciones se hará de conformidad a lo establecido en la Ley General del Medio Ambiente y los Recursos Naturales y las contenidas en el Reglamento de dicha ley.

Capítulo VI

Disposición Fiscal

Arto.23 El presente Decreto entrará en vigencia a partir de su publicación en la Gaceta, Diario Oficial.

Dado en la ciudad de Managua, Casa Presidencial, a los veintinueve días del mes de Enero de mil novecientos noventa y ocho.- **ARNOLDO ALEMAN LACAYO, PRESIDENTE DE LA REPUBLICA DE NICARAGUA.- ROBERTO STADTHAGEN VOGEL, MINISTRO DEL AMBIENTE Y LOS RECURSOS NATURALES**

ACUERDO PRESIDENCIAL No. 16-98

El Presidente de la República de Nicaragua,

En uso de las facultades que le confiere la Constitución Política,

ACUERDA:

Arto. 1 Nombrar al Señor **GUISUPPE PACELLA**, Cónsul Ad-Honorem de la República de Nicaragua en Latina, República de Italia.

Arto. 2 El presente Acuerdo surte sus efectos a partir de esta fecha. Publíquese en La Gaceta, Diario Oficial.

Dado en la ciudad de Managua, Casa Presidencial, el diecisiete de Enero de mil novecientos noventa y ocho.- **Arnoldo Alemán Lacayo**, Presidente de la República de Nicaragua.- **Eduardo Montealegre Rivas**, Ministro de la Presidencia.

ACUERDO PRESIDENCIAL No. 15-98

El Presidente de la República de Nicaragua,

En uso de las facultades que le confiere la Constitución Política.

ACUERDA:

Arto. 1 Cancelar el Nombramiento de la Licenciada **VIRGINIA DELGADILLO CUADRA**, Primer Secretario con Funciones Consulares de la Embajada de Nicaragua en Francia, a quien se le rinden las gracias por los servicios prestados.

Arto. 2 El presente Acuerdo surte sus efectos a partir del 31 de Enero de 1998. Publíquese en La Gaceta, Diario Oficial.

Dado en la ciudad de Managua, Casa Presidencial, el veintidós de Enero de mil novecientos noventa y ocho.- **Arnoldo Alemán Lacayo**, Presidente de la República de Nicaragua.- **Eduardo Montealegre Rivas**, Ministro de la Presidencia.

ACUERDO PRESIDENCIAL No. 20-98

El Presidente de la República de Nicaragua, en uso de las facultades que le confiere la Constitución Política.

ACUERDA:

ANNEX 2O

Gobierno de Reconciliación y Unidad Nacional

El Pueblo, Presidente!

2017 TIEMPOS DE VICTORIAS! Por Gracia de Dios!

Managua 24 de octubre de 2017

Señor
David H.W. Morgan
Jefe del Equipo de Servicios Científicos
Secretaria CITES
Su Despacho

Estimado Señor Morgan:

Reciba nuestros fraternos saludos,

En respuesta a su comunicación en el marco del Examen de comercio de especímenes de animales notificados como producidos en cautividad, por este medio tengo el agrado de dirigirme a Usted, en ocasión de remitirle de la manera más atenta, la siguiente información:

1. Examen del Comercio de la especie Rana flecha (*Oophaga pumilio*) notificada como producida en cautividad
2. Formularios de recopilación de datos de la especie Rana flecha (*Oophaga pumilio*)
3. Marco legal de la cría en cautiverio de fauna silvestre

No omito manifestarle, que estaré pendiente de sus comentarios, observaciones o recomendaciones al respeto,

Sin más a que hacer referencia, le saludo, expresándole mis mayores muestras de consideración y estima,

Fraternalmente,

René Castellón
Autoridad Administrativa CITES

Cc. Archivo

FE, FAMILIA Y COMUNIDAD!

CRISTIANA, SOCIALISTA, SOLIDARIA!

MINISTERIO DEL AMBIENTE Y LOS RECURSOS NATURALES
Km.12½ Carretera Norte, frente a Corporación de Zonas Francas
Teléfono 22331112 - 22631994 - 22331916
www.marena.gob.ni

Gobierno de Reconciliación
y Unidad Nacional

El Pueblo, Presidente!

2017
TIEMPOS DE VICTORIAS!
Por Gracia de Dios!

Examen del Comercio de Especímenes de Animales notificados como Producidos en Cautividad

Oophaga pumilio (Dendrobates pumilio, D. ignitus)

Managua, Nicaragua.

Octubre 2017

FE, FAMILIA Y COMUNIDAD!

CRISTIANA, SOCIALISTA, SOLIDARIA!

MINISTERIO DEL AMBIENTE Y LOS RECURSOS NATURALES
Km.12½ Carretera Norte, frente a Corporación de Zonas Francas
Teléfono 22331112 - 22631994 - 22331916
www.marena.gob.ni

Contenido

I. ESTABLECIMIENTOS DE CRIA EN CAUTIVERIO DE FAUNA SILVESTRE PARA LA EXPORTACIÓN. 3

II. PROCESO DE CRIA EN CAUTIVERIO 4

III. PROCEDIMIENTO PARA EL ACOPIO DEL PLANTEL REPRODUCTOR 6

IV. SEGUIMIENTO Y CONTROL 8

V. PROCESO DE EXPORTACIÓN 1

VI. MARCO LEGAL NACIONAL 12

VII. ESTADO DE CONSERVACION DE LA ESPECIE 13

I. ESTABLECIMIENTOS DE CRIA EN CAUTIVERIO DE FAUNA SILVESTRE PARA LA EXPORTACIÓN.

Actualmente en el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales (MARENA), Autoridad Administrativa CITES de Nicaragua, se encuentran registrados cuatro (4) establecimientos como exportadores de fauna silvestre, los cuales están reproduciendo especímenes de la especie *Oophaga pumilio*.

Estos establecimientos son los siguientes:

No.	EMPRESA	Nombre Abreviado
1.	FACILITY 1	
2.	FACILITY 2	
3.	FACILITY 3	
4.	FACILITY 4	

Estos establecimientos de cría en cautiverio, están registrados cumpliendo con los requisitos establecidos en el decreto 8-98, Normas y Procedimientos para la Exportación e

Importación de Especies de Flora y Fauna Silvestres de Nicaragua en su artículo 6, el cual es remitido en adjunto.

Es importante resaltar que la aprobación para el establecimiento de todos estos planteles de cría en cautiverio, se ha realizado de conformidad a las disposiciones de la CITES y de la legislación nacional correspondiente.

II. PROCESO DE CRIA EN CAUTIVERIO

El proceso de cría en cautiverio, se inicia con la presentación ante la Autoridad Administrativa de parte de los solicitantes de un documento de proyecto, cuya guía está establecida a través de la Resolución Ministerial 020-2006 que se remite en adjunto.

Este documento de proyecto es requisito fundamental para l- obtención de una licencia de manejo de fauna silvestre en la categoría de crianza en cautiverio. En este documento se establece información de carácter administrativo del zoocriadero, características naturales y socioeconómicas del área donde estará ubicado el zoocriadero, información biológica de la especie que será objeto de cría en cautiverio,

información técnica para el establecimiento del zoocriadero, bioseguridad, alimentación, aspectos financieros y anexos.

Una vez que la autoridad administrativa revisa el documento y le da el visto bueno, se programa una inspección de campo para verificar el lugar donde estará ubicado el zoocriadero. Cuando se obtiene el visto bueno se procede con el procedimiento para la obtención de licencia de manejo de fauna silvestre categoría A Crianza en cautiverio, cuyos requisitos y procedimientos están establecidos en el Resolución Ministerial 013-99 "Sistema de Licencias y Permisos para el Uso de los Recursos de Biodiversidad".
Cuando el solicitante ya cuenta con una licencia de cría en cautiverio procede a construir su infraestructura. Cuando considera que ya tiene lista su infraestructura, la Autoridad Administrativa procede a realizar una inspección para garantizar que la infraestructura cumpla con lo establecido en la Norma Técnica Obligatoria Nicaragüense de Crianza en Cautiverio 05 020-02, Aprobada el 07 de junio del 2002.

Cuando la Autoridad Administrativa da el visto bueno a la infraestructura donde serán manejados los especímenes de fauna silvestre se inicia con el procedimiento de acopio del plantel reproductor, cuyo procedimiento está establecido en la Resolución Ministerial 013-99. En este procedimiento se

establece que las empresas con licencia de zoocrianza deberán solicitar el acopio de especímenes, en dependencia a lo autorizado en su documento de proyecto técnico. Por cada requerimiento de especímenes del medio natural deberá solicitar por escrito a la dirección de biodiversidad el permiso de acopio con el acopiador autorizado por la empresa, el ingreso de los padrotes deberá ser registrado por el zoocriadero, el que conservará los permisos de acopio com prueba de adquisición legal de los mismos. Es importante señalar que solamente se autoriza el acopio del plantel reproductor establecido y aprobado en el documento de proyecto. Para el acopio del plantel reproductor hay un formato establecido que se remite en adjunto cuyo llenado y procedimiento es coordinado entre el nivel central del MARENA y sus delegaciones territoriales.

III. PROCEDIMIENTO PARA EL ACOPIO DEL PLANTEL REPRODUCTOR

1. El Zoocriadero realiza una solicitud de acopio del plantel reproductor a la autoridad administrativa CITES, la cual debe de tener la siguiente información:

- Nombre del Acopiador
- Empresa para la cual acopia
- No. de Licencia

- Territorio donde se realizará el acopio
- Cantidad de padrotes a acopiar

2. Previa consulta con la delegación del MARENA en el territorio donde se realizará el acopio y con su visto el MARENA Central aprueba y emite el permiso de acopio.

3. Con el permiso aprobado y llenado en el nivel central del MARENA en las casillas 1,2 y 3 el acopiador se dirige a la delegación del MARENA del territorio autorizado para acopiar para el llenado de la casilla 4.

4. Después del llenado de la casilla 4 con la aprobación de la delegación del MARENA en el territorio, el acopiador se dirigirá a realizar el acopio de padrotes en el área autorizada, debiendo regresar a la delegación para la inspección de los especímenes acopiados en un período no mayor de 3 días.

5. Cuando el acopiador se presenta de regreso a la delegación del MARENA con los padrotes acopiados, se le llena la casilla 5, verificándole las cantidades de los padrotes, llenándole la casilla **verificación de lo acopiado**.

6. El acopiador una vez llenada la casilla **verificación de lo acopiado** tendrá un período de 72 horas para trasladar los padrotes a su plantel de cría en cautiverio.

IV. SEGUIMIENTO Y CONTROL

Iniciado el proceso de reproducción del plantel reproductor, las empresas de cría en cautiverio deben de remitir durante los cinco primeros días de cada mes a la autoridad administrativa un informe por escrito en un formato preestablecido en el cual se debe de detallar el número de reproductores (machos y hembras), mortalidad de reproductores, existencia de reproductores, control semanal de nacimientos que incluye número de nacimientos y número de mortalidad, saldo mensual de especímenes para el comercio.

Esta información se revisa y se ingresa en la base de datos que lleva la autoridad administrativa y sirve de base para su verificación en las inspecciones de campo que se realiza a los diferentes planteles de cría en cautiverio. Las inspecciones de campo en la mayoría de los casos son organizadas por el nivel central de la autoridad administrativa y coordinadas con las delegaciones territoriales del MARENA. También, en algunas ocasiones son planificadas y organizadas por las delegaciones

territoriales como parte de su planificación y seguimiento a las actividades que se realizan en sus respectivos territorios. Se planifican al menos tres inspecciones ordinarias a cada zoocriadero anualmente, sin embargo se realizan inspecciones de manera extraordinaria según sea la necesidad de realizar alguna verificación o conformación de datos.

Una vez planificada la inspección al zoocriadero, la delegación del MARENA en el territorio convoca a la comisión interinstitucional conformada por las siguientes instituciones:

- Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales (MARENA)
- Instituto de Protección y Sanidad Agropecuaria (IPSA)
- Instituto de Tecnología Agropecuaria (INTA)
- Policia Nacional
- Unidad Ambiental de la Alcaldía Municipal
- Según sea el caso también participa el Ejército Nacional.

Es importante señalar que existe una disposición, que establece que todas las inspecciones de campo independientemente de su naturaleza deben de realizarse en comisión interinstitucional, no siempre se cuenta con la participación de toda la comisión pero se asegura que las

inspecciones no se realicen con la participación única del nivel central del MARENA.

Durante las inspecciones se verifica la cantidad de padrotes, crías y juveniles y el manejo de las especies objeto de cría en cautiverio y el cumplimiento de la norma técnica en cuanto al manejo sanitario de las especies y del plantel de cría en cautiverio y la dieta alimenticia. Una vez concluida l inspección al plantel de cría en cautiverio se elabora un acta de inspección, en la cual se detalla todo lo inspeccionado, las conclusiones con sus respectivas recomendaciones, la cual es firmada por todos los participantes, incluyendo el representante del plantel de cría en cautiverio a quien le queda una copia del acta de inspección. En base a esta acta se elabora un informe de la inspección.

Todas las especies manejadas en estos zoocriaderos son reproducidas en cautiverio, por esta razón en la casilla No. 10 A, del permiso de exportación correspondiente al origen, se establece el código C.

V. PROCESO DE EXPORTACIÓN

La empresa de cría en cautiverio de fauna silvestre, cuando tiene planificada una exportación, envía a la autoridad administrativa una solicitud por escrito, especificando el nombre común y científico de la especie, cantidad de especímenes, país, nombre, dirección y teléfono del importador.

Cuando la autoridad administrativa recibe esta solicitud verifica en la base de datos sí esta empresa cuenta con los especímenes solicitados y se procede a la elaboración del permiso de exportación. Una vez recibido copia del permiso de exportación, la empresa realiza sus gestiones correspondientes ante otras instituciones vinculadas a la exportación como el Centro de Tramites para las Exportaciones (CETREX), el Instituto de Protección y Sanidad Agropecuaria (IPSA), la Dirección General de Aduanas (DGA) y con los permisos correspondientes realiza sus trámites ante la línea aérea, definiendo el día y la hora del embarque de los especímenes, lo cual es informado a la autoridad administrativa para la planificación de la inspección del embarque en el aeropuerto internacional. (Todas las exportaciones de fauna silvestre son realizadas por la vía aérea).

La inspección de embarque la realiza un técnico de la autoridad administrativa quien lleva el permiso original para su llenado durante la inspección en el puerto de salida, durante la cual verifica las cantidades de especímenes autorizadas en el permiso de exportación aprobado, la especie, la cantidad autorizada en el permiso de exportación, el tamaño de los especímenes verificando que solamente se exporten crías, las condiciones del empaque.

Durante la inspección de embarque se llenan las casillas 14 y 15 del permiso de exportación, especificando cantidades de las especies, puerto de salida, No. de conocimiento de embarque, fecha, firma y sello. Después de realizada la inspección le queda a la autoridad administrativa la hoja de archivo y se procede a actualizar la base de datos con las cantidades de especímenes exportados.

VI. MARCO LEGAL NACIONAL

- Ley No. 217, "Ley General del Ambiente y de los Recursos Naturales de Nicaragua"
- Decreto 8-98 "Normas y Procedimientos para el Comercio Internacional de Especies de Flora y Fauna Silvestre.
- Norma Técnica Obligatoria Nicaragüense de Crianza en Cautiverio 05 020-02.

- Resolución Ministerial No. 013-99, Sistema de Licencias y Permisos para el Acceso, Comercializacion Local, Exportacion y Reproduccion de los Recursos de Biodiversidad.
- Resolucion Ministerial No. 020-2006, Establecer la Guia para la Elaboración de Documento de Proyecto para el Manejo de Fauna Silvestre en Cautiverio.

VII. ESTADO DE CONSERVACION DE LA ESPECIE

La especie ***Oophaga pumilio*** no está incluida en el sistema nacional de vedas, ya que no está considerada a nivel nacional como una especie amenazada o en peligro de extinción. Tampoco está incluida en el libro rojo de anfibios y reptiles de Nicaragua (2017) de la UICN.

No existe comercio nacional de esta especie ni evidencias de comercio ilegal, la poca extracción del medio natural que se realiza es para la reproducción en cautiverio cumpliendo con los requisitos y procedimientos establecidos por la autoridad administrativa CITES.

FORMULARIO DE RECOPILACIÓN DE DATOS

DATOS RELATIVOS DE LA ESPECIE *(Se cumplimentará un formulario para cada especie mantenida en el establecimiento)*

Fecha de la inspección: 19/09/2017

Nombre del inspector principal:

Nombre del establecimiento: FACILITY 4

Especie: Karuga + echa Ophaga Pomilio

*Fecha de la adquisición de la especie: 13/03/2017

Origen y fase biológica del plantel inicial: Naturaleza

No. De ejemplares en el plantel inicial y de cada sexo, si se conoce: si

Machos: 62

Hembras: 262

*¿Se han adquirido más ejemplares despues del plantel inicial? En caso afirmativo, indíquese dónde fueron adquiridos:

¿Uds. Crían ésta especie **EN CAUTIVIDAD**? Si ☑ No ☐

¿Cuándo la empezaron a criar? mayo 2017

Camadas/puestas anuales: 3

Crias/huevos por camada/puesta: 8 - 10 huevos

Producidos en el año anterior:

PLANTEL REPRODUCTOR ADULTO	Datos facilitados por el establecimiento	Recuento por inspector (cuando sea posible)
Número de adultos presentes	324	324
Número de machos	62	62
Número de hembras	262	296
¿Qué % de hembras reproduce cada año?	45%	

¿Cuál es la dieta de los animales adultos? Grillos, moscas y gusanos.

PLANTEL DE LA CRÍA (SUMA DE EJEMPLARES CRIADOS EN CAUTIVIDAD Y EN GRANJAS)	Datos facilitados por el establecimiento	Recuento por inspector (cuando sea posible)
Número de juveniles presentes	214	200
Edad a la madurez sexual (años)	10 meses	
Tamaño o masa a la madurez sexual (cm o g)	1.5 cm	
Tamaño en la fecha de su venta (cm o g)	1.1-3 cm	
¿Qué porcentaje de juveniles sobrevive más de 2 semanas? *Se incluye la mortandad por huevos no eclosionados.*	48%	

¿Cuál es la dieta de los animales de cria y juveniles? Grillos, moscas y gusanos.

FORMULARIO DE RECOPILACION DE DATOS.

DATOS GENERALES DEL ESTABLECIMIENTO

Fecha de la inspección: 19 / 09 / 2019 Nombre del inpector principal: _____

Nombre del establecimiento: FACILITY 4

Nombrey cargo de todos los inspectores presentes:

1. _____

2. _____

3. _____

4. _____

5. _____

Tipo de inspección: Fecha de la última inspección: 19 / 08 / 2017

- [ ] Inicial
- [ ] Rutina
- [x] Seguimiento *(cuando quedara pendiente de resolver alguna discrepancia o anomalia detectada en una inspección anterior)*

Nombre o nombres comerciales del establecimiento: _____

Propietario(s) del establecimiento: _____

Dirección del establecimiento e información de conteacto: _____

Año en que se fundó el establecimiento: _____

¿Cuántos empleados tiene el establecimiento actualmente?

A tiempo completo : 41 A tiempo parcial : 3

Nombre y cargo del personal del establecimiento que acompaña al inspector/los inspectores: _____

1. _____

2. _____

¿El establecimiento tiene acceso a servicios veterinarios profecionales? Si [x] No [ ]

En su caso, indíquese el nombre y dirección del veterinario: _____

¿La empresa mantiene animales en otro(s) sitio(s)? Si [ ] No [x]

En caso afirmativo, indíquese donde: _____

En su caso, se organizará una inspección a los otros sitios a la mayor brevedad.

FORMULARIO DE RECOPILACIÓN DE DATOS

DATOS RELATIVOS DE LA ESPECIE *(Se cumplimentará un formulario para cada especie mantenida en el establecimiento)*

Fecha de la inspección: 27/04/2017 Nombre del inspector principal:

Nombre del establecimiento: FACILITY 1 Especie: Lonita Flecha - Dophaga Pumilio

*Fecha de la adquisición de la especie: 03/03/2017

Origen y fase biológica del plantel inicial: Naturaleza

No. De ejemplares en el plantel inicial y de cada sexo, si se conoce: Si Machos: 200 Hembras: 200

*¿Se han adquirido más ejemplares despues del plantel inicial? En caso afirmativo, indíquese dónde fueron adquiridos: 100

¿Uds. Crían ésta especie **EN CAUTIVIDAD**? Si ☑ No ☐

¿Cuándo la empezaron a criar? 03/03/2017

Camadas/puestas anuales: 3

Crías/huevos por camada/puesta: 8-10 huevo.

Producidos en el año anterior:

PLANTEL REPRODUCTOR ADULTO	Datos facilitados por el establecimiento.	Recuento por inspector (cuando sea posible)
Número de adultos presentes	400	400
Número de machos	200	200
Número de hembras	200	200
¿Qué % de hembras reproduce cada año?	80%	

¿Cuál es la dieta de los animales adultos? Grillos y moscas pequeños.

PLANTEL DE LA CRÍA (SUMA DE EJEMPLARES CRIADOS EN CAUTIVIDAD Y EN GRANJAS)	Datos facilitados por el establecimiento	Recuento por inspector (*cuando sea posible*)
Número de juveniles presentes	336	380.
Edad a la madurez sexual (años)	5 meses.	
Tamaño o masa a la madurez sexual (cm o g)	2cm.	
Tamaño en la fecha de su venta (cm o g)	1.5 cm	
¿Qué porcentaje de juveniles sobrevive más de 2 semanas? *Se incluye la mortandad por huevos no eclosionados.*	45%	

¿Cuál es la dieta de los animales de cria y juveniles? Grillos y moscas el cual se reproduce en el Vivario.

FORMULARIO DE RECOPILACION DE DATOS.

DATOS GENERALES DEL ESTABLECIMIENTO

Fecha de la inspección: 27/09/2017 Nombre del inspector principal: _____

Nombre del establecimiento: FACILITY 1

Nombrey cargo de todos los inspectores presentes:

1. _____

2. _____

3. _____

4. _____

5. _____

Tipo de inspección: Fecha de la última inspección: _____

- ☐ Inicial
- ☐ Rutina
- ☑ Seguimiento *(cuando quedara pendiente de resolver alguna discrepancia o anomalía detectada en una inspección anterior)*

Nombre o nombres comerciales del establecimiento: _____

Propietario(s) del establecimiento: _____

Dirección del establecimiento e información de contacto: _____

Año en que se fundó el establecimiento: 24/06/2002

¿Cuántos empleados tiene el establecimiento actualmente?

A tiempo completo: 6 A tiempo parcial: 10

Nombre y cargo del personal del establecimiento que acompaña al inspector/los inspectores:

1. _____

2. _____

¿El establecimiento tiene acceso a servicios veterinarios profecionales? Si ☑ No ☐

En su caso, indíquese el nombre y dirección del veterinario:

¿La empresa mantiene animales en otro(s) sitio(s)? Si ☐ No ☑

En caso afirmativo, indíquese donde: _____

En su caso, se organizará una inspección a los otros sitios a la mayor brevedad.

FORMULARIO DE RECOPILACION DE DATOS.

DATOS GENERALES DEL ESTABLECIMIENTO

Fecha de la inspección: 20/04/2017 Nombre del inpector principal:

Nombre del establecimiento: FACILITY 2

Nombrey cargo de todos los inspectores presentes:

1.

2.

3.

4.

5.

Tipo de inspección:

☐ Inicial

☐ Rutina

☑ Seguimiento *(cuando quedara pendiente de resolver alguna discrepancia o anomalía detectada en una inspección anterior)*

Fecha de la última inspección:

Nombre o nombres comerciales del establecimiento:

Propietario(s) del establecimiento:

Dirección del establecimiento e información de conteacto:

Año en que se fundó el establecimiento: julio 2010

¿Cuántos empleados tiene el establecimiento actualmente?

A tiempo completo : 5 A tiempo parcial 2

Nombre y cargo del personal del establecimiento que acompaña al inspector/los inspectores:

1.

2.

¿El establecimiento tiene acceso a servicios veterinarios profecionales? Si ☑ No ☐

En su caso, indíquese el nombre y dirección del veterinario:

¿La empresa mantiene animales en otro(s) sitio(s)? Si ☐ No ☑

En caso afirmativo, indíquese donde:

En su caso, se organizará una inspección a los otros sitios a la mayor brevedad.

FORMULARIO DE RECOPILACIÓN DE DATOS

DATOS RELATIVOS DE LA ESPECIE *(Se cumplimentará un formulario para cada especie mantenida en el establecimiento)*

Fecha de la inspección: 20/04/2017

Nombre del inspector principal:

Nombre del establecimiento: FACILITY 2

Especie: Kanna + echa Uophaga Humilio

*Fecha de la adquisición de la especie: 20 junio 2017

Origen y fase biológica del plantel inicial: Naturaleza

No. De ejemplares en el plantel inicial y de cada sexo, si se conoce: 61 Machos: 100 Hembras: 100

*¿Se han adquirido más ejemplares despues del plantel inicial? En caso afirmativo, indíquese dónde fueron adquiridos:

¿Uds. Crían ésta especie **EN CAUTIVIDAD**? Si ☑ No ☐

¿Cuándo la empezaron a criar? junio 2017

Camadas/puestas anuales: 3

Crias/huevos por camada/puesta: 6-10

Producidos en el año anterior:

PLANTEL REPRODUCTOR ADULTO	Datos facilitados por el establecimiento	Recuento por inspector (cuando sea posible)
Número de adultos presentes	200	200
Número de machos	100	100
Número de hembras	100	100
¿Qué % de hembras reproduce cada año?	46%	
¿Cuál es la dieta de los animales adultos?		

PLANTEL DE LA CRÍA (SUMA DE EJEMPLARES CRIADOS EN CAUTIVIDAD Y EN GRANJAS)	Datos facilitados por el establecimiento	Recuento por inspector *(cuando sea posible)*
Número de juveniles presentes	200	720
Edad a la madurez sexual (años)	6 meses	
Tamaño o masa a la madurez sexual (cm o g)	2cm	
Tamaño en la fecha de su venta (cm o g)	2cm	
¿Qué porcentaje de juveniles sobrevive más de 2 semanas? *Se incluye la mortandad por huevos no eclosionados.*	48%	
¿Cuál es la dieta de los animales de cría y juveniles?		

FORMULARIO DE RECOPILACIÓN DE DATOS

DATOS RELATIVOS DE LA ESPECIE *(Se cumplimentará un formulario para cada especie mantenida en el establecimiento)*

Fecha de la inspección: 20/04/2017

Nombre del inspector principal:

Nombre del establecimiento FACILITY 2

Especie: Kanito Zacha Dophoga Humilio

*Fecha de la adquisición de la especie: 20 junio 2017

Origen y fase biológica del plantel inicial: Naturaleza

No. De ejemplares en el plantel inicial y de cada sexo, si se conoce: 61 Machos: 100 Hembras: 100

*¿Se han adquirido más ejemplares despues del plantel inicial? En caso afirmativo, indíquese dónde fueron adquiridos:

¿Uds. Crían ésta especie **EN CAUTIVIDAD**? Sí ☑ No ☐

¿Cuándo la empezaron a criar? junio 2017

Camadas/puestas anuales: 3

Crías/huevos por camada/puesta: 8-10

Producidos en el año anterior:

PLANTEL REPRODUCTOR ADULTO	Datos facilitados por el establecimiento.	Recuento por inspector (cuando sea posible)
Número de adultos presentes	200	200
Número de machos	100	100
Número de hembras	100	100
¿Qué % de hembras reproduce cada año?	46%	
¿Cuál es la dieta de los animales adultos?		

PLANTEL DE LA CRÍA (SUMA DE EJEMPLARES CRIADOS EN CAUTIVIDAD Y EN GRANJAS)	Datos facilitados por el establecimiento	Recuento por inspector (*cuando sea posible*)
Número de juveniles presentes	800	720
Edad a la madurez sexual (años)	6 meses	
Tamaño o masa a la madurez sexual (cm o g)	2cm	
Tamaño en la fecha de su venta (cm o g)	2cm	
¿Qué porcentaje de juveniles sobrevive más de 2 semanas? *Se incluye la mortandad por huevos no eclosionados.*	48%	
¿Cuál es la dieta de los animales de cria y juveniles?		

FORMULARIO DE RECOPILACIÓN DE DATOS

DATOS RELATIVOS DE LA ESPECIE *(Se cumplimentará un formulario para cada especie mantenido en el establecimiento)*

Fecha de la inspección: 22/09/2017 Nombre del inspector principal:

Nombre del establecimiento: FACILITY 3 Especie: Rana Flecha Oophaga Pumilio

*Fecha de la adquisición de la especie: 20/06/2016

Origen y fase biológica del plantel inicial: Naturaleza

No. De ejemplares en el plantel inicial y de cada sexo, si se conoce: Sí Machos: 200 Hembras: 200

*¿Se han adquirido más ejemplares despues del plantel inicial? En caso afirmativo, indíquese dónde fueron adquiridos:

¿Uds. Crían ésta especie **EN CAUTIVIDAD**? Si [✓] No [ ]

¿Cuándo la empezaron a criar? 20/06/2016

Camadas/puestas anuales: 3

Crías/huevos por camada/puesta: 6-10 huevos

Producidos en el año anterior:

PLANTEL REPRODUCTOR ADULTO	Datos facilitados por el establecimiento	Recuento por inspector (cuando sea posible)
Número de adultos presentes	400	400
Número de machos	200	200
Número de hembras	200	200
¿Qué % de hembras reproduce cada año?	45%	
¿Cuál es la dieta de los animales adultos?	Grillos, moscas y larvas termitas	

PLANTEL DE LA CRÍA (SUMA DE EJEMPLARES CRIADOS EN CAUTIVIDAD Y EN GRANJAS)	Datos facilitados por el establecimiento	Recuento por inspector *(cuando sea posible)*
Número de juveniles presentes	200	180
Edad a la madurez sexual (años)	6 meses	
Tamaño o masa a la madurez sexual (cm o g)	2cm x 1	
Tamaño en la fecha de su venta (cm o g)	1cm	
¿Qué porcentaje de juveniles sobrevive más de 2 semanas? *Se incluye la mortandad por huevos no eclosionados.*	40%	
¿Cuál es la dieta de los animales de cría y juveniles?	Hormigas, termitas y Grillos	

FORMULARIO DE RECOPILACION DE DATOS.

DATOS GENERALES DEL ESTABLECIMIENTO

Fecha de la Inspección: 22/04/2017 Nombre del inpector principal: _____

Nombre del establecimiento: FACILITY 3

Nombrey cargo de todos los inspectores presentes:

1. _____

2. _____

3. _____

4. _____

5. _____

Tipo de inspección:

☐ Inicial

☐ Rutina

☑ Seguimiento (*cuando quedara pendiente de resolver alguna discrepancia o anomalía detectada en una inspección anterior*)

Fecha de la última inspección: 31 marzo 2017

Nombre o nombres comerciales del establecimiento: _____

Propietario(s) del establecimiento: _____

Dirección del establecimiento e información de contacto: _____

Año en que se fundó el establecimiento: 1992.

¿Cuántos empleados tiene el establecimiento actualmente?

A tiempo completo : 8 A tiempo parcial 2

Nombre y cargo del personal del establecimiento que acompaña al inspector/los inspectores:

1. _____

2. _____

¿El establecimiento tiene acceso a servicios veterinarios profecionales? Si ☑ No ☐

En su caso, indíquese el nombre y dirección del veterinario: _____

¿La empresa mantiene animales en otro(s) sitio(s)? Si ☐ No ☑

En caso afirmativo, indíquese donde: _____

En su caso, se organizará una inspección a los otros sitios a la mayor brevedad.

LA GACETA

DIARIO OFICIAL

Teléfonos: 2228-3791 / 2222-7344

Tiraje: 590 Ejemplares
48 Páginas

Valor C$ 45.00
Córdobas

AÑO CXVIII | Managua, Viernes 31 de Enero de 2014 | No. 20

SUMARIO

Pág.

ASAMBLEA NACIONAL

Texto de Ley N°. 217, "Ley General del Medio Ambiente y los Recursos Naturales" con sus Reformas Incorporadas....786

MINISTERIO DE GOBERNACIÓN

Nacionalizados....802

MINISTERIO DE EDUCACIÓN

Actualización de Resolución....803

MINISTERIO DE SALUD

Licitación Pública No. LP 03-01-2014....804
Licitación Pública No. LP 04-01-2014....804

MINISTERIO DE FOMENTO, INDUSTRIA Y COMERCIO

Marcas de Fábrica, Comercio y Servicio....805
Aviso....812

INSTITUTO NACIONAL FORESTAL

Aviso Publicación de PAC....812

MINISTERIO DE ECONOMÍA FAMILIAR, COMUNITARIA, COOPERATIVA Y ASOCIATIVA

Resoluciones....812

MINISTERIO DE LA JUVENTUD

Aviso Publicación de PAC....816

EMPRESA NACIONAL DE TRANSMISIÓN ELÉCTRICA

Aviso Publicación de PAC....816

UNIVERSIDADES

Universidad Politécnica de Nicaragua
Aviso Publicación de PAC....817

Universidad Nacional Autónoma de Nicaragua-León
Aviso Publicación de PAC....817

Títulos Profesionales....817

SECCIÓN MERCANTIL

Junta General Extraordinaria....832

ASAMBLEA NACIONAL

TEXTO DE LEY Nº. 217, "LEY GENERAL DEL MEDIO AMBIENTE Y LOS RECURSOS NATURALES" CON SUS REFORMAS INCORPORADAS

"Ley No. 217

El Presidente de la República de Nicaragua

Hace saber al pueblo nicaragüense que:

LA ASAMBLEA NACIONAL DE LA REPÚBLICA DE NICARAGUA

En uso de sus facultades;

Ha Dictado

La siguiente:

LEY GENERAL DEL MEDIO AMBIENTE Y LOS RECURSOS NATURALES

TÍTULO I

Capítulo I
Disposiciones Generales

Artículo 1 La presente Ley General del Medio Ambiente y los Recursos Naturales tiene por objeto establecer las normas para la conservación, protección, mejoramiento y restauración del medio ambiente y los recursos naturales que lo integran, asegurando su uso racional y sostenible, de acuerdo a lo señalado en la Constitución Política.

Art. 2 Las disposiciones contenidas en la presente Ley son de orden público. Toda persona podrá tener participación ciudadana para promover el inicio de acciones administrativas, civiles o penales en contra de los que infrinjan la presente Ley.

Art. 3 Son objetivos particulares de la presente Ley:

1) La prevención, regulación y control de cualesquiera de las causas o actividades que originen deterioro del medio ambiente y contaminación de los ecosistemas.

2) Establecer los medios, formas y oportunidades para una explotación racional de los recursos naturales dentro de una Planificación Nacional fundamentada en el desarrollo sostenible, con equidad y justicia social y tomando en cuenta la diversidad cultural del país y respetando los derechos reconocidos a nuestras regiones autónomas de la Costa Atlántica y Gobiernos Municipales.

3) La utilización correcta del espacio físico a través de un ordenamiento territorial que considere la protección del ambiente y los recursos naturales como base para el desarrollo de las actividades humanas.

4) Fortalecer el Sistema Nacional de Áreas Protegidas, para garantizar la biodiversidad y demás recursos.

5) Garantizar el uso y manejo racional de las cuencas y sistemas hídricos, asegurando de esta manera la sostenibilidad de los mismos.

6) Fomentar y estimular la educación ambiental como medio para promover una sociedad en armonía con la naturaleza.

7) Propiciar un medio ambiente sano que contribuya de la mejor manera a la promoción de la salud y prevención de las enfermedades del pueblo nicaragüense.

8) Impulsar e incentivar actividades y programas que tiendan al desarrollo y cumplimiento de la presente Ley.

9) Las demás contenidas en esta Ley.

Art. 4 El desarrollo económico y social del país se sujetará a los siguientes principios rectores:

1) El ambiente es patrimonio común de la nación y constituye una base para el desarrollo sostenible del país.

2) Es deber del Estado y de todos los habitantes proteger los recursos naturales y el ambiente, mejorarlos, restaurarlos y procurar eliminar los patrones de producción y consumo no sostenibles.

3) El criterio de prevención prevalecerá sobre cualquier otro en la gestión pública y privada del ambiente. No podrá alegarse la falta de una certeza científica absoluta como razón para no adoptar medidas preventivas en todas las actividades que impacten el ambiente.

4) El Estado debe reconocer y prestar apoyo a los pueblos y comunidades indígenas, sean éstas de las Regiones Autónomas, del Pacífico o Centro del país, en sus actividades para la preservación del ambiente y uso sostenible de los recursos naturales.

5) El derecho de propiedad tiene una función social-ambiental que limita y condiciona su ejercicio absoluto, abusivo y arbitrario, de conformidad con las disposiciones de la presente Ley y de las leyes ambientales especiales vigentes o que se sancionen en el futuro.

6) La libertad de los habitantes, en el ámbito de las actividades económicas y sociales, está limitada y condicionada por el interés social, de conformidad con las disposiciones de la Constitución Política, la presente Ley y las leyes ambientales especiales vigentes o que se dicten en el futuro.

7) Las condiciones y contratos de explotación racional de los recursos naturales que otorga el Estado en las regiones autónomas de la Costa Atlántica deberán contar con la aprobación del Consejo Autónomo correspondiente. En los contratos de explotación racional de los recursos naturales ubicados en los municipios respectivos, el Estado solicitará y tomará en cuenta la opinión de los gobiernos municipales, antes de autorizarlos.

8) El principio de precaución prevalecerá sobre cualquier otro en la gestión pública y privada del ambiente. El Estado tomará medidas preventivas en caso de duda sobre el impacto o las consecuencias ambientales negativas de alguna acción u omisión, aunque no exista evidencia científica del daño.

Capítulo II
Definiciones

Art. 5 Para los efectos de esta Ley, se entenderá por:

Adaptación al Cambio Climático: Ajustes en sistemas humanos o naturales como respuesta a estímulos climáticos proyectados o reales, o sus efectos, que pueden moderar el daño o aprovechar sus aspectos beneficiosos.

Ambiente: El sistema de elementos bióticos, abióticos, socioeconómicos culturales y estéticos que interactúan entre sí, con los individuos y con la comunidad en la que viven determinando su relación y sobrevivencia.

Aprovechamiento: El uso o explotación racional sostenible de recursos naturales y ambientales.

Áreas Protegidas: Las que tienen por objeto la conservación, el manejo racional y la restauración de la flora, fauna silvestre y otras formas de vida, así como la biodiversidad y la biosfera.

Igualmente se incluirá en esta categoría, aquellos espacios del territorio nacional que al protegerlos, se pretende restaurar y conservar fenómenos geomorfológicos, sitios de importancia histórica, arqueológica, cultural, escénicos o recreativos.

Auditor Ambiental: Profesional acreditado ante el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, para realizar auditorías ambientales, determinar medidas preventivas y correctivas derivadas de la realización de una auditoría ambiental y las demás actividades vinculadas con éstas.

Auditoría Ambiental: Examen sistemático y exhaustivo de una empresa y/o actividad económica, de sus equipos y procesos, así como de la contaminación y riesgo que la misma genera, que tiene por objeto evaluar el cumplimiento de las políticas y normas ambientales, con el fin de determinar las medidas preventivas y correctivas necesarias para la protección del ambiente y ejecutar las acciones que permitan que dicha instalación opere en pleno cumplimiento de la legislación ambiental vigente y conforme a las buenas prácticas de operación aplicables.

Biodiversidad: El conjunto de todas y cada una de las especies de seres vivos y sus variedades sean terrestres acuáticos, vivan en el aire o en el suelo, sean plantas o animales o de cualquier índole incluye la diversidad de una misma especie, entre especies y entre ecosistemas, así como la diversidad genética.

Cambio Climático: Importante variación estadística en el estado medio del clima o en su variabilidad, que persiste durante un período prolongado (normalmente decenios o incluso más), que puede deberse a procesos naturales internos, a cambios del forzamiento externo, o bien a cambios persistentes de origen antropogénico en la composición de la atmósfera o en el uso de las tierras.

Capacidad de Carga: Son los límites que los ecosistemas y la biosfera pueden soportar sin sufrir un grave deterioro.

Conservación: La aplicación de las medidas necesarias para preservar, mejorar, mantener, rehabilitar y restaurar las poblaciones, y los ecosistemas, sin afectar su aprovechamiento.

Consumo Sostenible: Uso de bienes y servicios que responden a las necesidades básicas y contribuye a la mejora en la calidad de vida, mientras reduce el uso de recursos naturales, materiales tóxicos y contaminantes a lo largo del ciclo de vida, sin comprometer la satisfacción de las necesidades de las futuras generaciones.

Contaminación: La presencia y/o introducción al ambiente de elementos nocivos a la vida, la flora o la fauna, o que degrade la calidad de la atmósfera, del agua, del suelo o de los bienes y recursos naturales en general.

Contaminante: Toda materia, elemento, compuesto, sustancias, derivados químicos o biológicos, energía, radiación, vibración, ruido o una combinación de ellos en cualquiera de sus estados físicos que al incorporarse o actuar en la atmósfera, agua, suelo, flora, fauna o cualquier otro elemento del ambiente, altere o modifique su composición natural y degrade su calidad, poniendo en riesgo la salud de las personas y la preservación y conservación del ambiente.

Control Ambiental: La vigilancia, inspección, monitoreo y aplicación de medidas para la conservación del ambiente.

Daño Ambiental: Toda pérdida, disminución, deterioro o perjuicio que se ocasione al ambiente o a uno o más de sus componentes.

Documento de Impacto Ambiental: Documento preparado por el equipo multidisciplinario, bajo la responsabilidad del proponente, mediante el cual se da a conocer a la autoridad competente y otros interesados los resultados y conclusiones del Estudio de Impacto Ambiental, traduciendo las informaciones y datos técnicos en un lenguaje claro y de fácil comprensión.

Desarrollo Sostenible: Mejorar la calidad de la vida humana sin rebasar la capacidad de carga de los ecosistemas que la sustentan.

Educación Ambiental: Proceso permanente de formación ciudadana, formal e informal, para la toma de conciencia y el desarrollo de valores, concepto y actitudes frente a la protección y el uso sostenible de los recursos naturales y el medio ambiente.

Estudio de Impacto Ambiental: Conjunto de actividades técnicas y científicas destinadas a la identificación, predicción y control de los impactos ambientales de un proyecto y sus alternativas presentado en forma de informe técnico y realizado según los criterios establecidos por las normas vigentes.

Estudio de Impacto al Cambio Climático: Consecuencias del cambio climático en sistemas humanos y naturales.

Ecosistemas: La unidad básica de interacción de los organismos vivos entre sí y su relación con el ambiente.

Evaluación Ambiental Estratégica (EAE): Instrumento de gestión ambiental que incorpora procedimientos para considerar los impactos ambientales de planes y programas en los niveles más altos del proceso de decisión, con objeto de alcanzar un desarrollo sostenible.

Evaluación de Impacto Ambiental: Se entiende por Evaluación de Impacto Ambiental (EIA) el instrumento de política y gestión ambiental formado por el conjunto de procedimientos estudios y sistemas técnicos que permiten estimar los efectos que la ejecución de una determinada obra, actividad o proyecto puedan causar sobre el ambiente.

Gases de Efecto Invernadero: Gases integrantes de la atmósfera,

de origen natural y antropogénico, que absorben y emiten radiaciones en determinadas longitudes de ondas del espectro de radiación infrarroja emitido por la superficie de la tierra, la atmósfera y las nubes, lo que causa el efecto invernadero.

Impacto Ambiental: Cualquier alteración significativa positiva o negativa de uno o más de los componentes del ambiente provocadas por acción humana y/o acontecimientos de la naturaleza en un área de influencia definida.

Mitigación del Cambio Climático: Intervención antropogénica para reducir las fuentes o mejorar los sumideros de gases de efecto invernadero.

Niveles de Emisión: Liberación de gases de efecto invernadero o sus precursores en la atmósfera en un área y un período de tiempo especificado.

Ordenamiento: Proceso de planificación dirigido a evaluar y programar el uso del suelo en el territorio nacional, de acuerdo con sus características potenciales y de aptitud tomando en cuenta los recursos naturales y ambientales, las actividades económicas y sociales y la distribución de la población, en el marco de una política de conservación y uso sostenible de los sistemas ecológicos.

Pago por Servicios Ambientales: Instrumento de gestión ambiental, de naturaleza económica que permite valorar y establecer un pago por los servicios que brindan los ecosistemas, logrando con ello introducir los costos ambientales en los flujos de caja de las actividades productivas de diferentes niveles, en los ámbitos público y privado.

Permiso Ambiental: Documento otorgado por la autoridad competente a solicitud del proponente de un proyecto el que certifica que desde el punto de vista de protección ambiental la actividad se puede ejecutar bajo el condicionamiento de cumplir las medidas establecidas.

Prevención de Desastres: Conjunto de actividades y medidas de carácter técnico y legal que deben de realizarse durante el proceso de planificación del desarrollo socio-económico, con la finalidad de evitar pérdidas de vidas humanas y daños a la economía como consecuencias de las emergencias y/o desastres.

Producción más Limpia: Aplicación continúa de una estrategia ambiental preventiva integrada y aplicada a los procesos, productos y servicios para mejorar la ecoeficiencia y reducir los riesgos para los humanos y el medio ambiente.

Proyectos Especiales: Tipología de proyectos que tienen alta significación económica y ambiental para el país y pueden incidir significativamente en una o más regiones ecológicas de Nicaragua, según el mapa de Ecosistemas oficial del país, o bien trasciende a la escala nacional, internacional, transfronteriza, considerándose además como proyectos de interés nacional por su connotación económica, social y ambiental.

Recursos Naturales: Elementos naturales de que dispone el hombre para satisfacer sus necesidades económicas, sociales y culturales. Elementos naturales susceptibles de ser aprovechados por el hombre.

Recursos Naturales no Renovables: Aquellos que no son susceptibles de renovación, regeneración o recuperación, en lapsos menores a varios miles o millones de años, puesto que se han formado en la tierra en largos períodos geológicos. En este grupo se encuentran los minerales, los combustibles nucleares y los llamados combustibles fósiles (hidrocarburos como el petróleo, gas natural y carbón mineral).

Recursos Naturales Renovables: Aquellos que tienen la capacidad de regenerarse por procesos naturales y que pueden también, ser mantenidos o incrementados por el manejo que el ser humano haga de ellos. A este tipo de recursos pertenece el agua, el suelo, el aire, la energía en todas sus formas, la biomasa constituida por la flora y la fauna, tanto silvestre como doméstica.

Residuos Peligrosos: Se entiende por residuos peligrosos aquellos que, en cualquier estado físico, contengan cantidades significativas de sustancias que pueden presentar peligro para la vida o salud de los organismos vivos cuando se liberan al ambiente o si se manipulan incorrectamente debido a su magnitud o modalidad de sus características corrosivas, tóxicas, venenosas, reactivas, explosivas, inflamables, biológicamente perniciosas, infecciosas, irritantes o de cualquier otra característica que representen un peligro para la salud humana, la calidad de la vida, los recursos ambientales o el equilibrio ecológico.

Servicios Ambientales: Aquellas funciones de los ecosistemas que generan beneficios económicos y ambientales para la sociedad y los ecosistemas.

Tecnología Limpia: Tecnologías que aumentan la productividad de las empresas de una manera sostenible; es decir, conservan la materia prima y la energía, reducen la toxicidad de los materiales usados en el proceso y la cantidad de los residuos y emisiones en la fuente.

Vulnerabilidad al Cambio Climático: Susceptibilidad de un sistema humano a recibir daños debido a los efectos adversos del cambio climático, incluyendo la variabilidad climática y los fenómenos extremos. La vulnerabilidad está en función del carácter, magnitud y velocidad de la variación climática al que se encuentra expuesto un sistema, su sensibilidad, y su capacidad de adaptación.

Zona de Amortiguamiento: Área colindante o circundante de incidencia directa y/o indirecta a las áreas protegidas, sujetas a promoción de actividades de desarrollo sostenible como agroturísticas, agropecuarias y forestales, entre otras, que apoyan los objetivos de manejo y minimizan los impactos negativos hacia las áreas protegidas.

Zona de Recarga Hídrica: Parte alta de la cuenca donde se origina el ciclo hidrológico fundamental, mediante los mayores aportes de infiltramiento de agua pluvial en el subsuelo.

TÍTULO II
DE LA GESTIÓN DEL AMBIENTE

Capítulo I
De la Comisión del Ambiente

Art. 6 Se crea la Comisión Nacional del Ambiente, como foro de análisis, discusión y concertación de las políticas ambientales. Esta funcionará como instancia de coordinación entre el Estado y la Sociedad Civil para procurar la acción armónica de todos los sectores, así como órgano consultivo y asesor del Poder Ejecutivo en relación a la formulación de políticas, estrategias, diseño y ejecución de programas ambientales.

Art. 7 La Comisión estará integrada en forma permanente por los representantes de las siguientes instituciones y organismos:

1) Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales (MARENA), quien lo presidirá.
2) Ministerio de Fomento, Industria y Comercio.
3) Ministerio de Hacienda y Crédito Público.
4) Ministerio de Transporte e Infraestructura.
5) Ministerio de Salud.
6) Ministerio de Relaciones Exteriores.
7) Instituto Nicaragüense de Estudios Territoriales.
8) Instituto Nicaragüense de Acueductos y Alcantarillados.
9) Un delegado de cada uno de los Consejos Regionales Autónomos del Atlántico Sur y Norte.
10) Un delegado de la Asociación de Municipios de Nicaragua.
11) Dos delegados de los organismos no gubernamentales ambientalistas.
12) Dos delegados de la Empresa Privada: uno del sector industrial y otro del Sector Agropecuario.
13) Un delegado del Sector Sindical.
14) Un delegado del Consejo Nacional de Universidades.
15) Un delegado de la Comisión de Medio Ambiente y Recursos Naturales de la Asamblea Nacional.
16) Un delegado del Ministerio Agropecuario y Forestal.

La Comisión Nacional del Ambiente nombrará de entre sus miembros un Comité Interinstitucional como instancia especializada de consulta, asesoría técnica y recomendaciones entre Instituciones del Estado, Gobiernos Regionales Autónomos del Atlántico y Gobiernos Municipales, para el conocimiento y toma de decisiones sobre problemáticas eventuales resultantes de un daño al medio ambiente. Este Comité será coordinado por el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales y entre sus miembros, estará el delegado del Consejo Regional Autónomo del Atlántico de la región en donde se identifica el daño al ambiente.

El Comité podrá invitar a otras instituciones cuando el caso lo amerite.

Cuando la temática lo amerite se invitará a participar al Representante de otras Instituciones y Organismos del Estado o la Sociedad Civil.

La Comisión funcionará de acuerdo al Reglamento Interno que ella misma emitirá.

Art. 8 El Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales como ente regulador y normador de la política ambiental del país, será el responsable del cumplimiento de la presente Ley y dará seguimiento a la ejecución de las disposiciones establecidas en la misma.

Art. 9 Se crea la Procuraduría para la Defensa del Ambiente y de los Recursos Naturales, como rama especializada de la Procuraduría General de la República. Esta ejercerá la representación y defensa de los intereses del Estado y la sociedad en los juicios que se promuevan en materia ambiental, sean de índole administrativa, civil o penal, además, se le deberá reconocer la condición de víctima en lo referido a los delitos contra el medio ambiente y los recursos naturales.

Art. 10 La Procuraduría para la Defensa del Ambiente y de los Recursos Naturales, tendrá las siguientes atribuciones:

1) Ejercer las acciones y representación del interés público, con carácter de parte procesal, en todos aquellos juicios por infracción a las leyes ambientales.

2) Ejercer las demás acciones previstas en esta Ley, en la Ley Orgánica de la Procuraduría General de la República y en las demás leyes pertinentes.

Capítulo II
De los Instrumentos para la Gestión Ambiental

Art. 11 Son instrumentos para la gestión ambiental el conjunto de políticas, directrices, normas técnicas y legales, actividades, programas, proyectos e instituciones que permiten la aplicación de los Principios Generales Ambientales y la consecución de los objetivos ambientales del país, entre estos, los siguientes:

1) De la Planificación y Legislación.
2) Del Ordenamiento Ambiental del Territorio.
3) De las Áreas Protegidas.
4) De Permisos y Evaluaciones del Impacto Ambiental.
5) Del Sistema Nacional de Información Ambiental.
6) De la Educación, Divulgación y Desarrollo Científico y Tecnológico.
7) De los Incentivos.
8) De las Inversiones Públicas.
9) Del Fondo Nacional del Ambiente.
10) De la Declaración de Áreas contaminadas y de las Emergencias Ambientales.
11) Del Sistema de Pago por Servicios Ambientales.
12) De la Auditoría Ambiental.
13) Del Cambio Climático y su Gestión. y
14) De la Seguridad por efectos de sustancias químicas, tóxicas y contaminantes.

Sección I
De la Planificación y Legislación

Art. 12 La planificación del desarrollo nacional, regional y municipal del país deberá integrar elementos ambientales en sus planes, programas y proyectos económicos y sociales, respetando los principios de publicidad y participación ciudadana. Dentro del ámbito de su competencia, todos los organismos de la administración pública, entes descentralizados y autoridades municipales deben prever y planificar la no afectación irreversible y la protección y recuperación del ambiente y los recursos naturales para evitar su deterioro y extinción.

Art. 13 Las instancias responsables de la formulación y aplicación de la Política Ambiental, de las normas técnicas y demás instrumentos previstos en la legislación, observarán los siguientes principios:

1) Del equilibrio de los ecosistemas dependen la vida y las posibilidades productivas del país.

2) Los ecosistemas y sus elementos deben ser aprovechados de manera que se asegure una productividad óptima y sostenida, compatible con su equilibrio e integridad.

3) La protección del equilibrio ecológico es una responsabilidad compartida del Estado y los ciudadanos.

4) La responsabilidad de velar por el equilibrio ecológico, comprende

tanto las condiciones presentes como las que determinarán la calidad de la vida de las futuras generaciones.

5) La eficiencia de las acciones ambientales requieren de la coordinación interinstitucional y la concertación con la sociedad civil.

6) La prevención es el medio más eficaz para evitar los desequilibrios ecológicos.

7) El aprovechamiento de los recursos naturales renovables debe realizarse de manera que asegure el mantenimiento de su biodiversidad y renovabilidad.

8) La explotación óptima de los recursos naturales no renovables evita la generación de efectos ecológicos adversos.

9) La calidad de vida de la población depende del control y de la prevención de la contaminación ambiental, del adecuado aprovechamiento de los elementos naturales y del mejoramiento del entorno natural en los asentamientos humanos.

10) Las actividades que se lleven a cabo dentro del territorio nacional, deberán respetar el equilibrio ecológico de otros países o de zonas de jurisdicción internacional.

Sección II
Del Ordenamiento Ambiental del Territorio

Art. 14 El ordenamiento ambiental del territorio tendrá como objetivo principal alcanzar la máxima armonía posible en las interrelaciones de la sociedad con su medio ambiente, tomando en cuenta:

1) Las características topográficas, geomorfológicas y meteorológicas de las diferentes regiones ambientales del país.

2) Las vocaciones de cada región en función de sus recursos naturales, la conservación, recuperación y mejoramiento de la calidad de las fuentes de agua.

3) La distribución y pautas culturales de la población.

4) Los desequilibrios ecológicos existentes por causas humanas o naturales.

Art. 15 El Instituto Nicaragüense de Estudios Territoriales y el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales dictarán y pondrán en vigencia las normas, pautas y criterios, para el ordenamiento del territorio tomando en cuenta:

1) Los usos prioritarios a que estarán destinadas las áreas del territorio nacional de acuerdo a sus potencialidades económicas, condiciones específicas y capacidades ecológicas.

2) La localización de las principales zonas industriales, agroindustriales, agropecuarias, forestales, mineras y de servicios.

3) Los lineamientos generales del proceso de urbanización y del sistema de ciudades.

4) La delimitación de las áreas naturales protegidas y de otros espacios sujetos a un régimen especial de conservación y mejoramiento del ambiente; de protección absoluta y de manejo restringido.

5) La ubicación de las grandes obras de infraestructura relativas a energía, comunicaciones, transporte, aprovechamiento de recursos hídricos, saneamiento de áreas extensas y otras análogas.

6) Los lineamientos generales de los corredores viales y de transporte.

Art. 16 La elaboración y ejecución de los planes de ordenamiento del territorio será responsabilidad de las autoridades municipales quienes lo harán en base a las pautas y directrices establecidas. En el caso de las Regiones Autónomas de la Costa Atlántica será competencia de los Consejos Regionales Autónomos con la asistencia técnica de las instituciones especializadas.

Sección III
De las Áreas Protegidas

Art. 17 Crease el Sistema Nacional de Áreas Protegidas (SINAP), que comprende todas las áreas protegidas declaradas a la fecha y las que se declaren en el futuro. A este sistema se integran con sus regulaciones particulares las Reservas Silvestres Privadas, así como los instrumentos legales, de gestión ambiental y administrativo requeridos para su desarrollo.

La protección de los recursos naturales del país es objeto de seguridad nacional, así como, de la más elevada responsabilidad y prioridad del Estado, dentro de ese espíritu en las áreas protegidas se establece veda para el recurso forestal total y permanente.

Art. 18 El establecimiento y declaración legal de áreas naturales protegidas, tiene como objetivo fundamental:

1) Preservar los ecosistemas naturales representativos de las diversas regiones biogeográficas, y ecológicas del país.

2) Proteger cuencas hidrográficas, ciclos hidrológicos, mantos acuíferos, muestras de comunidades bióticas, recursos genéticos y la diversidad genética silvestre de flora y fauna.

3) Favorecer el desarrollo de tecnologías apropiadas para el mejoramiento y el aprovechamiento racional y sostenible de los ecosistemas naturales.

4) Proteger paisajes naturales y los entornos de los monumentos históricos, arqueológicos y artísticos.

5) Promover las actividades recreativas y de turismo en convivencia con la naturaleza.

6) Favorecer la educación ambiental, la investigación científica y el estudio de los ecosistemas.

7) Promover el desarrollo local sostenible fomentando la implementación de procesos y tecnologías limpias para el mejoramiento y el aprovechamiento racional y sostenible de los ecosistemas naturales.

8) Potenciar de forma sistémica los servicios ambientales que proveen las áreas protegidas para el beneficio de los habitantes de la zona, la economía nacional y el desarrollo sostenible.

Art. 19 Se incorporará y transformará a los habitantes de áreas protegidas en los verdaderos vigilantes de esos sitios, garantizándoles de parte del Estado todos los derechos y garantías a que tienen derecho los nicaragüenses.

Art. 20 La declaración de áreas protegidas se establecerá por Ley, y su iniciativa se normará de acuerdo a lo establecido en el artículo 140 Cn. previo a la declaratoria se deberá tomar en cuenta:

1) La identificación y delimitación del área.

2) El estudio técnico, que contenga las características y condiciones biofísicas, sociales, culturales y ambientales.

3) Las condiciones socio económicas de la población y áreas circundantes.

4) Las categorías de manejo reconocidas internacionalmente y las que se formulen a nivel nacional.

5) La partida presupuestaria para pagar en efectivo y de previo a los propietarios que fueren afectados.

6) Las comunidades indígenas cuando el área protegida se establezca en tierras de dichas comunidades.

7) Para efectos de esta Ley las categorías de áreas protegidas reconocidas serán las siguientes:

7.1. Reserva Natural.
7.2. Parque Nacional.
7.3. Reserva Biológica.
7.4. Monumento Nacional.
7.5. Monumento Histórico.
7.6. Refugio de vida silvestre.
7.7. Reserva de Biosfera.
7.8. Reserva de Recursos genéticos.
7.9. Paisaje terrestre y marino protegidos.

Art. 21 Todas las actividades que se desarrollen en áreas protegidas deben realizarse conforme a lo establecido en el respectivo Plan de Manejo aprobado por el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, los que se adecuarán a las categorías que para cada área se establezcan. En el caso de las áreas protegidas que no cuentan con el plan de manejo las actividades se desarrollarán de conformidad a lo establecido en un Plan Operativo Anual aprobado por el MARENA, el cual deberá ser consultado con las instituciones que tengan incidencia en el área, incluyendo las Alcaldías respectivas, y orientado a crear las condiciones para la elaboración del plan de manejo respectivo en un plazo no mayor de dos años. Tanto en la consecución de los objetivos de protección como en la gestión y vigilancia se garantizará la participación de la comunidad.

Art. 22 El Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, será la institución competente para la administración, normación, autorización de actividades, supervisión, monitoreo y regulación en las áreas protegidas que integran el SINAP. Podrá así mismo dar en administración las áreas protegidas bajo la figura de co-manejo, conforme a los criterios, requisitos y procedimiento administrativo establecido para tal efecto.

Art. 23 Todas las tierras de propiedad privada situadas en áreas protegidas están sujetas a las condiciones de manejo establecidas en las leyes que regulen la materia. Los derechos adquiridos de los propietarios que no acepten las nuevas condiciones que se establezcan estarán sujetos a declaración de utilidad pública, previo pago en efectivo de justa indemnización.

Art. 24 Se establecerá una Zona de Amortiguamiento colindante o circundante a cada Área Protegida, para lo cual se deberá proceder de la siguiente forma:

1. En el caso de declaración de nuevas áreas protegidas, la zona de amortiguamiento se establecerá en su Ley creadora.

2. Cuando existan áreas protegidas ya declaradas, que no cuenten con zonas de amortiguamiento se estará sujeto a lo dispuesto en el Plan de Manejo aprobado o que se le apruebe de conformidad a lo establecido en el art. 8 de esta Ley.

Para un efectivo control, monitoreo y seguimiento que garantice el desarrollo sostenible en las zonas de amortiguamiento, se deberán crear los instrumentos que sean necesarios con la participación y en coordinación con las instituciones o actores que tienen incidencia en la zona.

En las zonas de amortiguamiento de la Reserva de la Biósfera de Bosawas, las Áreas Protegidas del Sureste y la Reserva Natural Cerro Wawashang, así como en las futuras que se acuerden, se establece un área perimetral externa de diez kilómetros medidos a partir del límite del área protegida que la constituye, en el que únicamente se permitirá el aprovechamiento forestal con fines domésticos no comerciales y para uso exclusivo en el área.

Sección IV
Del Sistema de Evaluación Ambiental

Art. 25 El Sistema de Evaluación Ambiental será administrado por el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales en coordinación con las instituciones que correspondan.

En el caso de las Regiones Autónomas el Sistema de Evaluación Ambiental será administrado por el Consejo Regional respectivo en coordinación con el MARENA, para efectos de involucrarse en el proceso de toma de decisiones, en el control y seguimiento a lo establecido en los Permisos Ambientales otorgados por el Consejo Regional respectivo.

Art. 26 Los Planes y Programas de Inversión y de Desarrollo Municipal y Sectorial estarán obligados a realizar una Evaluación Ambiental Estratégica (EAE), para lo cual el MARENA establecerá los criterios, metodologías, requisitos y procedimiento administrativo a seguir.

Art. 27 Los proyectos, obras, industrias o cualquier otra actividad, públicos o privados, de inversión nacional o extranjera, durante su fase de pre-inversión, ejecución, ampliación, rehabilitación o reconversión que por sus características pueden producir deterioro al medio ambiente o a los recursos naturales, conforme a la lista específica de las categorías de obras o proyectos que se establezcan en el Reglamento respectivo, deberán obtener previo a su ejecución, el Permiso Ambiental o Autorización Ambiental. Todo proyecto de desarrollo turístico o de uso urbanístico en zonas costeras deberá contar con el Estudio de Impacto Ambiental para obtener el permiso correspondiente.

Las obras o proyectos que requieran de Permiso Ambiental en base a lista específica, deberán de previo realizar un Estudio de Impacto Ambiental. El MARENA y los Consejos Regionales Autónomos están obligados a consultar el estudio con los organismos sectoriales competentes así como con los gobiernos Municipales respectivos. En caso de requerir una Autorización Ambiental, la obra, industria

o proyecto será sometido a una Valoración Ambiental, so pena de Ley.

Se prohibe la fragmentación de las obras o proyectos para evadir la responsabilidad del Estudio en toda su dimensión. El proponente deberá presentar al MARENA el Plan Maestro de la Inversión Total del Proyecto.

La obtención de los permisos de uso de suelos y de construcción para cualquier tipo de obras e infraestructuras horizontales y/o verticales, requieren obligatoriamente el contar de previo con el Permiso Ambiental correspondiente, emitido por el MARENA de conformidad a lo establecido en el Sistema de Evaluación Estratégica.

Art. 28 En los Permisos Ambientales se incluirán todas las obligaciones del propietario del proyecto o institución responsable del mismo estableciendo la forma de seguimiento y cumplimiento del permiso obtenido.

Art. 29 El permiso obliga a quien se le otorga:

1) Mantener los controles y recomendaciones establecidas para la ejecución o realización de la actividad.

2) Asumir las responsabilidades administrativas, civiles y penales de los daños que se causaren al ambiente.

3) Observar las disposiciones establecidas en las normas y reglamentos especiales vigentes.

Art. 30 El Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales en base a la clasificación de las obras de inversión y el dimensionamiento de las mismas, emitirá las normas técnicas, disposiciones y guías metodológicas necesarias para la elaboración de los estudios de impacto ambiental.

Art. 31 Las actividades que no estuviesen contempladas en la lista de tipo de obras o proyectos a que hace referencia el artículo anterior, estarán obligados antes de su ejecución, a solicitar a la Municipalidad el correspondiente Permiso Ambiental, previo llenado del formulario ambiental establecido por el MARENA. Los Consejos Regionales Autónomos y los Gobiernos Municipales evaluarán la solicitud para aprobar o denegar dicho permiso.

Art. 32 Todas aquellas personas naturales o jurídicas que no cumplan con las exigencias, disposiciones o controles que se fijen, serán sancionadas por el MARENA, sin perjuicio de las acciones de orden civil o penal que se ejerzan en su contra de conformidad a la legislación vigente.

Art. 33 Se establece la Fianza Ambiental como garantía financiera, a favor del Estado de Nicaragua, efectuada por toda persona natural o jurídica que en virtud de ejecutar una actividad, obra o proyecto está obligada a obtener un Permiso Ambiental. Esta tiene como finalidad garantizar el cumplimiento de las condiciones establecidas en el Permiso Ambiental y el resarcimiento de los costos por los daños ambientales causados.

Sección V
Del Sistema Nacional de Información Ambiental

Art. 34 Se establece el Sistema Nacional de Información Ambiental bajo la responsabilidad del Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales. Dicho sistema estará integrado por los organismos e instituciones públicas y privadas dedicadas a generar información técnica y científica sobre el estado del ambiente y los recursos naturales.

Art. 35 Los datos del Sistema Nacional de Información Ambiental serán de libre consulta y se procurará su periódica difusión, salvo los restringidos por las leyes específicas.

Art. 36 Sin perjuicio de los derechos de propiedad intelectual, todo aquel que realice una investigación o trabajo sobre el ambiente y los recursos naturales entregará un ejemplar o copia de la investigación o estudio al Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales. En el caso de estudios realizados en las Regiones Autónomas se remitirá copia del mismo al Consejo Regional Autónomo respectivo.

Sección VI
De la Educación, Divulgación y Desarrollo Científico y Tecnológico

Art. 37 El Sistema Educativo Nacional y los medios de comunicación social, promoverán la Educación Ambiental, que permita el conocimiento del equilibrio ecológico y su importancia para el ambiente y la salud y que dé pautas para el comportamiento social e individual con el fin de mejorar la calidad ambiental.

Art. 38 Las autoridades educativas deben incluir en los programas de educación formal y no formal, contenidos y metodologías, conocimientos y hábitos de conducta para la preservación y protección del ambiente.

Art. 39 Para la obtención del grado académico de bachillerato se exigirá un número mínimo de horas de práctica o servicio ecológico de acuerdo al reglamento que el Ministerio de Educación al efecto emita.

Art. 40 Las autoridades encargadas de promover el desarrollo científico y tecnológico del país, con la colaboración del Ministro del Ambiente y de los Recursos Naturales, en consulta con sectores de la comunidad científica y la sociedad civil, elaborarán, actualizarán y pondrán en ejecución un Programa Nacional de Ciencia y Tecnología Ambientales para el Desarrollo Sostenible en la forma y plazos que se establezcan en el reglamento.

Sección VII
De los Incentivos

Art. 41 El Estado hará reconocimiento moral a las personas naturales o jurídicas y a instituciones que se destaquen en la protección de los Recursos Naturales y del Ambiente.

Art. 42 El Estado establecerá y ejecutará una política de incentivos y beneficios económicos dirigidos a quienes contribuyan a través de sus inversiones a la protección, mejoramiento y restauración del ambiente.

Art. 43 El Estado garantizará facilidades a aquellas empresas que una vez agotadas las opciones y alternativas tecnológicas factibles para resolver la contaminación y la afectación a la salud y seguridad pública que provocan, deban ser reubicadas en otro sitio menos riesgoso.

Las condiciones para el otorgamiento de las facilidades se definirán vía reglamento.

Art. 44 Derogado.

Art. 45 Derogado.

Art. 46 Derogado.

Art. 47 El Estado fomentará mediante incentivos fiscales las inversiones para el reciclaje de desechos domésticos y comerciales para su industrialización y reutilización, acorde a los procedimientos técnicos y sanitarios que aprueben las autoridades competentes.

Art. 48 Se exonerará de impuestos de importación a los equipos y maquinarias conceptualizados como tecnología limpia en su uso, previa certificación del Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales.

Sección VIII
De las Inversiones Públicas

Art. 49 En los planes de obras públicas las instituciones incluirán entre las prioridades las inversiones que estén destinadas a la protección y el mejoramiento de la calidad de vida.

Art. 50 Las partidas presupuestarias destinadas a las obras o proyectos de inversión, deberán incluir los fondos necesarios para asegurar la incorporación del estudio del impacto ambiental y medidas o acciones que se deriven de los mismos. En el caso de las inversiones públicas, corresponderá a la Contraloría General de la República velar por que dichas partidas estén incorporadas en los presupuestos respectivos.

Sección IX
Del Fondo Nacional del Ambiente

Art. 51 Se crea el Fondo Nacional del Ambiente para desarrollar y financiar programas y proyectos de protección, conservación, restauración del ambiente y desarrollo sostenible. Dicho fondo se regirá por un reglamento especial que emitirá el Poder Ejecutivo respetando las disposiciones señaladas en las leyes específicas en relación con las Regiones Autónomas de la Costa Atlántica. Su uso será definido en consulta con la Comisión Nacional del Ambiente.

Art. 52 El Fondo Nacional del Ambiente se integrará con los fondos provenientes del otorgamiento de licencias ambientales, multas y decomisos por infracciones a esta Ley y por las donaciones nacionales e internacionales otorgadas para tal fin; y otros recursos que para tal efecto se le asignen.

Art. 53 Las actividades, proyectos y programas a ser financiados total o parcialmente por el Fondo Nacional del Ambiente, podrán ser ejecutados por instituciones estatales regionales autónomas, municipales o por organizaciones no gubernamentales y de la empresa privada; éstos deberán estar enmarcados en las políticas nacionales, regionales y municipales para el ambiente y desarrollo sostenible y ser sometidos al proceso de selección y aprobación según Reglamento.

Sección X
De la Declaratoria de Áreas Contaminadas
y de las Emergencias Ambientales

Art. 54 La Presidencia de la República a propuesta del Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, de los Consejos Regionales Autónomos de la Costa Atlántica y los Concejos Municipales respectivos podrá declarar zona de emergencia ambiental ante la ocurrencia de un desastre, por el tiempo que subsista la situación y sus consecuencias.

Art. 55 Todas las personas naturales o jurídicas, públicas o privadas, están obligadas a participar en la prevención y solución de los problemas originados por los desastres ambientales.

Art. 56 La Presidencia de la República a propuesta del Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, los Consejos Regionales Autónomos de la Costa Atlántica y los Concejos Municipales respectivos podrá declarar como áreas contaminadas las zonas cuyos índices de contaminación sobrepasen los límites permisibles y en las mismas se aplicarán las medidas de control que correspondan.

Sección XI
Del Pago por Servicios Ambientales

Art. 57 Crease el Sistema de Valoración y Pagos por Servicios Ambientales, como instrumento de gestión ambiental, con el fin de valorar y establecer un pago por los servicios, así como, generar financiamiento e incentivos para la promoción de la conservación, preservación y uso sostenible del ambiente y los recursos naturales.

El Poder Ejecutivo reglamentará las disposiciones relativas al Sistema de Valoración y Pago por Servicios Ambientales creado en la presente Ley, el que debe contener al menos lo siguiente:

1) Marco institucional ejecutivo y participativo del Sistema de Valoración y Pago por Servicios Ambientales, creando su respectiva estructura y organización administrativa.

2) Objetivos del Sistema dirigidos a facilitar el proceso de pago por servicios ambientales.

3) Mecanismos e instrumentos de participación pública, para garantizar la democracia representativa y participativa del Sistema.

4) Esferas de acción institucional para promover el pago por servicios ambientales en el país.

5) Otras funciones y atribuciones de carácter ejecutivas y operativas.

Sección XII
De la Auditoría Ambiental

Art. 58 Se establece la Auditoría Ambiental como un proceso sistemático, independiente y documentado de un examen de una empresa o actividad económica para obtener evidencias y evaluarlas de manera objetiva, para verificar el grado de cumplimiento, de las políticas y normas ambientales, así como de las medidas, condicionantes y obligaciones impuestas en el Permiso Ambiental otorgado por el MARENA, Municipalidades o por los Consejos Regionales Autónomos del Atlántico Norte y Sur, por parte del proponente de un proyecto, obra o actividad.

Las auditorías ambientales serán asumidas por los respectivos proponentes o dueños de un proyecto, obra o actividad.

Art. 59 El Reglamento de la presente Ley, regulará el procedimiento administrativo para realizar las auditorías ambientales, las cuales serán programadas directamente por las autoridades competentes, las que a su vez serán responsables del

monitoreo y seguimiento de los resultados de las mismas. También establecerá los requisitos de competencia que deberá cumplir el auditor ambiental durante su proceso de certificación e inscripción en el registro correspondiente, que formará parte del Registro Nacional de Evaluación Ambiental (RENEA).

Sección XIII
Gestión del Cambio Climático

Art. 60 El Poder Ejecutivo deberá formular e impulsar una Política de Adaptación al Cambio Climático, a fin de incorporar la adaptación y mitigación en los planes sectoriales. Esta política estará orientada a:

1) Impulsar los mecanismos de adaptación de las poblaciones vulnerables, mediante la implementación de planes y estrategias a nivel regional y nacional.

2) Fortalecer las capacidades institucionales y de los grupos de actores claves en la gestión del cambio climático, y evaluar la vulnerabilidad y la adaptación de los sistemas humanos priorizados ante el cambio climático, la variabilidad, riesgos y eventos extremos.

3) Desarrollar las capacidades para un mejor entendimiento y conocimiento de los efectos del cambio climático en los sistemas humanos, a fin de desarrollar y priorizar medidas de adaptación.

4) Promover y apoyar la disponibilidad e intercambio de información entre los diferentes sectores nacionales, así como la divulgación y sensibilización al público, en materia de cambio climático.

5) Contribuir al monitoreo, seguimiento y evaluación de la variabilidad climática en los distintos sistemas humanos y de interés socioeconómico para el país.

6) Contribuir a la mitigación del fenómeno de cambio climático, utilizando los mecanismos creados por la Convención Marco de Naciones Unidas para el Cambio Climático.

Sección XIV
De la Seguridad por Efectos de Sustancias Químicas Contaminantes y Otras que Afecten el Medio Ambiente y los Recursos Naturales

Art. 61 El Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, es la máxima autoridad competente en materia de seguridad por efectos de sustancias químicas contaminantes. Este deberá establecer las coordinaciones necesarias sobre el tema en el ámbito nacional, regional e internacional sin perjuicio de las funciones y competencias específicas establecidas para otras entidades.

Art. 62 Créase la Comisión Nacional de Seguridad Química, coordinada por el MARENA e integrada por las demás instituciones involucradas en la regulación, control y uso de todas las sustancias químicas contaminantes y residuos peligrosos en el país, de conformidad a la Política Nacional de Seguridad Química. Esta Comisión se regirá por su normativa interna de funcionamiento.

Art. 63 El registro, regulación y control de plaguicidas en el Ministerio Agropecuario y Forestal, requiere de previo la obtención de los avales toxicológicos y ecotoxicológicos, emitidos por el MINSA y el MARENA respectivamente. Las disposiciones técnicas establecidas en los avales toxicológicos y ecotoxicológicos son de obligatorio cumplimiento.

TÍTULO III
DE LOS RECURSOS NATURALES

Capítulo I
Normas Comunes y Formas de Adquirir los Derechos

Art. 64 Los recursos naturales son patrimonio nacional, su dominio, uso y aprovechamiento serán regulados por lo que establezca la presente Ley, las leyes especiales y sus respectivos reglamentos. El Estado podrá otorgar derecho a aprovechar los recursos naturales, por concesión, permisos, licencias y cuotas.

Art. 65 Para el uso y el aprovechamiento sostenible de los recursos naturales renovables deben tomarse en cuenta, entre otros, los siguientes criterios:

1) La sostenibilidad de los recursos naturales.

2) La conveniencia de la preservación del ambiente, sus costos y beneficios socioeconómicos.

3) Los planes y prioridades del país, municipio o región autónoma y comunidad indígena donde se encuentren los recursos y los beneficios de su aprovechamiento para las comunidades.

Art. 66 El plazo para el aprovechamiento de los recursos naturales se fijará en las leyes específicas tomando en cuenta la naturaleza del recurso, su disponibilidad, la rentabilidad individual y social de la misma.

Art. 67 El Estado, por razones de interés público, podrá limitar en forma total o parcial, permanente o transitoria, el uso y aprovechamiento de los recursos naturales. Esta materia se regulará a través de las leyes específicas.

Art. 68 Serán causales generales de rescisión de los permisos de aprovechamiento, el incumplimiento de la presente Ley y de las leyes especiales.

Art. 69 Las leyes especiales que regulen el dominio, uso y aprovechamiento de los recursos naturales deberán enmarcarse en lo preceptuado en la presente Ley.

Art. 70 Es facultad de la respectiva institución del Estado, la administración del uso de los recursos naturales del dominio de. Estado que le hayan asignado o se le asignen por ley, garantizando el cumplimiento de las normas técnicas y regulaciones establecidas por el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales. En las Regiones Autónomas esta administración se hará en coordinación con los Consejos Regionales Autónomos.

Art. 71 Es facultad del Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, la normación del uso de los recursos naturales renovables y no renovables, el monitoreo, control de calidad y el uso adecuado de los mismos. En las Regiones Autónomas esta normación se hará en coordinación con los Consejos Regionales Autónomos.

Capítulo II
De la Biodiversidad y el Patrimonio Genético Nacional

Art. 72 Es deber del Estado y de todos sus habitantes velar por la conservación y aprovechamiento de la diversidad biológica y del patrimonio genético nacional, de acuerdo a los principios y normas consignados en la legislación nacional, en los tratados y convenios internacionales suscritos y ratificados por Nicaragua.

En el caso de los pueblos indígenas y comunidades étnicas que aportan recursos genéticos, el Estado garantizará que dicho uso se concederá conforme a condiciones determinadas en consultas con los mismos.

Art. 73 Las personas naturales o jurídicas que realicen estudios sobre biotecnología, deberán contar con la aprobación de la autoridad competente, de acuerdo al Reglamento establecido para tal efecto. En los casos autorizados se debe asegurar la participación efectiva de la población, en especial aquellos grupos que aportan recursos genéticos y, proporcionarles toda la información disponible acerca del uso, seguridad y los posibles efectos derivados de la transferencia, manipulación y utilización de cualquier organismo resultante.

Art. 74 Por Ministerio de esta Ley quedan registradas y patentadas a favor del Estado y del pueblo nicaragüense, para su uso exclusivo o preferente, los germoplasmas y cada una de las especies nativas del territorio nacional, particularmente las endémicas. Se establecerá un Reglamento para tal efecto, el cual fijará el procedimiento.

Art. 75 Para el uso y aprovechamiento de la diversidad biológica, tanto silvestre como domesticada, se debe tomar en cuenta lo siguiente:

1) La diversidad de las especies animales y vegetales.
2) Las especies endémicas y en peligro de extinción.
3) El inventario y monitoreo biológico de la biodiversidad.
4) El conocimiento y uso tradicional por comunidades locales e indígenas.
5) La tecnología de manejo de las especies de mayor interés.

Art. 76 El Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales determinará el listado de las especies en peligro de extinción, amenazadas o protegidas, las cuales serán objeto de riguroso control y de mecanismos de protección in situ y ex situ, que garanticen su recuperación y conservación de acuerdo a las leyes especiales y convenios regionales e internacionales.

Art. 77 El establecimiento de zoocriaderos para fines comerciales o actividades científicas de especies amenazadas en peligro o en vías de extinción, se regulará por Ley.

Art. 78 La introducción al país y la salida del mismo de especies animales y vegetales, sean éstas nativas o no nativas, deben ser previamente autorizadas por la autoridad competente, de acuerdo a los principios y normas consignadas en la legislación nacional, en los tratados y convenios internacionales suscritos y ratificados por Nicaragua.

Art. 79 El Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales realizará inventario y registro de la diversidad biológica del país, para lo cual se podrá coordinar y apoyarse con centros de investigación nacionales y extranjeros.

Art. 80 Con el fin de normar el resguardo y preservación de la diversidad biológica del país, se establece un plazo máximo de seis meses para presentar una iniciativa de Ley de Biodiversidad, a partir de la vigencia de esta Ley, la que deberá reflejar entre otros aspectos, lo referente a:

1) Las Áreas Naturales Protegidas.
2) Recursos Genéticos.
3) Especies animales y vegetales.
4) Conservación in situ y ex situ.
5) Uso y aprovechamiento sostenible de los recursos de Biodiversidad.

Art. 81 A efectos de resguardar la diversidad biológica, el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, deberá:

1) Coordinar con las instituciones respectivas, con la finalidad de proteger y evitar la extinción o agotamiento de los recursos naturales, e implementar vedas temporales o indefinidas relacionadas con los recursos forestales, pesqueros y acuícola y de cualquier otra naturaleza que sean necesarios proteger.

2) Fijar cuotas de exportación, de especies de fauna, caza, y captura.

3) Retener embarques de productos de la vida silvestre, tanto los originados en Nicaragua como en tránsito, en cualquier fase de su envío o traslado, cuando presuma que se trata de comercio ilegal o se infrinjan las disposiciones de esta Ley y sus Reglamentos, quedando exento de cualquier tipo de responsabilidad.

Capítulo III
De las Aguas

Sección I
Normas Comunes

Art. 82 El agua, en cualesquiera de sus estados, es de dominio público. El Estado se reserva además la propiedad de las playas marítimas, fluviales y lacustres; el álveo de las corrientes y el lecho de los depósitos naturales de agua; los terrenos salitrosos, el terreno firme comprendido hasta treinta metros después de la línea de marcas máximas o a la del cauce permanente de ríos y lagos y los estratos o depósitos de las aguas subterráneas.

El Estado garantizará la protección del ambiente y los recursos naturales que se encuentren a lo largo de todos los litorales marítimos, costas y riberas de lagos, lagunas y ríos del país, evitando que se provoquen mayores deterioros, la desconfiguración geográfica y paisajística, la extracción de materiales, quemas, vertidos y otras actividades que causen severos daños a los ecosistemas.

Art. 83 Es obligación del Estado y de todas las personas naturales o jurídicas que ejerzan actividad en el territorio nacional y sus aguas jurisdiccionales, la protección y conservación de los ecosistemas acuáticos, garantizando su sostenibilidad.

Art. 84 El uso, manejo y aprovechamiento de los ecosistemas acuáticos, costeros y los recursos hidrobiológicos contenidos en ellos, deberá realizarse con base sostenible y de acuerdo a planes de manejo que garanticen la conservación de los mismos.

Art. 85 En el uso del agua gozarán de prioridad las necesidades de consumo humano y los servicios públicos.

Los Centros de Salud y Puestos de Salud, donde los hubiere y las Autoridades Municipales y Comunales, deberán incluir en sus programas relacionados con higiene ambiental, un Capítulo que establezca y desarrolle el tema de la educación sobre el manejo, obtención, reserva y uso del agua de consumo humano. Su utilización no ampara ninguna forma de abuso del recurso.

Art. 86 Toda persona tiene derecho a utilizar las aguas para

satisfacer sus necesidades básicas, siempre que con ello no cause perjuicio a terceros ni implique derivaciones o contenciones, ni empleo de máquinas o realización de actividades que deterioren de alguna forma el cauce y sus márgenes, lo alteren, contaminen o imposibilite su aprovechamiento por terceros.

Art. 87 Salvo las excepciones consignadas en la presente Ley, el uso del agua requerirá de autorización previa, especialmente para los siguientes casos:

1) Establecer servicios de transportación, turismo, recreación o deporte en lagos, lagunas, ríos y demás depósitos o cursos de agua.

2) Explotación comercial de la fauna y otras formas de vida contenidas en los mismos.

3) Aprovechamiento de la biodiversidad existente en los recursos acuáticos.

4) Ocupación de playas o riberas de ríos.

5) Verter aguas residuales o de sistemas de drenajes de aguas pluviales.

6) Inyectar aguas residuales provenientes de actividad geotérmica.

7) Cualquier otra ocupación que derive lucro para quienes la efectúen.

Art. 88 Para autorizar el uso del agua, las instituciones con mandato deberán tomar en cuenta las siguientes disposiciones:

1) Considerar la interrelación equilibrada con los demás recursos y el funcionamiento del ciclo hidrológico, con especial protección de los suelos, áreas boscosas, formaciones geológicas y de las áreas de recarga de los acuíferos.

2) Promover el manejo integrado de las cuencas hidrográficas.

3) Proteger las especies del ecosistema del sistema acuático y costero terrestre, especialmente las endémicas, amenazadas o en peligro de extinción.

4) Evitar el uso o gestión de cualquier elemento del sistema hídrico que pueda perjudicar las condiciones físicas, químicas o bacteriológicas del agua.

Art. 89 La autoridad competente, en caso de estar en peligro el uso sostenible del recurso agua por causa de accidentes, desastres naturales, contaminación o abusos en el uso, podrá restringir, modificar o cancelar las concesiones, permisos o autorizaciones otorgadas.

Art. 90 La duración de las concesiones y autorizaciones, sus requisitos y procedimientos para su tramitación, se sujetarán en lo que fueren aplicables a las normas establecidas en la Ley.

Para el otorgamiento de derechos sobre las aguas, deberán tomarse como criterios básicos el principio de publicidad y licitación pública, prefiriéndose aquellos que proyecten la más racional utilización del agua y su entorno.

Art. 91 Constituyen obligaciones de los beneficiarios de concesión o autorización de uso de aguas:

1) Obtener aprobación previa de las obras para captar, controlar, conducir, almacenar o distribuir las aguas.

2) Contar con instrumentos que le permitan conocer y medir la cantidad de aguas derivadas o consumidas.

3) Aprovechar las aguas con eficiencia y economía, empleando sistemas óptimos de captación y utilización.

4) Reintegrar los sobrantes de aguas a sus cauces de orígenes o darles el uso previsto en la concesión o autorización.

5) Evitar desbordamientos en las vías públicas y otros predios, de las aguas contenidas o de las provenientes de lluvia.

6) Realizar con carácter provisorio las obras de defensa en caso de crecientes extraordinarias u otros hechos semejantes de fuerza mayor.

7) Acondicionar los sistemas necesarios que permitan el paso de la fauna acuática, cuando construyan obras hidráulicas.

8) Facilitar a la autoridad competente sus labores de vigilancia e inspección y suministrarle la información que ésta requiera sobre el uso de las aguas.

9) Contribuir en los términos que se establezca en la concesión o autorización, a la conservación de las estructuras hidráulicas, cobertura vegetal adecuada, caminos de vigilancias y demás obras e instalaciones comunes.

10) Establecer a lo inmediato las medidas necesarias y construir las obras que impidan la contaminación física, química o biológica que signifiquen un peligro para el ecosistema y la salud humana.

Art. 92 Las autorizaciones para el aprovechamiento de las aguas subterráneas podrán ser revisadas, modificadas o canceladas, cuando circunstancias hidrogeológicas de sobre explotación o riesgo de estarlo así lo impusiesen. Asimismo, podrá establecerse períodos de veda para la utilización del agua del subsuelo.

Art. 93 La autoridad competente, atendiendo el uso que se le da al agua, disponibilidad de la misma y características especiales de manto friático, podrá establecer patrones de volúmenes anuales de extracción máxima, cuyos controles y aplicación será competencia de los Gobiernos Regionales Autónomos y las Municipalidades.

Sección II
De las Aguas Continentales

Art. 94 Las aguas continentales superficiales, así como las subterráneas integradas en el ciclo hidrológico, constituyen un recurso unitario, subordinado al interés general, que forma parte del dominio público. Su propiedad, uso y limitaciones deben ser normados.

Art. 95 En ningún caso los particulares sin autorización expresa de autoridad competente, podrán modificar artificialmente la fase atmosférica del ciclo hidrológico.

Art. 96 El cumplimiento de las normas, recomendaciones y demás medidas que el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales dicte, serán de obligatorio cumplimiento para los propietarios, tenedores o administradores del uso del agua.

Art. 97 Las aguas térmicas, medicinales y con otras propiedades especiales serán aprovechadas por el Estado, a través de entidades propias o por medio de concesiones.

Sección III
De las Aguas Marítimas y Costeras

Art. 98 Son de dominio exclusivo del Estado, las aguas marítimas hasta doscientas millas náuticas, contadas a partir de la línea de bajamar a lo largo de la costa en el Océano Pacífico y Mar Caribe, así como los espacios marítimos incluyendo la Plataforma Continental, hasta donde ésta se extienda, y sobre las áreas adyacentes a esta última sobre la que existe o pueda existir jurisdicción nacional, de conformidad con la legislación nicaragüense y las normas del derecho internacional.

Art. 99 Es obligación del Estado la protección del ambiente marino constituido por las aguas del mar territorial y de la zona económica adyacente, el subsuelo marino, la plataforma continental, las playas y los recursos naturales que se encuentran en él y en el espacio aéreo correspondiente.

Art. 100 Cualquier actividad en el mar que tenga por finalidad aprovechar los recursos naturales, del suelo, subsuelo o de cualquier otro hábitat marino, requerirá de concesión, licencia o permiso según el caso, de acuerdo a lo que se establezca en las leyes específicas.

Art. 101 Se requerirá de un permiso especial del Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales para el aprovechamiento sostenible de manglares y otras vegetaciones en las ensenadas, caletas y franjas costeras.

El uso de los arrecifes coralinos y zonas adyacentes, se autorizará únicamente con fines de observación e investigación y de subsistencia de las comunidades étnicas.

Art. 102 Para llevar a cabo la extracción de materiales o realizar cualquier tipo de obra en las playas y plataforma insular continental, se requiere de un permiso especial del Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales.

Art. 103 El manejo de los residuos de los buques serán regulados según los requisitos establecidos en las leyes especiales, reglamentos y convenios internacionales.

Art. 104 A efectos de evitar contaminación por derrame de hidrocarburos, se prohíbe el vertimiento en las aguas continentales, marítimas o costeras de:

1) Aguas de sentina, de lastre o de lavado de tanques.

2) Residuales producidos por la prospección o explotación de pozos petroleros.

3) Residuales industriales cuyo contenido en hidrocarburos y otras sustancias nocivas y peligrosas, ponga en peligro el medio acuático.

Capítulo IV
De los suelos

Sección I
Normas Comunes

Art. 105 Para el uso y manejo de los suelos y de los ecosistemas terrestres deberá tomarse en cuenta:

1) La compatibilidad con la vocación natural de los mismos, cuidando de mantener las características físicas/químicas y su capacidad productiva. Toda actividad humana deberá respetar el equilibrio de los ecosistemas.

2) Evitar prácticas que provoquen erosión, degradación o modificación de las características topográficas y geomorfológicas con efectos negativos.

Art. 106 En terrenos con pendientes iguales o superiores a 35%, los propietarios, tenedores o usuarios, deberán mantener la cobertura vegetal del suelo e introducir cultivos y tecnologías aptas para prevenir o corregir la degradación del mismo.

Art. 107 En aquellas áreas donde los suelos presenten niveles altos de degradación o amenaza de la misma, el Ministerio Agropecuario y Forestal en coordinación con el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales y con los Concejos Municipales y las Regiones Autónomas respectivas, podrán declarar áreas de conservación de suelos dentro de límites definidos, estableciendo normas de manejo que tiendan a detener su deterioro y aseguren su recuperación y protección.

Sección II
Normas para la Protección de los Suelos Forestales

Art. 108 Las tierras definidas como forestales o de vocación forestal deberán explotarse con base sostenible y no podrán ser sometidas a cambios de uso.

Art. 109 El manejo de las tierras forestales se regirá por la siguiente clasificación:

1) Área de producción forestal: En la que el uso debe ser dedicado al desarrollo sostenible de los recursos forestales.

2) Área de conservación forestal: Aquella que debe ser conservada permanentemente con cobertura forestal para protección y conservación de biodiversidad, suelos y aguas.

Art. 110 Para el uso y aprovechamiento de las áreas de producción forestal de productos maderables y no maderables, éstas deberán ser sometidas a manejo forestal con base sostenible, con la aplicación de métodos y tecnologías apropiadas que garanticen un rendimiento óptimo.

Se establece una zona de restricción de quince (15) kilómetros desde los límites fronterizos hacia el interior del país, donde se prohíbe el aprovechamiento forestal para todas las especies. Esta zona estará bajo la vigilancia y el control del Ejército de Nicaragua quién deberá actuar en coordinación con el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, el Instituto Nacional Forestal y demás instituciones competentes.

Art. 111 Para el uso, administración y manejo de las tierras forestales, se deben tomar en cuenta los siguientes principios:

1) La sostenibilidad del ecosistema forestal.
2) La interdependencia que existe entre el bosque y los suelos.
3) La función que desempeñan los bosques en el ciclo hidrológico.
4) La protección de los suelos, fuentes y corrientes de agua, de tal manera que mantengan su calidad y los caudales básicos.

5) La importancia del bosque como hábitat de la fauna y flora silvestre, protector de la biodiversidad.
6) Los beneficios económicos, sociales y culturales consistentes con el desarrollo sostenible.

Capítulo V
De los Recursos Naturales No Renovables

Art. 112 Son recursos no renovables aquellos que no pueden ser objeto de reposición en su estado natural, como son los minerales, hidrocarburos y demás substancias del suelo y subsuelo, cuya explotación tiene por finalidad la extracción y utilización de los mismos.

Art. 113 Los recursos naturales no renovables, por ser del dominio del Estado, éste podrá ceder su exploración y explotación mediante régimen de concesiones en la forma y condiciones que se establezcan en las leyes específicas y sus reglamentos.

Art. 114 Para la exploración y aprovechamiento de los recursos naturales no renovables, además de respetar las medidas restrictivas de protección de los recursos minerales o del subsuelo en general, la autoridad competente deberá obligatoriamente:

1) Asegurar el aprovechamiento racional de las materias primas y la explotación racional de los yacimientos.
2) Exigir el tratamiento y disposición segura de materiales de desecho.
3) Promover el uso eficiente de energía.
4) Impedir la alteración, directa o indirecta, de los elementos de los ecosistemas, especialmente los depósitos de desmontes, relaces y escorias de las minas.
5) Asegurar la protección de las áreas protegidas y de los ecosistemas frágiles y la restauración de los ambientes que se vean degradados por las actividades de aprovechamiento de los recursos no renovables.

Art. 115 Se prohíbe a los concesionarios de exploraciones y explotaciones mineras e hidrocarburos, el vertimiento en suelos, ríos, lagos, lagunas y cualquier otro curso o fuente de agua, de desechos tóxicos o no tóxicos sin su debido tratamiento, que perjudique a la salud humana y al ambiente.

Art. 116 No serán sujetos de exploración y explotación los recursos naturales renovables y no renovables que se encuentren en áreas protegidas.

Se exceptúan de esta disposición los recursos geotérmicos, hídricos y eólicos por considerarlos de interés nacional para la generación de energía eléctrica, los que podrán ser aprovechados de manera sostenible mediante la aplicación de tecnologías modernas y limpias que aseguren los mínimos impactos negativos al ambiente en general, de conformidad a lo establecido en la legislación nacional y a los procedimientos que se establezcan en el Reglamento de esta Ley.

Las labores de exploración y explotación para los recursos renovables exceptuados en el párrafo anterior, requerirán de la existencia previa de un Plan de Manejo del Área Protegida aprobado por MARENA, de no existir éste, los concesionarios son responsables de la elaboración del Plan de Manejo del área correspondiente a su concesión de conformidad a lo establecido por el MARENA.

El concesionario a partir del primer año de explotación de los recursos señalados en el párrafo primero, deberán enterar una compensación mínima por su uso del 0.5% anual del ingreso bruto por energía producida, que deberán ser enterados a la Tesorería General de la República con destino específico al Fondo Nacional del Ambiente para labores de seguimiento, monitoreo y control de parte de la autoridad ambiental del país, sin perjuicio de las demás obligaciones tributarias establecidas en la legislación vigente.

El concesionario finalizada la exploración y explotación debe restaurar las afectaciones que se hubiesen causado al entorno natural, en caso contrario, el MARENA procederá a hacer efectiva la fianza ambiental otorgada para tal efecto, sin perjuicio de las responsabilidades civiles y penales correspondientes.

Art. 117 Los yacimientos minerales y demás recursos geológicos se clasifican para los efectos de esta Ley en los siguientes grupos:

1) Los minerales cuyo principal contenido comercial o industrial sean elementos metálicos.
2) Los minerales cuyo principal contenido comercial o industrial sean elementos no metálicos.
3) Las sustancias minerales y rocas de empleo directo en obras de infraestructura y construcción que no requieran más operaciones que las de arranque, fragmentación y clasificación.

Art. 118 La extracción de los minerales metálicos y no metálicos, la extracción de piedra y arena, la extracción e industrialización de sal y cal o la fabricación de cemento, se sujetarán a las normas técnicas que establezca la Ley específica y su reglamento, a efecto de evitar el impacto negativo que dichas actividades puedan producir en el ambiente y la salud humana.

Título IV
De la calidad ambiental

Capítulo I
Normas Comunes

Art. 119 Todos los habitantes tienen derecho a disfrutar de un ambiente sano, de los paisajes naturales y el deber de contribuir a su preservación. El Estado tiene el deber de garantizar la prevención de los factores ambientales adversos que afecten la salud y la calidad de vida de la población, estableciendo las medidas o normas correspondientes.

Art. 120 Para la promoción y preservación de la calidad ambiental de los asentamientos humanos será obligatorio asegurar una equilibrada relación con los elementos naturales que sirven de soporte y entorno, delimitando las áreas industriales, de servicios, residenciales, de transición urbano-rural, de espacios verdes y de contacto con la naturaleza, así como la prevención y adopción de criterios de buena calidad ambiental en las construcciones de edificios.

Art. 121 El Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales en coordinación con las instituciones del Estado, Gobiernos Autónomos y Alcaldías:

1) Orientará el monitoreo y el control de las fuentes fijas y móviles de contaminación, los contaminantes y la calidad de los ecosistemas.

2) Emitirá estándares y normas de calidad de los ecosistemas, los cuales servirán como pautas para la normación y la gestión ambiental.

3) Emitirá normas de tecnologías, procesos, tratamiento y estándares de emisión, vertidos, así como de desechos y ruidos.

4) Emitirá normas sobre la ubicación de actividades contaminantes o riesgosas y sobre las zonas de influencia de las mismas.

Art. 122 Serán objeto de normación y control por las autoridades competentes, todos los procesos, maquinaria y equipos, insumos, produc3tos y desechos, cuya importación, exportación uso o manejo pueda deteriorar el ambiente o los recursos naturales o afectar la salud humana.

Art. 123 Se prohíbe el vertimiento directo de sustancias o desechos contaminantes en suelos, ríos, lagos, lagunas y cualquier otro curso de agua.

El Ministerio de Salud en coordinación con el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, dictará las normas para la disposición, desecho o eliminación de las sustancias, materiales y productos o sus recipientes, que por su naturaleza tóxica puedan contaminar el suelo, el subsuelo, los acuíferos o las aguas superficiales.

Art. 124 Las personas naturales o jurídicas responsables de una actividad que por acciones propias o fortuitas han provocado una degradación ambiental, tomarán de inmediato las medidas necesarias para controlar su efecto y notificará a los Ministerios del Ambiente y de los Recursos Naturales y de Salud.

Art. 125 Es obligación de toda persona natural o jurídica proporcionar a la autoridad ambiental las informaciones solicitadas y facilitar las inspecciones, de acuerdo a procedimientos establecidos, en las propiedades, instalaciones o locales donde se originen las actividades contaminantes.

Art. 126 En caso de incumplimiento de las resoluciones emitidas en materia ambiental, la autoridad competente limitará o suspenderá en forma temporal o permanente dicha actividad.

Art. 127 En los planes de desarrollo urbano se tomarán en consideración por parte de la autoridad competente, las condiciones topográficas, geomorfológicas, climatológicas y meteorológicas a fin de disminuir el riesgo de contaminación que pudiera producirse.

Art. 128 No podrán introducirse en el territorio nacional, aquellos sistemas, procedimientos, materiales y productos contaminantes cuyo uso está prohibido en el país de origen.

Art. 129 La importación de equipos, procesos o sistemas y materiales que utilicen energía atómica, cobalto u otro material radiactivo, será reglamentada por la autoridad competente.

Art. 130 Las actividades industriales, comerciales o de servicio consideradas riesgosas por la gravedad de los efectos que puedan generar en los ecosistemas o para la salud humana, serán normadas y controladas por el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales y el Ministerio de Salud. La regulación incluirá normas sobre la ubicación, la construcción, el funcionamiento y los planes de rescate para disminuir el riesgo y el impacto de un posible accidente.

Capítulo II
De la Contaminación de la Atmósfera, Agua y Suelo

Art. 131 Las actividades que afecten a la salud por su olor, ruido o falta de higiene serán normados y regulados por el Ministerio de Salud.

Art. 132 El Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, en coordinación con el Ministerio de Transporte e Infraestructura y la Policía Nacional, reglamentará el control de emisiones de gases contaminantes provocados por vehículos automotores.

Art. 133 Se prohíbe fumar en lugares públicos cerrados, entre éstos: cines, teatros, medios de transporte, restaurantes, oficinas públicas y hospitales. Asimismo, la quema de tóxicos en las vías públicas, entre éstos, las llantas y otros tóxicos que dañen las vías respiratorias de las personas.

Art. 134 La fumigación aérea con agroquímicos, será regulada por la autoridad competente, estableciendo distancias y concentraciones de aplicación, considerando además la existencia de poblados, caseríos, centros turísticos y fuentes de agua.

Art. 135 El Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales como autoridad competente determinará, en consulta con los sectores involucrados, el destino de las aguas residuales, las características de los cuerpos receptores y el tratamiento previo, así como las concentraciones y cantidades permisibles.

Art. 136 Será prohibido ubicar en zonas de abastecimiento de agua potable, instalaciones cuyos residuales aun tratados provoquen contaminación de orden físico, químico, orgánico, térmico, radioactivo o de cualquier otra naturaleza o presenten riesgos potenciales de contaminación.

Art. 137 Las aguas servidas podrán ser utilizadas solamente después de haber sido sometidas a procesos de depuración y previa autorización del Ministerio de Salud.

Art. 138 Se prohíbe cualquier actividad que produzca en la tierra salinización, alterización, desertización o aridificación.

Capítulo III
Desechos Sólidos No Peligrosos

Art. 139 Las alcaldías operarán sistemas de recolección, tratamiento y disposición final de los desechos sólidos no peligrosos del municipio, observando las normas oficiales emitidas por el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales y el Ministerio de Salud, para la protección del ambiente y la salud.

Art. 140 El Estado fomentará y estimulará el reciclaje de desechos domésticos y comerciales para su industrialización, mediante los procedimientos técnicos y sanitarios que aprueben las autoridades competentes.

Capítulo IV
Residuos Peligrosos

Art. 141 Toda persona que maneje residuos peligrosos está obligada a tener conocimiento de las propiedades físicas, químicas y biológicas de estas sustancias.

Art. 142 Se prohíbe importar residuos tóxicos de acuerdo a la clasificación de la autoridad competente, así como la utilización del territorio nacional como tránsito de los mismos.

Art. 143 El Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, podrá autorizar la exportación de residuos tóxicos cuando no existiese procedimiento adecuado en Nicaragua para la desactivación o eliminación de los mismos, para ello se requerirá de previo el consentimiento expreso del país receptor para eliminarlos en su territorio.

Título V
De las competencias, acciones y sanciones en materia administrativa y judicial

Capítulo I
De las Competencias y Acciones

Art. 144 Toda infracción a la presente Ley y sus reglamentos, será sancionada administrativamente por la autoridad competente, de conformidad al procedimiento aquí establecido, sin perjuicio de lo dispuesto en el Código Penal y las leyes específicas, así como de otras acciones penales y civiles que puedan derivarse de las mismas.

Art. 145 En caso de delitos, la Procuraduría para la Defensa del Ambiente y de los Recursos Naturales, creada en el artículo 9 de esta Ley, será parte en los procesos ante los tribunales correspondientes, a fin de garantizar la aplicación de las leyes.

Art. 146 Las resoluciones administrativas para la aplicación de la presente ley y sus reglamentos, cuando afecten los intereses patrimoniales o personales, de las personas físicas o jurídicas, serán apelables de acuerdo al procedimiento administrativo.

Art. 147 Para los efectos del proceso administrativo, señalado en el artículo 144 de esta Ley, toda persona natural o jurídica podrá interponer denuncia ante la autoridad competente por infracciones a la presente ley, la cual deberá ser por escrito y contener al menos lo siguiente:

1) Generales de ley del o los denunciantes.
2) Nombre, razón social y ubicación de la persona natural o jurídica denunciada.
3) Relación de hechos.
4) Lugar para oír notificaciones.
5) Firmas.

Art. 148 Admitida la denuncia, la autoridad competente notificará al denunciado en el término de veinticuatro horas hábiles, para su conocimiento.

Una vez hecha la notificación y en un plazo de tres días hábiles, la autoridad competente mandará a oír al denunciado o a su representante legal, asimismo, podrá inspeccionar el lugar de los hechos levantando el acta correspondiente.

Si la autoridad competente lo considera o si una de las partes lo solicita, se abre a prueba por ocho días, con todo cargo.

Cumplido el término probatorio, la autoridad competente en los siguientes tres días dictará resolución motivada y debidamente fundamentada.

En los otros tipos de procedimiento civil y penal se regirán según dichas leyes.

A los jueces civiles o penales se les pondrá en conocimiento de la apertura del proceso administrativo por parte de la autoridad competente. Mientras no finalice el proceso iniciado, los judiciales no podrán adoptar ni aplicar medidas precautelares de secuestro o embargo preventivo sobre los bienes y demás instrumentos retenidos, so pena de cometer prevaricato.

La autoridad competente deberá iniciar de oficio el proceso administrativo una vez que, previa verificación, tenga conocimiento de la infracción por cualquier medio de comunicación o por inspección técnica que esta realice, sin perjuicio de la participación de la Procuraduría para la Defensa del Ambiente y de los Recursos Naturales de conformidad a lo establecido en el artículo 10 de esta Ley.

Art. 149 Contra las Resoluciones Administrativas que señala el artículo anterior, se establecen los Recursos de Reposición y Revisión, según el caso.

El Recurso de Reposición, se interpondrá por escrito en el término de tres días más el de la distancia, ante el funcionario de quien emana la Resolución, quien lo admitirá y resolverá sin más trámite en el término de ocho días.

El Recurso de Revisión, se interpondrá por escrito en el término de tres días, más el de la distancia, ante el funcionario de quien emanó la resolución, quien lo admitirá sin más trámite, dando noticia a las partes y remitiendo todo lo actuado en el término de veinticuatro horas ante el Superior respectivo, éste deberá resolver en un plazo de ocho días, agotándose la vía administrativa.

En los casos de los Recursos de Reposición y Revisión, cuando las autoridades competentes no resuelvan en los términos previstos, la falta de resolución se entenderá como un caso de silencio que produce efectos positivos.

Art. 150 La autoridad competente subastará públicamente los bienes, productos y subproductos que resulten decomisados después de un proceso administrativo firme.

El procedimiento de la subasta será establecido por Resolución Ministerial del Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, y los fondos obtenidos como producto de las subastas, serán enterados con destino específico al Fondo Nacional del Ambiente.

Art. 151 El ejercicio de la acción ambiental se regirá por las leyes de procedimiento respectivas, y los actores serán tenidos como parte legítima con todos los derechos y garantías procesales que les corresponden.

Capítulo II
De la Responsabilidad Civil

Art. 152 Toda persona que por acción u omisión deteriore el ambiente, está obligada a reparar los daños y perjuicios que ocasionen a los recursos ambientales, al equilibrio del ecosistema, a la salud y calidad de vida de la población.

Art. 153 El funcionario que por acción u omisión autorice la realización de acciones, actividades o instalaciones, que causen daños y perjuicios a los recursos ambientales, al equilibrio del ecosistema, a la salud y calidad de vida de la población será solidariamente responsable con quien las haya ejecutado.

Art. 154 Cuando en la comisión del hecho participen dos o más

personas, éstas serán responsables solidariamente de la totalidad de los daños y perjuicios económicos causados. En el caso de personas jurídicas, la responsabilidad prevista en este artículo se establecerá previa investigación para determinar las personas que participaron en estos daños.

En el caso de personas jurídicas creadas ad hoc y que causen estos daños, la autoridad competente investigará los niveles de responsabilidad de terceros en esta simulación de contrato.

Art. 155 La eximente de responsabilidad por daños y perjuicios causados, sólo tendrá lugar cuando se establezca que éstos se produjeron no obstante haberse adoptado todas las medidas destinadas a evitarlo.

Art. 156 La reparación del daño consiste en el restablecimiento de la situación anterior al hecho, en los casos que sea posible, en la compensación económica del daño y los perjuicios ocasionados al ambiente, a las comunidades o a los particulares.

Art. 157 Para asegurar los resultados del proceso, la parte actora podrá solicitar, en cualquier estado de la causa las medidas cautelares que se consideren procedentes. El Juez podrá de oficio disponer todas las medidas legales que estime necesarias para dentro del proceso garantizar la tutela efectiva del interés general en la producción del ambiente.

Art. 158 En caso de urgencia, se puede solicitar en cualquier estado de la causa, y el Juez deberá disponerlas, las medidas que sean estrictamente necesarias para detener o evitar un daño irreversible al medio ambiente que se esté produciendo o sea inminente a la calidad de vida de la población y a la salud humana.

Capítulo III
De las Sanciones Aplicables

Art. 159 Se establecen como sanciones administrativas las siguientes: retención o intervención, clausura, cancelación, suspensión y multas.

Art. 160 Las infracciones a la presente Ley y sus Reglamentos, serán sancionadas administrativamente en forma gradual con las sanciones siguientes:

1) Advertencia por notificación de autoridad competente, valorada bajo un criterio de evaluación de la magnitud del impacto ambiental, estableciendo las medidas y el tiempo para la corrección de los factores que deterioren el ambiente.

2) Multa cuya cuantía será establecida teniendo en cuenta la gravedad de las consecuencias y la reincidencia, en un rango de un mil córdobas a cien millones de córdobas, dependiendo de la capacidad económica y el daño causado.

3) Suspensión parcial, temporal o cancelación de los permisos, autorizaciones, licencias, concesiones y cualquier otro derecho para la realización de la actividad.

4) Clausura o cierre definitivo de instalaciones.

5) De acuerdo a la gravedad de la infracción se podrán imponer conjuntamente las sanciones establecidas en los numerales 2 y 3.

La aplicación gradual de las sanciones es sin perjuicio de las responsabilidades civiles para resarcir al Estado por los daños y perjuicios ocasionados, así como de las penales cuando sean pertinentes. En el caso de delitos contra el medio ambiente y los recursos naturales se estará sujeto a lo dispuesto en la ley de la materia.

De manera accesoria el Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, está facultado para imponer a todo infractor de la presente Ley y sus Reglamentos, medidas de restauración del ambiente y los recursos naturales para mitigar, remediar o compensar los daños ocasionados mediante la elaboración por parte del infractor de un Programa de Gestión Ambiental cuyo contenido y alcance será definido y aprobado oficialmente por MARENA.

De igual forma podrá ordenar o ejecutar a costas del infractor, la destrucción de obras e infraestructuras horizontales y verticales y la restauración del ecosistema afectado a partir de una evaluación de daños ocasionados por el levantamiento de dichas obras e infraestructuras.

Lo recaudado como producto de todas las multas y decomisos por juicios civiles, penales o administrativos de carácter ambiental, será enterado a la Tesorería General de la República quien deberá destinarlo al Fondo Nacional del Ambiente creado por la presente Ley, que será administrado conforme lo establece su Reglamento, Decreto Nº. 91-2001, del 24 de septiembre de 2001.

Art. 161 Cuando la gravedad de la infracción lo amerite, la autoridad competente suspenderá, revocará o cancelará la concesión, permiso, licencia y en general de toda autorización otorgada para la realización de actividades comerciales, industriales o de servicios o para el aprovechamiento de recursos naturales que haya dado lugar a la infracción.

Art. 162 Toda multa o sanción deberá hacerse efectiva en los plazos que se establezcan para cada caso. De los ingresos provenientes de las multas, el veinticinco por ciento ingresará a la Alcaldía del municipio donde ocurrió el daño y el setenta y cinco por ciento restante al Fondo Nacional del Ambiente, con destino a programas para la conservación del ambiente y la calidad de vida de los habitantes del país.

Título VI
Disposiciones transitorias y finales

Capítulo Único

Art. 163 Por su importancia estratégica y para efectos de la conservación de la biodiversidad en Nicaragua, se incorporan al Sistema Nacional de Áreas Protegidas, el Refugio de Vida Silvestre La Flor, en el Municipio de San Juan del Sur, la Reserva Natural de Miraflores en el Municipio de Estelí, la Reserva de Recursos Genéticos Apacunca en el Municipio de Somotillo.

Art. 164 Donde se lea Ministerio de Finanzas; Ministerio de Economía y Desarrollo; Ministerio de Agricultura y Ganadería y Ministerio de Construcción y Transporte, se deberá entender como: Ministerio de Hacienda y Crédito Público, Ministerio de Fomento, Industria y Comercio, Ministerio Agropecuario y Forestal y Ministerio de Transporte e Infraestructura.

Art. 165 El Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales, en un plazo de un año, actualizará y precisará los límites y categorías del Sistema Nacional de Áreas Protegidas y, propondrá los ajustes correspondientes en concordancia con la presente Ley.

El Ministerio del Ambiente y de los Recursos Naturales establecerá los límites y categorías de manejo de cada una de estas reservas.

Art. 166 El Poder Ejecutivo a propuesta de MARENA y con la participación de la Procuraduría General de la República y la Superintendencia de Bancos y de Otras Instituciones Financieras deberá elaborar y publicar en un plazo no mayor de doce meses, a partir de la vigencia de esta Ley, el Reglamento que defina los procedimientos y alcances para la aplicación de la Fianza Ambiental establecida en el artículo 33.

Art. 167 El MARENA revisará en un plazo de doce meses a partir de la entrada en vigencia de esta Ley, la situación legal de las concesiones de camaronicultura otorgadas en Áreas Protegidas, con el objetivo de conocer y definir mediante planes específicos el manejo sostenible de las mismas y la remediación de los daños causados.

Art. 168 Todas las normas y leyes vigentes sobre la materia que no se opongan a la presente Ley serán de aplicación supletoria.

Art. 169 La presente Ley entrará en vigencia desde la fecha de su publicación en cualquier medio de comunicación, sin perjuicio de su posterior publicación en La Gaceta, Diario Oficial.

Dada en la ciudad de Managua, en la Sala de Sesiones de la Asamblea Nacional, a los veintisiete días del mes de marzo de mil novecientos noventa y seis. Cairo Manuel López, Presidente de la Asamblea Nacional. Jaime Bonilla, Secretario de la Asamblea Nacional.

Por Tanto: Téngase como Ley de la República. Publíquese y Ejecútese. Managua, dos de mayo de mil novecientos noventa y seis. Violeta Barrios de Chamorro, Presidente de la República de Nicaragua."

Este texto contiene las modificaciones aprobadas por la Asamblea Nacional el veinticuatro de enero del dos mil siete por la Ley No. 612, Ley de reforma y adiciones a la Ley Nº. 290, Ley de organización, competencia y procedimientos del Poder Ejecutivo, publicada en La Gaceta, Diario Oficial Nº. 20 del veintinueve de enero del dos mil siete, que redistribuyó las funciones del Ministerio de Fomento, Industria y Comercio señaladas originalmente en el artículo 60 de la Ley Nº. 217; y las aprobadas el trece de febrero de dos mil ocho en lo referente a las reformas y adiciones a los artículos 4, 5, 7, 9, 11, 17, 18, 21, 22, 24, 25, 26, 27, 31, 32, 33, 44, 45, 48, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 71, 72, 100, 106, 135, 138, 139, 149, 152, 153, dos nuevos artículos en las Disposiciones Transitorias y una nueva numeración de artículos conforme la Ley Nº. 647, Ley de reformas y adiciones a la Ley Nº. 217, Ley General del Medio Ambiente y los Recursos Naturales, publicada en La Gaceta, Diario Oficial Nº. 62 del tres de abril de dos mil ocho, que también ordenó la publicación del texto íntegro de la Ley Nº 217, Ley General del Medio Ambiente y los Recursos Naturales con sus reformas incorporadas.

Dada en la ciudad de Managua, en la Sala de Sesiones de la Asamblea Nacional de la República de Nicaragua, a los diecisiete días del mes de enero del año dos mil catorce. **Ing. René Núñez Téllez**, Presidente de la Asamblea Nacional. **Lic. Alba Palacios Benavidez**, Secretaria de la Asamblea Nacional.

MINISTERIO DE GOBERNACIÓN

NACIONALIZADOS

Reg. 1133 – M. 38307 – Valor C$ 290.00

CERTIFICACION DE NACIONALIZACION

La suscrita Directora General de Migración y Extranjería del Ministerio de Gobernación de la República de Nicaragua, **Cmdte. Bgda. María Antonieta Novoa Salinas.** CERTIFICA: Que en los Folios: No. 373-374 del Libro de Nacionalizados Nicaragüenses No. 4, correspondiente al Año: 1998, que para tal efecto lleva la Dirección General de Migración y Extranjería, se encuentra inscrita la Resolución No. 1638, donde se acuerda otorgar la Nacionalidad Nicaragüense en calidad de Nacionalizada, a la señora **Guillermina Aparicio Aparicio**, originaria de la República de costa rica y que en sus partes conducentes establece: y La Dirección General de Migración y Extranjería del Ministerio de Gobernación de la República de Nicaragua, de conformidad a lo establecido en la Constitución Política de la República y la Ley No. 149, denominada "Ley de Nacionalidad" publicada en La Gacet Diario Oficial No. 124, del día treinta de Junio de mil novecientos noventa y dos, y en uso de sus facultades: C O N S I D E R A N D O: **PRIMERO:** Que la señora **Guillermina Aparicio Aparicio**, quien es mayor de edad, casada, ama de casa, del domicilio y residencia en la ciudad de Managua, República de Nicaragua, nacida el día veintiocho de noviembre de mil novecientos cuarenta y uno en la República de Costa Rica, y quien ha presentado ante las autoridades de la Dirección General de Migración y Extranjería, la correspondiente solicitud de Nacionalidad Nicaragüense.- **SEGUNDO:** Que la señora **Guillermina Aparicio Aparicio**, ha cumplido con todos los requisitos y formalidades establecidas en la Ley para adquirir la Nacionalidad Nicaragüense, tomando en cuenta su permanencia ininterrumpida en el territorio nacional y haber demostrado el vínculo que le une con los nacionales.- **TERCERO:** Que en forma expresa ha manifestado su voluntad de optar a la nacionalidad nicaragüense, conservando su nacionalidad costarricense de origen, tal y como lo establece la Ley de Nacionalidad vigente.- A C U E R D A: **Primero:** Conceder la Nacionalidad Nicaragüense en calidad de Nacionalizada a la señora **Guillermina Aparicio Aparicio**, de origen costarricense.- **Segundo:** De acuerdo a lo anteriormente establecido la señora **Guillermina Aparicio Aparicio**, gozará de todos los Derechos y Prerrogativas que la Ley le concede y estará sometida a las obligaciones correspondientes a l nacionales nicaragüenses, de conformidad a lo que establece el Arto. 11 de la Ley de nacionalidad.- **Tercero:** Regístrese en el Libro de Nacionalizados que para tal efecto lleva la Dirección General de Migración y Extranjeria, y líbrese la Certificación correspondiente.- **Cuarto:** El presente acuerdo surtirá efecto a partir de su publicación en la Gaceta, Diario Oficial.- Notifíquese: Managua, treinta y uno de marzo de mil novecientos noventa y ocho.- (f) Carlos J. García Solórzano Director General de Migracion y Extranjeria, Ministerio de Gobernación.- Dr. José Antonio Alvarado, Ministro de Gobernación de la República de Nicaragua, visto el acuerdo que antecede y habiéndose cumplido con todos los requisitos legales establecidos, Refrenda la presente Resolución.- (f) Dr. José Antonio Alvarado, Ministro de Gobernación.- Libro la presente Certificación, en la ciudad de Managua, a los nueve días del mes de Enero del año dos mil catorce. **Cmdte. Bgda. Maria Antonieta Novoa Salinas**, Directora General de Migracion y Extranjeria Ministerio de Gobernación.

Reg. 0556 – M. 44151 – Valor C$ 290.00

C E R T I F I C A C I O N

Gobierno de Nicaragua
Ministerio del Ambiente y
los Recursos Naturales
MARENA

RESOLUCIÓN MINISTERIAL No. 020 – 2006

El Ministro del Ambiente y los Recursos Naturales:

CONSIDERANDO

I

Que Nicaragua como Estado Parte de la Convención sobre el Comercio Internacional de Especies Amenazadas de Fauna y Flora Silvestres (CITES), regula el comercio internacional de especies de vida silvestre, con el objetivo de que dicho comercio no sea perjudicial para su sobrevivencia.

II

Que el MARENA tiene por función formular, proponer y dirigir la normación y regulación del uso sostenible de los recursos naturales, el monitoreo, control de calidad y uso adecuado de los mismos.

III

Que para todos los efectos, independientemente que el fin del comercio sea de carácter internacional o nacional, es necesario fortalecer los mecanismos e instrumentos de control para el otorgamiento de licencia de manejo de fauna silvestre en cautiverio.

Por tanto, en uso de las facultades.

RESUELVE

Establecer la Guía para la elaboración de documento de Proyecto para el Manejo de Fauna Silvestre en Cautiverio

Arto.1 La presente Resolución tiene por objeto establecer la Guía para la elaboración de documento de Proyecto para el manejo de fauna silvestre en cautiverio como requisito fundamental para la obtención de la licencia de manejo de fauna silvestre categoría a) crianza en cautiverio.

Arto.2 Para la autorización de proyectos de cría en cautiverio con fines comerciales, ya sean personas naturales o jurídicas deberán presentar un documento de proyecto para las especies que se tiene planificado manejar, cumpliendo con los requisitos técnicos, administrativos y legales establecidos por el MARENA.

Arto.3 La presente guía para la elaboración de documentos de proyectos se deberá utilizar tanto para proyectos de cría en cautiverio de fauna silvestre para comercio interno como para comercio internacional.

Arto.4 El documento de proyecto debe contener la siguiente información:

1. Información de carácter administrativo.

1.1 Portada con Datos del Titular del Zoocriadero.
1.2 Introducción
1.3 Objetivos
1.4 Régimen de propiedad y distribución de superficies.
1.5 Régimen Jurídico de la sociedad (se exceptúa de este inciso a las personas naturales).

2. Características Naturales y Socioeconómicas

2.1. Climatología (características de la zona de vida del área del proyecto)
2.2. Orografía e hidrografía (patrón de drenaje)
2.3. Usos del suelo (tipo, características, permeabilidad, pendiente, etc.)

3. Especie que será objeto de cría en zoocriadero

3.1. Datos biológicos de la especie (taxonómicos, distribución, hábitat, hábitos alimenticios, ciclo de reproducción)
3.2. Numero de especimenes que compondrán la población de padrotes necesarios para el establecimiento de zoocriaderos y justificación de sus cantidades.

3.3. Proyección de producción de crías a corto, mediano y largo plazo teniendo en cuenta los objetivos del zoocriadero. (Especificar en un cuadro)
3.4 Porcentaje de mortalidad, pie de cría (opcional), retorno a la naturaleza y comercio. (Especificar en un cuadro)

4. Información Técnica para el Establecimiento del Zoocriadero

4.1 Planos y diseños de las instalaciones y equipos para el mantenimiento de los padrotes y crías.
4.2 Cronograma de actividades para las construcciones necesarias
4.3 Sistema de seguridad para evitar la fuga de los individuos que manejara el zoocriadero.
4.4 Sistema para el manejo de desechos líquidos y sólidos. (establecer un plan que permita la disposición permanente y final de los desechos sólidos y líquidos, orgánicos e inorgánicos).

5. Bioseguridad

5.1 Establecer un plan de higiene y seguridad de acuerdo a las especies (protección de contaminación por tóxicos, parásitos, heridas, disposición final de los cadáveres para las especies en reproducción).
5.2 Medidas de control ambiental o prevención para evitar la reproducción de vectores.
5.3 Medidas de prevención y protección de heridas y enfermedades para el personal que manipula las especies en reproducción.

6. Alimentación

6.1 Describir el sistema de reproducción de la alimentación

6.1.1 Dieta vegetal
6.1.2 Roedores
6.1.3 Insectos
6.1.4 Otros (incorporar en la dieta vitaminas y minerales complementarios)

7. Aspectos Financieros

7.1 Programación de gastos de inversión
7.2 Costo del proyecto
7.3 Programa de venta

7.4 Proyección de factibilidad económica de reproducción de la especie

8. Anexos

8.1 Planos del estabiecimiento

Arto.5 Cuando se trate de solicitud de extensión de proyectos de reproducción de una nueva especie, se deberá presentar un nuevo documento de proyecto con toda la información contemplada en esta guía.

Arto.6 Cuando se trate de una solicitud de extensión del proyecto de reproducción de una especie bajo manejo, se deberá presentar la información solicitada a partir del artículo No.4, numeral 3 de la presente guía de proyecto.

Arto.7 En referencia al porcentaje de nacimientos destinados al pie de cría, las empresas tendrán la libertad de decidir sí lo dejan de acuerdo a sus planes de expansión de proyectos de reproducción y proyecciones, debiendo siempre de reportarlos en sus informes mensuales al MARENA. El porcentaje destinado para el comercio, dependerá de la cantidad que la empresa destine para su reserva de pie de cría en caso de que desee ampliar sus proyectos de reproducción.

Arto.8 De acuerdo a lo establecido en el arto. No. 7, no se autorizará a partir de la fecha la extracción del medio natural de padrotes para extensión de proyectos. Solamente se autorizará la extracción de padrotes de la naturaleza, cuando se trate del establecimiento de una nueva empresa de zoocría o causa justificada en el caso de reposición de padrotes (ya sea por muerte o robo de especimenes) debidamente certificada por las autoridades competentes.

Arto.9 Para la presente disposición administrativa, se aplicaran las infracciones y sanciones de conformidad a la Ley 217, Ley General del Medio Ambiente y los Recursos Naturales, el decreto ejecutivo 9-96, Reglamento de la Ley General del Medio Ambiente y los Recursos Naturales, en los que fueren aplicables.

Arto.10 La presente Resolución entrará en vigencia a partir de su publicación en cualquier medio de comunicación social escrito, de circulación nacional, sin perjuicio de su posterior publicación en la Gaceta Diario Oficial.

Dado en la Ciudad de Managua, Nicaragua, a los 19 días del mes de Abril del año dos mil seis.

CRISTÓBAL (Tito) SEQUEIRA G.
Ministro

REPUBLICA DE NICARAGUA AMERICA CENTRAL

LA GACETA

DIARIO OFICIAL

Teléfono: 2283791

Tiraje: 900 Ejemplares
44 Páginas

Valor C$ 35.00
Córdobas

AÑO CIV | Managua, Miércoles 2 de Octubre de 2002 | No. 186

SUMARIO

Pág.

MINISTERIO DE FOMENTO INDUSTRIA Y COMERCIO

Normas Técnicas Obligatorias Nicaraguenses.....6321

Marcas de Fábrica, Comercio y Servicio.....6361

UNIVERSIDADES

Títulos Profesionales.....6362

SECCION JUDICIAL

Declaratoria de Herederos.....6363

Citación.....6363

Citación de Procesados.....6364

Fe de Erratas.....6364

MINISTERIO DE FOMENTO, INDUSTRIA Y COMERCIO

NORMAS TÉCNICAS OBLIGATORIAS NICARAGÜENSES

Reg. No. 8249 – M. 0407855 – Valor C$ 5,950.00

MINISTERIO DE FOMENTO INDUSTRIA Y COMERCIO
Dirección de Tecnología, Normalización y Metrología

CERTIFICACIÓN: La suscrita Secretaria Ejecutiva de la Comisión Nacional de Normalización Técnica y Calidad, CERTIFICA: Que en el Libro de Actas que lleva dicha Comisión, en las páginas 035, 036, 037, 038, 039, 040 y 041 se encuentra el Acta No. 002-02 la que en sus partes conducentes, íntegra y literalmente dice: "En la ciudad de Managua, a las nueve de la mañana del día siete de Junio de dos mil dos, reunidos en el Auditorio principal del Ministerio de Fomento Industria y Comercio, MIFIC, los miembros de la Comisión Nacional de Normalización Técnica y Calidad, que acudieron mediante notificación enviada con fecha 28 de Mayo, de 2002, la cual consta en archivo y que contiene además la Agenda de la presente reunión, hora, lugar y fecha conforme lo establece la Ley, están presente los siguientes miembros: Ing. Yira Pou, del Ministerio Agropecuario Forestal; Ing. Clemente Balmaceda, del Ministerio de Transporte e Infraestructura; Dr. Alcides González, del Ministerio de Salud; Lic. Javier Hernández Munguía, del Ministerio del Ambiente y los Recursos Naturales; Ing. Evenor Masís A., del Instituto Nicaragüense de Acueductos y Alcantarillados; Ing. Guillermo Thomas, de la Cámara de Industria de Nicaragua; Lic. Javier Delgadillo, del Instituto Nicaragüense de Telecomunicaciones y Correos; Arq. Laila María Molina de la Cámara de Comercio de Nicaragua; Ing. Luis Gutiérrez del Instituto Nicaragüense de Energía; Ing. Blanca Callejas de la Unión de Productores Agropecuarios de Nicaragua; Ing. Marlon Bendaña del Ministerio del Trabajo; Dr. Carlos González de la Universidad Nacional Autónoma de Nicaragua–León; Lic. Jamileth Loyman de Martínez, Secretaria Ejecutiva de la Comisión Nacional de Normalización Técnica y Calidad.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

Como invitados:
Dr. Julio César Bendaña, Director General de Competencia y Transparencia en los Mercados del Ministerio de Fomento, Industria y Comercio,
Lic. Gustavo Rosales Centeno, del Ministerio de Salud
Dr. Julio Otero del Ministerio de Salud
Lic. Hedí M. Cruz P., del Ministerio del Trabajo
Lic. Arcadio Choza, del Ministerio del Ambiente y los Recursos Naturales
Lic. Nora Yescas, del Ministerio del Ambiente de los Recursos Naturales
Lic. Lesbia Aguilar, del Ministerio del Ambiente de los Recursos Naturales
Lic. Edgard Herrera, del Ministerio del Ambiente de los Recursos Naturales
Lic. Germán Cruz Almanza, del Ministerio del Ambiente de los Recursos Naturales
Lic. Socorro Sotelo, del Ministerio del Ambiente de los Recursos Naturales
Lic. Luis Dinarte, del Ministerio Agropecuario y Forestal
Ing. Víctor Fonseca, del Ministerio Agropecuario y Forestal
Ing. Noemí Solano Lacayo, del Ministerio de Fomento, Industria y Comercio;

Habiendo sido constatado el Quórum de Ley siendo este el día hora y lugar señalados se procede a dar por iniciada la sesión del día de hoy, presidiendo esta sesión la Ing. Yira Pou del Ministerio Agropecuario y Forestal en calidad de Vicepresidente de la Comisión, quién la declara abierta. A continuación se aprueban los puntos de agenda que son los siguientes:...(partes inconducentes) 14-02. Las Normas NTON 05 016 – 02 **Norma Técnica Obligatoria Nicaragüense de Caza Deportiva**, NTON 017 07 – 02 **Norma Técnica Obligatoria Nicaragüense para Cría en Granjas de Fauna Silvestre,** NTON 05 018 – 02 **Norma Técnica Obligatoria Nicaragüense para Centros de Acopio de Fauna Silvestre**, NTON 05 019 02 **Norma Técnica Obligatoria Nicaragüense de Coto de Caza de Fauna Silvestre** y la NTON 05 020 – 02 **Norma Técnica Obligatoria Nicaragüense de Crianza en Cautiverio**; presentadas una por una por el MARENA fueron aprobadas con la salvedad de que serán revisadas por el MITRAB, MTI, MINSA y MAG-FOR, para ajustar parámetros establecidos en las legislaciones ...(partes inconducentes) No habiendo otro asunto que tratar, se levanta la sesión a la una de la tarde del día siete de Junio del año dos mil dos. Ing. Yira Pou, Ministerio Agropecuario y Forestal, Vicepresidente, Lic. Jamileth Loyman de Martínez Secretaria Ejecutiva de la Comisión de Normalización Técnica y Calidad.

Es conforme con su original, con el cual fue debidamente cotejado por la suscrita Secretaria Ejecutiva y a solicitud del Ministerio del Ambiente y los Recursos Naturales para su debida publicación en La Gaceta, Diario Oficial, extiendo esta CERTIFICACIÓN la que firmo y sello en la ciudad de Managua a los ocho días del mes de Agosto del año dos mil dos. Lic. Jamileth Loyman de Martínez, Secretaria Ejecutiva Comisión Nacional de Normalización Técnica y Calidad.

"NORMA TÉCNICA OBLIGATORIA NICARAGÜENSE DE CAZA DEPORTIVA"

NTON 05 016 – 02

1. OBJETO.

Esta norma tiene por objeto establecer las especificaciones técnicas, y/o requerimientos que regirán la actividad de Caza Deportiva.

2. CAMPO Y AUTORIDAD DE APLICACIÓN.

La presente norma es aplicable a todas aquellas personas naturales dedicadas a ejercer la Caza Deportiva en el territorio nacional sin perjuicio de su finalidad.

La autoridad de aplicación de la presente norma, es el Ministerio del Ambiente y los Recursos Naturales, a través de las Delegaciones Territoriales y la Dirección Sustantiva del nivel central con funciones en materia de Fauna Silvestre.

3. DEFINICIONES.

3.1 Caza deportiva: Es el arte de perseguir, capturar o dar muerte a especímenes de la fauna silvestre con fines recreativos, utilizando aquellos medios y métodos considerados lícitos en los preceptos de dicho arte, y cuya finalidad no implica para el cazador la obtención de beneficio pecuniario por el producto logrado.

3.2 Caza deportiva menor: Arte que se practica sobre especies menores de la fauna silvestre y que cuando se utilizan armas de fuego éstas son de ánima rayada hasta el calibre 22 L.R y de ánima lisa de todos los calibres. Se permite además en la citada categoría el empleo de perros de levante.

3.3 Caza deportiva mayor: Arte que se practica sobre especies mayores de la fauna silvestre y que cuando se utilizan armas de fuego éstas son armas largas de cañón estriado de calibres hasta 7,62 y de armas de ánima lisa de los calibres 20, 16, y 12 cargadas con proyectiles sólidos tipo "brenecke" o con municiones de las denominadas "tigreras".

3.4 Calendario cinegético: Es el calendario anual que define los períodos hábiles para cazar todas aquellas especies de fauna silvestre para las cuales existe permiso de realizar tal actividad así como el sexo, tallas o peso de los individuos susceptibles de ser cazados y puede incluir o no la cantidad de piezas que cada cazador está autorizado a cobrar por día de caza.

3.5 Coto de caza. Es aquella área pública o privada, cuya extensión y características medioambientales permiten la existencia natural o inducida de especies de la fauna silvestre nacional y que ha sido delimitada físicamente para efectos de llevar a cabo dentro de sus linderos, la actividad de cacería.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

3.6 Especie: Categoría taxonómica que agrupa al conjunto de seres que presentan aquellas características genéticas que les permiten reproducirse entre sí.

3.7 Espécimen: Todo animal, planta, parte, producto o derivado vivo o muerto.

3.8 Especies menores: Todas aquellas especies de la fauna silvestre nacional susceptibles de cacería, cuyos individuos adultos poseen dimensiones iguales o menores a las siguientes: longitud de la cabeza y cuerpo (base de la cola) sin incluir la cola de 75 cm y una altura al hombro de 35 cm.

3.9 Especies mayores: Todas aquellas especies de la fauna silvestre nacional cuyos individuos adultos poseen dimensiones mayores a las siguientes: longitud de la cabeza y cuerpo (base de la cola) 75 cm sin incluir la cola y una altura al hombro de 35 cm.

3.10 Fauna Silvestre: Especies de animales que subsisten sujetas a los procesos de selección natural, cuyas poblaciones se desarrollan en la naturaleza.

3.11 Veda: Prohibición temporal o definitiva de la caza u otro tipo de aprovechamiento de una o varias especies de animales, o sus derivados, dentro de una región o en todo el territorio nacional.

3.11.1 Veda indefinida: Prohibición total de caza, captura, uso y transporte de especímenes, partes, productos o derivados de especies silvestres durante un período de tiempo indeterminado.

3.11.2 Veda temporal: Prohibición total de caza, captura, uso y transporte de especímenes, partes, productos o derivados de especies silvestres durante un período de tiempo determinado por las condiciones y características de su ciclo reproductivo.

4. TERMINOLOGÍA.

4.1 Arma de guerra: Arma semiautomática o automática, cuyos proyectiles utilizan pólvora de alto poder, y cuyo diseño y especificaciones son especialmente creadas para hacer fuego sobre seres humanos.

4.2 Bala: Proyectil de diversas formas y tamaños, para cargar las armas de fuego.

4.3 Bala rasa o cartucho 0-00: Un solo proyectil generalmente de plomo, que se coloca en un cartucho de escopeta.

4.4 Bala holt-point: Bala cuyo proyectil posee un espacio hueco en su punta, que posibilita la deformación del mismo al contacto con el aire, luego de ser disparado.

4.5 Escopeta: Arma de fuego portátil, de ánima lisa con uno o dos cañones montados en una caja de madera y cuyos proyectiles son del tipo "cartucho" pudiendo contener diversos tipos de perdigones en su interior.

4.6 Fusil: Arma de fuego portátil que consiste en un cañón de hierro o acero montado en una culata de madera y dotado de un mecanismo con que se dispara.

4.7 Fusil automático: Especie de fusil que, hecho el primer disparo, descarga mecánicamente y con rapidez una serie de proyectiles.

4.8 Fusil semiautomático: Especie de fusil que descarga mecánicamente un proyectil.

4.9 Munición de cacería: Carga de las armas de fuego cuya especificación y diseño es especialmente para la caza de especies animales.

4.10 Munición cobrizada: Proyectil o perdigón recubierto de una capa de cobre.

4.11 Perdigón: Grano de plomo que forma la munición de un cartucho de escopeta.

4.12 Recarga manual: Acción de introducir un proyectil manualmente o mediante un mecanismo manual (cerrojo), en la recámara de un arma de fuego.

5. DE LA CAZA DEPORTIVA EN TODO EL TERRITORIO NACIONAL.

5.1. La caza podrá ser realizada en áreas públicas, cotos de caza, fincas privadas o Áreas Protegidas, cuyo plan de manejo, objetivos y directrices de administración del área lo permita, de conformidad con el Reglamento de Áreas Protegidas (Decreto 14-99).

6. DE LAS PROHIBICIONES DE CAZA DEPORTIVA Y LA SEGURIDAD HUMANA.

6.1. No se debe cazar:

6.1.1 En Áreas Protegidas cuya categoría de manejo excluya esta actividad. Se harán excepciones cuando el manejo de una especie silvestre implique necesariamente la implementación de un programa de cacería para efectos de control y regulación de dichas poblaciones.

6.1.2 Utilizando técnicas y medios que impliquen el agrupamiento de los individuos objeto de caza en manadas o bandadas.

6.1.3 Utilizando técnicas y medios que impliquen la muerte, destrucción o daño de cualquier otro organismo vivo a excepción del individuo seleccionado como presa.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

6.1.4 Utilizando sustancias explosivas o venenosas ni incendiando los bosques, malezas, matorrales o refugios.

6.1.5 A distancias menores de dos kilómetros de zonas urbanas, suburbanas, poblados, caseríos u otros lugares donde se ponga en peligro la vida humana.

6.1.6 A menos de dos kilómetros de vías de transporte terrestre principales, aeropuertos, pistas de aterrizaje y aeródromos.

6.1.7 Desde vehículos terrestres a motor y vehículos acuáticos a motor o vela a cualquier hora del día o la noche.

6.1.8 No se debe realizar cacería nocturna desde vehículos con reflectores encendidos ni con equipos individuales de visión nocturna.

6.1.9 En zonas urbanas, suburbanas, poblados, caseríos, y en las vías públicas y demás sitios concurridos, los cazadores deben transportar sus armas de fuego debidamente enfundadas.

7. DE LAS ARMAS, CALIBRES Y MUNICIONES APTAS PARA LA CAZA DEPORTIVA.

7.1. Todas aquellas armas que no sean de fuego, tales como arcos, ballestas y otros sistemas de impulsión de proyectiles no accionados por sustancias explosivas o gaseosas, podrán ser utilizados para la cacería deportiva, siempre y cuando su portador cumpla con los incisos contemplados en el numeral seis.

7.2. Para ejercer la actividad de "Caza deportiva mayor" con armas de fuego, únicamente se considerarán aptas las armas de los calibres y municiones descritas en el cuadro N° 1.

Cuadro No 1. Armas, calibres y municiones para la caza deportiva mayor

ARMAS Y CALIBRES	MUNICIÓN
Escopeta de dos cañones, de recarga manual. Calibres: 12 al 20.	Bala rasa 0-00 (brenecke)
Fusil de cerrojo, calibres: 30-30, 30-06, 257, 308, 223, 222, 243,762,	Proyectil cobrizado, proyectil blindado

7.3. Para ejercer la actividad de "Caza deportiva menor" con armas de fuego, únicamente se considerarán aptas las armas de los calibres y municiones descritas en el cuadro N° 2.

Cuadro No 2. Armas, calibres y municiones para la caza deportiva menor

ARMAS Y CALIBRES	MUNICIÓN
Escopeta de dos cañones, de recarga manual. Calibres: 12 al 20	Bala rasa 0-00 (breneque), Perdigones.
Fusil de cerrojo y semiautomático calibre 22. Carabina de cerrojo 222.	Proyectil cobrizado, proyectil blindado.
Rifle accionado por aire u otros gases comprimidos	Balines redondos o de copa de 4,5 mm
Pistola semiautomática, revólver, calibres 22, 32	Balas holt-point, magnum y palomeras. proyectil calibre 32 con recubrimiento de cobre.

Nota aclaratoria: El fusil calibre 22 de cerrojo o semiautomático podrá ser utilizado para cacería mayor.

8. DEL CALENDARIO CINEGÉTICO DE LAS ESPECIES DE CAZA.

8.1. El calendario Cinegético será el instrumento administrativo de control de las actividades de cacería en todo el territorio nacional. Dicho instrumento debe al menos contener la siguiente información: los nombres científicos y comunes de las especies susceptibles de ser cazadas a nivel nacional, el período hábil de caza de las mismas, talla, sexo y número de piezas a ser cobradas por cada cazador.

9. DE LA PROTECCIÓN AMBIENTAL.

9.1. Se deberán utilizar perdigones cobrizados para la cacería de aves en humedales, manglares y en las orillas de cuerpos de agua lacustres.

9.2. La basura o desechos no orgánicos producidos por un cazador deportivo al practicar su actividad, tales como: embalajes de cartuchos, armas, alimentos y cualquier otro material no orgánico considerado como desecho, deberán ser transportados por el mismo y depositados en un basurero o contenedor habilitado para tal efecto.

"NORMA TÉCNICA OBLIGATORIA NICARAGÜENSE PARA CRÍA EN GRANJAS DE FAUNA SILVESTRE"

NTON 017 07 – 02

1. OBJETO.

La presente norma tiene por objeto establecer las especificaciones técnicas y/o requerimientos que regirán todas las actividades de la Cría de Fauna Silvestre en Granjas en el territorio nacional.

2. CAMPO Y AUTORIDAD DE APLICACIÓN.

La presente norma es aplicable a todas aquellas personas naturales o jurídicas dedicadas a la cría en un medio controlado de especímenes capturados en el medio silvestre en todo el territorio nacional sin perjuicio de su finalidad.

6324

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

La autoridad de aplicación de la presente norma, es el Ministerio del Ambiente y los Recursos Naturales, a través de las Delegaciones Territoriales y la Dirección Sustantiva del nivel central con funciones en materia de Fauna Silvestre.

3. DEFINICIONES.

3.1 Ambiente controlado: Un ambiente que es manipulado intensivamente por el ser humano con el propósito de reproducir animales, cuyas características generales puedan comprender, sin limitarse a ello el alojamiento artificial, la evacuación de deshechos, la asistencia sanitaria, la protección contra depredadores y la alimentación suministrada artificialmente.

3.2 Cría de fauna silvestre en granjas o "ranching": Es la actividad que implica la recolección controlada de huevos o de especímenes de especies recién nacidos y que pueden ser objeto de aprovechamiento con fines científicos, comerciales, industriales (internacional o nacional) o de repoblación, provenientes de áreas de propiedad pública, privada o comunal, bajo manejo.

3.3 Especie: Categoría taxonómica que agrupa al conjunto de seres que presentan aquellas características genéticas que les permiten reproducirse entre sí.

3.4 Espécimen: Todo animal, planta, parte, producto o derivado vivo o muerto.

3.5 Fauna Silvestre: Especies de animales que subsisten sujetas a los procesos de selección natural, cuyas poblaciones se desarrollan en la naturaleza.

3.6 Manejo de fauna silvestre: Es el arte de favorecer o controlar la abundancia o distribución de las especies vertebradas e invertebradas.

4. TERMINOLOGÍA.

4.1 Acopio o recolecta: Proceso por el cual se captura o se separan las especies orgánicas de su medio, inclusive sus productos o subproductos.

4.2 Área de cuarentena: Recinto físicamente aislado destinado para la estabulación de animales procedentes de áreas externas al centro con fines de prevención y/o tratamiento clínico de enfermedades.

4.3 Área de alojamiento de especímenes: Recinto donde se albergan los individuos, adultos o juveniles, que provienen de las recolectas.

4.4 Área de incubación: Recinto provisto de incubadoras para el manejo controlado de huevos y crías provenientes de las recolectas.

4.5 Aves de percha: Aves que generalmente utilizan ramas de árboles u otras superficies similares para posarse, ejemplos: loras, gavilanes.

4.6 Bioseguridad: Se define así al conjunto de combinaciones específicas de trabajo, equipo de seguridad y facilidades diseñadas para el control y seguimiento de vectores que contribuyen a minimizar la exposición de los trabajadores y el ambiente a los agentes infecciosos.

4.7 Condominio: Estructura de madera, con plataformas horizontales de palma u otro material rígido, colocada en un encierro para reptiles, cuya finalidad es proporcionar una superficie para el descanso y soleado de los especímenes.

4.8 Densidad: Se refiere al número de individuos en cautiverio por unidad de área.

4.9 Especies compatibles: Especies que por su tamaño, estrecha relación taxonómica, características físicas y de comportamiento similares, pueden convivir en un mismo espacio físico de manera temporal sin causarse daños de ningún tipo. Ejemplo, chocoyo catano *Aratinga canicularis* y chocoyo verde *Aratinga nana astec.*

4.10 Perchas: Barras cilíndricas de madera colocadas en una jaula para aves, cuya finalidad es proporcionar una superficie de agarre a las patas del ave substituyendo lo que en el medio natural sería una rama de árbol.

4.11 Sistema de impulsión y filtrado de agua: Sistema mediante el cual se posibilita el recambio y limpieza del agua de un estanque. El recambio de agua puede ser mediante bomba o por gravedad.

4.12 Terrario: Contenedor en el que habitan animales vivos terrestres o parcialmente terrestres.

5. DE LOS ESTABLECIMIENTOS DE CRIA DE FAUNA SILVESTRE EN GRANJAS EN TODO EL TERRITORIO NACIONAL.

5.1. Requerimientos generales mínimos para la ubicación, diseño y seguridad de los establecimientos de cría de fauna silvestre en granjas para géneros y especies de la Clase Amphibia, Reptilia, Aves y Mamíferos.

5.1.1. Los establecimientos de cría en granjas podrán estar ubicados en zonas rurales, fuera de los límites de desarrollo urbano definidos por la autoridad competente y en el caso de Áreas Protegidas las instalaciones deberán estar localizadas según lo dispuesto en el Reglamento de Áreas Protegidas (Decreto 14-99), plan de manejo del área y/o Plan operativo anual respectivo.

5.1.2. Las comunidades indígenas que tienen un régimen de propiedad comunal, u otros con propiedades bajo el régimen cooperativo podrán hacer uso de la fauna silvestre de acuerdo

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

a lo establecido en esta norma.

5.1.3. La infraestructura para el manejo de los especímenes deberá ser edificada con materiales de construcción convencionales que no pongan en riesgo la salud y el bienestar de los animales.

5.1.4. Sin perjuicio de las infraestructuras que cumplan con los requerimientos generales del numeral 5.1.3 se consideran como aptas aquellas edificadas con los siguientes materiales:

5.1.4.1. Encierros de bloques, de zinc con esqueleto rígido de madera, tubo de hierro, perlín u otros, que cumplan con las especificaciones de seguridad y diseño.

5.1.4.2. Encierros de zinc y malla ciclón, con esqueleto rígido, tubo de hierro o perlín.

5.1.4.3. Encierros de metal o malla metálica, con esqueleto rígido, tubo de hierro o perlín.

5.1.4. Encierro de Sarán, cedazo u otro material similar con esqueleto rígido, tubo de hierro o plástico.

5.1.4.5. Cajas de madera, plástico o cristal (terrario) con o sin malla metálica.

5.1.4.6. El uso de madera (reservorios de vectores) para la construcción de encierros, cajas y jaulas podrá ser utilizada si la misma es tratada con productos que eviten la presencia de vectores y que no afecten la salud de los animales y/o seres humanos.

5.1.4.7. Las piletas o depósitos para agua deben tener un diseño, que permita a los especímenes entrar y salir sin dificultad a fin de garantizar su seguridad y movimiento.

5.1.4.8. Las jaulas o encierros del establecimiento deberán garantizar que los animales no se causen heridas. Todos los bordes existentes deberán ser suaves o redondeados. Las uniones de madera –si las hay- deben ser terminadas de tal forma que el animal no pueda destruirlas royéndolas o arañándolas desde el interior.

5.1.4.9. Las jaulas o encierros deberán tener un desnivel en el piso del 3 % para facilitar el escurrimiento y drenaje de los líquidos de desecho.

5.1.5. Las Jaulas o encierros deberán contener únicamente animales de la misma especie o especies compatibles.

5.1.6. Los establecimientos de cría de fauna silvestre en granjas deberán contar con áreas de cuarentena, enfermería, manejo de huevos, alojamiento de crías (comercio y retorno) e incubación, definidas y separadas para cada una de las especies bajo manejo, salvo cuando las mismas sean especies compatibles, de acuerdo a las características ecológicas de las especies.

5.1.7. El área de cuarentena para el manejo clínico de especímenes de especies acopiados de la naturaleza o nacidos en granjas deberán estar a una distancia mínima de 50 m a contraviento en relación a otras áreas definidas en el numeral

5.1.6 y de acorde a los requerimientos específicos de cada especie, descritos en los cuadros correspondientes

5.1.8. Los establecimientos que alberguen huevos o crías recién nacidas de especímenes de especies de serpientes venenosas deberán de disponer de sueros antiofídicos vigentes y específicos para el tratamiento de mordeduras.

5.1.9. Las dimensiones de alojamiento y densidades de individuos especificadas en esta norma están calculadas basándose en longitudes de especímenes adultos, no obstante, los juveniles y neonatos serán manejados de acuerdo a estas mismas especificaciones salvo cuando se indique lo contrario.

5.1.10.Los especímenes de especies que sean destinados al retorno a la naturaleza deberán estar en encierros separados de aquellos especímenes destinados al comercio.

5.1.11.Las puertas y tapaderas de todas las infraestructuras detalladas en los numerales anteriores deben abrirse y cerrarse fácil y repetidamente a fin de garantizar su operatividad, evitando la fuga de los animales en cautiverio o la introducción de animales indeseables por lo que se recomienda el uso de doble puerta.

5.1.12.Los Establecimientos de Cría de fauna silvestre en granjas deberán contar con su Plan de Manejo, el cual incluirá el manejo de los desechos sólidos y líquidos, en su caso; aprobado por la autoridad competente.

5.2. Requerimientos específicos mínimos para el manejo y cría en granjas de especies de la Clase **Amphibia:**

5.2.1 La infraestructura destinada al manejo de huevos o crías recién nacidas de especímenes de especies de la Clase **Amphibia** deberá estar diseñada de acuerdo a las especificaciones generales consignadas en el numeral 5.1.

5.2.2 Las condiciones de temperatura, humedad y ventilación deben ser las mismas existentes en el ambiente natural de la especie bajo manejo. En caso de que estos parámetros ambientales sean diferentes, deberán ser regulados artificialmente.

5.2.3 Los estanques o depósitos para agua destinados al manejo de huevos deberán estar equipados con sistemas de impulsión y filtrado para agua, no clorada cuando las características ecológicas de la especie lo requieran.

6326

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

5.2.4 Los huevos, o masas de huevos recolectados o acopiados, que requieran estadios acuáticos (renacuajos), deberán ser manejados en función de los requerimientos ecológicos de la especie.

5.2.5 Los renacuajos de una misma especie no podrán ser mezclados durante el período de la metamorfosis en un mismo depósito con otras especies

5.2.6 Para el manejo de huevos y renacuajos de ranas arborícolas de la familia **Hylidae**, se requiere dos áreas una; para manejo de huevos y nacimientos "renacuajos" y otra área para el manejo de crías. La densidad máxima de masas de huevos, crías y tipos de infraestructura, dimensiones y componentes mínimos se describen en el cuadro N° 1.

Cuadro N° 1. Requerimientos específicos para ranas arborícolas de la familia Hylidae, en el área de nacimientos y alojamiento de renacuajos.

DENSIDAD MAXIMA M² ó m³		TIPOS Y DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS		COMPONENTES MINIMOS
Masas de huevos	Crías	Masas de huevos/m²	Crías m³	
4	6	Estanque para agua de 5.00 m² (5.00 m x 1.00 m) Profundidad mínima 0.40 m.	Encierro de 27.00 m³ (3.00 x 3.00 x 3.00 m de altura)	Plantas de hojas anchas, arbustos, cafetos, otros similares
	20		Contenedor plástico o cristal de 1.00 m³	Plantas de hojas anchas, arbustos, cafetos, otros similares

5.3. Requerimientos específicos mínimos para el manejo y cría en granjas de especímenes de especies de la Clase **Reptilia:**

5.3.1 La infraestructura destinada al manejo de huevos o crías recién nacidas de especies de la Clase **Reptilia** deberá estar diseñada de acuerdo a las especificaciones consignadas en el numeral 5.1.

5.3.2 Las tapaderas de cajas, terrarios o estructuras rígidas destinadas al manejo y cría de especies de serpientes, deberán estar forradas únicamente de malla plástica u otro material sintético similar.

5.3.3 Las superficies laterales de cajas, terrarios o estructuras rígidas destinadas al manejo y cría de especies de serpientes no deberán estar forradas con malla metálica.

5.3.4 Las condiciones de temperatura, humedad y ventilación deben ser las mismas existentes en el ambiente natural de la especie bajo manejo. En caso de que estos parámetros ambientales sean diferentes, deberán ser regulados artificialmente.

5.3.5 Los huevos, o masas de huevos recolectados o acopiados, deberán ser manejados en función de los requerimientos ecológicos de la especie y no podrán ser mezclados con otras especies.

5.3.6 Para el manejo de huevos y crías de tortugas de agua dulce, de las familias **Chelydridae, Emydidae y Kinosternidae** se requiere áreas diferentes destinadas para la incubación y alojamiento de crías. La densidad máxima de huevos, crías y tipos de infraestructura, dimensiones y componentes mínimos se describen en el cuadro N° 2.

Cuadro N° 2. Requerimientos específicos para tortugas de agua dulce, de las familias Chelydridae, Emydidae y Kinosternidae en el área de incubación, nacimientos y alojamiento de crías.

DENSIDAD MAXIMA /m²		TIPOS Y DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS		COMPONENTES MINIMOS
Huevos	Crías	Huevos	Crías	
10	10	En superficies de 0.40 m² Profundidad Mínima 0.10 m.	Encierro de 2.00 m², Altura mínima. 0.60m	Arena o sustratrato adecuado para huevos
	70		Contenedor plástico o cristal de 0.11 m² (0.38 x 0.30 x 0.18 m)	Arena o sustrato adecuado

5.3.7 Para el manejo de huevos y crías de perrozompopos de la familia Gekkonidae se requiere áreas diferentes destinadas para la incubación y alojamiento de crías. La densidad máxima de huevos, crías y tipos de infraestructura, dimensiones y componentes mínimos se describen en el cuadro N° 3.

Cuadro N° 3. Requerimientos específicos para perrozompopos de la familia Gekkonidae en el área de incubación, nacimientos y alojamiento de crías.

DENSIDAD MAXIMA /m²		TIPOS Y DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS		COMPONENTES MINIMOS
Huevos	Crías	Huevos	Crías	
15	30	En superficies de 0.40 m²	Encierro de 1.00 m², Altura mínima. 0.70 m	Arena o sustratrato para huevos
	70		Contenedor plástico o cristal de 0.11 m² (0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua y comederos, refugios, troncos, sustrato

5.3.8. Para el manejo de huevos y crías de iguanas y cherepos de la familia Iguanidae se requieren áreas diferentes destinadas para la incubación y alojamiento de crías. La densidad máxima de huevos, crías y tipos de infraestructura, dimensiones y componentes mínimos se describen en el cuadro N° 4.

Cuadro N° 4. Requerimientos específicos para iguanas y cherepos de la familia Iguanidae en el área de incubación, nacimientos y alojamiento de crías.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA /m²		TIPOS Y DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS		COMPONENTES MINIMOS
	Huevos	Crías	Huevos	Crías	
IGUANIDAE					
Norops spp. Anolis verde	15	10	En contenedor plástico o cristal de 0.40 m²	Encierro de 1.00 m³ (1.00 x 1.00 x 1.00m)	Arena o sustrato adecuado para huevos Recipiente o pila para agua comederos, refugios, troncos, sustrato
Sceloporus spp Lagartija corralera	30	70	En contenedor plástico o cristal de 0.40 m²	Contenedor Plástico o cristal de 0.11 m² (0.38x 0.30 X 0.18m)	
		20		Encierro de 1.00 m² Altura mínima 1.00 m	
Iguana spp. Iguana, *Ctenosaura spp.* Cola Chata Garrobos	35	20	En contenedor plástico o cristal de 0.40 m²	Encierro de 1.00 m² Altura mínima 1.00 m	Recipiente o pila para agua de 0.16 m², Profundidad Mínima 0.20 m y Comederos, refugios troncos, sustrato para crías
Corytophanes spp. Turipaches	35	70	En contenedor plástico o cristal de 0.40 m²	Contenedor plástico o cristal de 0.18 m² (0.60x 0.30 x 0.30 m)	
Basiliscus spp. Gallegos	35	20	En contenedor plástico o cristal de 0.40 m²	Encierro de 25.00 m² Altura mínima 1.00 m	

5.3.9 Para el manejo de huevos y crías de lagartijas lucias de la familia **Scincidae** se requieren áreas diferentes destinadas para la incubación y alojamiento de crías. La densidad máxima de huevos, crías y tipos de infraestructura, dimensiones y componentes mínimos se describen en el cuadro N° 5.

Cuadro N° 5. Requerimientos específicos para lagartijas lucias de la familia Scincidae en el área de incubación, nacimientos y alojamiento de crías.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA /m²		TIPOS Y DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS		COMPONENTES MINIMOS
	Huevos	Crías	Huevos	Crías	
SCINCIDAE					
Eumeces spp. Largatija de Managua	15	12	En contenedor plástico o cristal de 0.20 m²	Encierro de 1.00 m³ Altura mínima 1.00m	Arena o sustrato adecuado para huevos

6328

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

Mabuya spp. Sphenomorphus spp= crías *(Leilopisma spp.)* Lagartijas Lucias	15	70	En contenedor plástico o cristal de 0.20 m²	Contenedor Plástico o cristal de 0.11 m² (0.38x 0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua y comederos Refugios, troncos, sustrato para

5.3.10 Para el manejo de huevos y crías de lagartijas rayadas de la familia **Teiidae** se requieren áreas diferentes destinadas para la incubación y alojamiento de crías. La densidad máxima de huevos, crías y tipos de infraestructura, dimensiones y componentes mínimos se describen en el Cuadro N° 6.

Cuadro N° 6. Requerimientos específicos para lagartijas rayadas de la familia Teiidae en el área de incubación, nacimientos y alojamiento de crías.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA /m²		TIPOS Y DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS		
	Huevos	Crías	Huevos	Crías	COMPONENTES MINIMOS
TEIIDAE					
Ameiva spp. Ameivas Cnemidophorus spp. Lagartija rayada, azul	15	12	En contenedor plástico o cristal de 0.20 m²	Encierro de 1.00 m² Altura mínima 1.00 m	Arena o sustrato adecuado para huevos
		70		Caja o contenedor 0.11 m² (0.38 x 0.30 x 0.18m)	Recipiente para agua y comederos Refugios, sustrato, troncos

5.3.11 Para el manejo de huevos y crías de lagartijas lucias de la familia **Boidae y Colubridae** se requieren áreas diferentes destinadas para la incubación y alojamiento de crías. La densidad máxima de huevos, crías y tipos de infraestructura, dimensiones y componentes mínimos se describen en el cuadro N° 7.

Cuadro N° 7. Requerimientos específicos para serpientes de las familias Boidae y Colubridae en el área de incubación, nacimientos y alojamiento de crías.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA /m²		TIPOS Y DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS		
	Huevos	Crías	Huevos	Crías	COMPONENTES MINIMOS
COLUBRIDAE, BOIDA ELAPIDAE, VIPERIDAE, HYDROPHIIDAE	10	12	En contenedor plástico o cristal de 0.20 m²	Encierro de 1.00 m. Altura Mínimo 1.00 m	Arena o sustrato adecuado para huevos
		60		En contenedor plástico o cristal de 0.11 m² (0.38 x 0.30 x 0.18m)	Depósito para agua, refugios, sustrato, troncos o perchas de madera

6329

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

5.4. Requerimientos específicos mínimos para el manejo y cría en granjas de especies de la Clase **Aves**.

5.4.1 La infraestructura destinada al manejo de huevos o crías recién nacidas de especies de la Clase **Aves** deberá estar diseñada de acuerdo a las especificaciones consignadas en el numeral 5.1.

5.4.2 Las condiciones de temperatura, humedad y ventilación deben ser las mismas existentes en el ambiente natural de la especie bajo manejo. En caso de que estos parámetros ambientales sean diferentes, deberán ser regulados artificialmente.

5.4.3 Los huevos colectados, deberán ser manejados en función de los requerimientos ecológicos de la especie y no podrán ser mezclados con otras especies.

5.4.4 Los huevos podrán ser incubados con los equipos industriales diseñados para este fin o por cualquier otro sistema de incubación que cumpla con las especificaciones ecológicas de la especie.

5.4.5 Para el manejo de huevos y crías de la Clase **Aves** se requiere un área destinada al manejo de huevos (incubación) y un área para el manejo y alojamiento de crías recién nacidas. La densidad máxima de huevos, crías y tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de encierros, se describen en el cuadro N° 8.

Cuadro N° 8. Requerimientos específicos para la Clase Aves en el área de incubación, nacimientos y alojamiento de crías.

CLASE AVES	DENSIDAD MAXIMA /m²		TIPO (S) Y DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS		
	Huevos	Crías	Huevos	Crías	COMPONENTES MINIMOS
	10	18	*Incubadora industrial cajas, terrarios o contenedor plástico, con tapadera y ventilación	Contenedor plástico cristal 0.11 m² (0.38 x 0.30x 0.18 m)	Refugios, sustrato, troncos o perchas de madera
		15		Jaula rectangular 1.00 m³ Altura mínima	

*** En función de la capacidad de la misma.**

6. DEL MANEJO DE ESPECIMENES DE ESPECIES Y SISTEMAS DE BIOASEGURIDAD EN ESTABLECIMIENTOS DE CRÍA DE FAUNA SILVESTRE EN GRANJAS.

6.1. Requerimientos mínimos para el manejo de especímenes de fauna silvestre en establecimientos de cría en granjas.

6.1.1. Los establecimientos de cría de fauna silvestre en granjas, cuyas actividades son reguladas mediante esta norma técnica, deberán cumplir con las disposiciones administrativas de control establecidas por el ente regulador, y por la Resolución Ministerial 013-99 del MARENA, titulada: "Sistema de licencias y permisos para el acceso, comercialización local, exportación y reproducción de los recursos de biodiversidad". Así como con la Ley Básica de Salud Animal y Vegetal (Decreto No. 2-99.- Reglamento de la Ley No. 291).

6.2. El establecimiento deberá contar con agua potable para la limpieza del local y para abrevar a los animales.

6.1. El establecimiento deberá tener un área destinada a la producción de alimento vivo de acuerdo a los requerimientos nutricionales de las especies bajo manejo.

6.4. La dieta de los especímenes en horarios, cantidad y tipos deberá ser preparada en base a los requerimientos nutricionales de cada especie, los especímenes bajo manejo deberán ser suplidos preferiblemente con alimentos provenientes de su medio natural o en su defecto sustituir con similares.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION

6.5. El establecimiento deberá garantizar que los especímenes de las especies bajo manejo estén marcados con anillos u otro tipos de marca señalizada por un código numérico o alfanumérico.

6.6. La selección y aplicación de las marcas para especímenes de especies bajo manejo, ha de contemplar el uso de productos **no tóxicos**, en ningún momento deberá ocasionar efectos negativos a los individuos marcados.

6.7. El establecimiento deberá contar con jaulas separadas y aisladas físicamente del local donde se encuentran los animales sanos para el debido confinamiento de animales enfermos o lastimados (área de cuarentena).

6.8. Toda la infraestructura del establecimiento de Crianza en Cautiverio deberá estar limpio, y para su desinfección se utilizarán sustancias que no causen daño y perjuicio a los animales bajo manejo.

6.9. El establecimiento deberá impulsar normas de bioseguridad para el control y seguimiento de vectores en instalaciones e individuos a través de:

6.9.1. Muestreos de diagnóstico veterinario en análisis de Biometría hemática, hemoparásitos, examen general de orina, coprológico, Dermoscopía, Dirofilaria, Cultivos microbiológicos (exudados, heces, orina, de órganos, de alimentos, lácteos y agua) Necropsias (aves , reptiles, anfibios y mamíferos), cultivo Micológico, etc. Estas deben realizarse según necesidades inmediatas. Para el seguimiento de vectores se sugiere hacer la pruebas de parásitos y bacterias en el tracto gastrointestinal una vez al mes.

6.9.2. Efectuar análisis de diagnóstico en las fuentes de agua e infraestructura de almacenamiento y distribución de la misma, para determinar la presencia de bacterias, pesticidas, metales pesados y físico químico del agua cada cuatro meses, a excepción de pesticidas y metales pesados que pueden hacerse una vez al año.

6.9.3. Hacer análisis de Aflatoxinas (toxinas de hongos) en el alimento concentrados y otros que se dan en base fresca para prevenir contaminación alimentaria en los grupos de taxonómicos que se exportarán. Al menos cuando se compra un primer lote de alimento, o ingredientes de la ración diaria básica.

6.9.4. Muestreo bacteriológico y micótico en las instalaciones físicas. Cada tres meses.

6.10. La utilización de sustancias bioquímicas desinfectantes de amplio espectro con alto poder germicida, bactericida, fungicida, para ser aplicado directamente a la infraestructura como paredes, pisos, pilas, estructuras de perchaje, condominios, utensilios de procesamiento y bandejas para suministro de alimentos a los individuos acopiados, sin que deteriore u oxide los mismos y a la vez ser biodegradables.

Garantizar una manipulación segura desde el punto de vista sanitario a través del uso de guantes químicos o jabón gel desinfectante de patógenos, que se recomienda usar en los procesos de embalaje de individuos de las clases de reptiles, mamíferos y aves. Entre los productos recomendados están las sustancias de Amonio cuaternario. La frecuencia de uso debe ser diario o según la proliferación de vectores y efecto sanitizante residual de cada producto, definido por el seguimiento diagnóstico de muestreo microbiológico.

"NORMA TÉCNICA OBLIGATORIA NICARAGÜENSE PARA CENTROS DE ACOPIO DE FAUNA SILVESTRE"

NTON 05 018 – 02

1. OBJETO

La presente norma tiene por objeto establecer las especificaciones técnicas y/o requerimientos que regirán todas las actividades de acopio de fauna silvestre en el territorio nacional.

2. CAMPO Y AUTORIDAD DE APLICACIÓN

La presente norma es aplicable a todas aquellas personas naturales o jurídicas dedicadas al manejo de Centros de Acopio de fauna silvestre localizados en el territorio nacional sin perjuicio de su finalidad.

La autoridad de aplicación de la presente norma, es el Ministerio del Ambiente y los Recursos Naturales, a través de las Delegaciones Territoriales y la Dirección Sustantiva del nivel central con funciones en materia de Fauna Silvestre.

3. DEFINICIONES

3.1. Ambiente controlado: Un ambiente que es manipulado intensivamente por el ser humano con el propósito de reproducir animales, cuyas características generales puedan comprender, sin limitarse a ello el alojamiento artificial, la evacuación de deshechos, la asistencia sanitaria, la protección contra depredadores y la alimentación suministrada artificialmente.

3.2. Bioseguridad: Se define así al conjunto de combinaciones específicas de trabajo, equipo de seguridad y facilidades diseñadas para el control y seguimiento de vectores que contribuyen a minimizar la exposición de los trabajadores y el ambiente a los agentes infecciosos.

3.3. Centros de Acopio: Son las áreas de propiedad pública o privada que se destinan para el acopio y custodia temporal de especímenes de especies de la fauna silvestre nacional fuera

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

de su hábitat natural, con el fin de ser comercializadas a nivel internacional o nacional.

3.4. Especie: Categoría taxonómica que agrupa al conjunto de seres que presentan aquellas características genéticas que les permiten reproducirse entre si.

3.5. Espécimen: Todo animal, planta, parte, producto o derivado vivo o muerto.

3.6. Fauna Silvestre: Especies de animales que subsisten sujetas a los procesos de selección natural, cuyas poblaciones se desarrollan en la naturaleza.

3.7. Manejo de fauna silvestre: Es el arte de favorecer o controlar la abundancia o distribución de las especies vertebradas e invertebradas.

3.8. Mantenimiento temporal de fauna silvestre: Es la actividad de mantener en cautividad especímenes de fauna silvestre por un período de tiempo que inicia al ingresar los especímenes al centro de acopio y finaliza en el momento en que son comercializados.

4. TERMINOLOGIA

4.1. Acopio: Proceso por el cual se captura o se separan las especies orgánicas de su medio, inclusive sus productos o subproductos.

4.2. Área de cuarentena: Recinto físicamente aislado destinado para el alojamiento de animales procedentes de áreas externas al centro con fines de prevención y/o tratamiento clínico de enfermedades.

4.3. Área de alojamiento de especímenes: Recinto donde se albergan los individuos, adultos o juveniles, que provienen del acopio.

4.4. Aves de percha: Aves que generalmente utilizan ramas de árboles u otras superficies similares para posarse, ejemplos: loras, gavilanes.

4.5. Condominio: Estructura de madera, con plataformas horizontales de palma u otro material rígido, colocada en un encierro para reptiles, cuya finalidad es proporcionar una superficie para el descanso y soleado de los especímenes.

4.6. Densidad: Se refiere al número de individuos en cautiverio por unidad de área. Por ejemplo: 45 individuos por m^2 en un área de 0.11 m^2 equivale a 5 individuos.

4.7. Especies compatibles: Especies que por su tamaño, estrecha relación taxonómica, características físicas y de comportamiento similares, pueden convivir en un mismo espacio físico de manera temporal sin causarse daños de ningún tipo. Ejemplo, chocoyo catano *Aratinga canicularis* y chocoyo verde *Aratinga nana astec.*

4.8. Perchas: Barras cilíndricas de madera colocadas en una jaula para aves, cuya finalidad es proporcionar una superficie de agarre a las patas del ave substituyendo lo que en el medio natural sería una rama de árbol.

4.9. Terrario: Contenedor en el que habitan animales vivos terrestres o parcialmente terrestres.

5. DE LOS CENTROS DE ACOPIO DE FAUNA SILVESTRE EN TODO EL TERRITORIO NACIONAL

5.1. Requerimientos generales mínimos para la ubicación, diseño-construcción y seguridad de los Centros de Acopio.

5.1.1. Los Centros de Acopio podrán estar ubicados en zonas rurales, fuera de los límites de desarrollo urbano definidos por la autoridad competente. En el caso de Áreas Protegidas las instalaciones deberán estar localizadas según lo dispuesto en el Reglamento de Áreas Protegidas (Decreto 14-99), plan de manejo del área y/o plan operativo anual respectivo.

5.1.2. La infraestructura para el manejo de los especímenes deberán ser diseñadas y edificadas con materiales de construcción que no exponga la salud y el bienestar de los animales durante el tiempo que permanezcan en el centro de acopio.

5.1.3. Sin perjuicio de las infraestructuras que cumplan con los requerimientos generales del numeral 5.1.2 se consideran como aptas aquellas edificadas con los siguientes materiales:

5.1.3.1. Encierro permanente de bloques, de zinc con esqueleto rígido, tubo de hierro, perlín u otros, que cumplan con las especificaciones de seguridad y diseño.

5.1.3.2. Encierro permanente de zinc y malla ciclón, con esqueleto rígido, tubo de hierro o perlín.

5.1.3.3 Encierro permanente de metal o malla metálica, co esqueleto rígido, tubo de hierro o perlín.

5.1.3.4. Encierro o jaula de Sarán permanente, cedazo u otro material con esqueleto rígido, tubo de hierro o plástico.

5.1.3.5. Contenedor de plástico o cristal (terrario) con o sin malla metálica.

5.1.3.6El uso de madera (reservorios de vectores) para la construcción de encierros, cajas y jaulas podrá ser utilizada si la misma es tratada con productos que eviten la presencia de vectores y que no afecten la salud de los animales y/o seres humanos.

5.1.3.7 Las piletas o depósitos para agua deben tener un diseño, que permita a los especímenes entrar y salir sin dificultad a fin de garantizar su seguridad y movimiento.

6332

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

5.1.4. Las jaulas o encierros del establecimiento deberán garantizar que los animales no se causen heridas. Todos los bordes existentes deberán ser suaves o redondeados. Las uniones de madera –si las hay- deben ser terminadas de tal forma que el animal no pueda destruirlas royéndolas o arañándolas desde el interior.

5.1.5. Las jaulas o encierros deberán tener un desnivel en el piso del 3 % para facilitar el escurrimiento y drenaje de los líquidos de desecho.

5.1.6. Los Centros de Acopio deberán construir piscinas de desinfección de calzado y de llantas de vehículos automotores en las entradas de cada instalación. Las mismas serán construidas totalmente de concreto y hierro (véase dimensiones y especificaciones técnicas en numeral 6).

5.1.7. Las jaulas o encierros deberán contener únicamente animales de la misma especie o especies compatibles.

5.1.8. El área de cuarentena para el manejo clínico de especímenes de especies acopiados de la naturaleza deberá estar a una distancia mínima de 50 m a contraviento en relación al área de alojamiento de especímenes de especies.

5.1.9. Los Centros de Acopio que alberguen especímenes de especies de serpientes venenosas deberán de disponer de sueros antiofídicos vigentes y específicos para el tratamiento de mordeduras.

5.1.10. Las dimensiones de alojamiento y densidades de individuos especificadas en esta norma están calculadas en base a longitudes de especímenes adultos, no obstante, los juveniles y neonatos serán manejados de acuerdo a estas mismas especificaciones salvo cuando se indique lo contrario.

5.1.11. Las puertas y tapaderas de todas las infraestructuras detalladas en los numerales anteriores deben abrirse y cerrarse fácil y repetidamente a fin de garantizar su operatividad, evitando la fuga de los animales o la introducción de animales indeseables por lo que se recomienda el uso de doble puerta.

5.1.12. Los Centros de Acopio deberá contar con los depósitos adecuados y ubicados correctamente para la disposición y manejo de los desechos sólidos y líquidos.

5.2. Requisitos específicos mínimos para el manejo de especies de arañas de la Clase **Arácnidos.**

5.2.1. La infraestructura destinada al mantenimiento de especies de la clase Arácnida deberá estar diseñada de acuerdo a las especificaciones consignadas en el numeral 5.1.

5.2.2. Todas aquellas especies de arañas que puedan ocasionar lesiones al ser humano o muestren un evidente comportamiento territorial, deberán ser mantenidas individualmente en recipientes rígidos con tapadera y ventilación. El recipiente deberá contar con un material sintético absorbente en su fondo (esponja de poliestireno) debidamente humedecida con agua.

5.2.3. Las dimensiones de los recipientes deberán como mínimo permitir al individuo girar y permanecer en posición natural.

5.3. Requisitos específicos mínimos para el manejo de especies de la Clase **Amphibia**.

5.3.1. La infraestructura destinada al manejo de especies de la clase Amphibia deberá estar diseñada de acuerdo a las especificaciones generales consignadas en el numeral 5.1.

5.3.2. El mantenimiento temporal de las especies pertenecientes a esta clase deberá ser el más reducido posible. En el caso fortuito de que los especímenes permanezcan en el centro de acopio más de 24 horas, las condiciones de temperatura, humedad y ventilación deberán ser mantenidas lo más cercanas posible a las existentes en su medio natural.

5.3.3. Los especímenes destinados para la exportación deberán ser empacados en los contenedores definidos por las normas internacionales para el transporte de animales vivos (IATA), los especímenes pertenecientes a esta clase podrán permanecer en los mismos por un máximo de tiempo de 24 horas (un día) antes de ser entregados a la agencia de carga o compañía encargada de su transporte.

5.3.4. Cuando el mantenimiento temporal exceda las 24 horas (un día) los especímenes de esta Clase deberán ser alojados en encierros, cajas o contenedores. La densidad máxima de individuos, tipos de alojamiento y dimensiones mínimas se describen en el cuadro N° 1.

Cuadro N° 1. Requerimientos específicos para géneros y/o especies de cecilios, sapos y ranas de las familias Caeciliidae, Bufonidae, Hylidae y Dendrobatidae en el área de alojamiento.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA Individuos/ m^2 ó m^3	TIPOS	DIMENSIONES REQUERIDAS
CAECILIIDAE			
Gymnophis multiplicata Culebra de dos cabezas **Dermophis mexicanus** Suelda con suelda	45	Contenedor de plástico u otro material, con tapadera y ventilación	0.11 m^2 (0.38 x 0.30 m). Altura mínima 0.18 m.
BUFONIDAE			
Bufo marinus Sapo común	4	Encierro.	25.00 m^2. (5.00 x 5.00 m) Altura mínima 1.00 m
	40	Cajas de madera u otro material rígido	0.45 m2 (0.75 x 0.60 m) Altura mínima 0.35 m
HYLIDAE	25/m^3	Terrario o contenedor de plástico u otro material con tapadera y ventilación.	1.00 m^3. (1.00 x 1.00 x 1.00 m). Aspersor manual.
Centrolene ilex Ranita de vidrio y **Cochranella granulosa** Ranita de vidrio **Agalychnis spp.** Rana ojos rojos **Hyla spp.** Ranita amarilla **Smilisca spp.** Rana común			
DENDROBATIDAE			
Dendrobates spp. Ranita dorada, ranita de sangre.	10	Terrario o contenedor de plástico u otro material con tapadera y ventilación.	1.00 m^2. (1.00 x 1.00 m) Altura mínima 1.00 m. Aspersor manual.

NOTA: Cuando se refiere a especímenes de especies cuyas características le permiten ocupar espacios verticales su Densidad Máxima se expresa en Individuos/m^3 y se indica a la par del índice.

5.4. Requisitos específicos mínimos para el manejo de la Clase **Reptilia**.

5.4.1. La infraestructura destinada al manejo en centros de acopio de especies de la clase Reptilia deberá estar diseñada de acuerdo a las especificaciones consignadas en el numeral 5.1.

5.4.2. El mantenimiento temporal de las especies pertenecientes a esta clase deberá ser el más reducido posible. En el caso fortuito de que los especímenes permanezcan en el Centro de Acopio más de 24 horas (un día), las condiciones de temperatura, humedad y ventilación deberán ser mantenidas lo más cercanas posible a las existentes en su medio natural.

5.4.3. Los especímenes destinados para la exportación deberán ser empacados en los contenedores definidos por las normas internacionales para el transporte de animales vivos (IATA), los especímenes de esta clase podrán permanecer en los mismos por un máximo de tiempo de 24 horas (un día) antes de ser entregados a la agencia o compañía encargada de su transporte.

5.4.4. Cuando el mantenimiento temporal exceda las 24 horas (un día) los especímenes de tortugas de agua dulce de las familias **Chelydridae, Emydidae** y **Kinosternidae** deberán ser alojados en encierros, cajas o contenedores. La densidad máxima de individuos, tipos de alojamiento y dimensiones mínimas se describen en el cuadro Nº 2

6334

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

Cuadro N° 2. Requerimientos específicos para tortugas de agua dulce de las familias Chelydridae, Emydidae y Kinosternidae en el área alojamiento.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA Individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS
CHELYDRIDAE			
Chelydra serpentina Tortuga lagarto	8	Encierro	4.00 m² (2.00 x 2.00 m). Altura mínima 0.60 m.
	9	Cajas de madera u otro material rígido.	0.45 m² (0.75 x 0.60 m). Altura mínima 0.35 m.
	9	Contenedor de plástico con tapadera y ventilación	0.11m² (0.38 x 0.30 m). Altura mínima 0.18 m.
EMYDIDAE	8	Encierro	4.00 m², (2.00 x 2.00 m). Altura mínima 0.60 m
Rhinoclemmys spp Tortugas de tierra	14	Cajas de madera u otro material rígido.	0.45 m² (0.75 x 0.60 m). Altura mínima 0.35 m
Trachemys scripta Tortuga jicotea			
KINOSTERNIDAE			
	8	Encierro	4.00 m², (2.00 x 2.00 m). Altura mínima 0.60 m
Kinosternon spp. Tortugas pecho quebrado	14	Cajas de madera u otro material rígido	0.45 m² (0.75 x 0.60m). Altura mínima 0.35 m
	9	Contenedor de plástico u otro material con tapadera y ventilación	0.11m² (0.38 x 0.30 m). Altura mínima 0.18 m

5.4.5. Cuando el mantenimiento temporal exceda las 24 horas (un día) los especímenes de lagartijas, iguanas y cherepos, familia **Anguidae, Iguanidae, Scincidae** y **Teiidae** deberán ser alojados en encierros, jaulas, cajas o contenedores. La densidad máxima de individuos, tipos de alojamiento y dimensiones mínimas se describen en el cuadro N° 3.

Cuadro N° 3. Requerimientos específicos para lagartijas, iguanas y cherepos de las familias Anguidae, Iguanidae, Scincidae y Teiidae en el área de alojamiento.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA Individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS
ANGUIDAE			
Diploglossus monotropis Lagartija lucia grande	6	Contenedor de plástico u otro material rígido, con tapadera y ventilación	0.11 m² (0.38 x 0 30 m). Altura mínima 0.18 m
	10	Jaula de madera	1.00 m² (1.00 x 1.00 m). Altura mínima 1.00 m
		Jaula o encierro	

6335

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

IGUANIDAE		
Basiliscus spp. Gallegos	20/m³	1.00 m² (1.00 x 1.00 m). Altura mínima 1.00 m
Corytophanes cristatus Turipache	20/m³	
Ctenosaura quinquecarinatus Cola chata	12	1.00 m² (1.00 x 1.00 m). Altura mínima 0.70 m
Laemanctus longipes Lagartija de casquete	25/m³	1.00 m³ (1.00 x 1.00 x 1.00 m).
Norops biporcatus Anolis verde	35/m³	
Sceloporus spp. Pichetes, Corralera	40	1.00 m² (1.00 x 1.00 m). Altura mínima 0.70 m
SCINCIDAE		
Eumeces managuae Lagartija de Managua	18	
TEIIDAE		
Ameiva spp. Ameivas	25	
Cnemidophorus spp. Lagartija rayada, Lagartija Azul.	40	

5.4.6. Los especímenes destinados para la exportación deberán ser empacados en los contenedores definidos por las normas internacionales para el transporte de animales vivos (IATA), los especímenes pertenecientes a las familias **Colubridae, Boidae, Elapidae, Hydrophiidae,** y **Viperidae**, podrán permanecer en los mismos por un tiempo máximo de 24 horas (un día) antes de ser entregados a la agencia de carga o compañía encargada de su transporte.

5.4.7. Cuando el mantenimiento temporal exceda las 96 horas, los especímenes de serpientes de las familias **Colubridae, Boidae, Elapidae, Hydrophiidae,** y **Viperidae**, deberán ser alojados en cajas o contenedores. La densidad máxima de individuos, tipos de alojamiento y dimensiones mínimas se describen en el cuadro N° 4.

Cuadro N° 4. Requerimientos específicos para serpientes de las familias Colubridae, Boidae, Elapidae, Hydrophiidae y Viperidae en el área de alojamiento.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA Individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS
COLUBRIDAE, BOIDAE, ELAPIDAE, VIPERIDAE, HYDROPHIIDAE	15	Cajas de madera u otro material.	1.00 m² (1.00 x 1.00 m). Altura mínima 0.30 m

5.5. Requisitos específicos mínimos para el manejo de la Clase **Aves.**

5.5.1. La infraestructura destinada al manejo en Centros de Acopio de especies de las familias Psittacidae y Ramphastidae deberá estar diseñada de acuerdo a las especificaciones consignadas en el numeral 5.1.

6336

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

5.5.2. Una vez empacados en los contenedores destinados para la exportación definidos por las normas internacionales para el transporte de animales vivos (IATA), los especímenes pertenecientes a las familias Psittacidae y Ramphastidae podrán permanecer en los mismos por un máximo de tiempo de 24 horas antes de ser entregados a la agencia de carga o compañía encargada de su transporte.

5.5.3. Cuando el mantenimiento temporal exceda las 24 horas, los especímenes de las familias **Psittacidae** y **Ramphastidae** deberán ser alojados en jaulas. La densidad máxima de individuos, tipos de alojamiento y dimensiones mínimas se describen en el cuadro N° 5.

Cuadro N° 5. Requerimientos específicos para loros, chocoyos y tucanes de las familias Psittacidae y Ramphastidae en el área de alojamiento.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA Individuos/ m^3	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS
PSITTACIDAE			
Amazona auropalliata Lora nuca amarilla	6	Jaula de malla metálica con dos perchas como máximo	1.00 m^3 (1.00 x 1.00 x 1.00 m).
Amazona autumnalis Lora frente roja	10		
Amazona farinosa Lora corona azul	6		
Amazona albifrons Cotorra corona blanca	12		
Aratinga canicularis Chocoyo frente anaranjada	20		
Aratinga finschi Perico frente carmesí	20		
Aratinga holochlora Perico verde	25	Jaula de malla metálica con dos perchas como máximo	1.00 m^3 (1.00 x 1.00 x 1.00 m).
Aratinga nana astec Perico frente oliva	30		
Brotogeris jugularis Zapoyolito	30		
Pionus senilis Cotorra corona blanca	20		
Rhampastos sulfuratus Tucán pico aquillado	4		
Rhampastos swainsonii Tucán mandíbula castaña	4		
Pteroglossus torquatus Tucán de collar	8		

6337

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

5.5.4. Las perchas de los encierros destinados para el manejo de las especies de las familias **Psittacidae** y **Ramphastidae** nunca deberán estar colocadas una encima de otra, de manera tal, que las excretas de las aves caigan sobre los alimentos, bebederos o sobre otras aves emperchadas.

5.5.5. Las dimensiones de las jaulas deberán como mínimo permitir al individuo girar y permanecer en posición natural.

5.5.6. Los requerimientos específicos para el alojamiento de las especies descritas en el cuadro N° 5 se tomarán como obligatorias.

5.5.7. Especies de la clase Aves, cuya longitud total (punta del pico a cola) exceda los 45 cm deberán ser manejados en función de los requerimientos ecológicos del especimen, garantizando obligatoriamente el cumplimiento del numeral 5.5.5.

5.6. Requisitos específicos mínimos para el manejo de la Clase **Mammalia.**

5.6.1. La infraestructura destinada al manejo de especies de la clase Mammalia deberá estar diseñada de acuerdo a las especificaciones generales consignadas en el numeral 5.1.

5.6.2. Los especímenes destinados para la exportación deberán ser empacados en los contenedores definidos por las normas internacionales para el transporte de animales vivos (IATA), los individuos pertenecientes a la clase Mammalia podrá permanecer en los mismos por un máximo de tiempo de 24 horas (un día) antes de ser entregados a la agencia de carga o compañía encargada de su transporte.

5.6.3. Cuando el mantenimiento temporal exceda las 24 horas (un día) los especímenes de la Clase Mammalia deberán ser alojados, en encierros o jaulas, tomando en cuenta la medida de longitud y peso que presente. La densidad máxima de individuos, tipos de alojamiento y dimensiones mínimas se describen en el cuadro N° 6.

Cuadro N° 6. Requerimientos específicos en el área de alojamiento de especímenes de la Clase Mammalia

MEDIDAS DE LONGITUD Y PESO					
Cabeza cuerpo y cola (cm)	Altura al hombro (cm)	Peso (lbs)	DENSIDAD MAXIMA Individuos/ m^2	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS
menor de 50 cm	menor de 27	menor de 11	2	Encierro o Jaula de malla metálica u otro material rígido.	1.00 m^2 Altura mínima 0.50 m.
50.1 a 77 cm m	27.1 a 31	11.1 a 26	1		4.00 m^2. Altura mínima 1.20m
77.1 a 90 cm	31.1 a 70	26.1 a 55	0.50		4.00 m^2, Altura mínima 1.50m
90.1 a 150 cm m	70.1 a 100	55.1 a 95	0.25		4.00 m^2. Altura mínima 1.50m
mayor de 150.1 m	mayor de 100.1	mayor de 95.1	0.25		5.00 m^2. Altura mínima 1.50m

5.6.4. Especímenes de la misma especie de la Clase Mammalia que por sus características etológicas no sean compatibles deberán ser alojados individualmente en encierros o jaulas rígidas.

5.6.5. Las dimensiones de los encierros y jaulas deberán como mínimo permitir al individuo girar y permanecer en posición natural.

5.6.6. Los requerimientos específicos para el alojamiento de las especies descritas en el cuadro N° 6 se tomarán como obligatorias.

6338

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

6. DEL MANEJO DE ESPECIMENES DE ESPECIES Y SISTEMAS DE BIOSEGURIDAD EN CENTROS DE ACOPIO DE FAUNA SILVESTRE

6.1. Los Centros de Acopio de fauna silvestre, cuyas actividades son reguladas mediante esta norma técnica, deberán cumplir con las disposiciones administrativas de control establecidas por el ente regulador, y por la Resolución Ministerial 013-99 del MARENA, titulada: "Sistema de licencias y permisos para el acceso, comercialización local, exportación y reproducción de los recursos de biodiversidad". Así como con la Ley Básica de Salud Animal y Vegetal (Decreto No. 2-99.- Reglamento de la Ley No. 291).

6.2. El establecimiento deberá contar con agua potable para la limpieza del local, así como los utensilios necesarios para abrevar a los animales.

6.3. El centro de acopio deberá tener un área destinada a la producción de alimento vivo de acuerdo a los requerimientos nutricionales de las especies.

6.4. La dieta de los especímenes en horarios, cantidad y tipos deberá ser preparada en base a los requerimientos nutricionales de cada especie, los especímenes bajo manejo deberán ser suplidos preferiblemente con alimentos provenientes de su medio natural o en su defecto sustituir con similares.

6.5. El establecimiento deberá contar con jaulas separadas y aisladas físicamente del local donde se encuentran los animales sanos para el debido confinamiento de animales enfermos o lastimados (área de cuarentena).

6.6. El establecimiento deberá impulsar normas de bioseguridad para el control y seguimiento de vectores en instalaciones e individuos a través de:

6.6.1. Muestreos de diagnóstico veterinario en análisis de Biometría hemática, hemoparásitos, examen general de orina, coprológico, Dermoscopía, Dirofilaria, Cultivos microbiológicos (exudados, heces, orina, de órganos, de alimentos, lácteos y agua) Necropsias (aves , reptiles, anfibios y mamíferos), cultivo Micológico, etc. Estas deben realizarse según necesidades inmediatas. Para el seguimiento de vectores se sugiere hacer la pruebas de parásitos y bacterias en el tracto gastrointestinal una vez al mes.

6.6.2. Efectuar análisis de diagnóstico en las fuentes de agua e infraestructura de almacenamiento y distribución de la misma, para determinar la presencia de bacterias, pesticidas, metales pesados y físico químico del agua cada cuatro meses, a excepción de pesticidas y metales pesados que pueden hacerse una vez al año.

6.6.3. Hacer análisis de Aflatoxinas (toxinas de hongos) en el alimento concentrados y otros que se dan en base fresca para prevenir contaminación alimentaria en los grupos de taxonómicos que se exportarán. Al menos cuando se compra un primer lote de alimento, o ingredientes de la ración diaria básica.

6.6.4. Muestreo bacteriológico y micótico en las instalaciones físicas. Cada tres meses.

6.7. La utilización de sustancias bioquímicas desinfectantes de amplio espectro con alto poder germicida, bactericida, fungicida, para ser aplicado directamente a la infraestructura como paredes, pisos, pilas, estructuras de perchaje, condominios, utensilios de procesamiento y bandejas para suministro de alimentos a los individuos acopiados, sin que deteriore u oxide los mismos y a la vez ser biodegradables. Garantizar una manipulación segura desde el punto de vista sanitario a través del uso de guantes químicos o jabón gel desinfectante de patógenos, que se recomienda usar en los procesos de embalaje de individuos de las clases de reptiles, mamíferos y aves. Entre los productos recomendados están las sustancias de Amonio cuaternario. La frecuencia de uso debe ser diario o según la proliferación de vectores y efecto sanitizante residual de cada producto, definido por el seguimiento diagnóstico de muestreo microbiológico.

6.7.1. Instalación de piscinas de desinfección de calzado y de las llantas de vehículos automotores las que deben ubicarse en las entradas o puertas de jaulas y/o corrales, así como en las entradas principales de los establecimientos. Estos dispositivos deben ser construidos de concreto y hierro en las entradas de cada instalación. Las dimensiones de las mismas dependerán de las características de cada acceso y se recomienda utilizar las medidas descritas a continuación:

6.7.1.1.Las piscinas de desinfección de calzado deberá tener una profundidad de 4 pulgadas, y una esponja de una pulgada de espesor con un nivel de líquido, permanente, de 1.5 pulgadas su longitud dependerá de las características de las entradas y puertas.

6.7.1.2. La piscina de desinfección de ruedas deben permitir empapar las mismas dos veces en la solución desinfectante, por ello la dimensión debe ser de una longitud de 8 metros, un ancho de 4 metros y 16 pulgadas de profundidad con un nivel de líquido de 10 pulgadas.

"NORMA TÉCNICA OBLIGATORIA NICARAGÜENSE DE COTO DE CAZA DE FAUNA SILVESTRE"

NTON 05 019 – 02

1. OBJETO

La presente norma tiene por objeto establecer las especificaciones técnicas y/o requerimientos que regirán

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION

todas las actividades de Cotos de Caza de fauna silvestre en el territorio nacional.

2. CAMPO Y AUTORIDAD DE APLICACIÓN

La presente norma es aplicable a todas aquellas personas naturales o jurídicas dedicadas a brindar servicios de caza mayor o menor en Cotos de Caza de fauna silvestre localizados en el territorio nacional sin perjuicio de su finalidad.

La autoridad de aplicación de la presente norma, es el Ministerio del Ambiente y los Recursos Naturales, a través de las Delegaciones Territoriales y la Dirección Sustantiva del nivel central con funciones en materia de Fauna Silvestre.

3. DEFINICIONES

3.1 Coto de caza: Es aquella área pública o privada, cuya extensión y características medioambientales permiten la existencia natural o inducida de especies de la fauna silvestre nacional y que ha sido delimitada físicamente para efectos de llevar a cabo dentro de sus linderos, la actividad de cacería.

3.2 Caza deportiva: Es el arte de perseguir, capturar o dar muerte a especímenes de la fauna silvestre utilizando aquellos medios y métodos considerados lícitos en los preceptos de dicho arte, y cuya finalidad no implica para el cazador la obtención de beneficio pecunario por el producto logrado.

3.3 Calendario Cinegético: Es el calendario anual que define los períodos hábiles para cazar todas aquellas especies de fauna silvestre para las cuales existe permiso de realizar tal actividad, así como el sexo, tallas o peso de los individuos susceptibles de ser cazados y puede incluir o no la cantidad de piezas que cada cazador está autorizado a cobrar por día de caza.

3.4 Especie: Categoría taxonómica que agrupa al conjunto de seres que presentan aquellas características genéticas que les permiten reproducirse entre sí.

3.5 Espécimen: Todo animal, planta, parte, producto o derivado vivo o muerto.

3.6 Especies menores: Todas aquellas especies de la fauna silvestre nacional susceptibles de cacería, cuyos individuos adultos poseen dimensiones iguales o menores a las siguientes: longitud de la cabeza y cuerpo (base de la cola) sin incluir la cola de 75 cm y una altura al hombro de 35 cm.

3.7 Especies mayores: Todas aquellas especies de la fauna silvestre nacional cuyos individuos adultos poseen dimensiones mayores a las siguientes: longitud de la cabeza y cuerpo (base de la cola) 75 cm sin incluir la cola y una altura al hombro de 35 cm.

3.8 Fauna Silvestre: Especies de animales que subsisten sujetas a los procesos de selección natural, cuyas poblaciones se desarrollan en la naturaleza.

3.9 Hábitat propicio: Toda aquella extensión de territorio con los siguientes elementos:

3.9.1. Disponibilidad permanente de al menos una fuente de agua donde los animales pueden abrevar, en un radio no mayor al reconocido como rango doméstico de la especie.

3.9.2 Presencia de las especies que constituyen la dieta de la especie.

3.9.3. Disponibilidad de áreas potenciales de reproducción y crianza.

3.9.4. Presencia de más de una comunidad vegetal, o estados serales iniciales y maduros que crean efectos de borde para especies cuyos hábitos de vida requieran de lo anterior.

3.9.5. Ausencia de actividades humanas intensivas, tales como: tala, asentamientos, carreteras, caza, caminos y ganadería u otras que limiten el uso que la especie le pueda dar a este hábitat.

3.10 Hábitat óptimo para especies silvestres: Es aquel en el cual la cantidad y arreglo de las áreas de alimentación y cobertura, dan por resultado un uso máximo por los animales sobre la máxima área disponible, sin que haya un deterioro de la vegetación.

3.11 MEHVCB: Siglas de "Método de evaluación de hábitat para el venado cola blanca", el cual ha sido desarrollado por especialistas en vida silvestre en Costa Rica, Estados Unidos y otros países americanos con poblaciones de *Odoicoleu virginianus*. Consiste en la comparación cualitativa de determinado hábitat con un hábitat ideal hipotético definido. Los autores de trabajos en MEHVCB más conocidos son Mandujano (1995), Bramble y Byrnes (1979), Flood et.al (1997).

3.12 Rango doméstico: Extensión territorial que recorre cada especie con la finalidad de realizar sus funciones vitales.

4. REQUERIMIENTOS GENERALES MÍNIMOS PARA LA UBICACIÓN, DISEÑO DE INFRAESTRUCTURA Y SEGURIDAD DE LOS COTOS DE CAZA

4.1. Los Cotos de Caza deberán estar ubicados diez kilómetros de distancia mínima del límite de desarrollo urbano. En el caso de instalaciones próximas a las Áreas Protegidas, deberán estar localizadas a diez kilómetros de la zona de amortiguamiento.

6340

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

4.2. El Coto de Caza deberá tener una extensión mínima en función de los requerimientos ecológicos de la especie bajo manejo. En el caso de *Odocoileus virginianus* y *Mazama americana* será de 90 hectáreas como mínimo (129 manzanas) para poder permitir la actividad de cacería sobre una población silvestre de esta especie.

4.3. El área destinada para Coto de Caza deberá estar señalizada al menos cada cien metros a lo largo de todo su perímetro. La leyenda deberá advertir claramente a las personas del peligro de ingresar al área sin autorización.

4.3.1 La infraestructura y delimitación del Coto de Caza, deberá ser desarrollada en función de los resultados del estudio de impacto ambiental, de acuerdo al Reglamento de Permisos y Evaluación de Impacto Ambiental.

4.3.2 Los linderos del coto de caza deberán contar con una ronda de al menos 3 metros de ancho desde el borde del cerco hacia el interior de la propiedad, para facilitar las labores de vigilancia y mantenimiento.

4.3.3 Los períodos hábiles de caza se regirán de acuerdo al Calendario Cinegético anual y al Sistema Nacional de Vedas vigentes.

5. DE LOS REQUERIMIENTOS TÉCNICOS PARA EL ESTABLECIMIENTO DE UN COTO DE CAZA.

5.1. Cumplir con el inciso 5 del presente instrumento.

5.2. Presentar un plan de manejo para el Coto de Caza que incluya la información siguiente:

5.2.1 Una evaluación de hábitat propicio para las especies que se pretenda manejar, en el caso de Odocoileus virginianus y Mazama americana, esto se realizará utilizando el MEHVCB o un método similar reconocido por la comunidad científica internacional.

5.2.2 Estimados de la población actual de las especies que se pretenda manejar, total y por clases: Adultos, jóvenes y crías.

5.2.3 Presentar el plan de reintroducción de especímenes al Coto, en el caso de que se requiera.

5.2.4 Una propuesta de cosecha anual por especie, fundamentada en la información recabada.

5.2.5 La recolección de la información y la elaboración y presentación del plan de manejo deberán ser realizados por un profesional titulado u organización académica o no gubernamental con experiencia comprobada en el manejo y monitoreo de poblaciones silvestres y que serán los responsables técnicos de los resultados presentados.

5.3. La información a presentar en el plan de manejo así como la descripción de los métodos de colecta y procesamiento de datos deberá basarse en criterios, normas, registros y datos de total aceptación y validez.

5.4. Las siglas y el vocabulario propios de la actividad propuesta, deberán ser claramente definidos en dicho documento.

5.5. El plan de manejo incluirá, cuando sea pertinente, tablas, gráficos, diagramas, mapas, fotografías, que permitan presentar o resumir información. Los mismos deberán estar identificados apropiadamente, señalando: número y título, fuente y fecha de la información, autor y fecha de elaboración.

5.6. De acuerdo con el numeral 6.2.3, en el caso que el Coto de Caza no cuente con una población silvestre suficientemente grande para establecer una cuota de cacería, el propietario podrá introducir al Coto de Caza individuos de la especie a manejar, a fin de que se reproduzcan.

5.6.1 Una vez realizada dicha introducción, no se podrá realizar ninguna actividad de cacería por un período menor de dos años en el caso de especies de caza menor y de cuatro años para especies de caza mayor. Este período permitirá que la población introducida se reproduzca a niveles suficientes para sustentar un programa de cacería. Durante este período se deberá monitorear las poblaciones silvestre objeto de caza en el área a fin de determinar su estado y establecer la información biológica básica necesaria para la definición de la cosecha de caza.

5.6.2 La reintroducción de especímenes podrá consistir únicamente de parejas en edad reproductiva o crías y el número de las mismas no podrá ser mayor que el 10% del total de población que se pretenda manejar en el Coto de Caza de acuerdo al plan de manejo.

5.6.3 No se podrá realizar otra reintroducción de especímenes sin una justificación técnica y en un plazo menor a los dos años de realizada la reintroducción anterior.

5.7. El Coto de Caza podrá adquirir especímenes para realizar la introducción de un establecimiento de crianza en cautiverio autorizado para tal fin.

5.8. El Coto de Caza podrá reproducir en cautiverio las especies que pretenda cazar, estableciéndose las cuotas de liberación al área de cacería de acuerdo al plan de manejo presentado. La actividad de crianza en cautiverio se regirá por la Norma Técnica y demás disposiciones jurídico administrativas correspondientes.

6. DE LA DEFINICIÓN DE COSECHAS DE CAZA

6.1. La definición de la cantidad de especímenes a ser cazados dentro del Coto de Caza, por año y sexo ha de basarse en el plan de manejo presentado por los responsables del coto.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

6.2. Para el caso de *Odoicoleus virginianus* y *Mazama americana*, los porcentajes de cacería anuales podrán ser fijados en un rango de 0 a 30 % de la población total, sobre la base del plan de manejo presentado por los responsables del Coto de Caza.

6.3. Para el caso de *Odoicoleus virginianus* y *Mazama americana*, podrá autorizarse el porcentaje máximo de cosecha únicamente cuando el hábitat propicio para el venado se aproxime o constituya un hábitat óptimo y cuando el rango de la población de venados cumpla con la proporción 3:2:5 para crías, jóvenes y adultos.

6.4. La definición de cosechas de caza debe realizarse y ajustarse anualmente.

6.5. En el caso de áreas extensas que sean manejadas por comunidades, se podrá prescindir del numeral 5.3 y de los incisos 5.3.1 y 5.3.2.

7. DE LAS PROHIBICIONES, SEGURIDAD Y EL CALENDARIO CINEGETICO EN EL COTO DE CAZA

7.1. El Coto de Caza sólo podrá ser utilizado por aquellas personas que posean una licencia vigente de caza deportiva.

7.2. Todas las actividades de cacería que se lleven a cabo en el Coto de Caza se regirán por las especificaciones técnicas consignadas en la Norma Técnica obligatoria de caza deportiva.

7.3. El calendario cinegético será el instrumento administrativo de control de los períodos de caza en el Coto de Caza.

8. DE LA PROTECCIÓN AMBIENTAL

8.1. La basura o desechos orgánicos e inorgánicos producidos, por un cazador deportivo, al practicar su actividad, tales como: embalajes de cartuchos, armas, alimentos y cualquier otro material considerado como desecho, deberán ser transportados fuera del área de cacería y depositados en el basurero o contenedor habilitado para tal efecto.

"NORMA TÉCNICA OBLIGATORIA NICARAGÜENSE DE CRIANZA EN CAUTIVERIO"

NTON 05 020 – 02

1. OBJETO

La presente norma tiene por objeto establecer las especificaciones técnicas y/o requerimientos ecológicos que regirán todas las actividades de Crianza en Cautiverio de fauna silvestre en el territorio nacional.

2. CAMPO Y AUTORIDAD DE APLICACIÓN

La presente norma es aplicable a todas aquellas personas naturales o jurídicas dedicadas a las actividades de Crianza en Cautiverio de fauna silvestre que se realizan en el territorio nacional sin perjuicio de su finalidad.

La autoridad de aplicación de la presente norma, es el Ministerio del Ambiente y los Recursos Naturales, a través de las Delegaciones Territoriales y la Dirección Sustantiva del nivel central con funciones en materia de Fauna Silvestre.

3. DEFINICIONES

3.1 Bioseguridad: Se define así al conjunto de combinaciones específicas de trabajo, equipo de seguridad y facilidades diseñadas para el control y seguimiento de vectores que contribuyen a minimizar la exposición de los trabajadores y el ambiente a los agentes infecciosos.

3.2 Especie: Categoría taxonómica que agrupa al conjunto de seres que presentan aquellas características genéticas que les permiten reproducirse entre sí.

3.3 Espécimen: Todo animal, planta, parte, producto o derivado vivo o muerto.

3.4 Etología: Ciencia que se ocupa del estudio del carácter y modos de comportamiento de los animales en su medio natural, aunque también se incluyen experiencias de laboratorio.

3.5 Establecimiento de crianza en cautiverio de fauna silvestre: Son las áreas de propiedad pública o privada que se destinan para la reproducción, mantenimiento, fomento y aprovechamiento de especies de la fauna silvestre fuera de su hábitat natural con fines científicos, comerciales, industriales (internacional o nacional) o de repoblación y que involucran al ser humano en la manipulación del ambiente para propiciar el proceso de apareamiento de los individuos a manejar.

3.5.1 Reproducción en cautiverio: Actividad que se realiza en recintos cerrados con el propósito de obtener una o varias descendencias de animales de una generación parental.

3.5.2 Cría en cautiverio: Actividad que implica el cuido y manejo de una descendencia ya sea huevos, nacidos o de otra forma, que proviene de padres que se aparearon en un ambiente controlado.

3.5.3 Pie de cría o Padrotes: Se designan aquellos especímenes juveniles o adultos previa selección fenotípica de cualquier especie, capturados en estado silvestre, o provenientes de cautiverio, que serán utilizados como generación parental en fincas de reproducción o zoocriaderos,

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

3.5.4 Ambiente controlado: Un ambiente que es manipulado intensivamente por el ser humano con el propósito de reproducir animales, cuyas características generales puedan comprender, sin limitarse a ello el alojamiento artificial, la evacuación de deshechos, la asistencia sanitaria, la protección contra depredadores y la alimentación suministrada artificialmente.

3.6 Fauna Silvestre: Especies de animales que subsisten sujetas a los procesos de selección natural, cuyas poblaciones se desarrollan en la naturaleza.

3.7 Manejo de fauna silvestre: Es el arte de favorecer o controlar la abundancia o distribución de las especies silvestres vertebradas e invertebradas.

4. TERMINOLOGIA

4.1 Aves de percha: Aves que generalmente utilizan ramas de árboles u otras superficies similares para posarse, ejemplos: loras, gavilanes.

4.2 Área de cuarentena: Recinto físicamente aislado destinado para el alojamiento de animales procedentes de áreas externas al establecimiento con fines de prevención y/o tratamiento clínico de enfermedades.

4.3 Área de socialización: Instalación donde las diferentes especies de aves llevan a cabo el proceso de familiarización y selección de pareja para su futura reproducción.

4.4 Área de reproducción y apareo: Recinto donde se presenta el celo o ciclo reproductivo y se realiza el apareamiento de diferentes especies silvestres o domésticas.

4.5 Área de postura: Recinto destinado para la puesta y eclosión de los huevos.

4.6 Área de parto: Recinto destinado para especies cuya reproducción es vivípara.

4.7 Área de incubación: Ambiente destinado para la incubación de huevos de aquellas especies cuya reproducción es ovípara.

4.8 Área de alojamiento de crías: Recinto donde se encuentran alojadas las crías nacidas en el establecimiento de crianza en cautiverio.

4.9 Condominio: Estructura de madera, con plataformas horizontales de hojas de palma o madera, colocada en un Encierro para reptiles, cuya finalidad es proporcionar una superficie para el descanso y soleado de los especímenes.

4.10 Densidad: Se refiere al número de individuos en cautiverio por unidad de área, por ejemplo: 45 individuos por m^2 en un área de 0.11 m^2 equivale a 5 individuos.

4.11 Especies compatibles: Especies que por su tamaño, estrecha relación taxonómica, características físicas y de comportamiento similares, pueden convivir en un mismo espacio físico de manera temporal sin causarse daños de ningún tipo. Ejemplo, chocoyo catano *Aratinga canicularis* y chocoyo verde *Aratinga nana aztec.*

4.12 Perchas: Barras cilíndricas de madera colocadas en una jaula para aves, cuya finalidad es proporcionar una superficie de agarre a las patas del ave substituyendo lo que en el medio natural sería una rama de árbol.

4.13 Proporción de sexos: Relación numérica entre machos y hembras destinadas a compartir el mismo espacio físico, con el propósito de que se reproduzcan.

4.14 Sistema de impulsión y filtrado de agua: Sistema mediante el cual se posibilita el recambio y limpieza del agua de un estanque. El recambio de agua puede ser mediante bomba o por gravedad.

4.15 Terrario: Contenedor en el que habitan animales vivos terrestres o parcialmente terrestres.

5. DE LOS ESTABLECIMIENTOS DE CRIANZA EN CAUTIVERIO EN TODO EL TERRITORIO NACIONAL:

5.1. Requerimientos generales mínimos para la ubicación, diseño y seguridad de los establecimientos de crianza en cautiverio.

5.1.1 Los establecimientos de crianza en cautiverio deberán estar ubicados, a un kilómetro de distancia mínima del límite de desarrollo urbano. En caso de Áreas Protegidas, las instalaciones, deberán estar localizadas según lo dispuesto en el Reglamento de Áreas Protegidas (Decreto 14-99), Plan de manejo del área y/o Plan operativo anual respectivo.

5.12 La infraestructura para el manejo de fauna silvestre en cautiverio, deberá ser diseñada o edificada con materiales de construcción que no exponga la salud y el bienestar de los animales en cautiverio.

5.1.3. Sin perjuicio de las infraestructuras que cumplan con los requerimientos generales del numeral 5.1.2, se consideran como aptas aquellas edificadas con los siguientes materiales:

5.1.3.1 Encierro de bloques, de zinc con esqueleto rígido, tubo de hierro o perlín, que cumplan con las especificaciones de seguridad y diseño.

5.1.3.2 Encierro de zinc y malla ciclón, con esqueleto rígido, tubo de hierro o perlín.

5.1.3. Jaulas de malla metálica con esqueleto rígido, de tubo de hierro o perlín.

6343

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

5.1.3.4 Encierros de metal o malla metálica con esqueleto rígido o tubo de hierro.

5.1.3.5 Encierros de Sarán, cedazo u otro material similar, con esqueleto rígido, tubo de hierro o plástico.

5.1.3.6 Cajas de madera, plástico o cristal (terrario) con o sin malla metálica.

5.1.3.7 El uso de madera (reservorios de vectores) para la construcción de encierros, cajas y jaulas podrá ser utilizada si la misma es tratada con productos que eviten la presencia de vectores y que no afecten la salud de los animales y/o seres humanos.

5.1.3.8 Las piletas o depósitos para agua deben tener un diseño, que permita a los especímenes entrar y salir sin dificultad a fin de garantizar su seguridad y movimiento.

5.1.3.9 Las jaulas o encierros del establecimiento deberán garantizar que los animales no se causen heridas. Todos los bordes existentes deberán ser suaves o redondeados. Las uniones de madera –si las hay- deben ser terminadas de tal forma que el animal no pueda destruirlas royéndolas o arañándolas desde el interior.

5.1.3.10 Las jaulas o encierros deberán tener un desnivel en el piso del 3 % para facilitar el escurrimiento y drenaje de los líquidos de desecho.

5.1.3.11 Los establecimientos de crianza en cautiverio deberán construir piscinas de desinfección de calzado y de llantas de vehículos automotores en las entradas de cada instalación. Las mismas serán construidas totalmente de concreto y hierro (véase dimensiones y especificaciones técnicas en el numeral 6.

5.1.4 Los establecimientos de crianza en cautiverio que se dediquen a criar especímenes de especies de serpientes venenosas deberán de disponer de sueros antiofídicos vigentes y específicos para el tratamiento de mordeduras.

5.1.5 Las jaulas o encierros deberán contener únicamente animales de la misma especie o especies compatibles.

5.1.6 Los establecimientos de crianza en cautiverio deberán contar con áreas de cuarentena, enfermería, socialización, reproducción, alojamiento de crías (comercio, retorno y pie de cría) e incubación, definidas y separadas para cada una de las especies bajo manejo, salvo cuando las mismas sean especies compatibles, de acuerdo a las características etológicas de las especies.

5.1.7 El área de cuarentena para el manejo clínico de especímenes de especies acopiados de la naturaleza o reproducidos en cautiverio deberá estar a una distancia mínima de 50 m a contraviento en relación a otras áreas definidas en el numeral 5.1.6 y de acorde a los requerimientos específicos de cada especie, descritos en los cuadros correspondientes.

5.1.8 Los especímenes reproducidos en cautiverio que sean destinados al retorno a la naturaleza deberán estar en encierros separados de aquellos especímenes destinados para pie de cría o comercio.

5.1.9 Las puertas y tapaderas de todas las infraestructuras detalladas en los numerales anteriores deben abrirse y cerrarse fácil y repetidamente a fin de garantizar su operatividad, evitando la fuga de los animales en cautiverio o la introducción de animales indeseables por lo que se recomienda el uso de doble puerta.

5.1.10 Los Establecimientos de Crianza en Cautiverio deberán disponer de sueros antiofídicos vigentes y específicos para el tratamiento de mordeduras de especies venenosas de fauna silvestre.

5.1.11 El establecimiento deberá contar con su Plan de Manejo, el cual deberá incluir el manejo de los desechos sólidos y líquidos, en su caso; aprobado por la autoridad competente.

5.2 Requerimientos específicos mínimos para la reproducción y crianza de especies de la Clase **Amphibia.**

5.2.1 La infraestructura destinada a la reproducción, apareo y crianza de especies de la Clase **Amphibia** deberá estar diseñada de acuerdo a las especificaciones consignadas en el numeral 5.1.

5.2.2 Las condiciones de temperatura, humedad y ventilación deben ser las mismas existentes en el ambiente natural de la especie bajo manejo. En caso de que estos parámetros ambientales sean diferentes, deberán ser regulados artificialmente.

5.2.3 Los Encierros destinados para la reproducción d especies con estadios acuáticos (renacuajos) deberán contar con estanques equipados con sistemas de impulsión y filtrado para agua, no clorada, cuando las características ecológicas de la especie lo requieran.

5.2.4 Los renacuajos de una misma especie no podrán ser mezclados durante el período de la metamorfosis en un mismo depósito con otras especies

5.2.5 Para el manejo de reproductores en cautiverio de ranas arborícolas de la familia **Hylidae**, género *Agalychnis spp.* se requiere una misma área para la reproducción, apareo y postura. La densidad máxima de individuos, tipos de infraestructura, dimensiones máximas y componentes de encierro se describen en el cuadro N° 1.

Cuadro N° 1. Requerimientos específicos para reproductores de ranas arborícolas de la familia Hylidae, género Agalychnis spp. en el área de reproducción, apareo y postura.

6344

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

DENSIDAD MAXIMA Individuos/m³	TIPOS	DIMENSIONES MAXIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
2	Encierro, estructura rígida con forro de sarán u otro material del mismo tipo que cumpla con el inciso 5.1.2	50.00 m³ (5.00 x 5.00 x 2.00 m de altura)	Estanque para agua de 4.00 m² con profundidad mínima de 0.40 m. Plantas de hojas anchas, arbustos, cafetos, otros similares.
6	Terrarios, con tapadera y ventilación.	1.00 m³	Recipiente para agua. Profundidad Mínima 0.10 m.

NOTA: Cuando se refiere a especímenes de especies cuyas características le permiten ocupar espacios verticales su Densidad Máxima se expresa en Individuos/m³ y se indica a la par del índice.

5.2.5.1 Para el manejo de crías nacidas en cautiverio de ranas arborícolas de la familia **Hylidae**, género *Agalychnis spp.* se requiere una misma área para el alojamiento de crías. La densidad máxima de crías o neonatos, tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de encierro, cajas y terrarios, se describen en el cuadro N° 2.

Cuadro N° 2. Requerimientos específicos para ranas arborícolas de la familia Hylidae, género *Agalychnis spp.* en el área de alojamiento de crías.

DENSIDAD MAXIMA individuos/m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
5	Encierro, estructura con forro de sarán u otro material del mismo tipo que cumpla con el inciso 5.1.2	50.00 m³ (5.00 x 5.00 x 2.00 m de altura)	Estanque para agua de 2.00 m² con profundidad mínima de 0.40 m. Plantas de hojas anchas, arbustos, cafetos, otros similares.
20	Terrarios, con tapadera y ventilación.	1.00 m³	Depósito para agua, Profundidad mínima de 0.10 m. Plantas de hojas anchas, cafetos, otros similares.

5.3. Requerimientos específicos mínimos para la reproducción y crianza de especies de la Clase **Reptilia**.

5.3.1 Los tipos de infraestructura destinada a la reproducción, apareo y crianza de especies de la Clase **Reptilia** deberá estar diseñada de acuerdo a las especificaciones consignadas en el numeral 5.1.

5.3.2 Las tapaderas de cajas, terrarios o estructuras rígidas destinadas al manejo y crianza de especies de serpientes, deberán estar forradas únicamente de malla plástica u otro material sintético similar.

5.3.3 Las superficies laterales de cajas, terrarios o estructuras rígidas destinadas al manejo y crianza de especies de serpientes no deberán estar forradas con malla metálica.

5.3.4 Las condiciones de temperatura, humedad y ventilación deben ser las mismas existentes en el ambiente natural de la especie bajo manejo. En caso de que estos parámetros ambientales sean diferentes, deberán ser regulados artificialmente.

5.3.5 Para el manejo de reproductores en cautiverio de tortugas de agua dulce de la familia **Emydidae** se requiere una misma área para la reproducción, apareo y postura. La densidad máxima de individuos, tipos de infraestructura, dimensiones máximas y componentes de encierro, se describen en el cuadro N° 3.
Cuadro N° 3. Requerimientos específicos para tortugas de agua dulce de la familia Emydidae en el área de reproducción, apareo y postura.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
EMYDIDAE				
Rhinoclemmys spp. Tortugas de tierra *Trachemys spp.* Jicotea	0.5/m²	Encierro.	100.00 m². Altura Mínima. 0.60 m	Pila de agua de 12.00 m². Profundidad mínima de 0.35 m, Con pendiente del 6 % comederos, refugios, troncos, plantas acuáticas, otros similares.

5.3.6 Para el manejo de crías nacidas en cautiverio de tortugas de agua dulce de la familia **Emydidae** se requiere un área de alojamiento de crías. La densidad máxima de crías o neonatos, tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de encierro, cajas y terrarios se describen en el cuadro N° 4.

Cuadro N° 4. Requerimientos específicos para especies de tortugas de agua dulce de la familia Emydidae en el área de alojamiento de crías.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
EMYDIDAE				
Rhinoclemmys spp. Tortugas de tierra *Trachemys spp.* Jicotea	15/m²	Encierro	2.00 m². Altura mínima. 0.60 m	Pileta para agua de 0.16 m². Profundidad mínima 0.08 m. comederos refugios, troncos, sustrato, plantas acuáticas otros.
	70/m²	Cajas, Terrarios o contenedor plástico con tapadera y ventilación	0.11 m² (0.38 x 0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua, comedero, sustrato.

5.3.7 Para el manejo de reproductores en cautiverio de tortugas pecho quebrado de la familia **Kinosternidae** se requiere una misma área para la reproducción, apareo y postura. La densidad máxima de individuos, tipos de infraestructura, dimensiones máximas y componentes de encierro, se describen en el cuadro N° 5.

Cuadro N° 5. Requerimientos específicos para tortugas de pecho quebrado de la familia Kinosternidae en el área de reproducción, apareo y postura.

6346

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
KINOSTERNIDAE				
Kinosternon spp. Tortugas pecho quebrado	1/m²	Encierro.	100.00 m², Altura mínima 0.60 m	Pila de agua de 25 m². Profundidad mínima de 0.40 m. con pendiente del 6 % comederos refugios, troncos, plantas acuáticas, otros.

5.3.8 Para el manejo de crías nacidas en cautiverio de tortugas pecho quebrado de la familia **Kinosternidae** requiere de un área de alojamiento de crías. La densidad máxima de crías o neonatos, tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de encierro, cajas y terrarios se describen en el cuadro N° 6.

Cuadro N° 6. Requerimientos específicos para tortugas pecho quebrado de la familia Kinosternidae en el área de alojamiento de crías.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
KINOSTERNIDAE				
Kinosternon spp. Tortugas pecho quebrado	10/m²	Encierro.	3.00 m². Altura mínima 0.60 m	Pileta para agua de 0.64 m². Profundidad mínima 0.20 m. comederos refugios, troncos, sustrato, plantas acuáticas otros
	70/m²	Cajas, Terrarios o contenedor plástico con tapadera y ventilación	0.11 m² (0.38 x 0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua, comedero, sustrato

5.3.9 Para el manejo de reproductores en cautiverio de perrozompopos de la familia **Gekkonidae** se requiere una misma área para la reproducción, apareo y postura. La densidad máxima de individuos, tipos de la infraestructura, dimensiones máximas y componentes de encierro, se describen en el cuadro N° 7.

Cuadro N° 7. Requerimientos específicos para perrozompopos de la familia Gekkonidae en el área de reproducción, apareo y postura.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
GEKKONIDAE				
Coleonyx spp. Gekos	8/m²	Encierro.	2.00 m². Altura mínima 0.70 m	Pileta para agua de 0.16 m² Profundidad mínima 0.02 m. comedores refugios, troncos, sustrato, otros.

6347

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

	36/m²	Cajas, Terrarios o contenedor plástico con tapadera y ventilación	0.11 m² (0.38 x 0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua, comedero, sustrato.

5.3.10 Para el manejo de crías nacidas en cautiverio de perrozompopos de la familia **Gekkonidae** se requiere un área de alojamiento de crías. La densidad máxima de crías o neonatos, tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de encierro, cajas y terrarios se describen en el cuadro N° 8.

Cuadro N° 8. Requerimientos específicos para perrozompopos de la familia Gekkonidae en el área de alojamiento de crías.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
Coleonyx spp. Gekos	30/m²	Encierro	1.00 m². Altura mínima 0.70 m	Recipiente para agua y comederos, refugios, troncos, sustrato.
	70/m²	Cajas, terrarios o contenedor plástico con tapadera y ventilación	0.11 m² (0.38 x 0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua, comedero, sustrato

5.3.11. Para el manejo de reproductores en cautiverio de iguanas y cherepos de la familia **Iguanidae** se requieren una misma área para la reproducción, apareo y postura. La densidad máxima de individuos, tipos de infraestructura, dimensiones máximas y componentes de encierro, se describen en el cuadro N° 9.

Cuadro N° 9. Requerimientos específicos para iguanas y cherepos de la familia Iguanidae en el área de reproducción, apareo y postura.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
IGUANIDAE *Norops spp.* Anolis verde	2/m³	Encierro	50.00 m³. (5.00 x 5.00 x 2.00 m de altura)	Piletas para agua de 0.16 m² (0.40 x 0.40). Profundidad mínima 0.05 m. comederos, refugios, troncos, sustrato.
	36/m²	Cajas terrarios o contenedor plástico con tapadera y ventilación	0.11 m² (0.38 x 0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua, comederos, sustrato.

6348

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

Sceloporus spp. Pichetes, Lagartija corralera	4/m²	Encierro	100.00 m². Altura mínima 0.70 m	Pileta para agua de 0.64 m². Profundidad 0.20 m. Comederos, Profundidad mínima de 0.08 m. Refugios, troncos otros. Condominios 2.00 m², Altura mínima de 0.60 m. con plataformas horizontales distribuidas cada 0.20 m El espacio mínimo entre condominios, de 1.00 m. El espacio mínimo entre condominios y pared del Encierro de 1.50 m.

Cuadro N° 9. Requerimientos específicos para iguanas y cherepos de la familia Iguanidae en el área de reproducción, apareo y postura.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
IGUANIDAE				
Sceloporus spp. Pichetes, Lagartija corralera	36/m²	Cajas Terrarios	0.11 m² (0.38 x 0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua, comedero, sustrato.
Iguana spp. Iguana *Ctenosaura spp.* Cola Chata, Garrobos	0.25/m²	Encierro	100.00 m². Altura mínima 1.50 m	Pileta para agua de 2.25 m². Profundidad mínima de 0.25 m. Comederos Refugios, troncos, árboles o perchas. Condominios 2.00 m², Altura mínima 1.50 m. con plataformas horizontales distribuidas cada 0.80 m. El espacio mínimo entre condominios de 1.50 m. Distancia mínima entre condominios y pared del Encierro de 1.50 m.
	0.25/m²	Encierro para postura de hembras	100.00 m². Altura Mínima 1.50 m.	Zanja o bancales de arena 8.00m² Profundidad Máxima 0.80m. Distancia entre zanjas 4.00 m. Distancia entre condominios y pared del Encierro de 1.50 m.
Iguana spp. Iguana, *Ctenosaura spp.* Cola Chata Garrobos	0.25/m²	Encierro para recuperación de hembras	100.00 m². Altura Mínima 1.50 m.	Pileta para agua de 2.25 m². Profundidad mínima 0.25 m. Comederos, refugios, troncos, árboles o perchas. Condominios 2.00 m². Altura mínima 1.50 m. con plataformas horizontales cada 0.80 m. El espacio entre condominios de 1.50 m. Distancia mínima entre condominios y pared del Encierro de 1.50 m.

6349

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION

Cuadro N° 9. Requerimientos específicos para iguanas y cherepos de la familia Iguanidae en el área de reproducción, apareo y postura.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
Corytophanes spp. Turipaches *Basiliscus spp.* Gallegos	0.25/m²	Encierros.	100.00 m². Altura mínima 1.50 m	Pileta para agua de 2.25 m². Profundidad mínima 0.25 m. Comederos, refugios, troncos, árboles o perchas. Condominios 2.00 m². Altura mínima 1.50 m. con plataformas horizontales cada 0.80 m. El espacio entre condominios de 1.50 m. Distancia mínima entre condominios y pared del Encierro de 1.50 m.

5.3.12 Para el manejo de crías nacidas en cautiverio de iguanas y cherepos de la familia **Iguanidae** se requiere un área de alojamiento de crías. La densidad máxima de crías o neonatos, tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de encierro, cajas y terrarios se describen en el cuadro N° 10.

Cuadro N° 10. Requerimientos específicos para iguanas y cherepos de la familia Iguanidae en el área de alojamiento de crías.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
IGUANIDAE				
Norops spp. Anolis verde	10/m³	Encierros.	1.00 m³(1.00 x 1.00 x 1.00 m),	Recipiente o pila para agua y comederos, refugios, troncos, sustrato.
Sceloporus spp. Pichetes, Lagartija corralera	70/m²	Cajas o terrarios	0.11 m² (0.38 x 0.30 x 0.18 m)	
	20/m²	Encierro	1.00 m². Altura mínima 1.00 m	Recipiente para agua, comedero sustrato .

Cuadro N° 10. Requerimientos específicos para iguanas y cherepos de la familia Iguanidae en el área de alojamiento de crías.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
IGUANIDAE				
Iguana spp. Iguana, *Ctenosaura spp.* Cola chata Garrobos	20/m²	Encierros	1.00 m² Altura Mínima 0.70 m	Recipiente o pila para agua y comederos, refugios, troncos, Sustrato.
Corytophanes spp. Turipaches *Basiliscus spp.* Gallegos	70/m²	Cajas terrarios con tapadera y ventilación	0.18 m²(0.60 x 0.30 x 0.30 m)	Recipiente para agua, comedero, sustrato.

6350

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
	20/m²	Encierros	25.00 m². Altura mínima 0.70 m	Recipiente o pila para agua de 0.16 m², Profundidad mínima 0.20 m. Comederos, refugios, troncos, sustrato. Condominios 2.00 m² Altura mínima 0.60 m con plataformas horizontales distribuidas cada 0.20 m El espacio entre condominios de 1.00 m. El espacio mínimo entre condominios y pared del Encierro de 1.50 m.
	70/m³	Cajas o terrarios con tapadera y ventilación	0.11 m²(0.38 x 0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua, comedero, sustrato

5.3.13 Para el manejo de reproductores en cautiverio de lagartijas lucias de la familia **Scincidae** se requiere una misma área para la reproducción, apareo y postura. La densidad máxima de individuos, tipos de infraestructura, dimensiones máximas y componentes de encierro, cajas y terrarios se describen en el cuadro N° 11.

Cuadro N° 11. Requerimientos específicos para lagartijas lucias de la familia Scincidae en el área de reproducción, apareo y postura.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
SCINCIDAE				
Eumeces spp. Lagartija de Managua	1.6/m²	Encierro	5.00 m² Altura mínima 0.70 m	Pileta para agua de 0.16 m². Profundidad mínima 0.08 m. Comederos refugios, sustrato, troncos.
Mabuya spp. *Sphenomorphus spp.* = *(Leilopisma spp.)* Lagartijas lucias	4/m²	Encierro	4.00 m², Altura mínima 0.70 m	Pileta para agua de 0.16 m. Profundidad mínimo 0.08 m. Comederos refugios, sustrato, troncos.
	18/m²	Cajas terrarios con tapadera y ventilación	0.11 m² (0.38 x 0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua, comedero, sustrato

5.3.14 Para el manejo de crías nacidas en cautiverio de la familia **Scincidae** se requiere de un área de alojamiento de crías. La densidad máxima de crías o neonatos, tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de encierro, cajas y terrarios se describen en el cuadro N° 12.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION www.fundacionenriquebolanos.org

Cuadro N° 12. Requerimientos específicos para lagartijas lucias de la familia Scincidae en el área de alojamiento de crías.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
SCINCIDAE *Eumeces spp.* Lagartija de Managua	12/m²	Encierro	1.00 m² Altura mínima 0.70 m	Recipiente para agua y comederos Refugios, troncos, sustrato.
Mabuya spp. *Sphenomorphus spp* = *(Leilopisma spp.)* Lagartijas lucias	70/m²	Cajas o terrarios con tapadera y ventilación	0.11 m² (0.38 x 0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua, comedero, sustrato

5.3.15 Para el manejo de reproductores en cautiverio de lagartijas rayadas de la familia **Teiidae** se requiere una misma área para la reproducción, apareo y postura. La densidad máxima de individuos, tipos de infraestructura, dimensiones máximas y componentes de los encierros permanentes, cajas y terrarios se describen en el cuadro N° 13.

Cuadro N° 13. Requerimientos específicos para especies de lagartijas rayadas de la familia Teiidae en el área de reproducción, apareo y postura.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
TEIIDAE *Ameiva spp.* Ameivas *Cnemidophorus spp.* *Lagartija rayada, azul.*	2/m²	Encierro.	4.00 m² .Altura Mínima 0.70 m	Pileta para agua de 0.16 m². Profundidad mínima 0.08 m. Comederos, refugios, sustrato, troncos.
	18/m²	Cajas o terrarios con tapadera y ventilación.	0.11 m² (0.38 x 0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua, comedero, sustrato

5.3.16 Para el manejo de crías nacidas en cautiverio de la familia **Teiidae** se requiere un área de alojamiento de crías. La densidad máxima de crías o neonatos, tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de encierro, cajas y terrarios se describen en el cuadro N° 14.

Cuadro N° 14. Requerimientos específicos para lagartijas rayadas de la familia Teiidae en el área de alojamiento de crías.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
TEIIDAE *Ameiva spp.* Ameivas *Cnemidophorus spp.* Lagartijas rayada, azul.	12/m²	Encierro.	1.00 m², Altura mínima 0.70 m	Recipiente para agua y comederos Refugios, sustrato, troncos,
	70/m²	Cajas o terrarios con tapadera y ventilación.	0.11 m² (0.38 x 0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua, comedero, sustrato

6352

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

5.3.17 Para el manejo de reproductores en cautiverio de boas y chatillas de la familia **Boidae** se deberá proporcionar una misma área para la reproducción y apareo. La densidad máxima de individuos, tipos de infraestructura, dimensiones máximas y componentes de encierro, se describen en el cuadro N° 15.

Cuadro N° 15. Requerimientos específicos para boas y chatillas de la familia Boidae en el área de reproducción y apareo.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m^2 ó m^3	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
BOIDAE *Boa spp.* Boa *Loxocemus spp.* Chatilla	0.5/m^2	Encierro.	100.00 m^2, Altura mínima. 2.00 m	Pileta o recipiente para agua 1.00 m de diámetro. Profundidad máxima 0.20 m Refugios, sustrato, troncos o perchas de madera.
	0.90/m^2	Cajas o Terrarios de apareo con tapadera y ventilación.	2.25 m^2 (1.50 x 1.50 x 0.70 m)	Recipiente para agua, sustrato.

5.3.18 Para el manejo de crías nacidas en cautiverio de la familia **Boidae** se requiere de un área de nacimientos y alojamiento de crías. La densidad máxima de crías o neonatos, tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de encierro, cajas y terrarios se describen en el cuadro N° 16.

Cuadro N° 16. Requerimientos específicos para boas y chatillas de la familia Boidae en el área de nacimientos y alojamiento de crías.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m^2 ó m^3	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
BOIDAE *Boa spp.* Boas *Loxocemus spp.* Chatilla	10	Encierros rectangulares o circulares	1.00 m^2, Altura Mínima. 1.00 m	Recipiente para agua, refugios, sustrato, troncos o perchas de madera.
	80	Cajas o Terrarios con tapadera y ventilación.	0.11 m^2 (0.38 x 0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua, sustrato.

5.3.19 Para el manejo de reproductores en cautiverio de serpientes de la familia **Colubridae** se requiere una misma área para reproducción, apareo y postura. La densidad máxima de individuos, tipo de infraestructura, dimensiones máximas y componentes de encierro, se describen en el cuadro N° 17.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION www.fundacionenriquebolanos.org

Cuadro N° 17. Requerimientos específicos para serpientes de la familia Colubridae en el área de reproducción, apareo y postura.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
Lampropeltis spp. Falso coral	0.5	Encierro.	100.00 m², Altura mínima 2.00 m	Recipiente para agua, refugios, sustrato, troncos o perchas de madera.
	8	Cajas, Terrarios con tapadera y ventilación	0.24 m² (0.60 x 0.40 x 0.40 m)	Recipiente para agua, sustrato

5.3.20 Para el manejo de crías nacidas en cautiverio de la familia **Colubridae** se requiere de un área de alojamiento de crías. La densidad máxima de crías o neonatos, tipo de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de encierro, cajas y terrarios se describen en el cuadro N° 18.

Cuadro N° 18. Requerimientos específicos para serpientes de la familia Colubridae en el área de alojamiento de crías.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
COLUBRIDAE *Lampropeltis spp.* falso coral	12	Encierro.	1.00 m², Altura mínima 1.00 m	Recipiente para agua Refugios, sustrato, troncos o Perchas de madera.
	60	Cajas o Terrarios con tapadera y ventilación.	0.11 m² (0.38 x 0.30 x 0.18 m)	Recipiente para agua, sustrato

5.4. Requerimientos específicos mínimos para la reproducción y crianza de especies de la clase Aves.

5.4.1 Los tipos de infraestructura destinada a la reproducción, apareo y crianza de especies de la Clase **Aves** deberá estar diseñada de acuerdo a las especificaciones consignadas en el numeral 5.1.

5.4.2 Las condiciones de temperatura, humedad y ventilación deben ser las mismas existentes en el ambiente natural de la especie bajo manejo. En caso de que estos parámetros ambientales sean diferentes, deberán ser regulados artificialmente.

5.4.3 Para la incubación de huevos de manera artificial, se deberá garantizar el funcionamiento permanente de los equipos a utilizar. Para evitar pérdidas por fallas en el fluido eléctrico, deberán contar permanentemente con generadores de emergencia o sistemas alternativos de incubación.

5.4.4 Para el manejo de padrotes en cautiverio de especies de lapas, loras y chocoyos de las familia **Psittacidae** se requiere un área de socialización. La densidad máxima de individuos, tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de jaulas, se describen en el cuadro N° 19.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION www.fundacionenriquebolanos.org

Cuadro N° 19. Requerimientos específicos para lapas, loras y chocoyos de la familia Psittacidae en el área de socialización.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
PSITTACIDAE				
Ara spp.	0.03	Jaula	125 m³ (5.00 x 5.00 x 5.00 m).	Recipiente para agua y comedero. Árboles, perchas en posición horizontal. 20 % de la sección superior y/o costados cubiertos. Refugios y cajas nidales.
Lapas *Amazona spp.*	0.09			
Loras, *Pionus spp.*	0.19			
Cotorras *Aratinga spp.*	0.28			
Chocoyos				

5.4.5 Para el manejo de padrotes en cautiverio de lapas, loras y chocoyos de la familia **Psittacidae** y tucanes de la familia **Ramphastidae**, se requiere un área de reproducción, apareo y postura. La densidad máxima de individuos, tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de jaula, se describen en el cuadro N° 20.

Cuadro N° 20. Requerimientos específicos para lapas, loras y chocoyos de las familias Psittacidae y tucanes de la familia Ramphastidae en el área de reproducción, apareo y postura.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/ m² ó m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
PSITTACIDAE				
Ara spp. Lapas	0.12	Jaula	16.2 m³, Altura mínima. 4.50 m. Base de la jaula suspendida o sobre soportes.	Recipiente para agua y comedero Perchas en posición horizontal 30 % de la sección superior y/o costados cubiertos. Caja de nido suspendido con puerta para revisión.
Amazona spp. Loras, *Pionus spp.* Cotorras *Aratinga spp.* Chocoyos	2	Jaula	1.00 m³ , Altura mínima 0.90 m. Altura mínima del suelo a la base de la jaula 1.50 m suspendida o sobre soportes	Recipiente para agua y comedero. Percha en posición horizontal 30 % de la sección superior y/o costados cubiertos Caja de nido suspendido con puerta para revisión.

6355

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

RAMPHASTIDAE *Rhampastus spp* *Pteroglossus spp* Tucanes	2	Jaula	1.00 m³, Altura mínima 0.90 m. Altura Mínima del suelo a la base de la jaula 1.50 m suspendida o sobre soportes	Recipiente para agua y comedero. Percha en posición horizontal 30% de la sección superior y/o costados cubiertos. Cajas de nido suspendido con puerta para revisión

5.4.6 Para el manejo de crías nacidas en cautiverio de lapas, loras y chocoyos de la familia **Psittacidae** y tucanes de la familia **Ramphastidae** se requiere de una misma área de incubación y manejo de crías o neonatos. La densidad máxima de individuos, tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de la instalación se describen en el cuadro N° 21.

Cuadro N° 21. Requerimientos específicos para lapas, loras y chocoyos de la familia Psittacidae y tucanes de la familia Ramphastidae en el área de incubación y manejo de crías o neonatos.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
PSITTACIDAE		Instalación techada	24.00 m² Altura mínima de instalación 1.80 m.	Incubadora, Recipientes para alojar neonatos, accesorios de manejo.
Ara spp. **Lapas** *Amazona spp.* Loras *Pionus spp.* **Cotorras** *Aratinga spp.* Chocoyos	18	Cajas plásticas u otro material.	0.11 m². (0.38 x 0.30 x 0.18 m).	
RAMPHASTIDAE *Rhampastus spp.* *Pteroglossus spp.* Tucanes	18			

5.4.7 Para el acopio de nuevos individuos y manejo clínico de reproductores en el establecimiento de reproducción y crianza de las especies de lapas, loras y chocoyos de la familia Psittacidae, tucanes de la familia Ramphastidae se requiere un área de cuarentena. La densidad máxima de individuos, tipo de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de las jaulas, se describen en el cuadro N° 22.

Cuadro N° 22. Requerimientos específicos para lapas, loras y chocoyos de la familia Psittacidae y tucanes de la familia Ramphastidae en el área de cuarentena.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/m³	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
PSITTACIDAE		Instalación techada	24.00 m², Altura Mínima de Instalación 2.40 m.	Accesorios de manejo.

6356

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

Ara spp. **Lapas**	1	Jaula	1.00 m³. Altura mínima del suelo a la base de la Jaula 1.50 m suspendida o sobre soportes	Recipiente para agua y comederos. Perchas en posición horizontal
Amazona spp Loras	6			
PIONUS SPP Cotorras	10			
Aratinga spp Chocoyos	15			
RAMPHASTIDAE	6			
Rhampastus spp *Pteroglossus spp* Tucanes				

5.5. Requerimientos específicos mínimos para la reproducción y crianza de especies de la clase **Mammalia**.

5.5.1 La infraestructura destinada a la reproducción, apareo y crianza de especies de la **clase Mammalia** deberá estar diseñada de acuerdo a las especificaciones consignadas en el numeral 5.1.

5.5.2 Para el manejo de reproductores en cautiverio de especímenes de venados de la familia **Cervidae**, especie *Odocoileus virginianus y Mazama americana,* se requiere para cada especie, un área para la reproducción y apareo. La densidad máxima de individuos, tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de encierro o jaulas, se describen en el cuadro N° 23.

Cuadro N° 23. Requerimientos específicos para venados, de la familia Cervidae, especies *Odocoileus virginianus y Mazama americana* en el área de reproducción y apareo.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/m²	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
CERVIDAE				
Odocoileus virginianus Venado cola blanca	0.03	Encierro rectangular o circular	100.00 m². Altura mínima 2.00 m	Pileta para agua. Profundidad mínima 0.40 m. Comederos, refugios, árboles.
Mazama americana Venado cabro, puco				

5.5.3 Para el manejo en cautiverio de hembras preñadas de la familia **Cervidae**, se requieren de áreas individuales de partos. La densidad máxima de individuos, tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de encierro y/o jaulas, se describen en el cuadro N° 24.

Cuadro N° 24. Requerimientos específicos para venados, de la familia Cervidae, especie *Odocoileus virginiansus y Mazama americana* en el área de partos.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION www.fundacionenriquebolanos.org

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/m²	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
CERVIDAE				
Odocoileus virginianus Venado cola blanca	0.25	Encierro o jaula rectangular o circular	4.00 m², Altura Mínima 2.00 m	Pileta para agua. Profundidad mínima 0.15 m. Comederos, refugios.
Mazama americana Venado cabro, puco				

5.5.4 Para el manejo de crías nacidas en cautiverio de venados de la familia **Cervidae**, especie *Odocoileus virginianus y Mazama americana,* se requiere para cada especie, áreas independientes de alojamiento de crías, posterior al destete. La densidad máxima de crías o cervatillos, tipo de infraestructura, dimensiones mínimas, así como los componentes de encierro, cuyo detalle se describen en el cuadro N° 25.

Cuadro N° 25. Requerimientos específicos para venados, de la familia Cervidae, especies *Odocoileus virginianus y Mazama americana* en el área de alojamiento de crías

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/m²	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
CERVIDAE				
Odocoileus virginianus Venado cola blanca	1	Encierro	4.00 m, Altura mínima 2.00 m	Pileta para agua. Profundidad Mínima 0.15 m. Comederos, refugios.
Mazama americana Venado cabro, puco	1			

5.5.5 Para el manejo de reproductores en cautiverio de guardatinaja, familia Agoutidae, especie *Agouti paca,* se requiere una misma área de reproducción y apareo. La densidad máxima de individuos, proporción de sexos, tipos de infraestructura dimensiones mínimas y componentes de encierro o jaulas, se describen en el cuadro N° 26.

Cuadro N° 26. Requerimientos específicos para guardatinaja, familia Agoutidae, especie *Agouti paca* en el área de reproducción y apareo.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/m²	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
AGOUTIDAE				
Agouti paca Guardatinaja	1	Encierro.	4.00 m, Altura mínima 1.50 m	Pileta para agua. Profundidad Mínima. 0.15 m. Comederos, refugios

6358

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org.ni

5.5.6 Para el manejo en cautiverio de hembras preñadas de guardatinaja de la familia Agoutidae, se requieren de áreas individuales de partos. La densidad máxima de especímenes, tipos de infraestructura, dimensiones mínimas y componentes de encierro y/o jaulas, se describen en el cuadro N° 27.

Cuadro N° 27. Requerimientos específicos para guardatinaja, familia Agoutidae, especie *Agouti paca* en el área de partos.

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/m²	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
AGOUTIDAE				
Agouti paca Guardatinaja	0.5	Encierro	2.00 m², Altura mínima 1.50 m	Pileta para agua. Profundidad mínima 0.15 m Comederos, refugios
	1	Jaula	1.00 m². Altura mínima 0.50 m	Recipiente para agua y comedero

5.5.7 Para el manejo de crías nacidas en cautiverio de guardatinaja de la familia Agoutidae, especie *Agouti paca*, se requiere de áreas de alojamiento de crías, posterior al destete. La densidad máxima de crías o neonatos, tipo de infraestructura, dimensiones mínimas, así como los componentes de encierro, se describen en el cuadro N° 28.

Cuadro N° 28. Requerimientos específicos para guardatinaja, familia Agoutidae, especie *Agouti paca* en el área de alojamiento y manejo de crías

FAMILIA GENERO Y/O ESPECIE, NOMBRE COMUN	DENSIDAD MAXIMA individuos/m²	TIPOS	DIMENSIONES MINIMAS REQUERIDAS	COMPONENTES MINIMOS
AGOUTIDAE				
Agouti paca Guardatinaja	2	Encierro	2.00 m ó 1.60m de diámetro Altura Mínima 1.50	Pileta para agua de 0.16 m² ó 0.45 m de diámetro. Profundidad mínima 0.15 m. Comederos, refugios.
	2	Jaula	1.00 m². Altura mínima 0.50 m	Recipiente para agua y comedero

6. DEL MANEJO DE ESPECIMENES DE ESPECIES Y SISTEMAS DE BIOSEGURIDAD EN ESTABLECIMIENTOS DE CRIANZA EN CAUTIVERIO DE FAUNA SILVESTRE.

6.1 Los establecimientos de Crianza en Cautiverio de fauna silvestre viva, cuyas actividades son reguladas mediante esta norma técnica, deberán cumplir con las disposiciones administrativas de control establecidas por el ente regulador, y por la Resolución Ministerial 013 - 99 del MARENA, titulada: "Sistema de licencias y permisos para el acceso, comercialización local, exportación y reproducción de los recursos de biodiversidad". Así como con la Ley Básica de Salud Animal y Vegetal (Decreto No. 2-99.- Reglamento de la Ley No. 291).

6.2. El establecimiento deberá contar con agua potable para la limpieza del local, así como los utensilios necesarios para abrevar a los animales.

6.3. El establecimiento deberá tener un área destinada a la producción de alimento vivo de acuerdo a los requerimientos nutricionales de las especies bajo manejo.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacion-enriquebolanos.org

6.4. La dieta de los especímenes en horarios, cantidad y tipos deberá ser preparada en base a los requerimientos nutricionales de cada especie, los especímenes bajo manejo deberán ser suplidos preferiblemente con alimentos provenientes de su medio natural o en su defecto sustituir con similares.

6.5. El establecimiento deberá garantizar únicamente que los especímenes de las especies de la Clase **Aves y Mammalia** estén sexados y marcados con anillos u otro tipos de marca señalizada por un código numérico o alfanumérico .

6.6. La selección y aplicación de las marcas para especímenes de especies de la Clase **Amphibia y Reptilia** ha de contemplar el uso de productos **no tóxicos**, en ningún momento deberá ocasionar efectos negativos a los individuos marcados.

6.7. El establecimiento deberá contar con jaulas separadas y aisladas físicamente del local donde se encuentran los animales sanos para el debido confinamiento de animales enfermos o lastimados (área de cuarentena).

6.8. Toda la infraestructura del establecimiento de Crianza en Cautiverio deberá estar limpio, y para su desinfección se utilizarán sustancias que no causen daño y perjuicio a los animales bajo manejo.

6.9. El establecimiento deberá impulsar normas de bioseguridad para el control y seguimiento de vectores en instalaciones e individuos a través de:

6.9.1. Muestreos de diagnóstico veterinario en análisis de Biometría hemática, hemoparásitos, Examen general de orina, coprológico, Dermoscopía, Dirofilaria, Cultivos microbiológicos (exudados, Heces, Orina, de órganos, de alimentos, lácteos y agua) Necropsias (aves , reptiles, anfibios y mamíferos), cultivo Micológico, etc.

Estas deben realizarse según necesidades inmediatas. Para el seguimiento de vectores se sugiere hacer la pruebas de parásitos y bacterias en el tracto gastrointestinal una vez al mes.

6.9.2. Efectuar análisis de diagnóstico en las fuentes de agua e infraestructura de almacenamiento y distribución de la misma, para determinar la presencia de bacterias, pesticidas, metales pesados y físico químico del agua cada cuatro meses, a excepción de pesticidas y metales pesados que pueden hacerse una vez al año.

6.9.3. Hacer análisis de Aflatoxinas (toxinas de hongos) en el alimento concentrados y otros que se dan en base fresca para prevenir contaminación alimentaría en los grupos de taxonómicos que se exportarán. Al menos cuando se compra un primer lote de alimento, o ingredientes de la ración diaria básica.

6.9.4. Muestreo bacteriológico y micótico en las instalaciones físicas. Cada tres meses.

6.10. La utilización de sustancias bioquímicas desinfectantes de amplio espectro con alto poder germicida, bactericida, fungicida, para ser aplicado directamente a la infraestructura como paredes, pisos, pilas, estructuras de perchaje, condominios. utensilios de procesamiento y bandejas para suministro de alimentos a los individuos acopiados, sin que deteriore u oxi los mismos y a la vez ser biodegradables. Garantizar una manipulación segura desde el punto de vista sanitario a través del uso de guantes químicos o jabón gel desinfectante de patógenos, que se recomienda usar en los procesos de embalaje de individuos de las clases de reptiles, mamíferos y aves. Entre los productos recomendados están las sustancias de Amonio cuaternario. La frecuencia de uso debe ser diario o según la proliferación de vectores y efecto sanitizante residual de cada producto, definido por el seguimiento diagnóstico de muestreo microbiológico.

6.10.1.Instalación de piscinas de desinfección de calzado y de las llantas de vehículos automotores las que deben ubicarse en las entradas o puertas de jaulas y/o corrales, así como en las entradas principales de los establecimientos. Estos dispositivos deben ser construidos de concreto y hierro en las entradas de cada instalación. Las dimensiones de las mismas dependerán de las características de cada acceso y se recomienda utilizar las medidas descritas a continuación:

6.10.2.Las piscinas de desinfección de calzado deberá tener una profundidad de 4 pulgadas, y una esponja de una pulgada de espesor con un nivel de líquido, permanente, de 1.5 pulgadas su longitud dependerá de las características de las entradas y puertas.

6.10.3.La piscina de desinfección de ruedas deben permitir empapar las mismas dos veces en la solución desinfectante, por ello la dimensión debe ser de una longitud de 8 metros, un ancho de 4 metros y 16 pulgadas de profundidad con un nivel de líquido de 10 pulgadas.

6360

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

MARCAS DE FABRICA, COMERCIO Y SERVICIO

Reg. No. 8356 - M. 545935 – Valor C$ 135.00

Dr. Fernando Santamaria Zapata, en carácter de Apoderado de la sociedad AMERICAN CYANAMID COMPANY., de Estados Unidos de América, solicita concesión de Patente de Invención denominada:

"CONJUNTO DOSIFICADOR PARA CONTROLAR MATERIALES" CASO 33,485-00

Opóngase:
Registro de la Propiedad Intelectual. Managua, 13 de Septiembre del 2002. Mario Ruiz Castillo, Registrador Suplente.

3-3

Reg. No. 8357 - M. 545936 – Valor C$ 135.00

Dr. Ricardo Bendaña Guerrero, en carácter de Apoderado de la sociedad WARNER LAMBERT COMPANY, de Estados Unidos de América, solicita concesión de Patente de Invención denominada:

"PREVENCION DE RUPTURA DE PLACA POR INHIBIDORES ACAT" CASO 12.803-P

Opóngase:
Registro de la Propiedad Intelectual. Managua, 13 de Septiembre del 2002. Mario Ruiz Castillo, Registrador Suplente.

3-3

Reg. No. 8358 - M. 545937 – Valor C$ 135.00

Dra. María José Bendaña Guerrero, en carácter de Apoderado de la sociedad AMERICAN CYANAMID COMPANY., de Estados Unidos de América, solicita concesión de Patente de Invención denominada:

"METODOS Y COMPOSICIONES HERBICIDAS SINERGICOS" CASO 33,389-01

Opóngase:
Registro de la Propiedad Intelectual. Managua, 13 de Septiembre del 2002. Mario Ruiz Castillo, Registrador Suplente.

3-3

Reg. No. 8359 - M. 0509914 – Valor C$ 255.00

Dr. Ruddy A. Lemus Salman, Apoderado de INVERSIONES TRANSGLOBAL, S.A. de República de Panamá, solicita Registro de Marca de Fábrica y Comercio:

POEN-SOFTEARS

Clase: 5
Presentada: 1 de Diciembre del año dos mil. Exp. No. 2000-005212. Managua, 27 de Agosto del año dos mil dos. Mario Ruiz Castillo Registrador Suplente.

3-3

Reg. No. 8410 – M. 0380574 – Valor C$ 1,275.00

Dr. Ruddy A. Lemus Salman, Apoderado de PREFEL, S.A., de Luxemburgo, solicita Registro de Marca de Fábrica y Comercio:

Clase: 12
Presentada: 17 de Diciembre del año un mil novecientos noventa y siete. Exp. No. 1997-004378. Managua, 20 de Agosto del año dos mil dos. Mario Ruiz Castillo, Registrador Suplente.

3-3

Reg. No. 8483 – M. 0132319 – Valor C$ 1,275.00

Dr. Tomás Delaney Solís, Apoderado de INDUSTRIAS CARNICAS INTEGRADAS, SOCIEDAD ANONIMA, Costarricense, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

Clase: 29
Presentada el: 24/03/1999. Exp. # 99-00896
Opónganse.

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 02 de Septiembre de 1999. Lic. Ernesto Espinoza Morales, Registrador Suplente de la Propiedad Industrial e Intelectual de Nicaragua.

3-3

Reg. No. 8218 - M. 0406932/0497325/0497324- Valor C$ 230.00

Dr. Otto Fernando López Okrassa, en carácter de Apoderado de la Sociedad ROMARK LABORATORIES, L.C., organizada bajo las Leyes de los Estados Unidos, solicita Concesión de Patente de Invención denominada:

"COMPOSICIONES FARMACEUTICAS ACIDO ESTABILIZADAS DE LA TIZOXANIDA Y LA NITAZOXANIDA"

Opónganse.
Registro de la Propiedad Intelectual.- Managua, 15 de Octubre del 2001.- Mario Ruiz Castillo, Registrador Suplente.

3-3

6361

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

Reg. No. 8219 - M. 0406922/0500264/04973026 Valor C$ 230.00

Dr. Otto Fernando López Okrassa, en carácter de Apoderado de la Sociedad ROMARK LABORATORIES, L.C., organizada bajo las Leyes de los Estados Unidos, solicita Concesión de Patente de Invención denominada:

"DERIVADOS DE BENZAMIDA"

Opónganse.
Registro de la Propiedad Intelectual.- Managua, 15 de Octubre del 2001.- Mario Ruiz Castillo, Registrador Suplente.

3-3

UNIVERSIDADES

TITULOS PROFESIONALES

Reg. 8497 - M. 554873 - Valor C$ 85.00

CERTIFICACION

La Suscrita Directora de la Dirección de Registro de la UNAN, certifica que a la Página 211, Tomo III del Libro de Registro de Título del Centro Universitario Regional de Matagalpa que esta Dirección lleva a su cargo, se inscribió el Título que dice: «**La Universidad Nacional Autónoma de Nicaragua**». **POR CUANTO:**

MARIA ELENA MONTOYA MORENO, ha cumplido con todos los requisitos establecidos por el Centro Universitario Regional de Matagalpa. **POR TANTO:** Le extiende el Título de **Licenciada en Ciencias de la Educación en la Especialidad de Matemática,** para que goce de los derechos y prerrogativas que legalmente se le conceden.

Dado en la ciudad de Managua, República de Nicaragua, a los nueve días del mes de Septiembre del dos mil dos.- El Rector de la Universidad, Francisco Guzmán P.- El Secretario General, N. González R.

Es conforme. Managua, 9 de Septiembre del 2002.- Rosario Gutiérrez, Directora.

Reg. 8503 - M. 554867 - Valor C$ 85.00

CERTIFICACION

La Suscrita Directora de la Dirección de Registro de la UNAN, certifica que a la Página 209, Tomo III del Libro de Registro de Título del Centro Universitario Regional de Matagalpa que esta Dirección lleva a su cargo, se inscribió el Título que dice: «**La Universidad Nacional Autónoma de Nicaragua**». **POR CUANTO:**

GIOCONDA DEL ROSARIO LOPEZ MENDOZA, ha cumplido con todos los requisitos establecidos por el Centro Universitario Regional de Matagalpa. **POR TANTO:** Le extiende el Título de **Licenciada en Ciencias de la Educación en la Especialidad de Matemática,** para que goce de los derechos y prerrogativas que legalmente se le conceden.

Dado en la ciudad de Managua, República de Nicaragua, a los nueve días del mes de Septiembre del dos mil dos.- El Rector de la Universidad, Francisco Guzmán P.- El Secretario General, N. González R.

Es conforme. Managua, 9 de Septiembre del 2002.- Rosario Gutiérrez, Directora.

Reg. 8502 - M. 554868 - Valor C$ 85.00

CERTIFICACION

La Suscrita Directora de la Dirección de Registro de la UNAN, certifica que a la Página 210, Tomo III del Libro de Registro de Título del Centro Universitario Regional de Matagalpa que esta Dirección lleva a su cargo, se inscribió el Título que dice: «**La Universidad Nacional Autónoma de Nicaragua**». **POR CUANTO:**

EXEQUIEL HERRERA RIVAS, ha cumplido con todos los requisitos establecidos por el Centro Universitario Regional de Matagalpa. **POR TANTO:** Le extiende el Título de **Licenciado en Ciencias de la Educación en la Especialidad de Matemática,** para que goce de los derechos y prerrogativas que legalmente se le conceden.

Dado en la ciudad de Managua, República de Nicaragua, a los nueve días del mes de Septiembre del dos mil dos.- El Rector de la Universidad, Francisco Guzmán P.- El Secretario General, N. González R.

Es conforme. Managua, 24 de Junio del 2002.- Rosari Gutiérrez, Directora.

Reg. 8501 - M. 554869 - Valor C$ 85.00

CERTIFICACION

La Suscrita Directora de la Dirección de Registro de la UNAN, certifica que a la Página 210, Tomo III del Libro de Registro de Título del Centro Universitario Regional de Matagalpa que esta Dirección lleva a su cargo, se inscribió el Título que dice: «**La Universidad Nacional Autónoma de Nicaragua**». **POR CUANTO:**

MERCEDES DE JESÚS PAVON RIVERA, ha cumplido con todos los requisitos establecidos por el Centro Universitario Regional de Matagalpa. **POR TANTO:** Le extiende el Título de **Licenciada en Ciencias de la Educación en la Especialidad de Matemática,** para que goce de los derechos y prerrogativas que legalmente se le conceden.

6362

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

Dado en la ciudad de Managua, República de Nicaragua, a los nueve días del mes de Septiembre del dos mil dos.- El Rector de la Universidad, Francisco Guzmán P.- El Secretario General, N. González R.

Es conforme. Managua, 9 de Septiembre del 2002.- Rosario Gutiérrez, Directora.

Reg. 8491 - M. 554861 - Valor C$ 85.00

CERTIFICACION

La Suscrita Directora de la Dirección de Registro de la UNAN, certifica que a la Página 215, Tomo III del Libro de Registro de Título del Centro Universitario Regional del Norte que esta Dirección lleva a su cargo, se inscribió el Título que dice: **«La Universidad Nacional Autónoma de Nicaragua». POR CUANTO:**

WILMER FRANCISCO TORUÑO FLORES, ha cumplido con todos los requisitos establecidos por el Centro Universitario Regional del Norte. **POR TANTO:** Le extiende el Título de **Licenciado en Contaduría Pública y Finanzas,** para que goce de los derechos y prerrogativas que legalmente se le conceden.

Dado en la ciudad de Managua, República de Nicaragua, a los nueve días del mes de Septiembre del dos mil dos.- El Rector de la Universidad, Francisco Guzmán P.- El Secretario General, N. González R.

Es conforme. Managua, 10 de Septiembre del 2002.- Rosario Gutiérrez, Directora.

Reg. No. 8496 - M. 554880 - Valor C$ 85.00

CERTIFICACION

El Suscrito Director de la Oficina de Registro de la UNAN-León, certifica que a la Página 248, Tomo II del Libro de Registro de Títulos de la Facultad de Ciencias Químicas que esta Oficina lleva a su cargo, se inscribió el Título que dice: **«La Universidad Nacional Autónoma de Nicaragua.» POR CUANTO:**

FRANCISCA CLARISA LEZAMA POTOSME, ha cumplido con todos los requisitos establecidos por la Facultad de Ciencias Químicas. **POR TANTO:** Le extiende el Título de **Licenciada en Farmacia y Química,** para que goce de los derechos y prerrogativas que legalmente se le conceden.

Dado en la ciudad de León, República de Nicaragua, a los diez días del mes de Abril del dos mil dos.- El Rector de la Universidad, Ernesto Medina S.- El Secretario General, Luis Hernández León.

Es conforme. León, 10 de Abril de 2002.- Lic. Sonia Ruiz de León, Director de Registro, UNAN-León.

Reg. No. 8498 - M. 0455748 - Valor C$ 85.00

CERTIFICACION

El Suscrito Director de la Oficina de Registro de la UNAN-León, certifica que a la Página 350, Tomo VIII del Libro de Registro de Títulos de la Facultad de Ciencias Médicas que esta Oficina lleva a su cargo, se inscribió el Título que dice: **«La Universidad Nacional Autónoma de Nicaragua». POR CUANTO:**

CARLOS AGÜERO AVENDAÑO, ha cumplido con todos los requisitos establecidos por la Facultad de Ciencias Médicas. **POR TANTO:** Le extiende el Título de **Doctor en Medicina y Cirugía,** para que goce de los derechos y prerrogativas que legalmente se le conceden.

Dado en la ciudad de León, República de Nicaragua, a los veinticuatro días del mes de Abril del dos mil dos.- El Rector de la Universidad, Ernesto Medina S.- El Secretario General, Luis Hernández León.

Es conforme. León, 24 de Abril de 2002.- Lic. Sonia Ruiz de León, Director de Registro, UNAN-León.

SECCION JUDICIAL

DECLARATORIA DE HEREDEROS

Reg. No. 8486 – M. 0451501 – Valor C$ 45.00

SONIA DE LOS ANGELES, JILMA MARITZA, BRENDA LEE, MAYRA AZUCENA Y ANA RUTH, todos de apellidos **GONZALEZ ESPINOZA,** solicitan declarárseles únicas y universales herederas de todos los bienes, derechos y acciones que al fallecer dejare su difunta madre **MARIA ERMILA ESPINOZA,** sin perjuicio de quien tenga mejor o igual derecho. Oponerse dentro del término legal. Managua, doce de Septiembre del dos mil dos. Dra. Ruth Chamorro Martínez, Juez Cuarto Civil de Distrito de Managua.

1

CITACION

Reg. No. 8485 – M. 496114 – Valor C$ 255.00

Cítese a la señora **BENITA MARISOL SILVA GUTIERREZ,** por medio de edictos que deberán ser publicados en un diario de circulación nacional para que en el término de veinte días concurra personalmente o por medio de apoderado a hacer uso de sus derechos, dentro del juicio ordinario de nulidad de solvencia interpuesta en su contra en este despacho judicial por el Licenciado **FRANCISCO BENJAMÍN BLANDINO ZAPATA,** apoderado general judicial del señor **RODOLFO AUGUSTO OROCHENA GUTIERREZ.** Dado en el Juzgado Sexto Civil Distrito de Managua, diecinueve de Septiembre del dos mil dos. ZORAYDA SÁNCHEZ PADILLA, Juez Sexto Civil de Distrito de Managua. Ericka Vega Urbina, Secretaria Judicial. 3-1

6363

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN www.fundacionenriquebolanos.org

CITACION DE PROCESADOS

Por segunda vez cito y emplazo al procesado **RAFAEL RODRIGUEZ LOPEZ**, de generales desconocidas para que en el término de quince días comparezca al local de este Juzgado Tercero de Distrito del Crimen de Managua, a defenderse de la causa criminal que se le sigue en este Despacho Judicial por el supuesto delito de **TRAFICO INTERNO DE ESTUPEFACIENTES, PSICOTROPICOS Y OTRAS SUSTANCIAS CONTROLADAS**, en perjuicio de **EL ESTADO DE NICARAGUENSE**. Bajo apercibimiento citar a las partes para dictar la sentencia definitiva que en derecho es y que el fallo que este emita le surtirá los efectos como si estuviese presente. Recordare a las autoridades la obligación que tienen de capturar al antes referido y a los particulares la de denunciar el lugar donde se oculte. Dado en la ciudad de Managua, a los veintitrés días del mes de Abril del año dos mil dos. Flavia Solís Montiel, Juez Tercero de Distrito del Crimen de Managua.

Por segunda vez cito y emplazo al procesado **DAVID SANTIAGO GUTIERREZ Y NELLY MARIA CORTEZ MARIN**, de generales desconocidas para que en el término de quince días comparezca al local de este Juzgado Tercero de Distrito del Crimen de Managua, a defenderse de la causa criminal que se le sigue en este Despacho Judicial por el supuesto delito de **ESTELIONATO**, en perjuicio de **JOSE DOLORES VALDIVIA.** Bajo apercibimiento de someter la presente causa al conocimiento del Honorable Tribunal de Jurados y que el fallo que este emita le surtirá los efectos como si estuviese presente. Recordare a las autoridades la obligación que tienen de capturar al antes referido y a los particulares la de denunciar el lugar donde se oculte. Dado en la ciudad de Managua, a los veintitrés días del mes de Abril del año dos mil dos. Flavia Solís Montiel, Juez Tercero de Distrito del Crimen de Managua.

Por segunda vez cito y emplazo al procesado **PAULOSKI SERRANO,** de generales desconocidas para que en el término de quince días comparezca al local de este Juzgado Tercero de Distrito del Crimen de Managua, a defenderse de la causa criminal que se le sigue en este Despacho Judicial por el supuesto delito de **ESTAFA**, en perjuicio de **INDUSTRIAS SANTAMARIA, S.A.** Bajo apercibimiento de someter la presente causa al conocimiento del Honorable Tribunal de Jurados y que el fallo que este emita le surtirá los efectos como si estuviese presente. Recordare a las autoridades la obligación que tienen de capturar al antes referido y a los particulares la de denunciar el lugar donde se oculte. Dado en la ciudad de Managua, a los veintitrés días del mes de Abril del año dos mil dos. Flavia Solís Montiel, Juez Tercero de Distrito del Crimen de Managua.

FE DE ERRATAS

En Gaceta No. 196 del martes 17 de octubre del año 2000, se publicó el Acuerdo Presidencial No.441-2000, conteniendo un error de trancripción en el nombre de uno de los miembros del Consejo Nacional de Transporte Terrestre, por COTRADENIC, aparece como propietario el señor JOSE GUEVARA, SIENDO LO CORRECTO **JOSE GUERRA.**

En Gaceta No. 102 del 03 de Junio de 2002, por error de impresión aparecen borrosos los siguientes logotipos de Marcas de Fabrica y Comercio:

Reg. No. 4556
Marca de Fabrica y Comercio: **BIO ZOO**
Clase: 5
Exp. No. 2002-000567

Reg. No. 4557
Marca de Fabrica y Comercio: **CORECA Y DISEÑO**
Clase: 5
Exp. No. 2002-000565

En Gaceta No. 97 del 27 de Mayo de 2002, fue publicada con Reg. No. 3990, la Marca de Fábrica y Comercio FARLING Baby (QUE CONSTA DE UN DISEÑO), en las clases 3, 10, 12 y 25, omitiéndose la clase 28 que a continuación se describe:

Clase 28: JUEGOS Y JUGUETES, CON VOCES Y SONIDOS, JUGUETES DE APRETON, JUGUETES EDUCATIVOS, JUEGOS DE ADIVINANZAS, ROMPECABEZAS DE JUGUETE, JUGUETES PARA SOPLAR BURBUJAS, DIAPOSITIVA DE LOS NIÑOS, COLUMPIO PARA NIÑOS, JUGUETES MODELOS, LADRILLOS DE JUGUETES, CARRO DE RESBALADOR, MARIONETA, PALILLO DE JUGUETE, ROMPECABEZAS DE JIGSAW, JUGUETES MUSICALES, CARRITO DE JUGUETE, TRICICLOS.

(SIN PERJUICIO DE LOS TERMINOS QUE COMENZARON A PARTIR DE SUS RESPECTIVAS PUBLICACIONES)

6364

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION

REPUBLICA DE NICARAGUA AMERICA CENTRAL

LA GACETA

DIARIO OFICIAL
Teléfono: 2283791

Tiraje: 900 Ejemplares
24 Páginas

Valor C$ 35.00
Córdobas

AÑO CIII | Managua, Jueves 22 de Julio de 1999 | No. 139

SUMARIO

Pág.

PRESIDENCIA DE LA REPUBLICA DE NICARAGUA

Acuerdo Presidencial No. 250-99....3240
Acuerdo Presidencial No. 251-99....3240

MINISTERIO DE GOBERNACION

Estatuto «Fundación de Desarrollo Rural Integral de Carazo (FUNINCA)»....3241

Estatuto « Asociación Misión Pentecostés Jehová Proveerá (MPJP) »....3245

MINISTERIO DE FOMENTO INDUSTRIA Y COMERCIO

Marcas de Fábrica, Comercio y Servicio....3248

MINISTERIO DEL AMBIENTE Y RECURSOS NATURALES (MARENA)

Resolución Ministerial No. 013-99....3255

SECCION JUDICIAL

Subasta....3260
Titulos Supletorios....3260
Fe de Erratas....3263

PRESIDENCIA DE LA REPUBLICA DE NICARAGUA

ACUERDO PRESIDENCIAL No. 250-99

El Presidente de la República de Nicaragua

En uso de las facultades que le confiere la Constitución Política

ACUERDA

Arto. 1 Cancelar el nombramiento del Ingeniero **DANIEL ARAUZ CASTILLO**, como Secretario General del Ministerio de Transporte e Infraestructura, a quien se le agradecen los servicios prestados.

Arto.2 El presente Acuerdo surte sus efectos a partir de esta fecha. Publíquese en La Gaceta, Diario Oficial.

Dado en la ciudad de Managua, Casa Presidencial, el veintiuno de Julio de mil novecientos noventa y nueve. **ARNOLDO ALEMAN LACAYO**, Presidente de la República de Nicaragua.

ACUERDO PRESIDENICAL No. 251-99

El Presidente de la República de Nicaragua

En uso de las facultades que le confiere la Constitución Política

ACUERDA

Arto.1 Nombrar al Ingeniero **EDGAR BOHORQUEZ OCAMPOS**, Secretario General del Ministerio de Transporte e Infraestructura.

Arto.2 El presente Acuerdo surte sus efectos a partir de esta fecha. Publíquese en La Gaceta, Diario Oficial.

Dado en la ciudad de Managua, Casa Presidencial, el veintiuno de Julio de mil novecientos noventa y nueve. **ARNOLDO ALEMAN LACAYO**, Presidente de la República de Nicaragua.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION

MINISTERIO DE GOBERNACION

ESTATUTO « FUNDACION DE DESARROLLO RURAL INTEGRAL DE CARAZO (FUNINCA) »

Reg. 2684 - M. 368188 - Valor C$ 1,620.00

CERTIFICACION

El suscrito Director del Departamento de Registro y Control de Asociaciones del Ministerio de Gobernación, de la República de Nicaragua.

CERTIFICA

Que bajo el número UN MIL DOSCIENTOS NOVENTA Y NUEVE (1299).- De la página Un mil trescientos treinta y siete a la página Un mil ciento cuarenta y nueve del Tomo II, Libro Quinto, de Registro de Asociaciones que este Departamento lleva a su cargo, se inscribió la entidad denominada:

«FUNDACION DE DESARROLLO RURAL INTEGRAL DE CARAZO (FUNINCA)»

Conforme autorización de Resolución del día Ocho de Marzo de mil novecientos noventa y nueve.

Dado en la ciudad de Managua, el día Once del mes de Marzo de mil novecientos noventa y nueve.- Lic. Mario Sandoval López, Director del Departamento de Registro y Control de Asociaciones.

DOCEAVA: ELECCION DE LA JUNTA DIRECTIVA. Los comparecientes constituidos en Asamblea General procedieron a la elección de la Junta Directiva de la Fundación FUNINCA, la cual quedó conformada de la siguiente manera: I- Presidente: Pedro Alejandro Matus González; 2. Vice Presidente: Miriam Odili Fonseca López; 3. Secretaria: Roberto José Atha Ramírez; 4. Tesorero; Manuel Espinoza Vargas; 5.- Fiscal: Roberto Ultaña Jiménez; 6. Primer Vocal: Abraham Narváez y 7. Segundo Vocal: Sebastián González Arteaga. Así mismo proceden a emitir y aprobar los Estatutos de la Fundación FUNINCA, el Presidente de la Junta Directiva señor Pedro Alejandro Matus González, Preside la sesión, la declara abierta y somete a la consideración de los Asociados el Proyecto de Estatutos de la Fundación FUNINCA, los que una vez leídos y discutidos ampliamente, por unanimidad de votos quedan aprobados de la siguiente forma. ESTATUTOS DE LA FUNDACION DENOMINADA «FUNDACION DE DESARROLLO RURAL INTEGRAL DE CARAZO. CAPITULO I. NATURALEZA, DENOMINACION, DURACION Y DOMICILIO.- ARTO. 1. La fundación denominada «FUNDACION DE DESARROLLO RURAL INTEGRAL DE CARAZO», es una Organización de carácter Civil, privada no gubernamental de carácter altruista, social, sin fines de lucro y con personería Jurídica propia. ARTO. 2. La Fundación se denominará «FUNDACION DE DESARROLLO RURAL INTEGRAL DE CARAZO», la cual para identificarse con el público en general lo mismo para cualquier actividad legítima que desarrolle se abreviará con las siglas FUNINCA. ARTO. 3. La duración de la Fundación FUNINCA, es indefinida, no obstante podrá disolverse por voluntad de sus miembros conforme lo estipulado para este efecto en los presentes Estatutos y por las causales establecidas en la Ley No. 147 Sobre Personas Jurídicas sin fines de Lucro. ARTO. 4. El Domicilio o Sede Central de la Fundación será en la ciudad de Jinotepe Departamento de Carazo, y podrá cuando considere oportuno y necesario establecer filiales, delegaciones y oficinas en cualquier lugar de la República de Nicaragua y aún fuera de ella CAPITULO SEGUNDO: OBJETIVOS. ARTO.5. La Fundación FUNINCA, se constituye como una entidad apolítica y sin fines de lucro y tiene como objetivos lo siguientes: 1) Obtener recursos para la autoconstrucción de viviendas rurales; 2) instruir a la juventud, en programas de reforestación, protección de las especies en general, y al medio ambiente; 3) Apoyar a la comunidad en la proyectos de obras sociales, 4) Promover el desarrollo económico através de proyectos para ayudar al Departamento de Carazo para proporcionarle agua potable y energía eléctrica; 4) Ejecutar Actividades lícitas, necesarias para llenar sus objetivos, siendo las descritas enunciativas y no limitativas. ARTO. 6. La Fundación FUNINCA, para lograr sus objetivos podrá realizar cualquier tipo de actividades lícitas y necesarias sin limitación alguna, podrá además organizar comisiones especializadas para que colaboren con la Junta Directiva en el desarrollo de sus funciones de sus funciones y funcionarán por el tiempo que la Asamblea considere conveniente. CAPITULO TERCERO: DE LOS MIEMBROS, SUS DERECHOS Y OBLIGACIONES. ARTO. 7. La Fundación denominada FUNINCA, estará compuesta por el Conjunto de sus asociados, los cuales tendrán tres categorías: 1) Miembros Fundadores; 2) Miembros Activos y 3) Miembros Honorarios. ARTO. 8. Son miembros fundadores todas las personas naturales que suscribieron la Escritura de la Constitución, de la Fundación FUNINCA, y miembros activos las personas naturales o jurídicas que habiendo llenado los requisitos establecidos para tal fin, sean admitidos por la Asamblea General o propuesta de la Junta Directiva. Los miembros fundadores y los miembros activos serán considerados miembros plenos, sin distinción en cuanto al ejercicio de sus derechos y deberes. ARTO 9. La Fundación FUNINCA, podrá otorgar por resolución de la Asamblea General la calidad de Miembros Honorarios a aquellas personas naturales o jurídicas que sin pertenecer a ella, colaboren en el logro de sus objetivos o se hayan distinguido por méritos relevantes, de igual manera, podrá retirar dicho nombramiento. En ambos casos se deberá presentar a la Asamblea General la solicitud por escrito, la cual deberá contener suficientes argumentos para proceder a lo solicitado. Los miembros honorarios no están sujetos a las disposiciones del presente Estatuto, salvo en lo referido a su finalidad y objetivo sin embargo

3241

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION

podrán participar con voz en la Asamblea General ya sea ordinaria o Extraordinaria. **ARTO 10.** Para ser admitido por la Asamblea General como miembro de la Fundación FUNINCA, se deberá cumplir con los siguientes requisitos; 1) Aceptar en su totalidad los objetivos de la Fundación FUNINCA; 2) Aceptar y cumplir sus estatutos; 3) Presentar por escrito solicitud de admisión ante la Junta Directiva; 4) Haber sido admitido por la Asamblea General a propuesta de la Junta Directiva; 5) Ser de reconocida calidad moral y demostrar voluntad e interés en participar en las actividades de la Fundación. **Arto 11.** Al aprobarse la solicitud de miembros de la Fundación FUNINCA, los asociados gozarán de los derechos conferidos en la Escritura de Constitución, la Ley General sobre Personas Jurídicas sin fines de Lucro y los presentes Estatutos, quienes deberán observar el cumplimiento de todas las disposiciones establecidas por los mismos y las resoluciones tomadas por la Junta Directiva y la Asamblea General dentro de sus respectivas facultades. **Arto 12.** Los Miembros de la Fundación FUNINCA, tendrán derecho a: 1) Participar con voz y voto en la Asamblea General de Miembros; 2) Elegir y ser electos para los cargos de dirección de la Fundación FUNINCA: 3) Participar en todas las actividades que desarrolle la Fundación FUNINCA, y hacer uso de los servicios que preste dicha Fundación; 4) Conocer y emitir Juicios sobre el cumplimiento de los objetivos de la Fundación, así como de los estados financieros y de los proyectos en ejecución o por ejecutarse; 5) Ser escuchado por la Asamblea General y la Junta Directiva en su planteamiento sobre el desarrollo y funcionamiento de la Fundación. **ARTO 13.** Los miembros de la fundación FUNINCA, tienen la obligación de cumplir con los siguientes deberes: 1) Aportar mensualmente una cuota voluntaria mínima, que se fijará de acuerdo a la capacidad económica de cada uno de sus asociados; 2) Cumplir y hacer cumplir los presentes Estatutos; 3) Realizar las actividades necesarias para el logro de los objetivos de la fundación FUNINCA; 4) Cumplir con las tareas que le asignen los órganos de Dirección de la fundación FUNINCA, y que están razonablemente a su alcance; 5) Apoyar los diferentes programas y proyectos que impulse la Fundación FUNINCA; 6) Acatar todas las Resoluciones debidamente adoptadas por la Asamblea General de Miembros y por la Junta Directiva. **ARTO 14.** La calidad de miembros de la Fundación FUNINCA, podrá extinguirse por las suiguientes causas 1) Por muerte 2) Por expulsión motivado por conducta o actitudes contrarias a los principios y objetivos de la Fundación FUNINCA, o que dañen sus actividades, lo que será determinado o decidido por la Asamblea General, previo informe de la Junta Directiva; 3) Por renuncia presentada por escrito a la Junta Directiva: 4) Por exclusión debida a falta de voluntad o interés en participar en las actividades de la Fundación FUNINCA, lo que será determinado y decidido por la Junta Directiva. Según se reglamente. **ARTO. 15.** Los miembros que representen personas Jurídicas cesarán en la Asociación cuando dejen de desempeñar el cargo en la Institución que representan o cuando la misma Institución lo sustituya o designe a otro para ese cargo. **CAPITULO CUARTO:** DE LOS ORGANOS DE DIRECCION. **ARTO. 16.** Los Organos de Dirección de la Fundación FUNINCA. Son: 1.- La Asamblea General de miembros y 2.- La Junta Directiva.- **ARTO.17.** La Asamblea General de Miembros es la máxima autoridad de la Fundación, y adoptará entre otras las decisiones definitivas sobre la organización, programas, estados financieros, presupuestos, reglamentos, elección de Junta Directiva y aprobación del Plan Anual de Trabajo de la Fundación y estará constituida por los socios fundadores y por los socios activos, quienes tendrán iguales derechos y podrán participar con voz y votos en las decisiones tomadas en la Asamblea General. La Aceptación de nuevos Asociados se hará mediante voto con una mayoría absoluta de dos tercios de los asistentes a la asamblea **ARTO. 18.** La Asamblea General de miembros podrá ser ordinaria y extraordinaria, la Asamblea General Ordinaria se reunirá previa convocatoria tres veces al año, dentro del primer semestre del año calendario, y la Asamblea General extraordinaria se reunirá cuando sea convocada por la Junta Directiva o a solicitud escrita de al menos un tercio de los miembros, señalando las causas que la motivan. **ARTO. 19.** Las citaciones deberán hacerse por escrito a cada miembro con cinco días de anticipación por lo menos. En dicha citación se deberá señalar el lugar, fecha, día y hora en que se llevará a cabo la Asamblea **ARTO. 20.** El Quórum para las sesiones de la Asamblea General se constituirá con la mitad más uno de sus miembros de no haber quórum legal establecido de la mitad más uno de los miembros o por cualquier otra causa, la Junta Directiva hará una segunda citación por escrito, en un plazo no mayor de cuatro días, debiendo señalar el lugar día y hora. y se realizará la Asamblea con los miembros que asistan. En las Asambleas extraordinarias unicamente podrán tratarse los puntos que motivaron su convocatoria. **ARTO. 21.** El voto en la Asamblea General de Miembros será directo y público, cada miembro tendrá derecho a un voto y el voto de la mayoría hará acuerdo o decisión. Todo acuerdo tomado por la Asamblea General, legalmente constituida será obligatorio para todos los miembros aún para los disidentes y ausentes. Los miembros que por causa justificada no pudieren asistir a las sesiones de la Asamblea General, no podrán delegar su representación en otro miembro de la Fundación ni a través de apoderado. **ARTO. 22.** Son distribuciones de la Asamblea General de miembros las siguientes: 1) Elegir de su seno a los miembros de la Junta Directiva cuando corresponda ya sea en sesión ordinaria o extraordinaria; 2) Aprobar el presupuesto anual de la Fundación; 3) Definir y aprobar las Líneas de trabajo, políticas y estrategias de la Fundación FUNINCA, 4) Pronunciar sobre las actividades de la Fundación FUNINCA, y formar comisiones de trabajo de acuerdo a las necesidades de la misma; 5) Pronunciarse sobre los balances contables y fiscales anuales que presente la Junta Directiva; 6) Deliberar y resolver sobre cualquier asunto de interés general para la Fundación; 7) Acordar las reformas total o parcial de los estatutos: 8) Resolver sobre la disolución o liquidación de la Fundación 9) Autorizar el ingreso de nuevos miembros a la Fundación FUNICA, a propuesta de la Junta Directiva; 10) Decidir sobre la expulsión de los miembros de la fundación FUNINCA, a propuesta de la Junta Directiva: 11) Conocer de las renuncias de sus miembros debidamente comprobadas por escrito o manifestadas en forma pública; 12) Otorgar la categoría de miembros honorarios de la Fundación; 13) Conocer y aprobar o desaprobar los informes que presente la Junta Directiva. 14) Aprobar la incorporación o afiliación de la Fundación a organismos nacionales o internacionales, o el retiro de la mismas en su caso: 15) Aprobar y modificar los Estatutos y reglamentos de la Fundación FUNINCA: 16) Integrar una Comisión de Honor cuando se requiera conocer a profundidad casos que lesionen los fines y objetivos de la Fundación FUNINCA: 17) Las demas que le otorguen la Escritura Constituti-

3242

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION

va y las inherentes a ella como máxima autoridad: **ARTO 23.** La Junta Directiva es el Organo Ejecutivo de la Fundación, teniendo bajo su responsabilidad la administración de la misma y estará integrada por un Presidente, que será el mismo de la Asamblea General, un Vice Presidente, que sera el mismo de la Asamblea General. un Vice Presidente, un secretario, un Tesorero, un Fiscal y dos Vocales. Serán electos por la Asamblea General en sesión ordinaria o extraordinaria para un período de dos años a partir de la fecha de su elección pudiendo ser reelectos por un período igual. Los miembros de la Junta Directiva continuarán en el ejercicio de sus funciones hasta tanto no sean sustituidos de manera efectiva por el respectivo reemplazo. En caso de que uno de los miembros de la Junta Directiva cese de su cargo antes de finalizar el período, se procederá mediante elección a llenar la vacante en Asamblea General extraordinaria. **ARTO. 24.** La Junta Directiva se reunirá de manera ordinaria una vez al mes y de manera extraordinaria cuando su Presidente lo estime conveniente o sea acordada por la Junta Directiva. El Quórum legal se formará con la mitad más uno de sus miembros y las decisiones se tomarán por la mayoría simple de los presentes, en caso de empate el Presidente tendrá doble voto. **ARTO. 25.** Son atribuciones de la Junta Directiva. 1) Respetar los objetivos de la Fundación; 2) Ejercer la supervisión y dirección Ejecutiva de la Fundación FUNINCA; 3) Cumplir y hacer cumplir las disposiciones constitutivas, las de los presentes Estatutos y de las resoluciones tomadas tanto por la Asamblea General de miembros como por la Junta Directiva; 4) Revisar y dar coherencia a las políticas de la Fundación con el fin de lograr sus objetivos; 5) Elaborar el Presupuesto anual de la Fundación FUNINCA, para su presentación a la Asamblea General; 6) Tomar y Consolidar las mociones más importantes para ser sometidas posteriormente a la aprobación de la Asamblea General; 7) Seleccionar y aprobar los proyectos sujetos a financiamiento por parte de la fundación; 8) Convocar a los asociados a las sesiones de la Asamblea General; 9) Celebrar sesiones ordinarias una vez al mes y extraordinaria en cualquier tiempo en que sea convocada por el Presidente o acordada por la misma junta; 10) Resolver sobre la celebración de contratos que implique contraer obligaciones que contribuyan a la consecución de los objetivos de la Fundación; 11) Preparar el informe anual que presentará a la Asamblea General; 12) Decidir la Contratación de la Asesoría Técnica; 13) Elaborar su reglamento de Organización y funcionamiento; 14) Integrar comités especiales de trabajo dentro de los miembros de la Fundación o personal contratado al efecto; 15) Contratar auditores externos; 16) Delegar poderes; 17) Autorizar la suscripción de créditos con instituciones financieras o instituciones homólogas, emitir valores y garantías a nombre de la Fundación; 18) Proponer a la Asamblea General las solicitudes de ingresos de nuevos miembros; 19) Establecer y mantener relaciones de intercambio con organismos nacionales y extranjeros afines o interesados en los objetivos de la Fundación; 20) Todas aquellas atribuciones que confieren expresamente el Acta Constitutiva y los Estatutos. **CAPITULO QUINTO: DEL PRESIDENTE, VICE-PRESIDENTE, SECRETARIO, TESORERO, FISCAL Y VOCALES.-** El Presidente de la Junta Directiva lo será también de la Asamblea General y es el Representante legal de la Asociación con facultades de Apoderado Generalísimo.- En el desempeño de su cargo, podrá únicamente con la autorización de la Junta Directiva, asumir obligación o compromisos que impliquen disposición o enajenación del patrimonio de la Fundación: **ARTO. 26.** El Presidente de la Junta Directiva es el Representante Legal de la Fundación con las Facultades de un mandatario generalísimo y tendrá las siguientes atribuciones: 1) Ejercer la representación Judicial y Extrajudicial de la Fundación FUNINCA, en todos los actos públicos y privados y ante cualquier autoridad, persona o entidad; pudiendo conferir poderes generales. especiales o judiciales; 2) Ser delegatario de las atribuciones de la Junta Directiva; 3) Convocar y presidir las sesiones de la Junta Directiva y de la Asamblea General sean ordinarias o extraordinarias; 4) Formular la Agenda de las sesiones de la Junta Directiva y de la Asamblea General; 5) Refrendar con su firma las actas de las sesiones de la Junta Directiva y de la Asamblea General, dirigir y supervisar la organización de la Fundación; 6) Proponer a la Junta Directiva la integración de comisiones y delegaciones; 7) Nombrar el Personal administrativo y ejecutivo de la Fundación; 8) En coordinación con el Tesorero, emitir cheques destinados a financiar Proyectos: y 9) Dirigir la Fundación de acuerdo a las políticas establecidas por la Asamblea General y las resoluciones de la Junta Directiva; 10) Cumplir y hacer cumplir todos los acuerdos y disposiciones emanadas de la Asamblea General y de la Junta Directiva; 11) Nombrar a quién debe representar a la Fundación en acto administrativo; 12) Suscribir los convenios o contratos de la Fundación; 13) Administrar los bienes o presupuestos de la Fundación de conformidad con su reglamento; 14) Autorizar conjuntamente con el secretario de la Junta Directiva, según se reglamente los gastos y erogaciones acordados por la Asamblea General de miembros o la Junta Directiva; 15) Las demás atribuciones que le asignen la Asamblea General y la Junta Directiva. **ARTO.27.** DEL VICE PRESIDENTE: Son atribuciones del Vice-Presidente: 1.- Sustituir al Presidente en su ausencia, renuncia o por delegación de éste con todas las atribuciones que los Estatutos le confieren; 2) Colaborar con el Presidente en el desempeño de sus funciones; y 3) Representar a la Fundación en aquellos actos para los cuales sea designado. **ARTO.28.** DEL SECRETARIO: Son atribuciones del Secretario: 1) Certificar los acuerdos y resoluciones oficiales de la Fundación; 2) Elaborar y firmar las actas de las sesiones de la Junta Directiva y de la Asamblea General, una vez aprobadas por la mayoría de sus miembros; 3) Citar a sesión de la Asamblea General y de la Junta Directiva, por indicaciones del Presidente; 4) Custodiar y organizar el archivo de la Junta Directiva y la Asamblea General; 5) Llevar control del Cumplimiento de los acuerdos y resoluciones emanadas de las reuniones de la Junta Directiva y de la Asamblea General; 6) Ser el órgano de comunicación entre la Junta Directiva y la Asamblea General; 7) Llevar el Libro de Actas de la Asamblea General y de la Junta Directiva; 8) Llevar el Libro de miembros de la Fundación; 9) Llevar las actas de reuniones de la Junta Directiva o de la Asamblea General; 10) Librar toda clase de certificaciones sobre el contenido de libros de su custodia; 11) Las demás atribuciones que le asigne el Presidente de la Junta Directiva. **ARTO. 29.** EL TESORERO: tiene a su cargo el manejo directo de las finanzas de la Fundación y tiene como atribuciones las siguientes: 1) Recaudar de los asociados la cuota mensual establecida y Llevar un libro de control de la misma; 2) Supervisar el informe financiero y el presupuesto de la Fundación, en coordinación con el Presidente de la misma, los cuales deberán ser aprobados por la Junta Directiva; 3) Supervisar el sistema contable; 4) Autorizar en conjunto con el Presidente, la emisión de cheque inherentes a la ejecución de

3243

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

Proyectos y gastos operativos; 5) Rendir cuentas a la Junta Directiva y a la Asamblea General cuando estas lo requieran; 6) Formular los presupuestos que le sean solicitados por la Junta Directiva; 7) Promover la obtención de recursos materiales necesarios para el cumplimiento de los fines de la Fundación; 8) Firmar con el Presidente los documentos de carácter Financiero; 9) Tomar decisiones conjuntamente con el Presidente sobre los asuntos económicos y financieros de la Fundación; 10) Las demás atribuciones que le asignen la Junta Directiva, o la Asamblea General.- **ARTO. 30.** DEL FISCAL: Son atribuciones del fiscal: 1) Supervisar la buena marcha del trabajo de la Fundación, velando porque se cumplan sus fines y objetivos; 2) Vigilar las inversiones financieras en los proyectos de la Fundación; 3) Fiscalizar el trabajo del Personal de la Fundación, en coordinación con el Presidente; fiscalizar el trabajo del Personal de la Fundación, en coordinación con el Presidente; fiscalizar la implementación de las actividades desarrolladas por la Fundación; 4) Fiscalizar las medidas de control necesarias y pertinentes para la salvaguarda de los recursos de la Fundación; 5) Velar por el cumplimiento de los estatutos; 6) Velar por la correcta ejecución del presupuesto de la Fundación y procurar que al menos una vez al año se verifiquen auditorías sobre las cuotas de la Fundación; 7) Velar por la conservación y buen uso de los bienes muebles e inmuebles de la Fundación; 8) Autorizar con el Secretario los informes del Tesorero en los casos que deben presentarse de acuerdo con los Estatutos y 9) las demás Funciones que le asigne el Presidente de la Junta Directiva.- **ARTO. 31** DE LOS VOCALES: Las atribuciones de los Vocales se establecen conforme a las necesidades de la Fundación, ya que su función es colaborar con las funciones de los miembros de la Junta Directiva. **CAPITULO SEXTO:** PATRIMONIO. **ARTO. 32.** El patrimonio de la Fundación FUNINCA: lo conforman: 1) El fondo inicial de la Fundación actualmente es de cinco mil córdobas (C$ 5,000.00) netos, El cual fue aportado por partes iguales por cada uno de los fundadores; 2) Los bienes muebles o inmuebles adquiridos por ella a cualquier título; 3) Cualquier producto o rendimiento de los bienes propios de la Fundación; 4) Los préstamos obtenidos; 5) Las donaciones, herencias y legados que perciba de sus fundadores o terceras personas; 5) El aporte de sus miembros y 6) Los demás ingresos que por cualquier motivo no previsto en esta Escritura Constitutiva o sus Estatutos se obtuvieren, siempre y cuando no desnaturalicen los objetivos de la Fundación. La totalidad de los recursos que se obtengan serán canalizados hacia la ejecución de todos los programas y proyectos para los cuales fueran destinados, en búsqueda del desarrollo integral de la comunidad. **CAPITULO SEPTIMO.** REGLAMENTO DISCIPLINARIO. **ARTO. 33.** Para lograr a cabalidad el cumplimiento de los fines y objetivos de la Fundación, de su Acta Constitutiva y de sus Estatutos; la Junta Directiva elaborará un Reglamento Disciplinario, el cual deberá ser aprobado por la Asamblea General con mayoría simple de votos. Este Reglamento Disciplinario, que puede formar parte del Reglamento interno de la Fundación, deberá regular, normar y sancionar las faltas cometidas por cualquier miembro de la Fundación en los aspectos disciplinarios, tanto en las reuniones de Asamblea General, Ordinaria y Extraordinaria, como en las reuniones de Junta Directiva. También deberá contemplar el correcto cumplimiento de las tareas asignadas a todos los miembros de la Fundación. La aplicación del Reglamento será competencia de la Junta Directiva de la Fundación. **CAPITULO OCTAVO:** DISOLUCION Y LIQUIDACION. **ARTO. 34.** La duración de la Fundación FUNINCA, es por tiempo indefinido y sólo podrá disolverse por las siguientes causas: 1) Por los casos contemplados en la Ley General Sobre Personas Jurídicas sin Fines de Lucro; 2) Por acuerdo tomado en Asamblea General extraordinaria de miembros, convocada para tal efecto por el Presidente de la Junta Directiva previa solicitud de las tres cuartas partes de los miembros de la Fundación. La Convocatoria deberá hacerse mediante anuncio en un período local. Debiendo publicarse tres avisos con intérvalo de diez días cada uno. **ARTO. 35.** Para que la Asamblea General extraordinaria que conozca de la disolución pueda celebrar sesión, necesitará de la asistencia de por lo menos dos terceras partes de los miembros, y el acuerdo de disolución deberá contar con el voto afirmativo de las dos terceras partes de los asistentes. De no alcanzarse acuerdo de disolución, la Fundación continuará operando y no podrá realizarse nueva Asamblea General extraordinaria con este mismo propósito, hasta que haya transcurrido un año de esta sesión **ARTO. 36.** En caso de acordarse la disolución de la Fundación, la Asamblea General nombrará de su seno una Junta Liquidadora integrada por tres personas, para que proceda conforme la ley a practicar la liquidación en arreglo a la siguientes disposiciones. 1) Terminará los compromisos pendientes. 2) Pagará las deudas existentes, hará efectivo los créditos y practicará un Balance General; 3) Los bienes activos líquidos resultante de la liquidación, serán transferidos a una o varias instituciones similares, de beneficencia o servicios comunitarios que determine la Asamblea General. En caso de no haber acuerdo en este sentido, se aplicará lo dispuesto por la ley de la materia. **CAPITULO NOVENO.** REGIMEN LEGAL. **ARTO. 37.** En todo aquello que no hubiere sido expresamente previsto y regulado en el acta constitutiva, los presentes Estatutos, los Reglamentos y Resoluciones dictados por la Asamblea General, se aplicarán las disposiciones pertinentes del derecho común, o bien por la costumbre, a fin de que se cumplan los fines primordiales de la Fundación.- **CAPITULO DECIMO.** DE LA REFORMA DE ESTATUTOS. **ARTO. 38.** Para proceder a la reforma de los presentes Estatutos, bien sea parcial o total, se requiere presentar solicitud escrita y razonada del veinte por ciento de los fundación activos de la Fundación como mínimo y el voto favorable de por lo menos dos terceras partes de un quórum no menor del cincuenta por ciento del número total de Asociados en sesión de Asamblea General extraordinaria. **ARTO. 39.** Una vez aprobada por parte de la Asamblea General las Reformas de los Estatutos se elegirá una presente el proyecto de reforma respectivo. El número de miembros que de la comisión y el tiempo para la elaboración del proyecto de reforma será fijada en la misma sesión. **ARTO. 40.** El proyecto de reforma a que alude el artículo anterior será presentado a consideración a la Asamblea General la cual aprobará el proyecto presentado, de conformidad con la votación que establece el Artículo 39 de los presentes Estatutos.- **CAPITULO DECIMO PRIMERO.** DISPOSICIONES GENERALES. **ARTO. 41.** La fundación no podrá ser demandada ante los Tribunales de Justicia por ninguno de sus miembros por motivo de liquidación o disolución ni por desavenencias que surgieren entre los miembros con respecto a la administración o por la interpretación y aplicación de las disposiciones de la Escritura Constitutiva y de los Presentes Estatutos. **ARTO. 42.** Las desavenencias y Controversias que surgieren por tales motivos, o las dudas que dieren, serán re-

3244

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION

sueltas sin ulterior recurso por tres miembros honorarios designados para tal efecto por la Asamblea General o por la Junta Directiva quienes por simple mayoría de votos resolverán al respecto. **CAPITULO DECIMO SEGUNDO: DISPOSICIONES TRANSITORIAS.- ARTO 43.** Se reconoce como fecha de fundación de la Fundación denominada «FUNDACION DE DESARROLLO RURAL INTEGRAL DE CARAZO», la fecha de otorgamiento de la presente Escritura. **ARTO. 44.** Los presentes Estatutos entrarán en vigencia una vez que hayan sido aprobados por autoridad competente, se concede mandato generalísimo con amplias facultades al señor Pedro Alejandro Mátus González, Presidente de la Fundación, para que gestione ante los órganos del Estado correspondiente a la obtención y el otorgamiento de la Personalidad Jurídica de la misma. Así quedan aprobados los Estatutos de la Fundación denominada «FUNDACION DE DESARROLLO RURAL INTEGRAL DE CARAZO» y no habiendo otro punto que tratar, se levanta la sesión Así se expresaron los comparecientes, bien instruidos por mí, la Notario acerca del objeto, valor y transcendencia legal de este acto, de las cláusulas generales y especiales que contiene y aseguran su validez, de las que envuelven renuncias y estipulaciones implícitas y explícitas y de las que en concreto se ha hecho. Leída que fue por mí, la Notario, íntegramente esta escritura a los mismos otorgantes, éstos la encuentran conforme, la aprueban en todas y cada una de sus partes, la ratifican sin modificación alguna y firman todos juntos con la suscrita notario- Doy fe de todo lo relacionado (f) Ilegible, (F) Ilegible (F) Ilegible (F) Ilegible (F) Ilegible (F) Ilegible (F) Ilegible (F) P.R.M. Ilegible. Abogado y Notario. PASO ANTE MI: Del frente del Folio Número sesenta y cuatro al frente del Folio Número setenta y tres de mi protocolo número seis que llevo durante el presente año y a solicitud del señor Pedro Alejandro Mátus González, extiendo este primer testimonio en diez hojas útiles de papel sellado de ley, que firmo sello y rubrico en la ciudad de Managua a las diez y veinte minutos de la mañana del día diez de Septiembre de mil novecientos noventa y ocho. Dra. Patricia Rivas Mátus, Abogado y Notario.

Debidamente inscrita en el Libro de Registro de Personas Jurídicas sin Fines de Lucro, bajo el número Perpetuo UN MIL DOSCIENTOS NOVENTA Y NUEVE (1299), de la página Un mil trescientos treinta y siete a la página Un mil trescientos cuarenta y nueve, Tomo II, Libro Quinto; ante el Departamento de Registro y Control de Asociaciones del Ministerio de Gobernación de la República de Nicaragua.

Managua, once de Marzo de mil novecientos noventa y nueve. Lic. Mario Sandoval López, Director del Departamento de Registro y Control de Asociaciones.

ESTATUTO « ASOCIACION MISION PENTECOSTES JEHOVA PROVEERA (MPJP)»

Reg. No. 3190 - M. 368556 - Valor C$ 840.00

CERTIFICACION

El suscrito Director del Departamento de Registro y Control de Asociaciones del Ministerio de Gobernación, de la República de Nicaragua.

CERTIFICA

Que bajo el número UN MIL TRESCIENTOS TREINTA Y UNO (1331).- De la página Cuatrocientos quince a la página Cuatrocientos veintidós, del Tomo III, Libro Quinto, de Registro de Asociaciones que este Departamento lleva a su cargo, se inscribió la entidad denominada:

«ASOCIACION MISION PENTECOSTES JEHOVA PROVEERA (MPJP)»

Conforme autorización de Resolución del día siete de Abril de mil novecientos noventa y nueve.

Dado en la ciudad de Managua, el día Quince del mes de Abril de mil novecientos noventa y nueve.- Lic. Mario Sandoval López, Director del Departamento de Registro y Control de Asociaciones.

T E S T I M O N I O.- ESCRITURA NUMERO CIENTO CINCUENTISIETE (157). CONSTITUCIÓN DE ASOCIACIONES RELIGIOSA.- En la ciudad de Managua, a las siete y treinta minutos de la noche del día dos de Mayo de mil novecientos noventa y siete.- ante mi: JOSÉ NORORI HOOKER, Abogado y Notario Público de la República de Nicaragua, con domicilio en esta ciudad, debidamente autorizado por la Excelentísima Corte Suprema de Justicia para cartular durante el quinquenio que expira el cinco de Noviembre del dos mil uno.- Comparecen los señores: BETTY ELIZABETH MOLINA CENTENO, Pastor Evangélico, casada; PABLO MÉNDEZ, Ingeniero Civil, Casado, ANGELA SOLORZANO, Secretaria Comercial, casada; MARVIN GARCÍA, Evangelista, casado; CARLOS TORREZ REYES, Periodista, casado; ANA MARÍA ALEMÁN; Evangelista, casada, todos mayores de edad y de este domicilio.- Quienes manifiestan conocerse entre sí.- A quienes doy fe conocer personalmente de que tienen a mi juicio la plena y perfecta capacidad legal, necesaria para obligarse y de que procediendo cada uno en su propio nombre y representación conjuntamente y de común acuerdo dicen por su parte: **PRIMERA: (CONSTITUCIÓN DE ASOCIACIÓN RELIGIOSA).** Que han convenido en construir, como en efecto constituyen la ASOCIACIÓN Religiosa de carácter, no Gubernamental, sin fines de lucro, que se denominará «MISIÓN PENTECOSTÉS JEHOVÁ PROVEERÁ». Cuyo nombre podrá abreviarse: «MPJP», la que se integra por ciudadanos Nicaragüenses en pleno ejercicio de su derechos civiles.- **SEGUNDA: (DOMICILIO).**- El domicilio de la Asociación «MPJP», será la ciudad de Managua, cuyas actividades se podrán realizar en todo el territorio nacional e internacional .-

3245

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION

TERCERA: (DURACIÓN).- La Asociación «MPJP», es de interés religiosa, moral, cultural y de beneficio social a la luz de Cristo y de solidaridad social encaminada en el desarrollo, de la persona humana a la luz de la fe Cristiana y que regirá por todas estas cláusulas, no discriminando a nadie, por razones de sexo, raza, nacionalidad, credo religioso o ideología política a Nicaragüenses y extranjeros que vivan en Nicaragua.- **QUINTA: (OBJETIVOS)-.** La Asociación «MPJP», tiene los siguientes objetivos: a) Diseminar y proclamar el evangelio de nuestro Señor Jesucristo por todo el territorio nacional, sutentandose en la Santa Biblia, como la palabra escrita de Dios mismo para el plan de salvación de la humanidad; b) Dar a conocer y poner en práctica la doctrina de fe y social de la MISIÓN PENTECOSTÉS «JEHOVÁ PROVEERÁ» para que se plasme en la realidad el Ministerio de Cristo tomando en cuenta a los humildes y a los más necesitados desarrollando programas y proyectos de interés social que dignifique al individuo y a la familia; c) Llevar en el mensaje cristiano la ayuda espiritual y moral, al igual que material a la cárceles, orfanatorios, centros de rehabilitación y corrección, hospitales, hogares de ancianos, niños en situación de riesgo, y demás centros asistenciales donde requieran de la presencia de la palabra milagrosa de nuestro señor Jesucristo; d) Fundar, construir y crear seminarios, centros de Estudios Teólogos. preparar teológicamente y espiritualmente a Ministros, pastores, Misioneros y otras personas dedicadas a las obras cristianas; e) Edificar y construir Templos, Centros Escolares e Instituciones de Estudios básicos, superior, clínicas médicas, comedores Infantiles, centros recreativos para la Juventud y la niñez con sana orientación Cristiana; f) Promover Enseñanzas de preparación técnica en todas las áreas disponibles, que contribuyan en la formación técnico profesional del individuo; g) Contribuir al desarrollo de una cultura social crítica que sirva de fundamento para la creación de una nueva sociedad Cristiana; h) Promover e impulsar la gestión y ejecución de proyectos económicos y culturales con asistencia de organismos nacionales e internacionales.- **SEXTA: (AUTORIDAD).-** La máxima autoridad de la Asociación «AMPJP», será a la Asamblea General, la que se integrará por los Miembros FUNDADORES y miembros activos admitidos por la Junta directiva.- **SÉPTIMA: (JUNTA DIRECTIVA) .-** La Junta Directiva será la que ejerce la autoridad en receso de la Asamblea General, y estará integrada por seis miembros (06) que corresponden al siguiente orden: Un presidente, Un Vice-presidente, Un secretario de Actas, un Secretario de Finanzas, Un primer vocal y Un Segundo Vocal.- Esta Junta Directiva será electa por un período de cuatro años, reelegibles en diferentes cargos no pudiendo hacerlos en el mismo cargo por más de dos períodos.- **OCTAVA: (REPRESENTACIÓN LEGAL).-** La representación legal la tendrá el Presidente .- **NOVENA (EL PATRIMONIO).-** El patrimonio de la Asociación es la suma de CIEN MIL CÓRDOBAS, que los otorgantes como asociados, donan para su creación por partes iguales, y también mediante los donativos, aportes voluntarios, herencias, usufructos y legados que recibiere de Instituciones Estatales y Organismos no Gubernamentales o Extranjeros, de personas naturales o jurídicas, nacionales o extranjeros, de manera lícita y que no desnaturalice los fines y objetivos de la Asociación .- **DÉCIMA:** En este acto los comparecientes nombran entre su seno a las siguientes personas como la primer Junta Directiva que deberá empezar a regirse en su primer periodo a partir de la obtención de la personalidad jurídica y concluirá su periodo de cuatro años conforme lo determinen los Estatutos, lo mismo que solicitar a través de su presidente la personalidad jurídica ante la Asamblea Nacional, la cual queda integrada de la siguiente forma: Presidente : BETTY MOLINA CENTENO Vicepresidente: PABLO MÉNDEZ Secretario de Actas: ANGELA SOLORZANO -. Tesorero MARVIN GARCIA: primer Vocal: CARLOS TORREZ REYES, segundo vocal: ANA MARÍA ALEMÁN.- **DÉCIMA PRIMERA: (ESTATUTOS).-** El presidente somete a consideración de los demás comparecientes de los estatutos siguientes de los cuales se desglosan y fueron aprobados por unanimidad de votos como Estatutos de la Asociación «MPJP», los siguientes: DENOMINACIÓN, DOMICILIO, DURACIÓN, NATURALEZA Y OBJETIVOS -. **Arto.1 (DENOMINACIÓN) -.** La Asociación «MPJP», es un Organismo no Gubernamental, sin fines de lucro, que se denominará ASOCIACIÓN, cuya abreviación será «MPJP», **Arto.2 (DOMICILIO)-.** El domicilio legal de «MPJP», será la ciudad de Managua, pudiendo establecer filiales en cualquier otro lugar dentro o fuera del país-. **Arto.3 (DURACIÓN)-.** El plazo de duración de la Asociación será por tiempo indefinido a partir de esta fecha.- **Arto. 4 (NATURALEZA)-.** La Asociación tiene como naturaleza servir en el desarrollo espiritual, social, integral a la luz de Cristo, y de solidaridad social encaminada en el desarrollo, de la persona humana a la luz de la fe Cristiana y que regirá por todas esta cláusulas, no discriminando a nadie por razones de sexo, raza, nacionalidad, credo religioso o ideología política a nicaragüenses y extranjeros que vivan en Nicaragua-. **Arto. 5 (OBJETIVOS)-.** La Asociación tiene como objetivos fundamentales los siguientes: a) Diseminar y proclamar el Evangelio de nuestro señor Jesucristo por todo el territorio nacional, sustentándose en la Santa Biblia, como la palabra escrita de Dios mismo para el plan de salvación de la humanidad; b) Dar a conocer y poner en práctica la doctrina de fe y social de la MISIÓN PENTECOSTES «JEHOVÁ PROVEERÁ» para que se plasme en la realidad el Ministerio de Cristo tomando en cuenta a los humildes y a los más necesitados desarrollando programas y proyectos de interés social que dignifique al individuo y a la familia; c) Llevar el mensaje cristiano la ayuda espiritual y moral, al igual que material a las cárceles, orfanatorios, centros de rehabilitación y corrección, hospitales, hogares de ancianos, niños en situación de riesgo, y demás centros asistenciales donde requieran de la presencia de la palabra milagrosa de nuestro señor Jesucristo, d) Fundar, construir y crear seminarios, centros de estudios teológicos, preparar teológicamente y espiritualmente a ministros, pastores, misioneros, y otras personas dedicadas a las obras cristianas; e) Edificar y construir templos, centros escolares e instituto de estudio básicos, superior, clínicas medicas, comedores Infantiles, centros recreativos para la juventud y la niñez con sana orientación cristiana; f) Promover enseñanza de preparación técnica en todas las áreas disponibles, que contribuya en la formación técnico profesional del individuo; g) Contribuir al desarrollo de una cultura social critica que sirva de fundamento para la creación de una nueva Sociedad Cristiana; h) Promover e impulsar la gestión y ejecución de proyectos económicos y culturales con asistencia de organismo nacionales e internacionales-. DE LOS MIEMBROS, DERECHOS, DEBERES Y PERDIDA DE MEMBRESIA.- **Arto. 6** La ASOCIACIÓN «MPJP», estará integrada por Miembros fundadores y los miembros activos, sean naturales o jurídicos, nacionales o extranjeros admitidos por la Junta Directiva, de acuer-

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

do a las normas fijadas en estos estatutos y reglamentos internos que elaboren, presenten y aprueben en la Asamblea General -. Arto.7 Son DERECHOS de los miembros: a) Tener plena participación en todas la reuniones teniendo voz y voto; b) Elegir y ser efecto para cargos oficiales dentro de la junta directiva y demás cargos; c) Pertenecer a cualquier comisión de trabajo; d) Introducir proyectos y hacer propuestas ante la Junta Directiva o a la Asamblea General; e) Representar a «MPJP», dentro o fuera del país previo acuerdo de la Junta Directiva; f) Disolver la Asociación; g) Reformar carácter de apoderado generalísimo para asuntos judiciales y extrajudiciales a la Asociación ante personas naturales o jurídicas, sean nacionales o extranjeros; b) Otorgar poderes especiales o generales, judiciales y de representación siempre y cuando sean utilizados para ayudar a los fines objetivos de la Asociación; c) Presidir y mantener el orden en las sesiones ordinarias y extraordinarias de la Junta Directiva, resolviendo empates con su doble voto; d) Todas las demás facultades que estos Estatutos, La escritura social y las leyes le confieren. Arto.8 Son deberes de los miembros : a) Sujetar a los estatutos y reglamentos internos, b) Tener plena participación en todas las actividades de la asociación, en sesiones ordinarias y extraordinarias, en comisiones de trabajo, conforme los procedimientos que establezca el reglamento interno,c) Asistir a las reuniones de Asamblea General ; d) Guardar los principios de la asociación y mantener relaciones fraternas con otras instituciones afines dentro y fuera del país; Arto. 9. LA PERDIDA DE LA MEMBRESIA: a) Por renuncia; b) Por expulsión, de parte de los organismos de dirección, al violar los estatutos o reglamentos, o por faltas morales, debidamente comprobadas que comprometan el prestigio de «MPJP» , c) Por fallecimiento o incapacidad total o permanente; d) Por sentencia condenatoria, por delitos comunes, su tramitación, procedimiento, y resolución serán regulados por los reglamentos que elabore, presente y aprueben la Asamblea General.- DE LOS ORGANISMOS DE DIRECCIÓN.- Arto. 10 Son organismo de la asociación: «MPJP», a) LA ASAMBLEA GENERAL -. b) LA JUNTA DIRECTIVA-. Arto. 11 de la Asamblea General -. La Asamblea General es la máxima autoridad de «MPJP» y esta formado por a) Los miembros asociados de «MPJP» b) Los miembros activos, sean personas naturales o jurídicas, nacionales o extrajeras, conforme a lo establecido en estos estatutos y el reglamento; Arto. 12 La asamblea se reunirá: a) ORDINARIAMENTE, una vez anualmente en el lugar y fecha señaladas por la junta directiva lo convoque; c) La Junta Directiva convocará a la Asamblea General mediante comunicación escrita, la cual se enviará a los miembros con treinta días de anticipación si es ordinaria y al extraordinaria con ocho días de anticipación señalando AGENDA de asuntos a tratar, la cual podrá ser completada por la Asamblea .- Arto. 13 QUORUM. EL QUÓRUM de la Asamblea General estará formado de la mitad más uno de sus miembros, en caso de no contarse con el QUÓRUM reglamentario se hará una SEGUNDA CONVOCATORIA una hora después de la primera, siendo el QUÓRUM la mitad más uno de sus miembros presentes -. Arto. 14 ATRIBUCIONES de la asamblea General, a) Resolver los asuntos de la Asociación en sesiones plenarias; b) Determinar las actividades e implementar en el campo de cooperación nacional e internacional; c) Elegir a la Junta Directiva, cuyo período será de cuatro años; d) Aprobar o improbar los informes contables, administrativos, presupuesto anual, programas de trabajo que le someten los miembros, el presidente y la junta de directores: e) Remover de su cargo a cualquier miembro de la Junta de directores y expulsar miembros, por violación a los estatutos y reglamentos o cualquier razón justificada, por el voto calificado de los dos tercios del total de los miembros de la asamblea general; f) Formular, aprobar y modificar con las dos terceras partes de los votos, los estatutos y reglamentos de la asociación «MPJP».- Arto. 15 de la Junta Directiva -. Es el órgano de «MPJP» que ejerce autoridad y dirección de la asociación. Estará integrada por seis (06) miembros que corresponden al siguiente orden: Un presidente, un Vice presidente, un secretario de actas, un secretarios de finanzas, un primer vocal y un segundo vocal. Esta junta directiva se elegirá por un periodo de cuatro años y podrán ser reelectos en diferentes cargos, no pudiendo hacerlo en el mismo cargo por más de dos periodos.- Arto. 16: La junta directiva hará Quórum con la presencia de la mayoría simple de su miembros y serán consideradas sus reuniones como legalmente constituidas, y las resoluciones se adoptarán con el voto favorable de la mayoría de los presentes. En caso de empate, el Presidente tendrá doble voto.- Arto. 17: son obligaciones y atribuciones de la Junta Directiva los siguientes: a) Acordar la adquisición, gravamen, venta o enajenación de bienes muebles o inmuebles a cualquier título y la celebración de toda clases de actos o contratos de acuerdo con la ley b) Celebrar sesiones ordinarias cada mes y extraordinarias cuando sea convocadas por el presidente o por la mitad más uno de sus miembros .- c) Elaborar el reglamento interno. d) Nombrar al director ejecutivo de la asociación-. e) Convocar a la asamblea de miembros -. f) Velar por el fiel cumplimiento de los estatutos y los reglamentos de la asociación-. g) Representar legalmente por medio de su presidente en todos los asuntos concernientes a esta -. h) Abrir oficinas a nivel de sub-sede en cualquier otro lugar del país y fuera de este si fuere necesario -. i) Conocer, reformar y aprobar el plan de trabajo anual y el presupuesto general de ingresos y egresos que la administración elaborará en el debido momento -. Arto. 18: Corresponde al presidente de la asociación: a) Representar a la Asociación, con pentecostés JEHOVÁ PROVEERÁ, libro este primer testimonio compuesto de cinco hojas útiles de papel sellado de Ley, las que firmo, rubrico y sello, en esta ciudad de Managua, a las once de la noche del día doce de Mayo de mil novecientos noventa y siete.- Arto. 19 correspondiente al Vice-presidente; a) Sustituir al presidente en caso de ausencia o delegación por parte de este -. Arto. 20; corresponde al secretario de actas; a) Ser el órgano de comunicación de la Asociación entre sus diversos organismos y terceros -.b) Custodiar la correspondencia y llevar los libros de actas y acuerdos correspondientes -. c) Levantar las actas, los acuerdos y resoluciones tanto de la Asamblea como de la Junta Directiva en los respectivos libros,. d) Mandar a publicar las citas de convocatorias y hacer las pertinentes citaciones que se le ordenaren -. e) Librar toda clase de certificaciones con arreglo a la ley; f) Atender otras atribuciones designadas por el presidente de la asociación; Arto. 21. Correspondiente al Secretario de Finanzas: a) Supervisar el sistema contable; b) Llevar un registro de donaciones otorgadas por personas naturales o jurídicas, nacionales o extranjeros; filántropos, organismos no gubernamentales etc. c) Revisar en cualquier tiempo, los libros contables, caja, valores y cartera de la Asociación; d) Realizar arqueos y comprobación de caja, cuando valores y cartera de la Asociación; d) Realizar arqueos y comprobación de caja, cuando lo estime conveniente o a solicitud del Presidente

3247

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION

y de la Junta Directiva; e) Rendir informes financieros mensualmente a la Junta Directiva y anualmente a la Asamblea General -. Arto. 22. Corresponde a los vocales: sustituir en su orden que corresponde de acuerdo como comparecen: en ausencia del presidente lo sustituye el Vice-presidente, en ausencia de este lo sustituye el secretario de actas, en ausencia de este, lo sustituye el primer vocal y asi sucesivamente -. Arto. 23. El patrimonio de la Asociación es la suma de CIEN MIL CÓRDOBAS, que los otorgantes, como Asociados, donan para su creación, por partes iguales, y también mediante los donativos, aportes voluntarios, usufructos, herencias y legados que recibiere de Instituciones Estatales y organismo no gubernamentales o extranjeros, de personas naturales o jurídicas, nacionales o extranjeras; de manera licita y que no desnaturalice los fines y objetivos de la Asociación -. Arto. 24: La Asociación de conformidad con las leyes de la República y según la Ley No. 147: ley general sobre personas jurídicas sin fines de lucro, publicada en la gaceta «DIARIO OFICIAL», el viernes veintinueve de Mayo de mil novecientos noventa y dos, con el número ciento dos, podrá efectuar toda clase de operaciones que tengan relación directa e indirecta con sus propios fines y objetivos DE LA DISOLUCIÓN.- Arto.25: La Asociación podrá disolverse: a) Por las causas que señala la ley para la concesión de la personalidad jurídica -. b) Cuando sea acordado por sus miembros -. Arto. 26: Para que la Asamblea resuelva sobre la disolución de la Asociación necesitará de los dos tercios de sus miembros. Canceladas las obligaciones, el remanente, si lo hubiere será entregado a otro organismo similar existentes en el pais que determine por mayoría la Asamblea a proposición de la Junta Directiva -. DISPOSICIONES GENERALES.- Arto. 27: Los presentes estatutos solamente podrán ser reformados por la Asamblea de la Asociación, siempre y cuando haya Quórum y será por el voto a favor de los dos tercios de sus miembros-. Las disposiciones no establecidas en los estatutos se establecerán en el reglamento interno-. Así se expresaron los comparecientes bien instruidos por mi el Notario, acerca del valor, objeto y trascendencia legales de este acto, sobre las cláusulas generales y especiales, de las que envuelven estipulaciones implicitas y explícitas, de las que en concreto se hacen -. Leída que fue íntegramente todo lo escrito a los comparecientes, quienes la encuentran conforme, la aprueban y ratifican haciendole modificaciones y firman junto conmigo. Yo, el Notario doy fe de todo cuando he relacionado-. (f) B.E. MOLINA C. - (F) P. MÉNDEZ .- (F) A. SOLORZANO-. (F) M. GARCIA. - (F) C. T. REYES.- (F) A. M. ALEMÁN.- (F) JOSÉ LUIS NORORI HOOKER (NOTARIO). PASO ANTE MI: Del frente del Folio Número ciento seis (106 al frente del Folio Número ciento diez (110) de mi protocolo número dos que llevo en el corriente año y a solicitud de la señora BETTY ELIZABETH MOLINA CENTENO, en carácter de Presidente de la ASOCIACIÓN RELIGIOSA MISIÓN. Enmendado: Asociación -.Vale. Yo, José Luis Norori Holeu, Abogado y Notario Público, autorizado por la Excelentisima Corte Suprema de Justicia para cartular durante un quinquenio que expira el cinco de Noviembre del año dos mil uno, que conforme a su original Managua, diecisiete de Mayo de mil novecientos noventa y siete.

Debidamente inscrita en el Libro de Registro de Personas Jurídicas sin Fines de Lucro, bajo el número perpetuo UN MIL TRECIENTOS TREINTA Y UNO (1331), de la página Cuatrocientos quince a la página cuatrocientos veintidós. Tomo III, Libro Quinto; ante el Departamento de Registro y Control de Asociaciones del Ministerio de Gobernación de la República de Nicaragua.

Managua, Quince de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Lic. MARIO SANDOVAL LOPEZ, Director del Departamento de Registro y Control de Asociaciones.

MINISTERIO DE FOMENTO INDUSTRIA Y COMERCIO

MARCAS DE FABRICA COMERCIO Y SERVICIO

Reg. No. 4739 - M. 140958 - Valor C$ 180.00

Ingeniero Carlos Rivera Alvarez, Apoderado de Insumos y Suministros Gráficos Sociedad Anónima conocida como INSUGRAFIX, de Nacionalidad Nicaragüense, solicita registro del Nombre Comercial INSUGRAFIX que protege un establecimiento comercial dedicado a las siguientes actividades: A la comercialización de películas para cámara de cuarto oscuro, películas para impresión láser, Contacto y Duplicación, reveladores y fijadores de películas y planchas, densitómetros, cuenta hilos, pantallas de contacto, pinceles, cuchillas para montaje, papel mascarrilla, película roja desplegable, acetato, mantillas litográficas, plancas litográficas presensibilizadas, master electrostático de cartón, lámparas para cámaras fotomecánicas para quemadoras de planchas, guillotinas y cuarto oscuro, troqueles, tintas offset, flexográficas, magnéticas, tipográficas, para rotativas, barnices y aditivos para tintas, rodillos para toda clase de impresión, moletones, pegamentos, material para estampados y toda clase de insumos gráficos, equipos y maquinarias para artes gráficas y repuestos para impresoras offset, guillotinas, dobladoras máquinas tipográficas e insumos y equipos para pre-prensa y acabado, cuadernos universitarios y escolar, libretas, papeles y cartones en diferentes presentaciones en resmas y bobinas; diversos gramajes y colores; incluye papel bond, offset, manifold, couché, solid bleach, news back, cromacote, folcote, bristol o index, manila, lino, cartones gofrados, cartulinas de lujo, papel ledgerd, formas continuas, papel etiqueta, papel Kraft, papel de seguridad, papel glasine, papel y cartón encerado, cartón encerado, cartón dúplex, papel periódico y todo tipo de papel utilizado en la industria gráfica y en oficinas.

«INSUGRAFIX»

Presentada: 10 de Marzo de 1999
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual, Managua, trece de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

Pérez de Ramírez. Registradora de la Propiedad Industrial e Intelectual.

3-1

Reg. No. 4741 - M. 37902 - Valor C$ 90.00

Dr. Ruddy A. Lemus Salman, Apoderado de la Sociedad PRODUCTOS ALIMENTICIOS SELLO DE ORO, S.A. de El Salvador, solicita el Registro del Nombre Comercial:

«EL GRANJERO»

Protege: Un establecimiento, comercial dedicado a la venta y producción de Huevos y otros productos avícolas.

Presentada: 14 de Abril de 1999.
Opóngase:

Registro Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 29 de Abril de 1999. María Soledad Pérez de Ramírez, Registradora.

3-1

Reg. No. 4742 - M. 37909 - Valor C$ 90.00

Dr. Ruddy A. Lemus Salman, Apoderado de la Sociedad KWANG YANG MOTOR CO., LTD, de la República de China, solicita el Registro de la Marca de Fábrica y Comercio.

«KYMCO»

Clase: (12)Int.
Presentada: 18 de Junio de 1998.
Opóngase:

Registro Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 12 de Mayo de 1999. María Soledad Pérez de Ramírez, Registradora.

3-1

Reg. No. 4743 - M. 37908 - Valor C$ 90.00

Dr. Ruddy A. Lemus Salman, Apoderado de la Sociedad KWANG YANG MOTOR CO., LTD, de la República de China, solicita el Registro de la Marca de Fábrica y Comercio.

«KYMCO»

Clase: (4)Int.
Presentada: 18 de Junio de 1998.
Opóngase:

Registro Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 12 de Mayo de 1999. María Soledad Pérez de Ramírez, Registradora.

3-1

Reg. No. 4745 - M. 37906 - Valor C$ 90.00

Dr. Ruddy A. Lemus Salman, Apoderado de la Sociedad SOREMARTEC, S.A., de Bélgica, solicita el Registro de la Marca de Fábrica y Comercio.

«MANDERLY»

Clase: (30)Int.
Presentada: 15 de Abril de 1999.
Opóngase:

Registro Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 7 de Mayo de 1999. María Soledad Pérez de Ramírez, Registradora.

3-1

Reg. No. 4746 - M. 37903 - Valor C$ 90.00

Dr. Ruddy A. Lemus Salman, Apoderado de la Sociedad STIEFEL LABORATORIES, INC, de Estados Unidos de América, solicita el Registro de la Marca de Fábrica y Comercio.

«SEPTOSAN»

Clase: (3)Int.
Presentada: 21 de Abril de 1999.
Opóngase:

Registro Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 17 de Mayo de 1999. María Soledad Pérez de Ramírez, Registradora.

3-1

Reg. No. 4747 - M. 37904 - Valor C$ 90.00

Dr. Ruddy A. Lemus Salman, Apoderado de la Sociedad PRODUCTOS ALIMENTICIOS IDEAL, S.A. DE C.V. de El Salvador, solicita el Registro de la Marca de Fábrica y Comercio:

«PACHIPS»

Clase: (30)Int.
Presentada: 9 de Marzo de 1999.
Opóngase:

Registro Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 11 de Mayo de 1999. María Soledad Pérez de Ramírez, Registradora.

3-1

Reg. No. 4748 - M. 37901 - Valor C$ 720.00

Dr. Ruddy A. Lemus Salman, Apoderado de la Sociedad PRODUCTOS ALIMENTICIOS SELLO DE ORO. S.A., de El Salvador, solicita el Registro de Nombre Comercial:

Protege: Un establecimiento comercial dedicado a la venta y pro-

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

ducción de Huevos y otros productos avícolas.

Presentada: 14 de Abril de 1999.
Opóngase:

Registro Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 28 de Abril de 1999. María Soledad Pérez de Ramírez, Registradora.

3-1

Reg. No. 4750 - M. 0150956 - Valor C$ 720.00

Luis Alonso López Azmitia, Apoderado de DISTRIBUCIONES ASTRO DE NICARAGUA, S.A., Nicaragüense, solicita Registro Marca de Comercio:

Clase : (31)
Presentada: 4 de Noviembre de 1998.
Opóngase:

Registro Propiedad Industrial e Intelectual, Managua, Doce de Enero de mil novecientos noventa y nueve. María Soledad Pérez de Ramírez. Registrador.

3-1

Reg. No. 4751 - M. 0150961 - Valor C$ 180.00

Luis Alonso López Azmitia, Apoderado de DISTRIBUCIONES ASTRO DE NICARAGUA, S.A., Nicaragüense, solicita Registro de Señal de Propaganda.;

S/P

LA COSA BUENA QUE TODOS BUSCAN

SERVIRA PARA SER USADA COMO UN MEDIO PARA ATRAER LA ATENCION DEL PUBLICO, CONSUMIDORES Y USUARIOS, CON RELACION A LOS PRODUCTOS ALIMENTICIOS, CON QUE COMERCIA LA SOLICITANTE, CON REFERENCIA A SU MARCA NATURA'S CLASE (30) INTERNACIONAL, No. REGISTRO 24,768.

Presentada: 29 de Enero 1997.
Opóngase:

Registro Propiedad Industrial e Intelectual, Managua, 12 de Octubre de 1998. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registrador de la Propiedad Industrial e Intelectual de Nicaragua.

3-1

Reg. No. 4528 - M. 169572 - Valor C$ 90.00

Raúl Barrios Olivares, en su carácter de Apoderado de: ALCON PHARMACEUTICALS, LTD.; Sueca, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

«ICAPS»

Clase: (05)
Presentada: 07 de Abril 1999.
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual, Managua, veintitrés de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora de la Propiedad Industrial e Intelectual.

3-1

Reg. No. 4529 - M. 169575 - Valor C$ 90.00

Raúl Barrios Olivares, en su carácter de Apoderado de: COMERCIALIZADORA LAS AMERICAS SOCIEDAD ANONIMA, Nicaragüense, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

CEMAR

Clase: (19)
Presentada: 25 de Noviembre de 1998.
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial, Managua, diez de Mayo de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora de la Propiedad Industrial e Intelectual.

3-1

Reg. No. 4530 - M. 169574 - Valor C$ 90.00

Raúl Barrios Olivares, en su carácter de Apoderado de: JOHNSON & JOHNSON.; Estadounidense, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

«REMINYL»

Clase: (05)
Presentada: 20 de Abril 1999.
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual, Managua, veinte de Mayo de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora de la Propiedad Industrial e Intelectual.

3-1

Reg. No. 4531 - M. 169573 - Valor C$ 90.00

Modesto Emilio Barrios Jarquin, en su carácter de Apoderado de: ALIMENTOS KERN DE GUATEMALA, S.A., Guatemalteca,

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

Solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

FUN-C

Clase: (32)
Presentada: 27 de Mayo de 1998.
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual, Managua, veintisiete de Mayo de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora de la Propiedad Industrial e Intelectual.

3-1

Reg. No. 4532 - M. 169577 - Valor C$ 90.00

Modesto Emilio Barrios Jarquín, en su carácter del Sr. NICOLAS BROWN, conocido como TOBY BROWN., Costarricense, Solicita Registro Marca de Servicio:

TOBY BROWN

Clase: (42)
Presentada: 19 de Enero de 1999.
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e intelectual , Managua, siete de Mayo de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora de la Propiedad Industrial e Intelectual.

3-1

Reg. No. 4533 - M. 137625 - Valor C$ 90.00

Dr. César A. Villalta Vásquez, Apoderado de LABORATORIO BAGO, SOCIEDAD ANONIMA (LABORATORIO BAGO, S.A.), Argentina, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

ERITROGEN

Clase: (05)Int.
Presentada: 05 de Abril de 1999.
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual , Managua, 28 de Abril de 1999. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora de la Propiedad Industrial e Intelectual de Nicaragua.

3-1

Reg. No. 4534 - M. 137623 - Valor C$ 90.00

Dr. César A. Villalta Vásquez, Apoderado de LABORATORIO BAGO, SOCIEDAD ANONIMA (LABORATORIO BAGO, S.A.), Argentina, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

ERITROX

Clase: (05)Int.
Presentada: 05 de Abril de 1999.
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua. 28 de Abril de 1999. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora de la Propiedad Industrial e Intelectual de Nicaragua.

3-1

Reg. No. 4542 - M. 33007 - Valor C$ 720.00

Lic. María José Bendaña Guerrero, Apoderado de KRAFT FOODS, INC., de los Estados Unidos de América, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

Clase: (32)
Presentada: 19 de Marzo de 1999.- Expediente 99-00830
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, veinte de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora.

3-1

Reg. No. 4546 - M. 137361 - Valor C$ 90.00

Licda. Rosa Aleyda Aguilar Bermúdez, Apoderado de BAYER AKTIENGESELLSCHAFT, de la República Federal de Alemania, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

PLOTTER

Clase: (1)
Presentada: 09 de Marzo de 1999.- Expediente 99-00709
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, seis de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora.

3-1

Reg. No. 4494 - M. 169487 - Valor C$ 90.00

Luis Alonso López Azmitia, Apoderado del INSTITUTO SUIZO DE SUEROTERAPIA Y VACUNACION, de Suiza, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

OROCHOL BERNA

Clase: (5)
Presentada: 16 de Octubre de 1998.-
Opóngase:

3251

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION

Registro Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, nueve de Abril de mil novecientos noventa y nueve. María Soledad Pérez de Ramírez. Registrador.

3-1

Reg. No. 4547 - M. 137366 - Valor C$ 90.00

Licda. Rosa Aleyda Aguilar Bermúdez, Apoderado de BAYER AKTIENGESELLSCHAFT, de la República Federal de Alemania, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

COLECT

Clase: (1)
Presentada: 09 de Marzo de 1999.- Expediente 99-00713
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, seis de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora.

3-1

Reg. No. 4549 - M. 137360 - Valor C$ 90.00

Lic. Rosa Aleyda Aguilar Bermúdez, Apoderado de LABORATORIOS QUIMICOS INDUSTRIALES, S.A., de Costa Rica, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

ECTOPET

Clase: (5)
Presentada: 18 de Marzo de 1999.- Expediente 99-00805
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, dieciséis de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora.

3-1

Reg. No. 4548 - M. 137358 - Valor C$ 90.00

Dr. Fernando Santamaría Zapata, Apoderado de LA CONSTANCIA, S.A., de El Salvador, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

ABEJA

Clase: (32)
Presentada: 6 de Abril de 1999.- Expediente 99-00953
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, veintisiete de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora.

3-1

Reg. No. 4550 - M. 137078 - Valor C$ 90.00

Dr. Fernando Santamaría Zapata, como Gestor Oficioso de ATHLETE'S FOOT MARKETING ASSOCIATES, INC. (AFMAI), de los Estados Unidos de América, solicita, Registro Nombre Comercial:

The Athlete's Foot

Protege: UN ESTABLECIMIENTO DEDICADO A LA FABRICACION, VENTA COMERCIALIZACION Y REPARACION DE UNA DIVERSIDAD DE PRODUCTOS, ENTRE ELLOS: VESTUARIO, CALZADO Y SOMBRERERIA.

Presentada: 22 de Febrero de 1999.- Expediente 99-00552
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, veinte de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora.

3-1

Reg. No. 4551 - M. 137077 - Valor C$ 90.00

Dr. Fernando Santamaría Zapata, Apoderado de INDUSTRIA LA POPULAR, S.A. de la República de Guatemala, solicita, Registro Marca de Fábrica y Comercio:

RAPICLOR

Clase: (3)
Presentada: 7 de Abril de 1999.- Expediente 99-00963
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, veintisiete de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora.

3-1

Reg. No. 4552 - M. 137359 - Valor C$ 90.00

Lic. María José Bendaña Guerrero, Apoderada de MYSTIC CANDLES INTERNATIONAL, S.A., de Nicaragua, solicita. Registro Nombre Comercial:

«MYSTIC CANDLES INTERNATIONAL, S.A.
(Nombre Comercial)

Protege: UN ESTABLECIMIENTO DEDICADO A LA FABRICACION, VENTA Y COMERCIALIZACION DE MATERIAS DE ALUMBRADO, CANDELAS Y VELADORAS

Presentada: 6 de Abril de 1999.- Expediente 99-00956
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, veintisiete de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora.

3-1

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

Reg. No. 4553 - M. 33005 - Valor C$ 90.00

Licda. Rosa Aleyda Aguilar Bermúdez, Apoderado de BAYER AKTIENGESELLSCHAFT, de la República Federal de Alemania, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

REDIGO

Clase: (5)
Presentada: 09 de Marzo de 1999.- Expediente 99-00712
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, veintinueve de Marzo de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora.

3-1

Reg. No. 4554 - M. 33004 - Valor C$ 90.00

Licda. Rosa Aleyda Aguilar Bermúdez, Apoderado de BAYER AKTIENGESELLSCHAFT, de la República Federal de Alemania, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

REDIGO

Clase: (1)
Presentada: 09 de Marzo de 1999.- Expediente 99-00711
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, seis de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora.

3-1

Reg. No. 4555 - M. 33003 - Valor C$ 90.00

Dr. Fernando Santamaría Zapata, Apoderado de EL GALLITO INDUSTRIAS S.A., de Costa Rica, solicita, Registro de la Señal de propaganda:

«GALLITO... EL CHOCOLATE DEL NUEVO MILENIO»
(SEÑAL DE PROPAGANDA)

Servirá: PARA PROMOCIONAR TODO TIPO DE CACAO EN POLVO, CONFITES CHOCOLATES, BOMBONES, GALLETAS, SORBETOS, CARAMELOS, CHICLES Y GOLOSINAS DULCES EN GENERAL, RELACIONADOS CON LA MARCA GALLITO NO. 18070, CL.30.

Presentada: 15 de Marzo de 1999.- Expediente 99-00750
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, veinte de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora.

3-1

Reg. No. 4556 - M. 33002 - Valor C$ 90.00

Dr. Fernando Santamaría Zapata, Apoderado de AGC, INC., de Estados Unidos de América, solicita Registro Marca de Fábrica y Comercio:

BUBBLEGUM

Clase: (16)
Presentada: 09 de Marzo de 1999.- Expediente 99-00708
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, seis de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora.

3-1

Reg. No. 4557 - M. 30850 - Valor C$ 90.00

Dr. Ruddy A. Lemus Salman, Apoderado de la Sociedad StarMedia Network, Inc., de Estados Unidos, solicita Registro de la Marca de Servicio:

«TALK PLANET»

Clase: (38)Int.
Presentada: 10 de Febrero de 1998.
Opóngase:

Registro Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 5 de Mayo de 1999. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora.

3-1

Reg. No. 4558 - M. 31000 - Valor C$ 90.00

Dr. Ruddy A. Lemus Salman, Apoderado de la Sociedad StarMedia Network, Inc., de Estados Unidos, solicita Registro de la Marca de Servicio:

«STARMEDIA»

Clase: (38)Int.
Presentada: 10 de Febrero de 1998.
Opóngase:

Registro Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 5 de Mayo de 1999. María Soledad Pérez de Ramírez. Registradora.

3-1

Reg. No. 4559 - M. 140457 - Valor C$ 90.00

Ing. Luis Marvin Ramos Arguello, Presidente, Radio FM Tropical, S.A., Nicaragüense, solicita Registro Marca de Servicio:

«RADIO TROPICALIDA»
Se reivindica en su conjunto

Clase: (35)
Presentada: 14 de Abril de 1999.- Exp. No. 99-01061

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 25 de Mayo de 1999. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registrador.
3-1

Reg. No. 4560 - M. 140460 - Valor C$ 90.00

Sra. Esperanza Jarquín Rojas, Presidente, Radio FM Galaxia, Sociedad Anónima, Nicaragüense, solicita Registro Marca de Servicio:

«RADIO GALAXIA»
Se reivindica en su Conjunto

Clase: (35)
Presentada: 14 de Abril de 1999.- Exp. No. 99-01058
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 25 de Mayo de 1999. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registrador.
3-1

Reg. No. 4561 - M. 140458 - Valor C$ 90.00

Ing. Luis Marvin Ramos Arguello, Presidente, Radio FM Tropical, S.A., Nicaragüense, solicita Registro Marca de Servicio:

«RADIO TROPICALIDA»
Se reivindica en su Conjunto

Clase: (38)
Presentada: 14 de Abril de 1999.- Exp. No. 99-01062
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 25 de Mayo de 1999. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registrador.
3-1

Reg. No. 4562 - M. 140459 - Valor C$ 90.00

Sra. Esperanza Jarquín Rojas, Presidente, Radio FM Galaxia, Sociedad Anónima, Nicaragüense, solicita Registro Marca de Servicio:

«RADIO GALAXIA»
Se reivindica en su Conjunto

Clase: (38)
Presentada: 14 de Abril de 1999.- Exp. No. 99-01063
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 25 de Mayo de 1999. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registrador.
3-1

Reg. No. 4563 - M. 140461 - Valor C$ 90.00

Sr. Paúl Stanley Atha Salinas, Presidente, Radio FM Alfa, Sociedad Anónima, Nicaragüense, solicita Registro Marca de Servicio:

«RADIO ALFA»
Se reivindica en su Conjunto

Clase: (38)
Presentada: 14 de Abril de 1999.- Exp. No. 99-01059
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 25 de Mayo de 1999. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registrador.
3-1

Reg. No. 4564 - M. 140456 - Valor C$ 90.00

Sr. Paúl Stanley Atha Salinas, Presidente, Radio FM Alfa, Sociedad Anónima, Nicaragüense, solicita Registro Marca de Servicio:

«RADIO ALFA»
Se reivindica en su Conjunto

Clase: (35)
Presentada: 14 de Abril de 1999.- Exp. No. 99-01060
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, 25 de Mayo de 1999. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registrador.
3-1

Reg. No. 4565 - M. 364828 - Valor C$ 720.00

Sr. René Lacayo Debayle, Representante Legal y Presidente de: AISA COMERCIAL., Nicaragüense, solicita Registro Nombre Comercial:

AISA
COMERCIAL

Protegerá: Un establecimiento dedicado a la Comercialización Distribución, Importación, y Exportación de materiales de Construcción.

Presentada: 04 de Marzo de 1999.
Opóngase:

Registro de la Propiedad Industrial e Intelectual. Managua, tres de Junio - 1999. Dra. María Soledad Pérez de Ramírez. Registrador.
3-1

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION

MINISTERIO DEL AMBIENTE Y LOS RECURSOS NATURALES (MARENA)

Reg. No. 4687 - M. 030485 - Valor C$ 960.00

GOBIERNO DE NICARAGUA
MINISTERIO DEL AMBIENTE Y RECURSOS NATURALES (MARENA)

RESOLUCION MINISTERIAL NO. 013.99

El Ministro del Ambiente y los Recursos Naturales,

CONSIDERANDO

I

Que el Artículo número 54 de la Ley 217, Ley General del Ambiente y los Recursos Naturales, establece que el Estado podrá otorgar derecho a aprovechar los Recursos Naturales por Concesión, permisos, licencias y cuotas.

II

Que la misma Ley 217, en su Articulo 71, manda a MARENA a fijar cuotas de exportación, caza y captura de especies silvestres a fin de resguardar la diversidad biológica.

III

Que los Recursos de la Biodiversidad demandan una especial atención en cuanto a las condiciones y la cantidad limite de extracción para asegurar su sostenibilidad.

IV

Que cada una de las especies de la flora y la fauna silvestre, por sus características particulares requiere de un tratamiento diferenciado en cuanto a su extracción del medio natural.

V

Que el conocimiento de cada una de las poblaciones de especies, así como el monitoreo de la situación proporcionan elementos determinantes para la autorización de la extracción y manejo de cada espécimen.

Por tanto en uso de las facultades que le confiere la Ley,

RESUELVE

Establecer el SISTEMA DE LICENCIAS Y PERMISOS PARA EL ACCESO, COMERCIALIZACION LOCAL, EXPORTACION Y REPRODUCCION DE LOS RECURSOS DE BIODIVERSIDAD, como Instrumento para asegurar su aprovechamiento dentro de los limites necesarios, que garanticen la sostenibilidad de cada una de las especies conforme a su situación de vulnerabilidad específica.

CAPITULO I
DE LOS TIPOS DE LICENCIAS Y PERMISOS

Art. 1. El Sistema de Licencias y Permisos distingue la siguiente clasificación:

1) LICENCIA DE MANEJO DE FAUNA SILVESTRE
 CATEGORIA A) CRIANZA EN CAUTIVERIO
 CATEGORIA B) MANEJO EXTENSIVO
 CATEGORIA C) COTO DE CAZA
2) LICENCIA DE COMERCIO INTERNO
 CATEGORIA A) ACOPIO COMERCIAL DE FAUNA SILVESTRE
 CATEGORIA B) EXPENDIO DE ALIMENTOS PROVENIENTES DE LA FAUNA SILVESTRE
 CATEGORIA C) EXPENDIO DE FAUNA SILVESTRE VIVA
 CATEGORIA D) PROCESAMIENTO DE PIELES Y ELABORACION DE PRODUCTOS DE FAUNA SILVESTRE
 CATEGORIA E) EXPENDIOS DE PRODUCTOS ELABORADOS DE FAUNA SILVESTRE
3) LICENCIA A CENTROS DE ACOPIO DE FAUNA SILVESTRE PARA EXPORTACION
4) LICENCIA PARA EXHIBICIONES DE FAUNA SILVESTRE
 CATEGORIA A) ZOOLOGICOS
 CATEGORIA B) EXHIBICIONES FIJAS
 CATEGORIA B) EXHIBICIONES ITINERANTES
5) LICENCIA DE CAZA Y PESCA DEPORTIVA DE FAUNA SILVESTRE
6) PERMISO PARA INVESTIGACIONES CIENTIFICAS CON REQUERIMIENTO DE COLECTA DE MUESTRAS DE VIDA SILVESTRE.

Arto. 2 Cada una de las Licencias y Permiso indicados en el articulo anterior se emitirá en Formato Oficial, debidamente numerado y firmado por el Titular de la Dirección de Biodiversidad o por quien este delegue para tal fin.

Arto. 3. Las Licencias y Permisos anteriores serán debidamente registradas en la Dirección de Biodiversidad, consignándose los siguientes datos: Numero y Tipo de Licencia o Permiso, Nombre del Titular, Especies y numero de especímenes que ampara, Vigencia.

Arto. 4. La vigencia de cada licencia o permiso se especificará en el texto de la misma.

CAPITULO II

REQUISITOS COMUNES PARA LA SOLICITUD DE LICENCIA O PERMISO

Art. 5. El interesado deberá solicitar la Licencia o Permiso correspondiente atendiendo los siguientes requisitos:

1) Obtener y presentar debidamente el Formato de Solicitud de Licencia o Permiso acompañado de los Anexos que por cada uno se exija.

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION

2. Enterar el pago del valor establecido.

Arto. 6. Toda Licencia o Permiso, deberá ser tramitada de manera personal por el interesado debidamente identificado o por apoderado especial. En el caso de las personas jurídicas se deberá presentar la Escritura Constitutiva correspondiente y el Poder Especial que autorice para ese acto.

Arto.7 Los requisitos específicos para la solicitud de cada una de las Licencias y Permisos, aquí establecidos se incorporan como Anexos a la presente Resolución. Los requisitos de las licencias y permisos aquí no contemplados, se incorporarán como anexos a esta Resolución mediante Acuerdo Ministerial.

CAPITULO III
DERECHOS Y OBLIGACIONES DE LOS TITULARES DE LICENCIAS

Arto.8 La Licencia y el Permiso, otorga a su Titular el derecho de acceso, uso o aprovechamiento de las especies en ella consignadas y le obliga a la observancia de las normas y disposiciones generales y particulares de manejo y protección de las mismas.

Arto. 9 Sin perjuicio de los derechos y obligaciones particulares establecidos en cada tipo de Licencia y Permiso, sus titulares tendrán los siguientes derechos y obligaciones:

1) Obtener la renovación, en su caso, por igual periodo, previa comprobación del cumplimiento de sus obligaciones.
2) Obtener información técnica expedita sobre el objeto de su Licencia y/o Permiso.
3) Cumplir en tiempo con los informes generales y/o información específica solicitada por la Dirección de Biodiversidad.

CAPITULO IV
DE LAS INFRACCIONES Y SANCIONES

Arto. 10. Las infracciones a la presente Resolución serán sancionadas de conformidad con las disposiciones consignadas en la Ley General del Ambiente y los Recursos Naturales y su Reglamento y las Leyes y Reglamentos especiales aplicables.

Arto. 11. El valor a pagar por el aprovechamiento, uso y acceso a especímenes se determinará anualmente, según tipo y cantidad, por la Dirección General de Biodiversidad y Recursos Naturales y se oficializará mediante publicación por cualquier medio de comunicación de circulación nacional.

Arto.12. La presente Resolución entrará en vigencia a partir de su publicación por cualquier medio de comunicación de circulación nacional escrito.
Dado en la ciudad de Managua, a los siete días del mes de junio de mil novecientos noventa y nueve. Roberto Stadthagen Vogl, Ministro.

ANEXO I
LICENCIA DE MANEJO DE FAUNA SILVESTRE
1.1 CATEGORIA A) CRIANZA EN CAUTIVERIO

REQUISITOS PARA LA TRAMITACION

1. Llenar Formato de Solicitud y adjuntar los siguientes documentos:
- Proyecto Técnico de Zoocrianza
- Acta de Constitución y Poder de Representación
- Certificación del Registro Mercantil o Registro de Cooperativas
- Copia de Licencia extendida por Autoridad competente
- Copia de Testimonio de Escritura de Propiedad del Lugar donde se instalara el Plantel de cría en cautiverio o Zoocrianza.

2. Verificar que las instalaciones son conformes a la Normativa de Instalación de Zoocriaderos.
3. Aprobación de la Dirección de Biodiversidad previa verificación del Centro de Zoocrianza.
4. Efectuar el pago de la licencia, que asciende al equivalente en córdobas de quinientos dólares americanos (US$500).
5. La vigencia de la Licencia de Crianza en Cautiverio se ajustará al cumplimiento de las normas, procedimientos y/o resoluciones afines a la actividad y a las que se deriven de la Ley General del Medio Ambiente en materia de Biodiversidad y Leyes Específicas de la materia.
6. Los Centros de Zoocrianza que se encuentren inscritos ante MARENA, al publicarse la presente Resolución, tendrán un plazo de seis meses para ajustarse al cumplimiento de la Normativa de Instalación de Zoocriaderos

PROCEDIMIENTO

1. El solicitante presentará ante la Oficina de Atención al Público de la Dirección de Biodiversidad, el formato de solicitud de Licencia debidamente llenado y firmado adjuntando:
- Proyecto Técnico de Zoocrianza
- Acta de Constitución y Poder de Representación
- Certificación del Registro Mercantil o Registro de Cooperativas
- Copia de Licencia extendida por Autoridad competente
- Copia de Testimonio de Escritura de Propiedad del Lugar donde se instalará el Zoocriadero.

2. Una vez recepcionada la solicitud, la Dirección de Biodiversidad realizará las inspecciones pertinentes y en un plazo máximo de 30 días decidirá lo que corresponda, entregando al solicitante formato para efectuar el pago de la Licencia con valor en Córdobas de US$ 500.00 (Quinientos Dólares Americanos).
3. A partir de esa fecha, el solicitante hará efectivo el pago en la cuenta establecida para tal fin por la Tesorería General de la República y presentara a la Dirección de Biodiversidad el comprobante de pago en original y copia.
4. Recibida la copia, la Dirección de Biodiversidad la incorporara al expediente de la solicitud y entregará la Licencia correspondiente con los documentos siguientes:
a) Resolución del Sistema de Vedas
b) Normativa para la Instalación de Zoocriaderos
c) Reglamento de la Asociación de Transporte Aéreo Internacional (IATA)
d) Listado de Especies que ampara su Licencia
e) Listado de Valores de Especies (referencia Acopio de Padrotes, caso de Zoocrianza)
Las disposiciones contenidas en estos documentos, por representar

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION

normativas y/o restricciones relativas a su actividad, son de obligatorio cumplimiento.

OPERACIÓN DE LA LICENCIA
ACOPIO DE PADROTES:

1. Las Empresas con Licencia de Zoocrianza deberán solicitar el Acopio de especímenes, en dependencia a lo autorizado en su Documento de Proyecto Técnico.
2. Por cada requerimiento de especímenes del medio natural deberá solicitar por escrito a la Dirección de Biodiversidad el Permiso de Acopio con el Acopiador autorizado por la Empresa, incluyendo el número de Licencia del mismo.
3. El ingreso de los padrotes deberá ser registrado por el Zoocriadero, el que conservara los Permisos de Acopio como prueba de la adquisición legal de los mismos.

ANEXO 2
LICENCIA PARA COMERCIO INTERNO
DE VIDA SILVESTRE
2.1 CATEGORIA "A"
ACOPIO COMERCIAL DE VIDA SILVESTRE.
REQUISITOS PARA LA TRAMITACION

1. Llenar el Formato de Solicitud y adjuntar los siguientes documentos:
- Dos Fotos tamaño Carnet
- Record de Policía vigente del lugar de su domicilio o residencia.
- Fotocopia de Cédula de Identidad, Licencia de Conducir, Carnet del Seguro Social o Pasaporte vigente.
2. Cancelar el valor de la Licencia que asciende al equivalente en córdobas de cincuenta dólares americanos(US$ 50.00).

PROCEDIMIENTO

1. El solicitante llenará y presentará ante la Oficina de MARENA, el formato de solicitud de Licencia debidamente firmado y adjuntando los Requisitos solicitados.
2. Recibida la solicitud, MARENA emitirá resolución en un plazo no mayor de 10 días hábiles.
3. El solicitante, en los tres días subsiguientes, hará efectivo el pago del valor de la Licencia en la cuenta establecida para tal fin por la Tesorería General de la República; y presentará a la Oficina el comprobante de pago en original y copia.
4. Recibido el Comprobante de Pago se entregará la Licencia correspondiente y los documentos siguientes:
a. Resolución del Sistema de Vedas.
b. Normativa para el Transporte de Animales.
c. Listado de Areas Protegidas (excluidas para el acopio).
d. Listado de Delegaciones Territoriales del MARENA en donde se deberá remisionar el Respectivo Permiso de Acopio.

Las disposiciones contenidas en estos documentos, por representar normativas y/o restricciones relativas a su actividad, son de obligatorio cumplimiento.

OPERACION DE LA LICENCIA:

Para el ejercicio del derecho que la licencia otorga, el titular deberá:
1. Obtener Permiso de Acopio por una cantidad determinada de especímenes, partes o productos (ver anexo: Copia de un Permiso de Acopio).
2. Presentarse a la Delegación Territorial de MARENA correspondiente según el territorio en que realizará el acopio, para mostrar su Permiso y notificar el lugar especifico del acopio.
3. Presentarse a la Delegación Territorial de MARENA, una vez realizado el acopio, con el Permiso y los especímenes acopiados para el trámite de verificación de las cantidades especificadas en el Permiso de Acopio.
4. Realizar el traslado de los especímenes, partes o productos portando su Permiso de Acopio debidamente Verificado (firmado y sellado en las casillas correspondientes) atendiendo a la Normativa de Transporte de Animales Vivos, si fueren especímenes vivos.

Entregar el Permiso Original al Comprador guardando su respectiva copia para su control de Actividad.

ANEXO 2

LICENCIA DE COMERCIO INTERNO
2.2 CATEGORIA "B":
EXPENDIO DE ALIMENTOS PROVENIENTES DE LA FAUNA SILVESTRE

REQUISITOS PARA LA TRAMITACION

1. Llenar formato de solicitud y adjuntar los siguientes documentos:
. Licencia Comercial extendida por Autoridad Competente
. Licencia sanitaria del MINSA
2. Cancelar valor de la Licencia de acuerdo a las siguientes categorías:
- Restaurantes clase A: El equivalente en córdobas a cien dólares americanos (US $100).
- Restaurantes clase B: El equivalente en córdobas a cincuenta dólares americanos (US $50).
- Restaurantes clase C: El equivalente en córdobas a treinta dólares americanos (US $30).
3. Estas Categorías serán determinadas según las que establece el Instituto de Turismo.

PROCEDIMIENTO

1. El solicitante llenará y presentará ante MARENA el Formato de Solicitud de Licencia debidamente firmado y adjuntando los requisitos solicitados.
2. Una vez recibidos los requisitos, MARENA procederá a autorizar la Licencia en un plazo no mayor de 15 dias hábiles.
3. Una vez autorizada, el Solicitante hará efectivo el pago del valor de la licencia en la cuenta establecida para tal fin por la Tesorería General de la República y presentará a MARENA el comprobante de pago en original y copia.
4. Recibido el comprobante de pago se entregará la licencia correspondiente acompañada de una copia del la Resolución del Sistema

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

Nacional de Vedas.

Todos los establecimientos que comercializan alimentos procedentes de la fauna silvestre estarán obligados a respetar estrictamente los periodos de veda establecidos en el Sistema Nacional de Vedas. El no cumplimento a estas disposiciones será sancionado de conformidad con el Reglamento de la Ley General del Medio Ambiente (Ley 217).

Las disposiciones contenidas en estos documentos, por representar normativas y/o restricciones relativas a su actividad son de obligatorio cumplimiento.

ANEXO 2
LICENCIA DE COMERCIO INTERNO
2.3 CATEGORIA "C"
EXPENDIO DE FAUNA SILVESTRE VIVA
REQUISITOS PARA LA TRAMITACION

1. Llenar formato de solicitud y adjuntar fotocopia de licencia comercial extendida por la autoridad competente.
2. Pagar valor de la Licencia que asciende al equivalente en córdobas de cincuenta dólares americano (US $50).

PROCEDIMIENTO

1. El solicitante llenará y presentará ante MARENA el Formato de Solicitud de Licencia debidamente firmado y adjuntando los requisitos solicitados.
2. Recibida la solicitud MARENA procederá a realizar una inspección de las instalaciones físicas, a fin de evaluar las condiciones de manejo de los animales en el marco de la Normativa Técnica promulgada para tal efecto.
3. En un plazo no mayor de quince días hábiles, MARENA emitirá resolución.
4. Para el caso de solicitantes que no cumplan con la Norma Técnica al ser inspeccionados por primera vez, MARENA procederá a otorgar la licencia en carácter provisional, dando un plazo prudencial de tres meses a fin de que el solicitante se ajuste a la Normativa Técnica existente.
5. En caso de no cumplir con lo anterior, al solicitante le será revocada la licencia al término del plazo prudencial, procediendo de conformidad con el Reglamento de la Ley 217.
6. Recibido el comprobante de pago se entregará la licencia correspondiente acompañada de una copia de los siguientes documentos:
- Resolución del Sistema Nacional de Vedas
- Normativa para Expendios de Fauna Silvestre Viva.

Todos los establecimientos que comercializan fauna silvestre viva están obligados a cumplir con los periodos de veda especificados en el Sistema Nacional de Vedas. El no cumplimento a estas disposiciones, será sancionado de conformidad con el Reglamento de la Ley General del Medio Ambiente (Ley 217).

ANEXO 2
LICENCIA DE COMERCIO INTERNO
2.4 CATEGORIA "D"
PROCESAMIENTO DE PIELES Y ELABORACION
DE PRODUCTOS DE FAUNA SILVESTRE.
REQUISITOS PARA LA TRAMITACION

1. Llenar formato de solicitud y adjuntar el Plan Anual de Producción.
2. Efectuar el Pago de la Licencia que asciende al equivalente en córdobas de cincuenta dólares americanos (US $50).

PROCEDIMIENTO

1. El solicitante llenará y presentará ante MARENA el Formato de Solicitud de Licencia debidamente firmado y adjuntando los requisitos solicitados.
2. Una vez recibidos los requisitos, MARENA procederá a autorizar la Licencia en un plazo no mayor de 15 días hábiles.
3. Una vez autorizada, el Solicitante hará efectivo el pago del valor de la licencia en la cuenta establecida para tal fin por la Tesorería General de la República y presentará a MARENA el comprobante de pago en original y copia.
4. Recibido el comprobante de pago se entregará la licencia correspondiente acompañada de los siguientes documentos:
- Copia de la Resolución del Sistema Nacional de Vedas.
- Copia de Normativa Técnica para el Procesamiento de Pieles y Elaboración de Productos de la Fauna Silvestre.

Las disposiciones contenidas en estos documentos por representar normativas y/o restricciones relativas a su actividad son de obligatorio cumplimiento.

ANEXO 2

LICENCIA DE COMERCIO INTERNO
2.5 CATEGORIA "E"
EXPENDIOS DE PRODUCTOS ELABORADOS DE LA FAUNA SILVESTRE.
REQUISITOS PARA LA TRAMITACION

1. Llenar formato de solicitud adjuntando Licencia Comercial extendida por una Autoridad Competente.
2. Efectuar el pago de la licencia que asciende al equivalente en córdobas de cincuenta dólares americanos (US $50).

PROCEDIMIENTO

1. El solicitante llenará y presentará ante MARENA el Formato de Solicitud de Licencia debidamente firmado y adjuntando los requisitos solicitados.
2. Una vez recibidos los requisitos, MARENA procederá a autorizar la Licencia en un plazo no mayor de 15 días hábiles.
3. Una vez autorizada, el Solicitante hará efectivo el pago del valor de la licencia en la cuenta establecida para tal fin por la Tesorería General de la República y presentará a MARENA el comprobante de pago en original y copia.
4. Recibido el comprobante de pago se entregará la licencia correspondiente acompañada de los siguientes documentos:

3258

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

- Copia de la Resolución del Sistema Nacional de Vedas.
- Copia de Normativa Técnica para Expendios de Productos Elaborados de Fauna Silvestre.

Todos los establecimientos que comercializan Productos Elaborados de la Fauna silvestre están obligados a cumplir con la Normativa Técnica y los periodos de veda especificados en el Sistema Nacional de Vedas. El no cumplimento a estas disposiciones, será sancionado de conformidad con el Reglamento de la Ley General del Medio Ambiente (Ley 217).

ANEXO 3

3.1 LICENCIA PARA CENTROS DE ACOPIO DE FAUNA SILVESTRE PARA LA EXPORTACION REQUISITOS PARA LA TRAMITACION

1. Llenar Formatos de Solicitud y adjuntar los siguientes documentos:
- Acta de Constitución y Poder de Representación.
- Certificación del Registro Mercantil o Registro de Cooperativas.
- Copia de Licencia extendida por Autoridad competente
- Detalle de especímenes de especies o partes o productos a comercializar.
- Lugar de ubicación del Centro de Acopio.

2. Las Empresas que ya se encuentran registradas y en funcionamiento no requerirán adjuntar los documentos especificados en el inciso 1.
3. Efectuar el pago de la Licencia que asciende al equivalente en córdobas de cien dólares americanos (US$ 100.00)

PROCEDIMIENTO

1. El solicitante llenará y presentara ante la Oficina de Atención al Publico de la Dirección de Biodiversidad, el formato de solicitud de Licencia debidamente firmado y los requisitos solicitados (si es el caso)
2. Recibida la solicitud, MARENA emitirá resolución en un plazo no mayor de 5 días hábiles.
3. El solicitante, en los tres días subsiguientes a la aprobación de su licencia, hará efectivo el pago del valor de la Licencia en la cuenta establecida para tal fin por la Tesorería General de la República, presentando ante MARENA el comprobante de pago en original y copia.
4. Recibida la copia se entregará la Licencia correspondiente y los documentos siguientes:
a. Resolución del Sistema de Vedas.
b. Normativa para el transporte aéreo internacional IATA
c. Otras Normativas que el MARENA emita en relación a la actividad.

Las disposiciones contenidas en estos documentos, por representar normativas y/o restricciones relativas a su actividad, son de obligatorio cumplimiento.

OPERACION DE LA LICENCIA

Para el ejercicio del derecho que la licencia otorga, el Propietario de la misma procederá a seguir los siguientes pasos:

ACOPIO:

1. Por cada requerimiento de especímenes del medio natural, se deberá solicitar por escrito a la Dirección de Biodiversidad de MARENA el Permiso de Acopio con los siguientes datos: Nombre de Acopiador autorizado y número de su Licencia, cantidad y nombres Científicos de las especies solicitadas.
2. Todo espécimen que ingrese al Centro de Acopio, deberá estar amparado por el respectivo Permiso de Acopio debidamente firmado y sellado en todas sus casillas. El procedimiento del Acopio está establecido en la Licencia de Acopio comercial

EXPORTACION:

1. Solicitar por escrito la emisión del Certificado de Exportación con la siguiente información:
- Especies y cantidad de especímenes a exportar
- Nombre y Dirección exacta del Destinatario
- País de Destino

2. El valor del Certificado de Exportación se cancelará en base a Tarifa establecida y el pago se deberá realizar al momento de recibir las copias destinadas al trámite de exportación destinadas al Centro para Trámites de las Exportaciones (CETREX)
3. Toda Empresa deberá solicitar inspección de empaque y embarque por escrito y con al menos 24 horas de anticipación.
4. Los embarques a exportar serán inspeccionados únicamente si el Exportador ha presentado previamente prueba de la adquisición legal de los especímenes, es decir, un Permiso de Acopio debidamente firmado y sellado en todas sus casillas.
5. Para hacer efectiva una exportación, la Empresa deberá cancelar previamente el valor del embarque según Tabla Oficial de Valores.

ANEXO 4.

4.1 LICENCIA PARA EXHIBICIONES DE FAUNA SILVESTRE

CATEGORÍA "A":	ZOOLOGICOS
CATEGORIA "B":	FIJAS
CATEGORIA "C":	ITINERANTES

REQUISITOS PARA LA TRAMITACION

1. Llenar formato de solicitud y adjuntar los siguientes documentos:
. Escritura de Constitución y poder de representación para personas jurídicas.
. Número RUC para personas naturales
. Presentar constancia del INC para el caso de Circos.
. Inventario Oficial de especies y Aval del MARENA haciendo constar que el establecimiento cumple con la Normativa Técnica.
2. Cancelar el valor de la Licencia de acuerdo a las siguientes categorías:
- Categoría A: Zoológicos: El equivalente en córdobas a cincuenta dólares americanos. (US $50)
- Categoría B: Exhibiciones Fijas: El equivalente en córdobas a cincuenta dólares americanos. (US $50)

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

- Categoría C: Exhibiciones itinerantes: El equivalente en córdobas a treinta dólares americanos. (US$ 30)

PROCEDIMIENTO

1. El solicitante llenará y presentará ante MARENA el Formato de Solicitud de Licencia debidamente firmado y adjuntando los requisitos solicitados.
2. Recibida la solicitud MARENA procederá a realizar una inspección de las instalaciones físicas, levantando un inventario oficial de las especies encontradas al momento de la visita, a fin de evaluar las condiciones de manejo de los animales en el marco de la Normativa Técnica promulgada para tal efecto.
3. En un plazo no mayor de quince días hábiles, MARENA emitirá resolución.
4. Para el caso de solicitantes que no cumplan con la Norma Técnica al ser inspeccionados por primera vez, MARENA procederá a otorgar la licencia en carácter provisional, dando un plazo prudencial de seis meses a fin de que el solicitante se ajuste a la Normativa Técnica existente.
5. En caso de no cumplir con lo anterior, al solicitante le será revocada la licencia al término del plazo prudencial, procediendo de conformidad con el Reglamento de la Ley 217.
6. Al ser aprobada, el Solicitante en los tres días subsiguientes hará efectivo el pago del valor de la licencia en la cuenta establecida para tal fin por la Tesorería General de la República y presentará a MARENA el comprobante de pago en original y copia.
7. Recibido el comprobante de pago se entregará la licencia correspondiente y los documentos siguientes:
. Resolución del Sistema de Vedas
. Normativa para el Transporte de Animales
. Normativa Técnica para exhibiciones fijas ó itinerantes de Fauna Silvestre.

Las disposiciones contenidas en estos documentos, por representar normativas y/o restricciones relativas a su actividad son de obligatorio cumplimiento.

SECCION JUDICIAL

SUBASTA

Reg. No. 5449 - M - 0148064 - Valor C$ 180.00

A las nueve y treinta minutos de la mañana del doce de Agosto de mil novecientos noventa y nueve, en el local de este Juzgado Subastárase, un inmueble ubicado en el Reparto llamado Ciudad Xolotlán con un área de ciento sesenta y ocho metros cuadrados con treinta y cinco centímetros de metros cuadrados (168.35 mts2) con los siguientes linderos: NORTE: Lote número ciento noventa y dos (192); SUR: Lote número ciento noventa y uno (191); ESTE: Avenida Nicarao; y OESTE: Lote número ciento noventa y uno (191), inscrita bajo el No. 66.412, Tomo 1.114, Folios 17, 18 y 19, Asiento Cuarto del Libro de Propiedades, Sección de Derechos Reales, del Registro Público de Managua. Base de la Subasta: C$ 98,000.00 equivalente a US$ 8,600.00 dólares de los Estados Unidos de América. Ejecutante: Sandra Silma Bermúdez Arce. Ejecutado: José Abraham Gutiérrez González. Oígase posturas en estricto contado. Dado Juzgado Primero Civil de Distrito, Managua, veinticinco de Junio de mil novecientos noventa y nueve. Dra. Yelba Aguilera Espinoza, Juez Primero Civil de Distrito de Managua. Firma llegible, Secretaria.

•3-3

TITULOS SUPLETORIOS

Reg. 4406 - M. 142046 - Valor C$ 90.00

Orlando José García Zeledón, solicita Título Supletorio de un Inmueble Urbano, compuesto de casa y solar, en Esta Ciudad de Chinandega, ubicado en la Sucursal Banco Popular de Chinandega ciento ochenticinco varas arriba, el cual tiene los siguientes linderos: NORTE: Francisco Pereira, SUR: Avenida Central, Escuela Miguel Larreynaga, ESTE: Leticia Gutiérrez y OESTE: Juana Escalante. Opóngase: Juzgado Segundo de Distrito Civil y Laboral. Chinandega, veinticuatro de mayo de mil novecientos noventinueve. L. de Sandoval, Sria. 3-2

Reg. No. 4407 - M. 400844 - Valor C$ 90.00

José Ines Hernández Bustos y Juana Lidia Martínez Pavón, solicita Título Supletorio de un lote de terreno rural ubicado en Barrio Los Martínez Jurisdicciém de San Juan de la Concepción, dentro de los siguientes linderos: NORTE: Abel Martínez, SUR: Callejón de por medio, Natividad Busto, ESTE: Leopoldo Sánchez y OESTE: Jesús Sánchez. Opóngase. Dado en el Juzgado Local Unico de lo Civil de la Concepción, a los veintitrés días del mes de marzo de mil novecientos noventa y nueve. Martha Sánchez J. Sria. Juzgado Local. 3-2

Reg. No. 4408 - M. 400843 - Valor C$ 90.00

Santos Pastor Martínez Pavón y Vicenta del Socorro Hernández Ñurinda, solicitan Título Supletorio de un bien inmueble rural ubicado en el Barrio los Martínez Jurisdicción de San Juan de la Concepción, dentro de los siguientes linderos: SUR: Callejón de por medio, Abel Martínez y Juana Hernández, ESTE: Juana Hernández y Martín Hernández, OESTE: Callejón de por medio, Pedro Martínez y NORTE: Gorgina Martínez. Opóngase. Dado en el Juzgado Local Unico de lo Civil de la Concepción, a los veintitrés días del mes de Marzo de mil novecientos noventa y nueve. Martha Sánchez J. Sria. Juzgado Local. 3-2

Reg. No. 4409 - M. 400848- 622209 - Valor C$ 45.00-90.00

Fausto Averruz González, solicita Título Supletorio dos propiedades ubicadas en Jurisdicción de Santa María, Nueva Segovia, denominada la Primera «La Cachorra» ubicada lugar el Guayabal, veinticinco manzanas extensión, linderos, NORTE: Eduardo Vásquez, SUR: Camino real del Guayabal a los Calpules, ORIEN-

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION

TE: Predio de Cristino Sánchez, Occidente, Propiedad de Fausto Averruz Ponce. La Segunda llamada «EL LLANO», ubicada lugar El Guayabal, veinticinco manzanas de extensión, linderos, NORTE: Propiedad de Eduardo Vásquez, SUR: Camino real del Guayabal a los Calpules, Oriente: Propiedad de Eduardo Vásquez, OCCIDENTE: Predio de Cristino Sánchez. Opóngase. Juzgado Civil de Distrito. Ocotal, Treintiuno de Mayo de mil novecientos noventa y nueve. Esperanza Barahona O. Secretaria de Actuaciones. 3-2

Reg. No. 4414 -M. 622292 - Valor C$ 90.00

Enrique Ponce Rodríguez, solicita Título Supletorio, lote terreno ubicado lugar conocido El Portillo, Jurisdicción Macuelizo, Nueva Segovia, diez y ocho manzanas, linderos, NORTE: Ramiro López, SUR: Faustino Mendoza, Oriente: Alejandro Gutiérrez y Samuel Rodríguez, Occidente: Ramiro Mairena. Opóngase. Juzgado Civil de Distrito. Ocotal, cuatro de Marzo de mil novecientos noventa y nueve. Esperanza Barahona O. Secretaria de Actuaciones. 3-2

Reg. No. 4415 - M. 622293 - Valor C$ 90.00

Elizabeth Pastrana Zelaya, solicita Título Supletorio, solicita Título Supletorio, casa y solar ubicados Barrio «Laura Sofía Olivas,» Ocotal, Nueva Segovia» linderos NORTE: Casa y solar de Corina Rodríguez. SUR: Mediando calle, casa y solar de Francisca Salgado, ORIENTE: Casa y solar de Casimiro Mejía López, ORIENTE: Casa y solar de Casimiro Mejía López, Occidente: solar vacante de dueño desconocido. Opóngase. Juzgado Civil de Distrito. Ocotal, cuatro marzo de mil novecientos noventa y nueve. Esperanza Barahona O. Secretaria de Actuaciones. 3-2

Reg. No. 4416 - M. 622215 - Valor C$ 90.00

Rufino de Jesús Zavala Tellez, solicita Título Supletorio, casa y solar ubicados antiguo Barrio Palermo, llamado hoy «Yelba María Antúnez», Ocotal, Nueva Segovia, linderos, NORTE: Casa y solar de Horacio Efrain Hernández, SUR: Casa y solar Justo Rufino Maradiaga Avila, ESTE: Carretera que va de la Calle central hasta la carretera Ocotal- Dipilto, de por medio, solar de la señora Angela López y OESTE: Casa y solar de Miguel Espinoza. Opóngase, Juzgado Civil de Distrito. Ocotal, nueve de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Esperanza Barahona O. Secretaria de Actuaciones. 3-2

Reg. No. 4417 - M. 622176 - Valor C$ 90.00

Reyes Duarte Hernández, solicita Título Supletorio finca rústica, ubicada comarca Mata de Plátano, Macuelizo, Nueva Segovia, diecinueve manzanas, con casa de habitación, linderos, NORTE: Eustaquio Hernández, SUR: Manuel Enrique Contreras, Este Manuel Enrique Contreras, OESTE: Sucesores Hernández Vallecillo. Opóngase, Juzgado Civil de Distrito. Ocotal, Veintiocho de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Esperanza Barahona O. Secretaria de Actuaciones. 3-2

Reg. No. 4418 - M. 622175 - Valor C$ 90.00

María de los Angeles Pravia Fuentes, solicita, título supletorio de una Bien Inmueble, Solar que mide treinticinco varas de Frente por sesenta varas de fondo, que está ubicado en el Barrio Nora Astorga. Comprendido dentro de los siguientes linderos: NORTE: Calle de por medio y propiedad de Sandra Ventura Hernández. SUR: Calle de por medio y casa de Eduardo González López, y propiedad de Santos González. ESTE: Predio de Coronado Lagos. ESTE: Resto de Terreno de MANUEL UBEDA RIVERA. Opóngase. Juzgado Local Unico, Ocotal treintiuno de Mayo de mil novecientos noventa y nueve. Maritza B. Fajardo Ruiz. Sria. Juzgado Local Ocotal N.S. 3-2

Reg. No. 4419 - M. 622170 - Valor C$ 90.00

Osmar Zavala Báez, solicita Título Supletorio, propiedad rural ubicada Río arriba, limón, Municipio de Jalapa, Nueva Segovia, área seis manzanas de extensión, linderos NORTE: Félix Rodríguez y Félix Ferrufino, SUR: Policarpo Zavala, ESTE: Socorro Vargas, OESTE : Policarpio Zavala. Opóngase, Juzgado Civil de Distrito. Ocotal, quince de Abril de mil novecientos noventa y nueve.- Esperanza Barahona O. Secretaria de Actuaciones. 3-2

Reg. No. 4455 - M. 369827 - Valor C$ 135.00

Leonel López Mejía, solicita Título Supletorio de Propiedad Inmueble de Naturaleza Rústica, Huerta de Terreno en el Sector de Miramar, carretera León-Poneloya, de la parada El Toro siete kilométros al Nor Oeste de la ciudad de León. Lindando: NORTE: Juan Roque María García, Felipe Dolmus, Camino en medio y carretera de por medio León Poneloya. SUR: Guadalupe Pérez, Miramar. ESTE: Rafael Roque, Raymundo Quezada, María Lourdes Mejía Rivas, Hermenegildo Prado, Ramon Gutiérrez y Carretera León - Poneloya. OESTE: Cooperativa Clarisa Cárdenas López. Opóngase. Juzgado Primero Civil de Distrito. León, Veintiocho de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Socorro García L., Sria. 3-2

Reg. No. 4456 - M. 366040 - Valor C$ 180.00

Sandra Consuelo Gómez Monjarrez, solicita Título Supletorio de una finca urbana situado en Nindiri, con una área total de tres mil trescientos cincuenta y ocho metros cuadrados siete centímetros cuadrados, comprendido dentro de los siguientes linderos y medidas: ORIENTE: Calle del Reparto, Ochenta y un metro, diez centímetros, poniente: Francisco Castillo, ochenta y dos varas veinte centímetros; NORTE: Francisco Castillo Arbe, cuarenta metros, noventa y cinco centímetros; SUR: Bodega del Banco Nacional de Desarrollo, cuarenta metros ochenta y cinco centímetros; sin perjuicio de quien tenga derecho preferencial, en cuyo caso quien lo tenga deberá hacerlo valer dentro del término de ocho días de publicado el presente Edicto. Oponerse. Juzgado Civil del Distrito. Masaya, veintisete de Mayo de mil novecientos noventa y nueve. Sol María Machado Ramírez, Secretaria de Actuaciones. 3-2

Reg. No. 4510 - M. 504410 - Valor C$ 90.00

Paula Isabel Zamora Lazo, solicita Título Supletorio de un in-

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACIÓN

mueble rústico, ubicado en la Comarca Los Pocitos Jurisdicción de Niquinohomo, departamento de Masaya, Lindando: ORIENTE: Camino que conduce de Niquinohomo a Los Pocitos de por medio con Juan Sotelo, Centro de Salud; SUR: Con Juan Ramón Barquero, PONIENTE: Con otra propiedad de Paula Isabel Zamora Lazo y NORTE: Con Juan José Norori. Opóngase. Juzgado Local Unico. Niquinohomo, dos de junio de mil novecientos noventa y nueve. Marina Pérez, Sria. 3-2

Reg. No. 4514 - M. 583889 - Valor C$ 90.00

AVELINO CRUZ AMADOR, solicita Supletorio rústico, ORIENTE; Eduarda Viuda de Sánchez, OCCIDENTE: Pedro Herrera, Callejón, NORTE: Sebastian Díaz; SUR: Julio Meza. Opóngase, Juzgado Local, Yalaguina, Tres, Junio, mil novecientos noventa y nueve. Carla Hurtado Zavala, Sria. 3-2

Reg. No. 4577 - M. 142707 - Valor C$ 90.00

Leocadio Juárez Valverde, solicita Título Supletorio de un Predio ubicado en la Comarca la Sabaneta, Municipio de Malpaisillo, Lindando: NORTE: Sergio y Rosibel Niño, SUR: José Niño, Este: Sergio Niño y OESTE: Camino en medio, Daniel Niño y Julio Niño. Opóngase. Juzgado Primero Civil de Distrito. León, Doce de Febrero de mil novecientos noventa y nueve. Angela Castillo Polanco. Secretaria. 3-2

Reg. No. 4585 - M. 453076-283701 - Valor C$ 30.00-60.00

La Sra. Lidia del Socorro Hernández Salgado, solicita Título Supletorio urbano. lindante: NORTE: Marina Blandón, SUR: Félix Lorente, ESTE: Daniel Blandón, OESTE: Contranled. Dado en el Juzgado Local Civil Estelí, tres Junio mil novecientos noventa y nueve. I. Palacios, Sria. 3-2

Reg. No. 4632 - M. 453054 - Valor C$ 90.00

Flora del Carmen Balladares Sánchez, solicita Título Supletorio Predio rústico Comarca Casilí abajo NORTE: Pedro López Melgara, SUR: Carretera Telpaneca - San Juan del Río Coco. ESTE: Natividad García Florian. OESTE: Balastrera y Pedro López. Opóngase. Juzgado Local Unico Telpaneca Madriz. treinta y uno de Mayo de mil novecientos noventa y nueve.Lic. Inf. Teresa Portillo B. Sira. Int. 3-2

Reg. No. 4634 - M. 453056 - Valor C$ 135.00

Socorro García, solicita Título Supletorio predio urbano ubicado esta ciudad. lindantes: NORTE: Calle de por medio Marcia Alvarez viuda de Matamoros, SUR: Luis Barba, ESTE: Mauricio Morales, OESTE: José Benito García Esquivel área total de ciento cincuenta y tres punto treinticuatro metros cuadrados equivalente a doscientos diecisiete punto cincuenta varas cuadradas. Opóngase. Juzgado Primero Distrito Civil y Laboral, Chinandega, tres de Junio de mil novecientos noventa y nueve. Esperanza Martínez, Sria. 3-2

Reg. No. 4637 - M. 453054 - Valor C$ 90.00

Leticia Flores Gómez, solicita Título Supletorio de un lote de terreno ubicado en San Lorenzo de diecisiete varas de frente por treinta y seis de fondo con una casa de habitación con los siguientes linderos: ORIENTE: Casa de Carlos Martínez, PONIENTE: Casa de Carolina Flores. Calle de por medio, NORTE: Casa de Norma Sequeira y SUR: Casa de Elí Valdez. Interesados opóngase en el término de Ley. Dado en el Juzgado Civil de Boaco, a los treinta y un día del mes de Mayo de mil novecientos noventa y nueve. Lic. Celeste Isabel Noguera Vega, Juez de Distrito para lo Civil, Luz Evelia Rodríguez G. Secretaria. 3-2

Reg. No. 4638 - M. 453063 - Valor C$ 90.00

Ramón Bermúdez Treminio, solicita Título Supletorio de una finca rústica ubicada en la comarca el Peñazco de San José de los Remates, de ciento cincuenta manzanas de extensión con una casa de habitación con los linderos: ORIENTE: Finca de Ronaldo Treminio PONIENTE: Finca de Mario Flores: Finca de Mario Flores NORTE: Finca de Ronaldo Treminio, SUR: Finca de Benito Jarquin. Interesados opóngase en el termino de Ley. Dado en el Juzgado Civil de Boaco, treinta y un día del mes de Mayo de mil novecientos noventa y nueve. Lic. Celeste Isabel Noguera Vega, Juez Civil de Distrito, Luz Evelia Rodríguez G. Secretaria.

3-2

Reg. No. 4669 - M. 138117 - Valor C$ 180.00

El Señor José de la Cruz Mena Rostrán, mayor de edad, casado, Militar retirado, y del domicilio de Nindirí, solicita Título Supletorio de un lote de terreno ubicado a altura del kilómetro veintidós de la carretera Masaya-Managua., jurisdicción de Nindirí, comprendida dentro de los siguientes linderos: NORTE: Federación de Tiros, SUR: Manuel Sevilla, ESTE: Camino viejo a Masaya y OESTE: Lote que perteneció al señor José de la Cruz Mena Rostrán. Con un área de Un mil novecientos sesentiseis punto cero siete metros cuadrados (1,966.07 mts.2) equivalentes a Dos mil setecientos ochenticinco punto setentiuna varas cuadradas (2,788.71 vrs.2). Interesados Opóngase en el término legal. Dado en el Juzgado Local Unico de Nindirí, Departamento de Masaya a los veintiséis días del mes de Mayo de mil novecientos noventa y nueve. Lic. América Rodríguez G. Juez Local Unico Nindirí. P. Fátima García S. Secretaria. 3-2

Reg. No. 4684 - M. 138118 - Valor C$ 180.00

Aurelio Adolfo Acevedo Alemán, mayor de edad, soltero, Agricultor y de este domicilio, solicita Título Supletorio de Lote ubicado de la Estación del Ferrocarril una cuadra al lago o de la Gasolinera Shell dos cuadras al este, con los siguientes linderos y medidas; NORTE: Carretera a San Marcos, quince punto veinte y tres metros; SUR: Complejo Militar Evenor Calero, catorce puntos sesenta y seis metros; ESTE: Predio vacío, veintidos puntos cincuenta y cinco metros y OESTE: Josefa Herrera Mercado, veinte y tres punto cuarenta metros, para un área total de trescientos cuarenta y uno punto setenta y ocho metros cuadrados. Interesados Opóngase término legal. Juzgado de Distrito Unico de Masatepe, seis de Abril de mil novecientos noventa y nueve. Lic. María Michelle Campos

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION

Chamorro, Juez de Distrito Unico de Masatepe. 3-2

Reg. No. 4685 - M. 138122 - Valor C$ 135.00

Josefa Ramona Joya Bravo, solicita Título Supletorio, de un solar ubicado en el Barrio San Antonio en la Trinidad de Estelí, con los siguientes linderos: NORTE: Calle; SUR: Alcaldía; ESTE: Enitel y OESTE: Avenida de por medio. Opóngase Legalmente. Juzgado Local Unico , La Trinidad, nueve de Junio de mil novecientos noventa y nueve. Ethel Cristina Alvarez Armas, Secretaria Interina. 3-2

Reg. No. 4686 - M. 138123 - Valor C$ 135.00

Jorge Antonio Quintana Flores, solicita Título Supletorio en representación de sus menores hijos: Everardo José y Lenner Saadrac, ambos de apellido Quintana Moran. de un solar y casa ubicado en el Barrio San José en la Trinidad, Estelí con los siguientes linderos: NORTE: Cándida García, Calle en medio; SUR: Baltazar Fuentes; ESTE: Manuel Tijerino; y OESTE: Sucesores de Nelson Herrera, Calle en medio. Opóngase legalmente. Juzgado Local Unico, la Trinidad, diecinueve de Mayo de mil novecientos noventa y nueve. Ethel Cristina Alvarez Armas, Secretaria Interina. 3-2

Reg. No. 4693 - M. 138160 - Valor C$ 90.00

Ramona Sándigo Duarte, solicita Título Supletorio propiedad urbana Barrio Francisco Alvarez, centro de la ciudad de Camoapa, once varas y media frente por diez varas y veinticinco pulgadas fondo, lindantes; NORTE: Zenayda Duarte, SUR: Ramona Sándigo Duarte, ESTE: Ramona Sándigo Duarte y OESTE: Calle de por medio. Oponerse término legal Juzgado Local Unico. Camoapa, once junio mil novecientos noventinueve. A. Hurtado V. Srio. 3-2

Reg. No. 4697 - M. 452438 - Valor C$ 90.00

Pedro de Jesús López Téllez, solicita Título Supletorio, sobre un bien inmueble ubicado en el Costado Sur del Mercado Mayoreo el cual tiene un área de 32,578.72 M2, e inscrito bajo el No. 32549, Tomo: 441/487, Folio: 226/287, Asiento: 6to. y está catastrado con el No. 2952-2-01-000-04307, Interesado Opóngase en el término de Ley. Dado en Managua, a los Diecinueve Días del mes de Mayo de mil novecientos noventa y nueve. Licenciado Alfredo Jose' Rodríguez Salguera. Abogado y Juez Tercero Local Civil de Managua. Teresa Leiva Aguirre, Secretaria. 3-2

Reg. No. 4698 - M. 622613 - Valor C$ 90.00

Jose' Francisco Sevilla Martínez, solicita Título Supletorio, propiedad ubicada Mosoli, Jalapa, la cual tiene una extensión de veinte manzanas de terreno apta para agricultura. Linda: NORTE: Berta Ortez, SUR: Rodomiro Aguilar, Este: Cooperativa Héroes y Mártires de Aranjuéz, Oeste: Aurora Gutiérrez. Opóngase. Juzgado Local Jalapa tres de Junio de 1999. M. Irías A. Sria. 3-2

Reg. No. 4699 - M. 622612 - Valor C$ 90.00

Pablo Antonio Carrasco Chávez y María Auxiliadora Moreno Díaz, solicita Título Supletorio, casa y solar ubicado Barrio Hermanos Zamora de Ocotal, Nueva Segovia, linderos: NORTE: Instituto Nacional Leonardo Matute; SUR: Sucesores de Samuel López; ORIENTE: Instituto Nacional Leonardo Matute y Salvador López, OCCIDENTE: mediando calle, Amparo Medina. Opóngase, Juzgado Civil de Distrito. Ocotal, cuatro de Junio de mil novecientos noenta y nueve. Esperanza Barahona O. Secretaria de Actuaciones. 3-2

Reg. No. 4700 - M. 622357 - Valor C$ 90.00

Segundo Rodríguez Zelaya, solicita Título Supletorio solar urbano, con casa de habitación, ubicada en el poblado de San Fernando, nueva Segovia, linderos, NORTE: mediando calle, Sor Teresa Ortez, SUR: Nelson Herrera Ortez, Este: mediando calle, Francisco Sirias, Oeste: Leonidas Beltran. Opóngase, Juzgado Civil de Distrito, Ocotal, cuatro de Junio de mil novecientos noventa y nueve. Esperanza Barahona. O. Secretaria de Actuaciones. 3-2

Reg. No. 4701 - M. 452410 - Valor C$ 90.00

Nicolás Martínez Rivera, solicita Título Supletorio de predio rural ubicado en la Comarca Panales uno, Municipio de El Sauce y dentro de los siguientes linderos: NORTE: Pío Palacios y Claudino Reyes, SUR: Pío Palacios, ESTE: Pío Palacios y ciudad de EL Sauce, OESTE: Pío Palacios. Dado en la ciudad de El Sauce, a los dos días del mes de Junio de mil novecientos noventa y nueve. Sonia Marin R. Sria. Juzgado Local Civil de El Sauce, León. 3-2

FE DE ERRATAS

En Gaceta No. 112 del 14 de Junio del corriente año salió publicado el Reglamento de la Ley de Promoción a las Expresiones Artísticas Nacionales y de Protección a los Artistas Nicaragüenses la que por error involuntario contiene las equivocaciones siguientes:

«En el artículo 1 donde dice «1986» debe leerse «1996».
«En artículo 8 de la segunda línea después de sinfónica debe leerse así: «Operístico, de cámara o de cualquier otro ritmo».
«En el artículo 16 numeral 1 se sustituye «lo» por «la».
Antes del artículo 26 se titula «Capítulo IV De los Cineastas y Videastas».
En el artículo 45 se debe leer «artes» en sustitución de «árés».
«En artículo 63 se suprime el numeral 3, en el 17 se sustituye 1er por «la» y el numeral 18 se pasa a la sección de «audiovisuales».

En Gaceta No. 135 del 15-07-99, aparece publicado el Reg. 3991, Título Profesional. En Por Cuanto deberá leerse: **MARIA ERNESTINA ROJAS ESPINOZA.**

3263

Digitalizado por: ENRIQUE BOLAÑOS FUNDACION

REPUBLICA DE NICARAGUA AMERICA CENTRAL

LA GACETA

DIARIO OFICIAL

Teléfono: 2283791

Tiraje: (xxx) Ejemplares
44 Páginas

Valor: C$ 35.00
Córdobas

AÑO CII | Managua, Martes 10 de Febrero de 1998 | No. 27

SUMARIO

Pág.

PRESIDENCIA DE LA REPUBLICA DE NICARAGUA

Decreto No. 8-98.- Normas y Procedimientos para la Exportación e Importación de Especies de Flora y Fauna Silvestres de Nicaragua 1143

Acuerdo Presidencial No. 16-98 1147

Acuerdo Presidencial No. 18-98 1147

Acuerdo Presidencial No. 20-98 1147

Acuerdo Presidencial No. 21-98 1148

MINISTERIO DE GOBERNACION

Estatutos.- Asociación Colectivo Agrícola El Aguacate 1148

Estatutos.- Asociación Comunitaria Román Estebán (ACRRE) 1154

MINISTERIO DE ECONOMIA Y DESARROLLO

Marcas de Fábrica, Comercio y Servicio 1159

SECCION JUDICIAL

Títulos Supletorios 1173

Divorcio 1179

Citación de Procesado 1179

PRESIDENCIA DE LA REPUBLICA DE NICARAGUA

DECRETO No. 8-98

El Presidente de la República de Nicaragua,

CONSIDERANDO

I

Que Nicaragua se adhirió como Estado Parte a la Convención Sobre el Comercio Internacional de Especies Amenazadas de Fauna y Flora Silvestres (CITES), aprobada por el Congreso Nacional mediante Resolución No. 47 del 11 de Junio de 1977 y ratificada por el Presidente de la República mediante Decreto No. 7 del 22 de Junio de 1977, publicados en la Gaceta Diario Oficial No. 183 del 15 de Agosto de 1977.

II

Que la Ley No. 217 «Ley General del Medio Ambiente y los Recursos Naturales», en su Capítulo II establece las normas para la conservación de la Biodiversidad y el Patrimonio Genético Nacional.

III

Que en particular la Ley No. 217 en su Arto.62 establece: «Es deber del Estado y de todos sus habitantes velar por la conserva-

ción y aprovechamiento de la diversidad biológica y del patrimonio genético nacional, de acuerdo a los principios y normas consignados en la legislación nacional, en los Tratados y Convenios Internacionales suscritos y ratificados por Nicaragua».

POR TANTO -

En uso de las facultades que le confiere la Constitución,

HA DICTADO

El siguiente Decreto de:

NORMAS Y PROCEDIMIENTOS PARA LA EXPORTACION E IMPORTACION DE ESPECIES DE FLORA Y FAUNA SILVESTRES DE NICARAGUA

Capítulo I

Disposiciones Generales

Arto.1 Las presentes disposiciones reglamentan los Artículos 62 y 68 de la Ley General del Medio Ambiente y los Recursos Naturales y regula la introducción y salida del país de especies animales y vegetales o partes de éstos, obtenidas de la naturaleza, criadas en cautividad o reproducidas artificialmente, sean nativas o no, y establece las atribuciones de la Autoridad Administrativa y las Autoridades Científicas CITES, de acuerdo a los principios y normas consignados en la legislación nacional y en los demás instrumentos internacionales.

Arto.2 Se entenderán incorporadas a estas disposiciones todas las definiciones, interpretaciones y conceptos emanados de la legislación nacional, de las Resoluciones de la Conferencia de las Partes, que pertenecen a la Convención sobre Comercio Internacional de Especies Amenazadas de Fauna y Flora Silvestres (CITES), aprobada por el Congreso Nacional mediante Resolución No.47 del 11 de Junio de 1977 y ratificada por el Presidente de la República mediante Decreto No.7 del 22 de Junio de 1977; publicados en La Gaceta, Diario Oficial No.183 del 15 de Agosto de 1977.

Capítulo II

De las Formalidades y Validez de los Permisos y Certificados

Arto.3 Los Permisos y Certificados a que se refieren las presentes disposiciones deberán elaborarse de conformidad al diseño y contenido establecido en el Artículo VII de la Convención CITES, y serán concedidos por la Autoridad Administrativa, debiendo contener las siguientes formalidades:

a) El título de la Convención;

b) Sello de identificación de la Autoridad Administrativa que lo concede;

c) Número de control asignado por la Autoridad Administrativa.

Arto.4 Todas las copias de el permiso o certificado expedido por la Autoridad Administrativa serán claramente marcadas desde la imprenta con la frase «Copia». Ninguna copia podrá ser usada en lugar del original, excepto cuando la Autoridad Administrativa que lo concede expresando los fundamentos, haya efectuado el respectivo endoso.

Arto.5 Cada embarque de especímenes requerirá un permiso o certificado.

Sección Unica

Del Registro en Materia de Comercio Internacional de Especies Protegidas por CITES

Arto.6 Las personas naturales o jurídicas, sean nacionales o extranjeras dedicadas a las actividades de comercio de especies de flora y fauna silvestres, deben inscribirse en el Registro ante la Autoridad Administrativa, y deberán presentar la siguiente información y documentos:

a) Nombre, apellidos y generales del comerciante (Persona Natural)

b) Acta de Constitución y Poder de Representación. (Personas Jurídicas)

c) Domicilio o sede

d) Certificación del Registro Mercantil o Registro de Cooperativas

e) Licencia de Comercio extendida por Autoridad Competente.

f) Especímenes de especies o productos a comercializar.

Capítulo III

De las Autoridades Administrativa y Científicas y sus Atribuciones

Arto.7 Son Atribuciones del MARENA:

a) Designar la Autoridad Administrativa y las Autoridades Científicas de CITES de conformidad a los requisitos y procedimientos que establezcan las disposiciones de la Convención y la ley especial de la materia.

b) Representar o delegar la representación del Estado de Nicaragua, en la Conferencia de los Estados Partes de la Convención, y en el Arreglo de las Controversias que se susciten.

c) Formular, Proponer o Adoptar, Enmiendas y Reservas, según lo establecido en los Artículos XV y XVI de la Convención.

d) Autorizar la ejecución de estudios, investigaciones sobre Biotecnología del Patrimonio Genético Nacional, así como el intercambio científico, de conformidad con las disposiciones y procedimientos que se establezcan en la reglamentación de los Artículos 63 y 64 de la Ley General del Medio Ambiente y Los Recursos Naturales.

Arto.8 Son Atribuciones de la Autoridad Administrativa las dispuestas en la Convención CITES y las siguientes:

a) Ejercer el control del comercio internacional y llevar el Registro de los comerciantes.

b) Monitorear las actividades del comercio internacional y del comercio nacional relativas a la exportación, importación, re-exportación e introducción de productos del mar.

c) Proponer la elaboración de estudios e inventarios de poblaciones vegetales y animales CITES, u otras de interés económico para la nación en relación con los actos y actividades que sean dañinas a las especies.

d) Dar seguimiento y verificar las actividades de reproducción en cautiverio, en granja, o de reproducción artificial.

e) Autorizar y extender los certificados y permisos de exportación, así como la introducción o salida del país de especies o partes de especies animales y vegetales, de conformidad a las presentes disposiciones, de las leyes especiales y de los convenios o tratados internacionales.

f) Designar, en coordinación con el Ministerio de Agricultura y Ganadería (MAG) los Centros de Rescate, y con la Dirección General de Aduanas y la Autoridad Portuaria, los Puertos de Salida y Puertos de Entrada marítimos, terrestres y aéreos en los que deberán presentarse los especímenes para su despacho.

g) Supervisar y coordinar con las autoridades competentes, el acopio de animales y plantas destinadas al comercio internacional, así como ejercer medidas de control para contrarrestar el tráfico ilegal de especies.

h) Supervisar en coordinación con las Aduanas, el empaque de las especies para la exportación, de conformidad al Reglamento para el transporte de animales vivos, de la Asociación del Transporte Aéreo Internacional (IATA) y la Convención.

i) Publicar periódica y visiblemente las listas de especies CITES.

Arto.9 La Autoridad Administrativa, para el control de los permisos de exportación mantendrá Registros del comercio de especímenes de las especies incluidas en los Apéndices I, II y III que deberán contener:

a) Los nombres y direcciones de los exportadores e importadores;

b) El número y la naturaleza de los permisos y certificados emitidos,

c) Los Estados con los cuales se realizó dicho comercio, las cantidades y los tipos de especímenes, los nombres de las especies incluidas en los Apéndices I, II y III, y cuando sea necesario o apropiado, el tamaño y sexo de los especímenes.

Arto.10 La Autoridad Administrativa conservará el permiso de exportación o certificado de re-exportación y cualquier otro permiso que corresponda, para amparar la importación de los especímenes de especies.

Arto.11 La Autoridad Administrativa, cuando sea apropiado y factible, fijará una «marca» sobre cualquier espécimen para facilitar su identificación.

Arto.12 La Autoridad Administrativa aplicará de igual manera las presentes disposiciones a los casos siguientes:

a) Tránsito o transbordo de especímenes que circulen en el territorio nacional, aunque permanezcan bajo control aduanero;

b) Especímenes que formen parte de un parque zoológico, circo estático o itinerante, colección zoológica o botánica, ambulantes o no;

c) Otras exhibiciones ambulantes;

d) Especímenes que son artículos personales o bienes del hogar;

e) Préstamo, donación o intercambio no comercial entre científicos o instituciones científicas;

f) Especímenes de herbario, secos o incrustados de museo;

g) Productos elaborados de partes de especímenes;

h) Otros especímenes preservados;

i) Material derivado de plantas vivas.

Arto.13 La Autoridad Administrativa deberá extender un Certificado cuando haya verificado los siguientes casos;

a) Que cualquier espécimen de una especie animal ha sido criado en cautividad.

b) Que cualquier espécimen de una especie vegetal ha sido reproducido artificialmente.

c) Que es una parte de ese animal o planta o que se ha derivado de uno u otro.

Arto.14 La Dirección General de Aduanas deberá establecer en coordinación con la Autoridad Administrativa CITES y la Autoridad Portuaria, los Puertos de Salida y Puertos de Entrada aéreos, terrestres y marítimos, para el comercio internacional de especies, partes de especies y productos del mar.

Arto.15 Es atribución del Ministerio de Agricultura y Ganadería, designar los Centros de Rescate en coordinación con la Autoridad Administrativa CITES.

Arto.16 Son Atribuciones de la Autoridad/es Científica/s las dispuestas en la Convención CITES y las siguientes:

a) Asesorar a la Autoridad Administrativa sobre los volúmenes o masa por especies permisibles para el comercio internacional de conformidad a las resoluciones de la Conferencia de las Partes.

b) Emitir las recomendaciones para el comercio internacional de especies, de conformidad a lo establecido en el Arto.66 de la Ley General del Medio Ambiente y los Recursos Naturales.

c) Proponer la elaboración de estudios de poblaciones de especies vegetales y animales CITES, u otros estudios de interés económico para la nación, o que estén destinados a evitar actos o actividades perjudiciales para la supervivencia de las especies.

d) Establecer el Registro e Inventarios de Especies, de conformidad al Arto.69 de la Ley General del Medio Ambiente y los Recursos Naturales

Capítulo IV

Sección Primera

Del Criterio para la designación de la/s Autoridad/s Científica/s

Arto.17 El MARENA podrá designar Autoridad Científica a una o varias personas naturales o jurídicas nacionales, distinguiendo los ámbitos de Flora Silvestre y Fauna Silvestre, para lo cual tomará en cuenta entre otros los criterios siguientes:

a) Que sean profesionales, instituciones académicas, de investigación u organizaciones de la sociedad civil con amplio reconocimiento nacional, regional o internacional en aspectos científicos.

b) Que no tengan vinculación con el comercio nacional e internacional de recursos naturales en ninguna de sus etapas.

c) Disposición de trabajar y apoyar la gestión científica en carácter honorario, y que se hayan destacado en el campo científico mediante la realización de estudios, investigaciones, publicaciones u otros en los ámbitos de Flora y Fauna silvestre nicaragüense.

Arto.18 El MARENA hará reconocimientos especiales a las Autoridades Científicas que se destaquen a partir de su designación.

Sección Segunda

De los Informes a la Secretaría de CITES y de la Cooperación y Coordinación con las Secretarías de otros Tratados Conexos

Arto.19 Es obligación de la Autoridad CITES-Nicaragua, informar a la Secretaría CITES sobre la aplicación de la Convención y enviar anualmente a ella las listas de especies que deban incluirse en el Apéndice III, de conformidad a lo establecido en el Artículo VI de la Convención.

Arto.20 La Autoridad CITES-Nicaragua, procurará establecer relaciones de cooperación y colaboración con las autoridades CITES de otros países, especialmente los limítrofes. En el mismo sentido, mantendrá relaciones de cooperación y colaboración con las Secretarías de otras Convenciones, especialmente con la del Convenio de Diversidad Biológica.

Capítulo V

Sección Primera

De las Medidas Preventivas

Arto.21 De acuerdo a lo establecido en la Ley 217 artículos 31 al 45, todas las especies u especímenes de la flora y fauna silvestres serán protegidos prioritariamente a través de los instrumentos preventivos de gestión ambiental. Ellos son el Sistema Nacional de Información Ambiental; la educación y divulgación; desarrollo científico y tecnológico; y los incentivos.

Sección Segunda

Del Procedimiento, la Ejecución y Fiscalización de las Sanciones

Arto.22 El procedimiento y las sanciones aplicables por la contravención e inobservancia a estas disposiciones se hará de conformidad a lo establecido en la Ley General del Medio Ambiente y los Recursos Naturales y las contenidas en el Reglamento de dicha ley.

Capítulo VI

Disposición Final

Arto.23 El presente Decreto entrará en vigencia a partir de su publicación en la Gaceta, Diario Oficial.

Dado en la ciudad de Managua. Casa Presidencial, a los veintinueve días del mes de Enero de mil novecientos noventa y ocho.- **ARNOLDO ALEMAN LACAYO, PRESIDENTE DE LA REPUBLICA DE NICARAGUA.- ROBERTO STADTHAGEN VOGEL,** MINISTRO DEL AMBIENTE Y LOS RECURSOS NATURALES

ACUERDO PRESIDENCIAL No. 16-98

El Presidente de la República de Nicaragua,

En uso de las facultades que le confiere la Constitución Política,

ACUERDA:

Arto. 1 Nombrar al Señor **GUISUPPE PAGELLA,** Cónsul Ad-Honorem de la República de Nicaragua en Latina, República de Italia.

Arto. 2 El presente Acuerdo surte sus efectos a partir de esta fecha. Publíquese en La Gaceta, Diario Oficial.

Dado en la ciudad de Managua, Casa Presidencial, el dieciséis de Enero de mil novecientos noventa y ocho.- **Arnoldo Alemán Lacayo,** Presidente de la República de Nicaragua.- **Eduardo Montealegre Rivas,** Ministro de la Presidencia.

ACUERDO PRESIDENCIAL No. 18-98

El Presidente de la República de Nicaragua,

En uso de las facultades que le confiere la Constitución Política,

ACUERDA:

Arto. 1 Cancelar el Nombramiento de la Licenciada **VIRGINIA DELGADILLO CUADRA,** Primer Secretario con Funciones Consulares de la Embajada de Nicaragua en Francia, a quien se le rinden las gracias por los servicios prestados.

Arto. 2 El presente Acuerdo surte sus efectos a partir del 31 de Enero de 1998. Publíquese en La Gaceta, Diario Oficial.

Dado en la ciudad de Managua, Casa Presidencial, el veintidós de Enero de mil novecientos noventa y ocho.- **Arnoldo Alemán Lacayo,** Presidente de la República de Nicaragua.- **Eduardo Montealegre Rivas,** Ministro de la Presidencia.

ACUERDO PRESIDENCIAL No. 20-98

El Presidente de la República de Nicaragua, en uso de las facultades que le confiere la Constitución Política.

ACUERDA:

Gobierno de Nicaragua
Ministerio del Ambiente y los Recursos Naturales
MARENA

RESOLUCIÓN MINISTERIAL No. 020 – 2006

El Ministro del Ambiente y los Recursos Naturales:

CONSIDERANDO

I

Que Nicaragua como Estado Parte de la Convención sobre el Comercio Internacional de Especies Amenazadas de Fauna y Flora Silvestres (CITES), regula el comercio internacional de especies de vida silvestre, con el objetivo de que dicho comercio no sea perjudicial para su sobrevivencia.

II

Que el MARENA tiene por función formular, proponer y dirigir la normación y regulación del uso sostenible de los recursos naturales, el monitoreo, control de calidad y uso adecuado de los mismos.

III

Que para todos los efectos, independientemente que el fin del comercio sea de carácter internacional o nacional, es necesario fortalecer los mecanismos e instrumentos de control para el otorgamiento de licencia de manejo de fauna silvestre en cautiverio.

Por tanto, en uso de las facultades.

RESUELVE

Establecer la Guía para la elaboración de documento de Proyecto para el Manejo de Fauna Silvestre en Cautiverio

Arto.1 La presente Resolución tiene por objeto establecer la Guía para la elaboración de documento de Proyecto para el manejo de fauna silvestre en cautiverio como requisito fundamental para la obtención de la licencia de manejo de fauna silvestre categoría a) crianza en cautiverio.

Arto.2 Para la autorización de proyectos de cría en cautiverio con fines comerciales, ya sean personas naturales o jurídicas deberán presentar un documento de proyecto para las especies que se tiene planificado manejar, cumpliendo con los requisitos técnicos, administrativos y legales establecidos por el MARENA.

Arto.3 La presente guía para la elaboración de documentos de proyectos se deberá utilizar tanto para proyectos de cría en cautiverio de fauna silvestre para comercio interno como para comercio internacional.

Arto.4 El documento de proyecto debe contener la siguiente información:

1. **Información de carácter administrativo.**

1.1 Portada con Datos del Titular del Zoocriadero.
1.2 Introducción
1.3 Objetivos
1.4 Régimen de propiedad y distribución de superficies.
1.5 Régimen Jurídico de la sociedad (se exceptúa de este inciso a las personas naturales).

2. **Características Naturales y Socioeconómicas**

2.1. Climatología (características de la zona de vida del área del proyecto)
2.2. Orografía e hidrografía (patrón de drenaje)
2.3. Usos del suelo (tipo, características, permeabilidad, pendiente, etc.)

3. **Especie que será objeto de cría en zoocriadero**

3.1. Datos biológicos de la especie (taxonómicos, distribución, hábitat, hábitos alimenticios, ciclo de reproducción)
3.2. Numero de especimenes que compondrán la población de padrotes necesarios para el establecimiento de zoocriaderos y justificación de sus cantidades.

3.3. Proyección de producción de crías a corto, mediano y largo plazo teniendo en cuenta los objetivos del zoocriadero. (Especificar en un cuadro)

3.4 Porcentaje de mortalidad, pie de cría (opcional), retorno a la naturaleza y comercio. (Especificar en un cuadro)

4. Información Técnica para el Establecimiento del Zoocriadero

4.1 Planos y diseños de las instalaciones y equipos para el mantenimiento de los padrotes y crías.

4.2 Cronograma de actividades para las construcciones necesarias

4.3 Sistema de seguridad para evitar la fuga de los individuos que manejara el zoocriadero.

4.4 Sistema para el manejo de desechos líquidos y sólidos. (establecer un plan que permita la disposición permanente y final de los desechos sólidos y líquidos, orgánicos e inorgánicos).

5. Bioseguridad

5.1 Establecer un plan de higiene y seguridad de acuerdo a las especies (protección de contaminación por tóxicos, parásitos, heridas, disposición final de los cadáveres para las especies en reproducción).

5.2 Medidas de control ambiental o prevención para evitar la reproducción de vectores.

5.3 Medidas de prevención y protección de heridas y enfermedades para el personal que manipula las especies en reproducción.

6. Alimentación

6.1 Describir el sistema de reproducción de la alimentación

6.1.1 Dieta vegetal
6.1.2 Roedores
6.1.3 Insectos
6.1.4 Otros (incorporar en la dieta vitaminas y minerales complementarios)

7. Aspectos Financieros

7.1 Programación de gastos de inversión
7.2 Costo del proyecto
7.3 Programa de venta

7.4 Proyección de factibilidad económica de reproducción de la especie

8. Anexos

8.1 Planos del establecimiento

Arto.5 Cuando se trate de solicitud de extensión de proyectos de reproducción de una nueva especie, se deberá presentar un nuevo documento de proyecto con toda la información contemplada en esta guía.

Arto.6 Cuando se trate de una solicitud de extensión del proyecto de reproducción de una especie bajo manejo, se deberá presentar la información solicitada a partir del artículo No.4, numeral 3 de la presente guía de proyecto.

Arto.7 En referencia al porcentaje de nacimientos destinados al pie de cría, las empresas tendrán la libertad de decidir si lo dejan de acuerdo a sus planes de expansión de proyectos de reproducción y proyecciones, debiendo siempre de reportarlos en sus informes mensuales al MARENA. El porcentaje destinado para el comercio, dependerá de la cantidad que la empresa destine para su reserva de pie de cría en caso de que desee ampliar sus proyectos de reproducción.

Arto.8 De acuerdo a lo establecido en el arto. No. 7, no se autorizará a partir de la fecha la extracción del medio natural de padrotes para extensión de proyectos. Solamente se autorizará la extracción de padrotes de la naturaleza, cuando se trate del establecimiento de una nueva empresa de zoocría o causa justificada en el caso de reposición de padrotes (ya sea por muerte o robo de especimenes) debidamente certificada por las autoridades competentes.

Arto.9 Para la presente disposición administrativa, se aplicaran las infracciones y sanciones de conformidad a la Ley 217, Ley General del Medio Ambiente y los Recursos Naturales, el decreto ejecutivo 9-96, Reglamento de la Ley General del Medio Ambiente y los Recursos Naturales, en los que fueren aplicables.

Arto.10 La presente Resolución entrará en vigencia a partir de su publicación en cualquier medio de comunicación social escrito, de circulación nacional, sin perjuicio de su posterior publicación en la Gaceta Diario Oficial.

Dado en la Ciudad de Managua, Nicaragua, a los 19 días del mes de Abril del año dos mil seis.

CRISTÓBAL (Tito) SEQUEIRA G.
Ministro

Km. 12 ½ Carretera Norte
Frente a Corporación de Zonas Franca
Apartado 5123, Managua, Nicaragua
Tel: (505) 263-1273 – 263-1667 Fax (505) 263-1274
E.mail: titosequeira@marena.gob.ni

ANNEX 2P

CONVENCIÓN SOBRE EL COMERCIO INTERNACIONAL DE ESPECIES AMENAZADAS DE FAUNA Y FLORA SILVESTRES

N. ref.: DM/VZ
S. ref.:

Autoridad Administrativa CITES de Panamá
Dirección de Áreas Protegidas y Vida Silvestre
Ministerio de Ambiente
Apartado 08 43 zona C
BALBOA
Ancón
Panamá

Ginebra, 25 de agosto de 2017

Estimada colega, estimado colega:

Examen del comercio de especímenes de animales notificados como producidos en cautividad

Como sabrá, la Resolución Conf. 17.7, sobre *Examen del comercio de especímenes animales notificados como producidos en cautividad* se aprobó en la última reunión de la Conferencia de las Partes. El objetivo de la resolución es examinar la información biológica, comercial y de otro tipo relevante sobre las especies de animales objeto de niveles significativos de comercio utilizando códigos de origen C, D, F o R, con miras a identificar los problemas asociados con la aplicación de la Convención y encontrar soluciones. El Comité de Fauna inició la primera fase de la aplicación del examen en su 29ª reunión que acaba de celebrarse (AC29, Ginebra, julio de 2017).

Tras detenido debate, con arreglo a los criterios enunciados en los párrafos 2 a) y b) de la resolución, el Comité de Fauna seleccionó *Oophaga pumilio* con código de origen C, de su país para proceder a su examen. Las razones por las que el Comité seleccionó este caso, a tenor de lo dispuesto en el párrafo 2 a) de la Resolución Conf. 17.7 fueron las siguientes:

– comercio de números importantes de especímenes declarados como producidos en cautividad;

– no se cría en cautividad de conformidad con la Resolución Conf. 10.16 (Rev.).

A fin de poder determinar si se han utilizado los códigos de origen correctos, con arreglo a las resoluciones en vigor, para los especímenes notificados como producidos en cautividad en este caso exportados de su país, el Comité acordó plantearle algunas preguntas, que figuran en el Anexo a la presente carta.

La Secretaría cree que el Comité mucho agradecería que proporcionase cualquier otra información para explicar cómo ha decidido utilizar el código de origen en relación con las exportaciones de especímenes de esta especie y en cumplimiento de las definiciones para esos códigos de origen acordadas por la Conferencia de las Partes.

Maison internationale de l'environnement • Chemin des Anémones • CH-1219 Châtelaine, Ginebra • Suiza
Tel: +41 (22) 917 81 39/40 • Fax: +41 (22) 797 34 17 • Email: info@cites.org • Web: http://www.cites.org

De conformidad con el párrafo 2 e) de la Resolución Conf. 17.7, se solicita que responda a esta carta y a las preguntas que se incluyen en su Anexo en un plazo de 60 días. Se ruega remita sus respuestas directamente a david.morgan@cites.org.

Esperamos su colaboración en la realización de este examen.

Le saluda muy atentamente,

John E. Scanlon
Secretario General

Anexo

Código de origen "C"

C1 ¿Cuantos establecimientos de su país están criando especímenes de la especie concernida que son luego exportados? ¿De qué manera cumple el establecimiento de cría el criterio de un entorno cerrado de conformidad con la Resolución Conf. 10.16 (Rev.) sobre *Especímenes de especies animales criados en cautividad*?

C2 ¿Han sido inspeccionados todos estos establecimientos para garantizar que los especímenes producidos cumplan con la Resolución Conf. 10.16 (Rev.) sobre *Especímenes de especies animales criados en cautividad*? Sírvase explicar más en detalle cualquier reglamentación o medida actualmente en vigor para la supervisión de los establecimientos que alegan criar en cautividad esta especie, por ejemplo, si se exige que los establecimientos mantengan registros de la adquisición, el mantenimiento o la cría de animales de esta especie, y si las autoridades verifican dichos registros.

C3 ¿Cuáles son las autoridades que realizan estas inspecciones y con cuánta frecuencia las realizan?

C4 Para cada uno de los establecimientos abarcados por la pregunta 1, o bien complete el Formulario de Recopilación de Datos (el documento AC29 Inf. 1 puede constituir una ayuda), o proporcione la información del formulario de una manera diferente.

C5 ¿De qué manera se determinó que el plantel reproductor fue establecido con arreglo a las disposiciones de la CITES y de la legislación nacional correspondiente y de forma que no sea perjudicial para la supervivencia de la especie en el medio silvestre?

C6 ¿Ha recibido el plantel reproductor especímenes adicionales procedentes del medio silvestre desde su establecimiento y, en ese caso, cuántos y cuándo y de qué manera se determinó que habían sido obtenidos con arreglo a las disposiciones de la CITES y de la legislación nacional correspondiente y de forma que no sea perjudicial para la supervivencia de la especie en el medio silvestre?

Q2 Si se aplican código de origen diferente a los especímenes en un mismo establecimiento, sírvase explicar de qué manera se garantiza que se asigne el código de origen correcto a cada espécimen en el momento de la exportación.

FORMULARIO DE RECOPILACIÓN DE DATOS

DATOS GENERALES DEL ESTABLECIMIENTO

Fecha de la inspección: 30/11/2017 Nombre del inspector principal:

Nombre del establecimiento: FACILITY 1

Nombre y cargo de todos los inspectores presentes:

1.

2.

Tipo de inspección: ☐ Inicial ☒ Rutinaria ☐ Seguimiento (*cuando quedara pendiente de resolver alguna discrepancia o anomalía detectada en una inspección anterior*)

Fecha de la última inspección: 30/11/2017

Nombre o nombres comerciales del establecimiento:

Propietario(s) del establecimiento:

Dirección del establecimiento e información de contacto:

Año en que se fundó el establecimiento: 2001

¿Cuántos empleados tiene el establecimiento actualmente?

A tiempo completo 02 A tiempo parcial

Nombre y cargo del personal del establecimiento que acompaña al inspector/los inspectores:

¿El establecimiento tiene acceso a servicios veterinarios profesionales? Sí ☒ No ☐

En su caso, indíquense el nombre y dirección del veterinario: Cuando sea pertinente y tenga algún problema de enfermedad de los especimenes.

¿La empresa mantiene animales en otro(s) sitio(s)? Sí ☐ No ☒

En caso afirmativo, indíquese dónde:

En su caso, se organizará una inspección a los otros sitios a la mayor brevedad.

FORMULARIO DE RECOPILACIÓN DE DATOS

DATOS RELATIVOS A LA ESPECIE *(Se cumplimentará un formulario para cada especie mantenida en el establecimiento)*

Fecha de la inspección: 30/11/2017 Nombre del inspector principal: ------

Nombre del establecimiento: FACILITY 1 Especie: Ophaga pumilio

*Fecha de la 1ª adquisición de la especie: 2001 Origen y fase biológica del plantel inicial: Vida Silvestre

N.º de ejemplares en el plantel inicial y de cada sexo, si se conoce 500 Machos 250 Hembras 250

*¿Se han adquirido más ejemplares después del plantel inicial? En caso afirmativo, indíquese dónde fueron adquiridos. Si se ha adquirido mas ejemplares de Medio Silvestre

¿Uds. crían esta especie **EN CAUTIVIDAD?** Sí [X] No [ ]

¿Cuándo la empezaron a criar? 2001

camadas/puestas anuales Indeterminado

crías/huevos por camada/puesta de 3 a 6 huevos

producidos en el año anterior ------

PLANTEL REPRODUCTOR ADULTO	Datos facilitados por el establecimiento	Recuento por inspector *(cuando sea posible)*
Número de adultos presentes	1080	----------
Número de machos presentes	360	----------
Número de hembras	720	----------
¿Qué % de hembras reproduce cada año?	100	

¿Cuál es la dieta de los animales adultos? Microgrillo, Drosophila

PLANTEL DE CRÍA (SUMA DE EJEMPLARES CRIADOS EN CAUTIVIDAD Y EN GRANJAS)	Datos facilitados por el establecimiento	Recuento por inspector *(cuando sea posible)*
Número de juveniles presentes	275	----------
Edad a la madurez sexual (años)	5 meses los machos ya cantan	
Tamaño o masa a la madurez sexual (cm o g)	1.7 cm	
Tamaño en la fecha de su venta (cm o g)	1.7 a 2 cm	
¿Qué porcentaje de juveniles sobrevive más de 2 semanas? *Se incluye la mortalidad por huevos no eclosionados.*	88 por ciento	

¿Cuál es la dieta de los animales de cría y juveniles? ------

Cuestionario

Código de origen "C"

C1 ¿Cuantos establecimientos de su país están criando especímenes de La especie concernida que son luego exportados? ¿De qué manera cumple el establecimiento de cría el criterio de un entorno cerrado de conformidad con la Resolución Conf. 10.16 (Rev.) Sobre *Especímenes de especies animales criados en cautividad?*

R. Un Establecimiento actualmente está criando *Oophaga pumilio*, FACILITY 1 .

C2 ¿Han sido inspeccionados todos estos establecimientos para garantizar que los especímenes producidos cumplan con la Resolución Conf. 10.16 (Rev.) sobre *Especímenes de especies animales criados en cautividad?* Sírvase explicar más en detalle cualquier reglamentación o medida actualmente en vigor para la supervisión de los establecimientos que alegan criar en cautividad esta especie, por ejemplo, si se exige que los establecimientos mantengan registros de la adquisición, el mantenimiento o la cría de animales de esta especie, y si las autoridades verifican dichos registros.

R. Se le realizan inspecciones rutinarias por personal de las regionales del Ministerio de Ambiente más cercanas al lugar. Además de que deben cumplir con los informes trimestrales que fue establecido en la resolución de establecimiento del Zoocriadero, basados en el Manual de Procedimientos de acciones sobre la Vida Silvestre (Res. AG-0138-2004). El zoocriadero además de cumplir con la entrega de los informes, debe presentar un Plan de Manejo del establecimiento. Igualmente debe informar sobre los movimientos dentro del local y solicitar los permisos de colecta para enriquecer el plantel reproductor regularmente. Los registros se verifican anualmente y se realizan las recomendaciones.

C3 ¿Cuáles son las autoridades que realizan estas inspecciones y con cuánta frecuencia las realizan?

R. Personal del Ministerio de Ambiente, específicamente del Departamento de Manejo de Áreas Protegida y personal de nivel central, Biólogos del Departamento de Biodiversidad y Vida Silvestre. Independientemente que se envíen los informes trimestrales, las inspecciones se programan anualmente. La Autoridad Administrativa CITES de Panamá es el Ministerio de Ambiente, y su aplicación recae en el Departamento de Biodiversidad y Vida Silvestre. La Autoridad Científica (Universidad de Panamá) e instituciones científicas (Instituto Smithsonian de Investigaciones Tropicales), también han participado de las visitas.

C4 Para cada uno de los establecimientos abarcados por la pregunta 1, o bien complete el Formulario de Recopilación de Datos (el documento AC29 Inf. 1 puede constituir una ayuda), o proporcione la información del formulario de una manera diferente.

R. Adjunto

CS ¿De qué manera se determinó que el plantel reproductor fue establecido con arreglo a las disposiciones de la CITES y de la legislación nacional correspondiente y de forma que no sea perjudicial para la supervivencia de la especie en el medio silvestre?

R. El Ministerio de Ambiente proporcionó el plantel reproductor con arreglo en lo establecido en el Manual de Procedimiento de acciones sobre la Vida Silvestre de Panamá.

C6 ¿Ha recibido el plantel reproductor especímenes adicionales procedentes del medio silvestre desde su establecimiento y, en ese caso, cuántos y cuándo y de qué manera se determinó que habían sido obtenidos con arreglo a las disposiciones de la CITES y de. la legislación nacional correspondiente y de forma que no sea perjudicial para la supervivencia de la especie en el medio silvestre?

R. Se le proporcionó cinco veces permiso para colecta de parentales. Todo en base a la legislación panameña. Cada uno de 150 macho y 150 Hembras.

02 Si se aplican código de origen diferente a los especímenes en un mismo establecimiento, sírvase explicar de qué manera se garantiza que se asigne el código de origen correcto a cada espécimen en el momento de la exportación.

R. En Panamá solo existe en estos momentos un establecimiento de cría en cautividad de la especie *Oophaga pumilio.*

ANNEX 2Q

environmental affairs
Department:
Environmental Affairs
REPUBLIC OF SOUTH AFRICA

Private Bag X 447 · PRETORIA · 0001 · Environment House · 473 Steve Biko Rd · Arcadia · PRETORIA
Tel +27 12 399 9000 · Fax +27 86 625 1042

Enquiries: Mr. Mpho Tjiane
Tel: (012) 399 9596 **Fax:** (012) 359 3604 **E-mail:** MTjiane@environment.gov.za

CITES Secretariat
Maison Internationale de l'Environnement
11-13 Chemin des Anémones
1219 Chatelaine
GENEVA
Switzerland

Fax: +41 22 797 34 17
Email: david.morgan@cites.org

Dear CITES Secretariat

REVIEW OF TRADE IN ANIMAL SPECIMENS REPORTED AS PRODUCED IN CAPTIVITY (*Lorius lory*)

Your letter dated 25 August 2017 regarding the review of trade in animal specimens reported as produced in captivity has reference.

Psittaciformes spp, and by extension, *Lorius lory (*Black-capped Lories*)* were included in the Appendices of the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES) in 1981 at the third Conference of Parties to CITES (CoP3), New Delhi, India. At the time of listing, the species was inexpensive and accessible at pet shops. Several aviculturists in South Africa were already breeding the species successfully in captivity. Aviculturists like John Werth (the executive director of the Pan-African Association of Zoological Gardens and Aquaria [PAZAA]) and Dr Allan Abrey (founder of Umgeni River Bird Park in KwaZulu-Natal Province) had bred Black-capped Lories in captivity successfully in the 1970's and 1980's. The founder stock were mainly imported from Europe, whilst Hong Kong, Singapore, Indonesia and Philippines were also suppliers. However, no trade records are available since the species trade was not regulated by the Convention before its listing.

In South Arica, no permits are required in terms of domestic legislations, to trade in exotic specimens of species included in Appendix II of CITES. Therefore, the species were sold locally without any permit or requirements of proof of legal acquisition.

Lorius lory is one of the species of Lories and Lorikeets that are commonly bred in South Africa. Breeding stock is mostly kept in outdoor cages and fed with a diet of nectar (also supplemented with fresh fruit) specifically formulated for Lories and is commercially sold in feed and pet stores. Breeding occurs mostly in spring and summer but can extend to all year round in the warmer parts of South Africa. The recent inspection of breeding facilities, showed that there is a total of 28 breeders of *Lorius*

lory in South Africa, with the total of 149 birds as breeding stock which produce an average of 208 offsprings per year.

South Africa appreciates the efforts of the Standing Committee to address the captive bred species challenges, however South Africa is still of the view that the Parties time and efforts in validating this information can be effectively used if this process was for Appendix I species. The amount of time and cost to a Party identified by this method was not taken into consideration when this method was approved. South Africa is still of the view that resources can be better used on species that are on Appendix I and being exported as captive bred.

I would like to apologise for the delay in replying to your letter, and I trust that this has clarified the information raised in your letter dated 25 August 2017. Should you require any further information, please do not hesitate to contact us.

Yours sincerely

Ms Nosipho Ngcaba
Director-General
Department of Environmental Affairs
Letter signed by: Ms Olga Kumalo
Designation: Director: TOPS & CITES
Date: 05/04/2018

ANNEX 2R

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES RESSOURCES FORESTIERES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES RESSOURCES FORESTIERES

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail- liberté- patrie

N° 0338/DRF

Lomé, le 23 AVR 2018

Le Directeur des Ressources Forestières
Chef de l'Organe de gestion CITES du Togo
Lomé

A

Monsieur le Secrétaire Général de la CITES
International Environment House
CH-1219 Châtelaine, Genèse, Suisse
info@cites.org

Objet : *Résultats de l'étude sur le commerce des spécimens d'animaux déclarés produits en captivité au Togo*

Monsieur le Directeur Exécutif,

Par notification N°DM/VZ du 25 août 2017, vous avez bien voulu en savoir plus sur le commerce important des spécimens de *Centrochelys sulcata* et de *Varanus exanthematicus* à partir du Togo.

Les fiches sélectives aux questionnements ont été renseignées par les membres de l'Autorité Scientifique CITES.

A cet effet, nous vous transmettons en fichier attaché, les rapports et les commentaires relatifs à ladite étude.

Veuillez agréer, **Monsieur le Directeur Exécutif,** l'assurance de notre considération distinguée.

P. Le directeur des ressources forestières
Chef de l'Organe de Gestion CITES et P.i.
Le chef division des aires protégées et de la faune

OKOUMASSOU Kotchikpa

52 QAD Rue de la Kozah ; 01 B.P. 355 Lomé/Togo ; Tel : (+228) 22 21 46 04 / 22 21 06 00
E-mail : direfaune@yahoo.fr

UNIVERSITE DE LOME

FACULTE DES SCIENCES
01 BP 1515 Tél. : (228) 22 25 50 94 / 22 25 08 77
TELEX 5258 Univerlomé
Lomé - TOGO

RAPPORT SUR L'ETUDE DU COMMERCE DES SPECIMENS D'ANIMAUX DECLARES PRODUITS EN CAPTIVITE : *VARANUS EXANTHEMATICUS*

Autorité Scientifique CITES du Togo

avril 2018

Introduction

Le 15 février 2018, l'Autorité Scientifique CITES du Togo a été mise en copie de la note Ref. : DM/VZ du 25 août 2017 adressée à l'Organe de Gestion CITES et relative à l'étude du commerce de spécimens d'animaux déclarés produits en captivité et concernant *Varanus exanthematicus* au Togo.

La note fait référence à la résolution Conf. 17.7 «Etude du commerce de spécimens d'Animaux signalés comme produits en captivité » adoptée à la 17è session de la Conférence des Parties. Pour ce qui concerne le Togo, la note indique que sur la base des critères décrits aux paragraphes 2a) et b) de la résolution, le Comité pour les animaux a sélectionné *V. exanthematicus* avec le code R. Le choix du Comité est motivé par les constats suivants :

- le commerce de nombres importants de spécimens en provenance du Togo déclarant les spécimens comme produits en captivité ;
- non «élevé en ranch» conformément à la Résolution Conf. 11.16 (Rev. COP15).

Il a été annexé à la note une série de questions auxquelles il fallait apporter des réponses. Pour ce faire, des investigations auprès des différentes fermes d'élevage et établissements exportateurs de l'espèce ont été menées. La méthodologie et les résultats des investigations sont présentés dans les paragraphes qui suivent.

Méthodologie

La présente étude a été réalisée sur la base d'inspections des différents établissements d'élevage et d'exportation de la faune sauvage au Togo. Elle comporte trois phases :

- la première phase a été consacrée à l'analyse et à la préparation des questionnaires relatifs aux informations à fournir sur *V. exanthematicus* de «source R» ;
- Au cours de la 2e phase, les établissements concernés ont, dans un premier temps, été informés de l'objet de la visite et des dates ont été convenues. Pendant les visites proprement dites, des questions ont été posées aux responsables des fermes en se référant aux informations demandées par le Secrétariat de la CITES. Les données collectées ont été, le cas échéant vérifiées.
- la troisième phase a consisté au dépouillement des fiches d'enquêtes (traitement des données) et à la rédaction du rapport.

Cette méthodologie a permis d'obtenir les résultats suivants.

Résultats

Réponse R2 i)

Le varan de terre (*V. exanthematicus*) est une espèce de savanes soudaniennes et guinéennes d'Afrique sub-saharienne. Elle présente une large aire de répartition qui s'étend de la Mauritanie au Kenya. Au Togo, l'espèce est distribuée sur toute l'étendue du territoire. Elle constitue, de par la qualité de leur viande et la relative aisance avec laquelle l'animal est capturé, une source de protéine très abordable pour la plupart de la population.

Malheureusement, sur le plan scientifique, l'espèce n'est connue qu'à travers quelques travaux d'inventaires (Segniagbeto *et al.* 2015). Jusqu'alors, aucune étude n'a porté sur la connaissance de l'état et la structure de la population sauvage ainsi que son évolution dans le temps. Par conséquent, la taille de la population et l'influence de la chasse pour l'alimentation familiale et le commerce local sur le stock naturel sont largement inconnus. De même, l'impact de l'exploitation en ranch sur la structure de la population concernée reste également inconnu.

Il importe alors de mener des travaux scientifiques relatifs à ces thématiques.

Réponse R2 ii)

a) Rappel du mode de production R au Togo :

Au Togo, le mode de production en ranch consiste à prélever des femelles gravides sur des sites choisis en accord avec les populations des localités concernées et l'Organe de Gestion CITES (Ineich 2006 et Segniagbeto 2016). Ces femelles sont maintenues en captivité pendant des périodes assez courtes qui couvrent juste la phase de ponte. Cependant, de nos jours, ce sont surtout les œufs qui sont prélevés en laissant les femelles directement sur le site de collecte. Cette méthode est bien plus rentable et évite le stress de la captivité aux femelles adultes. Ce mode opératoire suppose qu'aucun spécimen n'est directement prélevé dans la nature pour approvisionner les zones de ranch.

b) Résultats des investigations

Les fermes d'élevage des animaux sauvages prélèvent chacune dans les zones de ranch entre 500 et 3500 œufs de *V. exanthematicus* par an soit un total de 11 300 œufs (tableau 1). Seules cinq (05) femelles gravides ont été capturées puis relâchées en 2017 par l'établissement ETABLISSEMENT 1

Tableau 1 : Prélèvements dans les zones de ranching en 2017

	Etablissement	Œufs	Adultes
1	ETABLISSEMENT 1	500	5
2	ETABLISSEMENT 2	580	0
3	ETABLISSEMENT 3	550	0
4	ETABLISSEMENT 4	3100	0
5	ETABLISSEMENT 5	2000	0
6	ETABLISSEMENT 6	3500	0
7	ETABLISSEMENT 7	1070	0
TOTAUX		11 300	5

Réponse R2 iii et iv)

Les détails sur le niveau de la production annuelle et sur le type et la quantité de produits destinés à l'exportation sont renseignés dans les tableaux 2 et 3. En réalité, la production annuelle est confondue avec le nombre d'œufs ramassés dans les ranchs.

Tableau 2 : Niveau de la production annuelle en 2017

N°	Etablissement	Œufs		Juvéniles	
		Quantité	Taux d'éclosion	Nombre obtenu	Taux de survie après 2 semaines
1	ETABLISSEMENT 1	500	88%	440	95%
2	ETABLISSEMENT 2	580	84%	500	97%
3	ETABLISSEMENT 3	550	90%	500	99%
4	ETABLISSEMENT 4	3100	79,7%	2470	99%
5	ETABLISSEMENT 5	2000	75%	1500	95%
6	ETABLISSEMENT 6	3500	80%	2800	99%
7	ETABLISSEMENT 7	1070	90,2%	965	97%
TOTAUX		**11 300**	-	**9175**	-

Tableau 3: Type et quantité de spécimens exportés par les établissements en 2017

N°	Etablissement	Type	Nombre
1	ETABLISSEMENT 1	Nouveau-nés dont la taille ≤ 12 cm	340
2	ETABLISSEMENT 2		400
3	ETABLISSEMENT 3		400
4	ETABLISSEMENT 4		2120
5	ETABLISSEMENT 5		1275
6	ETABLISSEMENT 6		2500
7	ETABLISSEMENT 7		830
TOTAL		-	**7865**

Réponse R2 v)

Les responsables des fermes d'élevage ont déclarés qu'environ 10 à 20 % de la production est relâchée chaque année. En 2017, un total de 1310 juvéniles ont été relâchés (tableau 4). Toutefois, aucun programme de suivi mis en place, par conséquent le taux de survie après relâchement reste inconnu.

Tableau 4: Animaux relâchés dans la nature par les établissements en 2017

N°	Etablissement	Nombre	Taux de survie
1	ETABLISSEMENT 1	100	• Inconnu • Pas de suivi scientifique
2	ETABLISSEMENT 2	100	
3	ETABLISSEMENT 3	100	
4	ETABLISSEMENT 4	350	
5	ETABLISSEMENT 5	225	
6	ETABLISSEMENT 6	300	
7	ETABLISSEMENT 7	135	
TOTAL		**1310**	

Réponse R2 vi)

Le taux de mortalité en captivité est relativement faible. Il varie de 1 à 5%, selon les établissements. La principale cause est l'éclosion prématurée probablement due aux conditions d'incubation. Ces nouveau-nés ces conditions sont souvent maigres, faibles et ne tardent pas à mourir.

Réponse R2 vii)

Les programmes de conservation de l'espèce ne sont pas véritablement bien structurés et ne rentrent pas dans une stratégie globale de préservation. Néanmoins, il existe un programme annuel de relâchement de juvéniles sains. Ce programme est une contribution à la conservation de l'espèce. Il est complété par des réunions de sensibilisation des populations des zones de

ranch. Les thèmes abordés au cours de ces réunions portent sur le braconnage de l'espèce, l'utilisation judicieuse des pesticides et la préservation des habitats de *V. exanthematicus*.

Réponse R2 viii)

Les zones de ranching sont situées au sud-est du pays ;

Cette étendue couvre moins de 5 % du territoire national.

Réponse R3

Les sept (07) établissements concernés par cette enquête élèvent en ranch des spécimens de *V. exanthemathicus*.

Conclusion

V. exanthemathicus est une espèce relativement commune au Togo. Le mode de production actuelle de source R de l'espèce au Togo ne porte pas préjudice à la conservation des populations de cette espèce dans le pays. De plus, les zones de ranch ne couvrent que moins de 5% du territoire national et il y a d'avantage d'autres zones qui peuvent éventuellement être mis à profit pour permettre la diversification des zones de ranch. Cette diversification pourra permettre le renouvellement du stock reproducteur et réduire potentiellement les impacts sur les mêmes populations.

Références bibliographiques

Ineich, I., 2006. *Les élevages de Reptiles et de scorpions au Bénin, Togo et Ghana, plus particulièrement la gestion des quotas d'exportation et la définition des codes 'source' des spécimens exportés*. Rapport d'étude réalisée pour le Secrétariat de la CITES, Projet CITES A-251 : 1-113.

Segniagbeto, G.H. 2016. Study on four species of fauna subject to international trade in Togo. CITES SC67 Doc. 15 Annexe 3, 52 P.

Segniagbeto, G. H., Trape, J-F., Afiademanyo, K, Roedel M-O., Ohler, A., Dubois, A., David, P., Meirte, D., Glitho, A., Petrozzi, F. & Luiselli, L. A. **2015.** Checklist of the lizards of Togo, (West Africa), with comments on systematics, distribution, ecology, and conservation. *Zoosystema*, **37(2)**: 381 – 402.

Ont signé, les membres de l'Autorité Scientifique CITES Togo

Nom et prénoms	**Fonction**	**Signature**
Dr SEGNIAGBETO Hoinsoude	Coordinateur	
Prof. AMEVOIN Komina	Membre	
Prof. GUELLY Atsu Kudzo	Membre	
Dr AFIADEMANYO Komlan	Membre	
Dr ADJOSSOU Kossi	Membre	

ANNEX 2S

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RESSOURCES FORESTIERES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES RESSOURCES FORESTIERES

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail- liberté- patrie

N° 0338/DRF

Lomé, le 23 AVR 2018

Le Directeur des Ressources Forestières
Chef de l'Organe de gestion CITES du Togo
Lomé

A

Monsieur le Secrétaire Général de la CITES
International Environment House
CH-1219 Châtelaine, Genèse, Suisse
info@cites.org

Objet : *Résultats de l'étude sur le commerce des spécimens d'animaux déclarés produits en captivité au Togo*

Monsieur le Directeur Exécutif,

Par notification N°DM/VZ du 25 août 2017, vous avez bien voulu en savoir plus sur le commerce important des spécimens de *Centrochelys sulcata* et de *Varanus exanthematicus* à partir du Togo.

Les fiches sélectives aux questionnements ont été renseignées par les membres de l'Autorité Scientifique CITES.

A cet effet, nous vous transmettons en fichier attaché, les rapports et les commentaires relatifs à ladite étude.

Veuillez agréer, **Monsieur le Directeur Exécutif,** l'assurance de notre considération distinguée.

P. Le directeur des ressources forestières
Chef de l'Organe de Gestion CITES et P.i.
Le chef division des aires protégées et de la faune

OKOUMASSOU Kotchikpa

52 QAD Rue de la Kozah ; 01 B.P. 355 Lomé/Togo ; Tel : (+228) 22 21 46 04 / 22 21 06 00
E-mail : direfaune@yahoo.fr

UNIVERSITE DE LOME

FACULTE DES SCIENCES
01 BP 1515 Tél. : (228) 22 25 50 94 / 22 25 08 77
TELEX 5258 Univerlomé
Lomé - TOGO

RAPPORT SUR L'ETUDE DU COMMERCE DES SPECIMENS D'ANIMAUX DECLARES PRODUITS EN CAPTIVITE : *CENTROCHELYS SULCATA*

Autorité Scientifique CITES du Togo

Avril 2018

Introduction

Le 15 février 2018, l'Autorité Scientifique CITES du Togo a été mise en copie de la note Ref. : DM/VZ du 25 août 2017 adressée par le Secrétariat à l'Organe de Gestion CITES Togo et relative à l'étude du commerce important de spécimens de *Centrochelys sulcata* à partir du Togo. Ce dernier a saisi l'Autorité Scientifique en vue de formuler une réponse relative à la note.

Ladite note fait référence à la résolution Conf. 17.7 "Etude du commerce de spécimens d'Animaux signalés comme produits en captivité" adoptée à la 17è session de la Conférence des Parties. Pour ce qui concerne le Togo, la note indique que sur la base des critères décrits aux paragraphes 2a) et b) de la résolution, le Comité pour les animaux a sélectionné *Centrochelys sulcata* avec les codes C et F. Les raisons du choix du Comité, tirés du paragraphe 2a) de la résolution Conf. 17.7 sont les suivantes :

- commerce de nombre important de spécimens en provenance du Togo les déclarant comme produits en captivité ;
- changements et fluctuations entre codes de sources de production en captivité ;
- non élevés en captivité conformément à la résolution Conf. 10.16 (Rev.) ou douteuse du code de source F ou C selon le code source indiqué.

Il a été annexé à la note une série de questions auxquelles il fallait apporter des réponses. Pour ce faire, des investigations auprès des différentes fermes d'élevage et établissements exportateurs de l'espèce ont été menées. La méthodologie et les résultats de ces investigations sont présentés dans les paragraphes qui suivent.

Méthodologie

La présente étude a été réalisée sur la base d'inspections des différents établissements d'élevage et d'exportation de la faune sauvage au Togo. Elle comporte trois phases :

- la première phase a été consacrée à l'analyse et à la préparation des questionnaires relatifs aux informations à fournir sur *Centrochelys sulcata* de «source C et F».

- Au cours de la 2e phase, les établissements concernés ont été informés de l'objet de la visite et des dates ont été convenues. Les inspections ont été effectuées par 3 experts, membres de l'Autorité Scientifique. Pendant les visites proprement dites, des questions ont été posées aux responsables des fermes sur la base du formulaire de recueil des données (AC29 Inf.1). Des questions supplémentaires ont été posées sur les différentes codes de source (C et F). Les données collectées ont été, le cas échéant vérifiées.
- la troisième phase a consisté au dépouillement des fiches d'enquêtes (traitement des données) et à la rédaction du rapport.

Résultats

Réponse C1

a) Il en ressort que sept (7) établissements (E1, E2, E3, E4, E5, E6, E7) élèvent des spécimens de *Centrochelys sulcata* au Togo. Cependant, l'un d'entre eux a cessé l'exportation des spécimens de l'espèce à cause (selon le responsable) d'une marge bénéficiaire trop faible, l'élevage se faisant même en Europe et aux Etats-Unis à des coûts plus compétitifs.

b) Tous, les établissements d'élevage inspectés répondent aux critères relatifs à l'environnement contrôlé à savoir :

i. les reproducteurs sont abrités dans des structures adaptées (abris, barrière de protection) et une nourriture appropriée leur est fournie ad libitum.
ii. les conditions d'hébergement sont adaptées aux caractéristiques biologiques des animaux, ce qui leur permet de satisfaire leurs besoins physiologiques.

Réponse C2

Les sept (07) établissements concernés par l'élevage de cette espèce ont été inspectés (inspection de routine ou visite de contrôle des spécimens destinés à l'exportation) au moins une (1) fois par an au cours des cinq dernières années par l'Organe de Gestion de la CITES TOGO. Toutefois, aucun des établissements d'élevage ne tient actuellement de registres au sens strict du terme. En effet quelques données sont notées de façon parcimonieuse sur du papier mais pas de façon régulière et ordonnée.

N.B. Pour remédier à ce manquement, l'Autorité Scientifique proposera dans les mois à venir un modèle unique d'enregistrement de données que tous les établissements d'élevage seront tenus de suivre.

Réponse C3

Les inspections et visites inopinées sont jusque-là effectuées uniquement par l'Organe de Gestion.

N.B : Il a été admis que des inspections régulières seront également organisées par l'Autorité Scientifique.

Réponse C4

Confère fiches de collecte de données (AC29 Inf.1) annexées au présent rapport.

Réponse C5

La tortue sillonnée (*Centrochelys sulcata*) est une espèce du désert du Sahara et du Sahel, dont la distribution est très fragmentée (Trape *et al.*, 2012 ; Petrozzi *et al.*, 2015 ; 2016 ; 2017a-b). En ceci, l'aire de distribution de *Centrochelys sulcata* n'inclut pas le Togo. De ce fait, tout le cheptel reproducteur parental disponible au Togo provient probablement du Mali et du Niger. Toutes les populations de cette grande tortue seraient en déclin, principalement en raison de deux menaces : la concurrence avec le bétail domestique pour la nourriture et l'espace (Branch, 2008), et la collecte des spécimens pour le commerce international (CITES, 2006) et pour la subsistance (Branch, 2008). L'espèce est reconnue comme Vulnérable sur la Liste rouge de l'UICN (Tortoise & Freshwater Turtle Specialist Group, 1996).

Pour se conformer aux recommandations de la Convention, l'Organe de Gestion veille à ce que les mesures suivantes soient respectées par les établissements :

i. Obligation d'obtenir un permis d'exportation des spécimens de l'espèce auprès de l'Organe de Gestion du pays d'origine.
   Obligation d'obtenir un permis de détention des spécimens de l'espèce et d'acquérir le matériel auprès d'un établissement légalement installé au Togo

ii. Toute nouvelle acquisition de reproducteur devra être signalée à l'Organe de Gestion qui vérifie la provenance du matériel et donne son accord avant l'opération. Dans le cas contraire, le matériel est saisi par les agents du Ministère.

Réponse C6

Les réponses relatives à la question C6 sont consignées dans le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1 : Cheptel reproducteur initial et supplémentaire des établissements

	Etablissement	Cheptel reproducteur initial			Spécimens supplémentaires		
		Mâle	Femelle	Année d'acquisition	Mâle	Femelle	Année d'acquisition
1	E1	2	4	1986	04	10	2017
2	E2	1	1	2002	10	16	2013
3	E3	1	3	1992	1	1	2008
4	E4	22	30	1978	AUCUN	AUCUN	-
5	E5	20	30	2000	5	8	2012
6	E6	1	2	1975	AUCUN	AUCUN	-
7	E7	2	4	2010	1	2	2012
TOTAUX		**49**	**74**	-	**21**	**37**	-

CODE DE SOURCE "F"

Réponse F1

Il ressort des investigations que, l'attribution de Code de source "F" par l'Organe Gestion ne se basait pas sur la définition de l'expression "élevé en captivité" telle que figurant dans la résolution Conf. 10.16 (Rev.), *spécimens d'espèces animales élevées en captivité*, mais d'une compréhension générale des codes sources. Par conséquent, il est impossible à l'Autorité Scientifique de spécifier les éléments de la définition qui ne sont pas satisfaits.

Réponse F2

Des avis de commerce non préjudiciable ont été élaborés pour tous les spécimens de *Centrochelys sulcata* de source "F" exportés ou réexportés à partir du Togo. Dans le cas, d'une réexportation, le l'Organe de Gestion vérifie les documents délivrés dans le pays de provenance avant de donner une autorisation.

Réponse F3

Seuls deux (2) établissements ont déclarés avoir produits des spécimens de source "F" et de source C pour exportation : Il s'agit de ES et de E4 Tous les autres ont déclarés n'avoir exporté que des spécimens de source "C".

Cependant si nous nous référons aux données disponibles sur le site internet de WCMC/PNUE (site web des espèces CITES, du 16 février 2018: https://trade.cites.org/en/cites_trade, tableau 2), des individus vivants de différentes sources ont été exportés à partir du Togo au cours de ces 10 dernières années. Les résultats du tableau 2 montrent qu'il y a une incompréhension de la définition de code source aussi bien par les établissements d'élevage que par l'Organe de Gestion pour les spécimens exportés à partir du Togo. Compte tenu du statut de l'espèce au Togo et des résultats de nos investigations au niveau des différents établissements, le code qui devrait être appliqué aux spécimens à partir du Togo doit être le Code « F ».

Tableau 2 : Quantités des diverses sources de *C. sulcata* exportés à partir du Togo

Codes	**Quantités exportés par an**									
	2007	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**
C	255	380	464	430	965	917	1175	1069	1516	387
F	240	90	72	0	100	845	2212	1884	2838	713
R	0	0	0	0	0	0	0	10	100	0
W	0	0	0	0	0	55	330	50	0	0
Total	**495**	**470**	**536**	**430**	**1065**	**1817**	**3717**	**3013**	**4454**	**1100**

Conclusion générale

La mission a constatée qu'il y a une confusion dans l'attribution des codes source pour l'exportation de spécimens de *Centrochelys sulcata* à partir du Togo. En effet, même si la plupart des fermes d'élevage ont débuté l'élevage de l'espèce il y a au moins une dizaine d'années et qu'elles ont pu avoir une deuxième génération (F2), les spécimens exportés proviennent du cheptel reproducteur de départ et sont rarement âgés de plus d'un an. Si nous nous référons aux clarifications faites par Lyons *et al.* (2015) dans le guide d'emploi des codes source, les spécimens de *C. sulcata* exportés à partir du Togo sont plutôt pour la plupart "nés en captivité". On devrait ainsi leur attribuer le code "F" et non le contraire. Dans ce cas la taille des spécimens à l'exportation ne devra pas dépasser 15 cm.

Recommandation

L'Autorité Scientifique CITES du Togo recommande l'organisation d'un atelier de renforcement des capacités des différents acteurs (comité de gestion, représentants des établissements d'élevage et autorité scientifique). Cet atelier, qui aura pour principal objectif d'aider dans l'utilisation correcte de l'attribution des codes source pour exportation, devra être conduit par un expert délégué par le Secrétariat Général.

Références bibliographiques

Branch, B. 2008. Tortoises, Terrapins and Turtles of Africa. New Holland Publishing, Cape Town, South Africa.

CITES 2006. Consideration of Proposals for Amendment of Appendices I and II Prop. 11.38. Http://www.cites.org/eng/cop/11/ prop/38.pdf [accessed 23 November 2016].

Lyons J. A, Natusch D. J D, Jenkins R. W G. 2015. Les codes de source CITES-1. https://cites.org/sites/default/files/fra/com/sc/66/F-SC66-41-A4.pdf

Petrozzi F., E. A. Eniang, G. C. Akani, N. Amadi, E. M. Hema, T. Diagne, G. H. Segniagbeto, L. Chirio, G. Amori and L. Luiselli.. 2017. Exploring the main threats for the threatened Sahel tortoise *Centrochelys sulcata*. *Oryx*, doi:10.1017/S0030605316001125.

Petrozzi F., E. M. Hema, D. Sirima, B. Douamba, G. H. Segniagbeto, T. Diagne, N. Amadi, , G. Amori, G. C. Akani, E. A. Eniang, L. Chirio and L. Luiselli. Habitat determinants of the threatened Sahel tortoise *Centrochelys sulcata* at two spatial scales. *Herpetological Conservation and Biology*, 12(2):402–409.

Petrozzi, F., Luiselli, L., Akanil, G.C. & Eniang, E.A. 2016. Supplementary distribution data of Centrochelys sulcate (Miller, 1779), in northern Nigeria (West Africa). Herpetozoa, 28, 92-94.

Petrozzi, F., Hema, E.M., Luiselli, L. & Guenda, W. 2015. A survey of the potential distribution of the threatened tortoise Centrochelys sulcata populations in Burkina Faso (West Africa). Tropical Ecology, 57, 709 - 715.

Trape J.-F., Trape S. & Chirio L. 2012. — Lézards, crocodiles et tortues d'Afrique occidentale et du Sahara. IRD éditions, Marseilles: 1-503.

Tortoise & Freshewater Turtles Specialist Group, 1996. *Centrochelys sulcata*. The IUCN Red List of Threatened Species 1996: e.T163423A5605057. Http://dx.doi.org/10.2305/IUCN.UK.1996.RLTS. T163423A5605057.en [accessed 26 November 2016].

Ont signé, les membres de l'Autorité Scientifique CITES Togo

Nom et prénoms	**Fonction**	**Signature**
Dr SEGNIAGBETO Hoinsoude	Coordinateur	
Prof. AMEVOIN Komina	Membre	
Prof. GUELLY Atsu Kudzo	Membre	
Dr AFIADEMANYO Komlan	Membre	
Dr ADJOSSOU Kossi	Membre	

ANNEXES

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNÉES

INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR L'ÉTABLISSEMENT

Date de l'inspection : 23 mars 2018 Nom de l'inspecteur principal :

Nom de l'établissement : E 1

Nom et fonction(s) de tous les inspecteurs présents :

1.

2.

3.

Type d'inspection : ☒ Première inspection Date de la dernière inspection : 2017

☐ Inspection de routine

☐ Inspection de suivi *(en cas de persistance d'anomalies ou d'incohérences relevées au cours d'une inspection antérieure)*

Raison sociale de l'établissement :

Nom du/des propriétaire(s) :

Adresse de l'établissement et nom de la personne à contacter :

Année de création de l'établissement : 2003

Nombre actuel d'employés au sein de l'établissement :

À plein temps 01 À temps partiel 02

Nom et fonction de l'employé de l'établissement accompagnant l'inspecteur/les inspecteurs :

L'entreprise fait-elle appel aux services d'un vétérinaire professionnel? Oui ☒ Non ☐

Si oui, quels sont les nom et adresse de ce vétérinaire?

L'entreprise élève-t-elle des animaux ailleurs? Oui ☐ Non ☒

Si oui, où?

Si oui, prendre des dispositions pour inspecter cet/ces endroit(s) dans les meilleurs délais

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNÉES

INFORMATIONS SUR LES ESPÈCES *(remplir un formulaire distinct pour chaque espèce élevée au sein de l'établissement)*

Date de l'inspection : 23 mars 2018 Nom de l'inspecteur principal :

Nom de l'établissement : E1 Espèce : *Centrochelys sulcata*

*Date de la première acquisition de spécimens : 1986

Origine et stade de développement du cheptel parental : Origine : NIGER Stade : Adultes

Nombre de spécimens composant le cheptel parental et répartition mâles/femelles, si connue : 06 Mâles 02 Femelles 04

*Avez-vous acquis d'autres spécimens par la suite ? Si oui, d'où provenaient-ils? OUI, NIGER

Cette espèce est-elle élevée EN CAPTIVITÉ? Oui ☒ Non ☐

Date de démarrage de l'élevage: 1986

Nombre de portées/couvées par an : 2 à 3

Nombre de nouveau-nés/œufs par portée/couvée 20-25 oeufs

Nombre obtenu l'année précédente : 100 oeufs

N.B: Entre temps, notre cheptel a été détruit à cause de l'inondation (2012). Nous l'avons reconstitué récemment, ce qui explique la baisse de naissances et de pontes.

CHEPTEL REPRODUCTEUR ADULTE	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre d'adultes présents :	17	17
Nombre de mâles présents :	04	04
Nombre de femelles :	13	13
% annuel de femelles reproductrices :	31%	

Quel type d'aliments donnez-vous aux animaux adultes? Plantes grasses (ex. Ipomoea sp), laitues...

JUVÉNILES (SPÉCIMENS ÉLEVÉS EN CAPTIVITÉ ET EN RANCH CONFONDUS)	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre de juvéniles présents :	10	10
Âge à la maturité sexuelle (en nombre d'années) :	10 à 15	
Taille ou poids à la maturité sexuelle (en cm ou g) :	30 cm	
Taille ou poids à la vente (en cm ou g) :	4 à 20 cm	
% de survie des juvéniles après deux semaines (œufs non éclos y compris)	90%	

Quel type d'aliments donnez-vous aux juvéniles? Laitue

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNÉES

INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR L'ÉTABLISSEMENT

Date de l'inspection : 22 mars 2018 Nom de l'inspecteur principal :

Nom de l'établissement : E 2

Nom et fonction(s) de tous les inspecteurs présents :

1.

2.

3.

Type d'inspection : ☒ Première inspection Date de la dernière inspection : 2015

☐ Inspection de routine

☐ Inspection de suivi *(en cas de persistance d'anomalies ou d'incohérences relevées au cours d'une inspection antérieure)*

Raison sociale de l'établissement :

Nom du/des propriétaire(s) :

Adresse de l'établissement et nom de la personne à contacter :

Année de création de l'établissement : 1989

Nombre actuel d'employés au sein de l'établissement :

À plein temps 03 À temps partiel 02

Nom et fonction de l'employé de l'établissement accompagnant l'inspecteur/les inspecteurs :

L'entreprise fait-elle appel aux services d'un vétérinaire professionnel? Oui ☒ Non ☐

Si oui, quels sont les nom et adresse de ce vétérinaire?

L'entreprise élève-t-elle des animaux ailleurs? Oui ☒ Non ☐

Si oui, où?

Si oui, prendre des dispositions pour inspecter cet/ces endroit(s) dans les meilleurs délais

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNÉES

INFORMATIONS SUR LES ESPÈCES *(remplir un formulaire distinct pour chaque espèce élevée au sein de l'établissement)*

Date de l'inspection : 22 mars 2018 — Nom de l'inspecteur principal : ----

Nom de l'établissement : EZ — Espèce : *Centrochelys sulcata*

*Date de la première acquisition de spécimens : 2002

Origine et stade de développement du cheptel parental : Mango (Togo) et Ghana ADULTES

Nombre de spécimens composant le cheptel parental et répartition mâles/femelles, si connue : 02 — Mâles 01 — Femelles 01

*Avez-vous acquis d'autres spécimens par la suite ? Si oui, d'où provenaient-ils? OUI, NIGER, MALI

Cette espèce est-elle élevée EN CAPTIVITÉ? Oui ☒ Non ☐

Date de démarrage de l'élevage: 2002

Nombre de portées/couvées par an : 01

Nombre de nouveau-nés/œufs par portée/couvée : 40-50 oeufs

Nombre obtenu l'année précédente : 600 oeufs

CHEPTEL REPRODUCTEUR ADULTE	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre d'adultes présents :	26	26
Nombre de mâles présents :	10	10
Nombre de femelles :	16	16
% annuel de femelles reproductrices :	61-62%	

Quel type d'aliments donnez-vous aux animaux adultes? Choux, laitue, pastèque, Ipomoea

JUVÉNILES (SPÉCIMENS ÉLEVÉS EN CAPTIVITÉ ET EN RANCH CONFONDUS)	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre de juvéniles présents :	347	347
Âge à la maturité sexuelle (en nombre d'années) :	10-12	
Taille ou poids à la maturité sexuelle (en cm ou g) :	40-45 cm	
Taille ou poids à la vente (en cm ou g) :	5-14 cm	
% de survie des juvéniles après deux semaines (œufs non éclos y compris)	98%	

Quel type d'aliments donnez-vous aux juvéniles? Laitue, papaye, pastèque

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNÉES

INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR L'ÉTABLISSEMENT

Date de l'inspection : 23 mars 2018 Nom de l'inspecteur principal :

Nom de l'établissement : E3

Nom et fonction(s) de tous les inspecteurs présents :

1.

2.

3.

Type d'inspection : ☒ Première inspection Date de la dernière inspection : 2017

☐ Inspection de routine

☐ Inspection de suivi *(en cas de persistance d'anomalies ou d'incohérences relevées au cours d'une inspection antérieure)*

Raison sociale de l'établissement :

Nom du/des propriétaire(s) :

Adresse de l'établissement et nom de la personne à contacter :

Année de création de l'établissement : 1992

Nombre actuel d'employés au sein de l'établissement :

À plein temps 03 À temps partiel 01

Nom et fonction de l'employé de l'établissement accompagnant l'inspecteur/les inspecteurs :

L'entreprise fait-elle appel aux services d'un vétérinaire professionnel? Oui ☒ Non ☐

Si oui, quels sont les nom et adresse de ce vétérinaire? :

L'entreprise élève-t-elle des animaux ailleurs? Oui ☒ Non ☐

Si oui, où?

Si oui, prendre des dispositions pour inspecter cet/ces endroit(s) dans les meilleurs délais

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNÉES

INFORMATIONS SUR LES ESPÈCES *(remplir un formulaire distinct pour chaque espèce élevée au sein de l'établissement)*

Date de l'inspection : 23 mars 2018 Nom de l'inspecteur principal : ...

Nom de l'établissement : E3 Espèce : *Centrochelys sulcata*

*Date de la première acquisition de spécimens : 1992

Origine et stade de développement du cheptel parental : NIGER, ADULTES

Nombre de spécimens composant le cheptel parental et répartition mâles/femelles, si connue : 04 Mâles 01 Femelles 03

*Avez-vous acquis d'autres spécimens par la suite ? Si oui, d'où provenaient-ils? OUI, NIGER et MALI

Cette espèce est-elle élevée EN CAPTIVITÉ? Oui ☒ Non ☐

Date de démarrage de l'élevage: 1992

Nombre de portées/couvées par an : 01

Nombre de nouveau-nés/œufs par portée/couvée 30 à 40 oeufs

Nombre obtenu l'année précédente : 80

CHEPTEL REPRODUCTEUR ADULTE	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre d'adultes présents :	06	
Nombre de mâles présents :	02	
Nombre de femelles :	04	
% annuel de femelles reproductrices :	80%	
Quel type d'aliments donnez-vous aux animaux adultes?	Laitue , Ipomoea	

JUVÉNILES (SPÉCIMENS ÉLEVÉS EN CAPTIVITÉ ET EN RANCH CONFONDUS)	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre de juvéniles présents :	70	
Âge à la maturité sexuelle (en nombre d'années) :	10-12	
Taille ou poids à la maturité sexuelle (en cm ou g) :	35-40 cm	
Taille ou poids à la vente (en cm ou g) :	15 cm	
% de survie des juvéniles après deux semaines (œufs non éclos y compris)	99%	
Quel type d'aliments donnez-vous aux juvéniles?	Laitue	

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNÉES

INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR L'ÉTABLISSEMENT

Date de l'inspection : 22 mars 2018 Nom de l'inspecteur principal : _____

Nom de l'établissement : E4 _____

Nom et fonction(s) de tous les inspecteurs présents :

1.

2.

3.

Type d'inspection : ☒ Première inspection Date de la dernière inspection : 2016

☐ Inspection de routine

☐ Inspection de suivi *(en cas de persistance d'anomalies ou d'incohérences relevées au cours d'une inspection antérieure)*

Raison sociale de l'établissement : _____

Nom du/des propriétaire(s) : _____

Adresse de l'établissement et nom de la personne à contacter : _____

Année de création de l'établissement : 1978

Nombre actuel d'employés au sein de l'établissement :

À plein temps 10 À temps partiel 05

Nom et fonction de l'employé de l'établissement accompagnant l'inspecteur/les inspecteurs :

_____

L'entreprise fait-elle appel aux services d'un vétérinaire professionnel? Oui ☒ Non ☐

Si oui, quels sont les nom et adresse de ce vétérinaire? _____

L'entreprise élève-t-elle des animaux ailleurs? Oui ☒ Non ☐

Si oui, où? _____

Si oui, prendre des dispositions pour inspecter cet/ces endroit(s) dans les meilleurs délais

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNÉES

INFORMATIONS SUR LES ESPÈCES *(remplir un formulaire distinct pour chaque espèce élevée au sein de l'établissement)*

Date de l'inspection : 22 mars 2018 — Nom de l'inspecteur principal : ---

Nom de l'établissement : E4 — Espèce : *Centrochelys sulcata*

*Date de la première acquisition de spécimens : 1978

Origine et stade de développement du cheptel parental :

Nombre de spécimens composant le cheptel parental et répartition mâles/femelles, si connue : 52 — Mâles 22 — Femelles 30

*Avez-vous acquis d'autres spécimens par la suite ? Si oui, d'où provenaient-ils? NON

Cette espèce est-elle élevée EN CAPTIVITÉ? Oui ☒ Non ☐

Date de démarrage de l'élevage: 1978

Nombre de portées/couvées par an : 01

Nombre de nouveau-nés/œufs par portée/couvée : 30-40 oeufs

Nombre obtenu l'année précédente : 922 oeufs

CHEPTEL REPRODUCTEUR ADULTE	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre d'adultes présents :	152	152
Nombre de mâles présents :	64	64
Nombre de femelles :	88	88
% annuel de femelles reproductrices :	80%	

Quel type d'aliments donnez-vous aux animaux adultes? Choux, laitue, pastèque

JUVÉNILES (SPÉCIMENS ÉLEVÉS EN CAPTIVITÉ ET EN RANCH CONFONDUS)	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre de juvéniles présents :	302	302
Âge à la maturité sexuelle (en nombre d'années) :	15-17	
Taille ou poids à la maturité sexuelle (en cm ou g) :	40-45 cm	
Taille ou poids à la vente (en cm ou g) :	5-8 cm	
% de survie des juvéniles après deux semaines (œufs non éclos y compris)	99%	

Quel type d'aliments donnez-vous aux juvéniles? Chou, laitue, pasthèque

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNÉES

INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR L'ÉTABLISSEMENT

Date de l'inspection : 22 mars 2018 Nom de l'inspecteur principal : ----------

Nom de l'établissement : ES

Nom et fonction(s) de tous les inspecteurs présents :

1.

2.

3.

Type d'inspection :

☒ Première inspection Date de la dernière inspection : 2016

☐ Inspection de routine

☐ Inspection de suivi *(en cas de persistance d'anomalies ou d'incohérences relevées au cours d'une inspection antérieure)*

Raison sociale de l'établissement : ----------

Nom du/des propriétaire(s) : ----------

Adresse de l'établissement et nom de la personne à contacter : ----------

Année de création de l'établissement : 1997

Nombre actuel d'employés au sein de l'établissement :

À plein temps 02 À temps partiel 07

Nom et fonction de l'employé de l'établissement accompagnant l'inspecteur/les inspecteurs : ----------

L'entreprise fait-elle appel aux services d'un vétérinaire professionnel? Oui ☒ Non ☐

Si oui, quels sont les nom et adresse de ce vétérinaire? ----------

L'entreprise élève-t-elle des animaux ailleurs? Oui ☒ Non ☐

Si oui, où? ----------

Si oui, prendre des dispositions pour inspecter cet/ces endroit(s) dans les meilleurs délais

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNÉES

INFORMATIONS SUR LES ESPÈCES *(remplir un formulaire distinct pour chaque espèce élevée au sein de l'établissement)*

Date de l'inspection : 22 mars 2018 — Nom de l'inspecteur principal : ____

Nom de l'établissement : ES — Espèce : *Centrochelys sulcata*

*Date de la première acquisition de spécimens : 2000

Origine et stade de développement du cheptel parental : Préfecture de TONE (TOGO) ADULTES

Nombre de spécimens composant le cheptel parental et répartition mâles/femelles, si connue : 50 — Mâles 20 — Femelles 30

*Avez-vous acquis d'autres spécimens par la suite ? Si oui, d'où provenaient-ils? OUI, TONÉ

Cette espèce est-elle élevée EN CAPTIVITÉ? Oui ☒ Non ☐

Date de démarrage de l'élevage: 2000

Nombre de portées/couvées par an : 01

Nombre de nouveau-nés/œufs par portée/couvée : 20-40 oeufs

Nombre obtenu l'année précédente : 500 oeufs (environ)

CHEPTEL REPRODUCTEUR ADULTE	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre d'adultes présents :	63	
Nombre de mâles présents :	25	
Nombre de femelles :	38	
% annuel de femelles reproductrices :	85%	

Quel type d'aliments donnez-vous aux animaux adultes? Laitue, papaye, patate douce

JUVÉNILES (SPÉCIMENS ÉLEVÉS EN CAPTIVITÉ ET EN RANCH CONFONDUS)	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre de juvéniles présents :	09	
Âge à la maturité sexuelle (en nombre d'années) :	10-15	
Taille ou poids à la maturité sexuelle (en cm ou g) :	25-30 cm	
Taille ou poids à la vente (en cm ou g) :	5 cm	
% de survie des juvéniles après deux semaines (œufs non éclos y compris)	85%	

Quel type d'aliments donnez-vous aux juvéniles? Laitue, herbe, papaye

N.B.: L'association des fermes dénommée UNELAT s'est réunie et a confié aux fournisseurs fiables les adultes de *C. sulcata* compte tenu de la disponibilité des herbes destinées à leur nutrition dans son milieu de reproduction.

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNÉES

INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR L'ÉTABLISSEMENT

Date de l'inspection : 23 mars 2018 Nom de l'inspecteur principal :

Nom de l'établissement : EG

Nom et fonction(s) de tous les inspecteurs présents :

1.

2

3.

Type d'inspection : ☒ Première inspection Date de la dernière inspection : Mai 2017

☐ Inspection de routine

☐ Inspection de suivi *(en cas de persistance d'anomalies ou d'incohérences relevées au cours d'une inspection antérieure)*

Raison sociale de l'établissement :

Nom du/des propriétaire(s) :

Adresse de l'établissement et nom de la personne à contacter :

Année de création de l'établissement : 1970

Nombre actuel d'employés au sein de l'établissement :

À plein temps 04 À temps partiel

Nom et fonction de l'employé de l'établissement accompagnant l'inspecteur/les inspecteurs :

L'entreprise fait-elle appel aux services d'un vétérinaire professionnel? Oui ☒ Non ☐

Si oui, quels sont les nom et adresse de ce vétérinaire?

L'entreprise élève-t-elle des animaux ailleurs? Oui ☒ Non ☐

Si oui, où?

Si oui, prendre des dispositions pour inspecter cet/ces endroit(s) dans les meilleurs délais

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNÉES

INFORMATIONS SUR LES ESPÈCES *(remplir un formulaire distinct pour chaque espèce élevée au sein de l'établissement)*

Date de l'inspection : 23 mars 2018 Nom de l'inspecteur principal : _____

Nom de l'établissement : EC Espèce : *Centrochelys sulcata*

*Date de la première acquisition de spécimens : 1975

Origine et stade de développement du cheptel parental : Togo, région des Savanes, ADULTES

Nombre de spécimens composant le cheptel parental et répartition mâles/femelles, si connue : 03 Mâles 01 Femelles 02

*Avez-vous acquis d'autres spécimens par la suite ? Si oui, d'où provenaient-ils?

Cette espèce est-elle élevée EN CAPTIVITÉ? Oui ☒ Non ☐

Date de démarrage de l'élevage: 1975

Nombre de portées/couvées par an : 01

Nombre de nouveau-nés/œufs par portée/couvée 30 oeufs

Nombre obtenu l'année précédente : 52

CHEPTEL REPRODUCTEUR ADULTE	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre d'adultes présents :	03	03
Nombre de mâles présents :	01	01
Nombre de femelles :	02	02
% annuel de femelles reproductrices :	80%	

Quel type d'aliments donnez-vous aux animaux adultes? Fruits, légumes, croquettes, herbes succulentes

JUVÉNILES (SPÉCIMENS ÉLEVÉS EN CAPTIVITÉ ET EN RANCH CONFONDUS)	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre de juvéniles présents :	00	00
Âge à la maturité sexuelle (en nombre d'années) :	10	
Taille ou poids à la maturité sexuelle (en cm ou g) :	40-45 cm	
Taille ou poids à la vente (en cm ou g) :	15 cm	
% de survie des juvéniles après deux semaines (œufs non éclos y compris)	98%	

Quel type d'aliments donnez-vous aux juvéniles? Légumes et herbes succulentes

N.B : Les fermes de UNELAT se sont associées depuis plus de 15 ans afin de donner une partie de leur cheptel à un fournisseur sérieux situé en campagne pour qu'il procède à la reproduction de ces animaux. La raison est la diminution du coût d'entretien des animaux en captivité. En effet, ce forunisseur peut facilement et gratuitement nourrir les animaux avec des herbes sauvages et les fruits disponibles sur ses terres agricoles.
Pour information, TOGANIM Sarl n'est pas exportateur de *C. sulcata*. Sa part de production est laissée à disposition des autres fermes.

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNÉES

INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR L'ÉTABLISSEMENT

Date de l'inspection : 23 mars 2018 Nom de l'inspecteur principal :

Nom de l'établissement : E7

Nom et fonction(s) de tous les inspecteurs présents :

1.

2.

3.

Type d'inspection : ☒ Première inspection Date de la dernière inspection : 2017

☐ Inspection de routine

☐ Inspection de suivi *(en cas de persistance d'anomalies ou d'incohérences relevées au cours d'une inspection antérieure)*

Raison sociale de l'établissement :

Nom du/des propriétaire(s) :

Adresse de l'établissement et nom de la personne à contacter :

Année de création de l'établissement : 2012

Nombre actuel d'employés au sein de l'établissement :

À plein temps 02 À temps partiel 04

Nom et fonction de l'employé de l'établissement accompagnant l'inspecteur/les inspecteurs :

L'entreprise fait-elle appel aux services d'un vétérinaire professionnel? Oui ☒ Non ☐

Si oui, quels sont les nom et adresse de ce vétérinaire?

L'entreprise élève-t-elle des animaux ailleurs? Oui ☒ Non ☐

Si oui, où?

Si oui, prendre des dispositions pour inspecter cet/ces endroit(s) dans les meilleurs délais

FORMULAIRE DE RECUEIL DES DONNÉES

INFORMATIONS SUR LES ESPÈCES *(remplir un formulaire distinct pour chaque espèce élevée au sein de l'établissement)*

Date de l'inspection : 23 mars 2018 Nom de l'inspecteur principal : ---

Nom de l'établissement : E7 Espèce : *Centrochelys sulcata*

*Date de la première acquisition de spécimens : 2010

Origine et stade de développement du cheptel parental : LOME chez un amateur ADULTE

Nombre de spécimens composant le cheptel parental et répartition mâles/femelles, si connue : 06 Mâles 02 Femelles 04

*Avez-vous acquis d'autres spécimens par la suite ? Si oui, d'où provenaient-ils? OUI, LOME

Cette espèce est-elle élevée EN CAPTIVITÉ? Oui ☒ Non ☐

Date de démarrage de l'élevage: 2010

Nombre de portées/couvées par an : 01

Nombre de nouveau-nés/œufs par portée/couvée 20-30

Nombre obtenu l'année précédente : 270

CHEPTEL REPRODUCTEUR ADULTE	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre d'adultes présents :	06	
Nombre de mâles présents :	02	
Nombre de femelles :	04	
% annuel de femelles reproductrices :	87%	

Quel type d'aliments donnez-vous aux animaux adultes? Laitue, pastèque, papaye, Ipomoea

JUVÉNILES (SPÉCIMENS ÉLEVÉS EN CAPTIVITÉ ET EN RANCH CONFONDUS)	Données fournies par l'établissement	Dénombrement réalisé par l'inspecteur (si possible)
Nombre de juvéniles présents :	50	50
Âge à la maturité sexuelle (en nombre d'années) :	—	
Taille ou poids à la maturité sexuelle (en cm ou g) :	—	
Taille ou poids à la vente (en cm ou g) :	8-15 cm	
% de survie des juvéniles après deux semaines (œufs non éclos y compris)	95%	

Quel type d'aliments donnez-vous aux juvéniles? Laitue

ANNEX 2T

MINISTRY OF AGRICULTURE
AND RURAL DEVELOPMENT
VIETNAM ADMINISTRATION OF FORESTRY
VIETNAM CITES MANAGEMENT AUTHORITY

Hanoi, 15th March 2018

To: CITES Secretariat

Sub: ***Implementation of CITES Secretariat's notification concerning Review of trade in animal specimens reported as produced in captivity***

Source code "F"

F1 For all exports of specimens of the selected species using source code "F", please explain which element(s) of the definition of "bred in captivity" in Resolution Conf. 10.16 (Rev.) on *Specimens of animal species bred in captivity* have not been met.

Exported live seahorse specimens are determined from F1 generation to F2 generation, bred in cement or composite material tanks.

F2 Please confirm that non-detriment findings have been made for the export of all speciments of the species concerned with the source code "F" and the way in such findings have been made, particularly for species not native to your country.

- Vietnam has not implemented any NDF for seahorse species.

- The identification process for source "F" of specimens is being finalized and announced in the near future by research facilities.

F3 How many facilities in your country are producing specimens of the species concerned which are subsequently being exported?

- By 2015, 02 farms were granted breeding and ranching seahorse certificates;

- By 2017, farms stop their operation since their produced specimens are not allowed to be exported.

F4 Has the breeding stock received additional specimens from the wild since establishment and if so, how many and when and how was it determined that they were obtained in accordance with the provisions of CITES and relevant national laws and in a manner not detrimental to the survival of the species in the wild?

+ *Additional specimens from the wild have been received for breeding.*

Add: B9 Building, 2 Ngoc Ha Street, Ha Noi - Viet Nam; Tel: (84-24) 3733 5676; Fax: (84-24) 3734 6742
Email: cites_vn.kl@mard.gov.vn; ngahtt.ln@mard.gov.vn

+ Each farm supplements 50 - 100 pair of male-female (2015 information), the supplementation is made once every 2-3 years. From 2015, registered farms do not supplement any male-female individuals since seahorse specimens are not allowed to be exported. Parent individuals are collected by divers (not listed in prohibited profession) in regions where seahorses are distributed in Central and Southwestern Vietnam waters.

- How and at what life cycle stage are specimens collected to be introduced into the breeding/ production facility?
  Breeding facilities collect parent individuals at pregnant stage.

- Is always the same stage collected and reared in the facility or can different stages be collected?
  Same stage.

- If different stages are collected, are these kept separately at the breeding/ production facility?
  Yes, they are kept separately at facilities.

- Is there a book-keeping mechanism for incoming and outgoing specimens?
  Facilities have records on incoming and outgoing specimens. Currently, there are no legal regulations on marking seahorse specimens.

- Is there an NDF conducted for the offtake of specimens from the wild to supplement the breeding/ production facility? If yes can you provide the details of that NDF?
  Currently, there is no NDF conducted for the offtake of specimens from the wild to supplement the breeding/ production facility.

- Explain why you believe that source code "F" is the most appropriate

Farms in Viet Nam generally adopt semi-wild breeding method. Healthy F1 specimens selected for stocking in controlled semi-wild breeding areas will be transferred to tanks at the end of pairing and pregnancy stages. The breeding process is repeated in years, usually every 2 to 3 years parent individuals from wild are supplemented to avoid genetic degradation. The number of parent individuals from wild is relatively small, mainly due to the export of F1 and F2 generations' individuals, so coding "F" for seahorses is appropriate.

Add: B9 Building, 2 Ngoc Ha Street, Ha Noi - Viet Nam; Tel: (84-24) 3733 5676; Fax: (84-24) 3734 6742
Email: cites_vn.kl@mard.gov.vn; ngahtt.ln@mard.gov.vn

MINISTRY OF AGRICULTURE
AND RURAL DEVELOPMENT
VIETNAM ADMINISTRATION OF FORESTRY
VIETNAM CITES MANAGEMENT AUTHORITY

DATA COLLECTION FORM

SPECIES INFORMATION (to be completed separately for each species held at the facility)

Date of inspection: May 2015. Name of senior inspecting officer:
Facility name: FACILITY 1 Tropical Species: *Hippocampus comes*

* Date species first acquired: May of 2012
Source and life-stage of initial stock? Nha Trang (Khanh Hoa), Phan Ri (Binh Thuan); life stage: 4 - 8 month
Numbers of initial stock, and sexes, if known: 30
Males: 10. Females: 20.
Have additional animals been obtained since you acquired the initial stock? If so, from where?: Yes, those are individuals collected in Nha Trang (Khanh Hoa province), Phan Ri (Binh Thuan province)

Do you **BREED** this species?: Yes
When did you start breeding?: May of 2012
litters/clutches per year?: 1 clutch/year
offspring/eggs in litter/clutch: 205-622 eggs/clutch
produced in the previous year: 15,000 individuals

ADULT BREEDING STOCK	Facility information	Inspector count (where possible)
Number of adults present?	40	
Number of males present?	15	
Number of females?	25	
What % of females breed each year?	52.99	

What do you feed adult animals?
Live shrimp.

Add: B9 Building, 2 Ngoc Ha Street, Ha Noi - Viet Nam; Tel: (84-24) 3733 5676; Fax: (84-24) 3734 5742
Email: cites_vn.kl@mard.gov.vn; ngahtt.ln@mard.gov.vn

REARING STOCK (CAPTIVE BRED AND RANCHED COMBINED)	Facility information	Inspector count (where possible)
Number of juveniles present?	4,000	
Age at sexual maturity (years)?	12-15 months	
Size or mass at sexual maturity (cm or g)?	6-8 cm	
Size at sale (cm or g)?	5- 8 cm	
What percentage of juvenile survive beyond 2 weeks? *includes mortalities of eggs that didn't hatch.*	65-70	

What do you feed rearing and juvenile animals?

From 1-10 days: They eat copepoda, paracalanua, arcatri.

From 2 months: They eat Artemia, Amphipoda, Palamonidae.

Add: B9 Building, 2 Ngoc Ha Street, Ha Noi - Viet Nam; Tel: (84-24) 3733 5676; Fax: (84-24) 3734 6742
Email: cites_vn.kl@mard.gov.vn; ngahtt.ln@mard.gov.vn